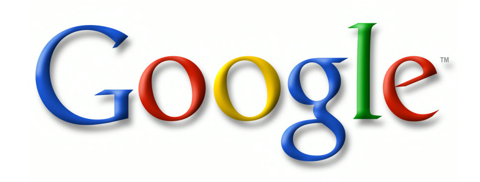




1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE





Joseph Wolstenholme.

HISTOIRE

DU

DUC DE WELLINGTON.

Bruxelles. — Imp. de E. Guyot et Stapleaux fils,
rue de Schaerbeek, 12.

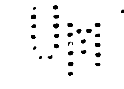


MARMONT

HISTOIRE

DU DUC

DE



WELLINGTON

PAR

A. BRIALMONT.

TOME III.

PARIS,
CHARLES TANERA,
LIBRAIRE POUR L'ART MILITAIRE,
Quai des Augustins, 27.

BRUXELLES,
E. GUYOT ET STAPLEAUX FILS,
ÉDITEURS,
rue de Schaerbeek, 12.

1857

AVERTISSEMENT.

I

Les deux premiers volumes de l'histoire du duc de Wellington ont donné lieu à des observations critiques sur lesquelles nous croyons devoir appeler un moment l'attention du lecteur.

On nous a reproché, en France, trop d'admiration pour le vainqueur de Waterloo, et, en Angleterre, trop de sévérité.

Cette appréciation contradictoire est le résultat de la stricte neutralité que nous avons gardée entre le dénigrement des uns et l'enthousiasme des autres. Il faudra du temps pour que la nation française, oubliant ses vieilles préventions et faisant violence à ses sentiments intimes, accepte Wellington pour un grand général ; et il faudra du temps aussi pour convaincre le peuple anglais que son héros tout admirable qu'il soit, est loin d'égaler Bonaparte.

Pour condamner un livre, il ne suffit pas de dire qu'il est partial; il faut prouver que les faits y sont mal exposés ou mal interprétés. C'est le rôle et même le devoir de la critique. Or, jusqu'ici elle n'a pas signalé d'erreur grave ni de source importante négligée. On en conclura sans doute que nos prétentions à l'exactitude ne sont pas dénuées de fondement.

Quant à nos appréciations, si on les trouve empreintes de trop d'enthousiasme, il faut en attribuer la cause, non à un excès de bienveillance pour le général anglais, mais à l'empire qu'exercent naturelle-

ment sur certains esprits les grandes actions et les nobles caractères. Loin d'être regrettable, cette influence, se communiquant au lecteur, devient un enseignement précieux, sans lequel l'histoire serait une école stérile ou dangereuse. Celui qui ne sent pas son cœur battre au récit d'une belle action, qui demeure impassible ou lâchement résigné en face d'un grand crime ou d'une grande iniquité, —celui-là n'est pas digne d'écrire pour l'instruction de ses semblables. L'historien comme le magistrat doit avoir des passions, parce qu'il est homme. On juge mal quand on ne sent pas. L'impartialité absolue n'est pas dans la nature.

II

On prétend que nous avons mis trop de scrupule à citer nos sources et trop de soin à justifier, par des documents ou des notes explicatives, nos jugements sur les hommes et les faits.

« Il faut, dit-on, entre l'écrivain et le public, une confiance réci-
« proque..... Si l'on devait toujours apporter avec soi la preuve de ses
« assertions, la tâche de chacun deviendrait accablante... Nous ne
« croyons pas qu'il soit rigoureusement nécessaire pour un historien
« de s'appuyer toujours d'un document; sa parole d'honnête homme
« doit avoir assez d'autorité pour provoquer la confiance. »

Voilà ce qui s'appelle faire bon marché de l'exactitude et de la vérité historique.

Le prétendu défaut que l'on signale est en réalité la seule qualité du livre, ou du moins la seule que nous ayons cherché à obtenir.

A notre avis, c'est une singulière prétention de vouloir que le public accepte sans preuves les jugements de l'écrivain *honnête homme*. L'histoire est essentiellement une œuvre de critique, de discussion, de contrôle perpétuel. Aussi, les premiers historiens de notre temps, les Augustin Thierry, les Guizot, les Michelet, les de Barante, les Macaulay, etc., ont eu, nous ne dirons pas la modestie, mais le bon sens de supposer qu'on ne les croirait pas sur parole. De là ces notes, ces éclaircissements, ces doutes loyalement exprimés, ces précieuses indications de sources qui garantissent la bonne foi de l'auteur et permettent au public de juger en connaissance de cause.

Sans doute, quelques auteurs ont jugé convenable de s'affranchir de cette obligation, pour donner du charme et de l'originalité à leur style; mais les travaux de ces auteurs sont-ils plus estimés, plus utiles

surtout à la science? Nul n'oserait le soutenir. Le but de l'historien n'est pas de chercher à plaire; — une plus haute et plus noble mission est assignée à ses efforts. Il doit conduire le lecteur à travers le dédale des faits, éclairer sa route au flambeau de la critique, lui faire toucher en quelque sorte la vérité du doigt. Excursion toujours pénible, souvent ennuyeuse, jamais sans utilité. Heureux les esprits d'élite qui savent instruire et charmer tout à la fois!

III

Voici en quels termes on nous a signalé une prétendue contradiction.

« L'auteur s'est contredit d'une part, en voulant attribuer à Wel-« lington les qualités d'audace, de pénétration et de promptitude qui « étaient certainement plus le propre des généraux français, — et d'au-« tre part, en disant quelquefois que Wellington n'agissait jamais que « par suite de combinaisons préméditées et avec une presque certitude « de succès. »

La contradiction serait évidente, en effet, si la prudence et le calcul excluaient toute idée d'audace. Mais cela n'est pas soutenable. L'opération la plus audacieuse et la plus inattendue de Napoléon, le passage des Alpes, est en même temps celle qu'il prépara avec le plus de soin et de circonspection.

Un général qui se fie au hasard, aux ressources imprévues de son génie, est plutôt un téméraire qu'un audacieux, un coureur d'aventures plutôt qu'un grand capitaine.

IV

On nous reproche d'avoir glissé trop légèrement sur certains faits; d'avoir mis en notes des détails et des réflexions qui auraient dû trouver place dans le texte.

En faisant cette critique, on a perdu de vue que notre but était d'écrire une *histoire du duc de Wellington*, et non une *histoire des guerres de l'Inde, de la Péninsule et des Pays-Bas.* Il existe, en effet, une grande différence, sous le rapport du cadre et de la composition, entre une biographie et une œuvre historique. L'exemple suivant en fournira la preuve :

Dans le chapitre XV nous avons donné une description très-sommaire de la bataille de Ligny, en même temps que nous avons insisté

sur toutes les particularités des batailles de Quatre-Bras et de Waterloo. Cela tient à ce que Wellington n'assista point à la première et qu'il dirigea en personne les deux autres. Si nous avions écrit l'histoire du maréchal Blucher, nous eussions fait tout l'opposé.

La première règle et la plus essentielle de la composition historique est de proportionner le cadre au sujet. Voilà pourquoi nous avons dû rejeter en notes une foule de détails et de faits généraux qui, dans une *histoire des guerres de Wellington* auraient trouvé place dans le texte.

V

Quelques militaires sont d'avis que le récit des campagnes de Wellington aurait dû être précédé d'une description détaillée des théâtres de guerre; — d'autres trouvent nos relations de batailles trop sommaires, trop décharnées.

Pour ce qui regarde les descriptions topographiques, nous ferons observer que les hommes spéciaux y suppléent avantageusement par de bonnes cartes, et que les autres les dédaignent ou ne les comprennent point.

Quant aux mouvements exécutés sur le champ de bataille, il est impossible de les donner d'une manière précise et complète. On ne trouve, en effet, dans les bulletins officiels et dans les relations des témoins oculaires, que les mouvements généraux ayant exercé une influence décisive. Ceux-là nous les avons indiqués avec une scrupuleuse exactitude, sans chercher à remplir les lacunes par des détails puisés dans notre propre fonds.

Il y a deux manières de décrire une bataille. L'une consiste à narrer les faits d'après les documents les plus dignes de foi, avec l'intention d'être vrai plutôt que neuf, intéressant, pittoresque.

L'autre manière consiste à lire toutes les relations et à se former, d'après cette lecture, une idée générale de la bataille, interprétant ce qui est obscur, complétant ce qui est défectueux et reconstituant par l'imagination la scène entière dont les bulletins et les rapports donnent seulement un résumé substantiel.

La première méthode d'écrire est aride; mais elle expose moins l'historien à commettre des erreurs.

La seconde, au contraire, permet de tracer des tableaux animés, pleins de charme et d'intérêt; mais qui, malheureusement, sont presque toujours des tableaux de fantaisie.

Cherchant à instruire plutôt qu'à flatter l'imagination, nous avons tout naturellement donné la préférence à la première de ces deux méthodes.

VI

La critique la plus importante de l'*Histoire du duc de Wellington* a été formulée dans les termes suivants, par un homme de lettres distingué :

« Le plan adopté par M. le capitaine Brialmont nous paraît sujet à « discussion. Au lieu de mêler au récit des événements les réflexions « ou les jugements qui en découlent, il a scindé son œuvre en deux « parties : l'une historique, l'autre purement critique. Dans la pre- « mière, il s'est attaché à établir les faits; dans la seconde, à juger « l'homme qui s'y est trouvé mêlé comme acteur principal.

« Ce plan, s'il faut parler avec franchise, ne nous semble pas heu- « reux. Détruire le lien naturel des faits et des jugements qu'ils pro- « voquent, mettre d'un côté la pièce et de l'autre l'acteur, ou l'appré- « ciation que l'on fait de lui; établir arbitrairement cette division, que « l'auteur a raison d'appeler une scission ; c'est d'abord renoncer de « gaieté de cœur aux avantages de la variété, car les considérations « générales reposent l'esprit du détail des faits, et tour à tour le détail « des faits le repose des considérations générales; mais surtout c'est « remplacer l'ordre vrai et vivant par une symétrie artificielle et ina- « nimée. Nous croyons comprendre que l'auteur a voulu ainsi alléger « pour lui le fardeau toujours considérable de la composition, et qu'il « a trouvé commode de faire en quelque sorte deux compartiments, « l'un pour la narration des faits, l'autre pour l'appréciation du prin- « cipal personnage; mais quel qu'ait été son motif pour adopter ce « plan, l'effet n'en est pas bon, puisqu'en plaçant dans l'un de ces com- « partiments les événements historiques, dans l'autre les considérations « critiques et philosophiques qui en résultent et les réflexions qui en « sont la vie, il a mis le corps d'un côté, l'âme de l'autre. »

Nous avons trop de confiance dans les lumières et dans l'impartialité de l'auteur de cette critique, pour ne pas supposer que la lecture des tomes II et III modifiera son appréciation. Il remarquera (ce que du reste il aurait pu voir déjà en partie dans le tome Ier) que notre relation ne se borne pas « à un simple narré des faits, » et que ce n'est pas, en un mot, pour nous servir de ses expressions « un corps sans âme. » Nous avons porté sur les faits marquants de la vie de Wel-

lington et sur les hommes avec lesquels le duc s'est trouvé en relation des jugements motivés au point de vue militaire comme au point de vue politique et moral. Aucune observation critique n'a été omise, aucun détail essentiel n'a été négligé; c'est dans l'intérêt de l'ouvrage et nullement pour simplifier notre tâche que nous avons réuni dans un « deuxième compartiment » les détails et les faits accessoires.

Cette division (moins tranchée du reste qu'on pourrait le croire d'après la préface du livre) a pour objet de conserver au récit l'unité et la gravité qu'exige une œuvre historique. Il y a des particularités, fort intéressantes pour le biographe et le philosophe, qui doivent être nécessairement élaguées d'une narration dont le principal intérêt réside dans la nature des causes et des hommes en présence.

Ce que nous avons appelé, à tort peut-être, la seconde partie de l'histoire du duc de Wellington est bien moins un jugement des faits exposés dans la première partie que le résumé de ces faits mis en regard des circonstances accessoires et personnelles qui s'y rattachent; ces circonstances, inutiles au point de vue de l'histoire générale, sont au contraire précieuses quand il s'agit de peindre le caractère ou de définir la valeur morale d'un homme.

L'exemple suivant rendra cette vérité sensible.

Le 17 juin 1815, Wellington s'était arrêté en arrière des Quatre-Bras pour attendre des nouvelles de Blucher, qu'il savait dans une position difficile. Le général Alava trouva le duc assis sur le bord d'un fossé, lisant un paquet de journaux. Il l'aborda avec un certain embarras, justifié par les bruits fâcheux qui circulaient dans l'armée. Or, la première question que lui adressa le général anglais, dans ce moment critique, fut relative au bal de la duchesse de Richemond.

Voilà sans doute un trait caractéristique. Cependant, il nous paraîtrait peu convenable de suspendre le récit des graves événements accomplis dans cette campagne de trois jours pour attirer l'attention du lecteur sur un pareil détail biographique.

De même, il serait puéril, racontant le drame émouvant de Waterloo, d'ouvrir une parenthèse pour noter la contenance impassible du général anglais, dans une situation où toutes les chances semblaient contre lui.

Quand la parole est aux faits, les hommes et les caractères doivent s'effacer.

Cependant des traits semblables à ceux que nous venons de rappeler ont une valeur réelle pour le moraliste et le biographe.

Il faut donc les recueillir et les mettre en œuvre dans un cadre séparé. C'est ce que nous avons fait.

Le lecteur impartial reconnaîtra que cette partie ne pouvait être fondue dans la première. Sans doute on y trouvera des faits et des circonstances déjà cités, mais ces répétitions ont leur utilité et quelquefois même leur charme. Beaucoup de personnes, arrivées à la fin du tome III, ne se rappelleront plus toutes les appréciations des tomes Ier et II : celles-là nous sauront gré d'avoir, dans un résumé concis, jugé l'homme après avoir jugé ses travaux; les autres conviendront peut-être que notre œuvre, dans l'état où elle se trouve, donne une idée plus nette du talent, du caractère, de l'individualité de Wellington, qu'elle ne le ferait si nous avions, au prix même de beaucoup d'art, fondu dans un même moule les matériaux divers classés dans ce qu'on a « appelé les deux compartiments de l'ouvrage. »

CHAPITRE XVI.

CARRIÈRE POLITIQUE DE WELLINGTON.

1815 — 1852.

CHAPITRE XVI.

SOMMAIRE :

Idées de Wellington sur le gouvernement et les partis. — État des esprits en Europe après 1815. — Ligne de conduite des souverains alliés. — Politique de Wellington à l'égard de la France. — Attentats sur sa personne. — Napoléon récompense l'un des assassins. — Congrès d'Aix-la-Chapelle. — George IV visite le champ de bataille de Waterloo. — Congrès de Vérone. — Wellington est envoyé à Saint-Pétersboug pour régler les affaires de la Grèce. — Participation du duc à la politique intérieure de la Grande-Bretagne. — Sa répugnance pour les institutions démocratiques. — Décadence du torysme. — Politique de transition. — Wellington, devenu ministre, personnifie cette politique. — Avénement de Canning. — Wellington et six autres torys modérés se retirent du cabinet. — Opposition du duc au nouveau ministère. — Démission de Canning. — Lord Goderich lui succède. — Faiblesse de cette administration. — Elle est obligée de se retirer après la bataille de Navarin. — Wellington nommé président du conseil. — A la suite d'un vote hostile, Huskisson se retire et avec lui quatre autre canningistes. — Wellington remanie son administration dans le sens tory modéré. — Il présente et fait voter l'importante question de l'émancipation catholique. — Fâcheuse attitude qu'il prend dans la question de la réforme parlementaire. — Sa manière de voir à l'égard de la Grèce, de la guerre civile du Portugal, des révolutions de Paris et de Bruxelles. — Impopularité momentanée de Wellington. — Chute du ministère de lord Grey. — Avénement de lord Melbourne. — Sir Robert Peel est chargé de former un nouveau cabinet. — Wellington fait partie de ce cabinet. — Mort de George IV. — Avénement de la reine Victoria. — Wellington contribue à l'établissement du *Free-trade*. — Fin du ministère

Robert Peel. — Avénement de John Russell. — Lettre de Wellington sur la défense de l'Angleterre. — Émeute des chartistes ; habiles dispositions du duc. — Sa mort ; regrets universels qu'elle inspire.

Après avoir esquissé à larges traits la vie militaire de Wellington, nous devons jeter un coup d'œil sur sa vie politique et signaler brièvement les services qu'il a rendus comme homme d'État, de 1815 à 1852, époque de sa mort.

Dans cette seconde moitié de son existence, nous retrouverons encore, sinon la même supériorité, au moins les mêmes qualités solides, le même jugement, le même coup d'œil, la même énergie, le même dévouement aux intérêts du pays et de la couronne.

Si Wellington fut inférieur sous quelques rapports à ses illustres collègues du Parlement, il eut en revanche des avantages que nul d'eux ne posséda au même degré. Ses qualités et ses défauts tenaient en partie aux habitudes de sa vie antérieure : il avait été trop longtemps soldat pour avoir les scrupules et les faiblesses ordinaires aux hommes de parti ; mais il avait aussi trop longtemps vécu au milieu de gens façonnés aux idées d'ordre et de discipline pour posséder cette flexibilité d'esprit, ce charme de langage, cette séduction de caractère et cette fécondité de ressources qui captivent, entraînent les masses et donnent de l'influence dans les assemblées délibérantes.

Ses opinions et son caractère le portaient à la résistance. Pendant la première moitié de sa vie, il combattit Napoléon, le représentant de la révolution et de la conquête ; pendant la seconde moitié, il résista à l'esprit de réforme et à la démocratie personnifiés par d'illustres orateurs et des écrivains du premier mérite. Cependant, comme il était avant tout homme de bon sens et dévoué à son pays, il ne poussa jamais la résistance jusqu'aux dernières limites. Alors même qu'il se roidit le plus contre l'opinion publique, il ne fut

jamais ni assez absolu, ni assez oppressif pour devenir un obstacle. Son système était de renoncer à une opinion dès qu'elle ne pouvait se manifester sans interrompre le cours des affaires, ou sans apporter quelque entrave à l'action du gouvernement. L'ordre pour lui était la loi suprême; les principes, les partis et les hommes ne venaient qu'en seconde ligne : « Si le monde, disait-il, était gouverné par des prin« cipes, rien ne serait plus aisé que de conduire les grandes « affaires; mais en toute circonstance, le devoir d'un homme « sage est de choisir la moindre des difficultés qui l'entou« rent. » Ce fut également la théorie de Robert Peel, avec lequel Wellington eut, comme politique, une grande conformité de vues et de sentiments.

Quoique appartenant à la classe privilégiée, ces deux hommes d'État ont porté des coups mortels aux priviléges, et quoique d'un caractère très-arrêté, ils n'ont jamais hésité à suivre leurs antagonistes, quand les événements avaient modifié leur opinion ou rendu nécessaire le sacrificé de leur personnalité. Battus sur une question de principe, ils acceptaient de bonne grâce le fait accompli. On peut dire qu'ils défendaient leurs idées comme on défend une place, aussi longtemps qu'on y peut tenir convenablement.

Wellington apportait dans l'exercice de ses devoirs politiques une résignation toute militaire. Il acceptait un portefeuille comme s'il se fût agi d'un commandement : c'était dans toute la force du terme un brave et loyal *serviteur;* il n'eut même jamais d'autre ambition que de mériter ce titre.

Bien qu'il appartînt à l'école politique de 1807, le duc se montra plus libéral que la plupart des hommes d'État qui personnifient cette école. Sa politique marque en quelque sorte la transition entre le système déchu, qui avait toutes ses sympathies, et l'école moderne, dont il n'accepta les idées que lorsque les circonstances l'exigèrent impérieusement.

Dans la guerre qui venait de finir, la légitimité avait

vaincu la révolution; mais les principes de celle-ci étaient restés debout. Le dernier coup de canon avait à peine retenti, que les idées libérales surgirent avec plus de force et d'ensemble que jamais. Wellington avait trop de prudence et de sagacité pour méconnaître la portée de ce fait. Aussi, malgré les tendances ultra-réactionnaires de certains représentants de l'absolutisme vainqueur, il fit de louables efforts pour donner satisfaction à quelques-uns des besoins de l'époque. Il soutint notamment que les États européens devaient profiter de la paix « pour réduire leurs forces militaires excessivement « accrues, et pour améliorer la condition des peuples en « donnant plus de soins aux affaires intérieures (1). »

Le duc contribua par cette sage conduite à maintenir quelque temps les souverains alliés dans la voie libérale où ils étaient entrés en 1815; mais à mesure que le besoin de popularité se fit moins sentir, ces souverains revinrent à leur ancienne politique, soit par la force de l'habitude, soit par l'influence des classes privilégiées, soit encore par la crainte du débordement des passions anarchiques.

On a vu que si les vainqueurs de 1815 ne donnèrent pas suite à leur projet de démembrement de la France, ce fut en grande partie parce que Wellington soutint et fit prévaloir dans les conseils des alliés ce principe, d'une vérité frappante tant de fois confirmée depuis, « que le repos de l'Eu« rope tient essentiellement à la tranquillité du peuple fran« çais. »

Cette conduite intelligente et libérale ne fut pas appréciée en France comme elle méritait de l'être. L'amour-propre national, étouffant le sentiment de la reconnaissance, poursuivit d'injures et de railleries le seul homme peut-être de la coali-

(1) *Memoir of the duke of Wellington*, publié par le *Times*, p. 90. Jusqu'ici nous ignorions l'auteur de ce mémoire. Le journal le *Sun*, dans son n° du 19 février 1857, nous apprend que c'est l'illustre Macaulay.

sion qui se soit montré calme et modéré, avant comme après la victoire. Pendant son séjour à Paris, Wellington fut deux fois en butte à des tentatives d'assassinat. En juin 1816, le duc avait réuni à l'Élysée-Bourbon un grand nombre de personnages distingués. Pendant le dîner, le valet d'un des convives aperçut de la fumée sortant des caves. Vérification faite, on trouva une mèche allumée près d'un baril de poudre et de plusieurs tonneaux d'huile.

La seconde tentative eut lieu le 11 février 1818. Un ancien sous-officier, nommé Cantillon, déchargea un pistolet sur le duc, au moment où il rentrait chez lui en voiture. Le coup ne porta point, et l'assassin trouva moyen de s'enfuir. On parvint cependant à l'arrêter quelque temps après ; mais traduit en justice, il fut acquitté malgré les charges les plus accablantes.

C'est à raison de cette tentative que Napoléon fit, par codicille, un legs de 10,000 francs à Cantillon (1).... Jamais peut-être la majesté impériale du prisonnier de Sainte-Hélène ne tomba si bas que dans cette circonstance. Qu'avait donc fait le duc de Wellington à Bonaparte pour que celui-ci récompensât une mauvaise action ?

Il l'avait combattu loyalement, et, après la victoire, il s'était opposé à ce que Blücher tirât une éclatante vengeânce de la mort du duc d'Enghien. L'empereur sans doute ignorait ce fait, et sans doute encore se croyait autorisé à rendre Wel-

---

(1) Ce codicille est ainsi conçu :

« Je lègue 10,000 francs au sous-officier Cantillon qui a essuyé un procès comme prévenu « d'avoir voulu assassiner lord Wellington, ce dont il a été déclaré innocent. Cantillon avait « autant de droit d'assassiner cet oligarque, que celui-ci de m'envoyer périr sur le rocher « de Sainte-Hélène. Wellington, qui a proposé cet attentat (c'est une erreur, comme « nous le verrons plus loin), cherchait à le justifier par l'intérêt de la Grande-Bretagne. « Cantillon, si vraiment il eût assassiné Wellington, se serait couvert et aurait été justifié « par les mêmes motifs : l'intérêt de la France de se défaire d'un général qui, d'ailleurs, avait « violé la capitulation de Paris, et par là s'était rendu responsable du sang des martyrs Ney, « Labédoyère et du crime d'avoir dépouillé les musées, contre le texte des traités. »

lington responsable des maux qu'il endurait à Sainte-Hélène. Mais cette double supposition fût-elle vraie, Napoléon n'en serait pas moins coupable, lui si grand, si majestueusement foudroyé par la fortune, d'avoir récompensé une tentative d'assassinat... L'histoire cesserait d'être du bon sens et de la morale, si de pareilles actions pouvaient être excusées !

En septembre 1818, Wellington fut chargé avec Castlereagh de représenter l'Angleterre au congrès d'Aix-la-Chapelle.

La seule question importante à examiner dans ce congrès fut de savoir « s'il convenait de mettre un terme à l'occupation du territoire français. » Le traité de Paris avait fixé à cinq ans la durée possible de cette occupation; or, la Russie exceptée, toutes les puissances alliées paraissaient vouloir s'en tenir à l'observation rigoureuse de cette clause. Au Parlement, lord Stanhope avait dit que ce serait *un acte de folie* que d'évacuer la France, et lord Castlereagh, dans sa réponse, s'était montré plein de ménagements pour l'orateur. Parmi les Français un grand nombre de royalistes désiraient la présence des étrangers pour raffermir le trône légitime. Le coup de pistolet tiré sur Wellington, au moment même où il allait témoigner au congrès de l'état d'ordre et de paix où se trouvait la France, servit de prétexte à cette fraction de légitimistes ardents, qui n'avaient d'ailleurs pour eux ni le roi ni le ministère (1).

Le duc, néanmoins, se plaçant au-dessus de ces considérations, demanda l'évacuation immédiate du territoire avec une

---

(1) M. de Beauchamp, dans son *Hist. de Louis XVIII*, t. II, p. 250 et suivantes, prétend qu'il y eut une conspiration ourdie pour détrôner le roi au profit de *Monsieur*. L'existence de cette conspiration toutefois ne fut pas légalement constatée.

persistance d'autant plus honorable qu'il touchait, en sa qualité de commandant des corps d'occupation, un traitement fort élevé (1). Son opinion prévalut, et, malgré les sinistres prédictions de plusieurs de ses collègues, il eut le bonheur de constater qu'il ne s'était point mépris sur le caractère de la nation française.

En 1821, peu de temps après son couronnement, George IV traversa la Belgique en revenant de Hanovre; il voulut voir le champ de bataille de Waterloo. Sa Majesté se fit expliquer par le duc de Wellington toutes les opérations de cette mémorable journée, et parut vivement touchée de les apprendre de la bouche même de celui qui les avait dirigées avec tant de succès.

L'année suivante, le duc représenta de nouveau l'Angleterre au congrès de Vérone. Lord Londonderry, mort depuis peu, avait été remplacé au *foreing-office* par Canning. Ce furent donc les idées de ce dernier que le duc se chargea de faire prévaloir.

Le but ostensible du congrès était de mettre un terme à l'occupation de Naples et du Piémont par les Autrichiens; mais en réalité, des questions plus graves et plus délicates devaient être débattues dans cette assemblée.

(1) Capefigue, t. V, p. 396 de son *Hist. de la Restauration*, prétend que le rôle de Wellington au congrès effaça celui de Castlereagh; il assure, en outre, qu'il ne régnait pas une entente bien cordiale entre ces deux hommes d'État.

Le cabinet des Tuileries avait donné ordre à son ambassadeur de demander catégoriquement aux représentants des puissances alliées si leurs gouvernements appuieraient l'intervention armée de la France en Espagne, dans le cas où l'intérêt de sa défense et de sa dignité rendrait cette intervention nécessaire.

La Prusse et l'Autriche promirent leur appui *moral*, la Russie promit à la fois son appui *moral* et *matériel;* l'Angleterre seule protesta : « L'expérience a démontré, dit le duc « de Wellington, que, pendant les révolutions, l'opinion pu- « blique est influencée par des intérêts de parti et de fac- « tion; et ce qui répugne alors le plus au sentiment général, « c'est l'intervention formelle et organisée d'une puissance « étrangère. Du reste, le fait d'une pareille intervention est « d'affaiblir et de mettre en danger le parti même en faveur « duquel on agit (1). » En conséquence, le duc refusa, au nom de son gouvernement, de s'associer aux démarches des trois autres puissances, qui se bornèrent en définitive à censurer, dans des lettres adressées à leurs représentants à Madrid (2), la conduite des libéraux espagnols et à faire entrevoir à ceux-ci la possibilité d'une guerre avec la France, s'ils ne mettaient le roi en liberté et s'ils ne modifiaient les institutions fondamentales.

En dépit de ces hésitations et de ces atermoiements, le gouvernement de Louis XVIII, entraîné par Châteaubriant, tenait à faire l'expédition « pour replacer la France au rang « des puissances militaires et réhabiliter la cocarde blanche « dans une guerre courte et presque sans danger, vers laquelle « poussait l'opinion des royalistes et de l'armée (3). »

La cour, d'un autre côté, se montrait enthousiaste du

---

(1) *Congrès de Vérone*, t. I, p. 121.
(2) *Lettres* écrites en novembre 1822.
(3) *Congrès de Vérone*, t. I, p. 145.

projet de rétablir un Bourbon par les armes d'un autre Bourbon, et de détruire du même coup un foyer de jacobinisme aux portes de la France.

La conduite des partisans de Mina et les trames bonapartistes ourdies au delà des Pyrénées fournirent un prétexte pour décider l'entrée en campagne. En prenant cette résolution, le gouvernement de Louis XVIII assuma une grande responsabilité, car la question de l'intervention armée n'avait pas été nettement résolue au congrès. Les plénipotentiaires, en effet, s'étaient bornés à déclarer qu'on laisserait à la France le soin d'agir comme elle le jugerait utile, étant plus qu'aucune autre puissance intéressée à obtenir une bonne solution.

Jaloux de profiter de cette latitude, le gouvernement jeta une armée au delà des Pyrénées, lorsqu'on le croyait encore au milieu de ses préparatifs.

Cette intervention violente d'une puissance étrangère dans les démêlés de Ferdinand et de son peuple, souleva la juste indignation des libéraux anglais. Ils savaient que les instructions de Canning n'avaient point autorisé le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne à user de menace envers la nation espagnole; d'un autre côté, ils se défiaient de l'opinion personnelle du duc, qui passait pour être peu favorable à la politique libérale du ministre des affaires étrangères. Il n'en fallut pas davantage pour que Wellington fût accusé d'avoir trompé le cabinet et favorisé, par son attitude, les prétentions absolutistes des autres puissances.

Le duc ne pouvait rester indifférent à ces accusations. Il se disculpa à la tribune des lords, en prouvant qu'il s'était littéralement conformé aux instructions du gouvernement (1), et qu'il avait même usé de toute son influence

---

(1) Voici textuellement les instructions que Canning transmit à Wellington:
« If there be a determined project to interfere by force or menace in the present struggle

pour détourner de l'Espagne une intervention à main armée (1).

L'effet de ce discours fut très-heureux, car il força l'opposition à mettre le duc et le ministère hors de cause.

Les hommes d'État qui ont siégé avec Wellington dans les conférences auxquelles donna lieu la reconstitution de l'Europe, après 1815, sont d'accord que le duc, sans être un orateur brillant, exerça dans ces réunions une grande influence par la sagacité de ses vues, la prudence de ses conseils et la sûreté de son jugement.

Ces qualités, Wellington les manifesta plus encore dans la seconde moitié de sa vie politique, lorsque, sur les instances du roi, il fut obligé de prendre une part directe à l'administration de la Grande-Bretagne.

Mais avant de suivre le duc dans cette voie nouvelle, nous rappellerons encore une circonstance où il fut appelé à rendre des services à l'étranger.

C'était en 1826, au moment où la question de la Grèce fesait surgir de grandes difficultés politiques. Canning, redoutant une solution contraire aux intérêts de son pays, jugea utile d'envoyer une ambassade à Saint-Pétersbourg, pour déterminer le czar à prendre de commun accord avec

---

« In Spain, so convainced are his Majesty's government of the uselessness and danger of « any such interference, to objectionable does it appear to them in principle as well as ut- « terly impraticable in execution that when the necessity arises or (I would rather say) « when the opportunity offers, I am to instruct your Grace at once frankly and peremptorily to declare that to any such interference come what may, his Majesty will not be a « party. »

(1) Cela est parfaitement vrai, car, le 22 novembre 1822, Châteaubriant écrivait de Vérone à M. de Villèle : « Nous voyons maintenant clairement les causes des notes violentes du duc de Wellington » (contre les projets de la France). Châteaubriant signalait même dans cette lettre, comme une évantualité possible, la guerre entre la France et l'Angleterre, preuve que le duc était loin de pactiser avec le gouvernement de Louis XVIII. Le plénipotentiaire français disait encore : « Wellington jette ici feu et flamme, et Gentz a conseillé à Ouvrard de ne pas se présenter chez lui. » Enfin, comme dernier témoignage, nous rappellerons, d'après la même source, que le duc, en passant par Paris, voulut, pour éviter la guerre, engager le gouvernement français à accepter la médiation de l'Angleterre, ce que M. de Villèle refusa net.

l'Angleterre et les autres États les arrangements nécessités par la fin de la guerre des Grecs. Il confia cette délicate mission au duc de Wellington, qui, par ses services éminents et sa position personnelle, était, plus que tout autre homme d'État, certain de recevoir un accueil empressé à la cour de Russie. Nicolas, monté depuis peu sur le trône, se montra en effet plein d'égards et de prévenances envers le vieux champion de la légitimité. Il lui exprima, dans une lettre autographe, toute son admiration pour ses éclatants services et ses hautes qualités ; il l'informa, en outre, que le régiment d'infanterie de Smolensko, formé par Pierre le Grand (un des meilleurs de l'armée) porterait dorénavant le titre de *régiment du duc de Wellington*. Ces marques de satisfaction étaient d'un bon augure pour l'ambassade; elle obtint tout le succès qu'on pouvait en attendre.

Wellington consacra une grande partie de son existence à défendre les principes de liberté et les droits des peuples foulés aux pieds par Napoléon; cependant il ne fut point, dans l'acception ordinaire du mot, un politique libéral. Son éducation première, sa longue habitude du commandement et de la discipline, qui naturellement éloignent des idées de liberté et d'égalité; ses relations avec les chefs du parti conservateur; enfin, le souvenir des folies et des excès qu'il avait vu commettre en Espagne au nom des idées libérales, le rendirent peu favorable aux institutions démocratiques. Il détestait surtout les ambitieux qui cherchent à s'élever en flattant les masses et qui, au besoin, ne craignent pas de se mettre en révolte contre la loi pour atteindre leur

but. Tout ce qui avait l'apparence du désordre ou de l'indiscipline trouvait en lui un ennemi implacable. Aussi, le peuple anglais, témoin de son énergie dans les émeutes, lui donna-t-il de bonne heure le surnom de *duc de fer* (iron duke).

Bien que par principe, par caractère et par expérience, Wellington fût enclin à soutenir les gouvernements forts et les monarchies légitimes, il comprenait cependant que l'ordre et la paix ne sont véritablement assurés que lorsque les vœux des peuples sont satisfaits. C'est ce qui le porta à défendre dans mainte circonstance la cause de la liberté, non pour la liberté elle-même, mais pour le bien qui en devait résulter; par calcul plutôt que par sympathie.

Le moment était venu où le torysme pur, qui pendant six années avait dirigé les affaires du pays, sous la ferme impulsion de lord Liverpool, allait céder la place à une politique moins roide et moins absolue.

Ce parti avait noblement accompli sa mission; les succès inespérés qu'il obtint rappelleront toujours une des plus grandes époques de l'histoire d'Angleterre. Il tomba uniquement parce qu'il n'avait plus de raison d'être, et qu'en politique ce qui est inutile presque toujours est dangereux. Au surplus, les hommes qui avaient personnifié ce parti étaient ou morts, ou sur le point de quitter la scène.

Lord Londonderry avait mis fin à ses jours, lord Sidmouth l'avait suivi de près dans la tombe, lord Eldon était sur le déclin, et lord Liverpool avait besoin de repos. Avec ces noms illustres devait disparaître la politique depuis si longtemps attaquée par les whigs, et dont la ruine prochaine excitait toute leur convoitise.

Le libéralisme avait alors pour chef Canning, et la réforme, Huskisson, le père du *free-trade*.

Canning, fils d'un avocat et d'une mère ayant épousé en secondes noces un acteur de province, avait aux yeux de l'aristocratie le tort d'être un *parvenu*. Bien qu'il fût à cette

époque l'orateur le plus populaire de la Chambre des Communes, son libéralisme ne datait pas de fort loin. En 1808, il s'était opposé aux justes prétentions des catholiques, dont il devint plus tard l'éloquent défenseur. Il ne fut même jamais un libéral dans l'acception moderne du mot; ainsi jusqu'à sa mort, il combattit la réforme parlementaire, le rapport des actes du *Test* et des corporations. Il appartenait donc à une nuance politique intermédiaire entre les tories et les whigs actuels.

Désigné par ses rares talents et sa popularité croissante au choix de lord Liverpool, Canning obtint, en 1822, la succession de lord Castlereagh, qui avait mis fin à ses jours en se coupant la gorge. Le duc de Wellington fut le principal auteur de ce petit coup d'État ministériel. Le torysme protestant, se livra à toutes sortes de manœuvres pour interdire l'accès du pouvoir à celui qui, depuis 1812, s'était fait l'avocat des prétentions catholiques. George IV n'était pas moins hostile à ce candidat, à cause du rôle qu'il avait joué dans le procès de la reine Caroline. « Lord Liverpool, jugeant que le cabinet ne pourrait se passer du talent et de l'influence de l'illustre orateur, s'était efforcé, mais en vain, de le faire agréer au monarque. « *Je m'en charge,* » dit le duc de Wellington, accoutumé à traiter George IV avec un respect inflexible et rude, auquel le roi intimidé finissait toujours par céder. Il céda en effet, et Canning entra dans le cabinet imposé aux torys par la nécessité, et au roi par le chef des tories au nom de la nécessité (1). »

Admis dans de pareilles conditions, le nouveau ministre libéral dut rencontrer nécessairement de grands obstacles, et subir même de fréquentes humiliations. Suspect à ses collègues, qui n'eurent jamais pour lui qu'une froide défé-

(1) M. GUIZOT. *Sir Robert Peel.*

rence, et mal vu par le roi, qui se vengeait de l'avoir subi en le tenant éloigné de sa cour et en le recevant le plus rarement possible, Canning se trouva à son début dans un isolement qui donna peu d'espoir au parti dont il était le représentant. Le duc de Wellington lui-même, quoique ayant travaillé à son élévation, ne lui témoigna qu'une estime et une confiance très-limitées. Cette situation exerça une influence fâcheuse sur le caractère et la santé de Canning, qui bientôt subirent une altération profonde.

Deux grandes questions : la réforme parlementaire et l'émancipation des catholiques, divisaient à cette époque le Parlement et le peuple anglais. La première ne réclamait pas de solution immédiate, mais la seconde était arrivée à maturité complète.

L'émancipation était pendante depuis le commencement du siècle. Soumise au Parlement en 1808, elle avait été repoussée par une majorité imposante. Depuis, elle s'était représentée sous diverses formes, toujours sans succès, mais plus fortement soutenue à chaque épreuve. Encouragés par ce résultat et voulant précipiter la solution, les Irlandais se livrèrent, en 1819, à des manifestations inquiétantes. Une agitation générale s'ensuivit, d'abord contenue, mais bientôt si violente qu'elle menaça de troubler sérieusement l'ordre et la paix intérieure. La politique répressive du cabinet Liverpool, l'immense besoin de réformes qui tourmentait le peuple, l'impopularité de George IV, sa préférence marquée pour les tories, son caractère égoïste et morose, enfin les désordres de sa vie misanthropique et retirée, contribuèrent singulièrement au progrès de cette agitation. Elle atteignit enfin aux dernières limites qui séparent l'agitation de la révolte (1). Séduit par d'habiles discours, le peuple méconnut ouvertement l'autorité

(1) Dans le courant de l'année 1820.

des lois et formula les propositions les plus extravagantes. Des complots furent même tramés contre la vie des ministres (1).

Le gouvernement, provoqué si ouvertement, dut recourir à des mesures extrêmes. Il dispersa les meetings par la force des armes et fit pendre les émeutiers à côté des voleurs de grand chemin (2).

Le duc de Wellington, en sa qualité de commandant général de l'artillerie, avait droit de siéger dans les conseils de cabinet ; il se prononça en faveur de la résistance avec une énergie et dans des termes qui blessèrent profondément les chefs de l'opposition. On l'accusa ouvertement de fouler aux pieds les libertés anglaises et de travailler à l'établissement d'une monarchie militaire. Ses services antérieurs, loin de le mettre à l'abri de pareils soupçons, furent un titre de plus à l'exécration des agitateurs, qui ne voyaient dans l'armée qu'un instrument la tyrannie, et dans la gloire des armes qu'un éclat fugitif, propre seulement à éblouir les peuples.

Les élections qui suivirent la dissolution du Parlement, en 1826, eurent lieu sous l'influence exclusive de la question de l'émancipation catholique. Adversaires ou partisans de la mesure, tous s'y portèrent comme à une lutte décisive. Dans les attaques dont les Irlandais et le clergé catholique furent l'objet, l'insulte se mêla à la violence : sir John Copley, depuis lord Lyndhurst, appela les prêtres : *Des étrangers de langage, de religion et de race;* et le *Times*, moins reservé, leur appliqua l'épithète *de bandits en surplis* (3).

(1) Au commencement de 1820, on découvrit une conspiration dont le chef était Thistlewood. Le plan des conspirateurs était d'assassiner les ministres pendant un dîner chez le comte Harrowby, d'incendier la caserne de cavalerie, de soulever le peuple et de prendre ensuite la Banque et la Tour. Ce plan fut divulgué par un des conjurés. Le chef subit la peine capitale et ses complices furent transportés.

(2) En 1819, à Manchester, 300 hussards dispersèrent, à coups de sabre, un meeting de 80,000 hommes. Il y eut cinq hommes tués et beaucoup de blessés.

(3) M. Guizot. *Sir Robert Peel.*

Néanmoins les catholiques gagnaient du terrain. Leur cause provoqua dans certaines régions un mouvement de sympathie dont la cour fut alarmée. Le duc d'York, très-malade, écrivit au roi pour le conjurer de résister au torrent et de nommer un cabinet exclusivement attaché à la religion protestante. Lord Liverpool et le duc de Wellington, à qui le roi communiqua la lettre de son frère, ne se laissèrent point influencer, et, tout en se montrant résolus à combattre l'émancipation, ils remirent à leur tour au roi un mémoire pour le détourner de tout cabinet exclusif et de tout engagement irrévocable (1).

Au commencement de 1827, lord Liverpool, le dernier chef du vieux parti tory, perdit tout à coup l'usage de ses facultés; après quelques semaines d'attente, il fallut lui chercher un successeur.

Le cabinet, à cette époque, se composait de libéraux et de partisans de l'ancien régime. Les premiers avaient pour représentants Canning et Peel (2).

Canning, soutenu par la faveur du peuple, semblait désigné comme chef de la nouvelle administration; mais sa politique était vivement combattue par les ultra-conservateurs et par les cours étrangères, qui voyaient avec inquiétude l'espèce de révolution qui s'opérait dans l'esprit public en Angleterre.

On tâtonna pendant six semaines. Les tories auraient voulu que le duc de Wellington succédât à lord Liverpool; mais les habitudes constitutionnelles s'opposaient à ce que le commandant en chef de l'armée devînt premier ministre.

« Enfin, le roi appela séparément pour les consulter le duc de Wellington, M. Peel et M. Canning. Au fond, il dé-

---

(1) On assure même que dès cette époque, M. Peel déclara à lord Liverpool, « qu'à son avis c'était un vain effort de prolonger encore la lutte, et qu'il lui offrait de se retirer, jusqu'à ce que, par une concession plus ou moins étendue, la question eût été réglée. »

(2) M. Peel avait succédé à lord Sidmouth au département de l'intérieur, en 1822.

testait Wellington comme on déteste un homme de qui on se sent méprisé et avec qui l'on est forcé de compter. M. Peel, qu'il estimait, lui plaisait peu; il le trouvait dépourvu des manières de la cour. Canning avait beaucoup gagné dans sa faveur. Aucun des trois ne tira le roi d'embarras. On proposa de laisser les ministres choisir eux-mêmes, et entre eux, leur chef, comme cela s'était pratiqué ou à peu près pour lord Liverpool; mais George IV ne goûta point cet expédient; Canning et Peel n'en voulurent pas davantage. Forcé de se prononcer, le roi se résolut enfin à suivre l'impulsion du public, et chargea M. Canning de reconstituer le cabinet (1). »

Bien que Wellington n'éprouvât aucune sympathie ni pour les idées ni pour la personne de Canning, par patriotisme, il s'était rangé dans le cabinet du côté des libéraux, acceptant comme une nécessité la réforme du système commercial et l'émancipation des catholiques.

Toutefois, il ne crut pas qu'il fût nécessaire de proposer ces deux mesures immédiatement. Sir Robert Peel, lord Bathurst, lord Eldon et plusieurs autres ministres exprimèrent la même opinion. Sur ce point, il y eut scission complète entre eux et leurs collègues libéraux, qui voulaient aborder tout de suite la discussion des réformes. Le cabinet cependant ne subit aucune modification, jusqu'au moment où George IV donna à Canning la succession de lord Liverpool. Froissés de cette préférence accordée au chef de la minorité, le duc de Wellington, le chancelier lord Eldon, les lords Bathurst, Westmoreland, Melville et M. Peel donnèrent leur démission. Parmi les tories, lord Bexley seul consentit à rester, sur les vives instances de Canning (2).

(1) M. Guizot.
(2) Le roi blâma les ministres qui s'étaient retirés, disant « que c'étaient eux par leur départ « et non lui qui avaient donné la prépondérance à Canning. » Voir *Sir Robert Peel's Memoirs*, t. I, p. 275.

Le duc de Wellington; en se retirant, déclara qu'il n'était pas préparé à un pareil changement de direction; et comme ses fonctions de commandant général de l'artillerie et de commandant en chef de l'armée (1), sans être politiques, exigeaient qu'il entretînt de bons rapports avec le chef du cabinet, il se démit de l'une et de l'autre charge.

« Canning, disait-il, est le partisan le plus zélé, le plus « actif et le plus capable des innovations qui menacent ac- « tuellement notre pays. Les principes de lord Liverpool « étaient des principes fixes et dans lesquels on pouvait « avoir confiance; ceux de son successeur varient tous les « jours (2). »

Paroles sévères, imprudentes même de la part de celui qui, deux ans après, devait soumettre et faire voter à la Chambre les idées dont Canning avait été le promoteur.

Sir Robert Peel, au reste, s'exposa au même reproche, en déclarant « que le maintien des lois restrictives qui empê- « chaient les catholiques d'arriver au pouvoir, était néces- « saire pour la sûreté de la constitution et dans l'intérêt de « la religion de l'État. »

En Angleterre, ces contradictions n'ont rien d'étrange. Les grands politiques en ont donné tant d'exemples que l'opinion les accueille avec plus d'indulgence qu'elle ne fait dans d'autres pays. Un homme d'État anglais n'est pas déshonoré ni même discrédité, parce qu'il reconnaît son erreur ou modifie ses convictions d'après la marche des choses. On ne peut qu'applaudir à cet usage. Combien de réformes, en effet, ju-

---

(1) Wellington avait été nommé commandant en chef de l'armée en remplacement du duc d'York, décédé le 5 janvier 1827. Il eut pour successeur son ami et brave camarade le général Hill.

(2) Dans sa *lettre* du 11 avril 1827, *à Canning*, le duc de Wellington invoque comme principale raison de sa retraite, que « les mesures proposées par le nouveau cabinet, sous la direction de Canning, seraient accueillies avec défiance par les soutiens ordinaires du gouvernement. » — Voir STOCQUELER, t. II, p. 108.

gées dangereuses dans une situation, cessent de l'être après un événement politique ou social qui a fait surgir une situation nouvelle et des besoins nouveaux!....

Peu de temps après la retraite des tories (en mai 1827), Canning et Huskisson présentèrent le corn-bill (1). Cette mesure avait été préparée à l'époque où Wellington faisait partie du gouvernement ; il ne s'y était point opposé, et l'on devait, par conséquent, le croire favorable à son adoption; néanmoins il présenta un amendement qui détruisit tout l'effet de la loi (2). Une grande agitation suivit ce vote. Les partisans du bill prêtèrent au duc le projet d'entraver la marche du gouvernement pour se venger de ce qu'il n'avait pas obtenu la présidence du conseil. Ils attribuèrent au dépit de cet échec l'offre de sa démission, et soutinrent même qu'en se démettant de ses emplois militaires, après la nomination de Canning, il avait porté atteinte à l'indépendance de la couronne.

Wellington, ému de ces reproches, se défendit à la tribune et déclara hautement « que loin de chercher à conduire les « affaires de son pays, il se sentait incapable de remplir les « fonctions de chef de cabinet, et qu'il eût été fou et plus que « fou d'y songer (3). »

Paroles célèbres, dont l'opposition se fit plus tard une arme, quand Wellington accepta, malgré sa prétendue incapacité, la présidence du conseil.

Les explications du duc furent assez bien accueillies ;

(1) Déjà, en 1824, la législature avait fait un premier pas dans la voie de la liberté du commerce en autorisant l'entrée, moyennant un droit de 30 p. c., des soieries étrangères, auparavant frappées d'une prohibition complète.

(2) Le bill ainsi défiguré (par 133 voix contre 122 données au ministère) fut renvoyé aux Communes, et rejeté par elles.

(3) « Knowing my incapacity for filling the post of first minister, I should have been mad, « and worse thun mad, if I had even entertained the insane project which certain indivi- « duals, for their own base purposes have imputed to me. »

néanmoins, elles laissèrent subsister de nombreux doutes, parce que l'antipathie de Wellington pour Canning n'était ignorée de personne.

Le premier ministre se montra excessivement blessé de l'échec qu'avait essuyé le corn-bill, et dans une séance de nuit de la Chambre des Communes, il déclara qu'après l'examen de la correspondance échangée entre Huskisson et le duc, il n'était pas convaincu que ce dernier eût agi en dehors de toute considération d'intérêt personnel. « Je ne puis me « persuader, dit-il, que même un aussi grand homme que « le duc de Wellington n'a pas servi dans cette circonstance « d'instrument à d'autres (1). »

Wellington était le dernier homme que l'on dût croire susceptible de se prêter au rôle de marchepied politique. C'est ce que Robert Peel fit ressortir dans une vigoureuse réplique aux insinuations malveillantes du premier ministre.

Canning, malgré son incontestable mérite, ne fut pas heureux au pouvoir : « La place dont il s'empara, dit un écrivain « anglais, avait été depuis douze ans un lit de repos ; elle « tomba aux mains d'un homme qui n'y trouva que d'amers « soucis, qu'une agitation fébrile : George Canning, le plus « adroit des tacticiens, le plus brillant des orateurs, fut le « plus malheureux, le plus désappointé des ministres (2). »

Quatre mois après la formation de son cabinet, l'éloquent homme d'État, vaincu par la maladie et mécontent de tout le monde, se retira dans le beau domaine du duc de Devonshire ; ce fut là que s'éteignit, au bout de quelques semaines, cette

(1) I can not exclude from my consideration that even so great, man as the duke of Wellington had been mad an instrument in the hands of others on that occasion.

(2) Docteur Croly. *Histoire de George IV.*

belle intelligence, consacrée tout entière à la défense des intérêts publics et des libertés anglaises (1).

Les débris du cabinet Canning se rallièrent autour de lord Goderich, homme intègre et honoré, mais dépourvu de l'énergie et des talents nécessaires pour maintenir ensemble les éléments d'une vaste administration. Dans l'espoir de se concilier l'appui des tories, il offrit le commandement de l'armée au duc de Wellington, qui l'accepta malgré l'éclat de sa récente démission.

La politique du cabinet ainsi recomposé ne différait point de celle de Canning ; aussi rencontra-t-elle les mêmes adversaires, plus redoutables encore, parce qu'elle n'avait pas à son service le même talent ni la même énergie.

Le 8 janvier 1828, lord Goderich, découragé par la retraite de M. Herries (qu'il regardait comme la pierre angulaire de son administration), et ne se croyant pas de force à lutter contre les difficultés qui l'entouraient, déposa sa démission entre les mains du roi.

Un fait extérieur contribua à rendre ce dénoûment inévitable. Le 20 octobre 1827, les escadres combinées d'Angleterre, de France et de Russie avaient écrasé à Navarin la flotte turco-égyptienne. Cette victoire répandit l'allégresse dans une grande partie de la chrétienté ; mais en Angleterre, on ne tarda pas à voir que le gouvernement avait joué un rôle dont la Russie devait seule profiter. La division se mit dans le cabinet, et le roi se vit obligé de pourvoir au remplacement d'une administration incapable de faire face aux attaques annoncées par les tories pour le début de la session.

La situation politique après la chute des *Canningistes* de-

(1) Canning mourut le 8 août 1827. Le public, qui adorait cet homme d'État, attribua sa mort prématurée aux chagrins que lui avait causés l'opposition de Wellington. Impression d'un jour que le lendemain efface !

vint très-difficile. Le temps des tories était passé, et celui des whigs n'était pas encore venu.

Le roi, fort embarrassé, manda le duc de Wellington et le chargea de former un cabinet, lui donnant carte blanche sous la seule condition de ne pas choisir lord Grey (1).

On fut extrêmement surpris de voir le duc accepter cette mission huit mois après sa fameuse déclaration à la Chambre des Lords. Interpellé sur ce fait dans la séance du 29 janvier, Wellington répondit qu'il n'avait accepté la présidence du conseil que pour être agréable au roi et à ses nouveaux collègues ; — que ceux-ci, dans le cours des négociations entamées pour la reconstitution du cabinet, avaient reconnu l'impossibilité de trouver quelqu'un de plus convenable pour présider le conseil ; — et que, du reste, il n'avait ni désiré, ni sollicité cette position (2).

Le chef du nouveau ministère, faisant la part des circonstances et des nécessités du moment, s'adjoignit Huskisson et quatre canningistes.

Sir Robert Peel devint l'âme de ce cabinet, où les tories cependant étaient en majorité. On peut dire que sa mission fut de préparer l'avénement des whigs, sans trop irriter la susceptibilité des conservateurs. Ministère de conciliation et non de parti, il fit de grandes choses, uniquement parce qu'il s'appuya sur les hommes politiques intermédiaires, qui sont généralement les vrais représentants de l'opinion publique. Jamais gouvernement exclusif, s'appuyant sur les partis extrêmes, n'a réussi dans les temps ordinaires. La nécessité de soutenir le pouvoir quel qu'il soit ne se fait sentir que dans les occasions où un grand péril détourne momentanément les esprits des questions intérieures. C'est ainsi que

(1) *Lettre de Wellington à Robert Peel*, 9 janvier 1828. *Sir Robert Peel's Memoirs*, p. 11.
(2) Voir STOCQUELER, t. II, p. 121.

le torysme pur accomplit de si grandes choses de 1805 à 1815, et qu'après cette période il fut, malgré ses titres à la reconnaissance publique, dans l'impossibilité de gouverner convenablement le pays.

On doit attribuer à l'influence de ces faits la résolution de Wellington de recommander à la couronne et de servir de préférence les ministères de transaction. Il est prouvé, du reste, que toutes les grandes choses accomplies en Angleterre depuis la chute de l'empire ont été conçues et menées à bonne fin par des ministères de cette espèce. Celui de lord Wellington a spécialement l'honneur d'avoir fait triompher l'importante question de la liberté des cultes. Peut-être qu'au fond le duc eût désiré n'avoir pas à résoudre cette question, non plus que celle des céréales et d'autres encore réclamées par l'opinion publique ; cet amour des lois existantes paraît d'autant plus naturel chez le vieux tory, qu'à l'époque où il accepta les fonctions de premier ministre, le parti whig lui-même était profondément divisé sur la réforme parlementaire, la libre entrée des céréales et l'émancipation catholique. On doit donc lui savoir gré de ce que, sans égard à ses sentiments intimes, il prit la ferme résolution de satisfaire dans certaines limites les vœux de la nation. Les gens absolus, qui n'admettent aucune composition avec les principes, lui ont fait un reproche de cette condescendance. A leurs yeux, le héros de l'Angleterre n'était qu'un homme faible et sans convictions. Pour mériter l'estime de ces puritains, il aurait dû refuser tout service à la couronne, sous prétexte de conserver intacts la dignité de son caractère et le prestige de ses doctrines politiques. Mais Wellington avait trop de bon sens et de patriotisme pour accepter ce rôle égoïste, conduisant à la popularité par le chemin le plus direct et le plus facile. Il ne craignait pas de s'amoindrir quand il s'agissait d'être utile à son pays. De tels dévouements sont peu compris et cependant bien méritoires quand on sait se renfermer dans de justes limites.

Peu de temps après la formation du nouveau ministère (1), lord Russell présenta à la législature une motion tendant à rapporter les actes du *Test et des corporations*, introduits dans la législation anglaise par Charles II, en haine des sectes qui avaient contribué à la mort de son père. C'était le premier pas que tentait le parti de l'émancipation catholique dans la voie de la liberté religieuse.

Le gouvernement combattit la mesure, mais les réformateurs l'emportèrent de 44 voix dans la Chambre des Communes (2).

Ce résultat et la division du cabinet embarrassèrent le duc de Wellington. Toutefois, comme à cette époque de transition politique, l'unanimité était difficile à obtenir au sein du pouvoir, il accepta le vote de bonne grâce et s'employa activement à le faire sanctionner par la Chambre des Lords. Là, il eut à combattre, entre autres, son vieil ami lord Eldon, qui qualifia le bill de mesure perfide et révolutionnaire (*mischievous and revolutionary bill*).

Dans la séance du 17 avril, Wellington résuma son opinion dans les termes suivants : « Il n'est pas admissible que le rap-
« pel des actes du *Test* puisse troubler la parfaite sécurité de
« l'Église et son union permanente avec l'État. Ces actes
« non-seulement ne répondent plus à leur but, mais ils sont
« encore une anomalie et une absurdité: une anomalie par
« leur origine, une absurdité par leur résultat. »

Et dans la séance du 21, répondant à l'argument capital des tories, « que le respect des anciennes lois faisait la force de l'Angleterre, » le duc, avec son bon sens pratique, répondit: « Je ne suis pas de ceux qui pensent que le meilleur
« moyen de préserver la constitution de ce pays consiste dans

(1) Le 26 février.
(2) 237 pour, 193 contre. Ce même bill avait été rejeté, en 1790, par une majorité de 187 voix.

« le maintien rigide de mesures prises en vue de circon-
« stances particulières, il y a plus de deux siècles : ce laps
« de temps doit justifier au contraire leur modification, si-
« non leur suppression complète. J'admets que ces actes aient
« assuré la paix religieuse à ce pays, il y a deux cents ans;
« mais quand le Parlement discute les meilleurs moyens de
« préserver la constitution anglaise, il doit être certainement
« permis de rechercher si quelque modification ne peut être
« apportée aux lois existantes pour concilier toutes les par-
« tis (1). »

A ces vues libérales, les vieux tories opposèrent les anciennes maximes d'État, et, faute de mieux, d'impitoyables railleries sur les évolutions politiques de Sa Grâce :

« J'ai beaucoup entendu parler de *la marche de l'esprit*
« *humain,* dit ironiquement lord Eldon, mais je ne me se-
« rais jamais attendu à le voir marcher dans cette Chambre,
« le duc de Wellington et les évêques en tête. »

Cependant le bill favorable aux dissidents passa. L'opposition ne se méprit pas sur la portée de cet acte : « Plus tôt ou plus tard, dit lord Eldon, peut-être cette année même, certainement l'an prochain, la concession aux dissidents sera suivie des mêmes concessions aux catholiques... »

Un mois après le rapport des actes du *Test,* Huskisson représenta son bill sur les céréales. Cette fois, le chef du cabinet se fit le défenseur de la mesure, malgré la défiance qu'elle lui inspirait, — et le bill fut voté.

Dans le cours de la session, on présenta deux motions ayant pour but de retirer la franchise électorale aux bourgs

---

(1) Quoique le gouvernement eût combattu le bill à la Chambre des Communes, il est permis de croire que le duc de Wellington en fut partisan, car jamais il n'a fait de déclaration contraire à celle que nous venons de rapporter.

pourris de Penrhyn et d'East-Retford. Les Communes s'occupèrent d'abord de Penrhyn, et un bill transférant les priviléges de ce bourg à la ville de Manchester fut envoyé par elles à la Chambre des Lords. Quant à East-Retford, la décision fut provisoirement ajournée jusqu'à ce qu'on connût celle des lords sur la première question.

Le 19 mai, lorsque l'affaire d'East-Retford se présenta, le rejet du bill de Penrhyn par les lords paraissait tellement certain, que les ministres, qui s'étaient engagés à donner la franchise électorale à une ville dans le cas seulement où deux bourgs seraient annulés, se considérèrent comme n'ayant en effet qu'un bourg disponible : ils votèrent donc tous, à l'exception d'un seul, contre le transfert des priviléges d'East-Retford à Birmingham.

Huskisson ayant déclaré antérieurement qu'il accepterait dans tous les cas ce transfert, se crut lié par sa parole et vota contre ses collègues. De retour chez lui, il écrivit au duc de Wellington « qu'il croyait convenable, après ce qui s'était « passé, de mettre son portefeuille à la disposition du chef du « cabinet (1). »

Le duc soumit aussitôt cette lettre au roi, comme l'équivalent d'une démission en règle. Cette précipitation ne fut pas du goût de Huskisson, qui s'attendait à une entrevue préalable avec le chef du cabinet. Il s'en plaignit dans une série de lettres où perce le vif désir qu'il avait de garder son portefeuille ; mais Wellington n'aimait pas ce canningiste ; aussi, quand Palmerston, Dudley et Ward s'interposèrent pour obtenir le retrait de sa démission, qui, d'après eux, était le résultat d'un malentendu, le vieux général répondit avec emphase : « Ce n'est pas une erreur, ce ne peut être une er-

(1) Voir cette *lettre* et celles qui furent échangées entre lui et le duc à ce propos, dans l'ouvrage de STOCQUELER, t. II, p. 128 et suivantes.

reur, ce ne sera pas une erreur! *(It was not mistake, could be no mistake, and should be no mistake!)* »

En présence de cet arrêt, Huskisson, ses trois amis et Charles Grant se retirèrent du cabinet assez visiblement contrariés. Un remaniement eut lieu, et l'homogénéité se rétablit dans le sens tory modéré par l'adjonction de lord Aberdeen, de sir Henri Hardinge, de sir George Murray et de Vesey-Fitzgerald. Deux de ces ministres, Hardinge et Murray, étaient d'anciens compagnons d'armes du duc : à la tête du gouvernement d'Irlande se trouvait un autre général, le marquis d'Anglesey, qui s'était illustré en Espagne, sous le nom de Paget. Les libéraux se plaignirent de cette préférence accordée à l'élément militaire, en général peu sympathique au peuple anglais; mais le duc laissa dire, ayant ses raisons pour agir de la sorte. Ce n'était pas d'ailleurs un homme à s'émouvoir d'un discours ou d'un article de journal.

Quand le cabinet fut tout entier tory, et que le premier ministre se crut en mesure de présenter l'émancipation des catholiques non comme une concession arrachée par l'opposition, mais comme un acte nécessaire, commandé par la paix publique, il résolut de faire voter cette importante mesure, agitée depuis vingt-cinq ans.

L'illustre Pitt fut le premier homme d'État anglais qui appuya les prétentions des catholiques. Après avoir réuni, en 1800, les royaumes d'Angleterre et d'Irlande, il conçut un plan qui devait, d'après lui, contribuer à rendre l'union complète et fructueuse. Ce plan embrassait les points suivants : l'émancipation des catholiques,—un traitement fixe alloué au clergé irlandais,— des établissements d'instruction publique pour donner à ce clergé l'éducation et l'instruction nécessaires (1).

(1) Le collége de Maynooth, institué par Pitt en 1795, était un acheminement vers cette

L'Irlande, forte de l'appui que donnait à ses prétentions l'autorité d'un si grand nom, commença de bonne heure à s'agiter pour obtenir ce qui lui semblait équitable, et ce qui l'était en effet. Mais il fallait compter avec les idées et les passions régnantes. Quand la question de l'émancipation surgit pour la première fois au Parlement, elle fut rejetée par une majorité de 150 voix. Cette majorité diminua d'année en année; en 1813 elle n'était plus que de 50, et en 1818 de 2 voix.

En 1821, la mesure passa à 19 voix de majorité, mais les lords la rejetèrent : même résultat en 1822 et en 1825, avec cette particularité, que chaque fois la majorité des Communes augmenta et celle des Pairs diminua (1).

Bien que les élections de 1826 eussent donné un avantage marqué aux tories, la Chambre des Communes se prononça, en 1828, en faveur de l'émancipation à une majorité de 272 contre 266 (2).

Lorsqu'un principe se manifeste ainsi à diverses reprises et dans toutes espèces de conditions, gagnant du terrain à chaque épreuve, il est évident qu'il doit finir par triompher. Wellington avait trop d'intelligence pour méconnaître cette vérité. Aussi, malgré les nombreux obstacles qui s'opposaient à une solution complète (3) et immédiate de la question irlandaise, prit-il la résolution courageuse de faire violence à son parti et à ses sentiments personnels dans l'intérêt de la paix publique.

---

dernière réforme. Peel et Wellington réalisèrent, la première en 1829. La seconde est encore à l'état de projet éloigné.

(1) Des élections générales avaient eu lieu en 1807, 1812, 1818, 1820 et 1826. Chacun de ces Parlements s'était prononcé une ou plusieurs fois sur la question de l'émancipation.

(2) Dans la session précédente, elle s'était, au contraire, prononcée contre à la majorité de 276 contre 272.

(3) Il faut remarquer que les votes précédents n'avaient point porté sur la question de l'émancipation complète des catholiques, mais sur des questions incidentes, qui n'étaient, à proprement parler, que des tentatives d'émancipation, un premier pas vers le but où Wellington et Peel voulaient arriver d'un seul bond.

L'agitation entretenue par O'Connell, Moore et les prêtres catholiques rendait cette résolution nécessaire. Le peuple irlandais n'était plus gouvernable. *L'association*, fondée en 1823, constituait une sorte de pouvoir révolutionnaire qui menaçait l'Irlande d'une guerre civile. Les *clubs de Brunswick* (1), opposés à l'association, préparaient leurs armes et se disposaient à entrer en lutte contre le nouvel ordre des *libérateurs*. Il fallait un prompt remède : satisfaire le peuple ou le combattre. Dans ces graves conjonctures, Wellington n'hésita point à venir en aide au gouvernement, et à compromettre sa popularité en se séparant de l'aristocratie et de la classe moyenne d'Angleterre. Il fut appuyé du reste par sir Robert Peel, nouvellement converti à la liberté religieuse, ou plutôt cédant, comme le duc, à l'irrésistible argument de la nécessité.

Cet homme d'État célèbre avait été élu en 1817 représentant de l'université d'Oxford, en concurrence avec George Canning, qui défendait à cette époque avec autant de véhémence que de logique la thèse de l'émancipation. Depuis lors, sir Robert Peel s'était signalé dans toutes les circonstances par une opposition vigoureuse aux demandes des catholiques irlandais. Même dans le courant de la dernière session (le 8 mai 1828), il avait voté avec la minorité de 266 voix, contraire à la motion de Francis Burdett. Mais dès ce jour, Robert Peel avait reconnu, ainsi qu'il le dit lui-même dans ses *Mémoires* « que la prépondérance du talent et de l'influence n'était plus du côté des opposants (2). » Quelque temps après, l'élection de Clare (qui donna à O'Connell une grande majorité, malgré toutes les influences qui soutinrent son concurrent, M. Fitzgerald, le candidat du parti protestant) (3)

---

(1) Ces clubs comprenaient la majeure partie des classes influentes.
(2) *Sir Robert Peel's Memoirs*, p. 102.
(3) Cette élection avait eu lieu le 5 juillet 1828.

ébranla complétement les convictions de M. Peel sur l'opportunité d'une plus longue résistance. « Ne rien concéder à l'agitation, dit-il, c'est le cri de tous ceux qui ne sont pas responsables ou qui ne connaissent pas le véritable état des affaires..... Il est facile de dire : On doit conserver intacts les droits de l'Église protestante, mais comment gouverner l'Irlande et maintenir debout la constitution protestante dans ce pays? On n'y parviendra qu'en faisant des concessions (1). »

Le Parlement fut prorogé le 28 juillet 1828. Immédiatement après, le duc de Wellington entra en communication avec sir Robert Peel au sujet de l'Irlande et de la question catholique. Le duc, à la demande de son collègue, rédigea un mémoire sur cette question (2). Dans les remarques de sir Robert Peel (3), on voit que le représentant de l'université d'Oxford éprouvait une grande répugnance à faire des concessions, et qu'il cédait uniquement à la nécessité de pacifier l'Irlande. Entre deux maux, l'agitation et l'émancipation, il choisit le moindre (4).

Il paraît que le duc de Wellington voulait aller plus loin que son collègue, puisque celui-ci réfute longuement l'idée de faire rétribuer le clergé catholique par l'État (5).

Pendant que les deux ministres préparaient ainsi le terrain de la discussion, les meetings redoublaient d'énergie et de violence.

« L'association catholique, écrivit lord Anglsey, est orga-

---

(1) *Sir Robert Peel's Memoirs*, p. 116.

(2) Ce mémoire porte la date du 9 août. Sir Robert Peel ne l'a pas reproduit dans ses *Mémoires*, et nous ne le connaissons que par les observations auxquelles il a donné lieu.

(3) Cette réponse est du 11 août. — Voir *Sir Robert Peel's Memoirs*, p. 181.

(4) « There is upon the whole less of evil in making a decided effort to settle the catholic question, than in leaving it, as it has been left, an open question. » — *Sir Robert Peel's Memoirs*, p. 184.

(5) La dépense nécessaire, d'après les calculs de Peel, se serait élevée à 300,000 livres.

nisée d'une manière formidable » (1)..... « Il est évident que les meetings ne peuvent être tolérés plus longtemps sans danger pour la paix publique (2). »

Dans une assemblée tenue le 21 septembre à Cashel, les agitateurs avaient réuni 600 cavaliers et 9,000 fantassins, parfaitement armés et commandés (3).

Quelques membres du cabinet s'attendaient à une prise d'armes immédiate ; lord Anglesey toutefois les rassura en écrivant : « La lutte ne commencera qu'au printemps, car il est tout à fait invraisemblable que les rebelles se mettent en campagne et bivaquent pendant les fortes gelées (4). »

Le vice-roi d'Irlande fondait aussi beaucoup d'espoir sur la patience et le courage peu déterminé *(the forbearance and the not very determined courage)* d'O'Connell, qui, du reste, comptait obtenir gain de cause sans en venir aux mains, par voie d'agitation et d'intimidation (5).

Sir Robert Peel, convaincu par les dissertations des autorités judiciaires que les meetings étaient des réunions illégales (6), songea un moment à les disperser et à traduire les principaux moteurs devant la justice (7). Mais lord Anglesey, dans sa correspondance, le dissuada de ce projet. L'avis d'un vieux soldat qui se prononce contre l'usage de la force est chose rare, et qui mérite d'être écouté. Le vice-roi donnait entre autres pour raisons, que les menées des catholiques

(1) *Lettre* du 2 juillet 1828, *à lord Gower.*

(2) *Lettre* du 20 septembre, *à M. Peel. Sir Robert Peel's Memoirs*, p. 230.

(3) *Sir Robert Peel's Memoirs*, p. 232.

(4) Septembre 1828. *Lettre à M. Peel.*

(5) *Lettre* du 2 juillet, *à lord Gower. — Sir Robert Peel's Memoirs*, p. 147.

(6) Voir dans ses *Mémoires*, p. 225 et 235, deux consultations de l'*attorney* et du *solicitor general* d'Angleterre, et p. 247, une consultation de l'*attorney* et du *solicitor general* d'Irlande.

(7) Dans une *lettre* du 17 octobre 1828, sir Robert Peel écrivit à lord Gower : « Pour prévenir les collisions et l'effusion du sang en Irlande, *la voie la plus sûre* est de renforcer la « loi contre les actes séditieux, les discours séditieux et la sédition, sous quelque forme « qu'elle se présente. »

avaient exercé « une influence fâcheuse sur la discipline, « l'harmonie et la fidélité des troupes (1). » Il fit observer aussi qu'il n'y avait alors dans le Royaume-Uni que 30,000 hommes d'infanterie, dont une partie seulement aurait pu être employée en Irlande (2). Cette considération et une étude parfaite des besoins et de la situation des Irlandais engagèrent lord Anglesey à conseiller l'émancipation, « bien qu'il eût « horreur de l'association, des agitateurs, des prêtres et de « leur religion » (3).... « Chaque heure de retard, écrivit-il à sir « Robert Peel, augmentera les difficultés et les dangers (4). »

Ainsi poussés par les circonstances, Wellington et Robert Peel résolurent de soumettre le plus tôt possible au Parlement la solution de la question irlandaise. En prenant ce parti, ils firent preuve de courage et d'abnégation, puisqu'ils avaient contre eux non-seulement une puissante opposition, mais encore leurs propres antécédents (5). Ils devaient donc se résigner à subir tout à la fois les reproches de vieux amis, devenus tout à coup des adversaires implacables, et les sarcasmes d'anciens ennemis, dont ils servaient la cause sans pouvoir gagner leur estime (6). Ils savaient en outre que l'émancipation, quoique soutenue par une fraction importante

---

(1) Voir notamment sa *lettre* du 20 juillet *à M. Peel*, où il dit : « I ought however, to observe, that we hear occasionally of the catholic soldiers being ill-disposed and entirely under the influence of the priests. »

(2) Voir *Sir Robert Peel's Memoirs*, p. 293.

(3) *Lettre* du 2 juillet, *à lord Gower*.

(4) *Lettre* du 26 juillet.

(5) Le 28 avril 1828, Wellington avait dit à la Chambre des Lords : « There is no person in this house whose feelings and sentiments, after long consideration, are more decided than mine are, with respect to the subject of the roman catholic claims; and I must say that until I see a very great change in that quarter, I shall continue to oppose the emancipation of the catholics. »

STOCQUELER, t. II, p. 126, donne un extrait d'un discours que sir Arthur Wellesley prononça sur le même sujet au Parlement d'Irlande en 1793. Ce discours fut plutôt favorable que défavorable aux prétentions des catholiques.

(6) Lord Eldon ayant présenté à la Chambre des Lords une pétition des tailleurs de Glascow contre l'émancipation : « Qu'ont à faire en ceci les tailleurs ? » demanda lord King. — « Rien de plus simple, reprit lord Eldon : vous ne pouvez pas prétendre que les tailleurs aiment les gens qui retournent leur habit ! »

des deux Chambres, était peu sympathique à la masse du peuple, et que George IV, après l'avénement de Canning, avait déclaré « qu'il était aussi fermement opposé que l'avait « été son père aux prétentions des papistes. »

Sir Robert Peel affirme (1) que dans tous ses rapports avec le roi, il put constater une grande détermination à maintenir les droits de l'Église protestante. Comme preuve, il cite le billet suivant, qui lui fut adressé par George IV, le 19 novembre 1824 : « Les sentiments du roi sur l'émancipation « catholique sont ceux de son excellent et vénéré père; de « ces sentiments, le roi jamais ne peut dévier et jamais ne « déviera *(never can and never will deviate)*. »

Malgré cette opposition vigoureuse, Wellington et Peel poursuivirent leur but avec une inébranlable fermeté. A leurs yeux, l'émancipation était moins une question de principe qu'une question de gouvernement et d'ordre public. Hésiter à la résoudre leur eût semblé à tous deux, mais surtout à Wellington, l'homme du devoir et de l'ordre par excellence, une faiblesse et même une lâcheté. Des politiques à courte vue n'auraient pas montré ce patriotique désintéressement. La crainte d'être accusés de trahison ou d'inconséquence, leur eût fait suivre une ligne de conduite moins utile au pays, mais plus facile et plus conforme à leur intérêt personnel.

Une fois sa résolution prise, Wellington mit tout en œuvre pour la faire triompher. Il dut employer les plus grands ménagements et recourir pendant plusieurs mois aux sollicitations les plus pressantes pour obtenir le consentement de George IV, sur qui les partisans de l'intolérance religieuse fondaient leur dernier espoir. « C'était, dit M. Guizot, une tradition à la fois royale et populaire, que la sûreté de la maison de Hanovre tenait à celle de l'établissement protes-

(1) Voir ses *Mémoires*, t. 1, p. 276.

tant. Le roi était d'ailleurs grand comédien et prenait plaisir à cacher sous des démonstrations emphatiques son insouciance ou sa faiblesse. Quand ses ministres insistaient péremptoirement, il s'emportait ou pleurait pour bien constater qu'ils lui forçaient la main. Aussi peu émus de ses larmes que de ses colères et se fiant peu à ses paroles, ils lui demandèrent pour la présentation du bill son autorisation écrite. »

Au commencement de janvier, le roi n'avait pas encore donné cette autorisation. Il s'était même plaint, en termes énergiques, à lord Eldon, de la conduite des ministres, disant « qu'il était misérable et sa situation affreuse; que s'il donnait « son consentement au bill, il se rendrait aux bains et de là « à Hanovre; qu'il ne reviendrait plus en Angleterre, et que « ses sujets pourraient faire un roi catholique du duc de Cla- « rence (1). »

A cette époque, le duc de Wellington eut deux entrevues avec l'archevêque de Canterbury, les évêques de Londres et de Durham. Il s'efforça de faire comprendre à ces hauts dignitaires la nécessité d'accorder, dans l'intérêt de l'État et même de l'Église protestante, quelques concessions aux catholiques Irlandais; mais cet appel au bon sens et au patriotisme des évêques n'eut aucun résultat; le duc reçut au contraire l'assurance d'une opposition énergique à toute mesure ayant pour but de favoriser les catholiques (2).

En présence de l'attitude hostile du roi, du clergé, des lords et de la majorité du peuple anglais, sir Robert Peel commença à perdre tout espoir (3). Il parla même de se retirer, à cause de l'obligation où il serait de défendre le bill de l'émancipation dans une assemblée où il l'avait constamment et vivement combattu. En exposant ce scrupule au duc de

---

(1) *Sir Robert Peel's Memoirs*, t. I, p. 274
(2) *Ibid.*, t. I, p. 277.
(3) *Ibid.*, t. I, p. 279.

Wellington, M. Peel émit l'opinion que sa retraite faciliterait peut-être la tâche du gouvernement (1). Mais le chef du cabinet lui écrivit cinq jours après (le 29 janvier 1829) : « Je ne vois pas la moindre chance de vaincre ces difficultés si vous vous retirez. » A la suite de cette déclaration, sir Robert Peel se résigna à tenter l'épreuve de la discussion (2).

Cependant il restait toujours le consentement du roi à obtenir, et cet obstacle parut si grave au ministère qu'il fut sur le point de se retirer. Le cabinet toutefois, avant de prendre une détermination, décida qu'on attendrait le résultat d'une démarche décisive que le duc de Wellington devait faire auprès de Sa Majesté. « Je fus fermement convaincu, dit Robert « Peel, que si le duc ne parvenait pas à obtenir le consen- « tement du roi, aucun autre homme ne pourrait l'obtenir, « ni dominer l'opposition de la Chambre des Lords (3). »

Ayant enfin obtenu cette autorisation, Wellington signala son entrée en campagne par toutes les ruses et toutes les précautions usitées à la guerre.

En tacticien consommé, il jugea prudent de garder son plan secret jusqu'au dernier moment. C'était le moyen de prévenir les manifestations violentes que les hommes de parti auraient provoquées sans aucun doute pour intimider les faibles ou entraîner les indécis. Cependant une imprudence du vice-roi d'Irlande faillit compromettre la réussite de ce plan. Le duc avait écrit au docteur Curtis, primat catholique d'Irlande, une lettre où il exprimait l'opinion qu'en laissant reposer quelque temps la question de l'émancipation, on arrive-

---

(1) *Lettre* du 12 janvier, *au duc de Wellington.*

(2) En même temps, sir Robert Peel, avec la loyauté qui le distinguait, donna sa démission de député de l'Université d'Oxford. Il pouvait néanmoins espérer d'être réélu. Beaucoup de membres, en effet, le soutinrent, mais, au dépouillement du scrutin, le 20 février 1829, sir Robert Peel n'obtint que 609 voix contre 755, données à son compétiteur Robert Inglis.

(3) *Sir Robert Peel's Memoirs*, t. I, p. 280.

rait à un résultat satisfaisant. A cette lettre, rendue publique, le marquis d'Anglesey répondit par une sorte de manifeste, où il engageait les catholiques *à ne pas se désister de l'agitation*. Le duc ne pouvant tolérer cet acte d'indépendance, qui engageait le gouvernement plus qu'il ne désirait l'être, destitua le marquis d'Anglesey, et lui donna pour successeur le duc de Northumberland, tory décidé.

Cette excessive rigueur, en poussant au comble l'exaspération des catholiques, servit à tromper les torys sur les véritables sentiments et les projets futurs du ministère. Le secret fut si bien gardé, que les hauts fonctionnaires de la couronne, à l'ouverture de la session, ne savaient pas ce qui avait été résolu. L'attorney général, sir Charles Wetherall, se plaignit amèrement de ce que sa coopération légale n'eût été requise que sept jours avant la réunion du Parlement.

Le 5 février 1829, le gouvernement dévoila enfin son plan de campagne dans le discours de la couronne. Grande fut la surprise, immense la sensation! On ne peut se dissimuler que par cette conduite ferme, mais pleine de réserve à l'égard des notabilités politiques, et peu conforme aux usages des gouvernements parlementaires, Wellington n'assumât sur sa tête toute la responsabilité de l'importante mesure qui allait s'accomplir. Mais il ne s'embarrassa guère de ce fardeau, et se montra disposé à commencer la lutte sans accorder le moindre délai à l'opposition.

Cependant, peu de jours avant la discussion, il surgit un obstacle qui faillit renverser le ministère et compromettre le sort du bill.

Le 3 mars, sir Robert Peel appréhendant de nouveaux retards, ou peut-être informé des obsessions auxquelles le roi était en butte, annonça à la Chambre des Communes, que le surlendemain il appellerait son attention sur le paragraphe du discours du trône relatif à l'état de l'Irlande.

Le même jour, dans la soirée, George IV manda auprès de lui le duc de Wellington, sir Robert Peel et le lord chancelier. Le roi exprima à ces ministres le désir d'avoir des explications complètes sur la manière dont ils se proposaient de résoudre la question irlandaise. Sir Robert Peel exposa les vues du cabinet et le thème qu'il avait le projet de développer à la Chambre des Communes. Le roi l'arrêta sur la question du serment, affecta une grande surprise, ne voulut rien entendre et finit par dire : « Quoi qu'il en soit, je « ne puis consentir à aucune altération à l'ancien serment « de suprématie » *(That be that as it might, I could not possibly consent to any alteration of the ancient Oath of supremacy).*

Sur cette déclaration inattendue, les ministres offrirent au roi leur démission, séance tenante. « Sa Majesté ex« prima, dit sir Robert Peel, son profond regret de ce que « nous ne pussions rester à son service. L'entrevue avait « duré cinq heures. En prenant congé de nous, le roi, avec « beaucoup de tranquillité et de bonté, nous embrassa sur « les deux joues et accepta notre démission (1). »

A peine les trois ministres furent-ils partis, que George IV dit à lord Eldon, « qu'il n'avait jamais vu le bill de l'émancipation ; qu'il se trouvait dans la position d'un homme ayant un pistolet chargé sur la poitrine ; que ses serviteurs l'avaient trahi, etc. (2). »

Cependant, le 4 au soir, le roi fut obligé d'écrire au duc de Wellington qu'il avait rencontré tant de difficultés à former une nouvelle administration, qu'il ne pouvait se passer des services de ses collègues. Les ministres exigèrent, pour condition de leur rentrée au pouvoir, que le roi donnât une

(1) *Sir Robert Peel's Memoirs*, t. I, p. 347.
(2) *Campbell's chancelors*, t. VII, p. 510.

entière approbation aux mesures qu'ils avaient arrêtées. Cette approbation fut donnée le lendemain matin. De sorte que sir Robert Peel put aborder la question à la Chambre des Communes le jour qu'il avait lui-même fixé.

Avec cette énergie calme et persévérante qui ne l'a jamais abandonné, M. Peel fit, au milieu d'un profond silence, la déclaration suivante : « Je n'entrerai dans aucune explication « sur les théories du gouvernement. Je me renfermerai dans « l'examen pratique de l'état actuel des affaires, préoccupé, « non de ce qui peut se dire, mais de ce qu'il y a à faire « dans une si pressante difficulté. Pendant bien des années, « je me suis efforcé de maintenir l'exclusion qui éloignait les « catholiques romains du Parlement et des grandes charges « de l'État. Je ne pense pas que cette conduite fût alors « inique ou déraisonnable. J'y renonce, convaincu qu'on n'y « peut plus persister utilement. A mon avis, les moyens « efficaces manquent aujourd'hui pour une telle lutte. Je « cède à une nécessité morale que je ne puis surmonter. Il « y a pour l'établissement même que je veux défendre plus « de péril dans une résistance obstinée que dans une con- « cession, accompagnée de certaines précautions. »

Les débats s'ouvrirent avec une grande vivacité. L'opposition rappela au ministre ses opinions d'autrefois. Peel s'y attendait. « Je ne saurais, dit-il, acheter l'appui de mes ho- « norables amis en promettant de persister en tout temps « et à tout risque, comme ministre de la couronne, dans les « opinions et les arguments que j'ai pu soutenir devant « cette chambre. Je me réserve positivement le droit de ré- « gler ma conduite selon l'exigence du moment et l'intérêt du « pays (1). »

---

(1) C'est avec la même franchise que l'illustre Canning soutenant en 1812 une motion en faveur de l'émancipation (qu'il avait jusqu'alors combattue) dit : *I take no shame to myself for having on other occasions resisted the inquiry which I now recommend.*

La lutte fut plus vive encore à la Chambre des Lords, Wellington en soutint le fardeau avec l'énergie qu'il apportait en toute chose.

Il eut à combattre des adversaires redoutables, dont quelques-uns étaient ses amis intimes.

Lord Eldon résuma l'opinion des tories, en s'écriant : « Si jamais on permet aux catholiques romains de siéger « dans une des chambres du Parlement et de faire des lois « dans l'État, si on leur accorde le privilége de posséder les « grandes fonctions exécutives de la constitution, de ce jour « le soleil de la Grande-Bretagne se couvrira d'un voile... »

Pendant quelque temps le succès parut incertain. Voulant porter un grand coup et faire cesser toute hésitation, le duc saisit un moment favorable pour déclarer à l'assemblée qu'elle eût à choisir entre la loi et la retraite du cabinet ; entre le rétablissement de l'ordre et la continuation de la crise, avec l'agitation et la guerre civile en perspective. L'histoire conservera les nobles paroles qu'il prononça dans cette circonstance :

« Mylords, depuis mon enfance jusqu'au moment où mes « cheveux ont blanchi, j'ai constamment été livré aux de- « voirs actifs de la profession des armes ; ma vie s'est pas- « sée au milieu des scènes de mort et de carnage ; les cir- « constances m'ont jeté dans des pays en proie à des luttes « intestines, affreuses ; eh bien ! plutôt que de voir mon « pays livré aux maux que j'ai vus, en proie à toutes les « horreurs d'une guerre civile, je courrais toutes les chances, « je ferais tous les sacrifices, même celui de ma vie (1) ! »

Ces sentiments trouvèrent de l'écho dans la Chambre des Lords ; la seconde lecture du bill fut votée par 217 voix contre 112. Dans la Chambre des Communes, le ministère

(1) Voir le texte de ce discours dans le mémoire du *Times*.

obtint 353 voix sur 433. Ainsi, en moins de cinq semaines, l'importante question de la liberté religieuse passa de l'état de projet éloigné à l'état de fait accompli, malgré tous les efforts du parti protestant, assuré cependant de la majorité dans le pays.

Ce succès exaspéra les associations protestantes, et mit le cabinet en froid avec le monarque et les tories. Il ne procura pas même à ceux qui l'avaient si chèrement acheté la satisfaction de mettre un terme aux déchirements de l'Irlande. Sur ce point, du reste, le ministère ne s'était pas fait illusion. Il savait que l'émancipation, de quelque manière qu'elle eût été votée, n'aurait point satisfait entièrement les catholiques irlandais. L'adoption de cette mesure pouvait tout au plus tempérer la vivacité de leurs ressentiments : le mal était ailleurs, et plus grand qu'on ne le supposait.

Victime de plusieurs siècles de tyrannie et d'une longue suite d'iniquités, l'Irlande éprouvait des misères et des douleurs qu'il n'était au pouvoir de personne de soulager immédiatement. On ne régénère pas un peuple en quelques jours, avec des lois et des règlements. Ce que le temps a produit graduellement, le temps seul peut l'effacer. Voilà ce que ne voulurent pas comprendre O'Connell et ses adhérents. En ouvrant aux enfants de la *verte Erin* des perspectives qu'ils ne pouvaient atteindre, ces imprudents agitateurs exposèrent leurs compatriotes à de nouvelles tortures. Rien n'est plus dangereux, plus impolitique, plus cruel même que de surexciter les espérances de ceux qui souffrent. Pendant des années, on avait annoncé que l'émancipation des catholiques ferait cesser tous les maux dont se plaignait l'Irlande. C'était un leurre manifeste; et en effet, à peine l'émancipation était-elle votée, que les espérances déçues et les misères aigries par la déception donnèrent lieu à un nouveau besoin d'agitation, qui, cette fois, se manifesta sous une forme moins inquiétante pour le gouvernement, en demandant le *rappel de*

l'union, ou la destruction de l'œuvre glorieuse de William Pitt.

Il survint, à cette époque, un incident qui mérite d'être signalé. Le duc avait été nommé protecteur d'une nouvelle école protestante (*King's College*), destinée à lutter contre le séminaire rival de Gower-street, à Londres. Lors de la présentation de la loi sur l'émancipation catholique, lord Winchilsea, écrivant à l'un des fonctionnaires du nouvel établissement, s'exprima sur le patronage du duc dans les termes suivants : « Les derniers événements politiques m'ont con- « vaincu que ce patronage n'avait pour but que d'endormir « le parti du protestantisme et de la haute Église. Le noble « duc qui avait décidé, peu auparavant, de rompre avec la « constitution de 1688, a pensé sans doute qu'en donnant « quelque preuve extérieure de zèle à la religion protestante, « il réussirait plus facilement à faire passer ses insidieux « projets d'empiétement sur nos libertés en introduisant le « papisme dans toutes les dépendances de l'État. »

Ce soupçon de mauvaise foi et de duplicité irrita vivement le duc. Il exigea une rétractation formelle; n'ayant pu l'obtenir, il provoqua son adversaire, et se rendit le 21 mars, c'est-à-dire en pleine session, sur le terrain de Battersea-Fields. Son témoin fut Henri Hardinge, et celui de lord Winchilsea, lord Falmouth. Lord Winchilsea, après avoir essuyé le feu de Wellington, tira en l'air et lui offrit spontanément les excuses qu'il avait refusées au début de l'affaire.

C'est la seule fois, croyons-nous, que le duc vida en combat singulier une querelle particulière. Quelque opinion que l'on ait sur ces sortes de jugements, on conviendra que, dans une société où le point d'honneur n'est pas un vain mot, l'homme qui se respecte est parfois obligé de demander aux armes une réparation plus prompte, sinon plus équitable que celle de la justice ordinaire.

L'émancipation des catholiques est un des plus beaux titres politiques de Wellington. Ce succès ne pouvait être obtenu par aucun libéral opposé aux tories, ni par aucun tory autre que celui dont le tact et la fermeté inébranlable s'alliaient au prestige du plus grand nom qu'il y eut en Angleterre. L'influence personnelle du chef du cabinet (1) et la nécessité de rétablir l'ordre expliquent seules l'adoption d'une mesure qui rencontrait alors plus d'opposition que n'en rencontre aujourd'hui la question, encore non résolue, de l'émancipation des juifs. Néanmoins, ce succès merveilleux porta quelque atteinte au caractère public de Wellington. Les classes moyennes lui reprochèrent d'avoir porté un coup mortel au protestantisme, et les classes élevées d'avoir méconnu les traditions politiques dn gouvernement de parti. Les wighs voyaient en lui un ami suspect à plus d'un titre, tandis que les tories lui faisaient un grief d'avoir, par sa défection, compromis leur influence morale et leur force matérielle dans les élections.

Le duc s'était en outre fait beaucoup d'ennemis par la sévérité qu'il apportait dans ses relations, et par l'exactitude militaire qu'il voulait introduire dans les divers départements. Il n'y eut pas jusqu'à ses services militaires, qui n'éveillassent de fortes susceptibilités. « Personne, disait, en 1828, lord Brougham, n'apprécie plus que moi les services et le génie militaire du noble duc; mais je n'aime pas le voir à la tête des finances du pays, en possession de toute la confiance du souverain, et réunissant dans ses mains l'autorité civile, ecclésiastique et militaire. Un pareil état de choses me frappe comme étant tout à fait inconstitutionnel.

(1) Cette influence devait être bien grande pour forcer la Chambre des Pairs à se déjuger, elle qui, dans la session précédente, avait déclaré, à la majorité de 45 voix, que l'émancipation ferait trop manifestement une brèche à la Constitution pour être jamais discutée. »

Ces nombreuses résistances et les attaques incessantes de de la presse (1) usèrent bientôt les ressorts affaiblis du cabinet. La tâche de celui-ci était du reste terminée ; il pouvait donc et devait même se retirer. Wellington eut le tort de ne pas comprendre cette nécessité (2).

Cependant, quoique fortement ébranlé, le ministère, soutenu par le génie politique de sir Robert Peel, eut encore assez de force pour accomplir deux réformes importantes. Il fit substituer à la prohibition absolue des blés étrangers le système de l'échelle mobile, c'est-à-dire un droit variable sur les grains importés du dehors, s'élevant ou s'abaissant selon le prix des grains à l'intérieur. Il établit ensuite à Londres le régime de surveillance et de police municipale en vigueur aujourd'hui dans toutes les villes d'Angleterre. Cette dernière réforme, malgré son incontestable utilité, rencontra cependant une opposition formidable. Les partisans des vieilles coutumes accusèrent le cabinet de vouloir introduire en Angleterre la police despotique des États du continent, avec son espionnage domestique et ses vexations quotidiennes. « Des personnes accréditées, dit un célèbre écrivain (3), se lamentent de voir l'ancien régime des hommes du guet *(Watchmen)* impitoyablement aboli. Une adresse fut présentée à George IV pour le conjurer d'ouvrir les yeux, d'invoquer le nom de l'Éternel, et de rallier autour de lui son peuple, car un complot était formé pour renverser la maison de Hanovre et porter au trône le duc de Wellington, à l'aide des catholiques irlandais qui s'enrôleraient dans la nouvelle police. Les peu-

(1) Wellington était assez indifférent à ces attaques ; il se contentait d'appeler la presse *rascally*, *licentious*, etc..., injures que celle-ci lui rendait avec prodigalité en l'appelant *vieux traître* et *vieille momie*. — Voir STOCQUELER, t. II, p. 152.

(2) Robert Peel, dans une situation analogue, montra bien plus de tact. Après avoir obtenu le rappel des lois sur les céréales, il n'hésita point à quitter le pouvoir, où sa position était devenue trop difficile. Peut-être le souvenir de ce qui lui était arrivé en 1830, sous la présidence du duc de Wellington, ne fut pas étranger à cette résolution.

(3) M. GUIZOT.

ples ont tour à tour des terreurs et des espérances également puériles et folles. »

Pendant plusieurs années, les *policemen* ne pouvaient se montrer dans les rues sans être suivis d'une foule qui les huait et les assaillait de sobriquets injurieux. En 1833, une collision eut lieu entre ces fonctionnaires et la populace dans Coldbath-Fields. Trois policemen furent blessés, dont un mortellement. Le jury, appelé à juger les auteurs de ces méfaits, rendit un verdict d'*homicide justifiable,* indice significatif des sentiments dont était animée, à l'égard de la force nouvelle, la classe à laquelle appartenait le jury (1).

A l'occasion de cette utile réforme, nous rappellerons que le duc de Wellington, étant secrétaire du vice-roi d'Irlande, avait fait établir à Dublin un système de police qui peut être regardé comme l'origine de celui dont on fait honneur à sir Robert Peel (2).

Des trois grandes questions pendantes depuis un quart de siècle, deux étaient résolues. En fait de liberté commerciale, le pays avait obtenu toutes les concessions demandées; et en fait de liberté religieuse, le cabinet était allé au delà des vœux de la nation. Restait la réforme parlementaire, contre laquelle devait enfin échouer l'habileté et la prudence du duc de Wellington.

On était alors au commencement de 1830. L'état calme et

---

(1) *Quarterly Review*, 1856. Article sur *la police et les voleurs de Londres.*
(2) Lord Ellesmere, p. 21 et 22.

paisible du pays faisait espérer aux ministres qu'ils pourraient reculer longtemps encore l'épineuse question de la réforme. Les partisans de cette mesure étaient d'ailleurs peu nombreux, même dans la Chambre des Communes, puisque la proposition si modérée des canningistes de transférer à Birmingham la franchise particulière de East-Retford (1) avait été rejetée par une majorité de 27 voix, et qu'une autre motion, faite par John Russell au commencement de 1830, motion qui avait pour objet d'accorder le privilége électoral, indépendamment de toute autre considération, aux villes de Leeds, Birmingham et Manchester, ne rallia que 140 voix sur 328 votants (2). Telle était la disposition des esprits, que le ministère se crut certain d'affaiblir le parti de la réforme en recourant à une dissolution du Parlement (3). Mais la révolution de juillet vint modifier profondément cette situation. « Au premier bruit qui en parvint à Londres, quand on n'y savait encore que les ordonnances de juillet : « Que faut-il penser de ceci? demanda quelqu'un au duc de Wellington. — C'est une nouvelle dynastie, répondit le duc. — Et quel parti prendrez-vous? — D'abord un long silence, puis nous nous concerterons avec nos alliés pour agir. Le duc pressentait bien l'avenir de la France, et mal le rôle qui lui était réservé dans son propre pays (4). »

En effet, le contre-coup de la chute des Bourbons aînés se fit sentir immédiatement dans toute l'Europe, et particulièrement en Angleterre, où la transmission de la couronne four-

---

(1) C'était en effet présenter la question sous sa forme la plus innocente, puisqu'en conférant à une ville les priviléges devenus disponibles par suite de la corruption avérée de certains bourgs, on n'augmentait pas même le nombre des représentants.

(2) Une autre motion de Russell, demandant à la Chambre de déclarer « qu'il convenait d'élargir les bases de la représentation nationale, » avait réuni 117 voix seulement sur 330 votants. Vers la même époque, une proposition plus radicale d'O'Connel avait été rejetée à une majorité écrasante.

(3) Les wighs votèrent contre l'adresse, qui conseillait cette solution au roi.

(4) M. Guizot.

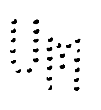
nit un sujet de plus à l'émotion du peuple. Avec George IV s'évanouirent les dernières espérances des tories. Son successeur, Guillaume IV, souverain affable et généralement aimé, passait pour avoir des idées libérales. Cependant il conserva le cabinet Wellington. Ce fut une faute, car l'opinion publique, surexcitée par les événements extérieurs et les manœuvres des whigs qui reprochaient au ministère de les avoir exclus de la collation des places (1), s'éloignait de plus en plus de la politique ministérielle.

Les élections se ressentirent de cette double influence et donnèrent une majorité favorable aux idées de réforme (2). Le duc malheureusement était peu disposé à calmer, par des concessions opportunes, une effervescence qu'il croyait factice et momentanée. On peut dire qu'il se méprit sur le caractère du mouvement qui s'était opéré dans les esprits, et sur les devoirs que cette situation imposait au gouvernement. Au lieu d'agir comme il avait fait à l'égard des catholiques d'Irlande, il opina pour la résistance, et prit même à l'égard de la presse une attitude qui n'étant pas sans analogie avec celle de Polignac, accrédita l'opinion déjà dénoncée par la rumeur publique qu'il avait eu des rapports avec ce ministre et s'était employé secrètement pour le soutenir. On lui fit aussi un grief de la sévérité avec laquelle, dans le discours d'ouverture de la session, il avait qualifié la révolution belge, langage qui autorisait à penser qu'il était disposé à intervenir en faveur de la maison d'Orange. Enfin ses liaisons personnelles avec les souverains absolus du continent achevaient de le rendre suspect à la nation. On le représentait comme le symbole de la force dévouée à la destruction de la liberté. Ses moindres

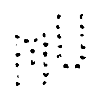
---

(1) HUME, t. X, p. 484. Les tories, de leur côté, cherchaient à renverser le ministère parce qu'ils se considéraient comme joués et trahis.

(2) Les partis cependant étaient à peu près représentés comme dans l'ancien Parlement; mais l'état des esprits n'était plus le même.



BLUCHER



actions étaient dénaturées avec la plus insigne mauvaise foi. Une parade ou un rassemblement de troupes suffisait pour alarmer les crédules habitants de Londres et leur faire croire à l'existence d'une vaste conspiration militaire. La popularité du vainqueur de Waterloo ne résista pas longtemps à ce débordement de haines et de passions.

Les mécontents se réunissaient en groupes devant son hôtel, ou l'insultaient dans les meetings. Un jour même, le vainqueur de Waterloo fut hué en traversant Piccadilly pour se rendre à une fête du lord-maire dans la Cité. Soit prudence, soit dans le but de faire honte à ses ennemis, le duc fit placer des volets en fonte aux fenêtres de son hôtel d'Apsley-House. Aucune instance ne put obtenir depuis qu'il fît enlever ces sombres témoignages de l'ingratitude momentanée de ses compatriotes. Ils prouvent encore aux étrangers qui visitent Londres à quels excès déplorables se laissent parfois entraîner les masses.

On doit reconnaître qu'à cette époque Wellington montra plus de roideur qu'il ne fallait. Après avoir sacrifié ses convictions et ses sympathies dans la question religieuse, il aurait dû, avec la même grandeur d'âme, faire une concession à la réforme parlementaire. S'écartant pour la première fois de sa ligne de conduite habituelle, et au mépris de sa maxime favorite : « Un homme d'État doit savoir faire « le sacrifice de ses opinions à la tranquillité du pays, » il s'opposa systématiquement à la mesure proposée. Voici en quels termes il s'exprima dans la séance du 2 novembre 1830, pendant le débat de l'adresse en réponse au discours du trône : « Je ne connais aucun système de représentation « meilleur ni plus satisfaisant que celui dont jouit l'Angle- « terre ; ce système possède et mérite de posséder la pleine « confiance du pays. J'irai plus loin : si le devoir m'était « imposé en ce moment de former une législature pour un « pays quelconque, surtout pour un pays à grandes richesses

« de toute sorte comme le nôtre, je ne pense pas que je par-
« vinsse à faire rien de comparable à ce que nous avons, car
« la sagesse humaine ne crée pas du premier coup une in-
« stitution si excellente..... Je ne puis donc pas proposer la
« mesure à laquelle on a fait allusion. Non-seulement je ne
« le puis pas, mais je déclare que, tant que j'occuperai un
« poste dans mon pays, je m'opposerai à cette mesure, quel
« que soit celui qui la propose. »

Cette déclaration, faite dans un moment où le peuple anglais, témoin de la servilité de ses Parlements, de la dépravation de ses hommes d'État, de la corruption de ses institutions, du spectacle hideux des souffrances de l'Irlande, attribuait ces maux, les uns réels, les autres exagérés, aux vices du système représentatif, produisit une immense sensation dans tout le pays.

« Le roi Guillaume IV devait aller dîner, le 9 novembre, dans la Cité. On annonça de toutes parts que des démonstrations violentes éclateraient; que le duc de Wellington serait gravement insulté, peut-être menacé; on s'inquiéta pour la sûreté du roi lui-même. Les événements de Paris enflammaient ou alarmaient encore les esprits; la fermentation populaire et le trouble du pouvoir croissaient d'heure en heure. Le cabinet, chancelant, ne voulut pas accepter la responsabilité de la sédition ni de la répression que la promenade royale à travers les rues pouvait entraîner. Une proclamation annonça la veille qu'elle n'aurait pas lieu, non plus que le dîner de la Cité. Pendant deux jours, les Chambres retentirent à ce sujet d'interpellations, d'explications et de débats. Le duc de Wellington se défendit avec quelque embarras. M. Peel le soutint loyalement, en essayant d'ouvrir quelques perspectives de conciliation; mais les whigs, qui touchaient à la victoire, n'avaient garde de souffrir qu'elle fût ajournée. Le 15 novembre, une proposition du chancelier de l'échiquier, pour la liste civile du nouveau règne, fut rejetée par

233 suffrages contre 204, et, le lendemain 16, le duc de Wellington et M. Peel annoncèrent que le cabinet se retirait, et que le roi avait chargé lord Grey de former une administration (1). »

Trop conservateur pour les libéraux, trop libéral pour les conservateurs, le cabinet, au moment de sa chute, était abandonné de tous. Sa retraite ne surprit ni n'affligea personne.

Sous le rapport de la politique intérieure, l'administration du duc de Wellington avait été féconde en résultats. La question de la liberté du commerce avait fait un pas décisif et celle de l'émancipation était arrivée à un dénoûment heureux. D'autres mesures importantes avaient été prises, notamment la réorganisation de la police générale du royaume.

On ne peut guère reprocher au duc que son obstination à méconnaître le sentiment public dans la question de la réforme; et encore faut-il noter que l'exemple de cette obstination lui fut donné par les hommes d'État aux idées les plus larges et les plus généreuses. Il suffit de citer sir Robert Peel pour faire comprendre l'attitude prise par Wellington dans cette circonstance. Vieux soldat élevé à l'école de Chatam et de Castlereagh, il avait vu, sous l'influence de ce régime tant décrié, sa patrie s'élever au premier rang des nations. Les souvenirs de sa jeunesse, ses plus beaux succès, la gloire des armées britanniques se rattachaient à ce brillant passé, contre lequel s'élevaient les passions de la foule avec une rage qui devait lui paraître insensée. Imbu de l'idée que la révolution de juillet avait seule produit cette exaltation, bien plus factice que réelle, le duc s'était imaginé que le peuple, rendu à ses bons instincts, ne tarderait pas à s'apaiser. Il ne fut pas, du reste, le seul homme d'État qui partageât cette opinion, et qui, adoptant la réforme parlementaire, eût craint de mal

(1) M. GUIZOT. *Sir Robert Peel.*

servir les intérêts de la nation. Aujourd'hui même encore des esprits sérieux se demandent ce que le peuple anglais a gagné en force et en considération à cette réforme, qui devait, au dire de ses promoteurs, soulager toutes les misères, faire disparaître tous les abus, et provoquer des améliorations dans toutes les branches des services publics.

En définitive, quelque opinion que l'on ait de la politique intérieure du cabinet de Wellington, on doit admettre qu'elle fut plus énergique et plus libérale que sa politique extérieure.

N'ayant point de sympathies pour la cause de la Grèce, et jugeant que la destruction de la flotte ottomane avait été avantageuse seulement à la Russie, le duc qualifia la victoire de Navarin : *un événement fâcheux*, dans le discours prononcé, le 29 janvier 1828, par les commissaires royaux à l'ouverture de la session. Ce langage fut blâmé par l'opposition libérale des deux chambres comme indiquant, de la part de Wellington, le projet d'abandonner la politique de Canning.

Le fait est que le gouvernement, par son attitude molle et indécise, encouragea l'obstination de la Porte et détermina la Russie à se détacher du traité de Londres, dans le but de faire la guerre aux Turcs pour son propre compte. Ce fut une faute contre laquelle le prince de Metternich essaya vainement de prémunir le chef du cabinet. Si Canning avait été premier ministre, il est permis de croire que l'empereur Nicolas n'aurait pas obtenu dans le traité de paix des conditions aussi favorables pour lui, aussi dangereuses pour l'Europe.

On a blâmé avec raison l'attitude bienveillante que prit lord Aberdeen, ministre des affaires étrangères sous Wellington, envers le fourbe et violent don Miguel, usurpateur de la couronne de Portugal.

Il faut remarquer, cependant, que toute autre politique que la neutralité eut été une violation des principes que l'Angle-

terre elle-même avait cherché à faire prévaloir au congrès de Vérone.

Don Miguel ne méritait sans doute aucune considération; mais fallait-il pour renverser ce tyran et mettre à sa place don Pedro, entraîner l'Angleterre et peut-être l'Europe dans une guerre nouvelle? Wellington ne le pensa point. Son successeur lord Grey, chef d'un cabinet où les whigs avaient la majorité, observa du reste la même neutralité. Seulement, en s'abstenant, il eut la fermeté d'exiger que les autres s'abstinssent également. Cette politique, en empêchant l'Espagne d'intervenir en faveur de don Miguel, hâta le triomphe du bon droit.

On a dit que Wellington, dans cette situation, aurait laissé le champ libre aux Espagnols (1); mais cette opinion, fondée sur quelques indices tirés de sa correspondance, ne peut pas avoir l'autorité d'un fait reconnu. Personne plus que le duc ne sut imposer silence à ses convictions et à ses sentiments quand il eut un devoir essentiel à remplir.

Ceux qui ont suivi Wellington pas à pas dans sa carrière ne seront pas étonnés d'apprendre qu'il ait vu de mauvais œil la révolution de Paris, et que dans le discours d'ouverture de la session législative, il l'ait qualifiée de *révolte contre un gouvernement éclairé* (2).

Il exprima, dans le même discours, la résolution de maintenir, à l'égard du roi Guillaume, les traités généraux qui avaient fixé le système politique de l'Europe. Le duc était poussé dans cette voie par ses convictions, hostiles aux gouvernements révolutionnaires, par ses sentiments d'affection

---

(1) Cette opinion a été exprimée par les continuateurs de l'ouvrage de Hume.
(2) « J'ai appris avec un profond regret la situation des affaires des Pays-Bas. Je déplore que l'administration éclairée du roi n'ait pu préserver ses domaines de la révolte. » (*Discours de la Couronne*, prononcé le 2 novembre.)

pour la maison d'Orange, par ses liaisons avec les despotes du continent, et surtout par le souvenir du zèle qu'il avait mis à consolider l'union mal assortie de la Belgique avec la Hollande, union qui réalisait selon lui une idée vraiment utile à l'Europe, l'idée d'une barrière puissante opposée aux envahissements de la France. Entraîné par ces diverses considérations, le duc parut un moment disposé à intervenir par les armes dans le différend hollando-belge. Mais quand l'ordre eut pris le dessus à Bruxelles, et que les puissances continentales se furent mises d'accord pour reconnaître le mouvement accompli, les intentions de Wellington à l'égard de la Belgique changèrent complétement ; il accueillit même avec joie la nouvelle de l'élection du prince Léopold, l'homme le plus propre à consolider ce que lord Palmerston appelait sa *petite monarchie expérimentale.*

Lord Grey avait composé son administration d'une majorité de whigs, à laquelle s'étaient joints trois ou quatre partisans de la politique de Canning.

Le 1er mars 1831, le cabinet soumit à la Chambre des Communes, par l'intermédiaire de John Russel, une proposition de réforme parlementaire. Bien que sir John ne fût pas ministre, il méritait l'honneur de cette initiative, en considération des efforts énergiques et persévérants qu'il avait faits dans l'intérêt de la mesure proposée (1).

La discussion fut des plus orageuses. Elle mit au jour des faits de corruption électorale et des abus qui constituaient une altération évidente du système représentatif.

De grandes villes, comme Leeds, Manchester, Birmingham, étaient classées au-dessous de petits bourgs en possession

(1) Lord Grey, du reste, avait toujours secondé ces efforts.

de la franchise électorale. « Dans une partie de l'empire, « dit lord Durham, un parc sans population, ou du moins « une population absolument insignifiante, envoie deux « membres à la chambre, tandis que des villes comptant « leurs habitants par centaines de mille n'ont pas même un « seul député (1). »

« Les siéges du Parlement, dit M. Sheil (2), sont l'objet « d'un trafic honteux. Il existe un marché presque public, un « entrepôt commun, un bazar pour la vente des franchises « du peuple. *Courtier parlementaire* est une qualification « consacrée par l'usage. Bien plus : les bourgs pourris entrent « dans les arrangements matrimoniaux et servent de dots ou « de douaires aux jeunes filles. Ce trafic notoire des bourgs « a engendré une habitude générale de vénalité. En voyant « les lords convertir en argent leur influence électorale, « l'humble électeur a été conduit à tirer parti de son misé- « rable suffrage.... Et de quel droit condamnerions-nous la « corruption de celui-ci, quand nous donnons protection et « appui à celui-là? L'infamie de la prostitution est-elle puri- « fiée par la grandeur du salaire?

Plaçant la question sur un terrain plus élevé encore, M. Macaulay, fort de l'appui du peuple et de l'assentiment des orateurs les plus distingués de la Grande-Bretagne, s'écria au milieu d'un tonnerre d'applaudissements : « Tout présage « à ceux qui s'obstinent dans une vaine lutte contre l'esprit « du temps une défaite certaine, éclatante. La chute du plus « superbe trône du continent retentit encore à nos oreilles;

---

(1) *Discours* prononcé à la Chambre des Lords.

Parmi les villes non représentées se trouvaient alors Leeds, Sheffield, Bradford, Halifax Huddersfield et Wakefield.

En revanche, Old-Sarum, lieu sans maisons et sans un seul habitant, s'il faut en croire un auteur anglais (*The military and political life of Arthur Wellesley*, p. 133), avait deux représentants qui ne représentaient personne.

(2) Membre de la Chambre des Communes.

« le toit d'un palais anglais donne un triste asile à l'héritier « exilé de quarante rois... De tous côtés nous voyons les « vieilles institutions renversées, les grandes sociétés péri- « clitantes. Pendant que le cœur de l'Angleterre est encore « sain, pendant que les anciens sentiments, les anciennes « institutions conservent encore chez nous un pouvoir et un « charme qui peuvent s'évanouir bientôt; dans ce moment « encore propice, dans cette heure de salut, prenez conseil, « non des préjugés, non de l'esprit de parti, non du honteux « orgueil d'une obstination fatale, mais de l'histoire, de la « raison, des siècles passés, des redoutables symptômes de « l'avenir! Rajeunissez l'État; sauvez la multitude livrée à « ses ingouvernables passions; sauvez l'aristocratie compro- « mise par son pouvoir impopulaire; sauvez la plus grande, « la plus belle société, la plus admirablement civilisée qui « ait jamais vécu, des calamités qui peuvent en quelques « jours ravager ce riche héritage de tant de siècles de sagesse « et de gloire. Le danger est immense; le temps est court! « Si ce bill doit être rejeté, je prie Dieu qu'aucun de ceux « qui concourent à le faire rejeter ne regrette un jour amère- « ment et vainement son vote, au milieu de la ruine des lois, « de la confusion des rangs, de la spoliation des richesses et « de la dissolution de l'ordre social! »

Les adversaires du bill objectaient, que sous l'influence de ce régime, frappé maintenant de réprobation, l'Angleterre avait conquis la première place dans le monde, et que les bourgs pourris, notamment, avaient donné au pays ses plus illustres hommes d'État.

L'un des orateurs les plus respectés de la Chambre des Lords, sir Robert Peel, combattit la mesure comme née sous de mauvais auspices, comme excessive en soi et dénaturant la constitution du pays, comme soutenue par de mauvais moyens. « C'est, disait-il, une réforme soulevée en An- « gleterre par le vent révolutionnaire venu de France, et

« dont on poursuit le triomphe en fomentant parmi le « peuple les idées, les passions, les pratiques révolution- « naires...

« Votre jugement est troublé par ce qui vient de se passer « chez nos voisins... Ne vous laissez pas entraîner par cette « excitation momentanée... Quand le peuple anglais repren- « dra son ferme bon sens, il vous reprochera d'avoir sacrifié « la constitution du pays au désir de flatter une explosion de « sentiments populaires... Je combattrai ce bill jusqu'au « bout, parce que je le crois fatal à notre heureuse forme de « gouvernement mixte, fatal à l'autorité de la Chambre des « Lords, fatal à cet esprit de suite et de prudence qui a valu « à l'Angleterre la confiance du monde, fatal à ces habitudes, « à ces pratiques de gouvernement qui, en protégeant effica- « cement la propriété et la liberté des personnes, ont donné « au pouvoir exécutif de l'État une vigueur inconnue dans « tout autre temps et dans tout autre pays... Si le bill proposé « par les ministres est adopté, il introduira parmi nous la « pire et la plus vile sorte de despotisme, le despotisme des « démagogues, le despotisme du journalisme, ce despotisme « qui a poussé des contrées voisines, naguère heureuses et « florissantes, sur le bord de l'abîme. »

Ces arguments exercèrent tant d'influence, que le ministère essuya dans la Chambre des Communes un premier échec sur l'une des dispositions importantes du bill. A la suite de ce vote, la dissolution fut prononcée le 11 mai, et un nouveau parlement convoqué pour le 14 juin.

La résolution du cabinet provoqua un enthousiasme général parmi les libéraux, suivi de scènes de violence dans le peuple ; le jour où elle parut dans les journaux, la populace de Londres brisa les fenêtres de M. Baring et du duc de Wellington, les deux noms les plus éminents du commerce et de l'armée.

Les tories éprouvèrent de rudes échecs dans les élections.

La nouvelle chambre vota, par 367 voix contre 231, la seconde lecture du projet de réforme, et par 345 contre 236 la formule d'usage : *que ce bill passe.*

Dans la Chambre des Lords, le cabinet rencontra plus de difficultés. Au nombre de ses adversaires déclarés se trouvait le duc de Wellington. Il soutint que le bill en discussion violait le pacte fondamental, en principe comme en fait : « La « représentation des villes, dit-il, va se trouver à la merci de « quelques comités ; d'autre part, en augmentant le nombre « des députés des villes, on détruira l'équilibre qui doit exister entre la représentation urbaine et la représentation agricole des comtés. Le bill créera un corps électoral démocratique et violent, qui ne pourra produire qu'une assemblée « législative violente et démocrate. Avec le bill, les églises « d'Angleterre et d'Irlande auront bientôt disparu..... » Le duc ajouta, sous forme de péroraison : « L'expérience que « j'ai acquise dans les situations où j'ai servi Sa Majesté me « donne le droit et m'impose le devoir de dire que je ne puis « pas voir cette mesure sans la plus sérieuse appréhension, « car de l'époque de son adoption datera le renversement de « notre constitution (1). »

Lord Dudley combattit la mesure parce qu'elle reposait sur la supposition monstrueuse que l'Angleterre n'avait jamais eu un bon gouvernement, et que le peuple avait toujours été privé de ses droits.

Après une assez longue discussion, l'amendement tendant à l'ajournement du bill à six mois fut adopté par une majorité de 41 voix (2).

(1) Voir STOCQUELER, t. II, p. 161. Remarquons encore ce passage : « It is my opinion that Parliament has well served the country for a variety of measures which it has produced, particularly of late years. I see no reason for the measure now proposed, except to gratify certain individuals in the country. »

(2) Séance du 7 octobre.

Nouvelle complication, nouveaux troubles. Rarement l'effervescence fut plus générale et plus menaçante à Londres. L'hôtel d'Apsley-House eut encore une fois ses fenêtres brisées ; celles du comte Dudley et du marquis de Bristol subirent le même sort. Le marquis de Londonderry fut accueilli à coups de pierres et blessé ; le duc de Cumberland, jeté à bas de son cheval, eût probablement été tué sans l'intervention opportune de la police.

Sur d'autres points de l'Angleterre et notamment à Bristol, des désordres tout aussi graves furent commis ; les émeutiers eurent recours à l'incendie et au pillage. Depuis les troubles de 1780, on n'avait rien vu de semblable.

O'Connell profita de cette situation pour organiser une nouvelle et stérile agitation, dans le but d'obtenir le *rappel de l'union.*

Le roi, heureusement, soutint ses ministres dans leurs efforts pour calmer le peuple. Un nouveau bill, peu différent du premier, fut soumis aux Chambres. Celle des Communes l'adopta à la majorité de 116 voix ; celle des Lords était toujours hostile, mais plusieurs de ses membres se rallièrent par la crainte de voir le gouvernement faire une création importante de pairs. Le duc de Wellington néanmoins déclara, malgré toutes les menaces dont il était l'objet, que son opinion n'avait point changé. La seconde lecture fut votée à la faible majorité de 9 voix. Immédiatement après, les lords se séparèrent pour les vacances de Pâques.

Les réformateurs mirent cet intervalle à profit pour organiser de nouvelles manifestations, et ils réussirent d'autant mieux, que la faible majorité pour la seconde lecture avait réveillé toutes les craintes des partisans du bill.

A la reprise de la session (le 7 mai) lord Lyndhurst proposa un amendement que le ministère signala comme une manœuvre ayant pour but d'apaiser les clameurs de Manchester et de plusieurs autres grandes villes, afin d'avoir ensuite

meilleur marché des autres clauses relatives aux franchises à supprimer.

Cette motion néanmoins fut adoptée par 151 voix contre 116. Le ministère remit aussitôt sa démission entre les mains du roi (1). Sa Majesté fit venir le duc de Wellington et le chargea de former un cabinet, à la condition expresse qu'une *large réforme* serait la base de la nouvelle administration. Bien que le duc se fût prononcé ouvertement contre la réforme, il consentit à faire quelques démarches, de concert avec lord Lyndhurst (2). Ces démarches n'ayant produit aucun résultat (3), la couronne fut obligée de revenir à lord Grey et de lui promettre la création d'une fournée de pairs, si la chambre haute continuait à se montrer hostile à la loi : cette menace produisit l'effet désiré. Le duc de Wellington et une centaine de membres, ne voulant ni donner leur assentiment au bill, ni forcer les ministres, en persistant dans leur opposition, à créer de nouveaux pairs, s'abstinrent ; et le 6 juin la réforme fut définitivement adoptée par 106 voix contre 22.

Le duc de Wellington accepta le fait accompli avec sa décision habituelle ; un an après, il disait : « Maintenant que « l'acte de réforme est devenu la loi du pays, je regarde

---

(1) Le 9 mai. Grey rentra le 16. « L'histoire d'Angleterre ne présente pas de période plus « critique que cet intervalle du 9 au 16 mai. » — HUME, t. X, p. 524.

(2) Interpellé sur ces démarches, Wellington répondit que la création de cent nouveaux pairs (il aurait bien fallu ce nombre pour obtenir une majorité) lui avait semblé une chose si dangereuse et si manifestement contraire aux lois fondamentales, qu'il s'était résigné à faire abnégation de ses répugnances personnelles pour arriver à une solution satisfaisante de la réforme, plutôt que de voir poser un si funeste antécédent.

« When his Majesty did my the honour of commanding my aid to enable him to resist a most pernicious counsel, if I had answered : « I see the difficulties of Your Majesty's situation ; but I cannot afford you any assistance, because I have, in my place in Parliament, expressed strong opinions against a measure to which your Majesty is understood to be friendly : — I should have been ashamed to show my face in the streets. »

Ce trait peint admirablement le duc comme homme politique. Nous ne pouvons toutefois nous empêcher de faire observer que dans cette circonstance Wellington se montra un peu trop courtisan.

(3) Une des principales causes de l'insuccès de ces démarches fut la résistance de sir Robert Peel, moins hardi dans l'action et plus préoccupé des difficultés de situation ou de de principe que le duc de Wellington.

« comme de mon devoir, non-seulement de m'y soumettre, « mais de coopérer à son exécution par tous les moyens en « mon pouvoir. »

Un auteur français a très-bien indiqué la raison qui justifiait aux yeux du duc cette singulière conduite :

« Il y avait quelque chose, dit M. John Lemoine, que Wellington mettait au-dessus de toutes les opinions, c'est la nécessité de gouverner. Il ne comprenait pas plus l'État sans gouvernement qu'il n'aurait compris l'armée sans chef. C'était en politique son idée principale, nous dirons son idée unique.

« L'émancipation était un mal, la réforme était un mal; mais la guerre civile et la révolution eussent été des maux plus grands encore; et il fallait gouverner à tout prix (1). Il échappait de temps en temps au vieux duc des paroles qui restaient proverbiales chez les Anglais : après le vote de la réforme, il fit cette remarque aussi briève que significative : « Et comment s'y prendra-t-on maintenant pour « gouverner? », Il avait raison, et le gouvernement, comme il l'entendait, est en effet devenu beaucoup plus difficile depuis ce temps-là.

« C'est toujours pour obéir à cette nécessité de gouverner qu'il renonça à presque toutes ses opinions. Ennemi de la réforme commerciale (2), il s'y rallia, comme Robert Peel, quand elle fut devenue nécessaire. A cette occasion, il déclara avec son habituelle simplicité, « que la formation d'un gou- « vernement dans lequel Sa Majesté aurait confiance, était

---

(1) Voici en quels termes le duc expliqua cette politique à la Chambre des Lords dans la séance du 29 juillet 1833 :

« If the world were governed by principles, nothing would by more easy than the conduct even the greatest affairs ; but in all circumstances the duty of a wise man is to choose the lesser of any two difficulties which beset him. »

(2) Le 25 février 1830, il dit à la Chambre des Lords : « *the cornlaws* worked well and I am « convinced they could not be repealed without injury tho the country; » ce qui ne l'empêcha pas de voter, en 1846, le rappel total de ces lois.



« à ses yeux bien plus importante que les opinions d'aucun « individu sur les lois de protection. »

Et quand sir Robert Peel lui demanda l'appui de son grand nom pour former un ministère, il dit dans la Chambre des Lords « : J'ai résolu de lui donner mon concours, bien que je « sache que par là je participerai à un changement essentiel « dans la loi existante. Mais, amplement récompensé comme « je l'ai été par la couronne et par le pays, je ne puis refuser « mon concours, quand je suis appelé à former un gouver- « nement pour donner à Sa Majesté le moyen de convo- « quer son parlement et de faire les affaires du pays. »

Nous aimons à citer littéralement les paroles de cet homme remarquable, parce que rien ne saurait mieux le peindre. On voit qu'il avait une idée un peu limitée, un peu exclusivement militaire des devoirs du gouvernement; mais il était tellement pénétré de cette idée qu'il y subordonnait, et quelquefois même y sacrifiait ses convictions. En le jugeant ainsi, nous ne voulons point le déprécier. Il était tellement honnête, tellement droit, tellement vrai, que ce qui, chez un autre, eût été du scepticisme ou de l'apostasie, pouvait être regardé chez lui comme de la vertu et du désintéressement; et précisément parce qu'il n'avait pas des doctrines très-arrêtées, parce qu'il s'inspirait de l'histoire plus que de la philosophie, des faits plus que des idées, le sacrifice moral qu'il faisait aux circonstances coûtait moins à son honneur et à sa conscience.

L'année 1832 fut celle où la popularité de Wellington essuya les plus rudes échecs. On répétait partout ce mot de lui à M. Porter, manufacturier de Manchester: « Si le peuple « d'Angleterre ne veut pas rester tranquille, il y a un moyen « de l'y contraindre. » *(If the people of England won 't be quiet, there is a way to make them)*. Cette menace exaspéra la populace au dernier point. Le 18 juin, jour anniversaire

de Waterloo, le duc, visitant la tour de Londres, fut insulté et serré de si près qu'il aurait eu de la peine à rentrer sain et sauf chez lui, si quelques soldats et gentlemen n'eussent entouré son cheval et formé une espèce d'escorte (1).

L'année suivante, les affaires du Portugal fournirent à Wellington l'occasion d'attaquer le ministère whig, qu'il blâma d'avoir entraîné le pays dans une lutte à laquelle il aurait dû rester étranger. Il traita fort durement cette guerre et ceux qui l'avaient entamée. On ne devait pas attendre moins d'un partisan absolu du principe de non intervention.

Cette même année, comme s'il s'était repenti d'avoir donné trop de gages aux catholiques, le duc saisit avec empressement deux occasions pour se réconcilier avec le protestantisme ; il qualifia l'agitation de l'Irlande « une conspiration « de prêtres et de démagogues voulant atteindre leur but par « la menace et la force (2); » quelque temps après, il s'écria en plein parlement (3) : « Notre devoir est de faire tout ce que « nous pouvons pour la prospérité de la religion protestante, « non-seulement à cause des relations politiques qui existent « entre l'Église d'Angleterre et le gouvernement, mais encore « parce que ses doctrines sont les plus pures et son système « le meilleur qui puisse être offert à un peuple. »

Nous reprocherons moins à lord Wellington cette opinion exclusive que la vivacité avec laquelle il s'opposa constamment à l'admission des juifs dans le Parlement. Ce fut en effet une faiblesse d'esprit de vouloir « que dans une législature chrétienne il n'y eût que des chrétiens. » Il est juste

(1) Stocqueler, t. II, p. 172.
(2) Séance du 19 juillet.
(3) Séance du 5 juillet.

de faire observer toutefois que jusqu'à ce jour l'exclusion des juifs a été maintenue en dépit des efforts du gouvernement, preuve que l'intolérance, même chez les peuples les plus civilisés, peut étouffer longtemps la voix de la justice et de la raison.

Une question souvent agitée fut celle de l'abolition de la traite des nègres dans les colonies anglaises. Le duc, en principe, était contraire à ce trafic; mais, dans l'application, il voyait un inconvénient à le supprimer. Cette réforme, d'après lui, aurait amené la décadence des colonies de l'Inde occidentale et favorisé au contraire le développement de celles des autres nations; de sorte que l'Angleterre, au lieu de consommer du sucre produit dans son empire, se serait vue obligée d'acheter du sucre français, américain ou portugais, toujours fabriqué par des nègres, il est vrai, mais non plus par des nègres appartenant à des sujets britanniques. Or, Wellington trouvait, avec raison, peu nécessaire de consacrer un ordre de choses si manifestement préjudiciable à son propre pays, et dont l'humanité n'aurait tiré aucun avantage.

Dans le courant de l'année 1834, le bill de répression contre les violences et les désordres commis en Irlande amena la retraite de lord Grey. Déjà, antérieurement, plusieurs de ses collègues l'avaient quitté à la suite de dissentiments provoqués par d'autres mesures (1). Au lieu de se retirer avec leur chef, les ministres restèrent et choisirent lord Melbourne pour

---

(1) La retraite de ce cabinet, qui n'avait pas éprouvé d'échec à la Chambre, fut attribuée en Angleterre aux intrigues de la reine Adélaïde. M. Guizot l'explique autrement : « Lord Grey dit-il, crut son honneur blessé et sa situation faussée par les démarches de quelques-uns de ses collègues et par certains démêlés intérieurs du cabinet. Déjà, antérieurement, lord Durham, avait donné sa démission sous prétexte de maladie, mais en réalité par impatience de voir qu'on n'allait ni assez vite ni assez loin dans la voie libérale. Peu après, lord Stanley, sir James Graham, le duc de Richmond et le comte de Ripon s'étaient retirés pour des motifs plus sérieux : la question de l'application de l'excédant des revenus de l'Église d'Irlande à l'éducation publique. Ceci se passait deux mois avant la retraite de lord Grey. »

présider le conseil. Mais Guillaume IV n'ayant pu se mettre d'accord avec cet homme d'État, pria le duc de Wellington de former un nouveau cabinet. Le lendemain 15 novembre, la chute des whigs fut officiellement annoncée.

Appelé à Brighton, le vieux chef des tories donna un grand exemple de modestie et de puissance. « Ce n'est pas à moi, « dit-il, que Votre Majesté doit demander de former un mi- « nistère et qu'il appartient de le diriger, c'est à sir Robert « Peel. Dans la Chambre des Communes sont les difficultés « et la prépondérance ; c'est son chef qu'il faut à la tête du « gouvernement. Je servirai sous lui, dans le poste qu'il « plaira à Votre Majesté de me confier. »

Cette proposition fut agréée. Mais comme l'honorable baronnet était alors en Italie, le duc de Wellington se chargea, en attendant son retour, de la responsabilité du gouvernement. De concert avec lord Lyndhurst, il dirigea pendant trois semaines plusieurs départements ministériels. Les rigoristes constitutionnels s'élevèrent contre ce cumul, pendant que le public « admirait en souriant la confiante hardiesse et l'infatigable empressement du duc à servir le roi et l'État (1). »

Sir Robert Peel arriva à Londres le 9 décembre 1834. Il chargea Wellington du portefeuille des relations extérieures et recruta ses autres collègues parmi les tories modérés.

La dissolution de la Chambre des Communes fut l'un des premiers actes de ce ministère.

Les nouvelles élections donnèrent au parti conservateur 100 voix de plus qu'il n'avait précédemment. Malgré ce renfort, le cabinet fut battu sur la question du choix de l'orateur. Peel n'en resta pas moins à son poste, ayant l'espoir de raffermir sa position et de gagner du terrain par la pré-

(1) M. Guizot.

sentation de quelques mesures utiles. Mais les whigs, assurés d'une majorité dans la chambre, se montrèrent décidés à saisir la première occasion pour renverser le ministère.

Cette même année, la mort de lord Grenville laissa vacante la chancellerie de l'université d'Oxford (1). Wellington fut nommé à cet emploi par l'unanimité des suffrages (2). Cette marque de haute confiance, donnée au plus ferme soutien du bill de l'émancipation catholique, prouve que l'impopularité du duc s'était évanouie avec l'agitation qui l'avait fait naître.

La cérémonie de l'installation eut lieu avec une pompe extraordinaire le 9 juin. Le duc ouvrit la séance par un petit discours latin et procéda ensuite à la nomination des nouveaux docteurs. On admira généralement la bonne grâce avec laquelle ce vieux soldat, blanchi sous le harnais, porta la toge de chancelier et se prêta à toutes les exigences d'un cérémonial ridicule. Il serait impossible de décrire l'enthousiasme que sa présence excita au milieu de la foule accourue pour le voir. Quand l'auteur du poëme couronné, en terminant sa harangue, adressa un hommage public « au héros qui avait pacifié le monde dans les champs de Waterloo, » toute l'assistance se leva, et pendant plusieurs minutes battit des mains, agita les chapeaux et les mouchoirs au milieu de hourras frénétiques (3).

pourquoi ?

La nomination d'un militaire au poste de chancelier de l'université d'Oxford dut paraître, aux étrangers surtout, une véritable excentricité ; cependant, dit lord Ellesmere (4), il est reconnu aujourd'hui que jamais l'université ne fit un meilleur choix. Le duc s'occupa très-activement de sa nouvelle charge ; peu de jours avant sa mort, il défendait les

---

(1) Grenville mourut le 12 janvier.
(2) Le 29 janvier.
(3) Voir Stocqueler, t. II, p. 175 à 185.
(4) *Life and character*, etc., p. 50.

intérêts de l'université à la Chambre des Lords en homme parfaitement au courant de la question.

Le ministère de sir Robert Peel avait été depuis son début aux prises avec des difficultés invincibles. Battu sur plusieurs questions, il se retira le 8 avril 1835, à la suite du vote sur la motion de ~~John Russell~~ demandant l'appropriation à l'éducation publique de l'excédant des revenus de l'Église d'Irlande. Ainsi, après quatre mois d'une existence tourmentée, le cabinet tory céda la place à un ministère whig, formé sous la présidence de lord Melbourne. Ward

A partir de cette époque, le duc de Wellington cessa de prendre une part influente dans le gouvernement civil du pays : il se borna strictement à l'examen des questions militaires et à l'accomplissement de ses devoirs de membre de la Chambre des Lords et de chancelier de l'université.

Guillaume IV mourut au mois de juin 1837. Wellington fit son éloge dans la Chambre des Lords. Il saisit cette occasion pour expliquer le motif de l'empressement qu'il avait mis à servir ce prince dans des moments où sa considération eût gagné à ce qu'il s'abstînt : « Je fus engagé à le servir, dit-il, « non-seulement par le sentiment du devoir et par la considération que le souverain de ce pays a le droit de réclamer « mes services dans toute situation où il peut les croire utiles, « mais encore par un sentiment de gratitude pour les faveurs et les distinctions que Sa Majesté m'a conférées, « malgré l'opposition que j'ai dû faire quelquefois à ses « vues (1). »

La reine Victoria conserva aux affaires lord Melbourne, qui, par son expérience, ses manières aimables et son esprit

(1) *Discours* du 22 juin.

d'homme du monde, était essentiellement propre à faire l'éducation politique de la jeune souveraine. Cependant, quelque faveur qu'elle témoignât à son premier ministre, la reine ne le plaça jamais dans son estime au-dessus du vénérable duc, pour qui elle ressentait une affection toute filiale. Loin de cacher ce sentiment, elle s'en expliqua un jour très-franchement avec lord Melbourne lui-même. C'était à la sortie d'un conseil tenu à Windsor. Le chef du cabinet, au moment de se séparer de la reine, pria Sa Majesté de lui dire « si elle avait pour quelqu'un de ses sujets une telle préférence qu'elle souhaitât l'associer à elle dans l'exercice des devoirs de la souveraineté que la Providence lui avait départis. » La reine, un peu surprise, demanda à son premier ministre si c'était comme homme d'État et comme serviteur de la couronne qu'il lui adressait cette question. Lord Melbourne répondit qu'il ne se serait jamais permis de la lui faire à un autre titre. Dans ce cas, dit la reine, j'avouerai qu'il y a un homme pour lequel j'ai une préférence marquée : c'est..... le duc de Wellington.

Cette anecdote fut racontée, dans un banquet officiel, par le major Cumming-Bruce, qui en garantit l'authenticité. « Je vous laisse à penser, dit le narrateur, quelle figure allongée dut faire lord Melbourne quand Sa Majesté le gratifia de cette réponse (1). »

La cérémonie du couronnement eut lieu dans l'été de 1838. La France y fut représentée par le duc de Dalmatie, un des adversaires les plus habiles que lord Wellington eût rencontrés sur le champ de bataille. Le peuple anglais fit à ce brave soldat une réception enthousiaste; et le vainqueur d'Orthez se distingua au milieu de tous par sa courtoisie chevaleresque. Dans un banquet donné par la corporation de Londres aux

(1) Voir STOCQUELER, t. II, p. 194.

princes et aux ambassadeurs étrangers, il trouva moyen de faire l'éloge du duc de Dalmatie en termes chaleureux. Soult, vivement touché de cette galanterie et des témoignages d'estime que la nation lui donnait, porta un toast « A l'alliance « perpétuelle de la France et de l'Angleterre, à l'armée bri- « tannique, et plus particulièrement à son grand général, le « duc de Wellington ! » On raconte qu'à ce dîner, le duc présenta au maréchal plusieurs généraux qu'il avait combattus en Espagne. Quand Soult aperçut sir Rowland Hill, il lui tendit la main et s'écria gaiement : « Ah ! je vous rencontre « enfin, moi qui ai couru si longtemps après vous ! » (Allusion à la retraite de Hill, depuis Madrid jusqu'à Alba de Tormès, après l'affaire de Burgos.)

Le peuple anglais sut gré à Wellington d'avoir fait si bon accueil à l'ambassadeur du roi Louis-Philippe ; cette circonstance contribua beaucoup à rétablir sa popularité, compromise par les dissentions intérieures.

En 1839, le cabinet de lord Melbourne se trouvant trop faible pour surmonter les embarras que lui suscitaient la législation des grains et l'état précaire de l'Irlande, saisit l'occasion du vote sur une motion tendante à suspendre la constitution de la Jamaïque pour offrir sa démission à la reine (7 mai). Sa Majesté accepta cette démission à regret, ayant une préférence marquée pour les whigs, qui avaient été, pour ainsi dire, les guides de son enfance. Elle fit venir le duc de Wellington, qui lui conseilla de s'adresser à sir Robert Peel. La reine, plutôt par nécessité que par conviction, suivit ce conseil. Sir Robert Peel présenta le lendemain une combinaison qui fut agréée sans la moindre objection.

Cependant, le premier ministre et ses amis, craignant l'influence des whigs, jugèrent utile de prendre quelques précautions contre les intrigues de palais, toujours redoutables, même dans les monarchies constitutionnelles. Ils demandè-

rent en conséquence à Sa Majesté le droit de disposer des principales charges de sa maison, et, comme première application de ce droit, le renvoi des filles d'honneur de la reine et des dames de la chambre à coucher (*ladies of her bedchamber*). « Ce ne fut pas, à ce qu'il paraît, de sir Robert Peel, mais du duc de Wellington lui-même que vint l'idée de cette exigence. La jeune reine en fut choquée : c'était, lui dirent les whigs, une prétention exorbitante, et que n'autorisaient pas les précédents. On ajoutait que les grandes dames du parti conservateur en avaient parlé comme d'un triomphe sur la reine. L'impertinence est quelquefois une arme utile, mais plus souvent un dangereux plaisir. Le lendemain du jour où sir Robert Peel avait formé sa demande, il reçut de la reine ce billet :

« La reine ayant réfléchi sur la proposition que lui a faite « hier sir Robert Peel d'éloigner les dames de sa chambre, « ne peut consentir à un procédé qu'elle croit contraire à « l'usage et qui répugne à ses sentiments. »

« Sir Robert Peel répondit par une longue lettre respectueuse, sensée, mais un peu lourde et sans élégance comme sans complaisance (1). »

Les négociations furent rompues et les whigs rentrèrent au pouvoir.

L'affaire en apparence si futile du renvoi des dames d'honneur eut beaucoup de retentissement et donna lieu à de vives attaques contre Robert Peel. Au nombre de ceux qui prirent sa défense à la Chambre des Lords se trouvait le duc de Wellington, qui n'hésita point à déclarer, au risque de déplaire à la cour, « que, dans sa manière de voir, les ministres de « la couronne devaient avoir toute la confiance du souverain « et intervenir jusqu'à un certain point dans la formation de

(1) M. Guizot.

« sa maison. Moi-même, disait-il, comme chef de cabinet, « j'ai pu constater la fâcheuse influence que les hommes de « la cour, sinon les femmes, exercent souvent dans de sim- « ples conversations (1). »

Lord Melbourne resta premier ministre jusqu'en 1841. La reine lui donna pour successeur sir Robert Peel, qui, cette fois, se crut assez fort pour n'avoir pas à redouter les intrigues des filles d'honneur et des femmes de chambre de la reine.

Le duc de Wellington consentit à faire partie de ce nouveau ministère, mais sans fonctions précises et sans caractère déterminé. Son influence sur la Chambre des Pairs et l'habitude qu'il avait prise de s'occuper de toutes les affaires en discussion, rendaient son concours éminemment utile. Sir Robert Peel avait d'ailleurs une confiance illimitée dans la fermeté et le bon sens traditionnel du vieux duc. Celui-ci, d'un autre côté, s'accommodait parfaitement de la position de ministre sans portefeuille, qui lui donnait une influence réelle, tout en le déchargeant d'une foule d'obligations pénibles. Le commandement en chef de l'armée, rendu à Wellington par la mort de Hill (en septembre 1842), servit à justifier cette position exceptionnelle, que le duc conserva jusqu'à la fin de sa vie. Libéré désormais du poids trop lourd des affaires publiques, il fut seulement appelé de temps à autre à donner son avis sur certaines questions spéciales, notamment sur celles relatives aux guerres de l'Afghanistan (2) et de la Chine, qu'il suivait avec l'intérêt le plus soutenu. Tous ceux qui combattaient à l'étranger, généraux et soldats, étaient sûrs de trouver en lui un défenseur chaleureux, un

(1) Voir STOCQUELER, t. II, p. 200.
(2) STOCQUELER, t. II, p. 215, reproduit une note de Wellington sur cette guerre.

ami toujours prêt à exalter leurs services, quand d'autres cherchaient à les amoindrir.

L'avénement des tories fut exploité avec un redoublement d'énergie par le célèbre O'Connell, jadis avocat d'une bonne cause, maintenant orateur fougueux, désordonné, trivial d'une cause perdue d'avance. Nature ardente et passionnée, habile à soulever tous les orages du cœur, il possédait à un haut degré cette éloquence populaire qui, au service de l'homme ambitieux, sert plus souvent à égarer qu'à instruire et à diriger les masses. Exaltant tour à tour les bons et les mauvais sentiments de ses compatriotes, il les domina au point d'en disposer comme le général dispose de son armée. Persuadé qu'en agitant à grand bruit devant le cabinet le fantôme sanglant de la guerre civile, il arracherait à sir Robert Peel le rappel de l'union, comme il lui avait arraché, en 1829, l'émancipation catholique, O'Connell provoqua des rassemblements tumultueux, qui prirent bientôt le nom de *meetings monstres*. Le 15 août 1843, cinq cent mille hommes, dit-on, se réunirent à Tara, lieu célèbre par l'élection des anciens rois d'Irlande. Le *grand agitateur*, fier de cette exhibition de puissance, attaqua le gouvernement, les institutions et les hommes publics de l'Angleterre avec une violence de langage et de gestes que n'égala jamais peut-être aucun tribun ancien ou moderne :

« N'en doutez pas, dit-il, l'accablante majesté de votre nombre frappera en Angleterre et y produira son effet. Le duc de Wellington a commencé par nous menacer. Il parlait de guerre civile; il n'en dit plus un mot maintenant. Il fait faire des meurtrières dans les vieilles forteresses. C'est bien là le fait d'un vieux général; comme si nous voulions aller nous casser la tête contre des murailles... Le duc parle de nous attaquer; j'en suis charmé. Je ne dirai pas le moindre mot blessant pour les braves soldats qui composent l'armée

de la reine...; mais j'affirme ceci : s'ils nous faisaient la guerre, l'Irlande, animée comme elle l'est aujourd'hui, fournirait assez de femmes pour battre toutes les troupes d'Angleterre... Voyez comme tout le peuple de l'Irlande se lève pour le rappel de l'union! Lorsque, le 2 janvier dernier, je me suis hasardé à dire que cette année serait l'année du rappel, ils ont tous ri de moi. Rient-ils maintenant? C'est notre tour de rire. Je vous dis que dans un an le Parlement sera à Dublin, dans *College-Green*... Oui, le Parlement d'Irlande s'assemblera alors, et je défie tous les généraux, vieux et jeunes, toutes les vieilles femmes en culottes, toute la chevalerie de la terre de nous enlever notre Parlement quand nous l'aurons repris... »

Sir Robert Peel ne fut pas dupe de ces forfanteries. Comprenant que le *rappel de l'union* était un nouveau piége tendu à la crédulité des pauvres Irlandais; que cette mesure augmenterait leurs misères au lieu de les soulager, et que, dans tous les cas, l'Angleterre y opposerait, quoi qu'on fît, une résistance formidable, unanime;—ne voulant pas, d'un autre côté, qu'un ambitieux continuât à tromper l'Irlande en l'exploitant (1) et à développer le mal par l'agitation sous prétexte de le guérir; — encouragé d'ailleurs par les hommes influents de tous les partis, et notamment par le duc de Wellington, sir Robert Peel résolut d'en appeler aux lois pour le maintien de l'ordre et de la paix publique.

Un *meeting* annoncé pour le 8 octobre 1843 fut interdit; et, le 14, O'Connell, son fils et ses principaux affidés furent arrêtés comme prévenus de conspiration, de sédition et de rassemblement illégal.

---

(1) On sait que O'Connell se fit payer une sorte de liste civile prélevée sur le fonds destiné à entretenir l'agitation, fonds composé des dons les plus humbles, sollicités sans pudeur et à grand renfort de charlatanisme dans chaque meeting.

Cet acte de vigueur mit fin aux *meetings monstres*, et réduisit l'agitation à ses proportions ordinaires.

Condamné le 12 février 1844 par la cour d'assises de Dublin, le *grand agitateur* fut acquitté, pour un défaut de forme, par la Chambre des Lords (1). Depuis ce moment, il modéra son langage et se tint en garde contre de nouvelles poursuites. Cependant, il se forma vers cette époque un parti plus radical, celui de la *Jeune Irlande*, qui reprochait à O'Connell sa modération, ses scrupules de légalité et sa crainte d'en venir à une résolution décisive. Ce parti, en cherchant à supplanter le vieux tribun, divisa les forces de l'agitation et contribua ainsi à l'affaiblir (2).

Voulant profiter de cette situation et en même temps donner aux Irlandais une preuve de son bon vouloir, sir Robert Peel fit, en avril 1845, la proposition d'étendre le collége catholique de Maynooth, et d'augmenter le subside accordé à ce collége par l'État (3). « Nous croyons, dit-il, qu'il est pour nous parfaitement compatible de tenir fermement à notre foi, et en même temps de perfectionner l'éducation et d'élever le caractère des hommes qui, après tout, quoi que vous fassiez, seront toujours les guides spirituels et les instructeurs religieux de plusieurs millions de vos concitoyens. »

---

(1) Le 4 septembre.

(2) La santé d'O'Connell s'altéra profondément à partir de cette époque. Le 8 février 1847, il prononça, d'une voix affaiblie par la douleur, son dernier discours à la Chambre des Communes. Il s'agissait de secours et de travaux publics pour l'Irlande, où régnait en ce moment une famine telle que *plusieurs milliers d'individus moururent de faim*. « Souvenez-vous, dit « O'Connell, de ce que je vous prédis : un quart de la population périra si vous ne venez à « son secours. » Ce furent ses dernières paroles officielles. Il mourut à Gênes, le 15 mai 1848, laissant un nom chéri des Irlandais, et qui rappellera dans l'histoire le mélange étonnant des plus rares qualités et des plus grands défauts qui puissent se rencontrer chez un même homme : le dévouement et l'ambition, la pitié pour les malheurs d'autrui et le besoin de luxe pour lui-même, une noble résistance contre l'injustice et la plus révoltante iniquité dans l'appréciation de la conduite de ses adversaires ; une éloquence sublime, vraie, sympathique, alliée aux plus violentes et aux plus bouffonnes déclamations. Avocat, tribun, philanthrope, citoyen et charlatan tout à la fois, O'Connell fut tantôt le bienfaiteur et tantôt le fléau de son malheureux pays !

Les ultra-protestants s'élevèrent avec beaucoup de violence contre cette pensée généreuse. Les pétitions, les meetings et les journaux annoncèrent de nouveau, comme ils l'avaient fait en 1829, que *le soleil de la Grande-Bretagne allait s'éclipser*. Néanmoins, après six jours de discussion, la seconde lecture du bill passa à une majorité de 147 voix dans la Chambre des Communes.

Dans la Chambre des Lords, le débat dura trois jours. Le duc de Wellington apporta à sir Robert Peel l'appui de son nom et de sa parole, toujours respectée; et cette fois encore, il eut la satisfaction d'assurer, par sa coopération, le succès d'une mesure jugée utile au gouvernement du pays.

Dès 1843, la question du rappel des lois sur les céréales avait commencé à produire une vive émotion dans le peuple. Wellington et sir Robert Peel s'étaient prononcés en faveur du *statu quo*; mais, en 1846, la maladie des pommes de terre et d'autres circonstances fâcheuses amenèrent une crise des subsistances suivie d'une famine horrible, à laquelle ces hommes d'État ne pouvaient rester insensibles. Le peuple, au milieu de ses angoisses, ne voyait de salut pour lui que dans la libre entrée des céréales, et cette opinion, soutenue par d'éminents publicistes, donna un succès immense aux meetings de l'association *des anticorn-laws*. Ces meetings avaient été organisés depuis trois ans par Richard Cobden, qui, grâce à cette initiative, à ses efforts intelligents, aux vives lumières qu'il avait répandues sur la question des céréales, s'était fait proclamer d'une voix unanime *chef de la ligue*. oh !
Les cités manufacturières et les campagnes, où les souffrances causées par la cherté des vivres étaient effroyables, donnèrent à cette ligue l'appui de leur influence et de leur cotisation financière. Bientôt la passion, avec l'ascendant qu'elle acquiert toujours lorsqu'elle est au service d'une idée juste,

poussa les meetings à exiger une solution immédiate, radicale: *le rappel définitif des lois sur les céréales.*

Sir Robert Peel avait suivi avec une attention bienveillante les progrès de l'idée nouvelle. Il éprouvait encore bien des scrupules et des craintes sérieuses, au sujet de l'abolition d'une loi qui avait jeté de si profondes racines dans le pays. Mais ces craintes et ces scrupules cédèrent peu à peu à la discussion, et s'évanouirent même complétement quand il eut pris connaissance de la circulaire adressée le 22 novembre 1845, par John Russel, aux électeurs de la cité de Londres. Voici le paragraphe final de ce document célèbre :

« Unissons-nous pour mettre fin à un système qui a été « le fléau du commerce, le poison de l'agriculture, la source « d'amères divisions entre les classes, une cause incessante « de misère, de maladie, de mortalité et de crimes parmi le « peuple. . . . .
« Que le peuple, par ses pétitions, ses adresses, ses remon- « trances, fournisse aux ministres l'excuse qu'ils cherchent. « Que les ministres proposent les modifications qui leur pa- « raîtront les plus propres à rendre le fardeau des taxes plus « juste et plus égal; qu'ils y ajoutent toutes les précautions « que la prudence et les ménagements pourront leur suggérer; « mais demandons, en termes clairs et positifs, la suppres- « sion de tout droit à l'importation des objets qui servent à « la subsistance et à l'habillement de la masse du peuple; « c'est une mesure bonne pour tous les grands intérêts, in- « dispensable pour le progrès de la nation. »

En voyant le chef du parti whig abandonner les idées qu'il avait soutenues pendant vingt ans, pour demander l'entière liberté du commerce, sir Robert Peel comprit que le moment était venu de proclamer une grande réforme.

Dans un conseil de cabinet tenu le 1er novembre, le premier ministre avait proposé d'ouvrir les ports anglais aux

grains étrangers, ne fût-ce qu'à titre d'essai (1). Le duc de Wellington et lord Stanley (2) s'étaient opposés à cette proposition, parce que d'après eux les subsistances de la Grande-Bretagne étaient suffisantes pour combler le déficit de l'Irlande. Ils avaient en outre exprimé la crainte qu'une suspension momentanée des lois sur les grains ne fût le précurseur de leur abolition définitive. Ni les arguments de sir Robert Peel, ni les rapports alarmants des autorités locales n'avaient pu modifier leur opinion à cet égard.

A la suite de la lettre de John Russel, une nouvelle convocation eut lieu (le 25 novembre). Cette fois, Robert Peel, déclara hautement qu'après tout ce qu'il avait lu et entendu dire pour et contre les *corn-laws,* il devait reconnaître son erreur et rendre hommage à la vérité: « Ces lois ont fait leur « temps, dit-il, et, pour ma part, je n'hésite pas à me ranger « du côté de mes anciens adversaires. » Le chef du cabinet proposa en conséquence, au lieu de la suspension des lois restrictives, le rappel total de ces lois. Le pays, d'après lui, accueillerait cette mesure avec une satisfaction marquée; à la Chambre des Communes, une grande majorité lui était assurée, et pour ce qui regardait la Chambre des Lords, le premier ministre croyait pouvoir compter sur un vote favorable, si le duc de Wellington voulait lui promettre son appui (3).

Selon M. Guizot, le duc, flatté de cet aveu, renonça à toute opposition. « Son grand sens, dit-il, et la fatigue de l'âge, le dégoûtaient des résistances dont il prévoyait ou l'extrême péril ou la vanité, et il préférait à la prolongation du système protecteur, en tout cas énervé, l'union du cabinet et le maintien d'un gouvernement conservateur. »

D'après les auteurs anglais au contraire, le vieux tory

(1) Voir sa *lettre* du 8 décembre, *à la reine*.
(2) Aujourd'hui comte Derby.
(3) STOCQUELER, T. II, p. 231,

fit cause commune avec lord Stanley et les autres membres du cabinet qui refusèrent de rompre avec leur parti, en abandonnant toute protection.

Quoi qu'il en soit, sir Robert Peel ne pouvant se mettre d'accord avec ses collègues, donna sa démission à la reine, le 6 décembre.

John Russel accepta la mission de former un nouveau cabinet. Il était sur le point de réussir, quand un dissentiment entre le comte Grey et le vicomte Palmerston l'obligea de déclarer que, n'ayant pu établir entre ses amis un accord indispensable, il se trouvait dans l'impossibilité de prendre le pouvoir.

La reine rappela sir Robert Peel, dont les projets, du reste, étaient de tous points semblables à ceux du chef des wihgs. M. Peel déclara que l'appui de John Russel, dont il venait de s'assurer le concours, lui donnait l'espoir fondé de réussir à la Chambre des Communes; mais que, pour vaincre l'opposition de la Chambre des Lords, il lui fallait absolument la cordiale assistance du duc de Wellington. Celui-ci allait donc se trouver une fois de plus dans l'alternative de sacrifier ses principes ou d'abandonner la couronne faisant appel à sa popularité. Quelque pénible que fût cette alternative, le duc n'hésita point. Son devoir était de servir le gouvernement; il entra donc au ministère avec la ferme résolution de remplir ce devoir jusqu'au bout. Pour expliquer ce nouveau revirement, le duc déclara, au début de la session, « qu'ayant été si largement récompensé par le souverain et le peuple de l'Angleterre, il ne pouvait refuser à ce souverain de lui venir en aide pour diriger les affaires du pays. *(Y positively could not refuse to serve the sovereign when thus called on* (1).

(1) STOCQUELER, t. II, p. 233.

Le bill passa à la Chambre des Communes, après dix-neuf jours de lutte acharnée (1).

Quoique moins longs, les débats de la Chambre des Lords furent tout aussi passionnés. Pendant onze jours, la tribune de cette chambre retentit des discours les plus violents et des prophéties les plus sombres sur l'imprudente témérité du cabinet. L'opposition était si compacte et si redoutable, que l'on eut un moment la crainte de voir le bill rejeté. Enfin le jour du vote définitif arriva. C'était le 25 mai. Jamais on n'avait vu pareille affluence de monde ni pareille anxiété.

A cinq heures du soir, Wellington était à son poste. La séance fut longue et solennelle. A trois heures et demie du matin, il ne restait plus qu'un seul orateur inscrit : c'était le duc. Il se leva au milieu d'une émotion générale. Soit ambarras, soit fatigue, sa voix avait perdu de sa clarté ordinaire. On se disait déjà que l'âge commençait à faire sentir sa maligne influence sur cette nature de fer. Bientôt cependant il reprit le fil de ses idées, et, quoiqu'il évitât de se prononcer sur le mérite du bill et sur ses conséquences financières, il le soutint avec énergie et habileté. Au terme où l'on en était venu, les lois sur les céréales apparurent au duc comme une forteresse dont il est impossible de prolonger la défense. Il se résigna donc à capituler, après avoir toutefois assuré à son amour-propre la retraite qu'il avait coutume de lui ménager en pareille circonstance. L'illustre guerrier se servit à cet effet de sa formule habituelle, sur laquelle depuis longtemps on ne le chicanait plus et qui, d'après lui, répondait à tout. « *J'ai pensé*, dit-il, *mylords*, *que la formation* « *d'un gouvernement dans lequel Sa Majesté aurait confiance*

(1) La Chambre des Communes adopta le plan complet de sir Robert Peel à 98 voix de majorité.

« *était chose bien plus importante qu'une opinion individuelle* « *sur la loi des céréales ou sur toute autre loi* (1). »

Le duc attira particulièrement l'attention de la chambre sur les conséquences du rejet de la mesure proposée: « Je ne « veux pas ce soir, la dernière fois peut-être où je me hasar- « derai encore à vous donner un avis, je ne veux pas manquer « de vous dire ce que je pense du vote que vous allez émet- « tre dans cette occasion...... Mylords, considérez un peu, « je vous prie, par quelle voie et dans quel état cette me- « sure arrive devant vous... Elle a été recommandée dans le « discours du trône; elle a été adoptée à une majorité no- « table par la Chambre des Communes... C'est un bill sur « lequel les deux autres branches de la législature sont d'ac- « cord; si la Chambre des Lords le rejette, elle sera seule. « Mylords, je vous demande la permission de vous rappeler « que plus d'une fois je vous ai dit de ne jamais vous mettre « dans cette situation... Vous avez une grande influence sur « l'opinion publique; vous devez avoir une grande confiance « dans vos propres principes; mais sans la couronne et la « Chambre des Communes, vous ne pouvez rien... Que Vos « Seigneuries me permettent de les conduire un peu plus loin, « et de leur faire voir quelles seront les conséquences immé- « diates du rejet du bill : un autre cabinet sera, je crois, « formé; mais soit qu'il se forme ou non un autre cabinet, Vos « Seigneuries ne peuvent pas se flatter de n'avoir pas à délibé- « rer de nouveau sur la même mesure. La rejetterez-vous une « seconde fois? Tiendrez-vous le pays pendant deux ou trois « mois encore plongé dans ce débat? Je sais que le but des no- « bles lords opposés à ce bill est d'arriver à la dissolution du « Parlement... Mylords, si vous avez dans le résultat des élec- « tions futures tant de confiance, elles doivent se faire par le

(1) STOCQUELER, t. II, p. 234.

« cours ordinaire et légal des choses, dans un an d'ici. Lais-
« sez le Parlement, qui viendra alors décider quel parti il
« faudra prendre à l'expiration du bill qui vous occupe, car
« ce bill ne doit durer que jusqu'en 1849; ne forcez pas la
« reine à dissoudre aujourd'hui le Parlement. Vous pouvez ou
« rejeter le bill, et avoir sur-le-champ ces élections que vous
« paraissez désirer si vivement, ou accepter le bill, et remet-
« tre au nouveau Parlement la question de savoir s'il con-
« vient de repousser ou de reproduire à l'époque où il cessera
« d'être en vigueur. C'est entre ces deux partis que Vos Sei-
« gneuries ont à choisir... »

Le discours de Wellington fit une grande impression, et le cabinet obtint une majorité de quarante-sept voix. Ce fut une belle victoire; aussi quand, vers cinq heures du matin, le duc sortit de la Chambre, le peuple lui fit-il une ovation bruyante, au milieu de laquelle on entendit ce vœu, exprimé par des cœurs reconnaissants : *God bless you duke !* (que Dieu vous bénisse).

Ici se termine la carrière politique de Wellington. Désormais, on ne le voit plus mêlé aux affaires publiques. Ses dernières années s'écoulèrent dans une retraite exempte d'infirmités et de soucis.

Bien qu'il eût fait réussir le *Free-trade* avec l'appréhension que le pays s'en trouverait mal, il fut un des premiers à reconnaître son erreur, quand l'expérience eut constaté les bienfaits de cette grande mesure. Il se réconcilia même entièrement avec son œuvre, heureux de voir que, sous l'influence de la loi nouvelle, la situation des pauvres s'était améliorée sans préjudice pour l'État. La satisfaction qu'il en ressentit fut si grande que, de son propre aveu, elle répandit une douce sérénité sur les dernières années de sa vie.

Cependant sir Robert Peel, après la victoire signalée qu'il venait de remporter, vit s'accumuler autour de lui des résistances longtemps comprimées qui, à la fin, l'obligèrent à des-

cendre du pouvoir. En juin 1846, une coalition de wighs, de radicaux et de conservateurs irrités rejeta, à la majorité de 73 voix, un bill sur la répression contre les actes de désordre et de violence commis en Irlande. A la suite de ce vote, sire Robert Peel et le duc de Wellington annoncèrent, l'un à la Chambre des Communes, l'autre à celle des Lords, que la reine avait accepté la démission des ministres et chargé lord Russel de former une nouvelle administration (29 juin).

Le chef du cabinet prit congé de la Chambre avec le noble orgueil d'un homme qui a la conscience d'avoir rendu à son pays un signalé service. En rappelant le dernier acte de son ministère, il en reporta tout l'honneur sur un ancien antagoniste, sur sir Richard Cobden, « qui l'avait forcé, disait-il, à « l'écouter par une éloquence d'autant plus admirable qu'elle « était sans prétention et sans ornement..... » La fin du discours de M. Peel arracha des larmes aux assistants. « Je serai « sévèrement blâmé, je le crains, dit-il, par beaucoup d'hommes « qui déplorent la rupture des liens de parti... Je serai sévè- « rement blâmé aussi par ceux qui regardent le principe de « la protection comme nécessaire à la prospérité du pays... Je « serai détesté des monopoleurs qui, par des motifs moins « honorables, réclament le maintien de la protection dont ils « profitent. Mais peut-être laisserai-je un nom qui sera quel- « quefois prononcé avec bienveillance dans la demeure de ceux « dont le lot en ce monde est le travail, qui gagnent leur pain « à la sueur de leur front et qui, je l'espère, se souviendront « de moi quand ils répareront leurs forces par une nourriture « abondante et franche d'impôt, d'autant plus douce pour « eux qu'aucun sentiment d'injustice sociale n'y mêlera plus « son amertume. »

En sortant de la Chambre, sir Robert Peel fut l'objet d'une ovation spontanée. La foule qui encombrait la place ouvrit ses rangs pour le laisser passer; tous les fronts se découvrirent, et l'illustre orateur fut reconduit en triomphe chez lui,

comme s'il venait de remporter une victoire signalée. « Chassé du pouvoir, il tombait, suivant l'expression d'un poète, entre les bras du peuple tout entier ! »

Sir Robert Peel vécut assez pour voir le succès complet de la grande mesure par laquelle il venait d'immortaliser son nom.

Le 31 janvier 1849 marquait le terme des trois années assignées, par le bill de 1846, à l'abolition de tout droit d'importation. Ce jour fut marqué par une manifestation des plus imposantes. Cobden, Bright, Wilson et tous les chefs de la ligue, avec 2,000 de leurs adhérents, se réunirent à Manchester dans un banquet nocturne. Un peu avant minuit, le président fit jouer l'air si connu des ligueurs : *Le bon temps vient;* et, à minuit sonnant, Cobden, imposant silence à toute l'assemblée, s'écria d'une voix retentissante, au milieu d'un enthousiasme indescriptible : *Le bon temps est venu!*

Le duc de Wellington se félicita sincèrement de ce résultat auquel il avait contribué un peu malgré lui ; quant à sir Robert Peel, il éprouva une des plus vives satisfactions qu'un homme public puisse ressentir. Malheureusement pour l'Angleterre, il ne lui fut pas donné de jouir longtemps de son triomphe. Le 29 juin 1850, un accident vulgaire, une chute de cheval, mit ses jours en danger. Après une douloureuse agonie, le souffle de la vie s'échappa de ses lèvres, le 2 juillet, à quatre heures du matin. Toute la nation s'émut et s'attrista de cette mort funeste. Sir John Russel fit l'éloge du défunt dans le sein des Communes, et le duc de Wellington rendit à son ancien collègue un hommage simple et vrai à la Chambre des Lords : « Dans le cours de mes relations avec lui, dit-il, j'ai « toujours eu pleine confiance dans sa véracité et dans son « invariable désir de servir le bien public. Je ne me rappelle « pas une seule occasion où il ne se soit prononcé en faveur

« de ce qu'il croyait juste, et je n'ai jamais eu la moindre « raison de soupçonner qu'il dît une chose sans la croire « parfaitement vraie. Je pense, après l'avoir longtemps « connu, que c'était là le trait le plus frappant de son carac- « tère. »

En 1847, l'Angleterre fut un moment distraite de ses préoccupations matérielles par la crainte d'un danger imminent. Les rapports avec la France s'étaient aigris par suite de l'affaire de Taïti et des mariages espagnols. Au milieu de l'émotion causée par ces deux événements, le prince de Joinville publia une brochure qui dévoilait toutes les causes de faiblesse de la Grande-Bretagne. La question d'une descente y était mûrement examinée. L'auteur concluait que dans l'état où se trouvait alors le marine anglaise et les fortifications des côtes, la Grande-Bretagne pouvait être facilement conquise.

L'amiral Bowles, membre du Parlement, confirma cette opinion par des aveux indiscrets, et *l'United service magazine* (1) alla jusqu'à dire : « Traverser aujourd'hui la « Manche est moins difficile que n'était le passage du Rhin il « y a cinquante ans. Militairement parlant, nous ne vivons « plus dans une île... » (*we no longer live in an island in military sens.*)

Au plus fort de l'agitation causée par ces témoignages alarmants, parut tout à coup dans les journaux une lettre de Wellington rendue publique par une indiscrétion de femme (2). Cette lettre, écrite de Strathfieldsaye à sir J. Burgoyne, inspecteur général des fortifications, portait la date du 9 janvier. Wellington s'y plaignait avec amertune de l'état de l'ar-

(1) Voir son numéro de février 1847.

(2) Une parente du général Burgoyne ayant copié cette lettre pour être mise dans son album, fut la cause innocente de cette publication.

mée et de l'insuffisance des fortifications destinées à défendre les côtes : « Nous sommes, disait-il, réellement attaquables, « ou tout au moins exposés à être insultés et mis à contribu- « tion sur tous les points de nos côtes... Il n'y a pas de place « entre North-Foreland et Portsmouth où l'on ne puisse dé- « barquer de l'infanterie par quelque marée, quelque vent, et « quelque temps que ce soit. »

Le duc établissait ensuite qu'il serait facile d'arriver à Londres avec 40,000 hommes, et il affirmait qu'il y avait dans l'armée française 40 officiers capables de mener à bonne fin une pareille entreprise. « Vainement, ajoutait-il, je me « suis efforcé d'appeler l'attention des diverses administra- « tions sur un état de choses, que des voisins rivaux de notre « puissance, et tout au moins nos anciens adversaires et « ennemis, connaissent aussi bien que nous-mêmes.....

« Si nous étions attaqués, nous n'aurions rien à leur op- « poser (1). . . . .

« J'ai traversé honorablement plus de 77 années. J'espère « que le Tout-Puissant m'épargnera la peine d'être témoin « d'une tragédie contre laquelle je ne puis persuader mes « contemporains de se prémunir (2). »

Cette lettre retentit comme un tocsin d'alarme dans toute l'Angleterre. Elle fut critiquée avec amertume par ceux qui, suivant la vieille tradition, croyaient l'Angleterre inattaquable derrière ses remparts flottants. Mais toute la partie intelligente de la nation comprit l'avertissement et trouva sage d'en tirer parti pour réclamer une réforme dans l'organisation militaire du pays.

Wellington avait proposé de lever, d'incorporer, d'organi-

(1) « If it be true that the exertions of the fleet are not sufficient to provide for our defense we are not safe for a week after declaration of war... »

(2) Voir le texte de cette lettre dans les annexes de l'ouvrage de STOCQUELER, t. II, p. 349.

ser et de discipliner la milice, comme elle l'avait été pendant la guerre de la Péninsule : « Je préférerais infiniment, dit-il, une « armée composée de troupes régulières, et j'aurais beaucoup « plus de confiance en elles ; mais je sais que je n'obtiendrais « pas cette mesure ; tandis que je pourrais obtenir l'autre. »

C'était bien connaître le peuple anglais. La loi sur la milice fut en effet présentée et votée (1) ; mais rien jusqu'ici, ni les critiques des hommes de guerre, ni la terrible épreuve de la guerre de Crimée, n'a pu déterminer le gouvernement à proposer la conscription, seule réforme capable de donner à l'Angleterre une armée en rapport avec son importance politique.

La lettre de Wellington eut encore pour résultat de provoquer la construction de plusieurs travaux de défense sur les côtes d'Angleterre et d'améliorer l'état du matériel de l'artillerie.

Ces mesures étaient bonnes, mais insuffisantes ; un fait récent en a donné la preuve. La belle et vaillante armée de lord Raglan s'est fondue en quelque sorte par l'imprévoyance du commissariat, par la nullité des principaux chefs de service, par l'insuffisance des bureaux de la guerre et par les vices de l'organisation en général. Wellington, suivant son désir, n'a pas vécu assez longtemps pour être témoin de ce désastre. Il ne se doutait pas, en 1847, que les événements lui donneraient aussitôt raison.

Après la révolution de février 1848, les chartistes, encouragés par le succès vraiment inouï des républicains français, et voyant les trônes les plus solides ébranlés par le torrent révolutionnaire, se mirent à l'œuvre pour organiser

---

(1) Cette loi, qui renversa le ministère de John Russel, modifiée et rendue acceptable par lord Derby, fut soutenue par Wellington dans la chambre haute, laquelle, malgré certaines répugnances, finit par l'adopter.

dans la Grande-Bretagne des démonstrations analogues à celles qui avaient bouleversé Vienne, Paris, Rome et Berlin.

Il fut convenu que, le 10 avril, les mécontents de toutes les parties de l'Angleterre enverraient des délégués à Londres, afin de porter à la Chambre des Communes une pétition signée par 5 millions de citoyens (1). Cette pétition réclamait des réformes que le gouvernement et la grande majorité de la nation jugeaient inopportunes.

Si la peur ne se fût emparée des esprits, rien n'eût été moins dangereux que cette manifestation. Mais, d'une part, le langage violent des meetings tenus dans toutes les villes d'Angleterre pour la nomination des délégués chartistes, et, d'autre part, la crainte de voir sortir de cette manifestation quelque chose d'imprévu, comme la république était sortie des banquets réformistes de Paris, jetèrent de telles appréhensions dans le public, que le gouvernement dut prendre des mesures extrêmes, et confier à son plus illustre général le soin de veiller à la sécurité intérieure. Wellington s'acquitta de cette mission avec autant de tact que d'habileté. Profitant de la leçon qu'avaient reçue les généraux de Paris, de Berlin et de Vienne, le duc évita de mettre les troupes en contact avec le peuple. Il les tint cachées, laissant agir seulement les constables. Pour éviter toute hésitation et tout malentendu, les officiers d'artillerie avaient l'ordre de tirer quand ils le jugeraient opportun.

Au jour convenu, la reine et la cour se retirèrent dans l'île de Wight, suivies par un grand nombre de familles patriciennes. Les principales maisons de Londres étaient vides et fermées avec soin. La ville tout entière avait l'aspect d'une

---

(1) Vérification faite, on trouva que beaucoup de signatures étaient fausses et sans valeur. Les noms de Robert Peel et de Wellington, par exemple, se trouvaient inscrits un grand nombre de fois sur cette pétition.

place assiégée. La population, inquiète et silencieuse, flottait entre la crainte et l'espérance.

Cependant les habiles dispositions de Wellington imposèrent aux agitateurs. Malgré les menaces furibondes qu'ils avaient fait entendre, ils n'osèrent point donner le signal de l'attaque. La manifestation se fit régulièrement, et tout rentra dans l'ordre.

Ainsi avec 7,000 hommes de troupes dévouées, le vieux duc préserva l'Angleterre d'une crise qui aurait pu avoir les suites les plus désastreuses.

Londres ne regretta pas ce jour-là d'être sous la garde de *l'iron Duke*.

Ce fut le dernier service que Wellington rendit à son pays. Bien qu'âgé de 79 ans, il jouissait d'une santé excellente et de la plénitude de ses facultés intellectuelles. En 1852, au banquet anniversaire de la bataille de Waterloo, ses vieux compagnons remarquèrent avec joie que rien encore chez lui n'annonçait la décrépitude. Cependant le dénoûment fatal approchait.

Le 14 septembre, une sorte d'oppression empêcha Wellington de se lever à l'heure ordinaire. Les médecins crurent que ce n'était rien; mais au milieu du jour une attaque survint. Le duc se fit mettre dans un fauteuil pour respirer plus librement, et, quelques moments après, à 3 heures 20 minutes, un grand et noble cœur avait cessé de battre.... Rien, dans le visage de Wellington, n'annonçait la souffrance ou de sombres préoccupations (1). Il mourut ainsi que le soldat meurt à son poste, calme et résigné; ses traits avaient conservé, jusque dans le trépas, cette mâle impassibilité qui distinguait le héros au milieu des scènes émouvantes de la guerre.

---

(1) « Il fallut, pour constater qu'il avait cessé de vivre, approcher une glace de sa bouche. » (*Relation* de John Whitaker Heulke, fils du pharmacien de Wellington.)

Comme Nelson à son heure dernière, il aurait pu dire : *Dieu soit loué! j'ai accompli ma tâche.*

L'Angleterre perdit en lui son plus grand citoyen, l'Europe un de ses libérateurs, les armées une de leurs gloires les plus pures. Chargé d'années, et en possession de tous les honneurs qu'un homme public peut recueillir, il eut en mourant la satisfaction de voir l'Angleterre plus grande, plus forte, plus respectée qu'elle ne fût à aucune époque de son histoire. Heureux privilége du génie allié au patriotisme et à la vertu! Plus grand que les conquérants qui ravagent, il jouira de l'immortalité acquise aux conquérants qui fondent...

CHAPITRE XVII.

RÉSUMÉ BIOGRAPHIQUE.

CHAPITRE XVII.

SOMMAIRE :

Résumé de nos études sur Wellington. — Conduite du général anglais sur le champ de bataille. — Dangers qu'il courut. — Sa rare présence d'esprit. — Faut-il attribuer ses succès au hasard? — Faits prouvant que Wellington ne manquait ni d'audace, ni de résolution. — Difficultés qu'il eut à vaincre. — Mobilité de l'opinion publique en Angleterre. — État de l'armée anglaise. — Efforts du duc pour améliorer le sort de cette armée. Réformes utiles qu'il introduisit dans son organisation. — S'il fut aimé des soldats et des officiers? — Son opinion sur les peines corporelles. — Wellington jugé comme homme politique et comme administrateur. — Embarras que lui suscitèrent les gouvernements et les habitants de la Péninsule. — Comment il parvint à faire face à l'insuffisance de ses ressources en hommes et en argent. — Réformes qu'il introduisit dans l'administration portugaise. — Ses opinions politiques. — Son antipathie pour la presse. — Ses titres comme homme d'État. — Sa constance et sa perspicacité. — Sans lui l'Angleterre eût renoncé à la guerre d'Espagne. — Influence qu'il exerça. — Son respect pour la loi et pour le gouvernement de son pays. — Bienveillance qu'il témoigna aux Français. — Relations courtoises qui s'établirent entre les deux armées. — Courage moral de Wellington. — Son indifférence pour les injures et la calomnie. — Autres particularités de son caractère. — Comment il appréciait les services de ses subordonnés. — Modestie, simplicité, droiture. Ordres du jour et lettres de service : bonne foi et simplicité qui les distinguent. — Conclusion générale.

I

Après avoir esquissé à larges traits la vie si remarquable et si bien remplie du duc de Wellington, il nous reste à exposer, sous forme de jugement sommaire, l'impression qui

nous est restée d'une étude approfondie des actes, des travaux et du caractère de ce grand homme. Et, pour qu'on ne nous accuse pas d'apporter dans cet examen ou trop de complaisance ou trop de rigueur, nous aurons soin d'appuyer chacune de nos assertions de preuves irréfragables, lentement et péniblement accumulées.

Cette rapide synthèse achèvera de faire connaître un homme généralement encore très-mal jugé, bien que tous ses actes se soient produits au grand jour, et qu'il n'ait dissimulé aucune de ses fautes, aucune de ses faiblesses.

« La première qualité d'un général, a dit Napoléon, est d'a-
« voir une tête froide qui reçoive des impressions justes des
« objets, qui ne s'échauffe jamais, ne se laisse pas éblouir,
« énivrer par les bonnes ou les mauvaises nouvelles. »

Wellington possédait à un haut degré toutes ces qualités précieuses. Calme, froid, toujours maître de lui et cependant capable d'une action vigoureuse, la nature l'avait formé pour la guerre. Doué d'une santé robuste, d'un coup d'œil rapide, d'une vaste intelligence, d'une inépuisable fécondité d'idées, d'un esprit d'observation, d'ordre et de prévoyance qui s'étendait à toute chose, il possédait, outre ces qualités, celle plus rare de savoir prendre une prompte décision dans les circonstances imprévues, et d'accepter résolument la responsabilité des actes les plus solennels (1). Jamais il ne montra plus de perspicacité, un jugement plus sûr et plus ferme que lorsqu'il eut à se prononcer sur des affaires délicates où la politique et la stratégie se trouvaient engagées. Au milieu des embarras d'une guerre si difficile, et lorsque tout conspirait à sa perte — la marche indécise du gouvernement anglais, l'hostilité des populations espagnoles, l'impéritie de la régence portugaise, la misère et la faiblesse des troupes alliées,

(1) NAPIER, t. XIII, p. 244.

le nombre croissant des forces ennemies, le talent de leurs généraux, l'état pitoyable de l'armée espagnole, toujours battue et toujours prête néanmoins à retomber dans les mêmes fautes,—on ne vit jamais Wellington, ni découragé, ni même affecté de sa position. Son mécontentement et ses craintes ne se manifestaient que dans sa correspondance (1) : sur le champ de bataille et devant ses subordonnés, il se montrait satisfait et plein de confiance. Lorsqu'un danger imprévu, un de ces incidents qui surgissent dans toutes les batailles, et qui sont la pierre de touche du génie militaire, venait compliquer sa situation, il savait en profiter sur-le-champ et faire tourner à son avantage ce qui aurait perdu un général moins habile et moins sûr de lui-même. Sans ce coup d'œil rapide et cette promptitude d'action, il eût été battu après Talavera, à Salamanque, à Orthez, et peut-être à Waterloo.

Wellington excellait surtout à demêler les projets de ses adversaires : « Impénétrable dans ses desseins, dit l'auteur « des *Mémoires de Masséna* (2), il devinait ceux de l'ennemi « et les appréciait justement quoique avec lenteur. » M. Thiers corrobore ce jugement par un fait significatif. Quand Masséna était devant les lignes de Torrès-Vedras, le gouvernement anglais demanda à Wellington s'il ne serait pas possible de retirer la flotte de transport qui coûtait plus de 75 millions par an. Le duc répondit qu'à la rigueur cela se pouvait, mais qu'il serait néanmoins prudent de la laisser, encore qu'il espérât n'en avoir pas besoin. « Il ajouta, dit M. Thiers, ce qui honore infiniment son intelligence politique, que probablement le maréchal Masséna serait faiblement secouru du

---

(1) Il annonça plus d'une fois l'intention de quitter l'Espagne et d'abandonner la Péninsule à son malheureux sort. Mais ces lettres avaient ordinairement pour but de vaincre la résistance des ministres ou d'activer les démarches au succès desquelles il était intéressé.

(2) Général KOCH, t. VII, p. 173. L'opinion de ce général a d'autant plus de prix, qu'il est souvent injuste envers le duc de Wellington.



côté de la Castille et aucunement du côté de l'Andalousie (1). »

Les choses, en effet, se passèrent ainsi qu'il l'avait prévu. En 1812, Napoléon et Berthier s'étaient imaginé qu'en prenant une attitude offensive à Salamanque, le duc de Raguse empêcherait Wellington d'assiéger Badajoz (2). Le maréchal Marmont, appréciant beaucoup mieux la sagacité de son adversaire, répondit que le général anglais ne serait pas dupe de cette démonstration, et que le seul moyen de sauver Badajoz était d'établir trois divisions de l'armée de Portugal dans la vallée du Tage (3). L'événement a justifié cette opinion.

Le courage personnel, si nécessaire aux généraux anciens, n'étant plus la qualité principale du commandement des armées modernes, Wellington ne fit aucun effort pour se produire par des actions d'éclat (4); cependant, toutes les fois que sa présence sur un point dangereux ou à la tête d'une colonne d'attaque était nécessaire, il payait vaillamment de sa personne. A la bataille d'Assye, il eut deux chevaux tués sous lui. En 1811, se portant avec Beresford et quelques officiers à la rencontre de Marmont, qui venait de franchir le Douro, il fut enveloppé par un petit corps de cavalerie, et il ne se tira de ce mauvais pas qu'en mettant l'épée à la main (5). A Salamanque, il reçut une contusion à la jambe et une balle dans le chapeau. Au siége de Burgos, il s'exposa fréquemment dans

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. III, p. 417.

(2) Voir entre autres la *lettre de Berthier à Marmont*, février 1812. — *Mémoires du duc de Raguse*, t. IV, p. 306.

(3) *Lettre* du 23 février 1812, *au prince de Neufchâtel* et les *Mémoires du duc de Raguse*, t. IV, p. 312.

(4) Wellington fait en quelque sorte son portrait dans les lignes suivantes, écrites le 15 mai 1811, au général Campbell : « Le désir de courir au-devant de l'ennemi n'est pas rare dans l'armée anglaise; mais la qualité que j'aime à voir dans les officiers qui sont à la tête des troupes est *un jugement froid et net dans l'action qui leur fasse décider promptement jusqu'où ils peuvent et doivent aller sans inconvénient.* »

(5) Voir sa *lettre* du 6 novembre 1811, *au lieutenant-colonel Torrens*. Cet accident fut le résultat d'une méprise provenant de ce que le 3e hussards anglais avait les mêmes coiffures que les chasseurs à cheval français.

les tranchées « et n'échappa, dit Sherer, que par miracle (1). » A la bataille d'Orthez, une balle morte lui fit une contusion au-dessus de la cuisse; le même jour, cherchant à reconnaître d'une hauteur la position du maréchal Soult, il servit pendant assez longtemps de but à l'artillerie française. Enfin, dans la mémorable journée de Waterloo, il se montra sur tous les points où l'action du chef parut nécessaire : jamais peut-être il ne se prodigua davantage; la plupart des officiers de sa suite furent tués ou blessés à ses côtés.

Au milieu des scènes les plus émouvantes, Wellington conservait un sang-froid inaltérable : ni le succès ni le revers ne l'impressionnaient fortement. « Je me trouvais près de lui, dit « Napier, dans la soirée de Salamanque, lorsque les torrents « de feu de l'artillerie et de la mousqueterie, s'étendant aussi « loin que l'œil pouvait porter, montraient tout ce qu'on « avait gagné... Il était seul; l'éclat de la victoire brillait « sur son front, son regard était vif et perçant, mais sa voix « était calme et même douce (2). » Tel on le vit dans plusieurs circonstances : à Talavera, à Busaco, à El Bodon, à Sauroren, à Orthez, à Waterloo. Il veillait à tout sans manifester la moindre agitation et recevait la nouvelle des événements heureux ou malheureux de la journée avec l'impassibilité d'un homme qui a tout prévu, tout calculé, et que rien ne surprend. S'il eût été seulement, comme on l'a dit tant de fois, un enfant gâté par la fortune, on n'aurait point constaté ce fait, car les succès de hasard éblouissent et souvent même aveuglent ceux qui les remportent.

La fortune intervient sans doute largement dans les résultats de la guerre, mais quoi qu'en aient dit certains auteurs, personne ne s'est moins fié au hasard que le duc de Wellington.

(1) Sherer. T. II, p. 203.
(2) Napier. T. IX, p. 265.

Il était d'opinion qu'à la guerre, comme en toute chose, le succès dépend plutôt de l'observation constante des règles que d'une inspiration momentanée ou d'un concours exceptionnel de circonstances favorables. Encore qu'il ne manquât ni de résolution ni d'audace, et que son caractère même le portât aux entreprises hardies, sa raison lui faisait donner la préférence aux moyens plus lents et plus sûrs qu'enseigne l'expérience. Il calculait avec une rare sagacité les chances probables de ses opérations stratégiques, et ne se décidait à les exécuter que lorsqu'il avait lieu de compter, son génie aidant, sur un résultat avantageux. Cette prudence a fait supposer à quelques écrivains français que Wellington manquait d'initiative, et qu'il cherchait à suppléer aux qualités naturelles du commandement par un excès de précautions indigne d'un véritable homme de guerre. M. Thiers prétend que le duc, « suivant son usage, ne voulait combattre qu'à coup « sûr, c'est-à-dire dans des positions défensives, presque « invincibles, et avec une supériorité numérique qui s'ajou- « tant au bon choix des lieux rendît le résultat aussi certain « qu'il peut l'être à la guerre (1). » Le même jugement a été porté par le colonel Koch, dans les *Mémoires du maréchal Masséna:* « Le premier et le véritable mérite de Wellington, « dit-il, est de n'avoir jamais engagé d'affaire qu'à coup « sûr (2)... Il n'a jamais su tirer parti de ses avantages... En « un mot, il joignait à l'aptitude diplomatique et à quelques « qualités de Marlborough les défauts reprochés au duc « d'York (3). »

Ces deux citations, empruntées à des auteurs relativement plus justes pour le général anglais que la plupart de leurs

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, liv. XLII, p. 101.
(2) *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 450.
(3) *Ibid.*, t. VII, p. 173.

compatriotes, attestent combien est répandue en France l'opinion que Wellington manquait d'initiative et de hardiesse.

Nous avons dans les volumes précédents réfuté cette opinion par des faits irréfragables. A ceux qui n'auraient plus ces faits présents à l'esprit, nous adresserons simplement les questions suivantes, laissant à leur bonne foi le soin de les résoudre.

Était-ce un général timide celui qui, dans les plaines d'Assye avec 7,500 hommes, dont 1,500 européens seulement, et 17 pièces de canon, attaqua résolument 50,000 soldats mahrattes, solidement retranchés, couverts par une rivière et défendus par 100 pièces de canon? — Un général timide, celui qui, après une marche de 9 lieues, et par des chaleurs tropicales, se rua, dans les plaines d'Argaum, sur les forces réunies de Scindiah et du radjah de Berar, les mit en déroute et les poursuivit au clair de lune avec la plus grande vigueur? — Était-ce un général timide, celui qui, à peine débarqué avec 9,000 hommes à l'embouchure du Mondégo, se décida à marcher contre Junot, qu'il supposait à la tête de forces doubles des siennes (1), — qui, avant la bataille de Vimeiro, proposa de tourner la position de Torrès-Vedras par une marche de flanc le long de la mer, opération que les généraux Burrard, Dalrymple et Clinton désapprouvèrent comme étant d'une *excessive témérité*, — et qui ensuite, après la bataille, proposa, vainement encore, de couper les Français de Lisbonne en prenant possession de Torrès-Védras et de Mafra, projet qualifié par Napier « une de ces promptes et audacieuses combi-« naisons qui distinguent les grands généraux? »

Était-ce un général timide celui qui, sans équipage de pont,

(1) Le général Thiébault, qui reproche à Wellington d'avoir par sa lenteur sauvé l'armée de Junot, oublie que le corps anglais avait seulement 190 chevaux, que l'état-major et l'administration manquaient d'expérience, et que, dans de pareilles conditions, il y avait réellement de l'audace à marcher en avant. Si Wellington avait été un général timide, il aurait attendu les troupes qui devaient coopérer avec lui.



effectua le passage du Douro en présence de l'armée de Soult, opération que le duc de Dalmatie avait crue impossible et qui d'après l'auteur des *Mémoires de Joseph*, était « *d'une har-* « *diesse inouïe* (1). » — Un général timide celui qui, à la tête de 50,000 hommes, dont 30,000 espagnols, sans la moindre consistance, marcha sur Madrid, et soutint le choc des armées françaises dans les plaines de Talavera (2).

Et quand, après cette dernière bataille, plus de 90,000 Français occupaient la vallée du Tage dans l'intention de marcher sur Lisbonne, un général sans initiative, avec 17,000 soldats mourant de faim, se fût-il arrêté neuf jours à Jaraicejo pour reprendre l'offensive dans le cas où l'ennemi eût donné suite à son projet (3)? — hardiesse étonnante, folle même, et dont nous sommes loin de faire un mérite au général anglais, mais qui, encore un coup, ne prouve point qu'il fût un homme timoré.

Il fallait de l'audace aussi pour attendre Masséna à Fuentès d'Onoro avec une armée affaiblie par le départ de Beresford, et cela dans une position défectueuse, ayant à dos la place d'Almeida, encore au pouvoir de l'ennemi, et la rivière encaissée de la Coa, où les alliés, en cas de revers, eussent été précipités dans un désordre affreux.

Non moins remarquable est la résolution que prit Wellington d'assiéger Badajoz entre les armées de Soult et de Marmont, aussi fortes l'une et l'autre que l'armée anglo-portugaise (4), et de prendre ensuite position à Campo-Mayor dans

---

(1) *Mémoires de Joseph*, t. VI.

(2) Cette opération a été jugée dans les termes suivants par les auteurs des *Victoires et conquêtes de l'armée française* : « Les Anglo-Portugais, après l'évacuation du Portugal, conçûrent un plan dont la *hardiesse* contrastait avec la circonspection ordinaire aux généraux de la Grande-Bretagne..... Dans sa *téméraire* présomption, sir Arthur Wellesley croyait, etc., etc., » t. XIX, p. 277.

(3) Ce projet, mis en avant par Soult, avait été combattu par Ney et Joseph.

(4) Ne pas confondre ce siége avec celui de 1812.

le dessein de livrer bataille à ces deux armées réunies (1).

Avec la même audace et le même sang-froid, il attendit de pied ferme, en 1811, à Guinaldo, l'attaque de 50,000 Français, auxquels il ne pouvait opposer que 15,000 hommes, ses deux ailes étant encore à plusieurs lieues en arrière (2).

On a vu aussi que Wellington étonna le maréchal Soult par la vigueur avec laquelle il emporta le fort Pécurina, à Badajoz, avant de l'avoir battu en brèche et par la résolution qu'il prit ensuite de monter à l'assaut de la place avant d'avoir renversé la contrescarpe et fait éteindre les feux de l'assiégé.

Très-audacieux encore fut le plan qui consistait à prendre Rodrigo et Badajoz, en présence des armées du Centre et du Midi, pour envahir ensuite l'Andalousie, repousser Soult sur le Guadalquivir, et ruiner l'arsenal des Français à Séville (3).

L'enlèvement d'Almaraz par 6,000 hommes, sous les ordres du général Hill, offre une autre preuve de l'audace que Wellington savait déployer quand les moyens ordinaires lui faisaient défaut, et qu'il était vivement pressé par les circonstances (4).

La brillante offensive qui aboutit à la bataille de Salamanque entra si peu dans les prévisions des généraux français que, le 30 juin 1812, le maréchal Suchet écrivait encore au roi : « Je doute que dans l'état actuel de l'Angleterre, lord « Wellington ose hasarder une bataille. Il a trop à perdre,

---

(1) La bataille n'eut pas lieu, parce que Soult et le duc de Raguse, malgré leur grande supériorité numérique, montrèrent en ce moment moins de résolution que Wellington.

(2) Voir t. I, p. 434.

(3) Ce plan eût été exécuté sans les circonstances qui obligèrent Wellington à porter la guerre au Nord et à poursuivre son but d'une autre manière.

(4) Le général Sarrazin, ancien chef d'état-major de Bernadotte, qualifie même cette opération de *téméraire*, p. 287.

« et l'armée française trop de gloire à acquérir pour s'enga-
« ger aussi loin de ses vaisseaux (1). »

La marche de flanc effectuée par le duc, en présence de l'armée française, aux Arapiles, le 15 novembre 1812, était imprudente à force de témérité; elle ne réussit même que parce que Soult manqua l'occasion de la rendre désastreuse.

Citons encore la prompte résolution prise par Wellington de traverser le pont de Burgos, sous le feu du château, en face d'un ennemi supérieur, et l'admirable marche de concentration au moyen de laquelle il se rendit maître du Douro, en mai 1813. Pour exécuter cette marche, 40,000 hommes de toutes armes, sous les ordres de Graham, avec chevaux, canons et pontons durent traverser une région (2) *considérée jusque-là comme impraticable, même pour de petits corps de troupes* (3).

On doit se rappeler aussi l'habileté avec laquelle Wellington franchit la Bidassoa, le 2 août 1813, après avoir donné le change au duc de Dalmatie. Si cette opération n'avait pas réussi, la marée montante aurait mis les troupes anglaises

---

(1) Il ne fut pas seul à partager cette opinion : Soult, dans une *lettre* du 26 mai 1812, *au roi*
« *Joseph*, disait : « Il est positif que Wellington marchera sur l'Andalousie pour forcer l'ar-
« mée du Midi à lever le siége de Cadix. »

Le roi, ainsi que le prouve sa *lettre* du 12 juin, *à Marmont*, était loin de rejeter cette supposition. — Voir également les *Mémoires du duc de Raguse*, t. IV. p. 110.

Berthier écrivit à Marmont, le 23 janvier 1812 : « Rien ne porte à penser que les Anglais feront un mouvement offensif sur vous. »

Enfin Dorsenne, écrivant au duc de Raguse le même jour, dit : « Les Anglais sortiraient de
« leur extrême prudence en marchant avec toutes leurs forces sur Salamanque ; ce serait
« nous offrir trop d'avantages, et ils auraient lieu de s'en repentir.... »

Que devient en présence de ces témoignages l'assertion suivante de M. Thiers : « Quoique
« peu fertile en combinaisons ingénieuses et hardies, Wellington était néanmoins attentif
« aux occasions que la fortune lui présentait. *Il ne les créait pas*, mais il les saisissait, et en
« général cela suffit, car celles que la fortune offre sont toujours plus sûres, tandis qu'on ne
« les crée jamais soi-même qu'au prix de beaucoup de hardiesse et de périls. » (Livre XLII, p. 114.

La campagne de 1812, terminée par la journée de Salamanque, prouve que Wellington *savait très-bien*, au besoin, *créer des occasions de vaincre*, car c'est lui-même qui prit ici l'initiative, à la grande surprise des généraux français.

(2) Le Tras-os-Montès.

(3) NAPIER.

dans une situation désespérée ; la retraite ne pouvait se faire que par les gués du fleuve et à marée basse.

N'était-ce pas encore une opération des plus hardies que le passage de l'embouchure de l'Adour, sur un pont flottant, construit avec des chasse-marées, amenés à tout risque dans le fleuve, malgré les barres et les brisants qu'aucun signal ne faisait plus reconnaître? Et, à la façon dont cette opération réussit, n'est-on pas en droit de dire que Soult ne s'attendait pas plus à la voir tenter, qu'il ne s'était attendu au passage du Douro, quelques années auparavant ?

Enfin, pour terminer cette énumération de faits concluants, nous rappellerons que Napoléon a blâmé Wellington d'avoir accepté la bataille de Waterloo avec la seule armée que possédât l'Angleterre, sachant que les Prussiens ne pouvaient arriver que dans l'après-midi, — que l'aile droite de l'armée ennemie avait ordre de les poursuivre, — que la position de Mont-Saint-Jean n'offrait aucun obstacle sérieux, — enfin que l'armée anglo-néerlandaise serait attaquée le 18 de bonne heure par des forces au moins égales en nombre, supérieures en qualité, obéissant au plus illustre capitaine des temps modernes...

Encore une fois, celui qui mérita ce reproche de la part d'un homme aussi remarquablement audacieux que Napoléon, ne peut pas être qualifié de général timide et sans résolution.

La vérité est que le duc de Wellington montra constamment toute l'audace et toute l'initiative qu'il était possible de montrer à la tête de l'armée qu'il commandait, et dans les circonstances où il se trouva placé. Les écrivains qui lui font un grief de n'avoir pas toujours profité des occasions favorables pour accabler ses adversaires et prendre l'offensive, oublient que l'armée anglaise se recrutait péniblement, et qu'elle devait être ménagée avec une sorte de parcimonie que n'exigeait pas l'armée française, entretenue par les ressources

inépuisables de la conscription. Ils oublient que Wellington ne pouvait pas vivre aux dépens de la contrée où il faisait la guerre, — que l'obligation de former des magasins et de faire suivre toutes les subsistances, occasionnait une grande perte de temps, — qu'il devait concilier les intérêts du commandement avec les devoirs d'une situation complexe, — que la nécessité de régler ses opérations de concert avec les généraux espagnols et les autorités locales fut une source de continuels retards, — et que le manque de numéraire et de moyens de transport, dont il eut si souvent à souffrir, équivalait à un manque de hardiesse et de mobilité, l'armée anglaise n'ayant pas, comme l'armée ennemie, la ressource du pillage et des réquisitions. Ils oublient que Wellington était, comme général, soumis au duc d'York, homme de peu de talent et de résolution; qu'il devait, en outre, se conformer aux instructions, souvent très-imparfaites, presque toujours très-absolues et très-embarrassantes du ministère anglais (1), et que de toutes les nécessités, il n'en n'est pas de plus fâcheuse pour un général, ni de plus contraire à l'esprit d'initiative, que celle de régler les opérations militaires sur l'état de l'opinion publique, la plus mobile des choses mobiles, surtout en Angleterre.

Quand les nouvelles étaient bonnes, l'enthousiasme du peuple était sans bornes, et sa confiance illimitée; mais au plus petit revers ou à la moindre déception, il s'opérait

---

(1) Le 16 avril 1814, Wellington écrivit de Toulouse à M. Cooke, sous-secrétaire d'État : « Vous autres, en Angleterre, vous allez grand train, et vous croyez que tout doit aller au « gré de vos désirs; mais vous oubliez quelquefois que vos généraux ont des instructions « très-précises, et que ceux qui veulent bien servir leur pays doivent se conformer à ces in- « structions, encore qu'ils ne craignent pas d'assumer sur eux une grande responsabilité. »

Il est certain que les instructions du gouvernement suscitèrent de grands embarras à Wellington en 1808 et en 1809. Les choses n'allèrent pas mieux dans la suite, ainsi que le prouve la lettre suivante, écrite à Hill le 2 avril 1810 : « Vous savez ce que l'on pense en « Angleterre de nos affaires ici. Mes instructions s'accordent parfaitement avec le senti- « ment général, pour défendre de s'exposer à aucun risque ou à aucune perte sans néces- « sité. Ne l'oubliez pas dans tous les mouvements que vous ferez. »

dans son esprit une métamorphose complète, et son découragement devenait alors aussi grand que l'avait été son enthousiasme. Ainsi, après l'annonce du succès de Baylen, on crut en Angleterre que les patriotes espagnols et une poignée de soldats anglais suffiraient pour chasser les armées françaises. Sous l'impression de ce sentiment, de larges subsides furent votés par acclamation. Peu de temps après arriva la nouvelle du succès de Vimeiro et de la capitulation de Cintra : il y avait là de quoi se réjouir, mais on s'imagina que Junot aurait pu être contraint à mettre bas les armes, comme Dupont, et on partit de cette fausse idée pour injurier publiquement et traîner devant une commission d'enquête (ce qu'on n'avait jamais vu jusqu'alors) les généraux qui avaient battu les Français et délivré le Portugal ! Ces clameurs, lentement apaisées par l'évidence des faits, reprirent une nouvelle énergie quand on vit débarquer les restes de l'armée de John Moore, expulsée de la Corogne. On traita la guerre d'Espagne de folie, et on soutint hautement que Bonaparte était invulnérable sur terre. Le cabinet cependant obtint de nouveaux subsides, et la lutte fut continuée.

Wellesley, réhabilité, alla prendre le commandement des troupes et marcha, avec trop de confiance peut-être, sur Madrid. Il vainquit à Talavera, mais il fut presque aussitôt obligé de battre en retraite et de gagner Badajoz : nouvelles déceptions, nouvelles clameurs ! Le général en chef et le ministère furent attaqués avec une violence extrême dans la Chambre des Communes par Grey, Ponsomby, Grenville, Withbread et d'autres députés influents. Les partisans de la guerre devinrent de plus en plus rares et timides ; néanmoins, par l'appui énergique de la Chambre des Lords, le ministère obtint de nouveau l'autorisation de continuer la lutte.

De prompts succès vinrent heureusement justifier cette résolution, car, au moindre revers, à la moindre déception même, l'armée eût été rappelée.

En apprenant coup sur coup la retraite de Masséna, la prise de Badajoz et de Ciudad-Rodrigo, le peuple anglais éprouva le plus vif enthousiasme; mais son admiration, toujours conditionnelle, ne résista point à l'annonce de la retraite de Burgos. Exagérée par la malveillance et comparée à la déroute de John Moore, cette opération donna lieu à de nouvelles clameurs. Ce furent du reste les dernières que Wellington eût à subir. Les journées de Salamanque, de Vittoria, d'Orthez, de Toulouse et de Waterloo élevèrent enfin sa gloire et sa popularité à une hauteur d'où elles ne pouvaient plus descendre.

Au milieu de ce flux et de ce reflux variable de l'opinion publique, la position du général anglais fut par moments aussi désagréable que périlleuse.

Tantôt on l'accusait de ne rien faire, de manœuvrer comme Fabius, et tantôt on lui reprochait de vouloir tout compromettre par sa *folle témérité* (1). Wellington savait que le plus petit acte d'indépendance pouvait le compromettre vis-à-vis du gouvernement ou de la nation, et que le moindre échec, dans certaines conditions, provoquerait le rappel de l'armée.

Cette conviction jointe à la crainte d'affaiblir son armée, déjà si peu nombreuse (2), obligea le duc à se montrer fort circonspect. Une autre raison d'ailleurs l'empêcha de frapper

(1) Le 21 avril 1810, Wellington écrivit à Charles Stuart : « L'état de l'opinion en Angleterre « est très-défavorable à la Péninsule. Les ministres sont aussi alarmés que le public, ou que « l'opposition prétend l'être ; ils se sont mis dans l'idée que je veux livrer une bataille déses- « pérée, ne pouvant mener à rien de bon. »

Voir également la *lettre* du 2 avril 1810, *à lord Liverpool*, où Wellington dit : « Je ne sou- « haite pas autant qu'on se l'imagine de livrer des batailles désespérées. »

(2) « Un général anglais, dit Napier, ne doit jamais s'abandonner à sa fortune ; il n'ose presque rien hasarder, quelque confiance qu'il ait dans ses ressources personnelles, parce qu'il sait qu'un échec le perdrait dans son pays... La prudence de Wellington, commandée par la même cause, avait induit ses amis et ses ennemis à porter un faux jugement sur le système de guerre qu'il avait adopté. Les Français ont accusé ce système de timidité ; les Anglais l'ont appelé le système Fabius. » — T. XII, p. 240.

des coups aussi rapides que ceux de l'armée française : c'est la nature particulière du soldat anglais. Ferme seulement dans le combat, ce soldat est mou dans la marche, supporte difficilement les privations et les fatigues. Trois jours de vivres, c'est tout ce qu'on peut lui faire porter ; le soldat français, au contraire, prend quelquefois jusqu'à 15 rations complètes (1), et malgré cette charge il exécute des marches forcées avec moins de peine que l'autre ne fait une étape ordinaire. Au surplus, il est très-difficile de tenir les soldats anglais réunis après la victoire, c'est ce qui explique le peu de vigueur avec laquelle Wellington poursuivit l'ennemi dans certaines circonstances (2).

Malgré ces puissantes raisons, qui faisaient au duc un devoir d'être prudent à l'excès, il montra plus de résolution et d'initiative que les lieutenants de l'empereur.

Chose étonnante, les historiens qui ont le plus vivement critiqué la prétendue lenteur de Wellington et son excessive timidité, n'ont jamais songé à mettre sa conduite en regard de celle des généraux français, qui cependant se trouvaient dans de meilleures conditions pour agir avec vigueur.

L'impartialité nous fait un devoir de réparer cet oubli, en faisant remarquer :

1° Qu'au témoignage même des auteurs français, l'indécision et la lenteur du maréchal Ney sauvèrent l'armée de Castanos et de Palafox d'une destruction complète après le combat de Tudela (3).

---

(1) En marchant sur Torrès-Vedras, Masséna obligea chaque soldat à porter du pain pour quinze jours. — JONES, t. I, p. 179.

On lit dans les *Mémoires du duc de Raguse*, t. IV, p. 36 : « Jamais, pendant le temps que j'ai commandé cette armée (celle de Portugal), elle ne s'est mise en opération qu'auparavant les soldats n'eussent reçu des vivres pour quinze, dix-huit et vingt jours, qu'ils portaient sur eux. »

(2) Voir à l'appui de ce fait, la *lettre* du 29 juin 1813, de *Wellington à lord Bathurst*.

(3) Voir t. I, p. 207.

2° Que le même défaut de résolution et d'énergie firent perdre à Masséna la bataille de Busaco (1).

3° Qu'en juillet 1809, Soult perdit un temps précieux à réunir les corps de Ney et de Mortier, dont une partie aurait suffi pour changer la face des choses, si elle eût débouché quelques jours plus tôt dans la vallée du Tage.

4° Que Soult et Marmont laissèrent bénévolement échapper l'occasion de battre l'armée anglaise à Campo-Mayor, où elle avait pris position avec des forces de moitié inférieures à celles de l'armée française.

5° Que le 26 septembre 1811, le duc de Raguse, par suite d'une indécision plus grande encore, laissa Wellington, pendant 36 heures, à Guinaldo, organiser tranquillement ses moyens de retraite, quand il aurait pu l'écraser avec des forces supérieures (2).

6° Que Soult, en novembre 1812, non-seulement négligea une belle occasion de couper de Ciudad-Rodrigo l'armée anglaise établie aux Arapiles, mais qu'il laissa Wellington opérer un mouvement de flanc des plus dangereux pour atteindre cette place, bien qu'il eût trois fois plus de cavalerie, une fois et demie plus d'infanterie, et presque deux fois autant de canons que le général anglais (3).

7° Que Suchet, par la crainte exagérée de compromettre une partie de ses conquêtes, refusa à plusieurs reprises de réunir ses forces à celles du maréchal Soult, pour arrêter la marche offensive de Wellington à travers les Pyrénées (4).

8° Que St-Cyr manqua de vigueur et de résolution après la bataille de Valls, — et qu'en 1812, Marmont laissa échapper l'occasion d'attaquer Almeida (où il aurait trouvé le matériel

(1) Voir t. I, p. 327.
(2) Voir t. I, p. 427.
(3) Voir t. I, p. 434.
(4) Voir t. II, p. 151 et 152.

nécessaire pour assiéger Ciudad-Rodrigo), bien qu'il eût 28,000 hommes sous la main, et que les ouvrages de la place fussent dans le plus mauvais état.

En rappelant ces faits, nous sommes loin de prétendre que Wellington seul fut irréprochable. Un grand capitaine a dit avec raison « qui a fait la guerre a fait des fautes. » Nous avons très-impartialement signalé toutes celles qu'on est en droit de reprocher au duc. Sa gloire n'en sera pas obscurcie, et l'on reconnaîtra, nous en sommes certain, que dans la guerre de la Péninsule il s'est montré supérieur comme tacticien à Masséna, à Marmont, à Suchet et à Soult (1). Les Français ne pardonneront jamais au duc d'Albuféra la faute qu'il commit, en refusant de se porter sur le flanc droit de l'armée qui allait envahir la France, — en laissant prendre le château de Sarragosse par les bandes d'Espoz y Mina, quand il avait 20,000 hommes de vieilles troupes sur l'Ebre, — et en se repliant finalement sur la Catalogne, au lieu d'opérer en Aragon de concert avec l'armée de Soult.

Masséna, si brillant en Suisse et en Allemagne, ne soutint pas sa renommée en Portugal. Il ne montra du génie qu'au moment de la retraite.

Marmont fit à Salamanque des fautes irréparables, dont les résultats du reste furent aggravés par la blessure qui le mit hors de combat au moment décisif.

La conduite de Joseph à Vittoria est d'un général qui n'atteint pas même à la médiocrité.

Enfin le duc de Dalmatie, jusqu'à la fin de sa carrière, a dû se reprocher d'avoir perdu aux Arapiles l'occasion d'écraser

(1) Cette supériorité provenait de ce que Wellington avait à un plus haut degré les qualités nécessaires pour mener à bonne fin la lutte toute spéciale dont la Péninsule fut le théâtre. Napoléon reconnaissait l'importance de ces qualités, lorsqu'il écrivait à Joseph : « Dans « une guerre de cette nature, il faut du sang-froid, de la patience et du calcul. » (*Note dictée à Bayonne*, le 21 juillet 1808.)

les Anglais avec la plus forte armée que la France eût eu jusqu'alors réunie sur un point de la Péninsule (1).

Il ne serait pas équitable de juger un homme de guerre uniquement d'après les résultats obtenus, car on pourrait citer telle bataille qui fait plus d'honneur au vaincu qu'au vainqueur. D'un autre côté cependant, il répugne d'admettre qu'un général, dans une longue entreprise, soit constamment heureux sans avoir du talent, surtout s'il a des adversaires habiles et d'excellentes troupes à combattre. Il nous sera donc permis de faire remarquer, en faveur de Wellington, que rarement ses combinaisons ont échoué, et qu'il est sorti vainqueur de nombreux combats soutenus sur les théâtres les plus variés, et contre toutes espèces de troupes, aux Indes, en Danemark, en Espagne et dans les Pays-Bas.

Pour se faire une idée exacte de l'importance des résultats obtenus par ce général, il faut se rappeler ce que nous avons dit (chapitre XIV), au sujet de l'armée anglaise, — de l'insuffisance du recrutement, — de la mauvaise organisation des divers services, — de la négligence et de l'incapacité des officiers, de l'inconduite habituelle des soldats, — du mauvais état du matériel et de l'intervention constamment fâcheuse du pouvoir civil dans les moindres détails de l'administration militaire. Wellington fit l'impossible pour améliorer cet état de choses, mais il fut constamment entravé par la bureaucratie des *Horse-guards*, aveuglément soumise à l'empire des vieilles traditions. Le duc d'York, qui aurait pu faciliter sa tâche, était arriéré, méthodique, trop confiant surtout dans

---

(1) Voir t. II, p. 67.

ses subordonnés, la plupart dépourvus d'expérience et de talents militaires. Il en résulta que Wellington, au lieu de trouver de l'appui dans le gouvernement, ne rencontra que lenteurs, hésitations, préjugés, obstacles de toute espèce. Tantôt, comme dans les nominations et dans les relations de l'armée avec la marine, les bureaux affaiblissaient l'autorité du général en chef, au moment où il en avait le plus besoin; tantôt ils dérangeaient les services de l'armée par des mutations fréquentes, intempestives (1), et tantôt ils éludaient les décisions les plus urgentes, comme il arriva à propos de la désignation du successeur au commandement en chef, dans le cas où Wellington aurait été tué ou mis hors de combat (2).

Malgré ces obstacles, le duc parvint à introduire quelques changements heureux dans l'organisation et la discipline des troupes anglaises. Il créa, en 1808, l'intendance de campagne, dont il arrêta lui-même les règlements jusque dans les plus minutieux détails (3); — il simplifia le bagage, de tout temps fort considérable dans les armées anglaises; — il améliora sensiblement le corps du génie et l'état-major général; — il provoqua la création des premières compagnies anglaises de sapeurs-mineurs (4); — il forma un train de pontons qui rendit de grands services; — il améliora les voitures pour le transport des munitions et des vivres; — il apporta d'heureuses modifications au matériel des hôpitaux; — il exigea enfin plus de précision dans les manœuvres, trop longtemps

---

(1) Voir *Despatches*, t. IX, p. 602, 623.

(2) Wellington avait proposé de désigner dans ce cas Beresford; mais il ne put jamais obtenir de réponse catégorique sur ce point. (Voir *Despatches*, t. IX, p. 209, 585, 608; t. X, p. 41, 121, et t. XI, p. 208.)

Une autre question importante, le départ des 2e bataillons, agitée depuis le mois de septembre 1811, n'avait pas encore reçu de solution en décembre 1813. (Voir *Despatches*, t. X, p. 372.)

(3) Comme détail nous citerons ce fait, qu'il parvint à mettre un terme à la vente des effets en payant la solde chaque jour. « Il n'y a, disait-il, que les soldats bien payés qui observent « une discipline exacte. »

(4) Voir sa *lettre* du 11 février 1812, *à lord Liverpool*.

négligées , et plus de régularité dans toutes les parties du service en général. Lui-même donna l'exemple de la ponctualité en portant son attention sur les plus petits détails. Ainsi, dans un moment où de grandes opérations réclamaient ses soins, il fit un ordre du jour pour prier les officiers de s'assurer que les soldats faisaient bouillir dans leur soupe certains aliments qu'il avait prescrit d'y mettre : « Si c'est de « l'orge ou du froment, dit-il, il faudra en secouer les pelli« cules avant de faire bouillir (1). » Cet ordre caractéristique prouve avec quelle sollicitude le duc veillait à la santé et au bien-être du soldat. Le passage suivant d'une lettre adressée par lui au lieutenant-colonel Torrens, atteste la même préoccupation : « Il n'y a pas d'objet, dit-il, auquel j'aie donné « plus d'attention en tout temps qu'au règlement des comptes « des soldats. Je regarde ce règlement comme un point « essentiel pour la discipline (2). »

Wellington attacha aussi beaucoup d'importance à l'esprit de l'armée; il chercha surtout à la soustraire aux funestes influences des intrigues politiques : « Je ne vous demande « qu'une chose, écrivit-il (le 2 janvier 1810) à lord Liverpool, « c'est de ne pas m'envoyer des hommes de parti. Il faut éloi« gner de l'armée tout esprit étranger, autrement nous entre« rons dans une mauvaise voie. »

Les disputes entre officiers lui causaient le plus vif chagrin, et lorsqu'il s'en produisait malgré ses remontrances, il ne manquait jamais de faire observer, « qu'on était dans un « temps où l'activité et les talents des officiers étaient néces« saires pour protéger les droits et les intérêts de la pa« trie (3). »

---

(1) *Ordre* du 13 septembre 1812.
(2) *Lettre* du 12 août 1812.
(3) *Au colonel Murray*, 14 septembre 1803.

Il détestait les querelleurs et les hommes violents. En 1803, avant l'assaut d'Ahmednuggur, il renvoya un officier qui avait excité deux de ses camarades à se battre, et qui lui-même, à quelques jours de là, s'était conduit brutalement dans une affaire personnelle (1).

Pour prévenir les discussions et les conflits, il recommandait aux chefs « de n'être d'aucun parti que de celui de l'in-« térêt général, et d'employer indistinctement, quels qu'ils « fussent ou dans quelque service que ce fût, les hommes « capables et dévoués (2). »

C'est en obligeant ainsi tout le monde à faire son devoir, et en éloignant toutes les causes subversives de la discipline, que le duc parvint à faire de son armée la machine la plus parfaite en ce genre qu'on eût encore vue en Angleterre : « J'ai « toujours pensé, dit-il, que je serais allé partout, et que « j'aurais fait tout ce que j'aurais voulu avec cette armée. Il « était impossible de voir une machine mieux organisée et « dans un meilleur état de discipline, que ne l'était mon « armée de la Péninsule, lorsque je la quittai sur la Ga-« ronne (3)... »

On apprécierait mal l'importance de ce résultat, si l'on oubliait dans quel état se trouvait l'armée quand Wellington en prit le commandement. « Les militaires, dit Alison, à très-peu d'exceptions près, depuis le général jusqu'au tambour, ignoraient en grande partie leurs devoirs les plus indispensables ; et le commandant en chef était obligé de s'occuper lui-même des plus minutieux détails de chaque branche de service, sous peine de voir ses projets les mieux concertés, avorter par l'ignorance et l'incapacité des agents secondaires (4). »

(1) Voir MAXWELL, t. I, p. 128-129.
(2) *Lettre au colonel Murray*, 16 septembre 1803.
(3) Déposition faite devant la commission royale d'enquête sur les châtiments militaires
(4) T. VIII p. 151.

Ce furent ces défauts, mis en évidence par la campagne de 1794, qui donnèrent à Napoléon et aux généraux français une si pauvre idée de l'armée anglaise.

L'organisation, la discipline et l'instruction des troupes firent de notables progrès sous la direction ferme et intelligente de Wellington. Cependant, considérée dans son ensemble, l'armée de la Péninsule fut toujours inférieure à l'armée française. Le duc en est convenu bien des fois, tout en faisant observer qu'il en sera de même, « tant que l'Angleterre « n'aura pas un système de recrutement qui lui permette de « perdre impunément chaque année, par le seul effet des « privations et des fatigues, la moitié de ses troupes en cam« pagne (1). »

On a reproché à Wellington d'avoir manqué de la fermeté nécessaire pour empêcher ses troupes de piller et de saccager les villes conquises. L'armée anglaise, en effet, commit à Ciudad-Rodrigo, à Badajoz et à Saint-Sébastien des excès honteux; dans cette dernière ville, notamment « la plus révoltante cruauté vint se joindre à la nomenclature de tous les crimes (2); » mais ces horreurs ne peuvent en aucune façon être imputées au général en chef. L'histoire de toutes les armées constate qu'il est malheureusement impossible d'empêcher le sac d'une ville prise d'assaut après un siége meurtrier, quand les assaillants sont surexcités par le souvenir de quel-

(1) *Lettre* du 26 janvier 1811, *au marquis Wellesley*.
(2) NAPIER, t. XI, p. 273.

que mauvais traitement, ou par le désir de tirer vengeance d'une humiliation récente. C'est ce qui arriva presque toujours en Espagne, où de part et d'autre l'acharnement fut extrême. La cruauté des Espagnols provoqua les représailles des Français, et, dans plusieurs circonstances, l'hostilité ombrageuse des troupes nationales irrita l'orgueil des soldats anglais. Il en résulta que bientôt la lutte prit un caractère de barbarie incroyable. Wellington fit tout ce qu'il était possible pour prévenir ces excès, mais il n'y réussit point. Écrivant à son frère Henri, le 9 octobre 1813, « il m'est arrivé, dit-il, de « prendre plusieurs villes d'assaut, et je suis peiné d'ajouter « que je n'ai jamais vu ni entendu qu'aucune ville prise de « la sorte ait été préservée du pillage. Tous les officiers « déplorent ces excès, non-seulement parce qu'ils font le « malheur des habitants, mais encore parce qu'ils détruisent « la discipline et exposent les assaillants à perdre les avan- « tages de la victoire, au moment même où ils viennent de « l'obtenir. »

Wellington avait horreur des pillards, et l'on peut dire, sans exagération, que personne ne fit plus d'efforts que lui pour maintenir ses soldats dans les bornes du devoir et de la légalité. Ses premiers pas dans la carrière sont une protestation contre les mesures violentes.

A Seringapatam, il arrêta le pillage en faisant pendre plusieurs soldats aux portes du palais de Tippoo-Sahib, et en plaçant des sentinelles devant toutes les maisons exposées. Grâce à ces mesures énergiques, il rétablit promptement l'ordre, et rendit aux habitants une confiance et une sécurité qui les reportaient aux plus beaux jours de la dynastie mysorienne.

Après la guerre des Mahrattes, sir Arthur Wellesley se félicita moins encore des succès obtenus par ses troupes, que de la discipline et de la modération dont elles avaient donné l'exemple : « Mes nombreux partisans, écrivit-il au lieutenant

« colonel Close (1), sont si bien disciplinés que je puis risquer « de les mener partout. Nous avons été un mois à Hoobly, et « les champs ensemencés au milieu du camp ont été res-« pectés. »

Avec la même satisfaction il signala ce fait, « que les sol-« dats de son armée, une heure après l'assaut de Gawilghur, « avaient quitté la ville avec autant de régularité que s'ils « n'eussent fait que la traverser (2). »

Pendant son séjour dans l'Inde, Arthur Wellesley prit une foule de précautions pour empêcher ses soldats de commettre des dégâts dans les villages (3). Les hommes pris en défaut étaient pendus, et les généraux avaient l'ordre d'en agir de même à l'égard de tous leurs subordonnés (4).

Mais c'est principalement dans la guerre de la Péninsule que Wellington fit éclater une juste sévérité contre les pillards.

Nous ne citerons pas les nombreux ordres du jour par lesquels il défendit à ses soldats de prendre quoi que ce fût aux Espagnols ou aux Portugais sans en payer exactement la valeur (5); nous ne rappellerons pas non plus l'énergie qu'il déploya contre les militaires qui enfreignaient ses défenses : nous nous bornerons à constater, par quelques faits peu connus, le soin vraiment extraordinaire avec lequel il cherchait à prévenir les moindres atteintes aux droits de la propriété.

Par son ordre du 13 juin 1809, il enjoignit aux troupes « *d'épargner dans leur baraquement les oliviers et les autres* « *arbres fruitiers* ; » et, après Talavera, quand ses pauvres soldats mouraient de faim par la faute des Espagnols, il leur défendit « *de prendre des racines et des végétaux sans les*

---

(1) 1er novembre 1800.

(2) *Lettre* du 17 décembre 1802, *au colonel Stevenson*.

(3) Voir le *Journal* du général Nicolls, cité par GURWOOD, t. II, p. 463.

(4) Voir sa *lettre* du 2 décembre 1803, *au colonel Murray* et le *Journal* de Nicolls, cité par GURWOOD, t. II, p. 563.

(5) Voir entre autre l'*ordre* du 20 mars 1811.

payer (1). » En 1810—toujours pour éviter les dégâts inutiles et les scènes de désordre—il publia l'avis suivant : « Le com-« mandant en chef prie les officiers généraux et les com-« mandants des régiments de prendre les mesures néces-« saires pour empêcher les troupes sous leurs ordres de « couper les oliviers et les autres arbres à fruits pour faire « du feu (2). » Par un autre ordre de la même année (3), il défendit aux officiers de chasser le daim dans les parcs réservés : « Cette habitude, dit-il, dénote un entier oubli des « droits de la propriété, que les officiers seraient obligés de « respecter s'ils étaient dans leur pays. »

Le 13 avril 1811 étant à Villa-Hermosa, Wellington engagea les chefs de corps « à ne pas couper le blé en vert pour la « nourriture des chevaux et à mener de préférence ces ani-« maux dans les prairies (4). » et comme cette recommandation ne fut pas exactement observée : « Le sentiment de « l'intérêt de l'armée, écrivit-il, joint à la pitié pour les mal-« heurs du peuple, devraient empêcher le gaspillage du four-« rage et de toute chose (5). »

A Fuente de Guinaldo, en 1812, Wellington prévint ses soldats que ce qu'il avait défendu en Portugal, il ne le permettrait point en Espagne : « Nul, dit-il, ne peut quitter les « rangs pour piller des légumes dans les jardins ou dans les « champs (6). »

Bien que les Espagnols eussent dans plusieurs circonstan-

---

(1) *Ordre* du 9 août 1809.

(2) Cartaxo, 5 décembre 1810.

(3) Cartaxo, 23 décembre 1810.

(4) Citons encore ses deux *lettres* du 16 mars 1811, où il disculpe ses soldats d'avoir pris (pendant la poursuite de Masséna) du bois à brûler dans un parc royal et des branches d'olivier dans les domaines du comte Castello-Melhor.

Avec une bonté d'âme qui fera sourire plus d'un général, le duc offrit de payer ces branches et ce bois à brûler pris par de pauvres soldats exposant chaque jour leur vie pour la défense de la Péninsule.

(5) *Ordre* du 3 octobre 1811.

(6) *Ordre* du 10 juin 1812.

ces, et notamment après Talavera, montré des sentiments hostiles envers les soldats anglais, Wellington exigea que les habitants paisibles fussent traités avec les plus grands égards.

Le 2 juillet 1812, il fit un ordre commençant par ces mots : « Le général en chef a eu souvent occasion de prier « avec instance les officiers de traiter avec respect les auto- « rités du pays et le peuple avec douceur (1)..... »

La même noblesse de sentiments caractérise ses rapports avec la nation française. Au moment de passer la frontière, le 9 juillet 1813, il engagea ses soldats à se faire bien venir des habitants par leur humanité et leur justice : « Se venger, « dit-il, de la conduite des généraux français en Espagne « sur les paisibles habitants de la France, serait une con- « duite barbare, indigne des soldats auxquels le commandant « en chef s'adresse en ce moment... En conséquence, les « règles observées jusqu'ici pour requérir et prendre des « vivres dans le pays et en donner des reçus devront être « observées comme par le passé. »

Afin d'ôter jusqu'à l'ombre d'un prétexte à ceux qui l'accuseraient d'avoir toléré les pillages, le duc poussa la sévérité au point de faire des recommandations dans le genre de celle-ci :

« Saint-Jean-de-Luz, 18 décembre 1813.

« Les officiers devront prendre garde à ce que leurs « hommes ne coupent pas ou n'endommagent pas d'aucune « manière les planchers, les escaliers, les portes et les fenê- « tres des maisons, non plus que les portes des fermes ; « et ils devront surtout demander aux habitants s'ils n'ont « pas à se plaindre sous ce rapport (2). »

---

(1) *Ordre* daté de Villa-Verde.

(2) En 1815, il montra la même sévérité. Le comte de Nantouillet s'étant plaint, au nom du duc de Berry, de ce que des officiers anglais eussent chassé dans les bois de Meudon, Wel-

Les soldats qui contrevenaient à ces ordres étaient sévèrement punis. Dans mainte circonstance, Wellington fit pendre des hommes accusés de simple maraudage, et nous avons cité (chapitre XIII) une proclamation dans laquelle il autorisa les habitants du midi de la France à faire eux-mêmes justice des militaires qu'ils prendraient en flagrant délit. On a vu aussi qu'il préféra laisser les troupes espagnoles en deçà des Pyrénées et livrer sans elles la bataille d'Orthez, plutôt que de souffrir les actes de brigandage qu'il avait vainement essayé de réprimer par des mesures disciplinaires : « Je ne suis pas « assez scélérat, écrivit-il à don Freyre, pour permettre le « pillage.... Si l'on veut piller, qu'on nomme un autre géné- « ral (1). »

Wellington avait une telle aversion pour les dégâts inutiles, qu'il refusa pendant toute la guerre d'Espagne de recourir au mode d'attaque des places par bombardement. Il aima mieux s'exposer à d'immenses difficultés et voir couler à flots le sang de ses soldats (lui qui en était si avare!) que de faire périr dans les flammes ou sous les ruines de leurs maisons une foule de gens inoffensifs, dont il n'avait pas à se plaindre. « Dans tous les siéges que j'ai faits, écrivit-il « au général Bentinck (2), je ne me suis jamais servi que « du canon, parce que, selon moi, le feu des mortiers et « des obusiers ne produit d'effet que sur les habitants de « la ville. »

Ce fait prouve combien est injuste l'appréciation de certains auteurs espagnols, qui ont reproché à Wellington d'avoir encouragé les pillages de Ciudad-Rodrigo, de Badajoz et de

---

llngton répondit (le 27 septembre) « qu'il regrettait qu'on n'eût pas fait arrêter ou poursui- « vre ces officiers par des gardes de chasse, pour qu'on en pût faire exemple en les « punissant. »

(1) Le 24 décembre 1813.

(2) Le 24 mars 1812.

Saint-Sébastien (1). Il n'était au pouvoir d'aucun homme d'empêcher ces désordres. Dans certains cas, toutes les armées pillent, même sur leur propre territoire. Ainsi Wellington, pendant son séjour en Portugal, eut moins de peine à retenir dans les bornes du devoir ses propres soldats que les Portugais, toujours enclins à piller leurs compatriotes (2).

Il est prouvé aussi que les Espagnols craignaient leurs soldats, au moins autant que ceux de l'ennemi.

« C'est une chose très-fâcheuse, écrivait sir H. Douglas « à lord Wellington (3), que d'entendre répéter partout qu'un « corps de troupes espagnoles ruine beaucoup plus le pays « qu'un nombre égal de troupes françaises. » Et en effet, dans la Catalogne, en Andalousie et dans d'autres provinces, il n'était pas rare de voir les paysans se joindre aux Français pour donner la chasse aux guérillas (4).

Soult, malgré la sévérité de ses ordres (5), ne put empê-

---

(1) Le général Lamare (p. 197), raconte le trait suivant, accepté comme véridique par l'historien *du Consulat et de l'Empire* (liv. XLII, p. 117) : « Après le déjeuner que lord Wellington offrit aux officiers français, le jour de la reddition de Badajoz, Philippon pria le duc « de faire cesser le pillage, à quoi le général anglais répondit que l'usage de la guerre per- « mettait le pillage d'une ville prise d'assaut, et que le soldat devait y trouver la récompense « de sa bravoure et de son dévouement. »

Pour tous ceux qui ont connu Wellington ou simplement réfléchi aux faits que nous venons d'exposer, il doit être évident que le duc ne peut avoir dit ces paroles odieuses, que rien ni dans ses actes, ni dans sa correspondance ne confirme. Au reste, nous trouvons une preuve de l'exagération du général Lamare et de sa malveillance pour le général anglais dans l'affirmation suivante (p. 203) ; « Le sac de Badajoz *qu'un mot, un signe* de sa part pouvait empêcher, ternit à jamais les lauriers de Wellington ; » affirmation évidemment fausse et qui nous autorise à ne faire nul cas de l'autre.

(2) Voir ses *ordres* du 11 et du 13 avril 1811.

(3) Villa-Franca, 4 janvier 1812.

(4) Voir les Annexes.

(5) Nous citerons comme fort remarquable, l'ordre suivant, donné par Soult, le 9 avril 1814, au moment où Wellington s'apprêtait à attaquer Toulouse : « On empêchera que les arbres « soient dépouillés de leur écorce, ainsi que cela a eu lieu aujourd'hui par les troupes du « centre. » Ce ne fut pas le seul général français qui opposa une résistance énergique au pillage. A la fin de 1811, Dorsenne, de retour de son expédition de Galice, fit à ses soldats des reproches sévères : « Les champs, écrivit-il, ont été dévastés, les maisons ont été brû- « lées ; ces excès sont indignes du nom français ; ils percent le cœur des Espagnols qui nous « sont attachés, révoltent tous les honnêtes gens, et gênent l'approvisionnement de l'ar- « mée. » Marmont, Suchet et le prince d'Essling ont donné plusieurs fois à leurs troupes des avertissements semblables.

cher les soldats français de piller leurs compatriotes. Excités tantôt par le besoin, tantôt par la vengeance, ils étaient plus à craindre que l'ennemi (1). Pour mettre un terme à leurs brigandages le duc de Dalmatie fit fusiller, en 1813, un officier de mérite qui avait permis à ses hommes de dévaster les maisons de Sarre.

Lorsqu'on voit de pareils méfaits, commis par les soldats des nations les plus civilisées, on comprend que l'influence des généraux et la rigueur des lois militaires aient été impuissantes dans certains cas à prévenir le sac des villes.

Si Wellington pouvait être rendu responsable des excès qui signalèrent la prise de Ciudad-Rodrigo, de Badajoz et de Saint-Sébastien, nous citerions pour atténuer ses torts la conduite des troupes françaises et les ordres donnés par les généraux de l'empereur, dans des circonstances où le général anglais eût été sans doute moins cruel et moins implacable. Qui ne se rappelle les exécutions sanglantes ordonnées par Murat après l'insurrection de Madrid, — le sac d'Evora, auquel Loison est redevable d'une si triste célébrité, et la conduite barbare du même général à Guarda et à Atalaya (2); — le pillage de Médina, par les troupes de Mouton, après la bataille de Rio-Seco (3); — le sac de Cordoue (4), par l'armée de Dupont; — l'incendie de Manresa, par les troupes de Macdonald; — les exécutions barbares de Duhesme, en Cata-

---

(1) Lapène (p. 284 et 285) cite quelques traits de violence commis par les soldats français, principalement dans le trajet d'Aire à Maubourguet : « Nous gémissions, dit-il, de n'y pouvoir « porter remède. Il est du moins constant que des généraux français, animés d'une juste « indignation, saisissaient l'arme d'un soldat de la colonne et faisaient feu sur les hommes « qui, errant çà et là éloignés de la route, se montraient insensibles aux appels réitérés et « aux remontrances de leurs chefs. » Voir aussi la *lettre* écrite par Clarke, le 5 juillet 1813, à *Joseph* : « Sa Majesté Impériale, dit l'auteur de cette lettre, apprendra avec beaucoup de « peine les désordres qui ont été commis sur le territoire français. »

(2) Voir JONES, t. I, p 34.

(3) TORENO, t. I, p. 353, dans son impartiale *Histoire des guerres de la Péninsule*, fait un tableau effrayant des horreurs qui accompagnèrent l'entrée des Français dans cette ville.

(4) Cette ville, bien qu'elle n'eût pas fait résistance aux Français, fut traitée aussi cruellement que Mataro. — Voir TORÉNO, t. I, p. 321 et 322,



logne (1); — Mataro si cruellement traitée (2), et plusieurs villages réduits en cendres par ce même général; — enfin, la conduite barbare de Lannes qui, trois jours après la capitulation de Sarragosse, fit arrêter nuitamment don Basilio Boggiero auprès du lit de Palafox malade! Ce courageux patriote fut traîné dans la rue, tué à coups de baïonnettes et jeté dans l'Èbre avec don Santiago-Sas, expédié de la même manière (3).

Après la bataille d'Ucles, les troupes de Victor commirent dans la ville de ce nom des horreurs qui rappellent les massacres des *terroristes*. Soixante-neuf des principaux habitants, quelques religieuses, des prêtres et des moines, appartenant aux plus illustres familles de la Manche, liés deux à deux, furent insultés, puis égorgés jusqu'au dernier (4).

En 1809, les troupes françaises massacrèrent plusieurs milliers d'individus dans Oporto (5) et, la même année, le duc de Dalmatie fit livrer aux flammes les bourgs de Morentan et de Cobriera sur le Minho, pour punir les paysans de certains méfaits commis durant la campagne. Wellington écrivit à propos de ces actes de représailles : « La route suivie « par les Français est marquée par la fumée des villages « auxquels ils mettent le feu (6). »

L'année suivante, la ville de Leyria et le couvent d'Alco-

(1) En 1810, Augereau déploya dans cette même province une sévérité que n'autorisent pas les lois de la guerre.

(2) Voir TORÉNO, t. I. p. 215.

(3) TORÉNO, t. II, p. 234 et 255.

(4) TORÉNO, t. II, p. 217.

(5) Il est juste de dire que cette cruauté fut provoquée par les habitants. En entrant dans la ville, les soldats français aperçurent sur l'une des places publiques plusieurs de leurs camarades que les Portugais avaient pris, et auxquels ils avaient arraché les yeux, la langue, etc... Ces malheureux vivaient encore!

L'auteur des *Compaign's of the F. M. the duke of Wellington* affirme que Soult recommanda à ses soldats de n'épargner que les enfants au-dessous de dix ans. Nous n'avons pas trouvé la confirmation de ce fait, qui n'est pas vraisemblable.

(6) *Lettre* du 18 mai 1808, *à lord Castlereagh*. Wellington dit dans cette lettre : « Les Français ont pillé et égorgé les paysans à leur fantaisie; et j'ai vu bien des personnes accrochées aux arbres sur les deux côtés de la route, qu'on n'avait traitées ainsi que parce qu'elles étaient contraires à l'invasion des Français. »

baza, où se trouvaient enterrés plusieurs rois de Portugal, furent détruits sur un ordre émané du quartier général de Masséna (1). Les troupes mirent en outre le feu à un grand nombre de villes et de villages pour couvrir leur retraite sur Guarda (2). « La conduite de l'ennemi pendant toute cette re-« traite, écrivait Wellington (le 14 mars 1811), a été mar-« quée par des actes d'une barbarie qu'on a rarement égalée, « et qu'on n'a jamais surpasée. »

Un auteur français, le duc de Raguse, cite à propos de la même campagne des traits de barbarie que ne justifient point la misère des troupes, ni les cruelles nécessités du système des réquisitions.

« Pendant que l'armée était à Santarem, il se formait, dit-il, « des détachements d'hommes armés et sans armes pour ex-« plorer le pays et enlever tout ce qu'ils trouveraient. Ren-« contraient-ils un Portugais, ils le saisissaient et le mettaient « à la torture pour obtenir de lui des indications et des révé-« lations sur les lieux où étaient cachées les subsistances. On « pendait *au rouge*, c'était une première menace; on pendait « *au bleu*, et puis la mort arrivait... »

Le chef de bataillon Guingret, de l'armée de Masséna, complète ce témoignage par la révélation de faits inouïs (3) :

« Les femmes et les filles, dit-il, trouvées dans les cre-« vasses des montagnes étaient obligées d'assouvir les pas-« sions les plus effrénées... Dans la crise où notre armée se « trouvait, les lois répressives, les règlements de police et « de discipline étaient tombés en désuétude; on ne punissait « guère que l'insubordination; encore montrait-on parfois

---

(1) Toréno, t. IV, p. 46.

(2) On cite particulièrement Redinha, Condeixa et Miranda de Corvo. Ces villes étaient abandonnées quand les Français y entrèrent.

(3) T. IV, p. 3. Ces faits sont confirmés par les généraux Pelet et Koch. Masséna les a, du reste, énergiquement blâmés. Dans plusieurs ordres du jour, il dit à ses soldats : « Rappelez-vous que vous êtes hommes et Français. »

« une indulgence condamnable... Une circonstance bien par-
« ticulière à cette guerre, et dont on n'a jamais parlé, c'est
« qu'on a porté le dérèglement jusqu'à vendre des femmes
« (prises à la maraude); on en a aussi troqué pour des che-
« vaux de main. J'ai vu une partie de cartes où l'on jouait
« une jeune fille contre un objet de luxe... On appliquait
« les paysans à la question pour savoir où étaient les ca-
« chettes... Le mal était si grand, qu'il rendait nos soldats
« insensibles et cruels (1)... »

En 1810, Suchet, pour éviter le siége du château de Lérida, eut recours à un stratagème ingénieux, mais barbare. Après avoir pris la ville, il refoula les femmes, les enfants et toute la population dans le château, puis il bombarda ces masses, livrées sans défense aux projectiles meurtriers. Ainsi qu'il l'avait prévu, le gouverneur se rendit presque aussitôt, vaincu par les cris et par les souffrances de tant de malheureuses victimes.

A Tarragone, il y eut des représailles sanglantes, dont Suchet rend compte dans les termes suivant : « Le cinquième
« assaut, dit-il, a été suivi d'un massacre effroyable... Le
« terrible exemple que je prévoyais avec regret, dans mon
« dernier rapport, a eu lieu, et le souvenir ne s'en effacera
« de longtemps de la mémoire des Espagnols : 4,000 hommes
« ont été tués dans les rues ; parmi 10 ou 12,000 qui es-
« sayaient de se sauver en passant par dessus les murailles,
« 1,000 ont été sabrés ou noyés. »

L'auteur des *Mémoires de Joseph* (t. V. p. 224) raconte en ces termes un drame sanglant qui eut lieu dans le petit bourg de Chinchon, après l'affaire de Somo-Sierra : « Le 27e
« léger, chargé de désarmer les communes voisines du théâtre
« de la guerre, s'étant présenté à ses portes fut reçu à coups

(1) Voir le livre intitulé : *Campagnes de l'armée de Portugal.*

« de fusil. Le régiment enleva le bourg, passa les habi-
« tants par les armes et mit le feu aux maisons. Il en fut de
« même de Calmenar... » « Ces exécutions, ajoute M. Du-
« casse, étaient horribles sans doute, mais elles intimi-
« daient les autres communes et nous épargnaient bien du
« monde. »

Le maréchal Soult fit pendre à Séville un vieux sergent, nommé Lopez, pris au moment où il requérait des chevaux pour Ballesteros. Cette rigueur ne parut odieuse, que parce que Lopez avait été jugé par deux tribunaux et acquitté (1).

Le 28 décembre 1809, Augereau fit aux Catalans la proclamation suivante, vrai chef-d'œuvre de cruauté :

« Tout homme pris les armes à la main sera pendu sans
« autre forme de procès comme voleur de grand chemin. La
« maison où il fera résistance sera brûlée; tout y subira le
« même sort. »

A Cuença, le général Caulincourt exerça des représailles horribles, qui lui valurent les félicitations de l'empereur :
« Caulincout, écrivit Napoléon au roi Joseph (31 juillet 1808),
« a fait très-bien à Cuença. La ville a été pillée : c'est le
« droit de la guerre, puisqu'elle a été prise les armes à la
« main (2)... »

Quand Wellington entra dans Salamanque, il fut péniblement effecté de voir combien cette ville avait souffert, par suite de la présence de l'armée française : « Depuis trois
« ans, écrivit-il à lord Liverpool (3), le peuple de Salamanque
« gémissait sous le joug. Pendant ce temps, les Français,
« entre autres actes de violence et d'oppression, ont détruit
« 13 couvents sur 25, et 22 colléges sur un pareil nombre

---

(1) Voir TORENO, t. IV, p. 241 et 242.

(2) Non, ce n'est pas le droit de la guerre! Ce droit permet seulement de passer au fil de l'épée une garnison qui défend le derrière de la brèche. C'est déjà bien assez!

(3) 18 juin 1812.

« que renfermait la ville, siége illustre des lettres et des « sciences (1). »

En rapprochant ces faits de ceux imputés à Wellington, et en considérant que peu de troupes sont aussi morales que celles de l'armée française et peu de codes aussi sévères que le code pénal anglais, on arrive à la conclusion pénible, mais vraie, qu'il y a pour toutes les armées des situations où la haine et le désir de la vengeance l'emportent sur les meilleurs sentiments et les plus nobles instincts de l'homme. La discipline, si rigoureuse qu'elle soit, est impuissante alors à contenir l'aveugle colère du soldat. Une éducation morale plus développée pourrait seule amener ce résultat, et encore n'est-il pas bien certain que le progrès atteigne jamais à ce degré de perfection, que l'on voie des hommes, repoussés quatre à cinq fois d'une brèche, le sang échauffé par la fureur du combat, obligés de se frayer un chemin sur les cadavres de leurs camarades, se précipiter dans une ville sans commettre aucun acte de barbarie!

Il serait donc souverainement injuste de faire retomber sur le général anglais tout le sang versé à Badajoz et à Saint-Sébastien. Nous sommes surpris même que l'armée anglaise n'ait pas commis dans la Péninsule plus de dévastations, et qu'elle puisse, sous ce rapport, être comparée sans désavantage à l'armée française, dont les éléments sont relativement bien supérieurs aux siens. Il ne fallut rien moins que l'énergie et la persévérence de Wellington pour obtenir ce résultat, car au point de vue moral, le soldat anglais, de l'aveu de ses propres officiers, est peut-être le dernier du monde. Recruté

---

(1) La plupart des actes de barbarie et de dévastation que nous venons de rapporter s'expliquent (quelques-uns même se justifient) par la cruauté des Espagnols et par la fâcheuse obligation où se trouvait l'armée française de marauder ou de piller pour vivre.

Il ne serait pas équitable de refuser à l'armée impériale le bénéfice de cette circonstance atténuante.

dans les basses classes du peuple, et quelquefois même dans les prisons (1), il n'a pas le caractère moral et le sentiment patriotique du soldat appelé sous les armes en vertu d'une conscription nationale. C'est même pour ce motif que Wellington, jusqu'à la fin de sa vie, opposa une résistance énergique à l'abolition des peines corporelles. Il disait avec raison, que toute la sévérité des lois militaires ne l'avait pas empêché d'avoir souvent à se plaindre de la conduite de ses troupes. La désertion et le pillage ne purent jamais être complétement réprimés dans l'armée de la Péninsule. Plusieurs documents établissent en effet qu'un grand nombre de soldats anglais quittèrent leurs drapeaux pendant la retraite de Burgos sur Ciudad-Rodrigo.

Quand Wellington fut appelé devant la commission royale d'enquête sur les châtiments militaires, on lui demanda : « Est-ce l'ivrognerie qui engendre tous les crimes dans l'armée anglaise? » — « *Invariablement* » répondit le duc. Et dans une autre circonstance, sollicité de faire connaître son opinion sur la discipline militaire (2) : « L'homme destiné à « l'armée anglaise, dit-il, est généralement le plus ivrogne, « et probablement le plus mauvais sujet dans le commerce ou « la profession qu'il exerce, ou du village ou de la ville qu'il « habite. Il n'y en a pas un sur cent qui, lors de son enrô- « lement, n'appartienne à la dernière classe, ou à la classe « avilie de toute société ou corporation. »

On conviendra qu'avec une pareille armée, il fallait un chef sévère et un code rigoureux. Or c'est ce qu'on ne voulait pas comprendre en Angleterre, où l'opinion publique s'élevait à tout moment contre les peines disciplinaires infli-

(1) Vers la fin des guerres de la Péninsule, les volontaires étaient devenus si rares, que le gouvernement obtint de la législature l'autorisation d'incorporer une certaine classe de détenus et de commuer les peines les moins fortes en années de service.

(2) *Memorandum* du 22 avril 1829.

gées par les cours martiales. Cependant, loin d'être excessives, ces peines furent dans bien des cas insuffisantes. Wellington eut constamment à s'en plaindre, ainsi que de la mauvaise organisation de la justice militaire. Pendant toute la durée de la guerre d'Espagne, les soldats ne furent jugés que d'après la loi anglaise, dont les formes, convenables en temps de paix, offraient en campagne de très-graves inconvénients. Ainsi, dans plusieurs circonstances, on acquitta des hommes notoirement coupables, parce que les autorités portugaises avaient refusé de comparaître devant les cours martiales, lesquelles ne pouvaient admettre que des témoignages verbaux (1).

Déjà, en 1809, Wellington écrivait à lord Castlereagh (2): « Je suis convaincu que la loi n'est pas assez sévère pour « maintenir la discipline dans une armée en activité de « service. »

Cette opinion se retrouve dans sa dépêche du 24 juin 1810, au comte de Liverpool, et dans le passage suivant d'une lettre écrite au début de la campagne de 1812: « Je n'ai pas un ami « dans le pays qui ne m'ait écrit pour me témoigner les plus « vives craintes de ce qui arrivera si les mêmes honteuses « irrégularités continuent à se produire, *ce que je déclare ne « pouvoir empêcher*. »

Après la campagne de Salamanque, Wellington faisant connaître la mauvaise conduite de son armée : « Tous ces outra- « ges, dit-il, sont commis avec impunité, le serment n'étant « pas admis comme preuve devant une cour martiale ; aussi « les soldats ne valent-ils pas mieux qu'une bande de

---

(1) Voir la *lettre* du 13 juin 1809, où Wellington se plaint à J. Villiers de la difficulté de découvrir les coupables et les preuves de leurs crimes sous le régime de la loi anglaise, et de la grande répugnance qu'avaient les habitants à venir déposer sous serment devant une cour martiale.

Après la retraite de Burgos, plusieurs soldats, accusés de dilapidations par les autorités locales, furent acquittés par suite des mêmes circonstances.

(2) *Lettre* du 17 juin. *Despatches*, t. IV, p. 406.

« voleurs... J'ai augmenté l'autorité du prévôt-maréchal autant qu'elle peut l'être.... Mais cette autorité n'est pas suffisante, et je n'ai pas les moyens de l'accroître... »

« Notre loi pénale militaire, écrivait-il encore à lord Castlereagh (1) a été affaiblie, et nous n'avons pas adopté les « nouveaux moyens de répression et de punition employés « par les autres nations et par nos ennemis, quoique nous les « ayons imités dans les choses qui ont accru et aggravé nos « désordres (2). » Le duc aurait désiré qu'on fût moins rigoureux sur les preuves des délits renvoyés devant les cours martiales; qu'on formât une police militaire semblable à celle de l'armée française et des autres armées; qu'on obligeât les officiers à plus d'exactitude dans leurs devoirs, etc. Mais toutes ces propositions furent repoussées, de sorte que Wellington, jusqu'à la fin de ses campagnes, se trouva aux prises avec des difficultés dont une loi spéciale l'eût affranchi au début de la guerre (3). Non-seulement il ne pouvait punir efficacement les infractions à la discipline et les négligences dans le service, mais il lui manquait encore l'élément de force et d'influence le plus nécessaire au commandement : le pouvoir de récompenser. Écrivant à lord Castlereagh en 1809 : « Je

(1) Le 17 juin 1809.

(2) Voir également la *lettre* du 13 avril 1813, où Wellington se plaint de n'avoir pas des moyens de répression assez efficaces ni assez immédiats.

(3) Wellington, dans les lettres suivantes, signale le peu de sévérité et même l'absurdité des jugements rendus par les cours martiales. (*Despatches*, t. V, p. 164, 217 ; t. VII, p. 70; t. X, p. 98 , 315 ; t. XI, p. 186, 328, 404.)

Dans une autre lettre (*Despatches*, t. VIII, p. 163), nous avons remarqué le passage suivant :

« Lorsque l'armée est grande et dispersée, il n'est pas toujours possible de réunir les membres de la cour martiale et les témoins qui nécessairement devraient suivre ; et quand une cour est assemblée, ses opérations doivent être suspendues dès que l'armée ou une partie d'elle est engagée dans des opérations contre l'ennemi.... Si le mode de jugement par cour martiale a des inconvénients en service actif, la faute en est à la loi et non, j'espère, à la façon dont on l'exécute. »

Au reste, pour punir ceux qui échappaient à la loi, Wellington eut recours à des moyens détournés qui ne laissaient pas d'être efficaces. Ainsi, un régiment de cavalerie s'étant mal conduit après la bataille de Vittoria, Wellington arrêta tout avancement dans ce corps. (*Despatches*, t. XI, p. 189.)

« commande, dit-il, les armées du pays (1), et je n'ai ni le « pouvoir de récompenser, ni même celui de promettre une « récompense. » L'année suivante (2), il écrivait à lord Liverpool : « J'ai pris la liberté d'attirer l'attention de Votre Sei-« gneurie sur l'état de la discipline de l'armée en général, « état que j'attribue, jusqu'à un certain point, à ce que ceux « qui sont honorés de la charge de commander les troupes « de Sa Majesté à l'étranger, *sont privés du pouvoir de dis-« tribuer des récompenses.* »

« Dans toutes les armées en campagne, disait le duc au « colonel Torrens (3), à l'exception de celle de la Grande-« Bretagne, le commandant en chef a le droit d'avancer les « officiers et de leur donner au moins les emplois devenus « vacants. Dans quelques pays même ce principe est poussé « si loin, que personne, à l'exception du commandant en « chef, ne se permettrait de recommander un officier pour « l'avancement. Or, moi qui commande la plus grande armée « anglaise qui ait été envoyée depuis bien des années contre « l'ennemi, moi qui suis revêtu de l'emploi le plus élevé et « le plus difficile qu'un officier anglais puisse occuper, *je « n'ai pas même le pouvoir de faire un caporal* (4)*!* Il est « impossible que ce système puisse durer... On ne sait pas « dans l'armée et à l'étranger, et je suis honteux d'avouer « combien est restreint, pour ne pas dire nul, le pouvoir

(1) Le 17 juin 1809.

(2) Le 7 juin 1810.

(3) *Lettre* du 4 août 1810.

(4) Sous ce rapport, les maréchaux de l'empereur se trouvaient dans de bien meilleures conditions. Ils nommaient aux emplois de grade inférieur, et quelquefois même aux emplois de chef de bataillon. Ainsi, pour ne citer qu'un seul exemple, un décret de 1813 autorisa Jourdan à nommer, pendant quelque temps, à tous les emplois vacants, depuis le grade de sous-lieutenant jusqu'à celui de chef de bataillon inclusivement. (*Mémoires de Joseph*, t. IX. p. 135.)

Le même pouvoir a été accordé récemment au commandant en chef de l'armée française en Crimée.

Le gouvernement anglais, jaloux de toute prééminence, n'a jamais consenti et ne consentira jamais à donner à ses généraux une pareille autorité.

« de récompenser qui m'est attribué... Il est vraiment « extraordinaire que j'aie pu, malgré ces entraves, me tirer « si bien d'affaire jusqu'à présent. »

Nous partageons de tous points cet étonnement, car, pour stimuler le zèle, entretenir l'obéissance et le dévouement, il est indispensable que le soldat reçoive la récompense immédiatement après l'action, et des mains mêmes de celui qui l'a exposé au danger. Le ministère anglais ne comprit pas cette nécessité, ou plutôt refusa de l'admettre, de crainte d'irriter l'ombrageuse susceptibilité qui de tout temps a fait considérer, dans la Grande-Bretagne, l'influence du pouvoir militaire comme dangereuse pour les libertés publiques.

Dans une lettre adressée au directeur des bureaux de la guerre (1), Wellington constatait avec chagrin qu'on n'avait aucun égard à ses propositions pour l'avancement, et qu'on écoutait de préférence les recommandations des officiers qui abandonnaient la Péninsule pour retourner en Angleterre. Dans une autre lettre (2) il exprimait son étonnement de ce qu'on lui envoyât souvent des généraux sans le consulter, et de ce qu'il n'eût pas même le droit de les refuser quand il les jugeait incapables.

Son autorité était si faible, qu'il avoua à lord Liverpool (3) n'avoir pu s'opposer au départ de certains officiers dont le concours lui était nécessaire : « Par suite de ces entraves, « dit-il, j'ai été obligé d'être quelquefois, le même jour, « général de cavalerie, général d'avant-garde et comman- « dant de deux ou trois colonnes d'attaque... Mon opinion « a toujours été que le gouvernement aurait pu faire beau- « coup pour étendre l'autorité du général en chef dans ce

(1) Le colonel Torrens : *lettre* du 20 décembre 1812.
(2) *Lettre* du 22 décembre 1812, *au colonel Torrens*.
(3) *Lettre* du 23 mars 1811.

« pays, mais toute proposition pour augmenter ou étendre « le pouvoir des fonctionnaires est reçue en Angleterre avec « jalousie; c'est pourquoi je n'ai jamais fait aucune proposi- « tion semblable (1). »

Il résulte de ces faits et de ceux que nous avons cités plus haut (Chap. XIV), parlant des entraves opposées par le ministère à l'exercice de l'autorité supérieure, que Wellington se trouva généralement dans des conditions très-difficiles pour un chef d'armée. Il manquait à la fois des moyens d'assurer la prompte exécution de ses ordres par des règlements sévères, appropriés aux circonstances, et du pouvoir de stimuler, par des récompenses, le zèle et le dévouement de ses subordonnés. C'est l'administration de la guerre qui donnait les grades et les décorations, qui disposait des emplois et fixait les attributions. Wellington n'avait pas même, pour nous servir de ses propres expressions, « *le droit de nommer un caporal.* » Ses recommandations furent presque toujours écartées, méconnues. Des officiers qui n'avaient jamais quitté le sol natal passaient avant les héros de la Péninsule. « Le peu de justice apporté dans l'avancement, dit le colonel Napier (2), mécontentait tout le monde. » Tandis que, dans l'armée française, on vit des jeunes gens arriver en quelques années aux plus hautes dignités, les meilleurs officiers de Wellington restèrent six ou sept ans dans le même grade. En voici deux exemples : le lieutenant-colonel Fletcher, l'habile ingénieur qui avait construit les lignes de Torrès-Vedras et dirigé les siéges de Badajoz, de Ciudad-Rodrigo, de Burgos et de Salamanque, était encore lieutenant-

(1) *Despatches*, t. IX, p. 112.
Dans cette même lettre, Wellington fait observer que bien des maux eussent été prévenus si l'on avait confié au général en chef la répartition de tous les secours donnés à la Péninsule.

(2) T. XI, p. 220.

colonel en 1813, lorsqu'il fut tué par un éclat d'obus dans les tranchées de Saint-Sébastien... L'armée anglaise n'avait pas d'officier d'état-major plus habile, plus brave, plus infatigable que le lieutenant-colonel Waters; cet officier rendit les plus grands services pendant toute la durée de la guerre, et Wellington le signala dans mainte circonstance comme un sujet hors ligne. Eh bien, malgré ces titres et ces recommandations, Waters occupait encore à Waterloo le grade qu'il avait en 1809, au passage du Douro.

Le général en chef de l'armée anglaise n'eut guère d'autre stimulant pour ses officiers que la mise à l'ordre du jour de l'armée, ou la mention des services rendus dans les rapports adressés au gouvernement britannique. Pour les soldats, ce moyen d'émulation n'existait même pas, et c'est ce qui rend si admirable le courage et la fermeté dont ils firent preuve sur le champ de bataille. On a prétendu que cette fermeté fut plutôt le résultat de la constitution flegmatique des Anglais que de leurs qualités morales : « Jamais, dit Napier, une plus insigne calomnie n'a été proférée. Les soldats de Napoléon combattaient pour la gloire; elle versait ses flots de lumière sur les plus humbles d'entre eux, et les faisait arriver aux honneurs. Les soldats anglais, au contraire, servaient une aristocratie jalouse, égoïste; aucune récompense n'était décernée à leur audace; aucun bulletin ne signalait leur nom aux applaudissements de leurs compatriotes; nulle espérance ne venait colorer une vie de fatigue et de dangers; leur mort même n'était pas remarquée. Cependant, manquèrent-ils jamais de courage? »

Il est certes étonnant qu'avec des moyens d'action si limités, Wellington ait pu exercer une aussi grande influence sur ses troupes. S'il faut en croire un de ses aides de camp, cette influence doit être attribuée plutôt aux services du duc, — services que le patriotisme anglais ne pouvait voir avec indifférence, — qu'à des sentiments d'affection ou de gratitude de la

part des soldats : « S'il est incontestable, dit Napier (1), que « Wellington s'attira toujours la confiance de ses subordonnés « comme général, il est beaucoup moins certain qu'il sut « toujours se concilier leur affection. »

Bien que ce témoignage ait une grande valeur, nous croyons, d'après des faits et des renseignements précis, qu'on est en droit de le récuser. Sans doute, Wellington n'était pas, dans l'armée anglaise, populaire comme Napoléon l'était dans l'armée française ; mais cette circonstance s'explique par la diversité des caractères et des situations.

Doué d'une nature expansive et se trouvant à la tête d'une armée intelligente, où les idées de liberté et d'égalité sociale avaient jeté de profondes racines, l'empereur, par tempérament et par calcul, s'était emparé fortement de l'imagination de ses soldats. Flattant leurs goûts, exploitant leurs faiblesses, chef et camarade tout à la fois, il les dominait et se faisait adorer.

La même communauté de sentiments, de mœurs, d'habitudes, n'existait pas, et ne pouvait pas exister entre le duc de Wellington et le soldat mercenaire de la Grande-Bretagne. Ce dernier, en effet, se trouve depuis des siècles sous la domination d'une aristocratie puissante. L'officier le tient toujours à distance, et n'en est que plus respecté. Cette considération seule eût empêché Wellington de prendre avec ses subordonnés la familiarité que l'empereur témoignait à ses vieux soldats, lorsqu'il avait besoin de surexciter leur courage ou leur dévouement.

Au reste, comme les nations qu'ils servaient, les caractères de ces deux généraux étaient essentiellement différents. Les passions des natures exubérantes étaient inconnues à Wellington. Raisonneur froid et méthodique, exempt de

---

(1) T. XI, p. 220.

préjugés et de fortes passions, il parlait à la raison plùs qu'à l'imagination. L'empereur, au contraire, frappait les esprits par de vives images et par des traits éblouissants. Ses rares qualités commandaient l'admiration, et les défauts même de son caractère lui faisaient des partisans. « Les hommes, dit un moraliste, ne sont en général fortement épris que de ceux qui ont quelque chose à se faire pardonner. »

Il n'est pas nécessaire de pousser ce parallèle plus loin pour comprendre que Wellington ait pu aussi bien que Napoléon gagner l'estime et la considération de ses subordonnés. Une parfaite égalité d'humeur et de caractère, jointe à un fond de bienveillance et de justice, attirait peu à peu vers lui ceux qu'avait éloignés d'abord son maintien grave et réservé. Les soldats appréciaient les efforts qu'il ne cessait de faire pour améliorer leur bien-être ; ils étaient touchés du soin avec lequel il ménagait leur sang ; ils admiraient son impartialité, sa droiture, la justice et le désintéressement avec lesquels il rendait à chacun la part d'éloge et de blâme qui lui revenait ; par-dessus tout, ils étaient fiers d'obéir à un général qui leur donnait, en échange des plus rudes sacrifices, beaucoup de gloire et de considération (1). Au témoignage de tous ceux qui ont servi en Espagne et dans l'Inde sous ses ordres, Wellington fut véritablement un bon chef (2). Sévère et roide dans le service, indulgent, simple et gai dans les relations privées, il aimait que ses officiers se créassent des distractions, et se mêlait souvent lui-même à leurs parties de plaisirs (3). Il écoutait patiemment les plaintes des soldats,

---

(1) « Quoiqu'il n'eût pas le pouvoir de fascination de César, l'armée de la Péninsule éprouvait pour lui les mêmes sentiments que la 10e légion pour le vainqueur de Pharsale. » TIMES : *Mémoires*, p. 119.

(2) Le comte Grey et lord Ellesmere affirment que tous ceux qui eurent le bonheur d'être en relations d'amitié avec Wellington éprouvèrent pour lui les sentiments de la plus vive affection ; il était bon, affectueux, indulgent dans la discussion, et toujours prêt à rendre service ; il avait peu d'amis et s'était habitué de bonne heure à se passer des conseils d'autrui.

(3) LONDONDERRY, t. II, p. 294.

leur rendait exactement le salut, et se montrait toujours prêt à les obliger. « Il ne visitait pas, dit Maxwell (1), les hôpitaux avec ostentation, il ne haranguait pas les ambulances, et il voyait même tomber ses camarades avec une certaine impassibilité; mais, rentré chez lui, quand les autres dormaient, il s'ingéniait à trouver un moyen d'adoucir leurs souffrances, et quand personne ne l'épiait, ni ne l'attendait, il visitait les hôpitaux en particulier, sans suite et sans apparat. »

M. Charles O'Malley raconte qu'en 1811, au milieu d'une chasse au renard très-animée, le duc dit tout à coup à son aide de camp, le major Gordon : « A quelle distance se trouve Niya? — A cinq lieues environ. — C'est dans cette direction, n'est-ce pas? — Oui, milord. — Eh bien, allons visiter les blessés. » — Et il partit au galop.

Voilà ce qui explique que Wellington, malgré sa froideur et sa sévérité, exerça une grande influence sur son armée, et qu'il inspira aux officiers comme aux soldats une confiance sans bornes. Les Espagnols eux-mêmes, si hostiles à l'intervention anglaise, et si mal disposés pour le duc, finirent par rendre justice à ses talents et à son caractère. Dans les dernières campagnes, sa présence parmi eux, sur le lieu du combat, suffit pour les rassurer; elle prévint le retour de ces déplorables paniques dont ils avaient donné tant d'exemples au début de la guerre.

Napier pense que la popularité de Wellington eut à souffrir de la barbarie du code pénal militaire et des vices qui s'étaient introduits dans le système d'avancement. Nous admettons volontiers cette explication, en faisant toutefois une réserve au sujet des peines corporelles, dont Napier semble être l'ennemi déclaré.

Il est certainement honteux pour l'espèce humaine que des

---

(1) T. II, p. 348.

châtiments de cette nature soient encore appliqués dans l'armée du peuple le plus éclairé du monde. Les philanthropes de tous les pays se sont élevés contre ces ignobles flagellations. Les Anglais eux-mêmes les ont flétries dans les termes les plus énergiques. Au Parlement, de nombreuses motions ont été faites pour réclamer un code plus humain; mais, chaque fois, de fortes majorités ont rejeté ces motions. Le duc de Wellington s'est toujours trouvé parmi les opposants, et comme son autorité avait un grand poids, on a reporté sur lui le sentiment de réprobation qui s'attachait à des lois dont tous les cœurs généreux déploraient l'existence. Loin de gémir de cette responsabilité, le duc s'en fit un mérite, car à ses yeux, l'abolition des peines corporelles eût entraîné la ruine de l'armée anglaise. Appelé devant la commission royale d'enquête sur les châtiments militaires, il défendit son opinion avec une force de logique qui dérouta et confondit ses adversaires : « Le but d'un châtiment, dit-il, est non-seulement la punition d'un coupable, mais l'exemple... Or, il n'y a pas de châtiment qui fasse impression sur personne, si ce n'est le châtiment corporel. Vous mettez un homme en reclusion solitaire; personne ne le voit dans cette situation, et personne ne sait ce qu'il souffre pendant qu'il est enfermé; conséquemment, cette punition ne sert pas d'exemple (1)... Je dois déclarer que, cent fois, la menace seule du fouet a empêché de grands crimes... J'ai médité sur ce sujet depuis six ou sept ans; je l'ai retourné de toutes les manières dans mon esprit, et je déclare que je n'ai aucune idée de ce qu'on pourrait substituer à l'ancienne manière de punir. »

---

(1) Il faut noter que les peines corporelles étaient infligées à la parade, devant toutes les troupes réunies : on ne dispensait de cette formalité que les corps dont la conduite était irréprochable.

Cette conclusion attira sur la tête de Wellington les foudres de la presse et de l'opposition. Le principal argument des réformateurs était celui-ci : « Puisque les armées françaises et allemandes ont aboli sans inconvénient les peines corporelles, pourquoi l'Angleterre ne pourrait-elle pas faire de même? »

Le duc réfuta cette objection (1) en fesant observer qu'il n'y a pas de comparaison à établir entre des armées recrutées par voie de conscription, dans toutes les classes du peuple, et une armée dont les éléments constitutifs sont puisés dans les dernières couches de la société; — entre des armées dociles, morales, sensibles aux reproches, et une armée de mauvais sujets endurcis, livrés à la débauche et à l'ivrognerie; — entre des armées nombreuses, capables de supporter un certain degré de relâchement, et une petite armée, où la moindre cause de faiblesse produit des désordres qui peuvent amener d'irréparables désastres.

Le duc faisait remarquer, en outre, que la discipline doit être exceptionnellement rigoureuse dans une armée disséminée par petits corps sur le globe entier, et dont les hommes, quelque part qu'ils aillent, commencent à servir sur un bâtiment de transport où toute discipline d'honneur, de remontrances et de réprimandes secrètes, ainsi que toute séparation ou distinction entre les diverses classes est absolument impraticable. Les fractions de cette armée ne sont presque jamais sous la surveillance des corps dont elles font partie. Les détachements en Irlande, aux Indes, à Honduras, dans la nouvelle Galles du Sud, etc..., rendent l'inspection et le contrôle des chefs impossibles. « Si l'on tient compte de ces « faits, dit le duc, on est étonné qu'il y ait quelque discipline « dans notre armée, malgré la sévérité du système dont l'op- « position se plaint. »

---

(1) Voir les *Annexes*.

La vérité nous oblige à dire que cette objection sera sans réplique, aussi longtemps que l'Angleterre n'aura pas réformé son système de recrutement, ou aussi longtemps que la classe infime, dans laquelle l'armée puise ses éléments, n'aura pas fait de grands progrès dans l'ordre moral. Et ce qui nous confirme dans cette opinion, c'est que le même pays, si cruellement sévère à l'égard de ses nationaux, a supprimé les peines corporelles dans les régiments de cipayes, suppression motivée sur ce que les Indiens sont sobres, graves, doux, obéissants (1), qu'ils servent volontairement et regardent la carrière des armes comme une des plus honorables, toutes circonstances qui permettent de les traiter avec moins de sévérité que le soldat violent et dissolu de la Grande-Bretagne.

Ceux qui jugent avec les idées de la philanthropie cette grave question des peines corporelles, admettent volontiers que le duc de Wellinton eut un cœur dur, un esprit inaccessible aux émotions généreuses (2). Ils sont, à cet égard, dans une erreur profonde. Les hommes qui ont vécu dans l'intimité du duc rendent pleinement justice aux qualités excellentes de son âme. Sous des dehors froids, il était bon, simple, dévoué. Son caractère le portait naturellement à la

---

(1) « Des coups infligés à un Indou exciteraient certainement une révolte dans un régiment de cipayes. » — COMTE DE BIORNSTIERNA, *Tableau historique et politique de l'empire britannique dans l'Inde*.

(2) L'auteur des *Mémoires de Masséna* (le colonel Koch) est évidemment injuste envers Wellington lorsqu'il dit, t. VII, p. 172 : « Jamais quelque chose n'a indiqué chez lui la pré-« sence des vaisseaux sanguins qui unissent le cœur au cerveau... »

clémence. Il punissait seulement lorsque l'intérêt de son armée l'exigeait ; dans bien des cas même, il pardonna avec une trop grande facilité. Ce qui le préoccupait surtout dans un châtiment, c'était l'exemple. L'ordre suivant, du 4 mars 1811, est la traduction de cette idée : « Attendu que depuis deux « années aucun soldat de la brigade des gardes n'a comparu « devant une cour martiale générale, et que même aucun « d'eux n'a été emprisonné dans un corps de garde public, « le commandant en chef veut que cette brigade soit dis- « pensée d'assister à l'exécution qui se fera demain. »

Lorsque, pour une raison quelconque, une cour martiale avait différé l'exécution d'un arrêt, Wellington opinait presque toujours pour la mise en liberté des coupables. Sa correspondance fournit à cet égard des preuves surabondantes (1). Il y a plus, quand un délit était rare, l'exemple alors devenant inutile, le duc pardonnait sans difficulté. « A la fin de la guerre de la Péninsule, les crimes avaient prodigieusement diminué (2). » Il y eut à cette époque un homme convaincu d'avoir volé : « Je lui pardonnai, dit Wellington, parce que « ce crime était devenu fort rare (3). »

Un officier de l'armée de la Péninsule s'était mal conduit devant l'ennemi ; au lieu de le traduire devant une cour martiale, Wellington écrivit au duc d'York pour le prier d'accepter la démission de ce malheureux. « Le défaut de cou- « rage, dit-il, chez les officiers de l'armée est un cas fort « rare, et ce crime n'a pas besoin d'une punition exem- « plaire (4). »

Après Waterloo, il eut recours au même expédient (5) :

(1) Voir, entre autres, l'ordre général du 11 avril 1813.
(2) Déposition de Wellington devant la cour royale d'enquête.
(3) Déposition devant la cour d'enquête.
(4) *Lettre* du 29 août 1811.
(5) Voir sa *Lettre* du 12 septembre 1815, *au duc d'York*.

« Beaucoup de braves gens, dit-il, et même je crois quel-
« ques grands hommes ont été vus un peu effrayés d'une
« bataille comme celle-ci, qui ensuite se sont conduits par-
« faitement (1)..... »

« Croyez-moi, écrivait-il un jour, tous ceux que vous voyez
« en uniforme ne sont pas des héros (2). »

Cette indulgence philosophique portait le duc à pardonner bien des fautes et bien des faiblesses que d'autres eussent châtiées.

Lorsqu'un régiment anglais se trouvait compromis dans quelque affaire, il pouvait compter que Wellington interpréterait sa conduite dans le sens le plus favorable. C'est ainsi qu'il essaya d'excuser la retraite précipitée du 14e dragons à la bataille de Chillian-Wallah, dans le Punjab, et celle du 62e d'infanterie à la bataille de Ferozesbah (3).

Au reste, en agissant ainsi, le duc avait un autre but; c'était, comme il le dit lui-même, « de cacher à ses soldats et
« au monde qu'un officier pût se conduire mal devant l'en-
« nemi. » « S'il arrive, ajoutait-il, qu'un malheureux vienne
« à faillir, je préfère le laisser se retirer du service plutôt
« que d'exposer sa faute au grand jour (4). »

Voici un autre trait d'indulgence raconté par Wellington devant la cour royale d'enquête sur les châtiments militaires :
« Un sergent, dit-il, avait déserté emportant la solde de sa
« compagnie. Il fut rattrappé. Je le mis aux hallebardes,
« mais je ne le fis pas punir. C'était d'ailleurs un bon sujet.
« Je lui pardonnai, et j'en fis plus tard un officier non commis-
« sionné. Dans la suite, je le recommandai pour être officier;

(1) *Lettre* du 14 novembre 1815, *au lieutenant-général Nugent*. Il se plaignait dans cette lettre de ce qu'on eût poursuivi un officier accusé d'avoir quitté le champ de bataille.

(2) *Lettre* à M....., écuyer, 8 août 1815.

(3) Voir STOCQUELER, t, II, p. 288.

(4) *Lettre* du 29 août 1811, *au duc d'York*.

« il réussit et devint même officier d'état-major dans l'armée « de la Péninsule. Cet homme avait été poussé par les femmes « à commettre son crime. Il y a des choses de ce genre aux- « quelles un soldat peut être entraîné sans cesser pour cela « d'être un bon sujet. »

On trouvera certainement cette indulgence bien extraordinaire de la part d'un homme aussi sévère et aussi rigide que le duc de Wellington.

Sa bonté d'âme éclate encore dans une foule d'autres circonstances. Le colonel Welsh, dans ses *Military reminiscences*, raconte l'épisode suivant dont il fut témoin. Le capitaine Mackay, officier instruit et brave, mais que sir Arthur Wellesley n'aimait point à cause de son orgueil et de sa roideur, avait été chargé, pendant la guerre des Mahrattes, de la direction du parc des bœufs. Ne trouvant pas ces fonctions en harmonie avec son caractère aventureux, il demanda à combattre avec le 4e régiment de cavalerie indigène auquel il appartenait. Cette proposition, contraire au bien du service, fut rejetée par l'adjudant général Barclay, qui avait pris auparavant les ordres du général en chef. Mackay, ne tenant aucun compte de ce refus, écrivit au duc que si son corps était engagé, il s'y joindrait à tout hasard : « Il savait bien, disait-il, que par là il perdrait sa position, mais du moins il espérait la perdre avec honneur. » En recevant cette lettre, Wellesley s'écria : *Que faire d'un pareil compagnon ? je crois que nous devons le laisser aller*. Mackay prit en effet part à la bataille d'Assye, où il fit des prodiges de valeur ; à la fin de la journée, il eut son cheval tué et fut lui-même haché par la mitraille. Quand on vint annoncer ce malheur à sir Arthur Wellesley, une larme brilla dans ses yeux : touchant hommage rendu à la mémoire d'un brave camarade...

Si parfois quelque officier, dans un accès de mauvaise humeur, adressait au duc une lettre peu convenable, au lieu de punir cet officier, Wellington l'engageait à reconnaître ses

torts et à retirer sa lettre. « Je ne garde pas rancune à « M. Downie, écrivit-il au général Mackenzie. Un homme qui « ressent si vivemeut un blâme aura soin de ne pas s'exposer « à en recevoir un second (1). » Et dans une circonstance « semblable, je vous prie, écrivit-il à un officier, d'examiner « de nouveau cette affaire..... et je vous assure que rien ne « me causera plus de satisfaction que d'avoir réussi à obtenir « que vous rétractiez des expressions que rien ne vous a « provoqué à employer contre un de vos chefs (2). »

Ayant été accusé par Morillo d'avoir de coupables préférences pour les maraudeurs anglais et de réserver toutes ses rigueurs pour les Espagnols, le duc se contenta d'écrire au chef immédiat de ce général (3) : « J'espère que Morillo retirera ses plaintes comme ayant été formulées dans un mo« ment de mauvaise humeur à laquelle tout homme peut être « sujet. S'il ne le fait pas, il voudra bien au moins prouver « ce qu'il a avancé. »

On se rappelle que Ballesteros attaqua publiquement la nomination de Wellington au commandement en chef de l'armée espagnole, et cela dans des termes si violents, que les Cortès furent obligées de le destituer. Cette indigne conduite n'empêcha pas le duc de faire quelque temps après un éloge exagéré de Ballesteros : « C'est le seul homme, écrivit-il à « lord Liverpool, qui ait jamais fait quelque chose (4). »

Un jeune Anglais, employé depuis un mois au commissariat, avait adressé aux lords de la trésorerie une lettre (5) dans laquelle il disait que le commissaire général et ses officiers, aussi bien que Wellington lui-même, étaient des fripons ou des sots *(Knaves or fools)*, et qu'on pourrait épargner bien

(1) *Lettre* du 25 juin 1809.
(2) 18 août 1811.
(3) *Lettre* du 8 janvier 1814, *à don Freyre*.
(4) *Lettre* du 23 novembre 1812.
(5) *Despatches*, t. V, p. 376.

des millions au trésor public en adoptant un nouveau système d'alimentation dont il se prétendait l'inventeur. Wellington, informé de ce fait, se contenta d'écrire à lord Villiers, protecteur du jeune homme : « Je demande seulement qu'il « n'écrive plus de lettres à la trésorerie sur des sujets qu'il « ne peut comprendre (1). »

Après la campagne de France, un officier s'étant plaint au duc de n'avoir pas été compris sur les listes dressées par lui pour l'obtention de la croix du Bain, Wellington lui répondit de Vienne le 5 février 1815 : « L'explosion de ce mécontentement, tout injuste et blessant qu'il soit, ne m'a pas fait « oublier les services que vous et votre brave corps avez « rendus ; aussi, quoique je craigne d'arriver trop tard, je « vous ai recommandé dans les termes les plus pressants au « secrétaire d'État. »

Ce n'est pas seulement à l'égard de ses frères d'armes et de ses concitoyens que le duc montrait cette longanimité ; les soldats espagnols étaient traités avec la même indulgence. Ainsi, bien qu'il eût de nombreux sujets de plainte contre eux, il ne négligea aucune occasion de signaler leurs services dans les termes les plus chaleureux.

Plus d'une fois même, il eut la délicatesse de passer sous silence les fautes ou les lâchetés qu'ils avaient commises. Témoin son rapport sur la bataille de Talavera, où il s'abstint de mentionner la conduite honteuse des troupes de Cuesta, qui, le 27, avaient lâché pied devant la cavalerie de Milhaud (2).

Le duc prit encore généreusement la défense de ces troupes, lorsqu'après la bataille Cuesta ordonna de les décimer pour punir leur couardise. Il y avait déjà 50 hommes

---

(1) *Despatches*, t. V, p. 380.
(2) Voir t. I, p. 266.

fusillés, quand il parvint à décider le général espagnol à suspendre l'exécution de cette terrible sentence (1).

Sous les dehors d'une grande réserve, Wellington avait une âme tendre et compatissante (2). La mort de ses officiers lui causait un chagrin profond. Après la bataille de Vittoria, il écrivit à son frère : « La douleur que je ressens de la perte « de Cadogan m'empêche d'éprouver quelque satisfaction de « notre succès. » — Le lendemain de Waterloo, dans une lettre au comte Aberdeen, « je ne puis, dit-il, vous exprimer le « regret et le chagrin avec lesquels, en jetant les yeux autour « de moi, je constate les pertes que nous avons éprouvées..... « La gloire de pareils combats, si chèrement achetée, n'est « point une consolation pour moi. » — Et, le même jour, écrivant à son ami le maréchal Beresford, « nos pertes m'ont « réellement abattu, et je suis tout à fait insensible aux avan- « tages que nous avons acquis.... »

« Que Dieu me favorise assez, écrivait-il encore au prince « de Schwartzenberg, pour que je n'aie plus de batailles à « soutenir, car je suis désolé de la perte de mes anciens amis « et camarades (3). »

Ce vœu, exprimé dans un moment où les alliés étaient dans l'enivrement de la victoire, fait le plus grand honneur au caractère de Wellington.

(1) TORENO, t. III, p. 47.

(2) Il prenait une grande part au malheur de ses officiers ; témoin la lettre du 19 novembre 1812, où il exprimait à lord Paget, en termes simples et vrais, la douleur qu'il éprouvait de le voir prisonnier des Français, et le billet qu'il adressa à Maucune pour le remercier de ses bons procédés envers ce brave compagnon d'armes. (*Despatches*, t. IX, p. 564, 565.)

(3) *Lettre* du 26 juin 1815.

Napier rapporte qu'il vit le duc tout en larmes quand, après le terrible assaut de Badajoz, on vint lui annoncer que dans cette fatale nuit, plus de 2,000 de ses braves soldats avaient trouvé la mort.

Un témoin oculaire de la bataille de Waterloo raconte une scène analogue, que nous sommes heureux de pouvoir transcrire :

Le 19 juin, le médecin principal Hume étant entré dans la chambre du duc, avec la liste des tués et des blessés, trouva le général endormi et très-affaissé par la fatigue. Comme ses instructions étaient formelles, il n'hésita pas à l'éveiller. Le duc s'assit sur le bord du lit, et, sans demander aucune explication, dit au docteur : *lisez !* La lecture fut longue ; au bout d'une heure, M. Hume se sentant ému et fatigué s'arrêta ; il leva les yeux sur Wellington, celui-ci avait les mains convulsivement jointes et le visage inondé de larmes. Le duc ne parut pas d'abord remarquer le silence du docteur, mais au bout d'une minute : *Continuez*, dit-il, et jusqu'à la fin de cette pénible nomenclature, son attitude fut celle d'un homme en proie à la plus vive douleur (1).

Napoléon considérait ses soldats « comme des chiffres destinés à résoudre un problème (2). » Pourvu que la solution fût conforme à ses désirs, il ne regrettait rien. Le simple et modeste général de l'Angleterre était doué d'un cœur plus sensible ; il avait une opinion plus élevée de la nature hu-

(1) Wellingtoniana, p. 57.

(2) Ce sont ses propres expressions. Comme trait caractéristique, nous citerons le fait suivant, raconté par Napoléon lui-même :

Étant général commandant d'artillerie de l'armée d'Italie, il voulut donner à la femme d'un député, qu'il avait connue à Nice, le spectacle de la petite guerre. En conséquence, il ordonna une attaque d'avant-poste dans le col de Tende, attaque sans objet et sans résultat. La jolie hôtesse de Nice fut satisfaite, mais plusieurs soldats payèrent de leur vie ce caprice d'une femme coquette et d'un général insensible aux souffrances humaines..... Il est juste de dire cependant que Napoléon s'est repenti de cette action..... à Sainte-Hélène.

maine. Il ne flattait point ses soldats, il ne leur tirait point l'oreille, mais il prenait soin de leur santé et ménageait leur sang avec une parcimonie dont les généraux français se sont moqués dans plus d'une circonstance (1).

Wellington fut aussi à l'égard de ses subordonnés d'une politesse extrême, et jamais on ne le vit s'abandonner à ces écarts de mauvaise humeur et de brutalité, si fréquents chez Napoléon (2). Aucun d'eux n'eut jamais à se plaindre d'un mot injuste ou d'une appréciation blessante. Dans ses ordres même les plus rigoureux, il employait un langage convenable et poli. Il avait à un haut degré ce calme et cette urbanité qui font respecter le commandement, cette distinction de manières et ce charme des relations privées qui révèlent toujours, ou la supériorité de la naissance, ou l'élévation naturelle du caractère. Wellington, dans ses ordres et dans ses lettres de service *invite*, *prie;* rarement il *ordonne* (3). Lorsqu'un de ses généraux se montrait brutal ou inconvenant, il ne manquait pas de s'en plaindre. Ainsi, le 21 septembre 1811, il écrivit à Campbell : « Il faut reprendre les négli- « gences ou les fautes dans un langage qui ne soit pas de « nature à blesser les sentiments de la personne à laquelle « les reproches s'adressent, et sans y mettre trop de véhé- « mence. »

Il donna un conseil analogue à Beresford, obligé de sévir

(1) On a dit que Wellington ménageait ses soldats plutôt par calcul que par philanthropie. Nous avons une meilleure opinion de lui. Tout en admettant qu'il fit bien, dans son propre intérêt, de conserver des hommes qu'il avait tant de peine à recruter et à former, nous croyons qu'il y avait dans sa sollicitude pour eux plus qu'un calcul égoïste. Cette opinion est fondée sur une étude approfondie des travaux et du caractère de Wellington.

(2) M. Thiers en cite plusieurs exemples que nous croyons inutiles de rappeler ici.

(3) Voir entre autres ses ordres du 23 mai 1812, du 2 juillet 1812, du 8 avril 1813, du 14 mars 1814, etc. L'avant-dernier de ces ordres commence ainsi : « Le commandant en chef « est toujours affligé quand il doit causer quelque peine aux officiers de l'armée; mais il « faut bien cependant qu'ils se persuadent qu'aucun des devoirs qu'ils sont appelés à rem- « plir, ne peut être négligé sans inconvénient sérieux pour le service, qui s'en ressent tôt ou tard. »

contre des officiers portugais qui avaient écrit directement à leur gouvernement, sans passer par son intermédiaire : « J'é« viterais dans cette correspondance, dit Wellington, tout ce « qui sent la sévérité ou l'aigreur. Bornez-vous à une courte « relation des faits (1). »

Agissant d'après les mêmes sentiments, il mit à l'ordre du jour de l'armée, le 17 décembre 1813, cette recommandation, trop souvent négligée par ceux qui commandent : « Une personne inférieure en grade, comme toute autre per« sonne, a le droit d'être traitée avec douceur et politesse. »

Dans d'autres circonstances encore, le duc engagea ses officiers à ne pas faire usage *d'expressions dures* à l'égard de leurs subordonnés : « Ces expressions, dit-il, ne sont nulle« ment nécessaires ; elles blessent au lieu de convaincre (2). »

II

Nous venons de faire connaître Wellington dans ses rapports avec la guerre et avec l'armée. Il nous reste à le montrer aux prises avec toutes les difficultés de l'administration et de la politique. Dans cette seconde phase de sa vie, il ne nous paraîtra ni moins grand, ni moins digne d'admiration que dans l'autre. On ne sait en effet ce qu'il faut admirer le

---

(1) I would insert in this order or in the correspondence no severity or asperity ; only a « plain and short abstract of facts. »

(2) *Despatches*, t. VIII, p. 199.

On peut voir, t. V, p. 154, qu'au besoin Wellington savait rendre justice aux inférieurs et condamner les chefs qui faisaient abus de leur autorité.

plus, ou l'habileté avec laquelle il conduisit les opérations militaires, ou cette autre habileté, non moins précieuse, avec laquelle il parvint à surmonter les difficultés politiques, et à déjouer les intrigues de toute espèce qui entravaient l'exécution de ses projets.

On ne donnerait pas une juste idée du mérite de Wellington, si l'on négligeait de mentionner les embarras qui, depuis le premier jour de la guerre jusqu'au dernier, lui donnèrent plus de soucis que l'armée française elle-même.

En Portugal, il eut à combattre l'aristocratique et ombrageuse faction des Souza, que protégeait secrètement la cour du Brésil, l'inertie et la faiblesse du gouvernement de Lisbonne, l'indécision et l'hostilité latente du prince régent (1).

En Espagne, les juntes locales, où siégeaient les hommes les plus violents et souvent les plus hostiles à la Grande-Bretagne, excitaient les citoyens les uns contre les autres, sous prétexte de stimuler l'enthousiasme; elles gaspillaient les subsides et les armes que le ministère anglais, dans les premiers temps surtout, leur envoyait avec une profusion ridicule; enfin elles dérangeaient, tantôt par des mesures imprudentes et tantôt par une coupable inertie, les plans de défense les mieux combinés.

Les Cortès, imbues de l'esprit de réforme et livrées aux passions démagogiques qu'entretenaient les journalistes et la populace de Cadix, entravèrent constamment l'exécution des projets de Wellington, en refusant de décréter les mesures nécessaires, en adoptant des bases d'impôt vicieuses (2), en

(1) M. Thiers fait trop bon marché de ces difficultés, en disant : « La cour de Janéiro et la « régence se soumettaient bien vite dès que le général anglais agitait son redoutable sour- « cil. » T. III, p. 394.

Nous pourrions citer vingt circonstances où la cour et la régence se mirent en opposition ouverte avec Wellington. Au reste, nous les avons indiquées pour la plupart dans les volumes précédents.

(2) Le comte TORENO prétend, t. IV, p. 181, que ces bases étaient « entachées d'idées théo- « riques » Entre autres lois de finances, les Cortès votèrent l'impôt sur le revenu avec

donnant aux troupes et aux capitaines généraux des ordres qui auraient dû émaner du chef responsable, ou en faisant des lois que repoussaient le clergé et le peuple des campagnes, les deux plus fermes appuis de la révolution (1).

Tandis que l'Espagne était remplie d'ennemis, et que les échos du canon se répercutaient jusque dans la salle des Cortès, les députés passaient le temps à faire des proclamations emphatiques, à discuter sur des questions de droit abstrait, à prendre les résolutions les plus absurdes. Croirait-on, par exemple, que dans le moment le plus décisif de la guerre, en 1813, les Cortès firent un décret statuant qu'à la demande des carmes déchaussés de Cadix, sainte Thérèse de Jésus serait honorée comme la patronne de l'Espagne (2).

En Portugal, la princesse Charlotte, femme du prince régent ne cessait de fomenter des intrigues et de contrecarrer la diplomatie anglaise pour être mise à la tête du gouvernement.

A ces embarras, il faut ajouter l'ignorance profonde, la morgue et l'ombrageuse susceptibilité des généraux espagnols; — la mauvaise constitution de l'armée dite régulière, — le peu de sympathie qui existait entre cette armée et les *partidas* (3), — la haine innée des Espagnols pour les Portugais; — le manque absolu de ressources locales, — le mauvais vouloir des gouvernements et des peuples de la Péninsule; — enfin, la faiblesse ou l'incurie du ministère anglais,

---

échelle progressive, qui, à la longue, dévore le capital et nuit aux pauvres, sous prétexte de les favoriser. Elles imposèrent aussi, à l'exemple de la Junte centrale, les voitures de luxe, « bien qu'elles eussent toutes disparu. »

(1) Parmi ces lois, on doit citer surtout celle portant suppression de l'inquisition, loi très-inopportune, qui faillit, au dernier moment, jeter le clergé et le bas peuple dans les bras de la France.

(2) TORENO, t. V, p. 151.

(3) Les *partidas* étaient formés en grande partie de campagnards dévoués au clergé et à la noblesse.

L'armée régulière, placée sous le commandement de généraux soumis aux juntes, traitaient ces corps en ennemis politiques et en rivaux.

qui non-seulement n'avait aucune expérience des choses de la guerre, mais se trouvait encore soumis aux caprices d'une nation dont les mœurs et les institutions répugnent à la carrière des armes (1). « Cette nation, dit un des historiens les plus estimés de la Grande-Bretagne (2), offre un étrange assemblage de qualités chevaleresques et mercantiles : justement orgueilleuse de sa gloire historique et déraisonnablement jalouse de ses dépenses militaires, avide outre mesure de célébrité guerrière, et cependant impatiente de préparer une paix ruineuse, laissant ses établissements sans ressources quand le danger est passé, et redoutant, plus qu'aucune autre, la défaite quand le danger est présent ; rêvant de Crécy et d'Azincourt en temps de guerre, et ne songeant en temps de paix qu'à faire des réductions économiques. »

Non-seulement Wellington avait à pourvoir aux besoins de son armée, il devait encore régénérer en quelque sorte la na-

---

(1) « De tous les peuples civilisés, dit un auteur anglais (Francis Head), il n'en est pas un qui ait moins d'idées et de connaissances militaires que les Anglais. Élevés dans la ferme croyance qu'une armée permanente est inconstitutionnelle, ils sont jaloux de ce qui en a seulement l'apparence. Cet éloignement, cette aversion pour tout ce qui se rattache à la vie militaire est plus forte encore, s'il est possible, parmi les classes ouvrières, qui considèrent les habits rouges comme autant d'ennemis naturels de leurs libertés, et qui aiment mieux en général se laisser emprisonner comme indigents dans un *workhouse* que d'endosser l'uniforme et de manger la ration du soldat. Aussi l'armée se compose-t-elle du rebut de la société. »

Le colonel Napier exprime la même opinion : « Le peuple anglais, dit-il, est belliqueux sans être militaire, et sous le *prétexte* de maintenir une liberté qu'il ne possède pas, il s'oppose en temps de paix à tout établissement utile ayant rapport à la guerre. Jugeant sur les bancs de l'école la discipline et la valeur des Romains, et ne faisant aucune attention à leurs institutions, l'Anglais, à l'instar de l'antique république, veut la liberté au dedans, la conquête au dehors, mais il recule devant l'idée de perfectionner son système militaire, comme chose incompatible avec une constitution que cependant il laisse violer par chaque ministre. » (T. VIII, p. 206.)

Wellington ne juge pas sous ce rapport son pays avec moins de sévérité : « L'armée, dit-il, est étrangère en Angleterre, inconnue dans l'ancienne constitution du pays. Elle ne doit ou n'est supposée servir qu'à la défense de ses possessions étrangères. Elle est dédaignée par les habitants, surtout par les hautes classes, dont quelques-unes ne permettent jamais qu'un membre de leur famille prenne service. Le bas peuple même fera tous ses efforts pour trouver les moyens d'acheter le congé d'un parent qui s'est enrôlé, et cela malgré les avantages de la paie, etc., dont jouit le soldat comparativement au salaire d'un simple ouvrier. » *Memorandum* du 22 avril 1829, sur la discipline de l'armée. Voir encore ALISON, t. VIII, p. 151, et la *lettre* écrite par *Wellington à J. Villiers*, le 30 mai 1809.

(2) ALISON.

tion portugaise, la faire sortir de son caractère et de ses habitudes, l'exciter et l'encourager, sans avoir ni le droit de punir ni celui de récompenser; — lutter contre des abus anciens et respectés, contre le désordre de l'administration civile et contre de vieilles institutions protégées par de nombreuses intrigues et de hautes influences sociales ; — il devait enfin, sans faire appel aux idées révolutionnaires, combattre l'aristocratie, fortement attachée à ses prérogatives, et soutenir le peuple, seul élément vivace et patriotique de la nation,

Jamais peut-être commandant d'armée ne se trouva dans une situation plus difficile et plus complexe.

Livré à lui-même, sans conseils, et presque sans appui, avec des caisses la plupart du temps vides, et des généraux de second ordre, il devait songer et pourvoir à tout. Sa responsabilité était immense, et ses moyens d'action circonscrits par une foule d'obligations difficiles : obligation de respecter les institutions et les lois de la Péninsule, ainsi que l'autorité de ses magistrats; —obligation de ne rien prendre aux habitants sans leur en payer exactement la valeur; — obligation de suivre pour la discipline de l'armée anglaise des règlements défectueux, moins faits pour le temps de guerre que pour le temps de paix; — obligation de rendre compte de tout au gouvernement et d'obtenir son approbation pour les mesures que, dans toute autre armée, le commandant en chef décide sous sa responsabilité personnelle; — obligation enfin de conformer ses actes aux vœux de la nation anglaise, aux exigences et parfois même aux caprices du Parlement.

Pour parer à l'insuffisance du recrutement, Wellington créa dans le Portugal une armée nationale qui lui donna dans la suite 30,000 hommes de troupes excellentes (1); —

(1) Dès 1809, 20,000 Portugais, commandés par des officiers anglais, furent pris à la solde de l'Angleterre. ALISON, t. VII, p. 327.

pour suppléer au manque d'argent, il fit le commerce des grains sur une vaste échelle et s'engagea, à ses risques et périls, dans des spéculations hasardées sur les fonds publics; — pour faire face à la dépréciation du papier anglais (1) et se soustraire aux manœuvres des agioteurs, il institua des banques, émit des billets, frappa des pièces d'or (2), et déploya en un mot toutes les ressources d'un véritable génie financier. Lui-même disait un jour, faisant allusion à ces difficultés, « qu'en se représentant les efforts qu'il avait faits dans la Péninsule, il lui semblait que la nature l'avait plutôt formé pour être chancelier de l'échiquier que ministre de la guerre ou commandant d'armée (3). » Sa longue expérience des intrigues de l'Inde l'avait rendu particulièrement propre à lutter contre la politique rusée et versatile des peuples de la Péninsule, et sa participation active au gouvernement du Mysore avait développé, à un haut degré, ses heureuses dispositions pour les affaires politiques et l'administration civile. Un général dépourvu de ces qualités aurait probablement échoué en Espagne, quelque grands d'ailleurs qu'eussent été ses talents militaires. On ne saurait trop le répéter : une condition essentielle de succès pour Wellington fut de se maintenir au milieu de trois gouvernements, dont les intérêts furent presque toujours opposés, et de conduire les opérations militaires sans froisser ni le Parlement dont il relevait, ni les régences d'Espagne et de Portugal, dont le concours lui était si nécessaire,

---

(1) La situation du crédit anglais était si variable, que le papier baissa tout d'un coup de 20 p. c. en 1812. On comprend que ces promptes variations devaient donner de grands embarras à un général obligé de pourvoir à la subsistance de ses troupes au moyen des ressources du trésor.

(2) En 1814, il frappa des pièces d'or à l'effigie de Napoléon pour éviter la dépréciation des pièces anglaises et faciliter les transactions.

(3) Déjà le marquis Wellesley avait remarqué dans l'Inde la grande aptitude de son frère pour les finances. (Voir ses *dépêches*.) On a retrouvé, par hasard, dans les archives du trésor de Seringapatam, un document rédigé par le colonel Wellesley, à une époque de crise financière produite par l'avilissement prolongé des valeurs monnayées, et dans lequel ce jeune officier prédit nettement ce qui est arrivé. *Times : Memoirs*, etc., p. 123.

ni les armées indigènes avec lesquelles il devait opérer, ni même les prétendants éventuels aux trônes laissés vacants, et dont l'influence quoique fâcheuse devait être ménagée.

Bonaparte qui, avec des qualités infiniment supérieures à celles du général anglais, avait un tempérament irascible, un caractère brusque, un orgueil immense, eût moins bien réussi peut-être s'il se fût trouvé dans la même situation. Autre chose, en effet, est de commander aux armées d'une nation militaire, sur laquelle on exerce un pouvoir absolu, sans contrôle, et autre chose est de conduire l'armée d'un peuple ombrageux et libre, dont l'éloignement pour la carrière des armes est tel qu'en tout temps il doit enrôler des mercenaires, et quelquefois même (comme il arriva sur la fin de la guerre d'Espagne) vider ses prisons pour trouver un nombre suffisant de recrues (1).

Il résulte de ce qui précède, que le rôle de Wellington, dans la Péninsule, fut celui d'un général administrateur, financier et diplomate. En Portugal notamment, il eut à s'occuper de toutes les questions qui se rattachent directement ou indirectement à la vie d'un peuple : industrie, finances, commerce, agriculture, etc. Sa correspondance fournit à cet égard les renseignements les plus curieux. Elle renferme entre autres plusieurs mémoires ayant pour but de démontrer au prince régent la nécessité de réformer les branches de l'administration, viciées par des abus que les fi-

---

(1) Nous sommes entré dans ces détails, parce que l'opinion générale en France est que Wellington n'éprouva jamais aucune difficulté dans le commandement et dans l'administration des troupes. Le maréchal Marmont, en plusieurs endroits de ses mémoires, prétend que le duc avait 6,000 mulets de transport pour ses vivres, et que ses chevaux étaient nourris avec du foin venant de l'Angleterre. C'est prendre l'exception pour la règle.

Non moins inexacte est l'appréciation suivante du même écrivain, destinée à rendre compte des succès de Wellington et des revers successifs de l'armée française : « Le « général anglais, commandant seul sur la frontière, libre de ses mouvements, disposait « sans contestation, suivant ses calculs et ses combinaisons, des moyens puissants qui lui « étaient confiés par son gouvernement : la régence portugaise, présidée par un de ses com- « patriotes, était à ses ordres ; les ressources en hommes et en argent du Portugal étaient « à sa disposition... » *Mémoires*, t. IV, p. 37.

dalgos voulaient perpétuer au détriment des classes inférieures. Tantôt Wellington signalait au prince l'injuste répartition des impôts et les faveurs dont jouissaient, en matière de conscription, les nobles et jusqu'aux domestiques des nobles; tantôt il lui faisait des représentations au sujet de l'état misérable des ouvriers portugais, de l'inégale répartition des subsides de l'Angleterre, des vices de l'administration locale et du mauvais vouloir de ses agents; tantôt encore il lui indiquait le moyen de faire revivre l'agriculture dans les districts dévastés par la guerre.

Ce fut une des qualités prééminentes de cet homme illustre de pouvoir s'occuper d'une foule de questions accessoires sans négliger les intérêts du commandement, et d'y apporter même son attention dans des circonstances où on devait le croire sous l'empire d'autres préoccupations. Ainsi, le 24 juin 1812, en présence de Marmont et après un engagement sérieux, que ses habiles dispositions avaient fait tourner à l'avantage des alliés, il écrivit, le soir dans sa tente, un mémoire détaillé sur l'établissement d'une banque en Portugal : « traitant ce sujet ainsi que d'autres projets financiers dans « tous leurs détails, et de main de maître (1). »

Dans les diverses réformes proposées par Wellington, on reconnaît un double but : arriver le plus tôt possible à l'af-

(1) Napier, t. IX, p. 164.

Nous devons faire observer toutefois que Wellington trouva dans lord Charles Stuart, envoyé de la Grande-Bretagne, un collaborateur intelligent et dévoué. Quant aux hommes d'État portugais, il n'en reçut pour ainsi dire aucune assistance. Les uns étaient hostiles, et les autres, à l'exception de Redondo, de Noguera et de Forjas, très-peu capables.

franchissement de la Péninsule, et rendre plus tolérable la situation matérielle des classes pauvres.

Le duc fut assez heureux pour faire adopter quelques-unes de ces réformes, malgré l'opposition des *fidalgos* et la résistance prolongée de la cour de Rio-Janéiro.

Il est assurément curieux de voir le représentant de l'aristocratie anglaise se faire en Portugal réformateur populaire : « Si le gouvernement de Lisbonne, écrivait-il le 11 mai 1810 « à Charles Stuart, veut que les classes inférieures renoncent « à leurs intérêts privés et à leurs occupations pour le ser- « vice public, s'il est prêt à les punir pour la moindre infrac- « tion, il doit commencer par agir sur les classes supé- « rieures. Ce sont celles-là surtout qu'il faut obliger à rem- « plir leurs devoirs, et il n'y a pas de nom si illustre, il n'y « a pas de protection si forte qui puissent sauver du châti- « ment quiconque ne fait pas ce qu'il doit pour le salut de la « patrie. »

Nous rappelons avec intention cette lettre, parce qu'on a dit mainte fois que le duc de Wellington n'avait jamais soutenu aucune idée généreuse ou populaire. De là même est venue cette qualification d'*iron duke* ou *duc de fer* sous lequel on le désignait en Angleterre. Cependant rien ne justifie moins cette épithète que la vie de Wellington, si remplie de traits de générosité, tout entière consacrée à la défense des intérêts nationaux, par leur nature même si populaires. Aux déclamations des hommes de parti, nous opposerons des faits irréfragables : la lutte incessante du duc pour l'affranchissement de la Péninsule ; — l'énergie qu'il déploya à défendre les intérêts du bas peuple en Portugal ; — l'opposition qu'il fit au gouvernement anglais pour l'empêcher de ruiner l'Espagne par l'émancipation des colonies ; — sa glorieuse initiative auprès de la régence de Madrid pour obtenir, à la fin de la guerre, l'amnistie de tous les citoyens qui gémissaient dans l'exil ; — sa conduite éclairée, généreuse envers la nation

française ; — son refus de seconder les tentatives prématurées du duc d'Angoulême (1) ; — sa puissante intervention pour garantir les monuments de Paris contre la fureur des Prussiens ; — ses efforts intelligents pour engager les souverains alliés à ne pas imposer aux vaincus de trop dures conditions ; — enfin l'appui de son nom et de sa popularité donné au gouvernement anglais pour arracher à son propre parti la réforme des lois sur les céréales et la grande mesure de l'émancipation catholique.....

Nous défions qu'on cite un membre du parti libéral, en Angleterre, ayant rendu plus de services à la cause de la liberté et du progrès.

Sans doute Wellington n'a pas été le soutien quand même de toutes les idées neuves. Par ses opinions sur l'influence de la propriété et sur le rôle des traditions dans le gouvernement des peuples, par ses habitudes, ses relations de famille et d'amitié, il appartenait à ce grand parti conservateur, si décrié et néanmoins si puissant encore en Angleterre, qui n'accepte les réformes que comme des remèdes extrêmes. Cependant il ne craignit pas de se séparer de ce parti, dans l'intérêt des classes inférieures, toutes les fois qu'il put le faire sans toucher au fondement de ses croyances politiques. Le duc n'était pas homme à épouser les querelles, les préventions, les haines des chefs de parti, et moins encore, à se faire l'instrument docile de leur ambition (2). Avant d'être tory il était Anglais, et avant d'être Anglais il était homme. On sait que les ultra-conservateurs de la Grande-Bretagne haïssaient dans Napoléon le chef armé et le représentant de la démocratie euro-

---

(1) Voir sa *lettre* du 29 mars 1814, *au duc d'Angoulême*, et celle du 11 avril de la même année, *au comte Bathurst*.

(2) Le 17 septembre 1808, Wellington écrivait à John Moore : « Quoique j'aie occupé un « haut emploi du gouvernement, je ne suis pas un homme de parti ; » et le 7 avril 1810, à l'amiral Berckeley : « On pourrait faire beaucoup à présent, s'il y avait moins d'esprit de « parti en Angleterre et plus d'esprit public. »

péenne. Aussi leur désappointement fut extrême quand, vers la fin de la guerre d'Espagne, ils virent les démocrates gagner de l'influence dans les Cortès et se montrer favorables à une transaction avec le roi Joseph. Wellington tout le premier déplora ce fait; et nonobstant il ne fit rien pour s'y opposer, crainte d'exciter la guerre civile. Il donna, au contraire, au gouvernement le conseil « de se tenir en dehors des « luttes intérieures et de se borner à soutenir la guerre en- « gagée contre les Français (1). » « Sa haute sagesse, dit Napier, empêcha seule les tories d'apporter à cette époque dans le gouvernement intérieur de l'Espagne, leur dangereuse intervention, qui n'aurait pas manqué de donner lieu à une rupture ouverte (2). »

Ce fut encore Wellington qui, en **1814**, s'opposa de toutes ses forces à ce qu'on fit violence aux sentiments du peuple français en le forçant à se prononcer contre Napoléon, avec qui les négociations n'étaient pas encore rompues. « Ne pres- « sez pas le peuple de se déclarer, écrivit-il à lord Bathurst (3), « et laissez-lui, comme au plus intéressé, le choix du temps « et du mode suivant lesquels il doit agir pour atteindre « son but. »

Loin de pousser à la réaction, comme on l'a dit, Wellington prêcha constamment la tolérance. Il déplora l'aveuglement des conseillers de Louis XVIII (4), et il blâma ce prince d'appeler dans son conseil les membres de sa famille, de former un ministère sans unité et non responsable, de créer une maison militaire choisie ailleurs que dans l'armée, et de s'entourer de personnes qui n'avaient pas un véritable intérêt au maintien de la Charte (5).

(1) Voir sa *lettre* du 5 septembre 1813, *au comte Bathurst*.
(2) T. XII, p. 95.
(3) 11 avril 1814.
(4) Dans sa *lettre* du 6 juillet 1815, *au duc d'Orléans*, il attribuait la chute de Louis XVIII « aux *trivial faults or rather follies of his civil administration*. »
(5) THIBAUDEAU, t. X, p. 457.

Après Waterloo, ce fut encore lui qui donna au roi de France les premiers conseils empreints de libéralisme et de modération : « Que Votre Majesté, écrivit-il, se fasse précéder « par quelque document ou acte qui annonce des intentions « d'oubli et de pardon ; qu'elle promette de marcher dans « la voie de la Charte... »

Les vues éclairées de Wellington étaient à cette époque si bien appréciées en France, que des patriotes s'adressèrent à lui pour obtenir des garanties, comme en 1814, ils s'étaient adressés à Alexandre pour obtenir la Charte. Fouché aima mieux traiter avec lui qu'avec Louis XVIII. Il lui écrivait le 27 juin : « C'est par vous surtout que les Français sont con- « nus et appréciés. Vous voterez pour leurs *droits* au milieu « des puissances de l'Europe. » Le duc répondit si bien à cette attente, que le premier acte des souverains alliés fut de déclarer « que la capitulation de Paris ne les liait point, étant l'œuvre personnelle de Wellington et de Blücher, » déclaration qui motiva la restitution des objets d'art, suivie bientôt après de la retraite du ministère semi-libéral de Talleyrand, formé sous les auspices du général anglais (1).

La correspondance de Wellington prouve qu'il fut contraire aux rigueurs déployées par Ferdinand contre les libéraux des Cortès, et qu'il insista pour que le roi octroyât à son peuple une constitution en harmonie avec les idées et les besoins de l'époque (2).

Enfin, comme témoignage de son libéralisme et de ses sentiments d'humanité, nous citerons encore l'aversion du

---

(1) Wellington avait fait nommer Fouché ministre de la police, parce qu'il le savait opposé aux mesures reactionnaires que les émigrés méditaient contre les patriotes et les Bonapartistes.

(2) Voir les *lettres de Wellington*, du 25 mai 1814, *à Charles Stuart ;* du 31, *au général Freyre*, et du 4 août, *au duc de San-Carlos*.

duc pour la traite des nègres, qu'il appelait un *odieux trafic* (1).

Cependant, quoique ami sincère du peuple, Wellington (et c'est peut-être là ce qui l'a fait passer pour un homme peu libéral) était inaccessible aux trompeuses illusions de la démocratie pure. Il avait vu de trop près les intrigues, les désordres et les secrètes ambitions de ce parti; il avait trop souffert des suites de son incapacité politique et de son ombrageuse susceptibilité; trop bien constaté l'impuissance de l'assemblée populaire des Cortès et de la démocratique constitution espagnole pour n'être pas l'ennemi déclaré d'une opinion qui, se trouvant en possession du gouvernement, et jouissant d'une entière liberté d'action, avait néanmoins fait plus de mal que de bien à la cause nationale : « Je ne puis « penser, disait-il, que l'Espagne soit une alliée utile à l'An- « gleterre, ni même simplement l'alliée de l'Angleterre, tant « que le système républicain subsistera. »

Vers la fin de 1813, les choses allèrent même si loin que, pour éviter une rupture ouverte du gouvernement avec le clergé et les populations rurales, Wellington hésita un moment sur le point de savoir s'il ne devrait pas soutenir les généraux espagnols qui désiraient le renversement des Cortès (2). C'est parce que les Espagnols lui avaient donné tant de raisons d'abhorrer l'anarchie, conséquence infaillible des

(1) Dans sa *lettre* du 4 août 1814, *à Don Carlos*, il se prononçait contre ce trafic « *dont toute l'Europe*, disait-il, *commence à avoir horreur*. »

(2) « Je vous prie de me faire connaître, écrivait-il à Bathurst, si dans le cas où je trouve- « rais le moyen d'abattre la démocratie, je pourrais compter sur l'approbation et l'appui du « gouvernement... »

A l'époque où Wellington écrivait cette lettre, il était fermement convaincu de l'impuissance des Cortès à faire le bien, et du danger que courait l'Espagne de retomber sous le joug de la France. Dans l'espoir de conjurer ce malheur, il écrivit, le 29 janvier 1813, à l'un des membres les plus influents et les plus sensés des Cortès, pour lui exposer ses vues sur les moyens propres à doter l'Espagne des bénéfices d'une sage liberté. Cette lettre, par laquelle le duc proposa de modifier la Constitution dans le sens des idées anglaises, témoigne de ses bons sentiments, et prouve qu'il n'a jamais songé à établir dans la Péninsule un gouvernement despotique.

réformes anticipées, qu'il se montra si sévère dans son propre pays pour les agitateurs de l'Irlande et pour ceux qui essayèrent d'obtenir par voie d'émeute la réforme parlementaire.

Les whigs ont blâmé cette rigueur excessive, et les tories, au contraire, lui ont fait un reproche d'avoir donné trop de gages aux libéraux, en appuyant le bill de l'émancipation et le retrait des *corn-laws*. Au point de vue de ceux qui mettent leur honneur à servir aveuglément un parti, qui rejettent comme indigne toute concession faite aux circonstances ou aux nécessités gouvernementales, qui se montrent tellement soucieux de leur individualité, qu'ils laisseraient périr l'État pour sauver ce qu'ils appellent leurs principes et leur dignité; au point de vue de ces hommes absolus, Wellington devait être en effet un médiocre politique. Mais sa vaste intelligence et son noble caractère lui firent dédaigner toute opposition inspirée par d'autres sentiments que celui du bien public et de l'honneur national. Il n'eut, du reste, jamais aucun souci de cette popularité de mauvais aloi, qui s'obtient en flattant les masses ou en les berçant de vaines illusions. Le bien-être réel du peuple, en dehors de toute préoccupation politique, le repos intérieur de la Grande-Bretagne et les nécessités du gouvernement étaient les seuls intérêts dont il se préoccupât sérieusement et toujours. Il avait en un mot trop d'esprit national pour être accessible à l'esprit de parti; c'est pourquoi il n'éprouva jamais aucun embarras, aucune honte, à passer d'un camp dans l'autre, et à siéger dans les conseils de la couronne avec des hommes de toutes les opinions. Au surplus, ces changements de drapeau, qui laissent toujours un peu d'ombre sur les caractères, et qu'en thèse générale on a raison de condamner, sont plus fréquents en Angleterre que dans d'autres pays constitutionnels. William Pitt, Canning, Castlereagh, Wellington, sir Robert Peel, lord Aberdeen, John Russel et lord Palmerston, en offrent de frappants exemples. Chose digne de remarque,

non-seulement tous ces hommes d'État ont rendu d'éminents services à leur pays, mais les grandes réformes et les mesures les plus importantes pour la Grande-Bretagne ont été soutenues par des ministères *mixtes*, composés d'hommes de talent qui, au prix de mutuelles et patriotiques concessions, s'étaient imposé la tâche de gouverner entre les partis extrêmes, et malgré ces partis.

Les principes, aux yeux de Wellington, avaient peu de valeur; il ne considérait que les résultats.

En Portugal, l'intérêt commun exigeait qu'il soutînt le peuple contre les prétentions de la régence et des *fidalgos*, parce que le peuple était seul énergique et dévoué; en Espagne, au contraire, il fut amené à soutenir le parti du clergé et des nobles contre le tiers-état, parce que l'alliance de ce parti pouvait seul offrir des garanties à l'Angleterre, après que la France eut pris à l'égard des Espagnols une attitude libérale (1).

Le même désintéressement et le même désir de voir triompher la bonne cause l'engagèrent en 1813 à défendre la régence espagnole (où cependant il n'avait que des ennemis), parce qu'elle repoussait le traité de Valençay, qui menaçait l'Angleterre et l'Espagne des plus graves complications. Bien que Wellington détestât les Cortès pour le moins autant que la régence, il fit de louables efforts, quand la guerre fut terminée, pour engager les généraux espagnols à soutenir cette assemblée dans sa résistance contre les prétentions de Ferdi-

(1) Dès l'origine de la guerre, en effet, les démocrates avaient manifesté les sentiments les plus hostiles pour les Anglais. En 1812, on disait ouvertement à Cadix, que le joug des Français était préférable à la protection de la Grande-Bretagne. Malgré cette hostilité flagrante, Wellington ne prit aucune part à la politique intérieure de l'Espagne. Il donna même plusieurs fois à son gouvernement le conseil de garder une stricte neutralité, témoin l'extrait suivant d'une *lettre* adressée par lui *à Bathurst*, le 5 septembre 1813 : « Je conseille au « gouvernement de se défier de la démocratie et de ne se mêler de rien tant que ce gouver- « nement subsistera dans le pays, excepté de la continuation de la guerre et de l'expulsion « des Français. »

nand VII (1). Ce même bon sens pratique le rendit hostile à la constitution espagnole, qui entravait l'action du gouvernement et de l'autorité militaire; — aux Cortès qui, suivant l'exemple de toutes les assemblées populaires, cherchaient à réunir dans leurs mains inhabiles tous les pouvoirs de l'État (2), — et à la régence, qui opposait à chaque mesure utile proposée par le général en chef des fins de non-recevoir, basées tantôt sur des scrupules de légalité, tantôt sur l'inadmissible considération de l'amour-propre national. Wellington avait cent fois raison, lorsqu'il écrivit au ministre de la guerre espagnol : « Quand l'ennemi est dans le pays, il faut « faire tout ce qui tend le plus directement à l'en expulser, « quels que soient les principes constitutionnels qui peuvent « être violés par ces mesures (3). »

Cette manière d'agir et de raisonner prouve que le duc ne regardait pas le pouvoir comme un moyen de faire triompher ses idées ou ses principes. Il avait une plus haute et plus patriotique idée de la mission de l'homme d'État, idée que Robert Peel exprima si bien dans une occasion solennelle: « Mon dédommagement pour les sacrifices que le pou- « voir m'impose, dit-il, c'est l'espoir de cette honorable re- « nommée qu'on n'acquiert qu'en suivant fermement la route « qui, selon notre jugement, toujours faillible, conduit au « bonheur du pays (4). »

Wellington, accusé d'apostasie par les chefs du parti conservateur, aurait pu en toute vérité s'appliquer les belles

(1) On sait que l'armée du général Elio se prononça ouvertement contre l'assemblée des Cortès, et que celle d'Eguia, sur l'ordre du roi, coopéra à l'arrestation de deux membres de la régence et de plusieurs députés. La troisième armée était disposée à suivre le même exemple, mais comme elle agissait alors de concert avec Wellington, celui-ci usa de son influence et de son autorité pour la maintenir dans le devoir. Ce fait est attesté par le comte Toréno, t. V, p. 491.

(2) Voir la *lettre* de Wellington du 4 novembre 1810, *à Henri Wellesley*.

(3) 4 décembre 1812.

(4) Discours prononcé en 1842, à propos de la question des céréales.

paroles de Cicéron : « Ce que j'ai appris, ce que j'ai vu, ce que j'ai lu dans les écrits célèbres, ce que m'ont enseigné les hommes les plus sages comme les plus illustres, et de cette république et des autres cités, c'est qu'il ne convient pas que les mêmes personnes soutiennent constamment les mêmes avis, mais bien les avis que commandent l'état des affaires, la disposition des temps et l'intérêt de la paix publique (1). »

Au nombre des institutions libérales, il en était une pour laquelle le duc avait peu de sympathie, bien qu'il la trouvât utile (2) : c'est la liberté de la presse. Il faut convenir qu'il était payé pour ne pas aimer beaucoup cette liberté. La presse en effet donna le signal de l'opposition scandaleuse que provoqua en Angleterre l'arrangement de Cintra ; elle demanda et obtint le rappel des généraux vainqueurs, mesure qui probablement eût brisé la carrière de Wellington, n'eussent été l'influence de sa famille et le prestige de ses victoires antérieures. Ce furent encore les appréciations inexactes et perfides des journaux de Londres sur la retraite de John Moore, sur la campagne de 1809, et sur l'insuccès de l'attaque de Burgos qui, changeant en hostilité violente l'enthousiasme du peuple anglais, faillirent provoquer le rappel de l'armée péninsulaire. D'autre part les gazettes de Lisbonne, de Cadix et de Madrid s'appliquèrent à dénaturer avec une rage inouie tous les actes de Wellington, dans le but de le rendre suspect aux

---

(1) *Pro C. Plancio.*

(2) « La liberté de la presse est sans contredit une bonne chose, et il est assez difficile sans « doute de fixer les limites où elle doit s'arrêter. » *Wellington à H. Wellesley*, 11 novembre 1810.

Dans une lettre adressée vers la fin de 1813 au comte de l'Abisbal (O'Donnel), Wellington avoue qu'il fut hostile à la constitution espagnole, parce qu'elle admettait la liberté de la presse, et qu'elle n'accordait pas à la propriété l'influence qu'elle doit naturellement exercer.

Cortès, à la régence et au peuple. Elles n'épargnèrent pas même les généraux espagnols, d'autant plus malheureux de ces attaques, qu'ils n'avaient d'autre autorité que celle résultant de l'opinion publique et de la confiance des troupes.

La presse nationale était en grande partie livrée à des hommes turbulents, qui semaient partout, à leur insu peut-être, des germes de faiblesse et d'anarchie. Son insolence augmenta avec l'éloignement du danger. En 1813, elle ne garda plus aucune mesure. Wellington et ses braves officiers, les véritables sauveurs du pays, furent qualifiés de pillards et d'assassins. On alla même jusqu'à prêter au général en chef le projet de se faire roi d'Espagne.

Ces calomnies et ces injures toutefois firent moins de tort à Wellington que l'indiscrétion ordinaire des journaux anglais, habitués à publier dans leurs colonnes tous les renseignements qu'ils pouvaient se procurer sur l'état et la situation de l'armée alliée. Les officiers et le ministère anglais se rendirent eux-mêmes complices de cet abus, en livrant à la publicité des détails que les généraux français eussent vainement cherché à obtenir, et dont ils faisaient un continuel usage. « Je connais des articles de journaux, écrivait Wellington en « 1813, qui ont servi à établir des plans d'opérations. »

Toutes les démarches du duc pour mettre un terme à ces coupables indiscrétions demeurèrent infructueuses. Cependant, il ne s'était pas fait faute de prévenir le ministère à temps :

« Je prie Votre Seigneurie, écrivait-il à lord Liverpool, « en 1809 (1), de me permettre d'appeler son attention sur « les articles publiés fréquemment dans les journaux anglais, « et qui décrivent la position, le nombre, les desseins et les

(1) Le 21 novembre.

« moyens d'exécution des armées en Espagne et en Por-
« tugal.....

« Plusieurs fois, les journaux anglais ont annoncé exac-
« tement, non-seulement quels étaient les régiments placés
« en tel ou tel endroit, mais encore le nombre d'hommes
« valides dont chaque régiment se composait; et ces rensei-
« gnements arrivaient à la connaissance de l'ennemi, en
« même temps qu'à la mienne, dans un moment où il était
« très-important qu'il ne sût rien (1). »

Il n'est pas étonnant qu'un général à qui la presse avait fait tant de mal, lui gardât quelque rancune et fît éclater de temps en temps sa mauvaise humeur en apostrophes violentes contre les journalistes.

Les auteurs qui ont blâmé la tendance de Wellington à juger, sans distinction de parti, les idées et les institutions d'après les résultats qu'elles produisaient, et qui ont pris pour de la faiblesse et de la versatilité ce qui était en réalité une preuve de force morale et de bon sens pratique, ne se sont pas fait faute de contester les titres du duc comme homme d'État.

Si l'on entend par capacité politique l'habitude des joûtes parlementaires, le secret d'affermir ou d'ébranler, par de subtiles manœuvres, la situation d'un ministère; l'art de préparer le terrain où doivent s'asseoir tour à tour les ambitions individuelles; le talent d'attacher à sa fortune des influences naissantes, de conserver d'anciens appuis et d'en préparer de nouveaux; ce genre d'habileté enfin qui consiste à savoir diriger ou combattre les mille intrigues et les passions de tout genre qui entretiennent la vie dans les États constitutionnels;

(1) Pour de plus grands détails voir les *annexes*.

— si l'art de gouverner comprend toutes ces choses, Wellington était un homme d'État médiocre.

Mais si l'on doit accorder ce titre uniquement à celui qui conçoit, tente et mène à bonne fin des entreprises grandes, nobles, courageuses; à celui qui sait vaincre les difficultés imprévues, débrouiller les situations complexes, se créer des ressources alors que tout semble faire défaut, et garder son sang-froid et sa sérénité au milieu des passions en délire; à celui qui découvre le bon chemin quand tous les autres s'égarent, tient tête à l'intrigue, déjoue les projets coupables et méprise les vaines satisfactions de l'amour-propre dans la poursuite d'un but utile; à celui enfin qui prépare sagement ses projets et les exécute avec autant d'énergie qu'il a mis de prudence à les concevoir, de précaution à les élaborer; — si c'est là ce qui distingue la science politique, Wellington fut certainement un homme d'État illustre! Ce qu'il a fait dans la Péninsule pour soutenir la guerre et en préparer le succès, malgré les entraves que lui opposèrent les populations et les gouvernements indigènes, la nature du pays, et surtout les vues opposées des cabinets de Londres, de Madrid, de Lisbonne et de Rio-Janéiro,—ni Canning, ni Castlereagh, ni Perceval, ni Liverpool, ni Robert Peel ne l'auraient fait aussi bien que lui, et cependant on n'a jamais contesté à aucun de ces ministres le titre d'homme d'État.

Au reste, les preuves matérielles de perspicacité et d'intelligence politique abondent dans la carrière de Wellington.

On connaît les idées de ce général sur le gouvernement des Indes et sur l'avenir des possessions françaises en Égypte (1). L'expérience a pleinement confirmé ces idées, ainsi que les prédictions faites par sir Arthur dans un *mé-*

(1) Voir entre autres une note très-remarquable adressée de Bombay, 9 avril 1801, au général Baird, désigné primitivement pour commander l'expédition d'Égypte.



moire (récemment découvert) *sur l'état financier du Mysore.*

Les réformes que Wellington introduisit dans l'administration de Seringapatam ont été louées par des hommes compétents. On en peut dire autant des modifications qu'il apporta à l'administration civile du Portugal. Au nombre de ces dernières, nous citerons l'institution d'une caisse militaire,—un nouveau système de douanes,—un meilleur mode de perception de l'impôt et quelques réformes importantes dans le service de l'arsenal et de la marine, ainsi que dans le payement de la dette nationale. Le duc avait sur toutes ces questions les idées les plus justes et les plus neuves; mais son influence ne fut pas toujours assez grande pour les faire prévaloir. On doit admirer la netteté de vues avec laquelle il réfuta sous sa tente, en présence de l'ennemi, le projet de contracter un emprunt anglais et d'établir dans la Péninsule une banque semblable à celle de la Grande-Bretagne, — la proposition de vendre les biens de la couronne et du clergé espagnol, enfin l'idée de faire vivre l'armée anglaise au moyen d'un système de réquisitions semblable à celui que les Français ont adopté depuis 1789.

Mais ce qui est au-dessus de tout éloge, c'est le tact exquis et l'habileté consommée avec lesquels il parvint à rendre possible dans le midi de la France une manifestation légitimiste (1), et la ligne de conduite intelligente qu'il suivit en 1815, lorsqu'il s'agit de restaurer une seconde fois les Bourbons, malgré les Chambres, l'armée, le peuple, qui ne cessaient de crier *pas de Bourbons* (2)*!* et en quelque sorte mal-

---

(1) Wellington écrivait le 21 novembre 1813 à Bathurst : « Je ne vois pas que l'on montre « beaucoup de penchant pour la maison de Bourbon. » C'est donc bien lui qui par son influence, prépara le terrain au duc d'Angoulême et fit réussir la première restauration. M. de Châteaubriant a dit avec raison : « C'est sous l'étendard de Wellington que le premier cri de vive le roi a réveillé notre malheureuse patrie. » — *Lettre au journal de Paris*, 1815, citée par Le Mayeur, p. 43.

(2) « La seconde restauration des Bourbons fut l'œuvre de l'étranger, et particulièrement du duc de Wellington. » Capefigue, t. II, p. 483.

gré les souverains alliés eux-mêmes, qui conservaient des doutes sur la possibilité, ou du moins l'opportunité du rétablissement de Louis XVIII (1).

Comme témoignage de la perspicacité politique de Wellington, on peut encore citer ses opinions sur l'état de la Péninsule à différentes époques de la guerre, sur l'esprit et les ressources de la France avant et après la grande catastrophe de 1815. Ces opinions ont été confirmées par les faits, de même que les jugements portés sur les hommes avec lesquels il se trouva en relation. Sa correspondance fourmille d'aperçus que l'on croirait écrits longtemps après les événements auxquels ils s'appliquent. Ainsi, bien avant la réunion des Cortès, il écrivit à son frère (2) : « Je déclare que si « j'étais à la place de Bonaparte, je laisserais les Anglais et « les Cortès organiser l'Espagne le mieux qu'ils pourraient, « et je n'aurais pas le moindre doute qu'en peu de temps « l'Espagne ne tombât au pouvoir de la France.... Ce pays « manque réellement d'hommes capables de prendre en « mains les rênes du gouvernement.... Je préférerais aux « Cortès un Bourbon sage, si nous pouvions en trouver un « pour le faire régent. »

L'expérience ne lui donna que trop tôt raison sur ce point.

A une époque où le prestige de l'empire était encore uni-

---

(1) Dans une de ses *lettres à Dumouriez*, Wellington affirme « qu'à son arrivée à Paris, il « savait que les alliés n'étaient pas du tout déterminés en faveur du roi. » Le même aveu se trouve dans une lettre écrite au roi en faveur de Fouché. Au reste, nos lecteurs doivent se rappeler un fait assez connu et très-significatif, constaté par M. de Vitrolles en 1815 : l'éloignement extrême de l'empereur Alexandre pour les Bourbons. « Rétablir cette dy- « nastie sur le trône, dit-il, c'est ouvrir carrière à des vengeances terribles. » Cet éloignement, il l'avait déjà manifesté au Congrès de Vienne, où il lui arriva un jour de poser la question suivante, accueillie avec une surprise ou plutôt une stupeur générale : « Ne serait-il « pas dans l'intérêt de l'Europe que la couronne de France fût posée sur la tête du duc « d'Orléans? »

(2) *Lettre* du 22 septembre 1809, *au marquis Wellesley*.

Six semaines après la convocation des Cortès, Wellington écrivit à son frère Henri une lettre dans laquelle se trouvent nettement indiquées les tendances qui ont rendu cette assemblée funeste à la cause espagnole. — *Lettre* du 4 novembre 1810, *à Henry Wellesley*.

versel, Wellington émit non-seulement des doutes sur la durée de cet édifice, qui semblait devoir braver les siècles, mais il entrevit encore distinctement par où il devait périr et comment on pourrait hâter sa chute. Dès ce moment, tout en poursuivant la guerre d'Espagne, il eut soin de régler autant que possible sa conduite sur la situation générale de l'Europe. Quelque chose lui disait que la petite armée du Mondégo avait un rôle immense à jouer dans le drame sanglant qui tenait le monde en éveil, et que ce n'était pas seulement le sort de la Péninsule qui était en jeu, ni même la question de la suprématie navale de l'Angleterre, mais l'indépendance et la liberté de tous les peuples, menacés par l'ambition d'un homme. « L'Espagne, dit un auteur français (1), fut dans ce temps-là ce qu'avait été la Bretagne du temps de César : le dernier rempart. Wellington s'y adossa et s'y défendit. Son œuvre fut de laisser à l'Europe le temps de se révolter. C'était là qu'était le point malade, le talon d'Achille. Aussi les regards de l'Europe avaient fini par se porter sur ce coin où couvait la flamme, et sur cet homme peu brillant, mais opiniâtre, qu'on n'avait pas aperçu tout d'abord. L'empereur le sentait, et, des hauteurs du Septentrion, il parlait de temps en temps de fondre sur le Midi, et d'en finir par un coup de tonnerre. Cette sourde et muette protestation était pour lui une douleur incessante et irritante : le point noir qui menaçait sa destinée..... »

Le 17 mars 1810, Wellington écrivait au général Stewart : « Les intérêts du monde entier sont trop profondément en« gagés dans la lutte actuelle pour nous faire reculer d'un « pas ; » et en décembre 1811, au général Bentinck (2) : « J'ai depuis longtemps regardé comme probable que nous

(1) *John Lemoine.*
(2) *Lettre* du 24 décembre 1811.

« serions témoins d'une résistance générale de l'Europe à « l'horrible et trompeuse tyrannie de Bonaparte *(résistance « due à l'exemple de ce qui se passe en Espagne)*, et que nous « serions acteurs et conseillers dans ce drame. »

Cette même année encore, le duc écrivait au comte de Liverpool : « Je suis certain maintenant que pour peu que « nous tenions bon, nous verrons le monde affranchi... »

Le mariage de l'empereur avec Marie-Louise ne changea rien aux opinions de Wellington. La cérémonie à peine terminée, il écrivit au général Crawfurd (1) : « C'est un terrible « événement ; il rendra impossible pour le moment toute « opération importante sur le continent ; *cependant je ne « désespère pas encore de voir tôt ou tard un échec au sys- « tème de Bonaparte*. Ce qui s'est passé récemment en Hol- « lande montre que ce système est faux et tellement an- « thipatique aux vœux, aux intérêts et même à l'existence « d'une nation civilisée, que Bonaparte ne peut pas même « compter sur ses frères pour le mettre à exécution. »

Dans une lettre du 5 juillet 1811, au général Dumouriez : « Il est impossible, dit Wellington, que l'Europe puisse se « soumettre longtemps encore à la tyrannie dégoûtante (*sic*) « qui l'opprime. »

Et la même année à Charles Stuart : « Il faut que Bonaparte « nous chasse de la Péninsule, ou qu'il baisse de ton avec « l'Europe. »

En 1812 (2), Wellington jugeait le système financier et territorial de l'empire dans les termes suivants : « La guerre « est pour le gouvernement de Bonaparte une ressource de « finance... Dans les premiers temps, il n'avait point étendu « le territoire de la France au delà de ce qu'on appelait ses

---

(1) *Lettre* du 4 avril 1810.
(2) *Lettre* du 31 janvier, *à Constant de Rebecque*.

« *limites naturelles*... Il paraît qu'il n'ignorait pas les dan-
« gers auxquels sont exposés les empires trop étendus... Il
« n'était ni sûr, ni commode de piller l'Autriche, la Prusse,
« la Russie ou le Danemarck ; mais Bonaparte avait besoin
« des ressources de la Hollande, des villes hanséatiques et
« de Rome pour remplir son trésor, et c'est dans ce but qu'il
« les a confisquées..... »

« Le pouvoir de Napoléon, écrivait encore le duc (1), repose
« à l'intérieur sûr le système de corruption le plus étendu et
« le plus dispendieux qui ait jamais existé, et à l'extérieur sur
« sa puissance militaire, soutenue presque exclusivement par
« les contributions étrangères. *Si l'on pouvait renfermer Bo-*
« *naparte dans les limites de la France par un moyen quel-*
« *conque, son système succomberait. Il ne pourrait supporter*
« *la dépense de son gouvernement intérieur et de son armée,*
« *et la réduction de l'un et de l'autre lui serait fatale.* »

Ces idées, qui paraissent aujourd'hui fort simples, étaient un véritable nouveauté à l'époque où elles furent émises. Sans doute, après 1812, un grand nombre de bons esprits jugèrent l'empire fini ou du moins sa chute prochaine; mais nous ne connaissons aucun document où les causes de faiblesse et les chances de ruine de l'édifice impérial soient aussi nettement indiquées (dès 1810) que dans la correspondance de Wellington.

La lettre suivante, écrite au moment de franchir les Pyrénées, atteste que le duc avait apprécié sainement l'état des esprits en France (2) : « Le pouvoir de Napoléon n'a pour
« adhérents dans ce pays que les principaux officiers de l'ar-
« mée et les employés civils, peut-être aussi quelques-uns
« des nouveaux propriétaires. »

(1) *Lettre* du 8 août 1813, *au comte Bathurst.*
(2) *Lettre* du 21 novembre 1813, *à lord Bathurst.*

Tout aussi vraie est la peinture qu'il fit, pendant son séjour à Paris, de la société française et des dangers qui menaçaient le gouvernement de Louis XVIII : « Cette mal-« heureuse révolution et ses résultats immédiats ont ruiné le « pays de fond en comble. Tout le monde est pauvre et, ce « qui est pis, les institutions empêchent qu'aucune famille « ne devienne riche et puissante. Tous doivent donc néces-« sairement viser à remplir des emplois publics, non comme « autrefois pour l'honneur de les remplir, mais pour avoir « de quoi vivre...

« Le roi ne peut maintenir que le quart de l'armée impé-« riale; et une foule d'employés (Bonaparte pour des causes « aujourd'hui bien connues, employait une personnel consi-« dérable dans ses administrations) doivent être renvoyés... « Si vous considérez bien ce tableau, qui est la stricte vérité, « vous y verrez la cause et la nature des dangers du jour... « Ce mécontentement toutefois pourra disparaître, si l'on « adopte des mesures sages pour améliorer l'esprit public (1). »

Cette lettre, comme toutes celles que nous venons de rappeler, fait honneur au bon sens et à la clairvoyance politique de Wellington. Il n'y a pas un événement, une solution remarquable qui ne soit annoncée en quelque sorte dans ses dépêches. On peut dire qu'il prédit successivement et à des époques où les apparences étaient loin de confirmer ses prévisions : le succès final de la guerre d'Espagne (2); — l'influence que cette guerre exerça sur l'esprit des autres peuples ;—le soulèvement général de l'Europe contre Bonaparte ; — la chute de l'empire, soutenu par la corruption à l'intérieur et la force militaire à l'extérieur (3) ; — les désastres

(1) *Lettre* du 26 novembre 1814, *au général Dumouriez*.

(2) Note du 7 mars 1809, *lettre* du 25 août 1809, *à Castlereagh*, du 10 mars 1810, *à Liverpool*, et du 4 décembre 1811, *au même*.

(3) Voir ses *lettres* du 4 avril 1810, *à Liverpool*, et du 22 novembre 1813, *à Dumouriez*.

de la campagne de Russie (1) ; — le réveil de l'opinion publique en Allemagne ; — le triomphe des alliés dans la campagne de 1813 (2) ; — la défection du peuple français, attiré vers ses anciens rois par un besoin impérieux de repos et de liberté (3) ; — le retour de l'île d'Elbe, provoqué par les fautes de la restauration et le mécontentement de l'armée ; — l'insuccès des nouveaux efforts tentés par Napoléon en 1815, pour ressaisir un pouvoir appuyé désormais sur la seule force des armes (4) ; — enfin la rupture violente entre Ferdinand et le peuple espagnol, occasionnée par l'entêtement du roi et les funestes conseils de son entourage.

Wellington vit le premier l'avantage que retireraient les alliés, et en particulier la maison de Bourbon, de son séjour au midi de la France ; c'est ce qui l'engagea à rejeter si loin la proposition de servir avec son armée dans le nord de l'Europe (5).

Dès la fin de 1813, l'influence du duc était devenue si grande, que le ministère anglais avait recours à ses avis toutes les fois qu'une grave question se présentait. On en voit la preuve dans la lettre du 22 février 1814, où le duc exposa au comte Bathurst ses idées sur la défense du Canada, — dans celle du 10 janvier de la même année, où il émit l'opinion que les alliés auraient dû opérer en débouchant de Mayence au lieu de se diriger par la Suisse (6), et dans celle du 14 août

---

(1) « Si l'empereur de Russie possède des ressources, s'il est prudent et que ses Russes « veuillent seulement se battre, Bonaparte ne réussira pas. » — *Lettre* du 25 juillet 1812, *au comte Bathurst*.

(2) *Lettre* du 22 novembre 1813, *au général Dumouriez*.

(3) Voir, entre autres, sa *lettre* du 10 janvier 1814, où il dit à lord Bathurst : « Quoique je sois « bien sûr que Bonaparte n'a pas l'intention de faire la paix, malgré ses discours et ses dé- « clarations, je suis sûr aussi que le peuple français le forcera à la conclure si les alliés n'é- « prouvent pas de désastre. »

(4) Vienne, 12 mars 1815, *à Castlereagh*. — Vienne, 26 mars, *au même*. — *Memorandum* du 12 avril 1815.

(5) Voir sa *lettre* du 7 novembre 1812, *à lord Bathurst*.

(6) *Lettre à lord Bathurst*.

1813 (1), où il jeta, pour ainsi dire, les bases de l'acte final du Congrès de Vienne : « Il ne paraît y avoir ni entente ni « cause commune dans les négociations pour la paix... Ce- « pendant dans l'état politique de l'Europe, il y a quelques « principes généraux sur lesquels les intérêts de toutes les « parties doivent s'accorder : tels sont l'indépendance de l'Es- « pagne, de l'Allemagne, de l'Italie et de la Hollande ; la « restitution du Hanovre à la famille du roi ; le rétablisse- « ment de la frontière prussienne et de l'influence de la « Prusse sur la Saxe et la Hesse ; la délimitation de la mo- « narchie autrichienne et la nécessité d'augmenter l'impor- « tance de cette monarchie en Allemagne, pour balancer l'in- « fluence de la Prusse ; le rétablissement de l'indépendance « des villes hanséatiques, etc. »

Après ces témoignages multipliés de sagacité et de prévoyance politiques, on ne contestera plus sans doute à Wellington le titre d'homme d'État (2).

Le duc possédait une grande énergie morale et une confiance inébranlable dans le succès de ses entreprises. Lorsque tout semblait perdu en Espagne, que déjà il était question de rappeler l'armée, il écrivait au ministère : « Ne désespérez « pas, l'*ennemi finira par évacuer le pays* (3).... » Et dans

(1) *A lord Bathurst.*

(2) M. Thiers dit, dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire* : « Les Anglais avaient perdu Nelson et Pitt ; il leur restait à la vérité sir Arthur Wellesley, « supérieur à l'un et à l'autre. » Toutefois, l'historien français gâte un peu l'effet de cet éloge en disant, quelques pages plus loin : « Le soldat solide et lent de l'Angleterre était fait pour *l'esprit peu étendu*, mais sage « et résolu de sir A. Wellesley. » p. 221 et 689.

(3) *Lettre* du 10 mars 1810, *au comte de Liverpool.*

une autre occasion : « Je suis tout à fait certain que les « Français ne prendront pas le Portugal cet hiver, à moins « qu'ils ne reçoivent des renforts considérables; et dans ce « cas même, il est probable qu'ils ne réussiront pas (1). » Et ailleurs encore : « Dans le cours de cette guerre, qui doit « être nécessairement défensive de notre part, il n'y aura « sans doute aucun fait brillant; j'y risque, en cas d'insuc- « cès, d'être horriblement bafoué et de perdre même le peu « de réputation que j'ai acquise; mais je n'agirais pas loya- « lement envers le gouvernement, si je ne lui disais avec « franchise que, dans mon opinion, il trahirait l'honneur et « les intérêts du pays s'il ne continuait pas ses efforts dans « la Péninsule, *efforts dont je crois qu'il ne faut nullement* « *désespérer malgré la défaite d'Areyzaga* (2). »

A quelque temps de là, le duc écrivit à lord Liverpool (3) : « Je suis fort satisfait des bonnes nouvelles que vous m'avez « transmises sur l'état des affaires dans le Nord (rupture pro- « bable entre la France et la Russie). Plaise à Dieu qu'elles « soient vraies, et que nous voyions un jour la fin de cette « affreuse tyrannie! Au surplus, que ces nouvelles soient « vraies ou fausses aujourd'hui, *ma ferme conviction est* « *qu'elles seront vraies tôt ou tard;* et qu'en y mettant un « peu de persévérance, *nous verrons le monde affranchi.* »

Cette confiance dans l'avenir, qui a si puissamment contribué au succès de la guerre d'Espagne, Wellington la manifesta dès le premier jour. Dès le premier jour aussi, il vit que, pour arriver à un bon résultat, il fallait s'établir en Portugal et non à Cadix, comme le voulait son gouvernement. Avant même

---

(1) *Despatches*, t. VI, p. 454.

(2) Wellington écrivait, le 3 décembre 1809, au colonel Malcolm. : « Je commande une « armée unanime dans son esprit... et je crois que j'ai pour moi les vœux du monde entier. « Dans des circonstances pareilles, on peut succomber, mais il serait honteux de renoncer « à la tâche... »

(3) Le 23 mai 1814.

d'avoir débarqué, il écrivit, à bord du *Crocodile* (le 26 juillet 1808), au général Spencer : « Nous ne pouvons rien faire de « plus avantageux pour les Espagnols que de prendre pos- « session du Portugal et d'y organiser une bonne armée. »

Dans une note du 7 mars de l'année suivante, sir Arthur confirma cette opinion, en disant : « J'ai toujours été d'avis « que, quel que fût le résultat de la guerre en Espagne, il « fallait défendre le Portugal, et que les mesures prises pour « l'occupation de ce pays seraient fort utiles aux Espagnols « dans leur guerre contre la France. »

Le 25 août de la même année, il écrivait au vicomte Castlereagh : « Mon opinion est que nous devons et que nous « pouvons très-bien nous maintenir en Portugal, si l'armée « portugaise et la milice sont au complet. » — Et, le 7 mai 1811, au comte Liverpool : « Comptez que le Portugal sera « la base de toutes vos opérations dans la Péninsule, de « quelque nature qu'elles puissent être : mon opinion n'a « jamais varié sur ce point. »

Ceux qui jugent les faits après coup ont trouvé tout naturel que Wellington prît le Portugal pour base de ses opérations. Nous ferons observer cependant que cette idée, si simple et si conforme aux principes de la stratégie, ne vint à personne et fut, au contraire, combattue par tout le monde. John Moore lui-même avait déclaré la défense du Portugal contre l'armée française impossible, et ce témoignage d'un homme de valeur avait été naturellement opposé au duc, qui par suite eut beaucoup de peine à faire prévaloir son opinion à Londres, et plus de peine encore à faire comprendre aux officiers de son armée qu'il était en mesure de parer à toutes les éventualités (1). Longtemps il fut seul d'avis que l'Es-

(1) Dans sa *lettre* du 2 avril 1810, à *lord Liverpool*, Wellington attribue ce défaut de confiance à l'effet produit par l'opinion de John Moore, sur la défense du Portugal.

pagne devait être défendue à Lisbonne : ni l'opposition de son état-major, ni les critiques du Parlement, ni les terreurs du ministère, ni même ses revers ne purent ébranler cette heureuse confiance.

La force de caractère de Wellington se révèle surtout dans les luttes qu'il eut à soutenir contre le gouvernement anglais pour maintenir son armée dans la Péninsule. « Je suis per-« suadé, écrivait-il en janvier 1810 (1), que l'honneur et les « intérêts du pays exigent que nous tenions ici aussi long-« temps que possible, et, s'il plaît à Dieu, j'y resterai tant « que je pourrai. Je ne veux ni chercher à rejeter sur les « ministres la responsabilité du mauvais succès, en leur de-« mandant des secours que je les sais dans l'impossibilité de « me fournir—vu la faiblesse de leur propre situation,—ni « leur donner un prétexte de retirer l'armée du Portugal (2).

« ... Voyez le trait du conseil communal de Londres ! « (Allusion à l'adresse présentée au roi pour demander la ces-« sation des hostilités en Espagne.) J'ai constamment une « épée suspendue sur ma tête ; elle tombera, quel que soit « le résultat des affaires; mais, qu'on fasse ce qu'on vou-« dra, je n'abandonnerai pas la partie tant que je pourrai « continuer à la jouer (3). »

Le même jour, Wellington écrivit à lord Liverpool : « De « toute manière, je dois être victime ; mais je ne m'effraye « pas de ce danger ajouté à tant d'autres, et, quoi qu'il puisse « arriver, je continuerai à faire de mon mieux. » Et, le 27 mars 1810, s'adressant au général Stewart : « Lors même,

---

(1) *Lettre* du 14 janvier *à J. Villiers.*

(2) Consultez également sa *lettre* du 23 mars 1811 où il dit : « Je serais fâché que le gouver-« nement se crût dans la nécessité d'évacuer ce pays à cause de la dépense qu'entraîne la « guerre. » Wellington fit observer au ministre que la dépense devant laquelle on reculait pour soutenir la guerre à Lisbonne, on serait, en cas d'évacuation, obligé de la faire pour soutenir la guerre entre Londres et Douvres ; il ajouta même qu'il défendait l'Angleterre à Lisbonne bien plus sûrement qu'il ne la défendrait entre Douvres et Londres.

(3) *Lettre* du 2 janvier 1810, *à J. Villiers.*

« dit-il, que les positions fortifiées seraient pires qu'elles ne « sont et les difficultés de toute espèce plus grandes, les in« térêts de l'Angleterre et du monde entier sont trop profon« dément engagés dans la lutte actuelle pour que nous puis« sions reculer d'un pas. »

En tenant ce langage, Wellington heurtait l'opinion presque unanime de ses compatriotes : « Il n'est pas venu un « officier d'Angleterre, dit-il, qui ne m'ait assuré qu'on « s'attendait généralement à ce que l'armée fût rappelée; « quelques-uns même ont ajouté que cette espérance était « entretenue par les ministres du roi. Ce n'est pas encoura« geant (1). »

A l'époque où cette lettre fut écrite, le duc avait reçu du ministère des ordres formels en prévision de l'évacuation du Portugal (2); c'est probablement à propos de ces ordres que Wellington écrivit, le 2 avril, à lord Liverpool : « Je con« sens à être responsable de l'évacuation du Portugal, en « conformité des instructions de Votre Seigneurie, en date « du 27 février... Soyez persuadé, malgré tout ce qu'on « pourra vous dire, que je ne souhaite pas autant qu'on se « l'imagine de livrer des batailles désespérées... Si je voulais, « je pourrais en livrer le jour qu'il me plairait;... mais je « n'ai en vue que le grand résultat de conserver notre posi« tion dans la Péninsule; je ne me suis pas laissé détourner « de ce but par le désir des alliés, et probablement aussi de « plusieurs des nôtres, que je misse plus d'ardeur dans quel« ques affaires partielles, ni par l'opinion des personnes qui « voulaient nous faire quitter le pays prématurément... Je

(1) *Despatches*, t. VI, p. 326.

(2) « Il résulte même d'une *lettre* insérée dans GURWOOD, t. V, p. 429, que déjà par mesure de précaution (et sans doute pour entrer dans les vues du ministère), Wellington avait fait embarquer secrètement les bagages de quelques régiments. Voir aussi : *Caracteristics*, par le comte GREY, p. 146 et 147.

« crois que maintenant, dans la Péninsule, on commence à « s'apercevoir que j'ai eu raison. »

Citons encore la lettre suivante du 19 décembre 1810, à lord Liverpool : « Tout bien considéré, je n'ai pas le moindre « doute sur le succès final de mes opérations, et, quoi qu'il « arrive, je suis convaincu que mon système est le seul qui « puisse *complétement* réussir. »

Et celle du 25 mai 1811, à J. Villiers :

« J'ai persisté dans le système que je croyais le meilleur, « malgré l'avis de tous les officiers anglais, qui pensaient que « je devais faire embarquer l'armée, tandis que, d'un autre « côté, les autorités civiles portugaises voulaient maintenir « la guerre sur la frontière, bien qu'elles manquassent non- « seulement de forces matérielles, mais encore de moyens « pour subvenir aux besoins des troupes en campagne. Je « crois que la fermeté seule pouvait me faire triompher dans « cette lutte de neuf mois contre des avis contraires. Ajou- « tez que l'opinion publique en Angleterre variait presque « comme le vent, et vous reconnaîtrez que je n'avais rien de « mieux à faire que de m'en rapporter à moi-même. »

L'opposition fit de vains efforts pour ébranler cette rare fermeté, mélange de foi dans l'avenir et de confiance en soi-même. Wellington n'essaya pas même de rejeter sur autrui la responsabilité d'une lutte que le moindre revers pouvait rendre fatale à sa réputation. Il accepta franchement sa part d'impopularité dans la capitulation de Cintra, — s'avoua hautement l'auteur des mesures énergiques décrétées pour la défense du Portugal, — et s'exposa résolument aux attaques de l'opposition (qui accusait le gouvernement d'avoir compromis le succès de la campagne de Talavera par l'expédition malheureuse de Walcheren), en écrivant la lettre suivante, dont le premier ministre fit usage pour dégager la responsabilité du cabinet : « Vous serez peut-être satisfait « d'apprendre que je ne pense pas que les affaires eussent

« été dans un meilleur état, si vous aviez envoyé votre « grande expédition en Espagne au lieu de l'envoyer dans « l'Escaut (1)... »

En 1813, Wellington montra la même abnégation en écrivant au premier ministre : « Ce n'est pas le gouvernement « que l'on doit attaquer pour l'insuccès du siége de Burgos. « *Il n'a pas eu à s'occuper du siége; c'est une opération en-« tièrement de mon fait* (2). »

Quelque pénible que fût sa situation, jamais le duc ne réclama des secours quand il savait le gouvernement dans l'impossibilité de lui en fournir : « Je crois, écrivit-il à J. Vil-« liers (3), qu'étant comme je le suis dans la confidence des « ministres, connaissant leurs moyens, l'emploi qu'ils en « font, et les difficultés de toute espèce qu'ils ont à com-« battre, il serait déloyal de ma part de leur proposer dans « mes dépêches des mesures qu'ils ne pourraient adopter « malgré tous les avantages qu'elles présenteraient... Je sais « très-bien, ajouta-t-il, que 40,000 hommes valent mieux que « 30,000; mais, lorsque les ministres sont dans l'impossi-« bilité de les obtenir, serait-il beau, serait-il loyal de ma « part de demander un homme au delà de ce qu'il faut abso-« lument pour atteindre le but que je me propose (4)? »

Plus les circonstances s'aggravaient et plus les hommes politiques se tenaient à l'écart, — plus Wellington se montrait disposé à augmenter sa part de travaux et de responsabilité. Cette grande force de caractère et cette admirable persévérance donnèrent des résultats que le génie militaire seul n'aurait pu produire. Les mêmes qualités permirent au

---

(1) *Lettre* du 25 août 1809, *à lord Liverpool.*

(2) *Lettre* du 6 décembre 1809.

(3) *Lettre* du 23 novembre 1812, *au comte de Liverpool.*

(4) « Je n'ai jamais eu pour habitude d'importuner le gouvernement par des demandes de « forces; j'ai toujours au contraire fait marcher le service le mieux que j'ai pu avec ce qu'on « a mis à ma disposition. » — Wellington : *Lettre* du 19 août 1813 *au comte Bathurst.*

duc de préserver son armée de tout découragement dans les circonstances où la fortune semblait prête à l'abandonner. C'est ce qu'atteste entre autres le général Stewart, un des principaux acteurs de la guerre de la Péninsule : « Lorsque, dit-il, nous apprîmes à Deleytosa (après la bataille de Talavera) que les Autrichiens avaient été mis en déroute, toute l'armée fut découragée. Elle crut qu'il serait impossible de tenir tête aux Français. Sir Arthur ne partagea pas cette opinion. Il parlait et agissait comme si les événements eussent pris la direction qu'il avait désirée, et cette conduite fit croire à chacun de nous que le général en chef avait pourvu à tout, ou qu'il était en mesure d'y pourvoir (1). »

Le même écrivain dit encore (2) : « Je ne prétends pas faire de reproches à aucun officier ; mais je ne crains pas de dire qu'il n'y avait qu'un seul homme dans l'armée qui ne désespérât point de l'entreprise, et cet homme était sir Arthur Wellesley. Loin de désespérer, il affirmait qu'on pourrait défendre le Portugal, même en admettant que l'Espagne succombât. »

Cette énergie calme et persévérante prouve que Wellington avait une grande confiance dans ses plans de campagne, confiance qui elle-même était le résultat des fortes études et des investigations laborieuses auxquelles le duc subordonnait ses moindres résolutions. Avant d'exécuter un projet, il l'avait examiné sous toutes ses faces, et pris ses mesures pour toutes les éventualités. Son jugement toujours sûr ne subissait ni l'influence de la crainte, ni celle de l'enthousiasme. A cause de cela même, il voyait plus juste que les autres, et se rendait parfaitement compte du résultat probable de ses opérations. C'est ainsi qu'il écrivit à lord Liverpool, en 1810 :

---

(1) LONDONDERRY, t. II, p. 24.
(2) LONDONDERRY, t. II, p. 34.

« *L'Espagne finira par secouer le joug de la France.* » A l'amiral Berkeley, le 17 octobre de la même année : « J'ai « la ferme opinion que l'ennemi ne peut réussir dans son « attaque contre Lisbonne. » — A lord Liverpool « l'armée « française du Nord et celle d'Andalousie ne viendront pro- « bablement pas au secours de Masséna. » — Au ministre de la guerre : « Cadix a été fortifié ainsi que le Portugal; or, « il est douteux que les Français s'emparent jamais de l'un « ou de l'autre. » — A lord Bathurst, le 12 juillet 1813 : « Je crois que je pourrai garder les Pyrénées aussi aisément « que le Portugal. » — Et à sir Charles Stuart, le 18 juin 1815, avant la bataille de Waterloo (3 heures du matin) : « Tranquillisez, je vous prie, les Anglais si vous le pouvez. « Qu'ils se préparent à partir, mais qu'ils ne mettent ni pré- « cipitation ni frayeur, *car les affaires tourneront bien pour « nous.* »

Il est une vertu rare que Wellington possédait à un haut degré : c'est la modération dans le succès et la clémence après la victoire. Son instinct lui avait fait comprendre de bonne heure qu'on ne gouverne pas avec la haine, et que, suivant l'expression d'un illustre écrivain, « les grands politiques sont des cœurs généreux. »

En 1803, au moment de commencer la guerre contre les Mahrattes, sir Arthur fit la proclamation suivante : « Le gé- « néral en chef n'a pas l'intention de nuire aux habitants : en « conséquence, les Amildars et autres personnes sont priés

« de rester tranquillement chez eux et d'obéir aux ordres « qu'ils recevront ; s'ils ne font pas de mal aux armées an- « glaises, il ne leur en sera pas fait non plus (1). »

Et, en 1804, après avoir soumis ces peuples barbares, il recommanda au peschwah (2) « le pardon et l'amnistie comme « les meilleurs moyens de rétablir son autorité, l'ordre et la « paix intérieure. » — « La guerre n'aura pas de fin, écri- « vit-il au secrétaire du gouverneur général (3) si l'on ne par- « donne à personne ; et je ne pense pas que le gouvernement « anglais veuille que les troupes anglaises soient les instru- « ments des vengeances du peschwah. »

Toujours dans la même pensée, il écrivit au président anglais de Poonah (4) : « Puisque la guerre est terminée, je « crois franchement qu'il faut déposer toute animosité. » Et au colonel Murray (5) : « Traitez les Mahrattes avec la plus « grande bienveillance, avec la plus grande douceur. »

Lorsqu'en 1810, le prince régent de Portugal, sur les pressantes sollicitations de la cour de Londres, eut accordé à Wellington le droit d'éloigner Souza et l'évêque d'Oporto, ses deux plus grands ennemis, le duc n'usa point de ce droit ; il conserva même en position les fonctionnaires dévoués aux fidalgos, jugeant qu'on obtiendrait plus par la douceur et la longanimité que par la violence appuyée sur la force (6). Il eût malheureusement le regret de voir ses bonnes intentions méconnues, ce qui ne l'empêcha pas d'écrire trois ans après (7),

(1) « General Wellesley does not however intend to make war upon the in habitants and accordingly all Amildars and others are requierced to remain quietly in their stations and obey tre orders the will receive ; and if they do not injury tho the Britisch armies not will be done to them. »

(2) Voir sa *lettre* du 27 mars 1804 *à M. Scott Warning*, écuyer à la résidence de Poonah.

(3) Colonel Close, 22 janvier 1804.

(4) *A M. Scott Warning*, 12 mars 1804.

(5) 22 mai 1804.

(6) Voir *Despatches*, t. IX, p. 91, une lettre où Wellington expose les raisons qui l'engagèrent à ne pas éloigner Souza.

(7) *Lettre* du 11 juin 1813, *à don Juan O'Donoju*.

de son propre mouvement, à la régence de Madrid, pour lui recommander une amnistie générale en faveur de tous les Espagnols exilés : « Si mes efforts, dit-il, pour délivrer le « pays de ses oppresseurs sont couronnés de succès, tôt ou « tard des négociations s'ouvriront pour conclure une paix « définitive entre la France et l'Espagne, — or l'amnistie « écartera la plus grande difficulté qui s'oppose à la conclu- « sion d'un tel arrangement. Au surplus, tous ces exilés, les « uns fort riches, les autres doués de grands talents, seraient « en France une sorte de levier au moyen duquel cette puis- « sance révolutionnaire pourrait troubler perpétuellement la « tranquillité intérieure de l'Espagne. »

Ainsi, quelques jours après la bataille de Vittoria, et dans un moment où d'affreux libelles désignaient Wellington à la vindicte publique comme un ennemi de la nation et un pillard incorrigible, ce général, prétendu si sévère et si dur, prenait sous sa tente l'initiative de la seule mesure généreuse qui eût été proposée depuis l'origine de la guerre : « Les idées « que je viens d'exprimer, dit-il, me sont personnelles ; ja- « mais je n'ai entretenu la plus petite correspondance à ce « sujet avec le gouvernement anglais qui, je crois, n'y a ja- « mais songé..... Je puis attacher plus d'importance à ces « idées qu'elles ne méritent, mais du moins elles me sont « inspirées par un dévouement sincère aux intérêts de l'Es- « pagne. »

Il faut lire cette admirable lettre pour apprécier les nobles et généreux sentiments de Wellington.

Rappelons encore la démarche qu'il fit, en 1810, auprès du comte Liverpool, dans le but de provoquer une souscription nationale en faveur des Portugais ruinés par la guerre (1), — et les mesures énergiques au moyen desquelles il empê-

(1) A la fin de 1811, Wellington reçut 15,000 dollars sur le produit de cette souscription ;

cha le pillage et la dévastation des provinces envahies par ses troupes, alors même que les habitants de ces provinces furent très-mal disposés pour lui (1).

La vie de Wellington abonde en traits de ce genre. On sait comment il recueillit et fit élever le fils de d'Hoondiah, trouvé sur un champ de bataille de l'Inde ; — comment il intervint en faveur du général Franceschi (2), du jeune Mascarhenas et de plusieurs autres victimes de la barbarie des gouvernements de la Péninsule, — et avec quelle sollicitude il protégea contre la fureur des Portugais les blessés et les soldats ennemis que le sort de la guerre avait fait tomber entre ses mains après l'évacuation d'Oporto, en mai 1809. A l'occasion de ce dernier fait, il adressa aux habitants la proclamation suivante (3) : « Je vous engage à être miséricor-« dieux envers les blessés et les prisonniers. Les lois de la « guerre leur donnent des titres à ma protection, et je suis « décidé à la leur accorder. »

Pour assurer à ses soldats la même protection, le duc, connaissant l'humanité des officiers français, écrivit (4) au général Kellermann : « J'ose réclamer vos bons offices au-« près du général en chef de l'armée française, et vous re-« commander mes blessés. Si c'est le maréchal Soult qui « commande, il me doit tous les soins qu'il peut donner à « ces braves soldats, car j'ai sauvé les siens, que le sort de la

---

il acheta du bétail qu'il fit distribuer au peuple. Voir la *lettre* du 27 mars 1812 *à Ch. Stuart.*

(1) La modération et la longanimité de Wellington déplut même quelquefois au gouvernement anglais ; ainsi le ministère annula en 1813 les licences que le duc avait accordées aux navires français après la prise de Saint-Jean de Luz.

(2) Général français que la Junte de Séville, malgré les pressantes démarches de Wellington, laissa mourir dans un cachot infect.

Mascarhenas fut condamné à mort par la régence et exécuté en 1811 pour avoir pris service dans l'armée française à l'époque où Junot était à Lisbonne.

(3) Proclamation du 13 mai 1809.

(4) Le 9 août 1809.

« guerre avait mis dans mes mains, des fureurs de la populace
« portugaise, et je les ai bien soignés. » *(Sic.)*

En effet, il avait permis à des chirurgiens français de venir panser les malades de Soult et de pénétrer dans le camp des alliés avec un sauf-conduit.

Les Français, touchés de ces procédés chevaleresques, voulurent payer de retour ; c'est ainsi que le maréchal Victor fit distribuer des vivres aux Anglais trouvés dans l'hôpital de Talavera, quand ses propres soldats mourraient de faim (1). Grâce à cet échange de bons procédés, la guerre, poursuivie avec tant de barbarie entre les Français et les habitants de la Péninsule, ne perdit jamais son caractère de lutte civilisée entre les Anglais et les Français. A Talavera, un peu avant la reprise de la bataille, on vit les soldats des deux armées descendre vers un petit ruisseau qui serpentait au milieu de la plaine, se désaltérer et se congratuler mutuellement sur la bravoure qu'ils avaient déployée dans la matinée.

Les Espagnols, toujours vindicatifs, donnèrent ce jour-là un spectacle bien différent : il fallut, après la bataille, que les Anglais en vinssent aux mains avec les soldats de Cuesta pour empêcher ceux-ci de tuer ou de mutiler les blessés français (2).

Voici un autre trait qui fait honneur à l'armeé de Wellington :

Le 25 juillet 1810, le maréchal Ney, après avoir battu le général Crawfurt, résolut de le poursuivre au delà de la Coa;

---

(1) « Les officiers généraux français se sont en général admirablement conduits envers les « officiers et les soldats anglais tombés entre leurs mains à la suite de l'abandon de Talavera « par l'armée espagnole. Au mois d'août dernier, ils ont fourni de l'argent aux officiers dans « plusieurs occasions. » *Lettre de Wellington*, 17 décembre 1809, *au comte Liverpool.*
Mortier, qui occupa Talavera après Victor, continua à donner les mêmes soins aux blessés anglais.

(2) Bien différente fut la conduite des Anglais qui, après la bataille de Busaco permirent aux Français de venir enlever leurs blessés, et les aidèrent même dans l'accomplissement de ce pieux devoir.

il essaya, à deux reprises différentes, de passer le pont établi sur cette rivière; chaque fois il fut repoussé. A la seconde tentative, et quand la fusillade durait encore, un chirurgien français, agitant son mouchoir, se mit à panser les blessés sous une grêle de projectiles : son humanité courageuse fut respectée. Tous les mousquets se détournèrent de lui, quoique ses compatriotes, dont rien ne pouvait abattre le courage, se préparassent à une troisième attaque (1).

M. de Châteaubriant a révélé un trait d'humanité tout aussi honorable dans la lettre suivante, adressée en 1815 au *Journal de Paris :*

« ... Nous sommes trop sensibles à la gloire pour ne pas admirer lord Wellington; ne se sent-on pas touché jusqu'aux larmes, quand on voit ce vénérable grand homme promettre, lors de notre retraite en Portugal, deux guinées pour chaque prisonnier qu'on lui amènerait vivant (2)!... »

Ces procédés devaient être compris par les Français. Bientôt, en effet, il s'établit entre les deux armées un échange de bons procédés, qui honore l'humanité jusque dans les scènes de carnage où elle est le plus cruellement outragée.

A peine arrivé à Torrès-Vedras, le prince d'Essling voulut reconnaître les lignes anglaises. « Il se trouvait, dit M. Thiers, sous l'une des batteries ennemies qu'il observait avec une lunette appuyée sur un petit mur de jardin. Les officiers anglais, qui apercevaient distinctement l'illustre maréchal, éprouvèrent à son aspect un sentiment digne des nations civilisées, quand elles sont réduites au malheur de se faire la guerre. Ils pouvaient, en faisant feu de toutes leurs pièces, cribler de boulets l'état-major du général en chef, et probablement l'atteindre lui-même : ils tirèrent un seul coup pour

(1) NAPIER, t. V, p. 351.
(2) Citée par Le Mayeur, dans un opuscule sur la bataille de Waterloo, p. 43.

l'avertir du péril, et avec tant de justesse, qu'ils renversèrent le mur qui servait d'appui à sa lunette. Masséna comprit le courtois avertissement, salua la batterie et, remontant à cheval, se mit hors de portée (1). »

Dans une rencontre de cavalerie, après le combat d'Elbodon, en 1811, un officier français, sur le point de frapper le capitaine Felton Harvey, s'aperçut que ce brave soldat n'avait plus qu'un bras; il changea aussitôt le mouvement de son cheval, salua son adversaire du sabre et passa outre (2).

La même année, le général Hill avait mis en déroute à Aroyo de Molinos la division Girard du corps de Drouet: pendant le combat un officier autrichien, appelé Sternowitz, autrefois employé dans les rangs de l'armée française, était tombé au pouvoir de Girard; il allait être jugé et fusillé sans aucun doute, quand Hill, se fiant à la générosité de son adversaire, fit réclamer cet officier à titre de service personnel. Drouet, malgré le douloureux échec que venaient d'essuyer ses troupes, accéda à ce désir et renvoya le prisonnier, qui du reste était un brave soldat.

Dans la nuit du 9 au 10 juin 1811, les Anglais donnent l'assaut au fort San-Cristoval (de Badajoz), commandé par le capitaine Jondion : l'assaut est repoussé, et le fossé comblé de morts. « Au milieu de ce désordre, quelques officiers anglais implorent la généreuse pitié de leurs adversaires; le vaillant Jondion, qui est à la tête des siens sur les remparts, crie à ces officiers de redresser une des échelles et de monter dans le fort où on leur prodiguera les secours qu'ils réclament. Ce conseil est suivi, et les soldats français aident eux-mêmes leurs ennemis à gravir la brèche (3). »

Le même fait se reproduisit dans les mêmes conditions,

---

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. III, p. 417.
(2) NAPIER, t. VII, p. 318.
(3) *Victoires et conquêtes*, t. XX, p. 252.

après l'assaut infructueux de Saint-Sébastien, le 25 juillet 1813. (Voir t. II, p. 123.)

Un peu avant la bataille de Salamanque (en juillet 1812), les Anglais et les Français, passant en groupes le Douro, causaient amicalement entre eux des combats qui allaient avoir lieu. « Les camps des bords du fleuve, dit le colonel Napier, semblaient, par moments, appartenir à une même armée, tant il est difficile d'obtenir que de braves soldats se haïssent (1). »

Vers la même époque, il n'était pas rare de voir les officiers français et anglais se saluer amicalement de l'épée, dans les marches où les troupes se côtoyaient, par exemple dans la marche du duc de Raguse sur la Guarena, en juillet 1812 (2).

Le général français Ferrey, blessé pendant la retraite de la Corogne, était mort à Olmedo des suites de ses blessures. Le 27 juillet, les Anglais, en entrant dans la place, virent les Espagnols occupés à déterrer le cadavre de ce général dans l'intention de le mutiler. Les soldats de la division légère, ceux-là même qui avaient si souvent combattu la brave division Ferrey, intervinrent aussitôt et arrachèrent le cadavre aux mains des profanateurs ; ils le déposèrent ensuite avec respect dans une nouvelle tombe, sur laquelle ils amoncelèrent des débris de rochers afin de le soustraire à d'indignes représailles.

Non moins honorable est l'action du maréchal Ney qui, après avoir contribué à la déroute de l'armée de John Moore, fit ériger un monument à ce brave général dans le bastion de la Corogne, où son corps avait été enseveli.

On peut citer aussi la bonté d'âme de ce vieux soldat an-

---

(1) Napier, t. IX, p. 177.
(2) Napier, t. IX, p. 191.

glais du célèbre 43e de ligne, qui, le 9 décembre 1813, au moment de l'attaque, alla prévenir une sentinelle perdue de l'armée française et l'aida même à mettre son sac. — Dans la matinée du même jour, les Français eurent pareille attention pour une sentinelle du 43e (1).

Le colonel Napier, dans son *Histoire des guerres de la Péninsule,* cite un trait analogue qui mérite d'être rapporté : « Un jour, dit-il, le duc de Wellington avait prescrit à un détachement de carabiniers de s'emparer d'une colline gardée par un petit nombre de soldats français. Voyant que les carabiniers marchaient très-vite et ne tiraient pas, il leur envoya dire de commencer le feu. — « C'est inutile, répond un vieux soldat, qui s'empresse de lever la crosse en l'air et qui promène ses doigts sur son fusil, comme s'il jouait d'un instrument à vent. » Ce soldat, au lieu de faire feu, transmettait à la sentinelle française une véritable dépêche télégraphique, dont le sens était à peu près celui-ci : « Nous avons besoin de ce poste pour un quart d'heure. Vous n'êtes pas en force suffisante ; retirez-vous, à charge de revanche. » Et, en effet, la dépêche fut très-bien comprise, et il ne se tira pas un coup de fusil.

Un témoin oculaire, le lieutenant-colonel Leith-Hay, rapporte que, lorsque le vieux général Rey sortit de la citadelle de Saint-Sébastien avec une poignée de braves, restes mutilés d'une garnison de 4,000 hommes, les officiers anglais, spectateurs de cette scène imposante, se découvrirent en signe de respect ; le général Rey, vivement ému, baissa son épée pour répondre à la civilité de ses loyaux adversaires.

Wellington encourageait par son exemple ces sortes de manifestations, qui ôtent à la guerre son cachet de barbarie et rehaussent le soldat dans sa propre estime et dans l'estime du monde. Toutes les fois que le duc pouvait obliger un général

---

(1) Napier, t. XII, p. 241.

français, il ne manquait pas de le faire; ainsi, le 20 octobre 1809, il écrivit à Kellermann : « Votre aide de camp « M. de Turenne a été fait prisonnier en Castille par l'armée « espagnole; j'ai de ses nouvelles, et je suis chargé de vous « apprendre qu'il se porte très-bien. J'ai demandé qu'il fût « échangé contre le lieutenant Cameron. Tout ce qu'il est en « mon pouvoir de faire pour que M. de Turenne vous soit « rendu, je le ferai; si, malheureusement, je ne réussissais « pas, croyez que je ne négligerai rien pour adoucir sa situa- « tion. »

Un autre fait de ce genre nous a été révélé par le roi Joseph écrivant, le 1er septembre 1812, à sa femme : « Wellington « a eu la courtoisie de m'adresser tes lettres prises par les « ennemis. »

On aime à rappeler ces traits d'humanité et ces procédés chevaleresques, parce qu'ils forment un constraste heureux avec les scènes d'horreur et de carnage dont la guerre d'Espagne offre, hélas! tant d'exemples.

En 1815, la généreuse intervention de trois officiers anglais sauva la vie au général Lavalette. Quoique répréhensible au point de vue légal, ce fait atteste d'une manière honorable les sentiments qu'éprouvaient à l'égard des Français les militaires formés à l'école de Wellington.

Quand le sort de la guerre faisait tomber entre les mains du duc quelque officier de marque, il avait accoutumé de le traiter en camarade et de l'admettre à sa table.

Voici un trait raconté par le général Lamare, commandant du génie à Badajoz, lors du siége de cette ville :

« En apercevant les prisonniers, le duc sourit et leur dit, avec une noble et généreuse expression : — *Vous devez être bien fatigués, messieurs... avez-vous déjeuné?* —Non, répliqua le général Veiland, nous n'en avons pas eu le temps. (Effectivement depuis plus de 18 heures nous n'avions pris aucune nourriture.) — *Eh bien, entrez ici, messieurs, et acceptez*

quelques rafraîchissements. Chacun passa alors sous une tente fort simple où l'on servit un déjeuner frugal. »

La nation espagnole ou plutôt les chefs du parti avancé non-seulement désapprouvaient ces sortes de procédés, mais faisaient un crime à Wellington de ce qu'il épargnât les Français avec autant de soin. Ces reproches furent publiquement articulés dans un pamphlet écrit dans les bureaux même du ministre de la guerre d'Espagne, en 1813, à propos du sac de Saint-Sébastien. Le duc se contenta de répondre : « Jus-
« qu'à ce qu'il soit positivement ordonné que toutes les
« troupes ennemies dans une place prise d'assaut soient pas-
« sées au fil de l'épée, il sera difficile d'obtenir des officiers
« et des soldats anglais qu'ils maltraitent un ennemi fait
« prisonnier (1). »

On doit reprocher cependant à Wellington de n'avoir pas fait d'actives démarches pour obtenir l'échange des malheureux prisonniers français jetés presque nus sur le rocher brûlant de Cabrera (2). Cet échange avait été proposé par Cuesta après la reddition de Tarragone, et le duc s'y était opposé, mais par ordre du gouvernement anglais qui, sur ce point, ne voulut jamais entendre raison. Nous eusions voulu trouver dans la correspondance de Wellington quelque mot de protestation contre cette rigueur excessive, que ni ses sentiments, ni son exemple ne pouvaient absoudre. S'il ne le fit point, c'est que probablement il désespéra de faire revenir les ministres sur une mesure prise dans un but déterminé et à la-

---

(1) *Lettre du* 9 octobre 1813, *à Henri Wellesley*.

(2) On sait avec quelle barbarie le gouvernement anglais fit déposer 7,000 prisonniers français sur cette île, « peuplée seulement d'arbustes sauvages, » comme dit TORENO, t. III, p. 233.

Environ la moitié de ces malheureux moururent. Au témoignage d'un historien anglais (Southey), ils furent réduits à faire des boutons avec les os de leurs camarades, et à se servir de leurs crânes pour vases. 1,500 entrèrent au service d'Espagne, ne pouvant endurer plus longtemps ces horribles souffrances ; 500, presque tous officiers, furent conduits en Angleterre ; à la fin de la guerre, il restait encore 2,000 Français dans l'île.

quelle ils tenaient avec l'obstination que l'on met d'ordinaire à défendre les résolutions injustes ou violentes. Il eût été cependant d'un bon citoyen de l'essayer, et de faire même l'impossible pour épargner à son pays l'opprobre d'avoir infligé à des ennemis loyaux et malheureux un traitement auquel il n'y a de comparable dans les annales modernes que l'ignoble captivité où furent retenus les soldats français embarqués sur les pontons de Cadix, et le long supplice de cet adversaire illustre qui, trop confiant dans la générosité de son ennemi, « était venu s'asseoir, nouveau Thémistocle, au foyer du « peuple anglais. »

A l'égard de Napoléon du moins, Wellington n'a pas de reproche à se faire. Il le combattit ouvertement, et après la chute de l'empire, il rejeta avec mépris la proposition de se débarrasser de lui par un assassinat (1).

La lettre qu'il écrivit à cette occasion mérite une place dans l'histoire. « Blücher veut le tuer, dit-il, mais j'ai répondu « que je parlerai et que j'insisterai pour qu'on dispose de « Bonaparte d'un commun accord. Je lui ai dit aussi, qu'é- « tant son ami particulier, je lui conseillais de ne pas se « mêler d'une affaire *aussi infâme ;* que lui et moi nous « avions joué un trop noble rôle dans ces événements pour « devenir des bourreaux (2)..... »

Cette lettre qui rappelle celle du vicomte d'Orte à Charles IX, révèle une âme généreuse, capable de s'élever au-dessus des

---

(1) Le général Muffling, chargé de négocier cette affaire avec le duc, rapporte dans ses *Mémoires*, que Wellington lui dit : « Un tel acte flétrirait nos noms dans l'histoire, et la pos- « térité dirait de nous : Ils n'étaient pas dignes de vaincre Napoléon. »

Le général Gneisenau, cependant, insista au nom de son chef, et écrivit le 27 juin à Muffling : « Dirigez les négociations de manière que Bonaparte nous soit délivré pour être exé- « cuté. C'est ce que l'éternelle justice demande et que la déclaration du 13 mars permet de « faire. Ainsi le sang de nos soldats tués ou mutilés les 16 et 18 juin sera vengé ! » Deux jours après, le même général fit savoir au négociateur que l'intention de Blücher était de fusiller Napoléon à la même place où fut tué le duc d'Enghien, mais Wellington persista et la proposition n'eut pas de suite.

(2) *Lettre à sir Charles Stuart*, 28 juin 1815.

haines et des passions vulgaires. Sous ce rapport, Wellington était supérieur à Napoléon, qui, dans sa conduite envers le duc d'Enghien, envers la reine de Prusse et la famille royale d'Espagne, oublia ce qu'on doit au malheur, et qui, chose vraiment incroyable, fit un legs de 10,000 francs au misérable auteur d'une tentative d'assassinat sur le duc de Wellington.

Quelques historiens français, tout en flétrissant cette odieuse disposition testamentaire, ont fait un crime au duc de Wellington d'avoir provoqué la déportation de l'empereur à Sainte-Hélène ; d'autres lui ont reproché de n'avoir fait aucune démarche pour sauver le maréchal Ney, bien que sollicité par les supplications et les larmes de la malheureuse duchesse d'Elchingen.

Nous devons un mot d'explication à ces historiens, moins dans l'intérêt de Wellington que dans l'intérêt de la vérité.

Pour ce qui regarde d'abord l'empereur, il est tout naturel qu'on ait cherché à l'éloigner de l'Europe, lui qui avait profité du voisinage de l'île d'Elbe pour rentrer en France et troubler une seconde fois la paix du monde. On ne pouvait plus d'ailleurs se fier à sa parole ni à ses engagements, après qu'il eût violé d'une manière éclatante le traité de Fontainebleau déterminant son lieu d'exil. Quant au choix de Sainte-Hélène, ce n'est pas le duc qui l'inspira ; il n'eut même pas à s'occuper de cette question. Dès le mois de mai 1814, en effet, les plénipotentiaires au Congrès de Vienne avaient décidé, dans une conférence secrète, que si Napoléon s'échappait de l'île d'Elbe et qu'il tombât au pouvoir des alliés, on le transférerait à Sainte-Hélène ou à Sainte-Lucie (1). C'est Fouché qui avait soumis à Louis XVIII l'idée de cette déportation lointaine. Talleyrand la soutint au Congrès, et elle ne rencontra d'opposition que de la part d'Alexandre.

(1) Capefigue. *Les Cent Jours*, p. 144.

Le plénipotentiaire portugais avait mis en avant une des Açores; mais Castlereagh fit accepter Sainte-Lucie ou Sainte-Hélène. Si le cabinet de Saint-James donna dans la suite la préférence à Sainte-Hélène, c'est que les navigateurs français eux-mêmes avaient reconnu à cette île un aspect agréable et un climat très-sain (1).

On a beaucoup exagéré les mauvais traitements infligés à Napoléon dans son exil; cependant, le gouvernement britannique est coupable de n'avoir pas adouci par ses égards et par ses libéralités le restant d'une vie si illustre et les douleurs attachées à la plus grande infortune des temps modernes. De ce chef au moins le duc de Wellington n'a pas de responsabilité à subir, puisqu'il n'entra dans le cabinet qu'après la mort de l'empereur.

Sans doute, il eût été beau de voir le vainqueur de Waterloo protester publiquement contre les tracasseries suscitées par le ministère au prisonnier de Sainte-Hélène. Mais connaissait-il les détails poignants de cette captivité, détails pour la plupart révélés seulement après la mort de l'empereur par ses compagnons d'exil? Ce n'est pas sir Hudson-Lowe, ce n'est pas le gouvernement, complice de cet indigne geôlier, qui lui eussent fait connaître la vérité sur ce point. Il est donc permis de supposer que le duc ne fut pas exactement renseigné sur les justes griefs de Napoléon. Dans le cas contraire, il serait coupable à nos yeux d'avoir gardé le silence, ou du moins de n'avoir pas fait une démarche auprès du gouvernement pour améliorer le sort de l'illustre victime. S'il nous était permis de faire une supposition à cet égard, nous dirions que l'absence de tout document propre à éclairer nos doutes, est une présomption favorable à Wellington.

---

(1) Voir à ce sujet un article curieux sur la déportation de Napoléon à Sainte-Hélène, publié dans l'*United service journal*, en 1853.

Cependant, le contraire aussi est admissible, car le duc n'était pas un de ces hommes expansifs, qui se plaisent aux protestations généreuses, alors même qu'ils ne sont pas sollicités à les faire, ou qu'ils savent d'avance n'avoir chance de succès. Dans son for intérieur, il condamna bien des actes contre lesquels néanmoins il s'abstint de protester, soit qu'il ne fût pas en position de devoir le faire, soit qu'il n'eût pas l'espoir d'arriver à un bon résultat.

Quant à l'exécution du maréchal Ney, on a tout lieu de croire, à la façon dont Wellington a qualifié les fautes de la Restauration, qu'il y fut hostile; s'il n'est pas intervenu dans le débat, c'est sans doute parce qu'il n'avait rien à y voir. Ceci demande un mot d'explicaton.

Les souverains alliés avaient exigé des poursuites contre 200 fauteurs de la révolution du 20 mars. Le ministère Talleyrand était parvenu à faire rayer de la liste de proscription 143 noms; parmi les 57 restants se trouvait en première ligne celui de Ney. Au moment où la nouvelle liste parut, les hommes d'État français n'élevèrent aucune objection contre la légalité des poursuites annoncées.

L'argument tiré de la convention de Paris ne fut invoqué que pendant les débats de la Chambre des Pairs. Wellington, consulté sur ce point, déclara, avec l'assentiment unanime des ambassadeurs étrangers, alors à Paris, que la convention signée par le prince d'Ekmühl, Blücher et lui était exclusivement militaire et ne liait point la politique de Louis XVIII (1). Ce n'est pas lui, du reste, qui devait juger le prince de la Moscowa, c'étaient les compatriotes de Ney, les hommes les plus illustres de la nation française, d'anciens camarades, à

---

(1) Voir le *Memorandum* de Wellington relatif au maréchal Ney. Paris, 19 novembre 1815. Il n'en est pas moins vrai, que l'exécution du maréchal fut une violation manifeste de la capitulation de Paris. Alison lui-même, cet historien si sévère pour Ney, est obligé d'en convenir (voir *Hist. of Europe*, t. X, p. 486). M. Dupin a établi ce fait juridiquement.

qui la gloire et les services de l'intrépide soldat ne pouvaient être indifférents : or, parmi ces juges, au nombre de 160, pas un seul ne trouva le maréchal innocent. Dix-sept seulement votèrent pour la transportation et cinq seulement s'abstinrent. Pourquoi Wellington se serait-il fait le censeur de cet arrêt, lui dont l'âme toute militaire devait flétrir au surplus une action qui, de quelque manière qu'on l'explique, ne sera jamais ni loyale, ni chevaleresque? Il pouvait à la vérité demander la grâce de Ney ; mais, en présence de l'unanimité de la condamnation, quelle chance aurait eu cette démarche ? Vraisemblablement elle n'eût servi qu'à susciter des embarras et peut-être même des dangers au gouvernement; or, il ne pouvait convenir au restaurateur de la légitimité en France de fournir des armes à l'opposition contre le premier acte significatif de Louis XVIII.

Ceux qui reprochent à Wellington sa froide réponse à la supplique de la princesse de la Moskowa oublient que pas un des anciens compagnons du maréchal n'a eu le courage de demander au roi, en échange de son dévouement, la grâce du *brave des braves*. Tous, à l'exception peut-être de Moncey, ont baisé la main qui avait signé la sentence de leur camarade, et, témoins de cette lâcheté, la presse et l'histoire n'ont eu de verges que pour le vainqueur de Waterloo. C'est une flagrante injustice.

Pour comprendre les sentiments que la trahison de Ney devait inspirer au général anglais, il faut se rappeler que nul ne fut jamais plus esclave de ses devoirs ni plus opposé à l'emploi des moyens que l'honneur et la loyauté réprouvent. Quand on lui proposa de terminer la guerre avec d'Hoondiah Waugh par un coup de poignard, il rejeta cette offre avec mépris; et quand le capitaine d'Argenton lui demanda son appui pour exploiter le mécontentement qui s'était manifesté dans l'armée de Soult, il refusa tout aussi énergi-

quement, trouvant peu digne d'obtenir par une révolte militaire ce qui devait être le prix de la bravoure et de l'habileté (1).

Fidèle à la parole jurée, il n'a jamais souffert que ses subordonnés la trahissent. Le 20 octobre 1809, il écrivait à Kellermann : « Quand les officiers anglais auront donné leur « parole de ne point s'évader, soyez sûr qu'ils la tiendront. « Je vous déclare que je n'hésiterais pas à faire arrêter ceux qui « y manqueraient pour vous les renvoyer immédiatement. »

On a reproché à Napoléon d'avoir violé la capitulation de Madrid, au maréchal Lannes d'avoir agi de même à l'égard de Saragosse, et au duc d'Albuféra d'avoir condamné à mort plusieurs habitants de Valence, encore qu'il eût promis « de « ne faire aucune recherche pour le passé contre ceux qui « auraient pris une part active à la guerre ou à la révolu- « tion. »

Wellington avait pour ces sortes de traités un respect tel, qu'il refusa de donner des armes à une partie des milices d'Alméida, parce qu'en capitulant, ces milices s'étaient engagées à ne pas servir contre la France (2).

Pendant que Masséna était à Santarem, le duc apprit que des *ordenanzas*, après avoir fait soumission aux Français, tiraient avantage de leur position pour massacrer les trainards et les petits détachements de l'ennemi. Cette fourberie déplut au général en chef, qui enjoignit aux *ordenanzas* de cesser immédiatement un genre de guerre aussi déloyal (3).

Le duc abhorrait la duplicité de certains hommes d'État anglais, qui par leurs actes ont autorisé les autres nations à

---

(1) Ce fait et l'absence de documents positifs nous autorisent à regarder comme inexacte l'affirmation suivante du général Koch, auteur des *Mémoires de Masséna*.

« Des propositions brillantes furent faites au général Brenier pour l'engager à livrer Almeida, mais leur auteur n'en recueillit que la honte. » T. VII, p. 485.

(2) Belmas est dans l'erreur, quand il prétend que Wellington employa ces milices après la capitulation.

(3) NAPIER, t. VII, p. 224.

établir entre Londres et Carthage un parallèle fâcheux pour l'honneur britannique.

Pendant son séjour dans l'Inde, quoique ayant affaire à des princes astucieux et corrompus, il s'abstint rigoureusement de toute mesure susceptible de porter atteinte à la renommée de son pays. « Mieux vaut perdre dix provinces, « disait-il (1), que la réputation de scrupuleuse bonne foi, « et l'honneur que nous avons acquis dans la guerre des « Mahrattes »... « Une stricte justice doit toujours prévaloir dans les transactions de la Compagnie avec les indi« gènes (2). »

Et à propos des gouvernements de la Péninsule qui ne montraient pas beaucoup de loyauté et de respect pour leurs engagements : « Il serait difficile de dire, écrivait-il à Charles « Stuart (3), ce qui réussira ou ne réussira pas dans ces gou« vernements d'intrigue ; mais à mon avis la ligne droite est « la meilleure. »

Wellington était très-opposé aussi à la politique envahissante et presque toujours égoïste du *Foreing Office*. Toutefois, pour ne pas entraver le gouvernement ou lui faire perdre son influence sur l'esprit des masses, il se bornait à protester contre cette politique dans sa correspondance intime ou confidentielle : « J'avoue, écrivait-il au major Malcolm (4), « qu'en réfléchissant au traité de paix avec Scindiah et à ses « conséquences, je crains que la *modération* du gouverne« ment anglais dans l'Inde ne paraisse avoir une grande res« semblance avec l'ambition d'autres gouvernements. »

Dans une lettre à son frère Henri datée du 14 janvier 1811, le duc critiquait vivement le rôle que l'Angleterre voulait

(1) *Lettre au major Malcolm*, 17 mars 1804.
(2) 2 juin 1803, au secrétaire du gouvernement de Bombay.
(3) *Lettre du* 8 novembre 1811.
(4) 27 janvier 1804.

prendre dans la question des colonies espagnoles : « J'ai tou-
« jours été d'avis, dit-il, que dans ses relations avec l'Espagne
« la Grande-Bretagne devrait suivre une ligne de politique
« libérale et mettre de côté, au moins pendant la durée de la
« guerre actuelle, toute considération d'intérêt commer-
« cial...... Les folles spéculations des colonies ne peuvent
« être tolérées ; l'autorité de la mère-patrie doit être soute-
« nue, et les efforts de nos capitaines de vaisseaux mar-
« chands, pour amener la séparation de l'Espagne d'avec ses
« possessions lointaines, doivent être réprimés.

« J'espère que la régence aura la fermeté de repousser la
« liberté du commerce avec les colonies. La Grande-Bre-
« tagne, par l'effet de cette même liberté à l'égard du Brésil,
« a ruiné le Portugal... Je me bornerai donc à demander s'il
« est sage, libéral, juste de détruire le pouvoir et les res-
« sources de nos alliés, de les ruiner de fond en comble pour
« faire entrer dans la poche de nos marchands l'or qui entrait
« auparavant dans les caisses publiques (1). »

Lorsqu'en 1813, la coalition faisait à Napoléon une guerre déloyale, affectant un libéralisme et des intentions pacifiques qui n'avaient rien de sérieux, Wellington combattait ouvertement l'empire et levait le drapeau de la légitimité, sans prendre part aux fourberies qui ont marqué les négociations de cette époque. Au lieu d'effrayer les populations par des actes de représailles, il cherchait à gagner leur confiance, en s'offrant à elles, non comme un ennemi courroucé, mais comme le restaurateur du seul régime capable de leur donner la paix et le bonheur. Au moment de poser le pied sur le territoire français : « *Je dois dire*, écrivait-il à son gouvernement, *que*

(1) *A Henri Wellesley*, 10 août 1810.

« *nos succès dépendront surtout de notre modération et de*
« *notre justice.* »

Ce langage, et plus encore la conduite du général anglais, formaient un contraste singulier avec les faits et gestes des alliés au nord et à l'est de la France. Là furent commis, en effet, malgré les déclarations les plus rassurantes, une foule d'excès dont le souvenir n'est pas encore effacé de la mémoire du peuple, et que Wellington eut le courage de désapprouver hautement.

Le respect du duc pour l'autorité n'allait pas jusqu'à lui faire accepter par une approbation tacite ou un silence complaisant la responsabilité d'une mesure injuste ou nuisible. Peu d'hommes ont mis autant de franchise à défendre leurs opinions; cependant, il n'était pas d'humeur chagrine ni enclin à la critique. En règle générale même, il ne se prononçait que lorsqu'il était consulté, ou lorsqu'il se croyait obligé de parler dans l'intérêt de la chose publique.

En dehors de ces deux cas, il évitait de faire connaître son opinion, ayant adopté pour maxime qu'*il ne faut pas se mêler des choses qui ne nous regardent point.*

Wellington possédait à un haut degré ce courage moral qui ne craint pas de se heurter à de puissantes influences, lorsqu'il s'agit de l'accomplissement d'un devoir essentiel. Ainsi, quand le duc d'Angoulême le pressa de mettre l'armée anglaise à la disposition de sa famille pour réprimer la contre-révolution de Bordeaux, il lui écrivit : « C'est contre mon avis et « ma manière de voir que Louis XVIII a été proclamé... Aucun « pouvoir sur la terre ne me fera départir de ce que je crois « être mon devoir envers les souverains alliés, et je ne « risquerai pas même une compagnie pour sauver des pro- « priétés et des familles mises en danger contre mon avis et « mon opinion... Je serais coupable d'une grave infraction à « mes devoirs et d'une grande cruauté envers les habitants

« du pays, si je les livrais à Votre Altesse Royale prématuré-
« ment, ou contrairement à leurs vœux (1). »

C'est avec la même fermeté qu'il combattit dans la suite les vues des souverains disposés à mutiler la France; — qu'il prévint les effets de la haine aveugle de Blücher; — qu'il défendit au Congrès d'Aix-la-Chapelle le système de l'évacuation immédiate, dont la plupart des alliés ne voulaient pas, — et que, dans l'administration de son propre pays, il sut résister tour à tour aux menaces et aux séductions des tories et des whigs, de ses amis et de ses ennemis, du peuple, et même de la couronne (2).

En votant l'émancipation catholique, il se mit à dos la majorité de la nation, les classes élevées, si puissantes en Angleterre, et les classes moyennes, si fortement attachées à leur religion; et, en combattant la réforme parlementaire, il exposa tout aussi résolument sa popularité aux haines du parti avancé, qui essaya vainement de l'intimider par ses menaces et ses outrages.

Dans toutes les phases de sa vie, il se montra le même : circonspect et lent à prendre une résolution, mais ferme et ne reculant devant aucun obstacle, ni devant aucun sacrifice personnel, lorsqu'il s'agissait de l'exécuter : *iron duke* sur le champ de bataille, *iron duke* dans le cabinet, et néanmoins toujours bon, affable, humain, quand il pouvait suivre les inspirations de son cœur.

Wellington avait cette fermeté de conviction et cette grandeur d'âme qui font mépriser l'injure et la calomnie. Il ne répondait ni aux journalistes, ni aux pamphlétaires. Canning signala ce fait caractéristique dans une séance de la Chambre

(1) *Lettre du* 20 mars 1814.

(2) Témoin l'approbation qu'il donna à Robert Peel, quand celui-ci encourut la disgrâce de la reine, à propos de sa demande de renvoi des dames d'honneur et des femmes de chambre du palais.

des Communes (26 avril 1811) : « Pendant que notre brave « général, dit-il, était en butte à de fausses appréciations, « jamais il n'a daigné signaler les comptes rendus inexacts « qu'il voyait publier. Il avait pris le parti de n'y pas répondre « en paroles ; et de laisser les résultats confondre les calom-« nies et les calomniateurs. »

Une seule fois, Wellington s'écarta de cette ligne de conduite : ce fut pour repousser les allégations d'un pamphlet publié dans le *Duende*, et basé sur une lettre écrite au ministre de la guerre par le comte de Ville-Fuentès, *xefe politico* de Guipuzcoa. Ce pamphlet était principalement dirigé contre le général Graham, accusé d'avoir ordonné et encouragé le sac de Saint-Sébastien. Wellington, en sa qualité de chef responsable, prit la défense de son subordonné, et, à la vivacité de son langage, on reconnaît qu'il fut cette fois piqué au vif. « Si ce factum, écrivit-il, est publié en Angleterre, je pour-« suivrai l'imprimeur. Je ne sais combien de temps je garde-« rai mon sang-froid (*how longer my temper will last*) ; mais « jamais je ne fus aussi dégoûté de quelque chose que de ce « pamphlet, et je ne sais ce qui me cause le plus de chagrin, « ou la conduite des soldats qui ont pillé Saint-Sébastien, ou « le libelle du *xefe politico* et du *Duende* (1)... »

« J'ai la conviction que ce nouveau libelle est écrit sous « la dictée du plus indigne de tous les goujats (*the greattest « of all blackguards*), le ministre de la guerre d'Espagne (2). »

Excepté dans cette circonstance, Wellington se montra toujours insensible aux attaques de la médisance et de l'envie. « Tout homme, écrivit-il, qui sert le public fermement et fi-« dèlement a pour ennemis et pour calomniateurs ceux qui

(1) Voir GURWOOD, t. XI, p. 232.
(2) *Despatches*, t. XI, p. 185. *Lettre à sir Henri Wellesley*.
Voir dans le recueil des dépêches, t. XI, p. 232, une autre lettre également violente contre ce pamphlet.

« désirent faire leur profit des besoins publics, des embarras, « des désastres et des malheurs du temps (1). »

Appréciant les choses à ce point de vue philosophique, il écrivit au comte de Liverpool, après les débats violents soulevés par la convention de Cintra : « Je vous assure que ce « qui s'est passé dans le Parlement, à propos de moi, ne m'a « pas affligé un seul instant (2). »

En 1815, à propos des attaques d'un journal d'opposition : « C'est une sorte de privilége des Anglais de ce temps-ci, « dit-il, de lire dans les feuilles quotidiennes des mensonges « sur ceux qui les servent, et j'ai été accoutumé, depuis « longtemps, à être traité de cette manière... Je suis parfai« tement indifférent à tout ce qu'on dit de moi dans les jour« naux (3). »

Au courage qui fait vaincre sur le champ de bataille et triompher des obstacles de toute espèce, Wellington joignait cet autre courage si précieux et si rare, qui fait dédaigner les vaines satisfactions de l'amour-propre, pour obtenir un résultat solide de préférence à un résultat brillant. Ainsi, au début de la guerre des Mahrattes, il fit les plus grands efforts pour prévenir une collision que d'autres eussent recherchée avec empressement, comme une source de faveurs et de distinctions. Dans la Péninsule, il laissa plus d'une fois échapper l'occasion de remporter une victoire, uniquement parce qu'il jugeait cette victoire inutile, ou qu'il pouvait obtenir le même résultat sans exposer la vie de ses soldats. En voici un exemple remarquable. Au commencement de la campagne de 1810, l'armée et le peuple sollicitèrent unanimement Wellington de venir au secours de Ciudad-Rodrigo. Le duc avait

(1) *Lettre du* 9 juin 1813 *au général Cooke.*
(2) *Despatches*, t. V, p. 524.
(3) Lettre adressée au rédacteur de ce journal. Paris, 24 novembre 1815.

d'excellentes raisons pour ne pas le faire. Il refusa donc, laissa prendre la ville et se livra de plein gré à toutes les colères que cette action qualifiée de « honteuse » souleva autour de lui.

Avec le même stoïcisme, il brava les sarcasmes de Masséna qui, dans ses proclamations, attribuait « à la peur » l'inaction calculée de son illustre adversaire.

Signalons encore la patience avec laquelle le duc attendit la retraite du prince d'Essling, opération prévue depuis longtemps et qu'il aurait pu hâter, mais sans avantage réel, par une attaque sur Santarem.

Les officiers anglais dans cette circonstance, comme dans beaucoup d'autres, poussèrent leur général à livrer des combats et à prendre l'offensive; mais Wellington refusa invariablement de faire tuer ses soldats lorsqu'il ne devait en résulter que de la gloire pour lui. Ce respect de la vie de l'homme, et ce mépris de la renommée l'élèvent bien au dessus des généraux qui ne voient dans la guerre qu'un moyen d'obtenir de grands avantages ou une brillante renommée. « Le gouver-
« nement s'est trompé, écrivit-il à Charles Stuart (1), s'il a
« cru qu'un désir intéressé d'acquérir de la réputation ait
« influé ou influera jamais sur ma conduite. Je suis venu ici
« pour l'acquit de mon devoir; la seule chose qui doive ou
« puisse me satisfaire, est l'accomplissement de ce que je
« dois à mon pays. »

Ce même sentiment d'abnégation faisait accepter à Wellington toutes les positions qu'il plaisait au gouvernement de

(1) 4 Juin 1811.

lui donner. En 1809, il fut envoyé à Hastings pour s'occuper de la discipline, de l'instruction et des menus détails d'une brigade d'infanterie. Il s'acquitta de cette mission avec la plus scrupuleuse exactitude. Un de ses amis, étonné de tant de résignation, lui demanda comment il pouvait se contenter d'une brigade, lui qui avait commandé à des armées de 40,000 hommes sur le champ de bataille, et mérité plusieurs fois les félicitations du Parlement. — « La chose est « bien simple, répondit sir Arthur : Je suis *nim mukwallah* « comme nous disions en Orient, c'est-à-dire j'ai mangé le « sel du roi. Pour cela je comprends qu'il est de mon devoir « de servir sans hésitation, avec zèle et gaieté partout où le « roi et son gouvernement trouvent convenable de m'em- « ployer (1). »

Dans une autre occasion, un colonel ayant trouvé mauvais qu'on lui rendit son régiment, après qu'il eut commandé une brigade, Wellington écrivit à ce colonel (2) : « Tout ce que « je puis dire, c'est que, pendant ma carrière militaire, j'ai « passé du commandement d'une brigade à celui d'un régi- « ment, et du commandement d'une armée à celui d'une « brigade ou d'une division, selon que j'en ai reçu l'ordre, « et sans que jamais je me sois senti humilié de ces muta- « tions. »

On sait avec quelle abnégation sir Arthur Wellesley remit à Baird le commandement de l'expédition d'Égypte, lorsque déjà il avait réglé tous les détails de cette expédition. Le même fait se produisit au début de la guerre de Portugal.

En apprenant, dans la baie de Mondégo, que le ministère avait nommé Burrard au commandement de l'expédition dont il devait se croire le chef, à en juger d'après ses in-

---

(1) GURWOOD, *Despatches*, t. IV, p. 2.
(2) 10 mai 1813.

structions, il écrivit à Castlereagh (1) : « Tout ce que je puis « dire à cet égard, c'est que je ferai de mon mieux pour « assurer le succès, soit que j'aie ou non le commandement ; « que je reste à l'armée, ou que je la quitte, vous pouvez « compter que je ne précipiterai pas les opérations, et que « je ne les commencerai pas un moment plus tôt, dans le « but d'acquérir de la gloire. Le gouvernement décidera « ultérieurement à quoi je dois être employé, soit ici, soit « ailleurs. »

Huit jours après (2), sir Arthur écrivit au même ministre : « ... Je serai le plus jeune des lieutenants généraux ; cela ne « m'empêchera pas de servir le gouvernement partout et comme « il lui plaira. »

La règle de conduite de Wellington à cet égard se trouve clairement tracée dans les lignes suivantes écrites, au général Mackenzie (3) : « La seule place convenable pour un militaire « est celle où il a l'ordre de se rendre. »

En parcourant la volumineuse correspondance du duc, on trouve vingt fois ces mots stéréotypés : *Donnez-moi des ordres, et vous serez obéi* (4).

Cette soumission cependant n'empêcha pas le duc de donner ses avis et de combattre les idées de ses chefs ; mais, lorsque ses observations respectueuses n'étaient pas agréées, il se soumettait de bonne grâce, et s'appliquait à exécuter loyalement ce qu'on lui avait prescrit.

Au début de la guerre des Mahrattes, le gouverneur de Bombay, M. Dunkan, ayant désapprouvé le plan de sir Arthur pour l'organisation des troupes et la défense du Guzerat, le jeune officier écrivit à ce fonctionnaire (5) : « J'apprends par

(1) 1er août 1808.
(2) Le 8 août.
(3) 25 juin 1809.
(4) Voir t. VI, p. 9 ; t. V, p. 295 ; t. IX, p. 52 ; t. X, p. 75 et 76, et t. XI, p. 372.
(5) *Lettre du* 2 avril, t. VI, p. 9.

« votre lettre, que vous désapprouvez mon plan et que vous
« me rendez responsable de son exécution.

« Je suis certainement prêt et disposé à accepter la respon-
« sabilité de chaque mesure que j'adopte, et à encourir tout
« risque personnel pour le service public ; mais je serais pré-
« somptueux si, après votre opinion, je persistais dans la
« mienne. »

En 1810, à propos de l'évacuation du Portugal, qu'il avait vivement combattue, Wellington écrivit (1) : « Tout ce que
« je demande, c'est que si je dois être responsable, on me
« laisse agir d'après mon propre jugement. Si le gouverne-
« ment accepte les opinions d'autrui et doute de l'efficacité
« des mesures que je propose, il n'a qu'à me donner des in-
« structions détaillées ; je les suivrai strictement. »

En 1813, après avoir protesté contre le rappel des bataillons provisoires (2), le duc écrivit à lord Bathurst, « que
« les ordres m'arrivent de la part de ceux qui doivent les
« donner, ils seront exécutés avec promptitude, et vous n'en-
« tendrez aucune plainte sur le mauvais effet qu'ils auront
« produit (3). »

Cette déférence pour l'autorité fut si grande, que lorsqu'il arrivait à Wellington de recevoir un ordre inexécutable ou nuisible, il demandait de nouvelles instructions, plutôt que de commettre un acte de désobéissance. C'est ce qu'il fit, par exemple, en 1809, à propos des instructions relatives à l'évacuation du Portugal. Il ne se mettait jamais en opposition avec un ordre formel, mais il prenait quelquefois sur lui, comme en 1808, de profiter du vague de ses instructions pour agir à sa volonté. Écrivant à M. Cooke (4), sous-secré-

(1) *Lettre* du 2 avril, voir GURWOOD, t. VI, p. 9.
(2) C'est le duc d'York qui voulait rappeler ces bataillons en Angleterre.
(3) *Lettre du* 9 mars.
(4) Le 16 avril 1814.

taire d'État : « Vous autres, dit-il, en Angleterre, vous allez « gand train et vous croyez que tout doit aller au gré de vos « désirs..... mais vous oubliez quelquefois que vos géné- « raux ont des instructions fort précises, et que pour bien « servir leur pays ils doivent se conformer à ces instructions, « quelque peu de crainte qu'ils aient d'assumer sur eux une « grande responsabilité. »

Veut-on une preuve encore de la parfaite soumission du duc à des personnes qui lui étaient inférieures en mérite, mais supérieures par le grade ou les attributions? Nous rappellerons sa déposition devant la cour d'enquête, instituée à propos de l'arrangement de Cintra. Il avoua dans cette déposition qu'il ne fut pas d'accord avec le général Dalrymple sur plusieurs articles de la convention, et que néanmoins il l'avait signée par déférence pour son chef : « Je pensai, dit-il, qu'il « était de mon devoir d'accéder au désir du commandant en « chef, d'après la loi que je me suis faite, et qui m'a toujours « dirigé dans mes actes, de me conformer aux ordres et aux « intentions de mes supérieurs, quelque différence qu'il y « eût entre nos opinions. »

C'est ainsi qu'après avoir exposé toute l'absurdité du plan qui consistait à employer, vers 1813, l'armée de la Péninsule au Nord, Wellington finit sa lettre en disant : « Je suis aux « ordres du prince régent, et je ferai tout ce que lui et son « gouvernement jugeront convenable (1). »

En 1815, le duc trouva que les alliés avaient un front d'opérations beaucoup trop étendu. Le prince de Schwarzenberg lui ayant demandé son avis sur ce point ainsi que sur l'ensemble des dispositions arrêtées, il rédigea un mémoire dont le paragraphe final était ainsi conçu : « Voilà mes idées « générales, basées sur notre force, notre position et la force

(1) *Lettre* du 12 juillet 1813, *à lord Bathurst.*

« de l'ennemi ; cependant, je suis prêt à faire ce qu'on vou-
« dra, si l'on n'approuve pas ce que je propose. »

Chez tout autre homme que chez le duc de Wellington, cette condescendance eût passé pour un manque d'énergie et de conviction.

Non moins extraordinaire est le respect du duc pour la légalité; ce respect, si rare chez les conquérants, l'honore à l'égal de ses plus brillants succès. « Chaque chose que nous
« ordonnons, écrivit-il au comte de l'Abisbal (1), doit être
« conforme à la loi et au règlement... Si nous ne donnons
« pas nous-mêmes l'exemple d'une stricte obéissance aux
« ordres de nos supérieurs, nous ne pouvons pas nous at-
« tendre à ce que nos inférieurs obéissent aux nôtres. »

En Portugal comme en France, Wellington exigea que ses soldats se conformassent à la juridiction du pays. Écrivant à Crawfurd (2) : « Je désire, dit-il, vous apprendre que
« ni moi ni aucun officier de l'armée anglaise, nous n'avons
« le pouvoir d'arrêter ou de punir les magistrats ni les autres
« personnes revêtues de l'autorité civile. »

Le duc poussa la rigueur si loin, qu'il défendit à ses officiers de chasser dans les parcs réservés, aux environs de leurs cantonnements, sans l'autorisation des propriétaires; qu'il leur ordonna de se soumettre aux visites des préposés de l'octroi à l'entrée des villes de France, et qu'il punit sévèrement les moindres contraventions aux règlements de la police locale. On a vu qu'en Espagne, alors que son armée avait le plus à souffrir de l'indifférence et de l'hostilité des nationaux, il défendit à ses soldats d'arracher des légumes dans les champs, ou de prendre quoi que ce fût sans indemniser les propriétaires.

(1) 17 mars 1812.
(2) 17 mai 1817.

Il fit également un ordre du jour pour défendre aux militaires anglais les réunions et les cérémonies franc-maçonniques. Cet ordre, daté du 5 janvier 1810, est ainsi conçu : « L'institution de la franc-maçonnerie étant contraire à la loi « en Portugal, le commandant en chef ordonne de suspendre, « pendant tout le temps que les troupes anglaises seront « dans ce pays, les réunions de loges qui ont lieu dans les « différents corps, l'usage des signes et des emblêmes consa- « crés, ainsi que les promenades des officiers et des soldats « en processions franc-maçonniques. Les officiers et les sol- « dats sentiront la nécessité d'obéir aux lois du pays qu'ils « ont reçu mission de protéger. »

On sait combien Wellington eut à se plaindre des extravagances et de l'hostilité des Cortès. Il ne manquait certes pas de raisons pour mépriser les ordres de cette assemblée ; néanmoins « *il se fit un devoir de se soumettre toujours à son autorité* (1). »

Mais ce qui atteste mieux encore la parfaite soumission du duc aux lois existantes, c'est qu'il observa rigoureusement, jusqu'à la fin de la guerre, un code pénal dont les dispositions vicieuses donnaient lieu aux plus graves inconvénients. Lorsqu'une cour martiale avait rendu un arrêt absurde, il s'en plaignait, mais toujours respectait la chose jugée. Le 6 juin 1800, écrivant au lieutenant-colonel Close : « Je ne puis, « dit-il, approuver les jugements rendus par la cour martiale, « *et cependant je les ai ratifiés* (2). »

En 1809, un soldat convaincu d'avoir frappé son officier,

---

(1) Voir la *lettre* adressée par Wellington, le 22 septembre 1814, *au roi d'Espagne*.

(2) Dans plusieurs de ses lettres (t. V, p. 164, 217 ; t. VII, p. 70 ; t. X, p. 78, 315 ; t. XI, p. 186, 404, 328), Wellington se plaint du peu de sévérité des cours martiales et de l'absurdité de leurs jugements.

Quand les sentences consacraient un principe inique ou fâcheux pour la discipline, Wellington les renvoyait ordinairement avec prière de procéder à un nouvel examen. Mais rien ne constate qu'il ait jamais refusé d'approuver une sentence après cette seconde épreuve.

fut acquitté. En apprenant ce fait, Wellington écrivit au général Mackenzie (1) : « Je suis inquiet au dernier point de « savoir si la cour martiale générale ne reviendra pas sur la « sentence qu'elle a portée dans cette affaire ; car je suis désolé de vous apprendre qu'il y a eu dans ces derniers temps « plusieurs exemples de soldats ayant battu des officiers « commissionnés et non-commissionnés, dans l'exercice de « leurs fonctions. »

Observateur rigoureux des règles et des formes de la justice, le duc n'a jamais commis sciemment un acte contraire à la loi ou à l'équité. S'il lui arrivait de se tromper, il reconnaissait loyalement ses torts (2). On peut voir (t. V. p. 154 de ses *Dépêches*), qu'au besoin il savait rendre justice aux inférieurs et condamner les chefs qui faisaient abus de leur autorité.

Un officier lui ayant écrit en termes inconvenants, au lieu de sévir immédiatement, comme d'autres eussent fait, il écrivit au lieutenant-colonel Close (3) : « Personne n'est juge com« pétent dans sa propre cause ; c'est pourquoi je vous serais « obligé de me donner votre opinion sur cette affaire. »

Dans une autre occasion, il fut d'avis que « décider sans « faire une enquête serait de sa part une injustice (4). »

Un homme si scrupuleux à l'endroit de l'équité ne devait pas être enclin au favoritisme. Ses plus grands détracteurs,

(1) *Lettre* du 16 juillet 1809.
(2) Voir entre autres l'*ordre* du 14 décembre 1809 et celui du 13 septembre 1810, où il dit : « Les officiers de l'armée se rappelleront que non-seulement il n'y a pas de déshonneur, « mais qu'il y a du mérite à reconnaître un tort et à le réparer. »
(3) *Lettre* du 2 juin 1800.
(4) *Lettre au lieutenant-colonel Close*, 18 juin 1800.

ont reconnu, en effet, qu'il n'eut pas de préférences injustes, et que tous les officiers trouvèrent en lui une égale protection.

Écrivant à lord Castlereagh (1) : « Si je me plains, dit-il, « de n'avoir pas le pouvoir de donner de l'avancement aux « officiers ou de les patroner, ce n'est pas que je désire avan- « tager mes favoris. Je déclare, au contraire formellement « que si j'avais demain ce pouvoir, il n'y a pas un seul « militaire que je voulusse avancer autrement que pour ses « services. »

Déjà, en 1803, Arthur Wellesley avait tenu le même langage à son ami le lieutenant-colonel Close, au sujet d'un candidat à l'emploi de chirurgien-major : « La personne que vous me « recommandez est une de celles que j'estime le plus ; son « avancement et son bien-être m'intéressent particulière- « ment, car elle m'a été souvent recommandée, dans les « termes les plus pressants, par son parent le général Mac- « kenzie, un de mes vieux amis. Mais vous et moi, mon cher « colonel, nous devons écouter les recommandations d'un « ordre supérieur à celles dont je viens de parler, et les pré- « férer aux suggestions qui viennent de nos sentiments par- « ticuliers d'amitié ou de bienveillance. Ces recommandations « sont celles fondées sur les services rendus (2). »

Joignant l'exemple au précepte, Wellington appliqua ces principes aux officiers qu'il avait le plus d'intérêt à favoriser. « Tous mes aides de camp, écrivit-il, ont été promus *à leur* « *tour* dans les régiments dont ils font partie, ou pour avoir « apporté en Angleterre la nouvelle d'une victoire (3). » Bien peu de généraux ayant commandé en chef pourraient en dire autant.

---

(1) Le 17 juin 1809.
(2) *Lettre* du 3 juillet 1803, *au lieutenant-colonel Close*.
(3) *Dispatches*, t. VI, p. 304.

Cette rare impartialité était unie chez le duc à une franchise toute militaire, qui le faisait aimer de ses subordonnés.

Lorsqu'il avait à se plaindre de quelqu'un, il formulait ses reproches en termes précis. « J'ai ordonné, écrivit-il « en 1811 à un commissaire général député (1), qu'on vous « otât votre emploi, dans la conviction intime que j'avais, « et qui depuis a été reconnue fondée, que le service ne fe- « rait que péricliter de plus en plus si vous continuiez à le « diriger. »

Dans une lettre adressée le 2 décembre 1814 à un général espagnol, Wellington dit avec la même franchise : « Je ne « vous ai pas recommandé au roi d'Espagne pour l'avance- « ment, nòn que j'aie quelque doute sur votre zèle et votre « courage à défendre la cause du roi, mais parce que je sais « que vous n'avez pas fait d'études militaires, et que vous « accordez peu d'attention à la discipline ainsi qu'au bon « ordre des troupes. »

Ce langage est celui d'un homme qui a la conscience d'être juste.

Le même sentiment d'équité se révèle, dans la façon dont Wellington appréciait les services de ses subordonnés (2). Son plus grand bonheur était de les mettre en relief, et jamais l'envie n'a dicté ses jugements sur leur conduite. On trouve même que ses rapports ont en général un caractère trop laudatif : reproche honorable et vraiment extraordinaire pour un officier qui parlait si peu de lui qu'on pourrait croire, en lisant ses bulletins, qu'il fut simple spectateur des batailles dont il rend compte.

---

(1) *Lettre* du 27 mai.

(2) Wellington savait rendre justice aussi aux corps étrangers qui avaient servi sous ses ordres. Ainsi, en 1831, prononçant un discours en faveur de la loi sur la milice, il dit en plein Parlement : « Les armées de l'Angleterre qui ont si bien servi le pays, ne furent jamais com- « posées de plus d'un tiers de sujets britanniques. Voyez les Indes, voyez l'Espagne, voyez « Waterloo, où nous fûmes si admirablement secondés par les jeunes troupes hanovriennes « et par d'autres corps étrangers... »

On sait à quelles violentes attaques le général Graham fut exposé après l'affaire de Barrosa. Wellington ne se laissa point influencer par ces clameurs et adressa des félicitations chaleureuses à son camarade. Il fit sur lui le rapport le plus favorable, et dans une lettre à lord Liverpool, datée du 27 mars 1811, il le recommanda vivement au prince régent pour « son combat *glorieux* de Barrosa. »

Nous avons vu que le maréchal Beresford commit plus d'une faute à Albuera, et que sa conduite, dans le commencement de l'action surtout, ne mérita rien moins que des éloges. Malgré cette circonstance, et bien que le général en chef pût ressentir quelque envie du beau succès remporté par son collègue, le duc fit l'éloge du maréchal dans les termes les plus chaleureux. Écrivant à l'amiral Berkeley, le 20 mai 1811 : « ...Je pense, dit-il, que cette affaire est « une des plus glorieuses et des plus honorables qui aient « été livrées dans le cours de la guerre. » Et dans une lettre écrite deux jours après (1) à lord Liverpool, il ne peut assez se louer « *de l'habileté, de la fermeté et de la bravoure du* « *maréchal.* »

Après la bataille de Vittoria, Wellington déclarait que Beresford « l'avait aidé par ses conseils d'amitié et par son assistance dans les dernières opérations. » A ce propos même, un général français croit devoir adresser de sévères reproches au duc : « Il est pitoyable, dit-il, d'entendre le vainqueur de « Salamanque et de Vittoria nous affirmer qu'il est rede- « vable de ses lauriers au général qui, le jour de la bataille « d'Albuera, fut obligé de se boxer avec un lancier polo- « nais (2). »

Après Graham et Beresford, les officiers dont la réputa-

(1) Le 22 mai. Voir également sa *lettre*, du même jour, *au général Spencer*.

(2) SARRAZIN, p. 338 et 339. Ce même général dit, p. 364 : « Wellington poussait trop loin la « reconnaissance envers ses collaborateurs. »

tion pouvait donner le plus d'ombrage à Wellington, étaient sans contredit Hill, Hope et Blücher. Or, voici comment le duc apprécia les services de ces trois généraux. Après l'affaire d'Arroyo-Molinos, où Hill avait surpris et battu la division de Girard, il écrivit au ministre de la guerre (1) : « Il me serait « singulièrement agréable de voir accorder quelque marque « de faveur par Son Altesse Royale le prince régent au lieu- « tenant général Hill : ses services, dans ce pays, ont tou- « jours été excellents et très-distingués ; il est chéri de toute « l'armée. »

Et quand ce même général, par un audacieux coup de main, eut détruit les ouvrages de la tête de pont d'Almaraz, Wellington s'empressa de rendre compte à lord Liverpool de cette opération, qu'il appela « *un brillant exploit* (2). »

A la bataille de Saint-Pierre, Hill soutint avec 14,000 hommes, le choc de 35,000 Français. Quand Wellington déboucha sur le terrain avec les troupes de secours, la position de Soult était mauvaise et sa retraite imminente. L'intervention du duc acheva promptement l'œuvre de Hill ; et l'armée alliée compta une victoire de plus. En parcourant le théâtre du combat, où gisaient plus de 5,000 Anglais, le duc rencontra son brave lieutenant ; il lui serra la main, et avec une expression de joie indicible : « *Mon cher camarade,* dit-il, *ce jour est votre œuvre !* » (Hill the day is all your own) (3).

Le général Hope fut tout aussi bien traité. Il existe entre autres une lettre du 15 décembre 1813, où Wellington écrit au colonel Torrens, secrétaire du duc d'York : « Depuis long- « temps j'ai conçu la plus haute opinion de sir John Hope, « et je crois que tout le monde partage cette opinion ; l'expé-

---

(1) *Lettre* du 6 novembre 1811.
(2) *Rapport* du 20 mars 1812.
(3) MAXWELL, t. III, p. 297.

« rience de chaque jour me convainc de plus en plus du
« mérite de ce général. »

Quant à Blücher, voici comment le duc de Wellington s'exprima sur son compte dans le rapport officiel de la bataille de Waterloo : « Je serais injuste envers mes propres
« sentiments, envers le maréchal Blücher et l'armée prus-
« sienne, si je n'attribuais pas le résultat heureux de cette
« journée à l'assistance cordiale et opportune que j'ai reçue
« de ces braves alliés. »

Une preuve qu'il n'y avait rien d'affecté dans cette modestie, c'est qu'on la retrouve jusque dans les épanchements de la correspondance intime du duc. Ainsi, le lendemain de la bataille de Waterloo, il écrivait à sa mère : « Je n'exalte pas
« mon adversaire par un adroit calcul de vanité, car ce n'est
« pas moi qui ai vaincu, c'est la vigueur des troupes anglaises
« et leur constance invincible (1). »

Nous avons exposé toutes les mesures prises par Wellington pour organiser et discipliner les troupes anglaises et les corps auxiliaires de la Péninsule. Il est prouvé que la plupart des résultats obtenus doivent lui être attribués. Personne ne l'a contesté ; Wellington seul fut d'un avis contraire. Écrivant à lord Liverpool, le 8 septembre 1810 : « Je serais
« injuste envers l'armée, dit-il, et je ferais violence à mes
« propres sentiments, si je ne saisissais cette occasion d'ap-
« peler l'attention de Votre Seigneurie sur le mérite du ma-
« réchal Beresford ; *c'est à lui exclusivement* qu'est dû le
« soin d'avoir levé, formé, discipliné et équipé l'armée por-
« tugaise, qui vient de se montrer capable d'attaquer et de
« battre l'ennemi. Il m'a donné en outre toute l'aide que son

(1) *Lettre* citée par de Beauchamp, t. IV, p. 336.

« expérience, son habileté et sa connaissance du pays le « mettaient à même de m'apporter (1). »

Citons encore la lettre suivante, écrite le 1er mars 1814, à lord Bathurst : « Il m'est impossible d'exprimer combien je « suis pénétré de leurs mérites (ceux de Beresford, de Hill, « de Hope et de Cotton) et combien le pays est redevable à « leur zèle et à leur habileté pour l'état dans lequel l'armée « se trouve en ce moment. »

Rien ne prouve mieux que ces divers témoignages le désintéressement et la grandeur d'âme du duc. Jusqu'à la fin de sa carrière, il a suivi constamment la même ligne de conduite. Après chaque victoire remportée par l'armée anglaise, dans l'Inde ou ailleurs, il prenait à la Chambre des Lords l'initiative des demandes de remerciement, et profitait avec bonheur de ces occasions pour élever jusqu'aux nues le mérite de ses camarades.

Napoléon ne jugeait pas toujours ses généraux avec autant de bienveillance et de désintéressement. Il rapportait tout à lui, et, lorsque l'un de ses subordonnés acquérait une réputation brillante, l'envie éclatait en reproches amers. Les *Mémoires de Sainte-Hélène* donnent sous ce rapport une triste idée du caractère de ce grand homme, qui, avec un génie immense avait dans certains moments les défauts d'une âme vulgaire. Ses mémoires, en effet, fourmillent d'aperçus injustes et de réflexions désobligeantes sur les hommes les plus illustres de l'empire.

Plus grand que Napoléon, sous ce rapport, le prince de

(1) Après une victoire, Wellington n'éprouva jamais aucun embarras à convenir qu'il avait profité des conseils et de l'expérience d'officiers d'un grade inférieur. Nous en citerons un exemple pris au hasard. Dans son rapport sur la bataille de Vimeiro : « Je dois beaucoup, « dit-il, au jugement et à l'expérience du major général Spencer, pour les décisions que j'ai « prises à l'égard du nombre de troupes assigné à chaque point de défense, et pour les con- « seils et l'aide qu'il m'a donnés pendant toute l'affaire. »

Dans ses campagnes de l'Inde, il avait traité de la même manière son coopérateur et ami le colonel Stevenson. (Voir ses *Rapports* sur la bataille d'Argaum et sur l'assaut de Gawilghur.)

Condé joignait aux qualités brillantes du soldat, cette magnanimité de l'homme bien né et bien élevé qui, au lieu de s'attribuer tout l'honneur du succès, le répand sur ceux qui ont bien servi : il se complut notamment à célébrer Gassion et Sirot, après Rocroy, — Turenne, après Fribourg et Nordlingen, — et Châtillon après Lens (1). Pendant sa retraite à Chantilly, quelques amis l'engagèrent à écrire ses mémoires ; il s'y refusa, disant qu'il serait obligé de blâmer des généraux estimables et de dire du bien de lui-même. Sans égoïsme et sans envie, il rendait justice à tous et à chacun, dédaignant pour lui-même les éloges qu'il prodiguait aux autres.

Par ce côté du caractère Turenne était semblable à Condé, et Wellington semblable à Turenne.

Wellington refusa d'écrire ses mémoires pour les mêmes raisons qu'avait alléguées le vainqueur de Rocroy, et il ne fournit jamais aucun renseignement aux écrivains qui lui demandèrent des explications sur certains points de sa vie militaire. On assure même que, pour n'avoir pas à critiquer des personnes qui lui étaient chères, il refusa de lire n'importe quel ouvrage traitant de ses campagnes (2). Dans sa volumineuse correspondance, il y a des centaines de lettres où des noms d'officiers et de soldats se trouvent mêlés à des faits regrettables. Ces lettres ont été publiées, mais, par ordre du duc, les noms sont restés en blanc. « Il lui eût été trop pénible, disait-il, de faire du tort par ces révélations, ou de causer du chagrin à des familles honorables, et d'ajouter à la

(1) « Je ne connais rien de plus noble que les dépêches de Condé à la cour annonçant ses différentes victoires. Il y parle peu de lui et beaucoup des autres.... A cet égard, Turenne était semblable à Condé. Ce qui me gâte un peu les mémoires de César, est cette ardente et continuelle préoccupation de sa personne, qui partout ne voit que soi, rapporte tout à soi, n'avoue aucune faute, relève les moindres actions, ne loue guère que les hommes médiocres, rabaisse les mérites éminents, etc. » COUSIN, *Biographie du prince de Condé*, publiée par la *Revue des Deux-Mondes*.

(2) Lord ELLESMERE. *Life and character of the duke of Wellington*, p. 43.

rigueur du châtiment par une publicité à laquelle ses ordres n'étaient primitivement pas destinés. »

Sous une apparence froide et réservée, Wellington cachait une âme chevaleresque; nous avons vu avec quel soin il évita de signaler les fautes commises par Crawfurd au début de la campagne de 1810 et le silence magnanime qu'il garda sur la conduite de Campbell pendant le siége d'Alméida. Quoique vivement contrarié de l'épisode qui termina ce siége, et des railleries sanglantes de la presse, il dédaigna de se justifier en découvrant un de ses subordonnés (1). Cette bonté d'âme se révèle encore dans les explications que fournit le duc à la cour martiale, instituée en 1813, pour juger la conduite de John Murray pendant le siége de Tarragone. Il poussa la pitié pour ce malheureux général jusqu'à insinuer « que peut être le défaut de précision ou de clarté de ses instructions avait induit Murray à commettre les fautes qu'on lui reprochait (2). »

Après la bataille d'Assye, un officier chargé du département des bœufs, et qui avait trouvé la mort sur le champ de bataille, fut accusé de malversation. Wellington n'aimait pas

---

(1) Voir sa *lettre* du 15 mai 1811, *à lord Liverpool*.

Napoléon traitait autrement ses généraux lorsqu'ils étaient coupables ou malheureux, témoins ses apostrophes contre Bernadotte après Iéna, contre Dupont après Baylen, contre Dorsenne après la prise de Ciudad-Rodrigo, contre Marmont après Salamanque, contre Jourdan et Joseph après chaque revers des armées d'Espagne.

La correspondance du duc de Raguse avec le prince de Neufchâtel nous a même prouvé que l'empereur, quand le résultat ne répondait point à son attente, ne se faisait aucun scrupule de dénaturer les ordres émanant de lui pour faire tomber la responsabilité sur ses lieutenants. (Voir t. IV des *Mémoires de Marmont*, les lettres des 18 et 20 février et du 16 avril 1812 du prince de Neufchâtel, et celles des 22 et 25 mars du duc de Raguse.)

(2) *Characteristics*, p. 165-166.

cet officier; cependant le croyant honnête homme, il écrivit à ses détracteurs : « Pour autant que je puisse répondre de « quelqu'un, je dirai avec assurance que les dépositions faites « contre le capitaine Mackay ne contiennent pas un mot de « vrai. »

Nous avons vu que sir George Graham, en butte à la colère des Espagnols depuis le siége de Saint-Sébastien, trouva dans son chef un appui énergique. Wellington réfuta les calomnies, et accepta pour son compte la responsabilité des faits.

C'est avec la même vigueur qu'il défendit plus tard le général Harry Smith, attaqué d'une manière excessivement violente pour avoir traîné la guerre des Caffres en longueur : « J'approuve, dit le duc, dans la Chambre des Lords, toutes « les opérations du général Smith, les ordres qu'il a donnés « à ses troupes et les arrangements qu'il a pris pour assurer « leur succès (1). »

Personne, après cette déclaration n'osa prendre la parole pour soutenir la culpabilité, — et Smith fut absous.....

Dans une autre occasion, ayant à s'expliquer sur le mérite de John Moore, à propos de la désastreuse expédition de la Corogne, Wellington ne trouva qu'une petite faute à signaler, et encore fit-il observer « que c'était le résultat d'une opinion, « formée après l'événement, que peut-être il n'aurait pas eue « sur les lieux, et dans les circonstances où s'était trouvé son « malheureux camarade. »

Quand tout le monde accablait Wellington de reproches, d'injures et de railleries à propos de sa retraite de Talavera, le duc pour dégager les ministres que l'on accusait d'avoir rendu ce résultat inévitable par leur expédition de Walcheren, écrivit à lord Liverpool, « que la campagne aurait eu les

(1) STOCQUELER, t. II, p. 289.

mêmes résultats si l'expédition avait été remise ou supprimée. »

De même, après Burgos, il accepta, dans une lettre officielle, toute la responsabilité de l'insuccès, alors qu'il lui eût été si facile de prouver que les ministres seuls en étaient cause.

Quand Fouché, tombé en disgrâce, dut prendre le chemin de l'exil, pour éviter une chute éclatante et peut-être pis, Wellington eut le courage d'écrire au roi : « Je suis bien fâché « de ce qui arrive au duc d'Otrante ; à lui seul vous devez « d'être rentré dans votre capitale et remonté sur le trône. « Blücher ni moi n'étions capables de vous rendre la cou- « ronne. Nous avions affaire à une armée de 80,000 enragés « qui nous auraient écrasés. Nous ne pouvions éviter une « bataille si on nous l'eût offerte, ou nous étions obligés de « battre en retraite pour attendre la coopération des autres « puissances ; et Votre Majesté sait quelles étaient alors leurs « dispositions. Le duc d'Otrante a empêché que la bataille « n'eût lieu, et c'est bien à lui que vous devez d'être re- « monté sur le trône de vos pères (1). »

Assurément cette lettre écrite dans un pareil moment et en faveur d'un homme mal vu de tous les partis, n'est pas l'œuvre d'un égoïste, d'un courtisan ou d'un ambitieux. Il semble même étrange que le vainqueur de Waterloo ait pu dire au roi de France : « C'est à Fouché *seul* que vous devez votre restauration. » Mais cet étrangeté disparaît pour ceux qui savent combien le duc était modeste et peu infatué de sa personne.

Wellington avait pour maxime « de se défier de son propre jugement dans les affaires qu'il désirait (2). » Ainsi, après la

(1) *Lettre* citée par de Vaudoncourt.
(2) *Lettre* du 3 février 1805, *au major Shawe*.

bataille d'Assye, il ne dédaigna pas de soumettre l'examen de sa conduite au lieutenant-colonel Munro : « Vous êtes, lui « écrivit-il, un juge compétent en fait d'opérations militaires, « et je serais jaloux d'avoir votre approbation (1). » Son amour-propre ne le faisait pas reculer devant des aveux que d'autres eussent rougi de faire. Ayant reçu en 1808 l'ordre de se rendre dans les Asturies pour étudier ce pays et en faire une description, il écrivit à lord Castlereagh : (2) « Je « dois vous avouer que je ne suis pas un géomètre, et que je « ne sais pas faire une description.... En conséquence, j'ai « informé sir Hew Dalrymple que je ne puis me charger du « service auquel vous désirez que je sois employé ; je ne suis « point un ingénieur topographe et je n'ai point la prétention « de décrire un pays comme les Asturies. »

« ... Je me défierais de mon propre jugement, écrivit-il « encore (3), s'il se trouvait en opposition avec celui de John « Moore, dans un cas qu'il aurait eu occasion de connaître « et d'examiner. »

« ... Don Forjas a plus d'habileté que moi et connaît mieux « les localités (4)... »

« ... Si vous avez une opinion différente de la mienne sur « quelque partie de cet aperçu général, je suis convaincu que « vous avez raison, etc. (5). »

Au milieu de ses plus grands triomphes, cette simplicité modeste ne l'abandonna point. Après Vittoria, il reçut du prince régent d'Angleterre le billet suivant (6) : « Votre glo-« rieuse conduite est au-dessus de tout éloge humain et de « toutes les récompenses..... Je sens que je n'ai plus rien à

(1) Le 1er novembre 1803.
(2) *Lettre* du 5 septembre 1810.
(3) *Au comte Liverpool*, 2 avril 1810.
(4) 24 mars 1810, *à Charles Stuart*.
(5) *Lettre* du 15 avril 1810 *au général Graham*.
(6) Daté du 3 juillet 1815.

« faire que d'offrir avec la plus grande dévotion ma prière « de reconnaissance à Dieu pour avoir, dans sa bonté toute-« puissante, accordé à mon pays et à moi un général tel « que vous. »

Wellington fut si peu ébloui de cet éloge, qu'il écrivit quelques jours plus tard au gouvernement : « Dites au prince « régent que si on m'envoie commander une armée en Alle-« magne, *je ne ferai pas mieux qu'un autre;* dans la Pénin-« sule, au contraire, j'ai cet avantage que chacun est persuadé « que je fais tout ce qu'il est possible de faire (1). »

La modestie n'est pas d'ordinaire l'apanage de la jeunesse, et nos premiers triomphes sont en général ceux qui nous inspirent le plus d'orgueil. Le jeune conquérant des Mahrattes fit exception à cette règle. Dans le bulletin de sa première victoire, celle d'Assye, il oublia de mentionner qu'il avait conduit en personne la charge finale, et qu'il avait eu deux chevaux tués sous lui.

Au moment de quitter l'Inde, Wellesley reçut des habitants de Bombay et de fort Saint-George des adresses où sa gloire était portée aux nues. Il répondit à ces adresses, en attribuant tout l'honneur du succès à l'habile politique du gouverneur et en faisant l'éloge du général Blake, ne parlant pas plus de lui que s'il eût répondu au nom d'un autre (2).

En 1812, complimenté par la municipalité de Madrid, le duc ne dit pas un mot de ses victoires ; pour expliquer sa présence dans la capitale de l'Espagne, il se contenta de cette simple réflexion : « Les événements de la guerre sont dans les mains de la Providence. »

Qu'il y a loin de ce langage modeste à la forfanterie de certains généraux, infatués de leur mérite ! Junot, par exemple,

(1) *Lettre* du 13 juillet, à *lord Bathurst.*
(2) Voir GURWOOD, t. III, p. 146.

entré à Lisbonne sans coup férir, écrivit au ministre de la guerre : « Les dieux se déclarent en notre faveur : un tremblement de terre le prophétise, en attestant leur toute-puissance, et sans nous avoir fait aucun mal. »

Ces déclamations répugnaient à la nature de Wellington : toujours simple et vrai, il évitait de se poser d'une manière théâtrale. Sa suite était plus modeste que celle du dernier général espagnol. On rapporte que le brigadier Miranda en 1809 (avant la réforme introduite dans l'état-major par Beresford) avait 43 aides de camp (1); et quand le duc de Wellington fit son entrée à Cadix, il n'était accompagné que d'un seul officier, le major Somerset! Vainement on chercherait dans ses douze volumes de dépêches une seule phrase à effet, une seule lettre écrite dans le but d'exalter son mérite ou de ravaler celui des autres. On y trouve au contraire une foule d'aperçus et de renseignements qui tendent à diminuer l'importance de ses succès. Au rebours de certains généraux toujours enclins à exagérer la force de l'ennemi pour augmenter l'importance de leurs succès, il représente l'armée française dans la situation la moins propre à donner une haute idée de sa force et de sa supériorité relative : « Il est impossible, « écrivait-il, à lord Liverpool (2), d'exprimer à Votre Seigneu- « rie la pénurie d'argent et de toutes choses où se trouvent « les armées françaises dans la Péninsule (3). Cette situation « a fort affaibli et en grande partie détruit la discipline des « troupes. Toutes les lettres interceptées ne parlent que de « faits de malversation, de corruption et de détournement « d'effets commis par des personnes attachées à l'armée. »

(1) *Notes of a subaltern.*

(2) Le 3 novembre 1810.

(3) « Les Français, dit encore Wellington, prirent plus d'une place sans avoir d'autres munitions que les boulets tirés sur eux par l'ennemi, et ils avaient compté en commençant le siége sur ce moyen d'approvisionnement. »

« Les corps français, écrivait-il encore (1), n'ont jamais « eu de communications assurées au delà du terrain qu'elles « occupent.... »

« J'attribue en grande partie les succès que nous avons « obtenus jusqu'à présent à ce que les généraux de l'ennemi « manquaient de renseignements. En ce moment, quoique « toute l'armée se trouve à quelques milles d'eux, ils ne « savent pas où nous sommes (2)..... »

« Nous jouissons d'avantages que n'ont pas les Français. « Nous tenons toutes les rivières navigables, et nous nous en « servons pour transporter nos vivres aussi loin que pos- « sible; d'un autre côté, la puissance navale de la Grande- « Bretagne protége l'arrivage de ces vivres et l'établisse- « ment de nos magasins sur les côtes (3). »

Tacite a fait le portrait de Wellington dans les lignes suivantes, consacrées à son parent Agricola.

« Agricola ne déroba jamais à son profit la gloire acquise « par les autres. Centurions ou préfets, tous avaient en lui « un témoin fidèle de leurs actions. Certaines gens lui « reprochaient d'être sévère à l'excès dans ses réprimandes; « mais de même qu'il était affable pour les bons, il était « rude pour ceux qui s'écartaient du devoir. Sa colère « d'ailleurs ne laissait aucune trace, et on n'avait rien à « redouter de sa réserve ou de son silence : il croyait plus « loyal d'offenser que de haïr. . . . .

« Dans ses dépêches, il rendait compte des événements « sans les exagérer par des mots orgueilleux..... Simple « dans ses vêtements, affable dans ses discours, sans autre « cortége qu'un ou deux amis : de telle sorte que la multi- « tude, qui juge les grands hommes à leur faste, en le

---

(1) Le 22 juillet 1812, *au comte Bathurst.*
(2) Le 30 juin 1811, *à l'amiral Berkeley.*
(3) *Au comte de Liverpool,* 4 décembre 1811.

« voyant et en l'examinant, cherchait sa gloire, et que peu de « gens la devinaient. »

Les fautes commises par Wellington se trouvent consignées dans ses rapports; il y en a même qu'on n'aurait jamais connues sans son témoignage.

Ainsi, après Talavera, il écrivit à Castlereagh : « L'armée « n'a tant souffert, que parce que je n'ai pas stipulé, avant « mon entrée en Espagne, qu'on me fournirait tous les « moyens de transport nécessaires. »

A propos du siége des forts de Salamanque, ... « Je m'étais « trompé, écrivit-il (2), dans l'évaluation des moyens qu'exi« geait la prise de ces forts, et je fus obligé d'envoyer cher« cher, sur les derrières, un supplément de munitions : cette « nécessité occasionna un retard de 6 jours. »

Et à propos du siége de Burgos : « La faute, dit-il, que j'ai « commise n'est pas d'avoir entrepris cette opération avec « des moyens insuffisants, mais d'y avoir employé des soldats « inaguerris, au lieu des meilleures troupes (3). »

Wellington dans ses rapports était simple, véridique. S'il lui arrivait d'avancer un fait inexact, il s'empressait de le rec-

---

(1) *Lettre* du 30 juin 1812, *à lord Liverpool*.

(2) *Lettre* du 23 novembre *au comte de Liverpool*.— Voir aussi les rapports de Wellington sur les batailles d'Assye et d'Argaum. Dans le premier, il signale la faute commise par le 74e régiment en chargeant trop tôt, et dans le second il parle d'une *fausse manœuvre* faite par l'infanterie de sa propre division.

tifier. Peu d'hommes ont poussé aussi loin que lui l'horreur du mensonge. Il n'y a pas une ligne dans sa volumineuse correspondance qui ne témoigne de ce sentiment, et qui ne soit une protestation contre la déloyauté, contre la morale facile, contre toute espèce de charlatanisme. Plaçant la vérité au-dessus de tout, il ne trouva rien de plus honorable à dire à la Chambre des Lords en faveur de son ami Rober tPeel, que ces simples paroles :

« Dans tout le cours de mes relations avec lui, je n'ai pas
« surpris une occasion où il ne montrât le plus ferme atta-
« chement à la vérité; et jamais je n'ai eu la moindre raison
« de suspecter qu'il avançât la moindre chose qu'il ne crût
« pas vraie (1).

Un biographe de Wellington rapporte ce trait caractéristique. Quelqu'un ayant demandé au duc comment il avait pu fournir des notes et des éclaircissements à un historien tel que Napier, dont les opinions *radicales* étaient si manifestement contraires aux siennes, il répondit : *Parce que celui-là au moins dira la vérité.*

Cet amour du vrai et cette bonne foi incontestable donnent aux rapports de Wellington une valeur historique que n'ont pas au même degré tous les documents de ce genre.

Les généraux français, et surtout Napoléon, rédigeaient leurs bulletins avec beaucoup moins de conscience. Les succès y sont exagérés, les défaites adoucies; l'empereur ne se faisait pas même scrupule d'altérer *notablement* (2) les rapports déjà très-inexacts de ses lieutenants, et de faire publier dans les journaux des faits entièrement controuvés (3).

---

(1) « *In the whole course of my communication whit him, I never knew an instance in which he did not show the strongest attachment to truth; and I never saw, in the whole course of my live the smallest reason for suspecting that he state anything which he did not firmly believe to be the fact* » *Discours prononcé* en 1850.

(2) Expression de M. Thiers, t. II, p. 573.

(1) En voici une preuve manifeste. Le 23 décembre 1808, Napoléon écrivit de Villa-Castin

C'est un de ces documents, ainsi *revu* et *corrigé* dans le *Moniteur*, qui fit dire à Wellington : « Il est impossible que Mar-« mont ou Dorsenne aient écrit des absurdités pareilles à « celles qui ont paru avec leurs noms au bas. »

La simplicité qui règne dans les dépêches du duc se retrouve dans ses ordres du jour et dans ses proclamations. Le soldat anglais ne se nourrit pas de grandes phrases, et ne meurt pas pour des rimes. Il faut lui parler le langage de la raison sans ornements et sans boursouflure ; l'exclamation de Bonaparte à la vue des Pyramides, toute sublime qu'elle soit, n'eût pas produit le moindre effet sur lui.

La *patrie* et le *devoir*, sont ses seuls maîtres. Il y consacre sa vie entière et ne demande, en retour de ce dévouement, ni place dans les bulletins, ni mention sur les colonnes triomphales. S'il est bien payé, bien nourri, bien commandé, il regarde l'état comme libéré envers lui, et ne songe point à marchander le prix de son sang. Nelson connaissait bien ses braves et modestes compagnons lorsqu'il leur dit à Trafalgar : « L'Angleterre attend de vous que chacun fasse son devoir. » Wellington ne tint jamais à ses soldats un autre langage. Il se bornait à les féliciter de leur conduite, et à leur rappeler de temps en temps les avantages d'une bonne discipline. L'ordre du jour suivant, publié après la victoire de Salamanque, donne une idée exacte de l'esprit et du style de ces sortes de communications : « Le commandant en chef adresse ses re-« mercîments aux généraux, officiers et soldats, pour leur « conduite dans l'affaire du 22 courant. Il ne manquera pas « d'en faire rapport à Son Altesse Royale le prince régent « avec les éloges qu'ils méritent. Il espère que les événe-« ments d'hier auront donné à tous la conviction que les

---

à Joseph : Faites mettre dans les journaux de Madrid que 20,000 Anglais sont cernés et per-« dus. » Il n'en était rien, car dans cette même lettre il dit : « les Anglais paraissent être à « Valladolid. »

« succès militaires dépendent de l'obéissance des troupes et « de leur exactitude à maintenir un ordre de bataille, que, « sous aucun prétexte, elles ne doivent se permettre de quit- « ter un instant (1). »

On pourrait croire que cette simplicité et cette concision dans les rapports et dans la correspondance sont naturelles aux généraux anglais. Pour avoir la preuve du contraire, il suffit de lire la relation de la bataille d'Albuera, par Beresford, — celle de la prise des ouvrages d'Almaraz, par Hill, et celle de l'assaut de Saint-Sébastien, par Graham : toutes beaucoup plus longues et plus prétentieuses que les rapports de Wellington sur les victoires décisives de Salamanque, de Vittoria et de Waterloo...

L'exagération et le charlatanisme répugnaient tellement au caractère du duc, qu'il en condamna l'usage même dans les proclamations adressées par les gouvernements de la Péninsule aux peuples naturellement hyperboliques de ces contrées. Nous en voyons la preuve dans l'extrait suivant d'une lettre écrite à Charles Stuart, au sujet d'un projet d'adresse redigé par le gouvernement portugais : « Tout cela, dit-il, « doit être traité dans un style simple, sans enflure, et par- « dessus tout bref. Ces mots *Coriz sobre os nonnos inimicos* « (courir sus à nos ennemis) ne feront qu'accroître le mal « actuel. Tout le monde en Portugal est suffisamment pré- « venu du danger et empressé de l'éviter : il y a de l'enthou- « siasme à foison; on n'entend que de cris de *Viva*; ce sont

---

(1) Tordesillas, 23 juillet. Les ordres du jour donnés après Vittoria et Waterloo, sont conçus dans les mêmes termes.

Une chose frappe dans la correspondance de Wellington, c'est l'absence de tout éloge personnel. Le *moi* ne s'y trouve nulle part, et, à la façon dont le duc parle de certains faits, on pourrait croire qu'il fut spectateur plutôt qu'acteur dans la lutte. Cette abnégation fut même quelquefois mal interprétée, à en juger par l'extrait suivant d'une lettre écrite à lord Bathurst, le 22 février 1814. « Quand je suis présent, quoique je veuille bien « dire qu'un autre commande, c'est moi qui suis le chef réel. » Rectification que probablement Wellington n'aurait pas été obligé de faire si ses généraux avaient été aussi modestes que lui.

« des illuminations, des chants patriotiques et des fêtes par-« tout; mais ce qui manque, c'est que chacun, suivant sa « position, s'acquitte franchement et simplement de son de-« voir et obéisse aux ordres de l'autorité. »

Henri Wellesley ayant soumis à son frère plusieurs articles qu'il se proposait de faire insérer dans les journaux de Cadix, pour combattre l'influence croissante de la démocratie, « quelque chose que vous jugiez à propos de publier, dit « le duc, il faut vous borner à un exposé de faits et de dates, « en style simple, avec les raisonnements faciles à saisir qui « en découlent (1). »

Wellington montra toujours une parfaite convenance dans ses rapports avec les généraux français, et une grande dignité de langage dans ses jugements sur les opérations de l'armée ennemie.

Napoléon disait en entrant dans la Péninsule : « Je plan-« terai mes aigles sur les tours de Lisbonne..., je balayerai « les Anglais dans la mer, etc. » On ne trouve rien de semblable dans les proclamations du duc. Il s'opposa même à ce que les agents de l'Angleterre prêtassent les mains à ces sortes d'exagérations. Ainsi, Charles Stuart l'ayant consulté sur une proclamation que se proposait de faire le gouvernement espagnol, il lui écrivit : « En premier lieu, les injures « contre les Français sont inconvenantes dans une proclama-« tion émanant d'une autorité régulière telle que la Ré-« gence.... La pièce entière est trop imitée des proclamations « de la Junte. »

Wellington appréciait à leur juste valeur les généraux et les soldats français. L'injure ou le dénigrement ne furent jamais la consolation de son amour-propre humilié.

« L'armée française, écrivait-il le 26 janvier 1811, au mar-

(1) *Lettre* du 2 avril 1813.

quis Wellesley, est sans contredit une merveilleuse machine. » .... « La France, dit-il encore, n'a pas d'ennemis que je sache, et n'en mérite pas (1). » Dans plusieurs de ses lettres, il parle avec respect du talent de ses adversaires (2). Jamais il ne permit qu'on les maltraitât en sa présence. Un jour lord Aberdeen accusa, dans la Chambre des Lords, le maréchal Soult d'avoir livré la bataille de Toulouse connaissant l'abdication de l'empereur; Wellington prit aussitôt la parole pour réfuter cette accusation. Dans une autre circonstance, il félicita publiquement le général Dubreton sur la belle défense de Burgos, bien que ce fait lui rappelât l'échec le plus grave essuyé par ses troupes dans la Péninsule (3).

Quelle différence entre cette conduite et celle de l'empereur, qui reprocha à Joseph d'avoir bien parlé des défenseurs de Saragosse, « pour lesquels, disait-il, on ne peut avoir *que le plus grand mépris* (4) » et qui, dans le 33e bulletin de l'armée d'Espagne, infligea ce blâme immérité à leur illustre chef : « Palafox était l'objet du mépris de toute l'armée enne-

---

(1) Le 4 juin 1815.

Il y a loin de ce langage à l'exagération odieuse de certains hommes d'État, qui après 1815, représentèrent l'armée française comme une bande de voleurs et d'assassins. Témoin le discours suivant prononcé par Castlereagh dans la Chambre des Communes, le 19 février 1816 : « L'un des derniers actes de Bonaparte fut d'ordonner aux préfets de lui envoyer « des listes descriptives des femmes, de leurs fortunes, etc., ayant évidemment l'intention « de les sacrifier à la luxure et à la cupidité de cette armée avec laquelle, en lui donnant « ce *stimulus*, il espérait vainement se maintenir sur le trône de France et porter la désolation dans les États environnants. »

(2) Soult suivit, à l'égard de Wellington et de l'armée anglaise, la même ligne de conduite; les autres maréchaux et surtout l'empereur ne furent pas à beaucoup près aussi chevaleresques.

Napoléon faisait appeler Wellington, dans le *Moniteur*, un officier *incapable*, *téméraire*, *présomptueux* et *ignorant*. « Nous devons souhaiter, écrivit-il en 1812, que le général « Wellington commande toujours les armées anglaises. Du caractère dont il est, il essuyera « de grandes catastrophes. » (Cité par Maurel, p. 40.)

Suchet, qui n'avait eu à combattre dans la Péninsule que des généraux et des troupes médiocres, se montra doublement injuste envers ses camarades et envers les troupes ennemies en écrivant à Soult en 1813 : « ... Alors on réduira à sa juste valeur la réputation que les armées anglaises ont trop aisément acquise à Salamanque et à Vittoria... »

(3) *Campaing's of the field marshal duke of Wellington*.

(4) *Lettre* du 11 mars 1809 (*Mémoires de Joseph.*)

« mie, qui l'accusait d'arrogance et de bassesse. Jamais on « ne le voyait où il y avait du danger. »

C'était de la passion à la manière de Nelson, qui ne pouvait voir un Français ou entendre faire l'éloge de la France sans avoir des crispations nerveuses. Wellington, au contraire, eut toujours une grande admiration et une estime sincère pour l'armée et la nation dont il fut l'antagoniste.

La seule chose qu'on puisse lui reprocher, c'est d'avoir employé quelquefois des termes peu convenables en parlant de Napoléon. Il mettait une certaine affectation à lui refuser le titre d'empereur, pour le désigner sous le nom *d'ennemi prononcé du genre humain* (1). On regrette aussi de voir dans sa lettre du 23 juin 1815, au lieutenant-général comte d'Uxbridge, cette phrase peu généreuse : « Je suis d'avis « que Napoléon ne peut nous tenir tête, *et qu'il n'a qu'à se « pendre.* »

Les Français accusent Wellington d'avoir manqué de tact et de modestie en plaçant la statue de Napoléon au bas de l'escalier de son palais d'Apsley-House (2). Le fait est vrai, mais l'intention qu'on y attache est tellement en opposition avec les idées et le caractère habituel du duc, qu'il nous répugne de l'admettre. Le vainqueur de Waterloo avait trop de bon sens et trop de goût pour chercher à ravaler, par de semblables moyens, l'homme extraordinaire que ses compatriotes eux-mêmes avaient proclamé *le plus grand génie des temps anciens et modernes* (3). Sa volumineuse correspondance ne renferme pas une seule lettre où il mette en doute la supériorité militaire de l'empereur; dans plusieurs,

(1) Proclamation du 22 juin 1815. Dans celle du 23 août 1810, il l'appelle *insatiable ennemi du genre humain*.

(2) Cette statue fut donnée par Louis XVIII au prince régent, qui en fit cadeau à Wellington.

(3) Napier, t. XI, p. 119.

au contraire, il exalte le génie incomparable du héros français : « Les plus chauds admirateurs de Napoléon, dit lord Ellesmere, n'avaient pas une plus haute opinion que lui de sa capacité militaire. Je lui ai entendu dire mainte fois qu'il était plus dangereux de faire une faute devant l'empereur que devant tout autre homme, et je pense qu'il était entièrement de l'avis des Français, qui évaluaient la présence de l'empereur sur le champ de bataille, à un renfort de 40,000 hommes (1). » Cependant, il ne le croyait pas supérieur aux hommes de guerre de l'antiquité : « Je lui demandai un jour, dit lord Ellesmere (2), quel était, d'après lui, le plus grand général du monde; il me répondit : « Annibal. » D'autres personnes lui ayant fait la même question, en obtinrent la même réponse. » Mais entre cette opinion et la pensée mesquine qu'on prête au duc, la distance est énorme, et nous persistons à croire que l'emplacement très-malheureux, il est vrai, donné à la statue de l'empereur, n'a pas de signification, à moins qu'il n'en ait une favorable aux deux généraux, ce qui n'est pas du tout impossible.

Nous pourrions terminer ici notre appréciation des travaux et du caractère de Wellington; mais, pour faire connaître d'une manière complète cet illustre guerrier, il nous reste à parler de sa vie intime et à signaler quelques traits, d'une importance secondaire au point de vue de l'histoire, et que néanmoins le biographe n'a pas le droit de dédaigner. Souvent une anecdote, une particularité, un détail vulgaire peint mieux le caractère d'un homme que les actes les plus solen-

---

(1) *Life and character*, etc., p. 46.
(2) *Life and character of the duke of Wellington*, p. 10.

nels de sa vie. Le héros et l'homme politique ne doivent pas seulement être jugés sur le théâtre de leurs exploits; il faut encore les suivre dans l'intimité et jusque dans le sein de la famille. Là, simples et vrais, ils apparaissent tels qu'ils sont, tels que la postérité veut les connaître.

CHAPITRE XVIII.

VIE PRIVÉE DE WELLINGTON.

ANECDOTES.

CHAPITRE XVIII.

SOMMAIRE :

Portrait de Wellington. — Sa vie sobre et régulière. — Son désintéressement. — Origine de sa fortune. — Sa correspondance tant officielle qu'intime. — Ses travaux parlementaires; son éloquence; ses idées sur le gouvernement. — Connaissance du cœur humain. — Aptitude remarquable au travail. — Relations de Wellington avec ses subordonnés. — Son influence mise à profit par le gouvernement anglais. — Honneurs que lui rendait la foule. — Ses nombreuses statues. — Place qu'occupait le duc dans les cérémonies publiques. — Anecdotes et faits saillants. — Wellington, Napoléon et Marlborough : analogies et différences qui existent entre le talent et le caractère de ces trois grands capitaines.

Wellington avait une santé robuste, un corps de fer. La nature l'avait formé pour la guerre. Sa taille était au-dessus de la moyenne (5 pieds 10 pouces). Il avait de larges épaules, une poitrine développée, de longs bras, un poignet osseux et des mains bien faites. Ses yeux gris-clair étaient brillants et sa vue si perçante, que, même à la fin de sa vie, il pouvait voir de son château de Walmer, à Douvres, le phare de Calais. Il avait un regard pénétrant, le visage long, des traits caractéristiques, un nez aquilin, un front ouvert et développé. La partie inférieure de sa figure contrastait avec la partie supérieure, d'un cachet dur et sévère. L'expression générale de sa

physionomie était enjouée, et l'ensemble de sa personne annonçait une origine patricienne (1).

Les habits militaires du duc étaient simples, propres, quelquefois même râpés (2). On le reconnaissait de loin à la forme particulière de son claque, très-peu élevé au-dessus du sommet de la tête.

En tenue de ville, il portait généralement une redingote bleue, un gilet blanc et une cravate de même couleur, attachée au moyen d'une large boucle en argent. Au milieu de l'hiver, surtout dans les dernières années, il se couvrait d'un petit manteau blanc d'une forme étrange.

Sa vie était simple, régulière, méthodique. Il conserva jusqu'à sa mort les habitudes sévères des camps. Bien des personnes ont pu voir, dans les châteaux de Walmer, d'Apsley-House et de Strathfield-Saye, le lit de repos de ce vieillard, le chef de l'aristocratie anglaise : c'était une couchette en fer, semblable à celles des soldats, ayant trois pieds de largeur, point de rideaux, un matelas et un oreiller en crin, recouverts de peau de chamois, et des couvertures de laine grossière.

A Walmer-Castle, où le duc résidait pendant les mois de septembre et d'octobre (3), il occupait une seule chambre. Son lit, sa bibliothèque, une grande table, trois chaises et de médiocres gravures en formaient tout l'ameublement. Sur la cheminée, se trouvaient, contraste bizarre, une statuette en ivoire de Napoléon, et une figurine en plâtre de Jenny Lind (4). Sur toutes les portes du château, on lisait en gros caractères cet avertissement laconique : *shut the door (fermez la porte)!* Lorsqu'en 1844, la reine vint rendre visite à Wellington dans

(1) Maxwell, t. III, p. 522 et 523.
(2) *Notes of a subaltern.*
(3) Il occupait ce château en sa qualité de lord gardien des Cinq Ports.
(4) *Wellingtoniana.*

ce château, elle fut extrêmement frappée de la grande simplicité qui y régnait.

Le duc se levait de grand matin, sortait avant 7 heures, déjeunait à 9, et dînait à 7 heures du soir. Il mangeait vite et peu, faisait rarement usage de vins ou de liqueurs, et ne buvait que de l'eau glacée. Après le dîner, il se retirait dans sa chambre, et quelquefois faisait une partie de whist. La lecture et l'obligation qu'il s'était imposée de répondre à toutes les lettres prenaient une grande partie de sa journée. Les livres préférés du duc, les seuls, dit-on, qu'il eût emportés avec lui dans l'Inde, étaient la Bible et les *Commentaires de César* (1). Il aimait aussi la lecture des classiques, naguère on a vendu à Londres un *Virgile* couvert de notes écrites de sa main. Le comte Ellesmere affirme que le duc parlait dans les termes les plus élevés des ouvrages du prince Charles, et qu'il citait souvent ce prince comme le militaire le plus savant de notre époque.

Wellington assistait régulièrement aux offices et aux sermons de la chapelle de White-Hall (2); il faisait ensuite sa promenade au parc, ou se rendait à cheval, suivi d'un domestique, aux Horse-Guards.

Pendant la session, il se faisait conduire à 5 heures pré-

---

(1) « This interesting fact learned from my highly esteemed friend lord Asley, who received it from the duke himself. » —ALISON.

On trouve du reste, dans quelques-unes des lettres du duc, des réminiscences de la Bible. Le 6 octobre 1810, par exemple, il écrivait à son gouvernement : « Comme Dieu tout-puissant « refuse souvent *la course à celui qui est rapide*, ou la bataille à celui qui est fort, et que j'ai « assez combattu pour savoir que même après les meilleures dispositions le résultat n'est pas « toujours certain, je prie le gouvernement, etc., etc. »

(2) Le duc était religieux autant qu'un soldat puisse l'être. Nous citerons comme témoignage de ses sentiments sur ce point l'extrait suivant d'une lettre écrite le 6 février 1811, au lieutenant général Calvert pour lui demander de bons chapelains.

« I am very anxious upon this subject, not only from the desire which every man mus have, that so many persons as there are in this army should have the avantage of religious instruction, but from a knowledge that it is the greatest support and aid to military discipline and order. »

cises à White-Hall, ordinairement dans une petite voiture à un cheval, et dont il avait donné le plan (1).

Il aimait la chasse (2) et recherchait le commerce des femmes, sans éprouver toutefois pour elles de bien vives passions. Avec ses amis intimes, il paraissait aimable et gai ; cependant le fond de son caractère était froid et plein de réserve (3).

Le duc avait hérité de son père un véritable engouement pour la musique. Il admirait surtout les larges symphonies de Haendel et de Mozart. Personne ne suivait plus exactement les concerts et les représentations du théâtre italien. Vers la fin de sa vie, il jouit moins de ce plaisir, ayant perdu la sensibilité de l'ouïe.

A Strathfield-Saye, Wellington s'occupait d'améliorations agricoles; les résultats qu'il obtint lui valurent, en 1844, dans un meeting de l'Association britannique, les félicitations du savant professeur Buckland.

Les moindres progrès dans les arts et dans les sciences fixaient son attention, et il aimait à se rendre compte de toutes les découvertes utiles. Le *Palais de Cristal* n'eut pas de visiteur plus assidu, plus enthousiaste. Il rappelait souvent avec bonheur qu'il avait présidé à l'inauguration du premier chemin de fer.

Son train de maison était aussi simple que celui de la plupart des bourgeois de Londres. Cette circonstance, jointe à l'esprit d'ordre et d'économie que le duc apportait en toute chose, contribua singulièrement à augmenter sa fortune. Cependant on ne peut pas dire qu'il fût avare, ou qu'il

---

(1) *Illustrated London-News*, 18 septembre 1852.

(2) En voici une preuve assez remarquable. La première lettre qu'il signa du nom de Wellington est une lettre écrite de Badajoz, le 16 septembre 1809, pour demander à la régence la permission de chasser à Villa-Viciosa.

(3) Témoin sa correspondance avec son frère le marquis Wellesley, qu'il appelle *mylord*, et par exception seulement, *mon cher Mornington*. Il était plus intime avec son frère Henri.

trouvât un plaisir sordide à étendre ses domaines. Les personnes ayant vécu dans son intimité affirment au contraire qu'il fut très-généreux envers les pauvres, et qu'il donna plus, en proportion de ses ressources, que les autres notabilités de l'aristocratie anglaise (1). Quant à sa probité, elle n'a jamais été mise en doute. Ses ennemis lui ont rendu justice sous ce rapport; ils lui reprochent seulement d'avoir trop aimé l'argent. Quelques-uns même n'ont pas craint de le représenter comme un homme qui voyait dans chaque victoire une bonne affaire pour lui plutôt qu'un avantage pour la nation anglaise. Rien de plus injuste que cette accusation. Il est prouvé, en effet, que non-seulement le duc n'a jamais sollicité aucune récompense pour ses services, mais qu'il a même négligé plusieurs occasions de s'enrichir, poussant la délicatesse jusqu'à refuser des allocations auxquelles il avait droit.

Quoique l'Inde eût fourni à un grand nombre de généraux et d'hommes d'État l'occasion de s'enrichir par l'or des princes indigènes ou par les dons de la cour des directeurs, sir Arthur Wellesley n'accepta jamais aucune des sommes qu'on lui offrit, encore qu'il en eût un besoin réel, et qu'il fût de règle, en quelque sorte, de considérer ces libéralités comme des récompenses légitimes (2).

Après Talavera, la junte suprême lui offrit le rang de capitaine général pour l'engager à reprendre l'offensive, conformément au vœu des Espagnols. Il accepta le titre, mais refusa le traitement affecté à cette nouvelle position (3).

Déjà, antérieurement, il avait agi de même à l'égard du gouvernement portugais.

---

(1) Lord Ellesmere.
(2) Voir les faits cités à la fin du chapitre IV.
(3) Gurwood, t. V, p. 3.

« Pendant toute la durée de la guerre de la Péninsule, dit un célèbre historien, Wellington abandonna au trésor public la totalité de son traitement de général en chef des armées d'Espagne et de Portugal (1). Il en fit autant du revenu attaché au domaine de Soto de Roma, qui lui avait été donné par la régence de Madrid en 1813, et de la pension annuelle de 20,000 cruzados, que lui avait accordée, en récompense de ses services, le prince régent de Portugal (2). »

On comprendrait parfaitement ces libéralités, si le duc avait eu, dans la Péninsule, une position de fortune en rapport avec l'importance de ses services; mais il s'en fallait de beaucoup. Lui-même nous apprend, dans une lettre du 24 août 1812, à lord Bathurst, que son traitement de général en chef ne s'élevait qu'à 91,000 francs, somme qui, déduction faite de la taxe du revenu, des aumônes et d'autres dépenses accessoires, se réduisait à 73,000 francs.

Le duc ne se plaignit point de cette situation; cependant, dans la lettre citée plus haut, il fit observer que son traitement était inférieur à celui de tous les officiers anglais revêtus d'un commandement supérieur; il ajouta même que si l'on ne lui donnait pas un supplément pour indemnité de table, ou à tout autre titre, il serait *complétement ruiné* (3).

Excepté dans cette circonstance, Wellington n'a jamais

(1) Il écrivit le 3 septembre 1811 à lord Liverpool: « J'ai pensé qu'il était convenable de n'accepter aucun émolument du gouvernement portugais pour le poste de maréchal général que j'occupe.... Je me propose également de renoncer à la pension qui m'est offerte (par le prince régent de Portugal) pour la durée de la guerre actuelle.

(2) Sherer (t. II, p. 215.) évalue à 17,000 dollars par an le total des émoluments que Wellington refusa dans la Péninsule.

Canning révéla en 1811 à la tribune ce fait ignoré du Parlement et du public, que Wellington avait refusé le revenu annuel de 5,000 livres, alloué par le gouvernement espagnol au commandant des troupes nationales, et les 7,000 livres attribuées à la même charge par le gouvernement portugais.

(3) Le cabinet n'avait pas encore reçu cette lettre, quand il annonça au général l'intention de présenter au Parlement une demande de 100,000 livres pour le mettre en état de soutenir son rang dans la Péninsule.

Voir dans GURWOOD t. III, p. 310, une autre lettre où sir Arthur se plaint de l'insuffisance du traitement qu'il touchait comme chef militaire du Deccan. Les lettres insérées dans le même recueil, t. IX, p. 2 et 398, peuvent également être consultées.

fait ni fait faire aucune démarche pour améliorer sa position financière dans la Péninsule. « Je me suis fait une règle, « dit-il, de ne m'adresser à qui que ce soit pour obtenir un « avantage personnel.....

« Ma seule ambition est de bien servir le pays (1). »

On sait que l'armée anglaise trouva dans Oporto une grande quantité de vins appartenant à des marchands anglais, ainsi qu'un vaste dépôt de coton que les Français avaient placé sous la garde de leur consul. L'amiral anglais pensa que l'Angleterre pouvait prélever sur ces marchandises le droit de *salvage*. Wellington, consulté par le ministre résident à Lisbonne, répondit que, malgré son désir de voir les succès de l'armée tourner à son avantage matériel, et quoique lui-même dût obtenir une part dans le bénéfice, il ne croyait pas le gouvernement en droit de rien prélever sur ce qui se trouvait dans une ville portugaise, attendu que l'armée de la Grande-Bretagne agissait comme puissance alliée, et non comme force ennemie (2).

Ce n'est pas le seul trait de ce genre que l'on puisse citer. Le duc était colonel en titre du 33e régiment de ligne, par son effectif un des moins forts de l'armée. Au commencement de 1812, on lui proposa un régiment de deux bataillons, ce qui, au point de vue pécuniaire, était un avantage réel. Mais tenant plus à commander le corps où il avait illustré les premières années de sa vie qu'à augmenter le taux de ses revenus, il écrivit au colonel Torrens pour refuser l'avantage qu'on lui offrait (3).

Après la bataille de Vittoria, Wellington informa son frère que peut-être il se trouvait parmi les trophées et les objets divers envoyés par lui à Londres quelques tableaux de prix.

(1) Gurwood, t. IX, p. 2.
(2) Gurwood, t. IV, p. 331.
(3) Gurwood, t. V, p. 455.

« Ces objets, dit-il, ayant été enlevés par les Français des « palais royaux, mon intention est de les restituer. En con- « séquence, je désire que don Luyando envoie quelqu'un en « Angleterre pour s'assurer de la chose et désigner les objets « qui reviennent à Sa Majesté (1). »

Parmi les traits de désintéressement de Wellington, nous rapporterons encore celui-ci : Un de ses hommes d'affaires ayant dit qu'il avait acheté une terre voisine de Strathfield-Saye à 2,000 livres au-dessous de sa valeur réelle : « Dans ce cas, repartit le duc, envoyez immédiatement ces deux mille livres à M. N.... »

Nous ne connaissons pas un seul trait, et nous ne croyons pas que d'autres en aient cité, qui justifient le reproche d'avarice adressé au vainqueur de Waterloo.

Sans doute Wellington reçut des sommes considérables qu'il accepta sans aucune répugnance; mais il n'y a rien dans ce fait qui doive surprendre. C'est une très-ancienne habitude, en Angleterre, de récompenser les services publics par des dotations importantes. Marlborough reçut de l'argent pour toutes ses victoires; la bataille de Blenheim seule lui valut 200,000 livres. La Grande-Bretagne, pays aristocratique, où la propriété donne de l'influence, confère des droits et des priviléges, ne peut être comparée sous ce rapport à la république romaine, où les généraux vainqueurs, après l'entière soumission des ennemis, recevaient un triomphe, un bœuf pour le sacrifice, une robe brodée pour la cérémonie, une couronne de laurier, un trophée monumental avec des inscriptions, quelquefois une statue dans le forum, un arc de triomphe et 500 ou 1,000 médailles frappées en commémoration de leur victoire : toutes choses qui ne rapportaient rien, mais qui, à Rome, suffisaient à la plus vaste ambition.

---

(1) GURWOOD, t. XI, p. 586.

Il ne faut donc pas juger la fortune de Wellington en se plaçant au point de vue d'un peuple qui n'a pas les mêmes lois, ni les mêmes mœurs que le peuple anglais. Cette fortune était très-légitime et très-honorable. Le duc l'obtint pour des services réels, les plus grands peut-être qu'un citoyen anglais eût jamais rendus à sa patrie. Marlborough, au reste, fut encore mieux doté que Wellington, puisque, d'après les calculs de Swift, il reçut pendant ses guerres la somme énorme de 540,000 livres sterling. Mais Marlborough, courtisan avide autant qu'ambitieux, avait sollicité une partie de ces récompenses, tandis que Wellington n'a jamais fait aucune démarche, ni autorisé personne à en faire pour obtenir soit une décoration, soit un titre ou une récompense quelconque. C'est ce qui résulte clairement de la correspondance du duc (1) et du témoignage des hommes qui ont vécu dans son intimité. Nous citerons à ce propos la lettre suivante, écrite par Wellington à un officier anglais qui avait demandé la croix du Bain (2) : « Je ne me suis jamais employé pour « faire obtenir directement à un officier sous mes ordres les « marques de la faveur de Sa Majesté ; elles ont toujours été « accordées spontanément, seule manière, suivant moi, qui « les rende acceptables.... Quoique j'aie obtenu de nom« breuses faveurs de la couronne, je n'en ai sollicité aucune, « et je n'ai jamais fait entendre personnellement ni voulu « qu'aucun de mes amis ou de mes parents se hasardât à « faire entendre pour moi que je désirasse en recevoir..... « Continuez à mériter l'honorable distinction à laquelle vous « aspirez..... et si vous ne l'obtenez pas, soyez sûr que « ceux dont vous ambitionnez l'estime n'auront pas plus « mauvaise opinion de vous pour cela. »

---

(1) GURWOOD, t. IX, p. 406 ; t. X, p. 376 et t. XI, p. 98.
(2) *Lettre* du 10 septembre 1813.

Wellington acceptait les faveurs comme il acceptait les éloges, avec simplicité et reconnaissance, et non pas avec cette satisfaction bruyante qui fait supposer qu'on les a vivement et longtemps désirées. La fortune et les titres lui vinrent comme ses grades, naturellement. Il aurait trouvé absurde de les refuser parce qu'il était au fond convaincu qu'il les avait mérités; sa satisfaction personnelle était dans le témoignage qu'il pouvait se rendre à lui-même de n'avoir rien fait pour les obtenir par intrigue ou par sollicitation.

Wellington se piquait d'être fort exact dans sa correspondance. Aucune lettre, même les plus excentriques, ne demeurait sans réponse. Seulement, comme la manie d'avoir des autographes engageait une foule de personnes à lui écrire, il avait adopté une espèce de formule de civilité applicable à toutes les situations. Un grand nombre de ces réponses ont été remarquées par leur forme originale. Quelques-unes sont rédigées dans les termes suivants : « Le feld-maré-
« chal duc de Wellington regrette de ne pouvoir, etc..., mais
« il a pour règle de ne pas se mêler de ce qui ne le regarde
« pas (1). »

D'autres commencent ainsi : « Le duc, etc., ne peut donner
« son opinion sur telle chose..... dont il ne connaît rien. »

En 1845, la reine étant venue rendre visite au vainqueur de Waterloo dans son domaine de Strathfield-Saye, les jour-

(1) C'était la maxime favorite de Wellington. Le 6 août 1813, il écrivait à l'archevêque de Santiago : « Jamais je ne me mêle d'affaires qui ne me regardent pas particulièrement. »

nalistes demandèrent, conformément à un usage général en Angleterre, d'être admis dans l'hôtel pour rendre compte de ce qui s'y passerait. Le duc leur écrivit : « Le feld-maré-« chal duc de Wellington présente ses compliments à M..... « et demande la permission de lui dire qu'il ne voit pas ce « que le domaine de Strathfield-Saye a de commun avec « la presse (1). »

Un gentilhomme de Belfast avait écrit au duc la lettre suivante : « Je prends la liberté de demander à Votre Grâce si, « dans son opinion, Napoléon fut coupable d'avoir fait tuer « ses prisonniers à Jaffa, et s'il existe quelque loi ou circon-« stance militaire qui puisse justifier cette action (2). »

Ce gentilhomme reçut pour réponse : « Le feld-maréchal « duc de Wellington présente ses compliments à M. H... Il « a reçu sa lettre, et lui demande la permission de l'informer « qu'il n'est pas l'historien des guerres de la république fran-« çaise en Égypte et en Syrie (3). »

Le duc reçut fréquemment des projets de M. Haydon pour la réforme des beaux-arts. Il les renvoya avec le billet suivant : « Le feld-maréchal présente ses compliments à M. Haydon. « Il lui demande la permission de réserver son opinion jus-« qu'à ce que M. Haydon lui ait soumis un plan réalisable. »

Un grand nombre d'auteurs s'adressèrent au duc pour obtenir sa souscription à leurs ouvrages. Il leur répondait invariablement : « Le feld-maréchal, etc., demande à être

---

(1) « Field-marshal the duke of Wellington presents his compliments to M.... and begs to say that he does not see what his house at Strathfield-Saye has to do with the public press. »

(2) « May it please your grace, — I have take the liberty of requesting your opinion, — was Napoleon guilty or not of the murder of his prisoners at Jaffa, and if there is any military law or circumstance that would justify the deed? »

(3) Field-marshal the duke of Wellington presents his compliments to M. H.... he has also received M. H's letter, and begs leave to inform him he is not the historian of the wars of the French republic in Egypt and Syria. »

« dispensé de souscrire à l'ouvrage en question ; s'il apprend « que c'est un bon livre il pourra l'acheter (1). »

Les lettres officielles et les plus importantes parmi les lettres particulières du duc ont été publiées, avec son autorisation, par le colonel Gurwood. Elles forment douze gros volumes, très-compactes, offrant à l'historien un grand nombre de renseignements précieux sur les événements mémorables du XIXe siècle.

Il faut que Wellington se soit senti bien fort pour exposer ainsi devant le monde les raisons secrètes ou avouées de tous les actes de sa vie, ses idées et ses sentiments sur les hommes et les choses de son temps. Jamais peut-être une si imposante collection de documents n'a vu le jour ; et ce qui la rend surtout précieuse, c'est qu'elle se compose de lettres écrites sans prétention, par l'homme le plus simple et le plus vrai du monde, sur les lieux mêmes où les faits se sont passés (2). On peut dire que ces lettres sont des modèles de clarté et de précision. Le style en est naturel, simple, quelquefois très-énergique et plein de verve (3). Sir George Murray trouve

(1) The duke begs to decline to give his name as a subscriber to the book in question ; but if he learns that it is a good book, he may become a purchaser. »

(2) Voici comment un auteur français apprécie le mérite de ce recueil.

« Wellington, dit-il, a classé tout cela rigoureusement suivant l'ordre chronologique ; il n'en a pas retranché une ligne, il n'y a ajouté ni un mot de commentaire, ni un mot de réflexion, ni un mot d'accusation, ni un mot de justification. Un assez grand nombre de lettres sont écrites en français, et, quoique ces lettres renferment des pensées et des mots heureux, elles sont d'un style très-incorrect. Rien n'eût été plus aisé que de les *expurger*, sans altérer en rien le fond de la pensée et même sans diminuer la portée de l'expression. Wellington s'y est constamment refusé. Il avait écrit ces phrases mal sonnantes ; il ne croyait pas avoir le droit de les supprimer ou de les déguiser. Il les a gardées trente ans dans son portefeuille. Il les en a retirées comme il les y avait déposées. Il n'entend pas se faire grâce d'un solécisme ni d'un barbarisme. Il veut être ce qu'il est et rien de plus. Il a une honnêteté littéraire qui peut aller de front avec sa probité d'homme public et d'homme privé. Ce qu'il a mal écrit, il le laissera mal écrit. Ce sera une petitesse, s'il y a une petitesse dans l'honnêteté! Mais ce sera un dernier témoignage de ce fanatisme pour la vérité et de cette inflexible horreur du mensonge qui furent la règle de toute sa vie. » — JULES MAUREL, p. 78.

(3) « His style is admirable and thoroughly english. I prefer it to the style of his accom- « plished brother the marquis Wellesley. » — MAC FARLANE, 246.

« Lucid, eloquent, copious and condensed, they take their stand beside the immortal commentaries. » — CHARLES PHILLIPS, célèbre avocat anglais.

« His despatches are a monument of sagacity, devotedness, patience, obedience, decision,

qu'elles ont une étonnante ressemblance avec celles de Marlborough : « Si je croyais à la métempsycose, dit-il, je soutiendrais que l'âme du vainqueur de Blenheim est passée dans le corps du héros de Salamanque et de Waterloo (1). »

Comme il serait difficile de faire un choix parmi les lettres purement militaires de Wellington, nous nous bornerons à donner quelques extraits de celles où, par exception, il mêle un peu d'ironie, d'*humour* ou de sentiment à ses appréciations, toujours si calmes et si mesurées.

« *Au colonel Torrens,*

« Sans doute, il serait à désirer que le mérite fût le seul « titre pour obtenir de l'avancement ; mais c'est là un degré « de perfection que le patronage militaire dans ses choix n'a « jamais pu et ne pourra jamais atteindre, je crois, dans « aucune armée. Le commandant en chef a nécessairement « des amis, des officiers d'état-major attachés à sa personne, « qui le sollicitent d'avancer leurs amis et leurs parents, « *tous, sans contredit, gens de mérite,* et il n'y a personne « qui puisse résister à de pareilles sollicitations. »

En 1815, le sous-préfet de Pontoise ayant déclaré qu'il ne donnerait de vivres aux alliés que forcé par leurs baïonnettes, le duc écrivit à ce personnage avec plus d'ironie que de colère :

« Si je vous traitais comme l'usurpateur et ses adhérents « ont traité les habitants des pays où ils ont fait la guerre,

---

humanity, temperance, modesty, justice, courage, firmness and pure patriotisme, for which we may seek in vain in the annals of our own or any other country. » — STOCQUELER, t. II. p. 293.

MAXWELL, moins enthousiaste mais trop sévère, croyons-nous, trouve les lettres de *Wellington remarquables seulement par la brièveté et la vérité.*

(1) Voir MAC FARLANE, p. 244.

« je vous ferais fusiller; mais vous vous constituez *guerrier,*
« et en conséquence je vous fais prisonnier (1). »

Wellington n'aimait pas les Cortès ni leurs lois empreintes d'idées théoriques. Dans une lettre au comte Bathurst, il se moque avec beaucoup d'originalité des prétentions ridicules de cette assemblée :

« Freneda, le 27 janvier 1813.

« Il est impossible de décrire l'état de confusion où sont
« les affaires à Cadix. Les Cortès ont fait une constitution
« comme un peintre fait un tableau, c'est-à-dire bonne à être
« regardée. Je n'ai rencontré aucun des membres de l'assem-
« blée ni personne, soit à Cadix ou ailleurs, qui regarde la
« constitution comme la réalisation d'un système d'après
« lequel l'Espagne sera ou pourra être gouvernée. Les Cortès
« se sont dépouillées du pouvoir exécutif, mais elles ont
« nommé une régence pour l'exercer. Cette régence est dans
« le fait leur esclave... Cependant, les Cortès et la régence
« ont si bien arrangé leurs affaires, qu'elles communiquent
« seulement entre elles comme notre souverain avec le Par-
« lement, par un discours ou message, ou comme le Parle-
« ment avec Sa Majesté, par une adresse. Aucun de ces deux
« rouages ne sait ce que l'autre fera dans telle ou telle cir-
« constance. Leur autorité ne s'étend pas au delà des murs
« de Cadix; je doute même que la régence en ait au delà des
« murs de la salle où elle délibère. Je sais que chaque pou-
« voir se méfie de l'autre, quoique les membres de la régence
« soient des créatures de l'assemblée. La régence soupçonne
« les Cortès d'avoir l'intention de s'emparer du pouvoir exé-

---

(1) *Despatches*, t. XII, p. 556.

« cutif, et les Cortès se défient de la régence, à ce point que « les députés influents, tout en reconnaissant la nécessité « de s'éloigner de Cadix, ont pris la résolution de rester, « alléguant pour motif que le peuple de Cadix leur est dé- « voué, tandis que celui de Séville ou de Grenade, par « exemple, ne manquerait pas de se soulever contre eux si la « régence le désirait.

« Je voudrais bien que l'un de nos réformateurs vînt à « Cadix pour apprécier l'avantage qui résulte d'une assem- « blée populaire et souveraine se donnant le titre de *Majesté*, « d'une constitution écrite et d'un gouvernement exécutif « qu'on traite d'*Altesse*, agissant sous le contrôle de *Sa* « *Majesté l'Assemblée*.

« A dire vrai, il n'y a d'autre autorité dans l'État que les « journaux diffamatoires, et ils tiennent réellement sans « pitié dans leur dépendance les Cortès et la régence. »

Dans certaines circonstances, Wellington savait émouvoir et toucher par la simplicité même de son langage. Annonçant au général Cameron la fin glorieuse de son fils : « Vous « regretterez et pleurerez toujours, dit-il, sa perte; mais « j'espère que vous puiserez quelque consolation dans la « pensée qu'il a succombé en faisant son devoir, à la tête « de votre brave régiment, aimé et respecté de tous ceux qui « l'ont connu, et dans une action où les troupes anglaises « ont surpassé, s'il est possible, tout ce qui avait été fait « jusqu'alors (1). »

On peut encore citer, comme très-remarquable dans ce genre, la lettre suivante, écrite à la mère des trois Napier, pour l'informer que son fils George avait perdu un bras à l'assaut de Ciudad-Rodrigo : « Mère de tels fils, je suis sûr « que vous vous attendez à ce qu'il leur arrive quelquefois

(1) *Lettre* du 15 mai 1811, écrite après la bataille de Fuentès d'Onoro.

« des malheurs.... ; malgré votre vive affection pour eux,
« je suis certain que vous avez une trop juste notion de l'im-
« portance des distinctions qu'ils acquièrent journellement
« par leur bravoure et leurs services, pour que ces malheurs
« fassent impression sur vous..... » Véritable lettre de Romain adressée à une femme spartiate.

La correspondance intime du duc renferme quelquefois des expressions peu mesurées, triviales même sur le compte des journalistes et des hommes d'État anglais. Dans l'une, il appelle ironiquement les directeurs des journaux, *des gens excessivement utiles et sages* (1) ; dans une autre, il les désigne sous le nom de *coquins* et de *racaille* (rascally); dans une autre encore, il qualifie le ministre de la guerre d'Espagne, auteur supposé d'un libelle contre Graham, *le plus indigne de tous les goujats*, etc., etc.

Les deux lettres suivantes sont tout aussi dures pour les ministres anglais. On sent qu'elles furent écrites dans un de ces accès de mauvaise humeur, heureusement fort rares chez le duc.

« *Au colonel Torrens*,

« 4 novembre 1815.

« Maintenant que nous avons travaillé comme des nègres
« à l'arrangement qui vient d'être conclu, le gouvernement
« ne s'en soucie plus, parce qu'un journaliste ou quelque
« ami dans le Parlement ne l'approuve pas... »

« *Au maréchal lord Beresford*,

« Paris, 7 août 1815.

« La bataille de Waterloo a été certainement la plus ter-

(1) *Lettre* du 3 septembre 1813, *au général Bentinck*.

« rible qui ait été livrée depuis bien des années, et celle qui « a donné aux alliés les résultats les plus importants. Ces « résultats, cependant, vont être compromis par la con- « duite abominable de quelques-uns d'entre nous et du gou- « vernement lui-même, qui, je suis peiné de le dire, se « règle beaucoup trop sur l'opinion de ces gredins de jour- « naux.... »

« Quant à nos affaires en Portugal, je vous recommande « de donner votre démission et de partir immédiatement. Il « est impossible au gouvernement de maintenir des officiers « anglais dans l'armée portugaise, quelque minime que soit « cette dépense, si le gouvernement de Lisbonne refuse de « prêter l'assistance de son armée pour la cause de l'Europe. « Envoyez donc ce gouvernement au diable de la façon qui « conviendra le mieux à votre dignité, et qui produira le plus « d'effet pour ouvrir les yeux du prince sur la conduite de « ses serviteurs..... »

Quoique Wellington écrivît beaucoup, fût très-laborieux et très-patient, il détestait les longs mémoires et les longues dissertations.

Ayant été obligé, en 1827, de se prononcer dans un conflit entre officiers de diverses armes, il se plaignit dans les termes suivants du grand nombre de dossiers qu'il avait dû lire :

« Si les officiers en service au dehors n'ont pas pitié les « uns des autres dans une correspondance de cette nature, « je les supplie au moins d'avoir quelque pitié pour moi qui « dois les juger. »

Wellington assistait régulièrement aux séances de la Chambre des Lords, et prenait souvent la parole.

Il se faisait remarquer par l'attention bienveillante avec laquelle il écoutait les orateurs les plus médiocres, ceux même qui avaient l'habitude de ne produire que des arguments rebattus dans la presse ; circonstance d'où l'on pouvait conclure que le duc ne lisait pas régulièrement les journaux quodidiens (1).

Les discours de Wellington étaient nourris de faits, mais plus solides que brillants. Il ne les débitait ni facilement ni simplement. Quelques-uns ont le défaut d'être emphatiques et violents, comme les harangues de Cromwell. Il exagérait son opinion pour la faire mieux comprendre.

Sa correspondance prouve qu'il savait rendre compte des événements avec une grande lucidité ; sous ce rapport, l'orateur chez lui était inférieur à l'écrivain. On trouve même dans les discours prononcés à la fin de sa vie une certaine abondance de redites et de contradictions. A cette époque, il faisait aussi de fréquentes pauses, nécessitées par une difficulté de prononciation survenue avec l'âge. L'éloquence de Wellington n'avait rien de commun avec celle de Burke, de Shéridan, de Mackintosh, de Brougham et de Canning, appartenant à l'école fleurie des classiques ; elle rappelait au contraire assez bien celle de Pitt, de Liverpool, d'Aberdeen, de sir Robert Peel, sacrifiant la forme au fond, le brillant des images à l'exactitude des faits, l'harmonie des périodes à la solidité des raisonnements. Néanmoins, les discours de Wellington eussent été peu remarqués, n'était l'influence de son nom et de sa haute position sociale.

M. Francis dans ses *Orators of the age*, a parfaitement caractérisé l'influence du duc et la nature de son éloquence.

« Obligé de parler, il ne dit pas plus que la circonstance

(1) *Illustrated London-News*, 18 septembre 1852.

n'exige impérieusement. Il exprime les sentiments réels de son âme. Ses conclusions révèlent une tête froide et une expérience sans égale. Vous pouvez voir tout d'abord qu'il agit sans effort et sans aucun désir de produire de l'effet. Il monte à la tribune par devoir et non par goût; il ne cherche pas les occasions de parler, et il est toujours prêt quand l'occasion se présente. Son discours fini, il semble déchargé d'un fardeau désagréable, et il se rassied aussi brusquement qu'il s'était levé, sans s'inquiéter si ce qu'il a dit plaît ou déplaît à son auditoire (1)..... »

Il y a de la vigueur dans ses pensées et une grande simplicité dans son langage. Sobre de paroles, il ne donne rien ou presque rien à l'imagination. Certain de produire de l'effet toutes les fois qu'il parle, il n'a pas besoin de recourir à ces effets oratoires sans lesquels d'autres ne parviendraient pas à se faire écouter. Voilà tout le secret de son influence. Mettez ses discours dans la bouche de tout autre pair, et ils iront frapper sans résultat les voûtes silencieuses de la chambre. Il en est du reste ainsi de toute chose. Bien des proclamations de Bonaparte ne sont admirables que parce que c'est Bonaparte qui les a faites. Il y a des beautés réelles et des beautés de situation. De quelque nom qu'on signe l'*Énéide,* ce sera toujours un chef-d'œuvre; les discours de Wellington, au contraire, disparaîtraient dans le fatras des vieilles archives parlementaires, s'ils n'étaient signés du nom d'un grand général, d'un homme d'État illustre.

Le génie politique de Wellington était inférieur à son génie militaire. Il ne possédait même pas certaines qualités nécessaires à l'homme d'État, et qui sont le résultat d'une éducation particulière, ou d'une longue initiation aux affaires publiques. Il lui manquait aussi l'expérience des débats et des

(1) Voir STOCQUELER, t. II, p. 211.

intrigues parlementaires, autre élément de succès qu'on n'acquiert point dans les camps. Habitué aux grandes et nobles luttes du champ de bataille, il dédaignait l'emploi des petits moyens auxquels doivent recourir quelquefois les plus grands ministres.

Plus habile à vaincre qu'à éluder les obstacles, il convenait aux situations difficiles, mais n'avait pas l'habileté nécessaire pour gouverner en temps de paix un peuple avide de liberté, peu sympathique aux idées comme aux formes militaires. Il ne possédait pas non plus cet ascendant irrésistible du talent et de la parole, qui donne à certains hommes le pouvoir de diriger vers un but commun la marche de tout un parti. Nature sérieuse et froide, il ne savait parler qu'à la raison ; or, dans bien des circonstances, c'est à l'imagination qu'il faut s'adresser. Le duc avait d'ailleurs sur le gouvernement des idées toutes militaires, qui répugnaient à la majorité des hommes politiques de l'Angleterre. Maintenir l'ordre, assurer l'exécution des lois, venir en aide à la couronne, telles étaient les nécessités auxquelles il subordonnait et sa conduite et ses convictions.

Quand Vauban offrit à Louis XIV de servir au siége de Turin comme simple volontaire, sous les ordres de la Feuillade, Sa Majesté objecta que la dignité d'un maréchal de France ne s'accommoderait point de cette position. L'illustre ingénieur répondit : *Ma dignité est de servir l'État*. C'est ce qu'eût répondu Wellington en pareille circonstance. *Servir, bien servir* était son unique ambition.

Ses idées, ses répugnances, ses sympathies, ses intérêts particuliers, tout s'effaçait devant cette haute considération. Aussi fut-il constamment à la disposition de tous les ministres qui jugèrent le concours de son influence et de ses talents nécessaire au bien de l'État : tory avec les tories, whig avec les whigs, et conservant néanmoins toujours intact le fond de ses croyances. Le ministère était pour lui un poste

à défendre, tantôt bon, tantôt mauvais, toujours honorable. Homme du devoir et Anglais par excellence, il se souciait peu d'être bien avec les partis. Aucun ne l'adopta franchement. Les conservateurs le trouvaient trop libéral et les whigs trop conservateur. Malgré cette situation exceptionnelle, ou à cause même de cette situation, il rendit à l'Angleterre des services que n'auraient pu lui rendre des hommes d'État plus heureusement doués que lui.

Il vida la grande question de l'émancipation catholique, fit faire un pas décisif à la liberté du commerce, simplifia notablement les rouages de l'administration, et introduisit une économie toute militaire dans plusieurs branches des services publics (1). Il avait un bon sens remarquable; ses conseils étaient presque toujours marqués au coin de la prévoyance et de la raison. Louis XVIII et Ferdinand VII eussent été bien inspirés en les suivant.

La correspondance de Wellington fourmille d'appréciations justes sur les gouvernements, les affaires et les hommes de l'époque, et il serait difficile d'en citer une que les faits n'aient pas confirmée plus ou moins.

Il savait parfaitement calculer la valeur des obstacles, faire la part des intérêts, des passions, des circonstances. Il jugeait fort bien les hommes et se trompait rarement en leur assignant un rôle d'après leurs qualités et leurs talents supposés. La première fois qu'il vit le prince d'Orange au feu, il prédit qu'il ferait un jour honneur à la profession des armes (2). Les combats de Salamanque, de Sauroren, le passage de la Nivelle et la campagne de 1815

---

(1) Times *Memoir*, p. 114 et 125. Le duc essaya même de soumettre les employés des administrations civiles à une sorte de discipline militaire, mais cet essai, dit le *Mémoire* cité plus haut, amusa le pays sans produire de résultat.

(2) Ce fut à Guinaldo et à Aldea da Ponte. (Voir la lettre du 29 septembre 1811, *à lord Liverpool*.)

confirmèrent cette appréciation, que depuis tout le monde a ratifiée.

Wellington était un infatigable travailleur. A peine arrivé dans l'Inde, il émit sur l'administration et sur la conduite du gouvernement des idées qui annonçent une connaissance parfaite des intérêts de ce pays et du caractère de ses habitants (1).

Il s'occupait d'une foule de choses et ne négligeait les détails d'aucune. Sa correspondance est pleine de notes et de mémoires rédigés sous la tente avec autant de soins que s'ils eussent été faits à loisir. On trouve, par exemple, sous la date du 23 novembre 1803, plusieurs lettres (formant dix pages de petit texte) sur les questions épineuses que soulevèrent les négociations avec Scindiah ; et sous la date du 11 mai 1814, onze pages du même texte, qu'un bon copiste aurait de la peine à transcrire en un jour.

L'attention du duc était surtout éveillée par les questions militaires. Toutes les institutions qui pouvaient contribuer à former de vrais soldats étaient sûres de trouver en lui un défenseur empressé ; mais toutes les réformes tendantes à modérer la sévérité du code pénal, à rendre la vie de caserne plus douce, à restreindre dans un sens libéral les lois du recrutement ou de la milice, rencontraient plus ou moins d'opposition de sa part (2). Il n'aimait pas plus les réformes militaires que les réformes civiles. Tant qu'il eut la direction de l'armée, on n'apporta aucun changement à la tenue des troupes anglaises (3). Il considérait ces modifications comme

---

(1) Gurwood, t. I, p. 2 et 3; Sherer, t. I, p. 9 et 10; Wellesley's, *Despatches*, t. I, p. 425.

(2) Il est juste de dire cependant que depuis 1815, le maximum de la peine du fouet fut porté à 50 coups, que le temps de service fut diminué, que la troupe fut confortablement casernée, et que la vie du soldat éprouva de notables améliorations ; toutes choses qui n'ont pu se faire qu'avec le consentement du duc, puisque le secrétaire et le ministre de la guerre étaient obligés de le consulter (en sa qualité de commandant en chef).

(3) Lorsqu'on lui proposa un nouveau modèle de sac plus léger et plus commode, il répondit officiellement : « The knapsack question had been exhausted. »

plus frivoles que véritablement utiles. Un lieutenant-colonel du 33ᵉ régiment lui ayant proposé des modifications à l'uniforme de ce corps, il lui répondit : « Je désire vivement qu'on « ne fasse aucun changement à l'uniforme ni aux règlements. « Tout est maintenant comme je l'ai trouvé il y a vingt ans; « si nous nous mettons à faire des changements, il n'y aura « plus rien de stable, car *les fantaisies n'ont pas de bornes.* » Paroles sages et dignes d'être écoutées! A peine cependant le duc eut-il fermé la paupière, que l'esprit d'innovation appliqué aux futilités de l'habillement se fit jour dans l'armée anglaise comme partout ailleurs, et l'on vit alors des hommes qui n'avaient jamais guerroyé soutenir qu'avec l'habit rouge de Fontenoy, de Salamanque et de Waterloo, il serait impossible de faire campagne. Le duc, vivant, tenait en respect ces généraux de parade. Il n'en faut pas conclure cependant qu'il rejeta sans examen toutes les idées nouvelles. Son bon sens lui faisait distinguer parfaitement la limite qui sépare les innovations pratiques, utiles, des misérables subtilités d'un *caporalisme* inintelligent. C'est ainsi que tout en rejetant les nouvelles gibernes, les nouveaux sacs et les nouvelles tuniques, il s'empressa de faire adopter pour toute l'infanterie le fusil Minié, la seule de toutes les améliorations récemment admises qui ait produit un résultat avantageux dans la dernière guerre de Crimée.

Nous ne citerions pas ce fait, si des écrivains militaires anglais n'avaient reproché à Wellington d'avoir par ses idées arriérées fait plus de tort à l'armée dans les dernières années de sa vie, qu'il ne lui avait fait de bien dans les premières : accusation injuste, et qui retombe lourdement sur les petits esprits qui l'ont formulée.

Le duc de Wellington n'eût pas été le duc de Wellington si, au lieu d'encourir le blâme de ces *faiseurs*, il s'était conduit de façon à mériter leurs éloges!

L'armée anglaise atteignit, sous l'habile direction du vain-

queur de Salamanque, au plus haut degré de perfection qu'il était possible d'atteindre avec les éléments dont elle se composait. Jamais avant lui on n'avait vu de machine aussi bien réglée.

Mais le gouvernement laissa se détraquer peu à peu cette machine, en revenant sur les diverses améliorations que le duc avait introduites dans l'organisation générale et dans les services particuliers (1) ; de sorte qu'au début de l'expédition de Crimée, les régiments anglais se trouvèrent notablement inférieurs à ce qu'ils étaient du temps des guerres de l'empire; résultat que Wellington avait prévu, annoncé en quelque sorte, mais sans pouvoir convaincre ni ses compatriotes ni le gouvernement de la vérité de ses assertions. Néanmoins, tels qu'ils se sont présentés sur les champs de bataille d'Alma et d'Inkerman, ces régiments étaient dignes encore de leurs aînés, empreints des idées d'ordre et de discipline que Wellington avait inculquées aux vétérans de la Péninsule. A leur tête se trouvait un des lieutenants du duc, modeste et brave général, formé à son école et dont le nom est venu clore dignement cette liste glorieuse d'officiers ayant puisé leur première instruction aux grandes guerres de l'empire : lord Keane, lord Gough, lord Combermere, sir A. Campbell, lord Hardinge, lord Straffort, sir Harry Smyth, sir Colin Campbell, sir Edward Paget, sir Henry Fane, sir Charles Colville, sir Collin Halket, sir William Cotton, sir Thomas Bradford, sir George Walker, sir Edward Barnes, sir Robert Dick, sir Frederic Adam, lord Saltoun et sir John Macdonald. Tous ces généraux, qui depuis 1815 ont rendu d'éminents services à l'Angleterre, sont des élèves de Wellington : grande et noble école qui se perpétuera de génération en génération,

---

(1) Voir à ce sujet la *lettre* de Wellington *au général Burgoyne*, et l'ouvrage publié récemment par Francis Head : *The defenceless state of Great-Britain*.

avec la bravoure et le patriotisme héréditaires de l'aristocratie anglaise !

Le respect profond, universel dont le duc de Wellington était entouré fut très-utile à la couronne dans les moments difficiles. Lorsqu'un ministère était culbuté et l'opinion publique vivement émue, on disait : « Sa Majesté a fait chercher le duc, » et ces simples paroles suffisaient pour calmer les esprits.

Sa haute position, l'indépendance de son caractère et l'éclat de ses services lui donnaient comme médiateur et comme arbitre une influence considérable. Ce qu'on n'eût souffert de personne, on permettait au duc de l'exprimer hautement ; aussi le gouvernement eut-il souvent recours à ses bons offices pour aplanir de graves difficultés, ou mettre d'accord des hommes d'État momentanément brouillés. C'était à la fois un homme de bon conseil et de bonne compagnie. La couronne et le peuple le considéraient comme un des piliers de l'État, et les familles comme une sorte de patron et de divinité tutélaire. Souvent même il faisait l'office de prince royal, en patronnant des œuvres de charité ou en présidant des meetings.

Une de ses statues le représente à cheval, serré dans son manteau et cheminant tranquillement au pas. C'est ainsi qu'on le rencontrait dans les rues, ou dans le parc, allant faire sa tournée de visites ou se rendant à la séance des lords. Les voitures s'arrêtaient pour le laisser passer ; tout le monde se découvrait respectueusement devant lui, et il passait en touchant légèrement son chapeau. Les étrangers se pres-

saient en foule sur ses pas, les gens du peuple lui donnaient des témoignages naïfs d'estime et d'admiration, et les dames anglaises, dans les soirées où il paraissait, l'accablaient de prévenances et de respectueuses attentions. La reine le distinguait entre tous les personnages de la cour, et le traitait comme un membre de sa famille. La déférence du duc pour sa souveraine n'en fut que plus grande, et c'était une chose touchante que la respectueuse admiration de ce vieux serviteur de la monarchie pour cette jeune femme couronnée qu'il avait vue au berceau (1). En s'inclinant devant elle plus bas que les autres, il tenait à prouver que plus un homme a d'influence et de titres, plus il doit s'enorgueillir de relever par sa soumission le prestige de la majesté royale. Dans les grandes cérémonies, il avait une place à part; à l'ouverture du Parlement, il se tenait en uniforme de feld-maréchal, debout à la gauche de la reine, sur la marche la plus élevée du trône; entre ses deux mains brillait le lourd glaive de l'État, qu'il maintenait droit devant lui avec l'attention scrupuleuse d'un factionnaire qui présente les armes. « Le peuple et la reine, dit un auteur français, placèrent Wellington sur la seconde marche du trône, parce qu'ils savaient qu'il respecterait toujours la première. L'empereur ne comprenait point le caractère de cet homme. En le voyant monter d'échelon en échelon, il croyait qu'il ferait comme lui et ne s'arrêterait pas. On raconte qu'il disait à Sainte-Hélène : Nous verrons maintenant ce que *fera Wellington*. C'était mal le connaître : Wellington n'aurait jamais passé le Rubicon, et il pensait si peu à se faire roi, qu'il ne se croyait pas même capable d'être premier ministre..... Cette simplicité plaisait

---

(1) « Nous n'avons jamais cessé d'admirer le tact exquis avec lequel le duc de Wellington savait oublier sa propre valeur lorsqu'il se trouvait en présence de la reine. Alors il ne faisait attention à personne et s'effaçait complétement. » *Illustrated London-News*, 18 septembre 1852.

à la nation et lui valut, jusqu'au dernier jour de sa vie, les témoignages du plus grand respect que jamais citoyen ait recueillis (1). » « La dernière fois que nous avons eu l'occasion de le voir, dit M. Lemoine, c'était en 1852, dans la galerie royale de la Chambre des Lords. Il y avait là un millier de spectateurs, qui tout à coup se levèrent par un mouvement unanime. C'était le vieux duc qui venait d'entrer ; il traversa la longue galerie paisiblement, sans hâter son pas, et tous les assistants restèrent debout et silencieux jusqu'à ce qu'il eût disparu par l'autre issue. Il y avait quelque chose de grand et de touchant dans cet hommage si simplement rendu, et si simplement accepté. »

Du reste, le duc de Wellington avait fini par s'abandonner tout naturellement à ce culte de ses compatriotes. Il était si parfaitement exempt de charlatanisme, qu'on ne pouvait l'accuser de rechercher les ovations; il les acceptait parce que c'était encore son devoir. Il avait été le général, le ministre, le protecteur, le conseiller de l'Angleterre; il en était devenu un des monuments, et comme tel, il n'avait pas le droit de se refuser aux hommages du public. Il se laissait donc regarder, et acceptait les témoignages de respect comme quelque chose qui faisait encore plus de plaisir aux autres qu'à lui-même; il sentait d'ailleurs qu'il donnait à ses compatriotes la satisfaction de se contempler dans sa personne. Robert Peel avait expressément demandé à être enterré sans pompe ; Wellington n'a exprimé à cet égard aucune volonté; il s'est regardé comme la propriété de sa souveraine et de son pays, et a laissé son corps à leur disposition. Il aurait cru être ingrat envers ses compatriotes, s'il leur avait ôté l'occasion de faire une démonstration nationale avec ses funérailles.

---

(1) M. *Lemoine* : Notice publiée dans le *Journal des Débats*.

Un poëte anglais, Édouard Bulwer (1), l'a peint d'après nature dans les lignes suivantes qui méritent d'être citées :

« Le voilà qui passe, son chapeau bien serré sur son front « ferme, la taille roide dans son habit boutonné..... Il n'a « point le trésor des riches natures, ni le généreux soleil des « âmes exubérantes ; au mot du commandement ses passions « font halte ; en lui chaque vertu, chaque faute est également « disciplinée.... Quand il s'échauffe il raisonne encore.... A « ses yeux, l'État est un camp, le monde est un champ de « manœuvres. Et cependant combien il reste pur à côté « des autres conquérants, ses semblables ! Froides sont ses « lèvres, mais elles n'ont point le sourire du mensonge ; « rigide est son cœur, mais le signe de l'honneur y est gravé : « aucun crime ne lui servit de piédestal..... et l'éternel *Moi* « ne fut pas son mobile. »

Il n'y eut jamais d'homme qui répondit mieux aux instincts, au caractère et aux habitudes du peuple anglais. Laborieux, patient, simple, fidèle, exact en toute chose et ne cherchant qu'à se rendre utile.

On a dit avec raison que s'il était appelé au conseil de Dieu dans l'autre monde, il s'occuperait encore du meilleur moyen de faire marcher le gouvernement de Sa Majesté. Bien servir fut son unique ambition : c'était un grand homme, mais surtout un grand Anglais !

Les anecdotes, disait Rivarol, sont l'esprit des vieillards, le charme des femmes et le plaisir des enfants. Il disait vrai

(1) Dans *Timon*.

sans nul doute, mais limitait trop le cours de cette petite monnaie de l'histoire, dont tant d'illustres écrivains, depuis Plutarque et Cicéron jusqu'au duc de Saint-Simon et à madame de Sévigné, se sont plu à enrichir leurs œuvres. Comme les maximes, les anecdotes fixent la vérité dans l'esprit; tel mot nous ouvre un nouvel horizon intellectuel, tel épisode nous dessine, d'un trait énergique, le profil d'une physionomie célèbre; seulement en ceci, comme en toutes choses, il faut se garder de l'abus, éviter la banalité, rechercher l'utile.

C'est en nous plaçant à ce point de vue que nous terminerons la biographie de Wellington par quelques traits caractéristiques, empruntés aux sources les plus dignes de confiance.

Il paraît que l'*iron duke* n'eut pas toujours la gravité imposante qui le fit remarquer jusque dans la Chambre des Lords; un de ses condisciples, lord Skelmersdale, prétend que jeune Wellesley fut l'un des plus ardents promoteurs des plaisirs du collége. M. Robert, frère du révérend Sydney-Smith, a gardé de lui un autre souvenir beaucoup moins agréable, et qu'il se plaisait néanmoins à rappeler. C'est sur lui, en effet, que sir Arthur remporta sa première victoire; voici dans quelle circonstance. Le jeune Robert (alors Bobus Smith) se baignait un jour dans la rivière quand Arthur, passant par là, trouva plaisant de lui jeter des pierres; Bobus menaça l'agresseur, mais celui-ci ne tenant aucun compte de ses avertissements, il fut obligé de sortir de l'eau et d'engager la lutte en vrai Spartiate, sans armes et sans vêtements. L'avantage de la position était évidemment pour le jeune

Wellesley; aussi Bobus, malgré la bonté de sa cause, fut-il promptement obligé de mordre la poussière. Inutile d'ajouter que le bulletin de cette victoire ne figure pas dans le recueil de Gurwood (1).

Pendant son séjour à Angers, le jeune Wellesley eut l'occasion de fréquenter quelques maisons où il fut mis en contact avec des représentants distingués de l'aristocratie française. « Cette société, dit lord Ellesmere (un de ceux qui pendant trente ans vécurent dans l'intimité du duc), lui fut d'une très-grande utilité, et contribua peut-être à lui donner des notions aussi exactes sur l'état des esprits en France. »

A peine nommé enseigne, sir Arthur fut attaché au lord lieutenant d'Irlande en qualité d'aide de camp. Il vécut dans cette position moins en homme d'étude qu'en homme de plaisir (2). Ses ressources, qui n'étaient pas considérables, se trouvèrent bientôt épuisées; de telle sorte qu'à son départ pour l'Inde, il fut obligé de recourir à la bourse d'un bourgeois de Dublin pour apaiser ses créanciers. On ne reconnaît pas encore ici l'homme d'ordre et de travail qui devait un jour remplir le monde de sa renommée.

La vie sérieuse du duc ne commença que dans les camps : jusque-là, il ne s'était pas élevé au-dessus de la réputation d'un *gentleman* ordinaire.

Sa première école fut celle du malheur. Pendant la campagne de 1794, il apprit à connaître toutes les fautes qu'un général doit éviter. C'est ainsi qu'un célèbre compositeur

---

(1) Ce fait est rapporté, entre autres, par lord ELLESMERE, p. 14 et 15.
(2) Lord ELLESMERE, p. 16.

envoyait ses élèves dans les plus mauvais concerts pour leur apprendre « comment il ne faut pas chanter. »

Presque tous les voyages de Wellington en mer furent signalés par d'affreuses tempêtes. Il montra dans ces occasions un sang-froid et une présence d'esprit inaltérables (1).

Nous avons vu qu'à Talavera (2), à Fuente-Guinaldo (3), au début de la campagne de Waterloo (4) et dans d'autres circonstances critiques il fit preuve de la même impassibilité.

Le général Alava raconte qu'il trouva le duc, à la fin de la journée des Quatre-Bras, assis sur le bord d'un chemin, dans l'attente de renseignements exacts sur la position de l'ennemi et sur l'issue de la bataille de Ligny. La première chose qu'il dit, en apercevant le général espagnol, fut : « Mon cher monsieur, étiez-vous la nuit dernière de la partie « de madame de Richmond? » Alava, qui avait entendu circuler des bruits fâcheux sur le résultat de la journée, fut entièrement rassuré par ces paroles (5).

Ceux qui ont observé Wellington de près dans la mémorable journée du 18 juin attestent qu'il ne trahit aucune émotion, lorsqu'il se trouva pour la première fois en face de ce puissant génie et de cette incomparable armée française, qui avaient triomphé jusque-là de tous les efforts de l'Europe coalisée.

Le célèbre physiologiste Virey a raison de dire : « Le « sang-froid qui réfléchit au milieu des dangers tient à la « supériorité de la puissance intellectuelle. »

Wellington était doué d'une mémoire tenace qu'il con-

---

(1) Lord Ellesmere, p. 17.
(2) T. I, p. 269.
(3) T. I, p. 434.
(4) T. II, p. 382, 383.
(5) Lord Ellesmere, p. 42.

serva jusqu'à la fin de sa vie. « Je me rappelle, dit lord Ellesmere, la lecture qu'il me fit d'une note sur la défense de l'Inde, rédigée pour le gouvernement dans une des circonstances les plus critiques où se soit trouvée la colonie. Cette note, qui embrassait les trois présidences et contenait une foule de détails précis, avait été écrite sans le secours d'aucun dictionnaire ni d'aucune carte géographique (1). »

Les épisodes que le duc se rappelait avec le plus de satisfaction étaient relatifs à ses premières campagnes. Les fatigues et les privations qu'il avait endurées sous les zones brûlantes de l'Inde, les aventures romanesques de cette lutte grandiose et bizarre tout à la fois, qui reporte l'imagination aux temps d'Alexandre et de Cyrus, étaient racontés par lui avec une complaisance où se peignait la satisfaction que laissent à notre âge mûr les douces émotions de la jeunesse et les premiers triomphes de notre amour-propre.

Son visage se colorait d'une rougeur soudaine, et son geste, d'ordinaire si réservé, devenait vif et brusque lorsqu'il rappelait à ses amis les principales circonstances de l'assaut de Seringapatam et de la guerre des Mahrattes, ou lorsqu'il racontait ses entrevues avec les princes indiens et les circonstances mémorables de son expédition contre d'Hoondiah Waugh, cet aventurier qui s'appelait le *roi du monde*, et qui à la fin, surpris et tué, fut traîné au camp des Anglais sur un affût de canon!

Revenant un jour de la chasse avec Wellington, lord Ellesmere lui demanda combien de pièces d'artillerie il avait prises

(1) Lord ELLESMERE, p. 20 et 21.

aux Français dans le courant de ses guerres. « Environ 3,000,
« répondit le duc. A Oporto, après le passage du Douro,
« je pris tout le parc de siége de Soult ; à Vittoria et à Waterloo, je m'emparai également de toute l'artillerie de
« Joseph. Mais ce qui est plus extraordinaire, ajouta-t-il,
« *c'est que je ne pense pas avoir jamais perdu un seul canon.*
« Après la bataille de Salamanque, trois de mes pièces attachées à la cavalerie portugaise furent capturées dans une
« petite affaire près de Madrid, mais nous les reprîmes le
« jour suivant. Dans les Pyrénées, lord Hill fut obligé de
« jeter 8 ou 9 canons dans un précipice, mais ceux-là aussi
« furent repris, et aucun d'eux ne tomba entre les mains
« des Français (1). »

A Waterloo, le duc de Wellington resta 17 heures et demie à cheval, sans changer de monture. Le coursier qui accomplit ce tour de force s'appelait *Copenhague*. Il avait alors 8 ans. Les dames anglaises qui dans la suite furent admises à le visiter lui arrachèrent des crins pour en faire des bagues et des broches. Malgré ce douloureux tribut payé à l'enthousiasme britannique, l'illustre *Copenhague* vécut jusqu'en 1835. Son vieux maître le fit enterrer avec les honneurs de la guerre, et entoura son champ de repos d'une grille en fer qui existe encore dans le domaine de Strathfield-Saye.

Nous ne croyons pas donner une mauvaise idée du caractère du héros de l'Angleterre en rapportant ce trait. Un autre capitaine, Frédéric le Grand, avait eu pour ses animaux domestiques la même reconnaissance. Il existe en effet à Potsdam un mausolée élevé par le roi de Prusse à son cheval

---

(1) Lord ELLESMERE, page 31.

César, et des monuments funèbres consacrés à ses levrettes *Diane*, *Amourette*, *Biche*, *Superbe* et *Pax*.

Sur le champ de bataille de Waterloo, le commandant de l'artillerie anglaise vint informer le duc qu'il savait l'endroit où se trouvait Napoléon et son état-major : « Si Votre Grâce me le permet, dit-il, je pense que j'en *descendrai* quelques-uns. « Non, non, fit le duc, les généraux en chef, dans une grande bataille, ont autre chose à faire que de tirer l'un sur l'autre (1). »

Après le combat de Chillian-Wallah, on demanda à Wellington le nom de trois officiers capables de remplacer lord Gough ; il répondit : « Sir Charles Napier, sir Charles « Napier et sir Charles Napier. » Toute flatteuse que fut cette distinction, sir Charles refusa, pour des raisons particulières, le poste qui lui était offert. Informé de cette circonstance : *Puisqu'il en est ainsi*, dit le duc, *je partirai moi-même* (then I must go my self).

Wellington, à l'exemple de la plupart de ses contemporains de l'aristocratie anglaise, n'avait pas contracté la ridicule habitude de fumer, devenue aujourd'hui un besoin factice autant que nuisible pour toutes les classes de la société. On raconte cependant qu'une fois il fut dans la nécessité de payer son tribut à la mode naissante. C'était au milieu d'une réunion de généraux et d'officiers d'état-major à Portsmouth. Le duc de Cumberland, depuis roi de Hanovre, proposa au dessert, sous forme de motion, que tout le monde fumât la pipe. On applaudit fort à cette excentricité, et les instruments du

(1) *Dublin university Magazine*. Ce principe ne fut pas toujours celui de Napoléon; car à Dresde c'est lui qui fit tirer sur le groupe où se tenait Moreau.

plaisir des uns et du supplice des autres, furent apportés en cérémonie; quelques-uns des convives n'avaient jamais fumé. Parmi eux se trouvait Wellington : il fallut qu'il s'exécutât comme les autres, et lui-même raconta avec beaucoup de gaieté comment il s'était tiré de cette épreuve difficile : « J'é-« tais, dit-il, assis derrière ma pipe, et je lâchais des bouf-« fées de tabac avec un sentiment de surprise visible. Cepen-« dant je ne perdais pas de vue la contenance du reste de la « société. Après quelques minutes, plusieurs des novices se « retirèrent précipitamment; je me dis alors à part moi, « pourvu que cela finisse bientôt !.. »

Cela finit, en effet, mais d'une manière fort désagréable pour le duc qui supportait, sans comparaison, beaucoup mieux la fumée du champ de bataille.

A un dîner de Cambacérès, le maître du logis, un des gourmets les plus distingués de France, demanda à Wellington comment il trouvait un mets recherché qu'on lui avait servi : « *Excellent*, dit le duc, *mais je ne fais réellement pas attention à ce que je mange*. — Juste ciel ! exclama Cambacérès, pas attention à ce que vous mangez! Pourquoi donc êtes-vous venu ici? »

Wellington aimait les enfants. Un jour, recevant à Aspley-House la visite du fils de son valet de chambre, il le retint à dîner et lui fit les honneurs de son musée de tableaux et d'objets d'art avec une gravité plaisante. Arrivé dans la galerie des statues, le duc lui dit : « Quel est celui de tous ces per-« sonnages qui ressemble le plus à ton maître d'école? » Le gamin chercha du regard, hésita un instant, puis au joyeux ébahissement du duc, il s'écria en montrant le buste de Wellington (le seul qui n'eût point de moustaches) : « Voilà celui « qui ressemble le plus à mon maître. »

La bienveillance, l'esprit d'équité, la réserve habituelle du duc ne le prémunissaient pas toujours contre certains mouvements de brusquerie. Un officier ayant, à l'expiration d'un congé de six mois, sollicité une prolongation, au moment où son régiment allait partir, il lui répondit : « *Sell or sail* » Vendez votre charge ou partez.

Une autre fois, des employés du trésor étant venus lui annoncer qu'ils ne pouvaient établir les comptes d'après le mode prescrit par le duc (alors premier ministre), celui-ci leur répondit sèchement : « *Si vous ne pouvez pas les faire, je* « *vous enverrai une douzaine de sergents payeurs qui les fe-* « *ront.....* » Inutile d'ajouter que les comptes furent établis dans un bref délai et de la manière prescrite.

L'immense popularité de Wellington se manifestait sous les formes les plus diverses, mais avec la même intensité dans toutes les classes dont se compose la population des trois royaumes.

Un vieux gentilhomme écossais demanda un jour à être reçu par le duc : « M. Robertson, dit celui-ci, que désirez- « vous de moi, je ne puis vous accorder que dix minutes. » Le patriarche répondit : « J'ai attentivement suivi la car- « rière de Votre Grâce, depuis son début dans la vie mili- « taire. Je suis maintenant, comme vous voyez, un très-vieil « homme; bientôt je quitterai ce monde, mais je sens que « je ne pourrai rejoindre mes ancêtres en paix sans avoir con- « templé Votre Grâce. Je suis venu d'Écosse dans ce seul « but; mon désir est maintenant satisfait; je repartirai de- « main matin. — Monsieur Robertson, dit le duc, après les « honneurs que j'ai reçus de mon souverain, rien ne m'a été « plus sensible que le compliment que vous venez de me « faire. Restez à dîner avec moi. — Merci, repartit le vieil- « lard, j'ai vu Votre Grâce, je ne souhaite plus rien. »

Disant ces paroles, il fit un profond salut et se retira (1).

Une autre fois, se promenant dans une ville manufacturière, le duc fut accosté par un vigoureux ouvrier qui lui demanda la permission d'échanger une poignée de main avec lui : « *Certainement,* répondit le duc, *je suis toujours heu-* « *reux de serrer la main d'un honnête homme* (2). »

On raconte que le fils d'un de ses anciens compagnons d'armes lui dit un jour : « J'ai une faveur extraordinaire à de- « mander à Votre Grâce. J'aime une demoiselle dont je suis « aimé et que j'obtiendrais, j'en suis sûr, si ses parents me « voyaient faire un tour de salon avec le plus grand général « de l'Angleterre. — N'est-ce que cela, dit le duc, donnez- « moi votre bras et marchons. »

La famille de la demoiselle n'hésita plus à choisir pour gendre un homme qui paraissait si avant dans la faveur de l'illustre guerrier.

Ce trait indique bien l'espèce d'influence que le duc exerçait sur ses compatriotes, et la bonhomie charmante de son caractère.

Il est un chapitre délicat à traiter dans la vie des grands hommes et qui cependant ne peut être complétement négligé, c'est le chapitre des mœurs. Wellington, par sa simplicité et par son austérité, rend sous ce rapport la tâche du biographe facile. Il n'a jamais, en effet, que nous sachions, donné prise à la chronique galante. Ce n'était pas un homme à bonnes fortunes. Les moins discrets lui attribuent à peine

---

(1) *John Bull.*
(2) *Naval and Military Gazette.*

deux ou trois préférences passagères (1). Il y avait même dans sa galanterie quelque chose de lourd et de gauche qui trahissait un manque complet d'expérience. Ainsi, voulant, comme tout le monde, et peut-être un peu plus que tout le monde, faire sa cour à la belle madame Récamier, il lui écrivit des billets qui durent faire sourire la gracieuse amie de Châteaubriant. L'auteur des *Mémoires d'Outre-Tombe* nous a conservé celui-ci :

« Paris, 13 janvier 1815.

« J'avoue, madame, que je ne regrette pas beaucoup que « les affaires m'empêchent de passer chez vous après dîner, « puisque, chaque fois que je vous vois, je vous quitte plus « pénétré de vos agréments et moins disposé à donner mon « attention à la politique.

« Je passerai chez vous demain, à mon retour de chez « l'abbé Sicard, en cas que vous vous y trouvassiez, et malgré « l'effet que ces visites dangereuses produisent sur moi.

« Votre très-fidèle serviteur,

« WELLINGTON. »

Le duc était trop simple et trop sérieux pour chercher à briller par des mots à effet, ou des reparties heureuses. On cite néanmoins un petit nombre de traits d'*humour*, venant de lui :

Un *gentleman* dînant à Aspley-House, dans un moment d'expansion, se permit de demander au duc s'il n'avait pas été

(1) Napier parle de l'attention que Wellington eut pour une dame de Cadix, et Stocqueler cite, t. II, p. 80, une anecdote dont l'héroïne est la comtesse de Bl...., qui s'éprit du vainqueur de Waterloo pendant son séjour en France. Cette anecdote, extraite des *Souvenirs of a lady of the court of Louis XVIII*, prouve, du reste, que le duc ne poussait pas très-loin les aventures de ce genre. La comtesse de Bl..... eut même la naïveté de s'en plaindre à l'amie qui a révélé cette mésaventure.



surpris à Waterloo? — *Non,* répondit Wellington, *mais je le suis maintenant.*

Lorsque les commissaires du gouvernement provisoire vinrent lui annoncer, en 1815, que Napoléon avait abdiqué et que l'empire était fini, le duc leur dit : « Je le savais depuis un an. »

Un évêque de Nova Scotia, ayant demandé au gouvernement que les soldats fussent astreints à lui présenter les armes, le duc, consulté sur ce point, répondit : « La seule « chose que les soldats doivent à l'évêque, c'est d'écouter ses « sermons. » (*The only attentions the soldiers are to pay the bishop are to this sermons* (1).

Wellington ayant acheté une *vue de la bataille de Waterloo,* peinte par William Allan, fit venir cet artiste aux Horse-Guards pour lui payer son œuvre. M. Allan trouva le duc en personne, occupé à faire des piles d'argent. Comme c'était une besogne assez longue, l'artiste se permit de dire : « Votre « Grâce aurait moins d'embarras si elle voulait me donner « simplement un bon sur son trésorier. »

Fâché d'être interrompu dans ses calculs, le duc répondit avec humeur : « Eh ! croyez-vous, monsieur, que je veuille « faire connaître aux gens de Coutt (c'était le nom du « banquier) la folie que j'ai faite? » *(And do you suppose y would allow Coutt's people to know what a fool I had been?)* Cette boutade fut rapportée par le peintre lui-même, qui en rit de bon cœur.

Les lettres et les discours de Wellington renferment quel-

(1) *Wellingtoniana*, p. 72.

ques aphorismes, parmi lesquels nous avons remarqué les suivants :

« Un grand pays ne doit jamais faire une petite guerre. »

« Soyez discret sur toutes les affaires pour échapper à la nécessité de faire mystère de quelques-unes. »

« L'historique d'une bataille ne diffère pas beaucoup de celui d'un bal. »

« Quand la guerre est finie, l'animosité doit cesser. »

« Quand un homme peut rendre des services à l'État, toute distinction de culte doit être écartee et le bien public seul pris en considération (1). »

« Le pire des coupables est celui qui viole une loi, n'importe la provocation qui le fait agir. »

« Je n'admets pas le droit d'un pays à intervenir dans les affaires d'un autre pays ; la non-intervention doit être la règle, et l'intervention seulement l'exception à la règle. »

« Le fondement de toute justice est la vérité. »

« Écrire une lettre anonyme est la plus vile action dont un homme puisse se rendre coupable. »

« L'enthousiasme du peuple est une très-belle chose sur le papier ; je ne lui ai jamais vu produire que du désordre. »

« Des troupes qui n'ont ni paye ni nourriture sont dangereuses seulement pour leurs amis. »

---

(1) Voir MAXWELL, t. I, p. 235.

« Il n'y a que les soldats bien payés qui observent une discipline exacte. »

« Bon sens vaut mieux qu'habileté. »

« La théorie de toute législation est fondée sur la justice. »

« Si le monde était gouverné par des principes, rien ne serait plus facile que de conduire même les plus grandes affaires. »

« Celui qui veut qu'une chose soit bien faite, doit la faire lui-même (1). »

Il est difficile de faire le portrait de Wellington sans esquisser au moins celui de l'empereur.

Entre ces deux hommes prédestinés, qui ont conduit l'un et l'autre de grandes armées à la victoire, il n'existe pour ainsi dire aucuns rapports de talents, de caractère, de génie. A chaque trait de l'un, correspond une différence chez l'autre. Néanmoins tous deux ont réussi, parce qu'ils surent combiner leurs opérations en tenant compte des éléments et des moyens dont ils disposaient, du caractère du peuple qu'ils servaient, de la diversité des institutions auxquelles ils devaient se conformer.

Napoléon, à la tête d'une armée anglaise, eût rencontré dans la nature même de son génie des difficultés insurmontables, et Wellington, appelé au commandement des troupes enthousiastes d'une république conquérante, n'eût pas été dans une situation moins délicate.

L'un frappe l'imagination et ne procède en quelque sorte

(1) Voir *Wellingtoniana* et *Maximes and opinions of field marshal His Grace the duke of Wellington. With a biographical memoir*, by G. H. Francis, esq. Colburn, 1845.

que par des prodiges; l'autre s'adresse à la raison, et ne réussit que par des moyens ordinaires.

Il n'y a pas une proclamation de Bonaparte où la gloire ne soit exaltée et le devoir oublié; il n'y a pas un ordre du jour de Wellington qui fasse même allusion à la gloire et dans lequel se trouve autre chose qu'un appel fait au devoir et au patriotisme (1).

« Une imagination prodigieuse, insatiable, aspirant à l'infini, à l'impossible, les facultés les plus vastes et les plus flexibles; dans l'esprit une étendue sans bornes, mais aussi une singulière mobilité d'idées et d'impressions; tels étaient les principaux caractères du génie de Napoléon. Un jugement solide, une raison froide, une merveilleuse justesse de coup d'œil, tant sur le champ de bataille que dans le cabinet, le bon sens le plus pénétrant et s'élevant à une puissance qui devient du génie, une persévérance que rien ne pouvait ni lasser ni distraire; dans les plus grands périls une constance inébranlable; voilà quelques-uns des traits qui font du duc de Wellington une si grande figure dans l'histoire du dix-neuvième siècle.

« C'est à pas de géant que Napoléon parcourt une carrière qui devait le conduire pour un moment au faîte des choses humaines. Par la rapidité de son ascension, il éblouit le monde, et tout chez lui prend le caractère d'une magique improvisation. Son rival, au contraire, s'est élevé avec une lenteur patiente et modeste, par la réflexion courageuse. Seulement il n'a jamais reculé, il s'est toujours porté en avant, avec une mesure heureuse, et sa gloire a suivi une progression qui a su échapper au revers.

---

(1) Voir ALISON, t. X, p. 492 et 493. On raconte que Wellington, à propos de l'observation faite par M. de Cormenin, que nulle part le mot de *gloire* ne se trouve inscrit dans ses dépêches (observation que nous ne trouvons pas très-exacte), aurait dit : « Je n'ai tant parlé de *devoir* et si peu de *gloire* que parce que la gloire était mon *but* et le devoir mon *moyen*. »

« Parler vivement à l'imagination des hommes, les fasciner, exciter leur enthousiasme, travailler par tous les moyens à leur inspirer une admiration mêlée d'un peu de terreur, c'était là l'étude constante de Napoléon qui, au besoin, ne dédaignait pas les artifices d'une habile mise en scène.

« Toujours simple, le duc de Wellington ne s'est jamais proposé que de parler à la raison. Dans aucune circonstance il ne se produisait d'une façon théâtrale. Le devoir était sa seule règle, et la seule aussi qu'il imposât aux autres. Il avait horreur du charlatanisme et du mensonge. Il ne chercha jamais à exalter ses soldats ; mais, dans de rares occasions, il leur rappela qu'ils avaient à donner tout leur sang, parce que tel était leur *devoir*.

« On se rend compte d'après cela de la diversité d'éloquence et de style des deux généraux. Dans les proclamations de Napoléon, surtout dans celles des campagnes d'Italie, on trouve un orateur puissant, qui, à la manière des anciens, grave dans l'esprit de sublimes images. Les ordres du jour, les dépêches et les rapports du duc de Wellington sont rédigés avec une froide et austère simplicité. Rien n'y est donné à l'effet, à la phrase : tout y est positif et vrai (1). »

Aux talents du général, Napoléon joignait le génie de l'homme d'État. Ambitieux par tempérament autant que par réflexion, hardi comme le sont ordinairement tous ceux qui aspirent à jouer le premier rôle en temps de révolution, il dirigea de bonne heure ses regards vers le pouvoir. Entouré du prestige de ses victoires d'Italie et d'Égypte, il rentra furtivement en France et se sentit assez fort pour renverser un gouvernement incapable de se soutenir lui-même. De nouveaux succès justifièrent cette audacieuse usurpation. Puis l'espoir de trouver la stabilité dans la force et dans l'éclat du

(1) *Assemblée nationale*. Paris, 1852.

pouvoir, engagèrent la nation à placer la couronne de saint Louis sur le front de ce soldat heureux. Durant quinze années de suite, la France et l'Europe se courbèrent devant lui.

Ce n'était pas assez pour « ce génie de Titan voulant escalader le ciel (1) ! » Après avoir dompté les hommes, il s'imagina que les éléments et la fortune elle-même pouvaient être domptés par lui : son ambition alors ne connut plus de bornes. Il perdit la conscience de la faiblesse humaine, et crut indigne de lui de ne tenter que les choses possibles.

Dès 1812, pour nous servir de la belle expression de Juvénal, « il étouffa dans l'univers. »

Si Wellington s'était trouvé dans les mêmes circonstances, non-seulement il n'aurait pas réussi à jouer ce rôle; mais il n'y aurait pas même songé. Rien, ni dans son caractère ni dans son intelligence ne le rendait propre à devenir un factieux célèbre, un général avide de conquêtes, un despote regrettant de ne pouvoir, comme Alexandre, se faire passer pour un fils des dieux (2).

Wellington était l'homme du devoir par excellence. Il aurait pu dans un moment donné devenir Monk, — jamais Cromwell !

Cependant bien qu'exempt de cette ambition qui fait aspirer au trône, — sublime et nécessaire dans quelques circonstances, plus souvent coupable et funeste, — il avait les qualités supérieures qui assurent à certains hommes une grande et durable influence sur les destinées de leur pays. Les guerres de la Péninsule ont fait ressortir ces qualités d'une manière remarquable.

Napoléon trouvait dans l'exercice d'un pouvoir absolu, ir-

---

(1) Expression de M. Thiers.

(2) Plusieurs historiens ont rapporté que Napoléon, après la cérémonie du sacre, se plaignit à Decrès de ce que le peuple fût trop éclairé pour admettre cette croyance d'une origine céleste, grâce à laquelle Alexandre avait pu faire de si grandes choses.

responsable, et dans l'appui d'une nation belliqueuse, des ressources qui venaient en aide à ses combinaisons stratégiques, tandis que Wellington vit les siennes incessamment contrariées par l'action de pouvoirs jaloux l'un de l'autre, par les manœuvres des partis, l'irrésolution des ministres, l'incapacité militaire et la profonde antipathie de la nation anglaise pour la profession des armes.

Chez Napoléon, le législateur et le général marchaient d'accord; — chez Wellington, il y eut jusqu'à la fin dissidence, lutte et souvent rupture entre ces deux attributions. Obligé de respecter les lois et les institutions de son pays, il rencontra des difficultés inconnues aux généraux français, et devant lesquelles toute résistance eût été vaine.

Comme chef d'armée, il dut obéir à des hommes d'État qui n'entendaient rien aux affaires militaires, et qui cependant avaient la prétention de les diriger, prétention funeste autant que ridicule, mais conforme à l'esprit des gouvernements constitutionnels. Dans ces gouvernements, où rien ne peut-être fait sans le concours des chambres, où tout projet doit subir l'épreuve de la discussion publique, où les ministres les plus capables doivent justifier leurs convictions avant de repousser celles de leurs contradicteurs, où aucun intérêt ne peut être lésé, aucun principe méconnu, aucun droit violé, aucune influence politique froissée, même en vue d'un puissant intérêt national, — dans ces États, le chef de l'armée doit discuter sans cesse avec les ministres *responsables* et leur fournir des éléments de justification et des éclaircissements de toute espèce dont l'ennemi seul profite. Hommes, chevaux, argent, matériel, plans d'attaque et de défense, tout devient matière à discussion, et pour peu que les demandes de crédit éprouvent des retards ou que les ministres soient entravés par le mauvais vouloir des chambres, voilà une armée sans ressources, un général réduit à vivre d'expédients, une campagne différée, entravée, perdue!

Wellington a rencontré tous ces embarras dans la Péninsule et on doit grandement lui en tenir compte (1).

Napoléon, au contraire, exécutait ses résolutions à l'instant même et sans contrôle. La presse n'avait sous son règne que la liberté de l'éloge, le Corps législatif et la nation que le droit d'obéir. L'empereur eût demandé à la France son dernier homme et son dernier écu, que la France les lui eût donnés sans observation. Elle ne voyait plus et ne pensait plus et n'agissait plus que par lui, tant l'influence du maître était grande et son autorité formidable! Aussi avec quel succès Napoléon exploita cette esclave soumise! Dominateur en tout, son génie ne se fut point façonné à la contrainte ni résigné aux humiliations que Wellington eut à subir, sans avoir même le droit de se plaindre. Si le héros de la Grande-Bretagne avait eu le caractère bouillant et susceptible du vainqueur d'Austerlitz, on peut affirmer qu'il n'aurait obtenu aucun succès en Espagne. Autre chose est de commander à une nation militaire, à des troupes homogènes, animées d'un même esprit, — et autre chose d'être sous la direction d'un conseil de ministres, le général subordonné d'un pays sans mœurs et sans institutions militaires, de combattre à la tête d'une armée composée de plusieurs espèces de soldats, divisés entre eux, enfin d'obéir à trois gouvernements de nature différente.

De quelque manière qu'on apprécie l'influence de ces positions respectives, il est certain que le général anglais fit tout ce qu'il était possible de faire avec les ressources dont il

---

(1) Avons-nous besoin de faire observer que la dernière expédition des Anglais dans la Crimée a pleinement confirmé les réflexions qui précèdent. Les résultats de cette expédition sont un nouveau témoignage en faveur de la supériorité militaire du duc de Wellington. Et, en effet, bien que l'armée de lord Raglan et du général Simpson fût plus amplement pourvue de toutes choses que ne l'avait été à aucune époque l'armée de la Péninsule, elle éprouva des misères et des déceptions innombrables, révélées par des enquêtes officielles, et attribuées unanimement à l'incurie des chefs, aux vices de l'administration et à l'inexpérience du département de la guerre.

disposa. Si le génie de la guerre consiste à savoir appliquer judicieusement sur un théâtre donné les principes de la stratégie, à tirer le meilleur parti des ressources morales et physiques dont on dispose, Wellington a montré autant de génie que l'empereur en eût montré à sa place. Chaque situation exige des qualités particulières, et la gloire se mesure bien moins à la grandeur des résultats obtenus qu'à la nature des moyens employés. Envahir avec 400,000 hommes l'empire de Russie n'est pas plus difficile que de débarquer 9,000 hommes dans la baie du Mondego pour délivrer la Péninsule. On peut donc très-bien comparer les talents des deux généraux, dont l'un, comme Bonaparte, a bouleversé le monde, et dont l'autre, comme sir Arthur Wellesley, a pour seuls titres d'avoir conduit, après sept ans de guerre, 35,000 Anglais de Lisbonne à Toulouse, et de Waterloo à Paris.

Il est certain que sous le rapport du génie de la guerre, Wellington était inférieur à Bonaparte, le plus grand général peut-être qui ait jamais existé. Ses conceptions étaient moins vastes et moins rapides. C'est lentement et péniblement qu'il élaborait ses plans de campagne. Bonaparte, au contraire, faisait les siens avec la facilité de l'improvisateur et la confiance de l'homme qui croit à son étoile. Dans l'action, il avait une vigueur et une décision dont Wellington approcha bien rarement. Sur le champ de bataille, cependant, le général anglais fut aussi habile et plus habile peut-être que l'empereur; il possédait à un haut degré ce coup d'œil prompt et cette aisance à mouvoir les masses qui distinguent les tacticiens éminents. Salamanque, Orthès et Waterloo peuvent être comparés sous ce rapport aux plus belles batailles de la république et de l'empire.

Comme stratégiste Napoléon est incomparable. Après lui, à une assez grande distance, viennent parmi les contemporains, le prince Charles et Wellington. L'un et l'autre ont fait preuve de talent; ils ont combiné leurs opérations avec

beaucoup d'intelligence; mais, il ne faut pas perdre de vue qu'étant arrivés après Napoléon, ils ont naturellement profité des admirables leçons et des glorieux exemples du maître.

Pour l'empereur, comme pour tous les ambitieux illustres, la gloire du succès excusait l'indignité des moyens employés. La mort du duc d'Enghien, le coup d'État de Bayonne, l'invasion du Portugal, l'annexion de la Hollande à l'empire français, le blocus continental et mille injustices particulières furent à ses yeux autant de *nécessités d'État :* mot funeste, qui depuis des siècles a été invoqué pour justifier tous les crimes, toutes les spoliations, toutes les lâchetés que l'histoire flétrit.

Nous aimons à rappeler que rien, ni dans les actes, ni dans la vie de Wellington, n'autorise à penser qu'il approuvât cette infâme théorie de la nécessité des crimes sous prétexte de *raison d'État*...

Lorsque Napoléon, après avoir rallumé la guerre en Europe, tomba sans défense entre les mains des généraux alliés, Blucher invoqua la *raison d'État* pour le faire fusiller à la place même où avait péri le duc d'Enghien ; mais Wellington, bien qu'il jugeât l'empereur le plus dangereux ennemi du repos public, refusa de s'associer à cet acte de représailles, déclarant qu'il ne ferait jamais l'office de bourreau !

Soyons juste et disons qu'avec moins d'audace et de génie, Wellington fut plus moral dans le choix des moyens (1), plus

---

(1) M. Thiers, qu'on n'accusera pas d'être hostile à l'empereur, signale un grand nombre de faits qui accusent gravement la moralité de l'empereur : le secret des lettres violé à l'égard de sa propre famille, des rapports falsifiés, des mensonges insérés par son ordre dans le *Moniteur ;* cette maxime plusieurs fois invoquée : *A la guerre tout est moral,* et ce mot horrible, prononcé en 1813 dans le conseil d'État : « *S'il me fallait renoncer à la Hollande, je la rendrais plutôt à la mer !* » l'espionnage organisé autour de ses serviteurs et de ses parents, enfin les perfides conseils donnés à Talleyrand pour corrompre Ferdinand par le

scrupuleux observateur de ses engagements, plus honnête homme enfin que l'incomparable vainqueur d'Austerlitz. Il eut aussi plus de patience et de tenacité; un jugement plus calme, et quelquefois plus éclairé. Dans la guerre de la Péninsule notamment, il fit preuve d'une sagacité et d'une prévoyance dont les lettres de l'empereur n'offrent que des traces passagères.

Dès le premier jour, il vit tout le parti que l'on pourrait tirer de cette guerre; et pendant longtemps il soutint seul la possibilité de défendre le Portugal, de délivrer l'Espagne en occupant Lisbonne, et de faire concourir les succès de la Péninsule à la ruine définitive de l'empire français. Napoléon, au contraire, fut d'avis que l'Espagne ne se soulèverait pas, et que si elle le faisait, on n'aurait aucune peine à la soumettre. Sa correspondance avec Joseph fourmille d'appréciations inexactes et de prédictions non réalisées.

Le 27 août 1808 il écrivit à son frère : « Avant le mois « de janvier vous aurez 100,000 hommes, et dans toute « l'Espagne il n'y aura pas un village insurgé. » Or, quelques semaines après, Joseph était ramené derrière l'Èbre par l'insurrection victorieuse.

Au moment de partir lui-même pour l'Espagne, il s'écria devant le Corps législatif : « Dès que je paraîtrai au delà des « Pyrénées, le Léopard épouvanté cherchera l'Océan pour « éviter la honte, la défaite ou la mort (1), » et le Léopard finit par conquérir l'Espagne et par mettre le pied sur le territoire français.....

---

moyen des femmes, etc., etc. — (Voir sa *lettre* du 9 août 1808, *à Talleyrand*, où il dit : « Si le « prince des Asturies s'attachait à quelque jolie femme cela n'aurait aucun inconvénient, « surtout si on en était sûr... »)

(1) Discours prononcé le 8 décembre 1808 : « Napoléon, dit M. Thiers, méprisait profondément les troupes méridionales, leurs officiers, leurs chefs; il ne faisait pas beaucoup plus de cas des troupes anglaises et ne considérait pas les Espagnes plus difficiles à soumettre que le Calabres. » (*Hist. du Consulat et de l'Empire*, p. 483.)

En recevant le corrégidor de Madrid, il annonça avec emphase : « que les Bourbons ne pourraient plus régner en Espagne, » et les Bourbons y règnent toujours, et lui-même a été détrôné par un Bourbon !

« Aucune puissance, dit-il encore, ne peut exister sur le « continent, influencée par l'Angleterre, » et l'Angleterre a fini par assurer l'existence de l'Espagne et du Portugal, par établir, au nord de la France, le royaume hostile des Pays-Bas, et par exercer sur le continent une influence prépondérante !

En 1807, il écrivait à Joseph, roi de Naples : « C'est une « honte que les Anglais puissent nous résister sur terre ; » et après huit ans de résistance les Anglais enlevèrent l'Espagne à 300,000 Français !

A Waterloo, toujours dans les mêmes sentiments à l'égard de celui qu'il avait appelé « un général de cipayes, » l'empereur dit à Soult : « *Parce que Wellington vous a battu,* « *vous le croyez un grand général,* » et ce jour-là Wellington remporta sur lui une victoire plus décisive que celles d'Iéna, d'Austerlitz et de Wagram !...

Napoléon s'est souvent trompé dans ses jugements sur les hommes et les choses de son temps. Cambacérès vit plus loin que lui dans les affaires d'Espagne, et M. de Bourbonne apprécia mieux les résultats probables de la campagne de Russie. Que de malheurs il eût évités à la France, en acceptant les conseils de ces serviteurs dévoués que l'ambition n'avait point encore aveuglés ! En Espagne, les fautes succédèrent aux fautes : le captif de Sainte-Hélène en a fait lui-même l'aveu (1). Le blocus continental, pour être une vaste

(1) M. Thiers signale plusieurs de ces fautes. Nous ne pouvons pas toutefois nous associer à tous les reproches qu'il formule ; ainsi nous sommes loin de penser que l'empereur aurait dû préférer Murat à Joseph, « parce que la jactance méridionale de Murat plaisait aux Espa- « gnols. » Après les sanglantes répressions de Madrid et avec son caractère bien connu de violence et d'étourderie, Murat eût été l'homme le moins propre à soumettre l'Espagne.

conception, n'en fut pas moins désastreuse, parce qu'elle transforma en alliés de l'Angleterre tous les coopérateurs du blocus, ruinés et froissés par cette mesure, et aussi parce qu'elle donna naissance à la guerre de Russie, cause indirecte de la perte de l'Espagne et de la chute de l'empire français.

La brouille de Napoléon avec la Prusse l'obligea à rechercher l'alliance moins sûre et moins avantageuse de l'Autriche (1). Enfin, sa confiance aveugle dans l'amitié d'Alexandre et dans la fidélité de la maison des Hapsbourg fut la source principale des déceptions et des désastres qui marquèrent la fin de l'ère impériale.

Ces faits et le spectacle des maux que l'ambition de Napoléon attira sur la France, donneront à la postérité une opinion moins élevée du génie politique de l'empereur. Tout système de gouvernement doit être jugé d'après ses résultats. Or, l'empire a succombé malgré le génie de son fondateur, et c'est ce qui protestera éternellement contre sa gloire, toute brillante qu'elle soit.

Wellington, simple général, n'a pas eu les destinées du monde dans ses mains. Serviteur obéissant d'un État de second ordre, il partit avec une armée si faible et si peu estimée que la junte des Asturies refusa son secours, préférant de beaucoup un subside en numéraire. Cependant, avec cette petite armée et l'appui des troupes irrégulières d'Espagne, le duc se maintint pendant six ans au milieu de tous les obstacles que la politique et la guerre purent lui opposer; il battit dans vingt rencontres les meilleurs soldats et les plus habiles généraux de l'empire (2); il éleva la réputation des armes de

(1) L'alliance de la Prusse lui eût donné d'immenses avantages pour relever la Pologne et porter un coup mortel à l'Autriche : l'alliance avec cette dernière devait, au contraire, le détacher de la Russie, comme cela est arrivé.

(2) On peut même affirmer que ces généraux étaient supérieurs à la plupart de ceux que Bonaparte eut à combattre en Italie et en Allemagne.

l'Angleterre à une hauteur prodigieuse; il chassa les Français de la Péninsule, et à la fin triompha de l'empereur lui-même. Quand il revit ses foyers après sept ans d'absence, la Grande-Bretagne était devenue, grâce à son génie militaire, une puissance continentale de premier ordre.

Ces résultats, obtenus avec des qualités moins brillantes que celles de l'empereur, et des ressources moins étendues (1), assurent à Wellington une gloire impérissable. Nul ne songera, sans doute, à le mettre sur la même ligne que le conquérant français; mais l'histoire impartiale le placera certainement au second rang des hommes de ce siècle.

L'Angleterre place Wellington au-dessus de Marlborough, et il n'y a rien dans cet honneur qui doive surprendre. Avec un génie naturel moins développé, Wellington a obtenu, en effet, des résultats plus importants, sans recevoir ni le même appui des généraux alliés, ni le même secours des troupes auxiliaires. L'un eut pour coopérateurs les Cuesta, les Blake, les Ballesteros, et pour soutien les faibles et turbulentes armées d'Espagne; — l'autre eut pour conseiller le prince Eugène, le plus beau génie militaire de son temps; et pour auxiliaires d'excellentes troupes allemandes et hollandaises. L'un eut à combattre sur toute espèce de théâtres, dans les déserts brûlants de l'Inde, dans les froides gorges de Pyrénées et dans les fertiles campagnes de la Belgique; — l'autre n'opéra que sur le théâtre limité des Pays-Bas et dans la belle vallée du Danube

Les adversaires de Wellington s'étaient illustrés sous le nom de Victor, Marmont, Soult, Masséna, Napoléon;—ceux

(1) Il ne faut pas oublier notamment que la révolution française légua à l'empereur une armée incomparable, tandis que sir Arthur Wellesley commença la guerre de la Péninsule avec une armée faible, incohérente et fortement discréditée par la campagne de 1794.

de Marlborough s'appelaient Tallard, Villeroi, Marsin. Wellington recevait des ordres et des instructions qu'il devait exécuter ponctuellement, et il dépendait, pour toutes les choses militaires du conseil des ministres, du Parlement et du duc d'York, commandant en chef de l'armée.—Marlborough, au contraire, avait des pouvoirs presque illimités. Il gouvernait la reine Anne par le besoin qu'elle avait de lui et par l'autorité de sa femme, toute-puissante à la cour. Il menait le Parlement par son crédit et par celui de Godolphin, grand trésorier, dont le fils avait épousé sa fille. « Ainsi, maître de la reine, du Parlement, de la guerre et des finances, plus roi que n'avait été Guillaume, aussi politique que lui et beaucoup plus grand capitaine, il fit plus que les alliés n'osaient espérer (1). »

Wellington n'eut que son épée pour toute fortune : il s'éleva lentement, à force de talent, de courage, de persévérance, et il conserva jusqu'à la fin de sa vie, par l'ascendant de son caractère non moins que par le prestige de ses victoires, une popularité sans exemple dans les annales de l'Angleterre.

On l'admirait comme général et on l'estimait comme homme. Intègre, loyal, ennemi de l'intrigue, du mensonge, du charlatanisme, les qualités du cœur chez lui étaient au moins égales à celles de l'esprit.

Marlborough n'eut pas cette élévation de sentiments. Homme politique et courtisan, il devint par la faveur de sa femme et l'appui des whigs, général d'armée ; ses victoires ratifièrent ensuite le choix du hasard et il mérita réellement la qualification de grand capitaine. Mais dans le courant de ses guerres il eut recours à des moyens d'influence que l'âme honnête et fière de Wellington aurait dédaignés. On sait com-

---

(1) VOLTAIRE, *Siècle de Louis XIV*.

ment la duchesse de Marlborough soutenait dans le pavillon de Hanovre le crédit de son époux, et comment le duc, pour avoir l'appui de 7 à 8,000 soldats de l'électeur de Brandebourg, se fit le flatteur obséquieux de ce prince et consentit même « à lui présenter la serviette à table (1). »

A la fin cependant, son esprit d'intrigue, son ambition, ses actes de despotisme, et plus encore la conduite arrogante de sa femme à l'égard de la reine, l'arrachèrent brusquement à la plus haute position qu'un citoyen anglais eût occupée depuis Cromwell. A son retour de l'armée il fut, comme Scipion, accusé de malversation, et à l'exemple du Romain, il ne se tira d'affaire qu'en invoquant ses services et en acceptant la retraite, qui ne fut pour lui ni douce ni honorable.

Avide de pouvoir et de richesses, homme de cour et d'intrigue, Marlborough ne ressemble à Wellington que par le génie militaire et par une aptitude merveilleuse à mener de front la politique et la guerre.

Il avait aussi, malgré son caractère ardent, cette tranquillité de courage au milieu du tumulte, et cette sérénité d'âme dans le péril que les Anglais appellent *cold head,* et dont le vainqueur de Waterloo donna tant de preuves remarquables.

Tous deux, au reste, avec des moyens différents et un génie spécial sont arrivés au même résultat. Quand ils débutèrent sur la scène du monde, la France menaçait l'Europe, et l'armée anglaise ne jouissait d'aucune influence. Ils relevèrent peu à peu le crédit de cette armée par une meilleure organisation, et finirent par opposer une digue infranchissable au cabinet français.

L'auteur du *Siècle de Louis XIV* prétend que Marlborough fut l'homme le plus fatal à la grandeur de la France qu'on eût vu depuis plusieurs siècles. — Les historiens à venir en

---

(1) *Siècle de Louis XIV*, chap. XVIII.

diront autant de sir Arthur Wellesley. « Ce général, en effet, « eut le bonheur, jusqu'ici sans exemple, de décider du sort « de deux hémisphères, c'est-à-dire du sort des Indes par la « chute de Tippoo et des Mahrattes, et de celui de l'Europe, « par la chute de la domination non moins oppressive de « Napoléon (1). »

Quand tout ce qui nous entoure aura passé, quand les noms aujourd'hui illustres seront à peine connus des savants et des antiquaires, un nom restera dans la bouche du peuple anglais entouré de prestige et de gloire;

Celui du grand capitaine, du grand citoyen : WELLINGTON !

---

(1) Comte de Biornstierna (général suédois). *Tableau statistique et politique de l'empire de l'Inde.*

ANNEXES.

ANNEXE N° 1.

ÉDITIONS ET TITRES DES PRINCIPAUX OUVRAGES CITÉS DANS LE TEXTE.

MAXWELL.	*Life of his Grace the duke of Wellington.* 3 vol. in-8°. Londres, 1852.
MOYLE SHERER (capitaine).	*Military memoirs of the duke of Wellington.* London, 1830, 2 vol. in-12.
STOCQUELER (J.-H.).	*The life of field marshal the duke of Wellington.* London, 1853, 2 vol. in-8°.
VIEUSSEUX.	*Military life of the duke of Wellington.* Published in 1841, in M. Charles Knight's store of knowledge.
MAUREL (J.).	*Le duc de Wellington.* 1 vol. in-12. Bruxelles, 1853.
MAC FARLANE.	*A memoir of the duke of Wellington.* 1 vol. in-12. Londres, 1853.
TIMES (attribué à Macaulay).	*Memoir of the duke of Wellington.* Publié par le *Times* les 15 et 16 septembre 1852. Londres, chez Longman et Comp.
GURWOOD.	*The dispatches of field marshal the duke of Wellington.* Londres, 1837, 12 vol. in-8°.
ALISON.	*History of Europe*, etc. Paris, édit. de Baudry en 10 vol. in-8°.
ANONYME.	*The military and political life of Arthur Wellesley*, by a citizen of the world. 1 vol. in-12. Londres, 1852.
—	*Compaign's of field marshal the duke of Wellington.* Paris, in-folio, sans date ni nom d'auteur.

Comte Grey. — *Characteristics of the duke of Wellington.* London, 1853.

Timbs (John). — *Wellingtoniana.* London, 1852, 1 vol. in-12.

Warren. — *Histoire de l'Inde anglaise.* Bruxelles, 2 vol., édit. de Wauters.

Barchou de Penhoen. — *Histoire de la conquête de l'Inde.* Paris, 1842, 6 vol. in-8°.

Comte de Biornstierna (lieutenant-général). — *Tableau politique et statistique de l'empire britannique dans l'Inde.* (Traduit par M. Petit de Baroncourt.) Paris, 1842.

Dubois de Jancigny et Raymond (Xavier). — *Inde* (collection de l'*Univers pittoresque*). Paris, 1845, 1 vol. in-8°.

Victoires et conquêtes des français. — Par une société de militaires et de gens de lettres. Paris, 1822, 33 vol. in-8°.

Napoléon. — *Mémoires de Napoléon.* Paris, 1830, 9 vol. in-8°.

Général Jomini. — *Précis de l'art de la guerre.* Paris, 1838, 2 vol. in-8°.

Londonderry (adjudant-général de Wellesley, en 1809, sous le nom de général Stewart). — *Histoire de la guerre de la Péninsule.* Paris, 1828, 2 vol. in-8°.

Général Thiebault. — *Relation de l'expédition de Portugal.* Paris, 1817.

Augoyat (lieutenant-colonel). — *Précis des campagnes et des siéges d'Espagne et de Portugal de 1807 à 1814.* Paris, 1839.

Le Noble. — *Mémoires sur les opérations militaires en Portugal, en 1809.* Paris, 1821.

Général Koch. — *Mémoires de Masséna.* Paris, 1848 à 1850, 7 vol. in-8°.

Maréchal Marmont. — *Mémoires du maréchal duc de Raguse.* Paris, 1856-1857, 9 vol. in-8°.

Thiers. — *Histoire du Consulat et de l'Empire,* édition Meline.

Général Sarrazin. — *Histoire de la guerre d'Espagne et de Portugal.* Paris, 1814, 1 vol. in-8°.

JONES (John).	*Histoire de la guerre d'Espagne et de Portugal, etc.*.... Traduction avec des notes par A. de Beauchamp. Paris, 1819, 2 vol. in-8°.
—	*Mémoire sur les lignes de Torrès-Vedras,* etc. Traduit par Gosselin. Paris, 1832.
—	*Journaux des siéges entrepris par les alliés en Espagne,* etc. Paris, 1821, 1 vol. in-8°.
CLINTON (adjudant-général de l'armée de John Moore).	*Quelques remarques servant à expliquer les motifs qui ont guidé les opérations de l'armée britannique pendant la courte campagne d'Espagne.* (Ce mémoire est inséré dans l'ouvrage du colonel John Jones.)
BONAPARTE (Joseph).	*Mémoires de Joseph,* etc., annotés et mis en ordre par le capitaine Du Casse. Paris, 1852 à 1854, 10 vol. in-8°. *N.B.* Les résumés historiques placés en tête des chapitres ont été écrits d'après les *Mémoires inédits du maréchal Jourdan.*
Comte TORÉNO.	*Histoire du soulèvement, de la guerre et de la révolution d'Espagne.* (Traduit de l'espagnol par Viardot.) Paris, 1835, 5 vol. in-8°.
SOUTHEY.	*History of the Peninsular war.* London, 1828, 6 vol. in-8°.
Général FOY.	*Histoire de la guerre de la Péninsule.* Paris, 1829, 4 vol. in-12.
George MURRAY. (colonel d'état-major).	*Memoir annexed to an atlas containing the plans of the principal battles, siéges and affairs...during the war in the Spanish peninsula.* London. James Wyld, 1841 (ouvrage rédigé d'après les plans et les notes de George Murray).
Major BELMAS.	*Journaux des siéges faits et soutenus par les Français dans la Péninsule.* Paris, 1836, 4 vol. in-8°.
Général LAMARE.	*Relation des siéges et défenses de Badajoz, Olivença et de Campo-Mayor en* 1811 *et* 1812. Paris, 1837.

SPECTATEUR MILITAIRE.	Tome VII. Contenant des documents sur la guerre d'Espagne.
Maréchal SUCHET.	*Mémoires.*
Capitaine CHOUMARA.	*Considérations sur les Mémoires du maréchal Suchet,* etc. Paris, 1838, 1 vol. in-8°.
LAPÈNE (commandant de l'artillerie de Taupin à Toulouse).	*Campagnes de 1813 et de 1814 sur l'Èbre, les Pyrénées et la Garonne.* Paris, 1823.
DE BEAUCHAMP (A.).	*Histoire des campagnes de 1814 et de 1815.* Paris, 1816, 4 vol. in-8°.
—	*Vie de Louis XVIII.* Paris, 1825, 2 vol. in-8°.
—	*Histoire de la campagne de 1814 et de la restauration de la monarchie française,* 1815. 2 vol. in-8°.
MACIRONE.	*Interesting facts,* etc. London, 1817.
PELLOT (commissaire des guerres).	*Mémoire sur la campagne dite des Pyrénées.* Bayonne, 1818, 1 vol. in-8°.
CAPEFIGUE.	*Histoire de la Restauration.* Paris, 1831, 10 vol. in-8°.
—	*Les cent jours.* Paris, 1841, 2 vol. in-8°.
BIGNON.	*Histoire de France.* Paris, 1838.
THIBAUDEAU.	*Le Consulat et l'Empire.* Paris, 1835, 10 vol. in-8°.
Général DE VAUDONCOURT.	*Histoire des campagnes de 1814 et de 1815 en France.* Paris, 1826, 5 vol. in-8°.
Général KOCH.	*Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne de 1814.* Paris, 1819, 3 vol. in-8°.
JAMES CARMICHAEL-SMYTH (colonel ingénieur).	*Histoire abrégée des guerres dont les Pays-Bas ont été le théâtre,* etc. Traduit de l'anglais par le capitaine Lagrange. Liége, 1843.
Général JOMINI.	*Précis politique et militaire de la campagne de 1815.* Paris, 1839.
—	Sa correspondance avec le duc d'Elchingen. *Spectateur militaire.* Paris, 1841.

ELCHINGEN (duc d').	*Documents inédits sur la campagne de* 1815. Paris, 1840.
DE VAULABELLE.	*Campagne et bataille de Waterloo.* Bruxelles, 1852.
Général BERTON.	*Précis historique, militaire et critique des batailles de Fleurus et de Waterloo.* Paris, 1818.
Général GOURGAUD.	*Campagne de* 1815. Paris, 1818 (suite de l'ouvrage de Berton).
Maréchal GROUCHY.	*Observations sur la relation de la campagne de* 1815, *publiée par le général Gourgaud.* Paris, 1829.
Capitaine SIBORNE.	*History of the war in France and Belgium in* 1815. London, 1844, 2 vol. in-8°, atlas.
Colonel HEYMÈS (premier aide de camp de Ney en 1815).	*Relation de la campagne de* 1815. Mémoire du 20 juillet 1829, inséré dans le tome IX des *Mémoires de Napoléon* (édition citée plus haut).
Maréchal GÉRARD.	*Quelques documents sur la bataille de Waterloo.* Paris, 1829.
VAN LOBENSELS.	*Précis de la campagne de* 1815. La Haye, 1849, 1 vol. in-8°.
VON-DAMITZ	*Geschichte des Feldzugs von* 1815, etc. II Theilen, Berlin, 1837.
MILITAIR WOCHENBLATT.	Années 1845 et 1846.
JOHANN SPORSCHIL.	*Geschichte der zertrümmerung des Napoleonischen Heeres, durch die schlacht von Belle-Alliance.* Braunschweig, 1843.
C. V. W***	*Geschichte des Feldzugs der englisch-hanövrisch-niederländisch-braunschweigschen Armée, unter Herzog Wellington,* etc. Stuttgart und Tubingen, 1817.
C. DE W. (général Muffling).	*Histoire de la campagne des armées anglo-batave et prussiennes*, 1815. Stuttgart, 1817.

GIRAUD.	*Précis des journées des 15, 16, 17 et 18 juin 1815.* Paris, 1815.
LISKENNE et SAUVAN.	*Bibliothèque historique et militaire.* Paris, 1853, 7 vol. in-8°.
CHATEAUBRIANT.	*Congrès de Vérone.* Paris, 1838, 2 vol. in-8°.
GUIZOT.	*Sir Robert Peel.* (*Revue des deux-mondes,* 15 mai 1856 et n°s suivants.)
ROBERT PEEL.	*Memoirs by sir Robert Peel.* London, 1856, part. I.
HUME.	*History of England.* Trad. par Campenon. Paris, chez Furne et Comp., 13 vol, in-8°.
—	*Histoire d'Angleterre.* Paris, chez Furne, 1840, 13 vol. in-8°.
Colonel REID.	*Papers of Engineers.* London, 1837, in-4°.
Francis HEAD.	*The defenceless state of Great-Britain.* London, 1850, in-8°.
EDIMBURGH REVIEW.	Année 1852.

ANNEXE N° 2.

ADDITIONS ET RECTIFICATIONS.

Nous avons attribué à un ordre de Napoléon le mouvement qu'exécuta le duc de Raguse, en juin 1811, dans le but de faire lever le siége de Badajoz (1).

La publication des *Mémoires du duc de Raguse* nous a donné la preuve que l'initiative de cette opération judicieuse appartient à Marmont et non

(1) T. I, p. 417.

à l'empereur. On trouve, en effet, dans le tome IV, une lettre du 27 mai 1811 par laquelle Soult accuse réception au duc de Raguse d'une dépêche du 16, annonçant le projet de mettre dans les premiers jours de juin l'armée de Portugal en marche pour délivrer Badajoz.

L'extrait suivant d'une dépêche écrite le 3 juin par Berthier au duc de Raguse, atteste que ce projet n'émanait pas de l'empereur :

« Sa Majesté me charge de vous faire connaître, monsieur le ma-
« réchal, qu'il est nécessaire que votre artillerie soit bien remontée et
« bien approvisionnée avant de faire aucun mouvement important ;
« qu'il faut que vous ayez au moins 60 pièces de canons attelées, avec
« leur approvisionnement, et que votre armée soit parfaitement re-
« posée et réorganisée. »

Malgré cette recommandation, le duc de Raguse se mit en marche dès qu'il eut réuni 36 pièces. Il annonça sa résolution au major-général le 31 mai. Le prince de Neufchâtel lui répondit le 17 : « Sa Majesté a vu avec peine que vous n'ayez mené que « 36 pièces de canon, il vous en eût fallu 60. »

L'opération réussit néanmoins, et le duc de Raguse fut complimenté au nom de l'empereur.

L'impartialité nous fait un devoir de rectifier le sens de la phrase suivante (1) :

« Néanmoins, comme si le duc de Raguse eût craint de partager
« avec le frère de l'empereur une victoire qu'il jugeait certaine (Sala-
« manque), il résolut de prendre l'initiative avant l'arrivée de la cava-
« lerie de l'armée du Nord et des secours amenés par Joseph. »

Les documents publiés par le duc de Raguse permettent d'affirmer que le commandant de l'armée de Portugal ne reçut avis du mouvement de Joseph que le lendemain de la bataille (23 juillet, à midi).

Vainement il avait sollicité des secours de l'armée du Centre. Le 30 juin, Joseph lui avait fait écrire par Jourdan qu'il ne devait rien attendre de Madrid « mais qu'on avait réitéré au duc de Dalmatie
« l'ordre de diriger le général Drouet sur la vallée du Tage, si lord
« Wellington appelait à lui le général Hill. »

Jourdan ajoutait : « comme il serait possible, le cas arrivant, que
« cet ordre ne fût pas exécuté assez promptement, Sa Majesté désire-

(1) T. II, p. 26.

« rait *que vous profitassiez du moment où lord Wellington n'a pas toutes* « *ses forces réunies pour le combattre.* »

Quelques jours après l'envoi de cette lettre, le roi, changeant d'avis, rassembla environ 12,000 combattants (1), pour venir au secours du duc de Raguse. Mais, au lieu d'informer immédiatement le chef de l'armée de Portugal de cette résolution, il attendit jusqu'au 21, jour même de son départ de Madrid. Il expédia ses courriers par six voies différentes (2). Le premier n'arriva que le 23, à midi (3) : « Je n'ai abso- « lument rien su, dit Marmont; j'ai complétement ignoré sa marche, « et j'ai gémi de l'aveuglement de Joseph, qui refusait son concours à « mes opérations, sur le succès desquelles son salut était fondé. Si « j'avais eu ce secours c'étaient de grandes chances de succès de « plus; et si j'avais été victorieux, quoique Joseph fût présent, je ne « pense pas que ma gloire eût été moindre (4). »

Nous compléterons ces explications par l'extrait suivant de la réponse faite par le duc de Raguse à une lettre du 14 novembre 1812, par laquelle le ministre de la guerre demanda au maréchal des renseignements justificatifs sur sa conduite avant la bataille.

Cette réponse est datée de Bayonne, 19 novembre 1812.

« L'empereur demande pourquoi je suis sorti de ma défensive du Duero, et pourquoi j'ai passé de la défensive à l'offensive.

« J'ai repris l'offensive : 1° parce que j'avais acquis la certitude que je ne pouvais compter sur aucun renfort de l'armée du Nord; 2° parce qu'aucun secours de l'armée du Centre ne m'était ni promis ni annoncé que dans le cas où le général Hill se réunirait à Wellington; 3° parce que l'armée de Galice avait passé l'Orbigo, que les milices portugaises avaient passé l'Esla et qu'en différant peu de jours j'allais me trouver dans la nécessité de détacher un corps de six ou sept mille hommes et de cinq cents chevaux pour leur faire tête et me couvrir de ce côté, ce qui m'aurait affaibli d'autant vis-à-vis de l'armée anglaise qui alors, sans doute, serait venue à moi; 4° parce que les instructions écrites du roi, en date du 18 juin, dont je joins ici copie, me prescrivaient d'attaquer lord Wellington si le général Hill n'avait point fait sa jonction avec lui et qu'une lettre du maréchal Jourdan du

---

(1) 8,000 hommes d'infanterie et 3,000 chevaux.

(2) Voir la *lettre* du 21 juillet *de Jourdan à Marmont.*

(3) *Mémoires du duc de Raguse*, t. IV, p. 142, 473.

(4) *Ibid.*, t. IV, p. 142.

30 juin (la dernière que j'aie reçue de Madrid), en m'exprimant l'étonnement du roi sur ce que je n'avais pas encore attaqué les Anglais, me pressait de le faire, dans la crainte que le général Hill ne rejoignît lord Wellington et que ma position ne s'empirât.

« Je vais donner sur chacun de ces articles les explications nécessaires.

« 1° A l'ouverture de la campagne, le général Caffarelli me fit les plus belles promesses; et j'étais autorisé, d'après ses premières lettres, à croire que, dans le courant du mois de juin, je recevrais un puissant renfort de l'armée du Nord. Ce fut en grande partie l'obligation où j'étais de l'attendre, et d'autres circonstances que mon rapport a fait connaître, qui occasionnèrent alors la prise des forts de Salamanque. Les lettres des 20, 26 juin et 11 juillet, du général Caffarelli, en exagérant d'une manière ridicule la force des bandes, le danger d'un débarquement dont les côtes étaient menacées (débarquement qui s'est réduit à peu près à rien, attendu que la flotte qui était en vue n'avait pas quatre cents hommes de troupes à bord), m'annoncèrent successivement la diminution des renforts qu'on devait m'envoyer; et enfin, par sa lettre du 26 juin, il m'annonça que je ne pouvais plus compter sur un seul homme d'infanterie. La copie de cette lettre est ci-jointe; elle lèvera toute espèce de doute à cet égard. Restaient donc seulement la cavalerie et l'artillerie, dont la promesse n'avait pas discontinué, mais qui ne s'effectuait pas. Je crus cependant fortement à l'arrivée de ce dernier secours, et j'attendis; mais je fus instruit bientôt qu'au lieu de quatre régiments sur lesquels j'avais droit de compter, la légion de gendarmerie avait ordre de rentrer en France et ne viendrait pas, et que le général Caffarelli, qui voulait conserver près de lui un corps de cavalerie, j'ignore dans quel objet, gardait le 15e de chasseurs, et qu'enfin ce secours, si solennellement promis, se réduisait à six cents chevaux des 1er hussards et 31e chasseurs, et huit pièces de canon, qui étaient réunies à Burgos depuis le 15 juin, mais dont le départ, constamment annoncé, ne s'effectuait jamais. J'attendis encore, et tant que le retard à mon mouvement n'empirait pas ma situation; mais, lorsque j'eus la certitude que l'avant-garde de l'armée de Galice était arrivée à Rio-Seco, et que, selon les apparences, j'aurais, sous peu de jours, sur les bras quinze mille hommes, de mauvaises troupes sans doute, mais qui me forceraient à un détachement de six à sept mille hommes et de cinq cents chevaux, je n'hésitai pas à négliger un secours de six cents chevaux, qui devenait nul, puisque j'étais obligé de l'opposer à l'armée de Galice, et qui, pour l'avoir attendu, me force-

rait à m'affaiblir de six ou sept mille hommes d'infanterie. Le retard de l'arrivée de ces six cents chevaux était inexplicable, car le général Caffarelli ne pouvait en faire aucun usage. Aucun obstacle ne s'opposait à leur arrivée à Valladolid, et, quoiqu'ils n'en fussent qu'à trois marches, je les attendais vainement depuis un mois. Il ne pouvait donc y avoir que l'ineptie la plus complète ou l'intention formelle de me tromper dans tous mes calculs qui pût ainsi retarder sa marche. L'une et l'autre hypothèse m'empêchaient également de prévoir quand ces délais auraient enfin un terme ; mais le péril était là, et chaque jour le rendait plus imminent. Je ne pouvais donc pas tarder à me décider ; mais, quand même l'armée de Galice n'eût pas dû venir jusqu'à moi, la conservation d'Astorga exigeait que je hâtasse mes opérations ; car, quelque effort que le général Bonnet eût fait pour approvisionner cette place, il n'avait pu y réunir des vivres que jusqu'au 1er août. Cette place était bloquée, et, pour la délivrer, je ne pouvais pas faire un détachement moindre de sept ou huit mille hommes ; mais ce détachement ne pouvait être fait qu'après un succès sur les Anglais, et après les avoir éloignés du Duero, car ce détachement, fait avant, aurait mis l'armée de Portugal en péril ; et, l'armée de Portugal battue, ce détachement, jeté hors de sa ligne naturelle, eût été bien compromis. Il fallait donc éloigner l'armée anglaise pour faire le détachement d'Astorga ; et, si l'on calcule qu'il fallait bien compter sur huit à dix jours en opérations contre les Anglais, et que, de Salamanque, il y a huit marches jusqu'à Astorga, on peut juger qu'il n'y avait pas de temps à perdre, le 16 juillet, pour sauver une place qui n'avait de vivres que jusqu'au 1er août. Aussi, le 16 juillet, n'ayant aucune nouvelle du départ de Burgos des six cents chevaux et des huit pièces de canon de l'armée du Nord, et, tout étant prêt pour mon passage du Duero, je l'effectuai le 17 au matin.

« 2° La lettre du roi du 18 juin m'annonce que les quatre mille hommes que Sa Majesté faisait réunir dans la Manche se réuniraient au comte d'Erlon pour venir au secours de l'armée de Portugal, si celui-ci était dans le cas de venir s'y réunir ; mais celui-ci ne devait y venir que dans le cas où Hill rejoindrait Wellington : Hill n'avait pas rejoint Wellington. Ainsi je n'avais rien à gagner à attendre, puisque je ne devais être renforcé que dans le cas où l'armée ennemie aurait reçu un accroissement à peu près de même force.

« Tout ce qui concerne les mouvements de l'armée de Galice vient d'être expliqué plus haut, et n'a pas besoin de nouveaux détails.

« 4° La lettre du roi est formelle, elle me trace la marche que je

dois suivre; il est de mon devoir de ne pas m'en écarter. La lettre du 30 juin du maréchal Jourdan, écrite au nom du roi, devient plus pressante; elle paraît m'accuser de retard dans mes opérations, elle me presse d'agir; sans doute qu'il était de mon devoir de le faire. Les originaux de ces deux lettres sont entre mes mains, et les copies en sont ci-jointes. Les craintes du roi, exprimées dans la lettre du maréchal Jourdan, que le comte d'Erlon n'arrive pas en même temps que le général Hill dans le bassin du Duero, étaient extrêmement fondées, et on ne peut douter que, ce cas arrivant, le comte d'Erlon, quelque diligence qu'il eût faite, ne fût arrivé quinze jours après le général Hill. En effet, les Anglais avaient fait rétablir en charpente, par un travail de six semaines et avec beaucoup de moyens, la coupure de quatre-vingt-dix-neuf pieds faite au pont d'Alcantara; cette communication entre les mains des Anglais donnait au général Hill le moyen de venir d'Albuera sur la Tormès en huit ou neuf marches, et le pont, pouvant être détruit en un moment, était enlevé au comte d'Erlon, qui n'avait pas les moyens de le rétablir. D'un autre côté, avant l'ouverture de la campagne, le général Hill avait fait un coup de main sur le pont d'Almaraz, avait détruit les barques et tous les agrès : il ne restait donc au comte d'Erlon d'autre passage que le pont de l'Arzobispo, ou de venir par la Manche; mais la route qui conduit au pont de l'Arzobispo n'est pas praticable pour l'artillerie; il eût fallu la démonter, et ce travail eût demandé plusieurs jours. S'il eût pris la route de la Manche, ce retard eût été beaucoup plus long. Enfin, après avoir passé le Tage, il n'avait d'autre chemin à prendre, pour se rendre dans le bassin du Duero, que celui du Guadarrama, afin d'être plus facilement en liaison avec l'armée de Portugal, et ce détour lui eût fait perdre encore plusieurs marches. Ainsi, soit par les obstacles que le pays présentait, soit par les détours qu'il était nécessairement obligé de faire, il devait arriver longtemps après le général Hill; et cependant, que de chances encore, comme la difficulté de subsister dans le désert qu'il avait à traverser, etc., qui pouvaient arrêter sa marche! Rien n'était donc plus convenable que de faire en toute hâte ce que le roi avait ordonné, c'est-à-dire d'agir avant que Hill n'eût rejoint Wellington.

« L'empereur demande pourquoi je me suis permis de livrer bataille sans l'ordre de mon général en chef?

« La lettre du roi du 18 juin, celle du maréchal Jourdan du 30, prouvent que, loin de désobéir à mon général en chef, je n'ai fait qu'exécuter ses ordres.

« Enfin, l'empereur demande pourquoi je n'ai pas au moins re-

tardé de deux jours de donner bataille pour avoir les secours que je savais en marche?

« La raison en est simple : je ne comptais pas donner bataille le 22 juillet; c'est l'ennemi qui a attaqué, et, sans ma blessure, il n'y en aurait pas eu : ceci demande plus de développement.

« Je n'ai été instruit de l'itinéraire des six cents chevaux et de l'artillerie de l'armée du Nord que le 21 dans la soirée. Dans ce moment, presque toute l'armée avait passé la Tormès. Si j'eusse reçu cette nouvelle cinq heures plus tôt, il n'y a aucun doute que je n'eusse suspendu ce mouvement et que je n'eusse attendu dans le camp d'Aldea-Rubea l'arrivée de ce renfort; mais, en ce moment, faire rétrograder toute l'armée eût été une chose mauvaise dans l'opinion et inutile, puisque je pouvais également prendre position sur la rive gauche de la Tormès, et d'autant mieux que ce pays est peu favorable à la cavalerie, dans laquelle j'étais inférieur; et ce mouvement rétrograde eût été contraire à la suite des opérations, puisqu'il me faisait abandonner l'avantage marqué que j'avais obtenu d'occuper sans combat le sommet du plateau qui sépare Alba de Tormès de Salamanque, plateau que je devais supposer qui me serait vigoureusement disputé, et où j'avais gagné l'ennemi de vitesse, plateau extrêmement important, puisque c'était par là seulement que je pouvais manœuvrer l'ennemi avec quelque apparence de succès, menacer sa communication avec Rodrigo et le forcer à sortir des positions qui entourent Salamanque; enfin arriver au but que je m'étais toujours proposé, de le combattre en marche. »

ANNEXE N° 3.

CONDUITE DES TROUPES BELGES A WATERLOO.

Quelques écrivains anglais ont accusé les troupes belges d'avoir manqué de courage à Waterloo. «Un régiment belge de 1,000 hommes « dit Alison (dans son *Histoire de l'Europe,* t. X, p. 468), à qui on

---

(1) Pages 220 et 223.

« avait donné l'ordre de charger la cavalerie française, fut reçu en « arrivant sur les hauteurs par un feu si terrible, qu'il fit volte face « et s'enfuit, sans s'arrêter, jusqu'à Bruxelles, où son arrivée inattendue répandit l'épouvante. »

Mac Farlane, dans sa *Vie du duc de Wellington*, a renchéri sur cette calomnie en attribuant à tous les Belges la lâcheté qu'Alison attribue seulement à un régiment : « On ne put jamais parvenir, dit-il, à mettre « 2,000 hommes de cavalerie belge en face de l'ennemi...; le duc au- « rait donné tous les régiments véritablement belges pour autant de « compagnies de Portugais. »

Les mêmes allégations se retrouvent dans un ouvrage sur les *opérations de la cinquième division de l'armée anglaise,* — dans *la relation de la campagne de* 1815, par le capitaine Siborne, et dans un roman populaire de T. Moore, *Thackeray, Vanity fair.*

La nation belge s'était peu émue de ces allégations, infirmées par le témoignage des historiens les plus estimés de la campagne de 1815.

Mais, dans la séance du 15 décembre 1854, un membre du Parlement, le comte de Glengall, se permit de faire une allusion blessante à la conduite des troupes belges, en recommandant au gouvernement *de ne pas enrôler des auxiliaires dans les pays qui, à Waterloo, ont vu leurs troupes lâchement abandonner leur drapeau.*

Cette sortie inconvenante fut aggravée par les commentaires injurieux du *Morning-Herald,* et d'autres journaux anglais.

Dès lors, il ne fut plus possible à la nation belge de garder le silence.

Un historien militaire, M. le général Renard, chef du corps d'état-major, se fit l'organe de l'indignation publique. Avec l'agrément du roi, il publia, dans l'*Indépendance belge,* trois lettres qui forment une réponse complète et péremptoire aux allégations de MM. Alison, Glengall et Mac Farlane.

Le pays tout entier s'associa à cette énergique protestation. Les Chambres belges adressèrent des remerciements à l'auteur, et dans toutes les communes du royaume on ouvrit une souscription pour lui offrir une épée commémorative.

Hâtons-nous d'ajouter que le peuple anglais lui-même, par l'organe de lord Palmerston et de ses journaux les plus estimables, a protesté contre les paroles inconsidérées de lord Glengall.

La calomnie est donc vaincue et c'est pourquoi nous n'y avons pas même fait allusion dans notre récit de la bataille de Waterloo.

Voici, du reste, en quels termes les généraux alliés ont rendu justice à la bravoure et à la loyauté de nos compatriotes.

« ...Nous avons pu apprécier vos vertus, disait Blücher, en prenant « congé des Belges; vous êtes un peuple brave, loyal et noble. »

Le général Pirch développa cette opinion dans sa proclamation du 24 juin 1815 : « De tous les temps, dit-il, les Belges se sont montrés « un peuple brave, généreux et vaillant. Ils ont soutenu cette brillante « réputation, surtout à la bataille de la *Belle-Alliance*, où ils ont com- « battu avec tant d'intrépidité qu'ils ont étonné les armées alliées; le « souvenir de leur invincible courage ne sortira pas de la mémoire de « nos guerriers. »

Le général Hill, écrivit le 11 juillet 1815, au général Chassé, commandant une division néerlandaise : « dans le rapport que j'eus l'hon- « neur de faire à S. E. le duc de Wellington, je fis particulièrement « mention de la conduite de votre division pendant la journée du 18, « et je ne manquai pas de remarquer qu'elle se mit en mouvement « pour repousser l'attaque de la garde impériale française ; malheu- « reusement, le rapport de S. E. était déjà envoyé à Londres avant « l'arrivée du mien. Cependant je suis bien assuré que S. E. est in- « formée de la belle conduite des troupes sous vos ordres dans cette « glorieuse journée. »

Le duc de Wellington, enfin, chargea le baron Van der Cappelen de féliciter le roi Guillaume, au sujet de la belle conduite des troupes néerlandaises. La lettre de ce diplomate rendue publique, contient le passage suivant : « Wellington *ne pouvait assez se louer de la valeur des troupes,* « et ne trouvait pas d'éloges assez grands pour le prince d'Orange, « qui avait si bien dirigé tous les mouvements pendant la journée du « 18, qu'il n'avait pas eu besoin de lui envoyer des ordres. »

ANNEXE N° 4.

LETTRE DE SIR J. MOORE SUR L'EXPÉDITION DE LA COROGNE.

Sir John Moore à lord Castlereagh.

Corogne, le 10 janvier 1809.

« Votre Seigneurie sait que si j'eusse suivi mon opinion comme militaire, j'aurais effectué ma retraite depuis Salamanque. Les armées espagnoles étaient alors battues; il n'y avait aucune force à laquelle nous pussions nous réunir; j'étais convaincu, par la nature du gouvernement et par la disposition des habitants, qu'ils ne feraient aucun effort pour nous aider, ni pour favoriser la cause dans laquelle ils étaient engagés. Toutefois, je savais qu'on ne voudrait jamais croire à l'apathie et à l'indifférence des Espagnols; que, si les Anglais se retiraient, la perte de cette cause leur serait imputée; qu'il était nécessaire de se dévouer avec l'armée, pour convaincre le peuple anglais, aussi bien que le reste de l'Europe que les Espagnols n'avaient ni le pouvoir ni le désir de faire aucun effort. Ce fut pour cette raison que je marchai sur Sahagun. Comme diversion, cette marche a réussi : j'ai attiré sur l'armée anglaise tout ce que les Français avaient de forces disponibles; et les prétendues armées espagnoles nous ont laissé poursuivre sans faire un seul mouvement pour favoriser notre retraite. »

ANNEXE N° 5.

ÉTAT DE LA NATION ET DE L'ARMÉE PORTUGAISES AU DÉBUT DE LA GUERRE D'ESPAGNE.

Voici quelques extraits de lettres propres à faire connaître l'état de la nation et de l'armée portugaises au début de la guerre d'Espagne.

Sir J. Cradock à sir J. Moore.

26 décembre 1808.

« M. Villiers et moi nous agissons de concert pour réveiller les Portugais et les rappeler au sentiment de leur situation. »

Colonel Kemmis à sir J. Cradock.

Elvas, 30 décembre 1808.

« On ne saurait dépeindre l'apathie des Portugais. Le général Leite est un homme à théories, et comme tous ses compatriotes un indolent. »

Cradock à sir John Moore.

9 décembre 1808.

« ...Je suis peiné de voir l'armée portugaise et tout ce qui a rapport aux choses militaires dans le plus mauvais état possible... »

Cradock à Villiers.

8 janvier 1809.

« Je suis prêt à agir avec la plus grande prudence; mais quand Frère parle de troupes portugaises et de préparatifs, il bâtit réellement des châteaux en Espagne. »

Cradock à lord Castlereagh.

« ... C'est un fait avéré que les régiments de cavalerie portugais sont sans chevaux, et, si je dois tout dire, que la moitié de leurs bataillons d'infanterie est sans armes et sans vêtements. Il n'y a aucun moyen de régler tout ce qui a rapport aux vivres de l'armée; et mon opinion est que dans le cas d'une coopération on n'obtiendrait rien, quoique le Portugais paraisse bien disposé en faveur de la cause commune, qu'il y soit fidèle et que, dans de meilleures circonstances, il puisse devenir bon soldat. »

Le même au même.

3 avril 1809.

« On ne saurait compter sur les troupes portugaises dans l'état où elles sont. Si je disais qu'elles sont prêtes à se révolter ou à se mutiner, je crois que je parlerais selon l'avis du général Beresford. Elles ne veulent pas être commandées par leurs propres officiers, et ne font que ce qui leur plaît. »

Le même au même.

30 mars 1809.

« L'anarchie toujours persistante dans Oporto, rendra nul tout ce qu'on pourra entreprendre pour la défense; la populace est irritée au



point qu'il serait très-difficile de dire quel parti elle prendrait, si la conduite des Anglais ne répondait pas à ses vues. »

Le même à Frère.

Lisbonne, 29 janvier 1809.

« Sans la force anglaise qui est ici, l'autorité de la régence serait méconnue, et les scènes d'Oporto se renouvelleraient dans Lisbonne. »

Le même au même.

29 mars 1809.

« La ville entière d'Oporto, l'évêque même, qui est censé la gouverner, tout est entre les mains d'une populace féroce et intraitable, qui a déjà commis les plus cruels excès. Je crains que le même esprit ne règne dans ce qu'on appelle l'armée portugaise. »

Villiers à Cradock.

15 février 1809.

« Je doute presque que les sujets anglais puissent rester en sûreté à Lisbonne. »

1812.

« La désertion qu'avait fait naître la première nomination d'officiers anglais (dans l'armée portugaise) devint si forte et tant d'individus quittèrent le pays au moyen des vaisseaux anglais pour se soustraire au service militaire, qu'il fallût défendre les embarquements par un édit.

« Beresford prévint la désertion pendant quelque temps, en condamnant les déserteurs à un travail pénible et en offrant des récompenses aux gens de la campagne qui les ramenaient ; mais la fatigue et la misère la rendirent très-fréquente au commencement de la campagne ; l'exécution de 19 coupables ne parvint pas même à la faire cesser. La cavalerie, qui n'avait jamais servi à grand'chose, était presque réduite à rien : les hommes étaient malades et découragés, les chevaux poussifs. » — NAPIER, t. IX, p. 115.

ANNEXE N° 6.

SITUATION DE L'ARMÉE ANGLAISE AVANT ET APRÈS TALAVERA.

Sir Arthur Wellesley à lord Castlereagh.

Abrantès, 22 juin 1809.

MYLORD,

« Lorsque je vous écrivis dernièrement, j'avais l'espoir que nous serions en marche avant cette époque, mais l'argent n'est pas encore arrivé. Les choses en sont où elles étaient le 17. Les Français continuent leur retraite; Sébastiani s'est replié sur Tolède. Vénegas s'est porté en avant, et Cuesta a fixé son quartier général à Truxillo, le 19. Je crains que vous ne pensiez que j'ai retardé inutilement ma marche depuis mon arrivée sur le Tage; mais il était et il est encore impossible de marcher sans argent. Les officiers et les soldats sont dans la plus grande détresse, et le manque d'argent cause des désordres dont j'ai souvent occasion de me plaindre; nous ne pouvons plus même obtenir que le pays nous fournisse des vivres, ou qu'il mette à notre disposition les ressources nécessaires pour transporter, soit par terre, soit par mer, nos propres approvisionnements. »

. . . .
. . . .

Lord Wellington au marquis de Wellesley.

Badajoz, 30 octobre 1809.

. . . .
. . . .

« ... Jusqu'au 24 août, les hommes et les chevaux ne reçurent point leurs rations régulièrement. L'insuffisance et la mauvaise qualité des vivres furent telles, que je trouvai convenable de donner aux soldats la moitié de ce qu'on retient ordinairement pour leur nourriture.

« Les cavaliers étaient forcés d'aller chercher au loin le fourrage nécessaire à leurs chevaux; ils trouvaient le plus souvent du blé ou du riz, nourriture fort malsaine. Une des conséquences de cet état de choses fut que l'armée, outre les pertes occasionnées par de conti-

nuelles rencontres avec l'ennemi, perdit dans le court espace de cinq semaines quinze cents chevaux.

. . . .

. . . .

« L'armée anglaise ne reçut jamais ni viande salée, ni riz, ni rien de ce qu'on prétend avoir été envoyé de Séville pour son usage, excepté ces misérables rations dont j'ai parlé. Elle ne tira aucun avantage de ses travaux; et le soi-disant magasin de quatre cent mille rations de biscuit n'a jamais existé. Ce sont des faits notoires que personne ne peut contester, car, officiers et soldats, tous serviraient de témoins. J'affirme à Votre Excellence qu'on a payé non-seulement les objets fournis à l'armée sous mes ordres, mais encore les vieilles dettes de l'armée de sir J. Moore; j'ai demandé en outre avec instance aux agents espagnols et aux juntes que l'on fît savoir aux habitants que le gouvernement anglais ferait droit à toutes les réclamations motivées.

. . . .

. . . .

« Quant à la part que les officiers généraux espagnols ont prise aux opérations, il y a beaucoup de choses que je n'approuve point; quelques-unes sont contraires à ce que j'espérais, d'autres en opposition avec des conventions positives.

. . . .

. . . .

« Il fut convenu entre le général Cuesta et moi, le 11 juillet, que le général Vénegas (qui était sous ses ordres) marcherait par Tembleque, Ocana et Puerte Duenos, sur Arganda, près de Madrid, où il devait être le 22 et le 23 juillet, pendant que les armées combinées seraient à Talavera et à Escala. Cette convention ne fut pas observée, et il en résulta que les armées combinées furent engagées avec toutes les forces de l'ennemi. On m'a assuré que c'était la junte centrale qui avait contremandé les ordres de Cuesta; or ni Vénegas ni la junte ne nous prévinrent de cette résolution. Je ne ferai aucune autre observation sur ce procédé; il me suffira de constater que le général Vénegas n'a pas exécuté le plan d'opérations concerté avec moi.

. . . .

. . . .

« Cuesta convint le 2 août qu'il resterait à Talavera, pendant que je marcherais le 3 contre Soult. Dans mon opinion, il quitta cette ville sans raison suffisante; dans mon opinion encore, il ne devait pas la

quitter sans mon consentement, puisqu'il avait mission de protéger mes hôpitaux. Je ne vois pas que si le général Cuesta fût resté à Talavera, l'issue de la campagne eût été différente. Quand Soult eut ajouté trente-quatre mille hommes aux forces qui nous étaient opposées dans l'Estramadure, l'équilibre fut rompu, et il devint nécessaire de battre en retraite au delà du Tage; si, en ce moment, d'après nos conditions, le général Cuesta avait gardé le poste de Talavera, j'aurais pu faire évacuer mon hôpital, ou, du moins, connaître l'exacte situation de tous les individus qu'on y avait laissés; et je pense qu'on eût évité bien des difficultés.

. . . .

. . . .

« A l'égard du refus d'exécuter les mouvements que j'avais recommandés, je suis persuadé que si le général Bassecour avait été détaché vers Plasencia le 30 juillet, et si les troupes avaient fait leur devoir, Soult aurait été arrêté sur le Tietar, au moins assez longtemps pour me permettre de protéger le passage du Tage à Almaraz; et, dans cette éventualité encore, l'hôpital eût été sauvé.

« Bassecour ne se mit en marche que le 2, et la note de M. de Garay m'apprend que le général Cuesta trouva ce mouvement inutile.

. . . .

. . . .

« En considérant quelle était alors (le 4) notre situation, il me parut évident que les armées combinées devaient se retirer au delà du Tage, et que le moindre délai les exposerait à être coupées du seul point de retraite qui leur restât. Une bataille, même heureuse dans cette situation, n'eût pas amélioré nos affaires.

. . . .

. . . .

« Mais ce changement, au lieu d'accroître la difficulté que nous éprouvions à trouver des vivres, aurait dû la faire cesser, si la junte de Séville avait pris ses mesures pour subvenir aux besoins de l'armée anglaise, conformément à ma lettre du 16 juillet : ce changement consistait à quitter l'offensive pour la défensive. La marche étant rétrograde, si l'on eût préparé et envoyé des vivres, l'armée les aurait reçus sur la route, et bien plus tôt encore que si elle avait suivi sa première direction. Ces vivres arrivèrent, il est vrai; mais, comme ils étaient destinés à l'armée espagnole, nous les laissâmes passer, quoique nous mourussions de faim.

. . . .

. . . .

« Le manque de magasins, l'apathie et la mauvaise volonté des autorités et du peuple espagnol furent cause que l'armée portugaise souffrit beaucoup, par suite du manque de vivres et d'argent.

« Jusqu'à ce qu'on ait remédié aux maux dont j'ai raison de me plaindre, jusqu'à ce que je voie établir des magasins pour l'armée, et adopter un bon système d'approvisionnement, jusqu'à ce qu'il y ait une armée sur les efforts de laquelle je puisse compter, et qu'elle soit commandée par des officiers capables et désireux d'exécuter les opérations arrêtées de commun accord, je ne puis m'engager dans aucune entreprise avec les armées espagnoles. » . . . .

. . . .

. . . .

Lord Wellesley à M. Canning.

Séville, 2 septembre 1809.

. . . .

. . . .

« Il doit être évident, maintenant, qu'aucune alliance ne saurait protéger l'Espagne contre l'inévitable résultat de ses désordres intérieurs et de sa faiblesse comme nation. Elle doit amender et renforcer son gouvernement ; elle doit améliorer l'administration de ses ressources, la composition et la discipline de ses armées, avant qu'elle soit capable de tirer quelque profit d'un secours étranger. L'Espagne s'est montrée déloyale envers nous, parce qu'elle l'a été envers elle-même. Jusqu'à ce que l'on ait opéré quelque grand changement dans l'organisation des moyens et des ressources de l'Espagne, ainsi que dans la formation de ses armées, aucune coopération avec les troupes espagnoles ne peut offrir la moindre garantie. »

ANNEXE N° 6.

LETTRES DE WELLINGTON SUR DIVERS SUJETS.

1°. Sur la difficulté d'obtenir des vivres

Sir J. Cradock au maréchal Beresford

Caldas, 18 avril 1809.

« Vous ne pouvez vous faire une idée de la difficulté que nous avons à nous procurer des vivres. C'est pour moi un sujet continuel d'inquiétude que d'envoyer la cavalerie au fourrage; rien n'est assuré au delà d'un jour. Le pays ne peut pas seulement fournir de la paille. — J'ai prié M. Villiers de demander à la régence qu'elle envoyât ici un fondé de pouvoirs pour nous procurer des vivres, si toutefois on en peut trouver. J'agirai comme les Français et ferai des réquisitions, à cette différence près que nous payerons tout au prix le plus élevé. »

Wellington à Charles Stuart.

Cartaxo, 2 février 1811.

« Malheureusement des réponses et des rapports de la junte des vivres ne sont pas des vivres. Je n'ai jamais adressé une plainte au gouvernement portugais que je n'aie reçu pour réponse des volumes de papier. »

2°. Campagne de 1809.

Wellington à lord Castlereagh.

Lisbonne, 24 avril 1809.

. . . .
. . . .

« J'ai l'intention de marcher contre l'armée de Soult aussitôt que j'aurai pris quelques dispositions pour défendre le Tage, et aussi



pour arrêter les progrès de Victor, dans le cas où il s'avancerait pendant mon absence. J'attaquerais de préférence ce dernier de concert avec Cuesta, si Soult n'était en possession d'une province fertile et de la ville d'Oporto, que l'on doit chercher à lui enlever. » . . .

. . . .

. . . .

3°. Wellington se plaint du peu de confiance que lui témoigne le gouvernement anglais.

Au comte de Liverpool.

Celerico, le 19 août 1810.

« L'importunité avec laquelle je sollicite des ministres de Sa Majesté de porter leur attention sur la guerre de la Péninsule sera, je l'espère, mon excuse de vous prendre quelques instants pour vous faire part de mes sentiments particuliers sur ce sujet.

« Rien ne peut m'être plus désagréable que les opérations qui ont eu lieu l'année dernière, et il est évident que la continuation du même système de prudence me fera perdre le peu de réputation que j'ai acquise, ainsi que la bonne opinion du peuple de ce pays. Rien donc ne serait plus désirable pour moi personnellement que de voir abandonner tout d'un coup cette guerre, ou de la voir continuer avec une force suffisante pour enlever à l'ennemi tout espoir de résistance.

« Dans l'un et l'autre cas, les censures dont m'accablent les ignorants de notre propre pays aussi bien que ceux d'ici, et les gens que je suis obligé de contraindre à se remuer pour protéger leurs personnes et leurs propriétés, retomberaient sur le gouvernement. Mais, comme je vois qu'en fin de compte il y a plus d'une chance de succès, si nous pouvons conserver notre position dans ce pays, quoiqu'il n'y en ait probablement aucune d'après notre système de défense circonspect, je ne remplirais pas mon devoir envers le gouvernement si je ne l'instruisais de la situation réelle des affaires, et si je ne le pressais, même jusqu'à être importun, de faire de plus grands efforts.

« J'avoue qu'il m'a semblé jusque dans ces derniers temps que le gouvernement lui-même n'avait pas foi dans les mesures qu'il avait prises pour ce pays, et il n'est pas arrivé d'Angleterre un seul officier qui ne m'ait dit qu'on s'attendait généralement au prochain embarque-

ment de l'armée ; j'ai même entendu dire par quelques-uns que cette opinion était celle de plusieurs ministres du roi. »

4°. Souscription en faveur des Portugais malheureux.

Au comte de Liverpool.

Pero-Negro, le 7 octobre 1810.

« Les troupes ennemies ont, comme à l'ordinaire, abîmé ce qu'elles ne pouvaient enlever ; il ne reste plus rien. Si donc le résultat de la campagne était que l'ennemi fût obligé de se retirer du Portugal, il est bien à craindre que la plus grande misère n'accable les districts que l'armée ennemie a traversés, et qu'il m'est impossible de secourir. Dans d'autres occasions, les riches habitants de la Grande-Bretagne, et surtout ceux de Londres, sont venus au secours des peuples étrangers frappés de calamités que leur infligeait soit la Providence, soit un ennemi puissant et cruel. Le peuple portugais a éprouvé les effets généreux de cette disposition charitable des sujets de Sa Majesté, et jamais il n'y eut de circonstance où ces secours aient été plus mérités, soit que l'on considère les souffrances du peuple, ou que l'on envisage sa fidélité à la cause qu'il a embrassée, ou son attachement aux sujets de Sa Majesté. Je déclare qu'il n'y a pas d'exemple qu'un Portugais, même de la plus basse classe, ait eu avec l'ennemi des rapports contraires à son devoir envers son souverain ou aux ordres qu'on avait donnés.

« Permettez-moi donc de recommander à la protection de Votre Seigneurie les malheureux qui ont le plus souffert de l'invasion de l'ennemi, et de vous prier d'examiner les moyens d'attirer sur eux les bienveillantes dispositions des sujets de Sa Majesté dans le moment, qui, j'espère, n'est pas bien loin, où l'ennemi sera forcé d'évacuer le pays. »

5°. Retraite de Masséna.

Au comte de Liverpool.

Villa-Seca, 14 mars 1811.

« Je suis affligé d'avoir à ajouter à ce rapport que la conduite de l'ennemi, pendant toute sa retraite, a été marquée par des actes d'une

barbarie qu'on a rarement égalée et qu'on n'a jamais surpassée. Dans les villes de Torres-Novas, de Thomar et de Pernes, où les quartiers généraux et quelques-uns de ses corps avaient séjourné pendant quatre mois et où les habitants étaient restés, se fiant à la promesse qui leur avait été faite qu'ils ne seraient pas maltraités, il a pillé et détruit un grand nombre de maisons la nuit même de son départ; il a brûlé ensuite toutes les villes et tous les villages qu'il a traversés. Le couvent d'Alcobaca a été incendié d'après un ordre émané du grand quartier général. Le palais de l'évêque et la ville entière de Leyria où le général Drouet avait eu son quartier général, ont éprouvé le même sort; il n'y a pas un habitant du pays, de quelque classe ou de quelque rang qu'il soit qui, ayant eu des rapports ou des affaires avec l'armée française, n'ait eu à s'en repentir ou à s'en plaindre. Voilà de quelle manière ont été tenues et remplies les promesses et les assurances données par la proclamation du général en chef, qui disait aux habitants du Portugal « qu'il n'était pas venu à la tête d'une puissante armée de 110,000 hommes pour leur faire la guerre, mais pour jeter les Anglais à la mer. » Il faut espérer que l'exemple de ce qui est arrivé dans ce pays apprendra au peuple, ainsi qu'à celui des autres pays, quel fond l'on doit faire sur de telles promesses et de telles assurances. »

6°. Evacuation du Portugal par l'armée anglaise.

A l'honorable G. Berkeley, vice-amiral.

Celerico, le 30 mars 1811.

« Comme je sais que les ministres actuels se plaignent des dépenses de la guerre dans la Péninsule, que leurs antagonistes déclarent qu'ils en retireront l'armée anglaise et que la conduite des Espagnols fournit de bonnes raisons pour prendre ce parti, je crois qu'il est de mon devoir de n'être pas pris au dépourvu pour obéir à cet ordre s'il m'est donné, et d'être en état d'y obéir sans exposer aux insultes de la populace de Lisbonne le ministre du roi, moi-même et ceux des officiers et des sujets de Sa Majesté qui résident ici. D'après ce motif, j'ai résolu que les bagages des régiments resteraient embarqués sur les transports ou autrement. Les commandants des régiments ont reçu l'ordre d'envoyer chacun à Lisbonne un officier de leurs corps pour faire cet arrangement et détruire les bagages qu'on jugera inutiles. Je vous serai obligé de vouloir bien, en attendant, approprier les bâti-

ments de transport pour y mettre le bagage d'un, de deux ou de trois bataillons appartenant à la même division. »

7°. Opinion de Wellington sur l'enthousiasme populaire.

Au lieutenant général lord N. Bentinck.

Freneda, le 24 décembre 1811.

« L'enthousiasme du peuple est une très-belle chose et figure bien sur le papier ; mais je n'ai jamais vu qu'il ait produit autre chose que le désordre. En France, ce qu'on appelait enthousiasme, c'était le pouvoir et la tyrannie agissant par l'intermédiaire des sociétés populaires, qui ont fini par bouleverser l'Europe et par établir la plus formidable et la plus épouvantable tyrannie qui ait jamais existé. En Espagne, l'enthousiasme du peuple s'évapore en *vivat* et en vanteries impuissantes. Cet enthousiasme a empêché qu'on essayât même de discipliner les armées, et son influence pernicieuse a toujours été alléguée depuis comme une excuse pour la profonde ignorance des officiers, l'indiscipline et la mauvaise conduite des troupes.

« Je vous recommande donc sérieusement, quelque part que vous alliez, de ne vous fier en rien à l'enthousiasme du peuple. Donnez-lui un gouvernement fort, juste et bon, s'il est possible ; mais surtout un gouvernement fort qui le contraigne à faire son devoir envers lui-même et envers le pays, et faites que les mesures de finances nécessaires pour entretenir une armée marchent de concert avec les mesures pour la lever. »

8°. Insuffisance du traitement de Wellington.

Au comte Bathurst.

Madrid, le 24 août 1812.

« Il y a plus de trois ans que je reçois le traitement ordinaire de commandant en chef, 10 livres par jour, assujetti à diverses déductions, entre autres celle de la taxe du revenu, ce qui le réduit à environ 8 guinées. Mais il sera nécessaire que le gouvernement me donne une paye supplémentaire, comme indemnité de table, ou à tout autre titre, ou qu'il m'autorise à mettre à sa charge quelques-unes des dépenses, telles que les aumônes que je suis obligé de faire dans l'état actuel du pays ; autrement je serai ruiné.

« Il n'est peut-être pas convenable que je parle des autres pays, mais je crois qu'il n'y en a aucun où un commandant en chef, ayant les charges que j'ai, soit aussi mal payé que je le suis. Il est de fait, autant du moins que j'ai pu m'en instruire, qu'il n'y a pas d'exemple d'un officier anglais chargé d'un commandement non interrompu qui ait reçu seulement 10 florins par jour, et encore avec des déductions. Tous reçoivent soit une allocation d'un gouvernement, outre le traitement de commandant en chef, soit une allocation sous toute autre dénomination : mais je doute que leur peine et leur responsabilité, ainsi que leurs dépenses, aient jamais égalé les miennes.

« Néanmoins, je n'aurais pas parlé de tout cela, sachant que le public aujourd'hui veut être bien servi, au meilleur marché possible, si je ne me trouvais dans une position qui m'oblige à faire des dépenses que je ne puis acquitter sans un grand préjudice pour moi-même. »

9°. Insuccès de l'attaque de Burgos.

Au comte de Liverpool.

Ciudad-Rodrigo, le 23 novembre 1812.

« Je vois qu'on est déjà disposé à attaquer le gouvernement, parce que le siége de Burgos a échoué. Le gouvernement n'a pas eu à s'occuper du siége. C'est une opération entièrement de mon fait. Quant aux moyens, il en existait de très-considérables à Madrid et à Santander pour le siége de la plus forte place. Ce qui manquait dans ces deux endroits, c'étaient les moyens de transporter l'artillerie et les munitions sur le lieu où l'on devait les employer.

« En Angleterre, le peuple, heureux comme il l'est à tous les égards, riche en ressources de tout genre, ayant à sa disposition des routes excellentes, voudra à peine croire que des résultats importants ont souvent dépendu de 50 ou 60 mules, plus ou moins, ou de quelques bottes de paille pour les nourrir : cependant rien n'est plus réel, quoiqu'on ne veuille pas y croire. Je n'ai pas trouvé les moyens d'emmener même un seul canon de Madrid. N*** est un homme qui se pique de vaincre tous les obstacles; il sait le temps qu'il lui a fallu pour nous envoyer environ cent barils de poudre et quelques cent mille cartouches. Quant aux deux canons qu'il tâcha de nous faire par-

venir, je fus obligé d'envoyer nos animaux pour les traîner, et nous éprouvâmes de grands embarras par l'absence de ces animaux dans les marches ultérieures de l'armée. »

10°. Embarras suscités à Wellington par le gouvernement anglais.

Au colonel Torrens.

Niza, le 22 janvier 1813.

« Quant à la dernière partie de votre lettre relative à la difficulté de mettre de côté et d'éloigner de l'armée en campagne les officiers généraux qui ont acquis avec honneur leur grade, il est impossible de la concilier avec la première partie, où vous parlez de la responsabilité ou plutôt de la haine qui s'attacherait à celui qui ôterait leur emploi aux officiers trouvés ou crus incapables de faire un service actif. Je demande qu'on ne m'envoie point d'officiers généraux; et quand on en enverra que je ne jugerai pas bons pour leur emploi, je demande qu'ils soient rappelés. Je supporterai alors la responsabilité ou la haine du retrait de leurs fonctions.

« Quelle position est donc la mienne? Il m'est impossible d'empêcher qu'on envoie des hommes incapables à l'armée; et quand je me plains qu'on en envoie, c'est moi qui suis responsable! Assurément la responsabilité ou la haine de l'éloignement de pareilles personnes doit s'attacher à la « difficulté de les mettre de côté, » et non à celui à qui il appartient officiellement de représenter qu'elles ne sont pas capables de remplir leur emploi. »

11°. Milice anglaise.

Au comte Bathurst.

Lesaca, le 24 septembre 1813.

« Je suis tout à fait hors d'état de vous donner un avis sur le sujet de votre lettre du 11, n'ayant jamais eu sous mes ordres plus d'un régiment de milice anglaise. J'ai trouvé, toutefois, la milice si complétement dépourvue d'économie intérieure, de discipline et de subordination réelles, que, quelque bien disciplinés que soient les soldats qui la composent sous le rapport de l'exercice et des manœuvres, je doute fort qu'une nombreuse armée de milice puisse jamais servir en campagne,

autrement que pour un effort momentané. Mon opinion est que les officiers de milice ont tous les défauts des officiers de la ligne, mais à un bien plus haut degré, indépendamment de ceux qui leur sont particuliers. »

ANNEXE N° 8.

NOTES ET DOCUMENTS PROPRES A FAIRE CONNAITRE L'ÉTAT DE LA PÉNINSULE DE 1808 A 1814.

M. Stuart à M. Canning.

9 août 1808.

« Il n'y a pas de plan conçu en commun et conséquemment pas de concert dans l'action. Aucune province ne partagerait avec une autre les secours que lui accorde la Grande-Bretagne, alors même qu'elle n'aurait pas besoin de ce qui lui est donné. »

Le même au même.

12 août 1808.

« Tous les canons anglais destinés à la Galice ont été envoyés, par méprise, dans les Asturies; le secours a été distribué d'une manière absurde et tout est en désordre. »

Wellington à lord Liverpool.

2 février 1811.

« Les divers événements de la guerre vous auront prouvé que l'on ne peut faire aucun calcul sur les opérations dans lesquelles les troupes espagnoles sont engagées. »

Wellington à lord Liverpool.

23 février 1811.

« J'ai des raisons de croire que Badajoz manque entièrement de vivres, quoique depuis un an on s'attende à un siége. »

Le même au même.

23 février 1811.

« L'expérience m'a appris à ne mettre aucune confiance dans les efforts des troupes espagnoles, malgré les nombreuses preuves de bravoure qu'elles ont données...

« La brigade portugaise ne s'est pas beaucoup mieux conduite que les autres troupes (à Albuera).

« Le brigadier général Madden fit tout au monde pour les engager à charger, mais vainement. »

Le même au même.

7 mai 1811.

« Le nombre des forces portugaises est beaucoup réduit ; je ne sais quelle mesure recommander qui ait le pouvoir de les augmenter. Le gouvernement actuel de Portugal rejette ou néglige toutes celles qu'on lui présente; si par hasard il en adopte une, elle est si mal exécutée qu'elle ne sert à rien. »

Général Graham à lord Liverpool.

Cadix, 2 février 1811.

« Outre la répugnance que les Espagnols ont mise à adopter quelques-unes des mesures les plus essentielles (pour la défense de la place), ils n'ont permis à nos gens d'exécuter le plan arrêté pour le retranchement de la partie gauche de la cortadura de San-Fernando, qu'après des délais et des discussions très-déplaisantes. »

Wellington à M. Forjas.

Septembre 1810.

« Nous perdons un temps précieux à discuter des choses qui devraient déjà être exécutées. »

Le même au même.

Pero-Negro, 31 octobre 1810.

« Si les vivres eussent été enlevés partout, les Français n'auraient pu rester ici une semaine.....

« D'après ce que je sais, ils pourront même maintenir leur position jusqu'à ce que la masse de l'armée vienne à leur secours.



« Il est douloureux d'entrevoir tout ce que l'obstination et la sottise peuvent causer de mal. »

Le même au même.

Pero-Negro, 1er novembre 1810.

« Toute cette conduite doit être attribuée à la même cause, le désir d'éviter une mesure qui, bien qu'utile aux vrais intérêts du pays, dérangeait les habitudes indolentes et la douce vie des habitants, et l'envie de jeter sur moi et sur le gouvernement anglais tout l'odieux de cette mesure. J'avais avoué dans ma proclamation que j'en étais l'auteur, et le gouvernement pouvait se mettre à l'abri sous une telle déclaration, mais il a eu pour principe, tout récemment il est vrai, de rechercher la popularité, et il n'adoptera rien de ce qui déplaît à la populace de Lisbonne. »

« En octobre 1812, les soldats anglo-portugais n'avaient pas reçu de paie depuis six mois; mais les armées françaises du Sud, du Centre et de Portugal étaient arriérées de toute une année. » Napier, t. IX, p. 352.

L'armée de Suchet seule était régulièrement payée. C'était la seule aussi qui fût bien disciplinée.

E. Vaughan à sir Charles Stuart.

Cadix, 3 août 1813.

« Les troupes espagnoles qui se trouvent en Catalogne et dans les autres provinces manquent de vivres, et le gouvernement ne pourvoit à leurs besoins que par les proclamations qu'il adresse aux intendants.

« Depuis que je m'occupe des affaires d'Espagne, jamais je n'ai vu le siége du gouvernement dans une plus mauvaise situation. Il existe ici un profond sentiment de haine contre les Anglais, et le parti jacobin agit avec la plus extrême violence. »

En 1813, *Forjas*, ministre de la guerre du Portugal, écrivait à *Wellington :* « Les Espagnols, par leur orgueil, ont nui au succès d'une « cause qui est celle de la liberté de l'Europe. »

M. Vaughan à M. Stuart.

Cadix, 27 février 1811.

(Andalousie). « Je suis affligé du peu d'efforts que font les Espa-

gnols, et ce qui m'afflige encore davantage, c'est de penser qu'on n'en obtiendra rien de plus. »

Général Carrol à M. Stuart.

Olivenza, 29 avril 1811.

« Plût à Dieu que les armées espagnoles, ou, pour parler plus exactement, les cadres des armées espagnoles, fussent sous le commandement de Sa Seigneurie (Wellington)! Nous pourrions, dans ce cas, faire de grandes choses; mais, hélas! notre orgueil semble augmenter avec nos malheurs et ne saurait être égalé que par notre ignorance. »

Général Doyle au colonel Roche.

23 juin 1811.

« Est-il possible de concevoir rien d'aussi absurde, et je pourrais presque dire d'aussi infâme que la conduite de la junte ou du capitaine général de Carthagène? On a ôté les fusils aux régiments envoyés au secours de Tarragone, afin sans doute qu'ils ne pussent faire qu'une vaine parade de leur patriotisme. »

Capitaine Codrington à sir Charles Cotton.

Villa-Nueva, 18 juillet 1811.

« Je ne puis vous peindre toutes les difficultés que m'a suscitées la marine espagnole avec laquelle j'ai été en communication sur la côte; sa conduite a été détestable, et, si j'en excepte la frégate l'*Astrée* et la corvette la *Paloma*, les commandants des vaisseaux de l'État n'ont montré ni courage devant l'ennemi, ni humanité envers leurs compatriotes. »

Le prince de Neufchâtel au roi Joseph.

Paris, 11 avril 1811.

« On voit par les gazettes anglaises que les Cortès rassemblées dans l'île de Léon ne sont qu'une misérable canaille et des gens obscurs qui n'ont d'autres projets que d'aller végéter dans les tavernes de Londres; il ne peut y avoir rien à faire avec des pareils hommes. »

Galice, en 1812.

« Toutes les classes avaient unanimement refusé de payer une con-

tribution extraordinaire imposée sur toute la province... L'armée déchirée par l'esprit de faction était devenue odieuse au peuple. » — Napier, t. IX, p. 29.

Aragon et Catalogne, en 1812.

« L'esprit de résistance diminuait de jour en jour et se serait infailliblement éteint sans les succès de Wellington, sans le bruit de la prochaine arrivée d'une armée anglaise en Catalogne. » — Napier, t. IX, p. 51.

« Le changement opéré dans les sentiments du peuple annonçait visiblement les progrès de l'invasion; l'enthousiasme était étouffé par la folie et la corruption des chefs qui, sans le vouloir, servaient la cause des Français. » — (Même écrivain.)

« Les troupes, réduites en nombre, manquaient de vivres, désertaient à l'ennemi, chose inconnue jusqu'alors en Catalogne... Les Français allaient librement d'un lieu à l'autre sans escorte, et les habitants des villes maritimes trafiquaient volontiers avec la garnison française de Barcelone, quand ni argent ni menaces ne parvenaient à faire fournir à l'escadre anglaise les choses dont elle avait besoin. » — Napier, t. IX, p. 52.

Valence, en 1812.

« Le peuple trouvait le gouvernement des envahisseurs moins oppressif que le sien. » — Napier, t. IX, p. 57.

Wellington à ....

Pero-Negro, 31 octobre 1810.

« Les artilleurs ordenanzas commencent à déserter les ouvrages, quoiqu'ils soient nourris et soignés comme l'armée anglaise. »

Wellington à lord Stuart.

Cartaxo, 18 janvier 1811.

« Depuis que je suis ici, j'ai toujours vu l'armée portugaise dans le même embarras et les mêmes difficultés, et il est avéré qu'elle se fût débandée plus d'une fois si l'armée anglaise n'eût partagé avec elle ses vivres, ses munitions, son argent.

« Sa Majesté devrait sommer l'évêque d'Oporto de dire clairement

dans quel but il refuse de concourir aux mesures nécessaires pour obtenir de l'argent et mettre le pays en état de continuer la guerre. »

Lettre de don Antonio Rocca.

1811.

« Tant que nous aurons dans notre gouvernement (Catalogne) des hommes avides, ignorants et perfides, il ne peut nous arriver rien de bon. Il faudrait être fou pour espérer que notre situation s'améliorera. »

Général comte Doyle au capitaine Bullen.

Ripol (Catalogne), avril 1811.

« Pourrez-vous croire que dans cette ville, la seule qui possède une fabrique d'armes, six mois se soient passés sans qu'on ait fabriqué un fusil ! »

Sir Edward Pellew au capitaine Codrington, à bord du Caledonia.

22 juillet 1811.

« L'indécision, l'inactivité et la désunion visible des chefs espagnols ont été les principales causes des tristes résultats de cette lutte si pénible ; on les a remarqués principalement dans les derniers événements de la Catalogne. »

Capitaine Codrington au général Lacy.

18 février 1812.

« Les juntes et les autorités municipales ont caché les fusils qu'elles avaient à leur disposition et ont refusé au peuple la permission d'attaquer l'ennemi. Pendant ce temps, la classe pauvre de la Catalogne, dont le cœur brûle du plus pur patriotisme, meurt de faim, et la classe opulente fournit à l'ennemi du blé et autres provisions. »

Le général Doyle à Stuart.

8 mars 1811.

« Il y a un fort parti français dans Valence. »

Le colonel Roche à Stuart.

Carthagène, 20 juin 1811.

« Depuis trois ans qu'on a abandonné l'armée de Murcie à elle-même, elle est restée dans l'état misérable où elle était au commencement de la révolution... La chose du monde la plus agréable aux Espagnols, pour le moment, serait de pouvoir rester neutres, et de laisser l'Angleterre et la France poursuivre seules la guerre et en payer tous les frais. »

M. Tupper à sir H. Wellesley.

Du 22 au 27 janvier 1812.

« Mon opinion est que les gens placés à la tête des affaires (dans les provinces de Valence et de Murcie) sont disposés, en les laissant aller si misérablement, à se soumettre au joug français. »

Le général Graham à Stuart.

9 mai 1810.

« La majeure partie de la population est indifférente à ce qui arrivera... Les habitants aimeraient assez qu'on fît tout pour eux sans qu'ils s'en mêlassent, et qu'on chassât l'ennemi afin qu'ils pussent aller manger des fraises à Chiclana. »

Wellington au marquis Wellesley.

Deleytosa, le 8 août 1809.

« ... Ces mesures sont aussi nécessaires à l'armée espagnole qu'à l'armée anglaise.

« Aucune troupe ne peut rendre de bons services, si elle n'est pas régulièrement sustentée, et c'est une erreur de croire qu'un Espagnol, un homme ou un animal de quelque pays que ce soit, puisse se livrer à aucune fatigue s'il n'est pas nourri.

« Il est vrai que les troupes espagnoles réclament plus vivement leur nourriture, et que, si elles ne la reçoivent pas régulièrement, elles sont plus tôt épuisées que les nôtres... Le plan d'opérations que je conseillerais à la nation espagnole serait généralement de se tenir sur la défensive. Il faut, tout en évitant les batailles rangées, qu'elle tire avantage de tous les points formidables que le pays lui offre pour se défendre et harasser l'ennemi. »



Wellington au vicomte Castlereagh.

Merida, le 25 août 1809.

« Il n'y a rien de pire que les officiers de l'armée espagnole, et il est extraordinaire que, lorsqu'une nation s'est dévouée à faire la guerre, comme l'a fait la nation espagnole, en y employant tous les moyens qu'elle a réunis dans ces deux dernières années, il y ait eu si peu de progrès accomplis dans les diverses parties du métier des armes, et que l'on y comprenne si peu tout ce qui regarde une armée. Ce sont de vrais enfants dans l'art de la guerre ; ils ne font rien comme il faut, et ils ne savent que s'enfuir et se rassembler tumultueusement, comme dans l'état de nature.

« Je crois réellement qu'on doit attribuer en grande partie au gouvernement actuel de l'Espagne ce qu'il y a de défectueux dans le nombre, dans la composition, la discipline et l'activité de l'armée. On a tenté de gouverner le royaume en révolution en s'en tenant aux vieilles règles et aux vieux systèmes, à l'aide de ce que l'on appelle de l'enthousiasme ; mais ce n'est pas l'enthousiasme qui peut aider à accomplir quoi que ce soit ; ce n'est qu'une excuse pour le désordre qui règne partout, et pour le défaut de discipline et de subordination dans les armées.

« On est très-disposé à croire, en général, que c'est l'enthousiasme qui a dirigé les Français dans leur révolution, et qui a engendré tous les efforts qui leur ont fait presque conquérir le monde entier : mais en examinant les choses avec soin, on reconnaîtra que l'enthousiasme n'a été qu'un nom, et que la force seule a fait surgir ces grandes ressources qui, sous le régime de la *Terreur,* arrêtèrent les alliés, et que la persévérance dans le système d'appliquer forcément tout le monde et toutes les richesses au service de l'armée est la cause réelle qui leur a depuis fait conquérir l'Europe. »

Wellington au maréchal Beresford.

Badajoz, le 8 septembre 1809.

« Nous nous trompons en croyant que ce qui manque aux armées portugaises et espagnoles, c'est de la discipline proprement dite.

« Elles sont dépourvues de toute habitude et de tout esprit militaires ; il n'existe pas de commandement dans ces armées ; pas d'obéissance, pas de confiance mutuelle entre les officiers et les soldats ; mais ce qui leur manque par-dessus tout, c'est une ferme résolution, de la part

des supérieurs, d'obéir aux ordres qu'ils reçoivent, quoi qu'il arrive, — ou la franchise de dire la vraie raison pour laquelle ils n'y obéissent pas. »

Wellington au comte de Liverpool.

Badajoz, le 14 novembre 1809.

« Votre Seigneurie verra, par ce que je lui exposerai dans la suite de cette lettre, qu'il est absolument impossible que le gouvernement portugais supporte la dépense de cette augmentation de solde des officiers de l'armée. Si je suis bien instruit de sa pensée, il sent la nécessité de cette dépense, mais il ne veut pas donner d'ordre à cet égard avant d'être certain d'avoir les moyens d'y faire face, etc... »

Wellington au major général Stewart.

Viseu, le 27 février 1810.

« Les revers qu'on a éprouvés pendant toute la guerre sont dus au caractère trop présomptueux des Espagnols. Ils n'ont en vue que le succès, et par suite négligent toute mesure propre à l'assurer. Jamais ils n'ont prévu une guerre prolongée, jamais ils ne s'y sont préparés, et tous ceux ou presque tous ceux qui ont eu à se mêler de leurs affaires, se sont imprégnés du même esprit et des mêmes sentiments.

« Sans faire attention aux énormes armées qui se répandent journellement en Espagne, ajoutées à celles qui s'y trouvaient auparavant et qui étaient déjà supérieures en nombre aux alliés, — sans s'arrêter au fait qu'il n'y a maintenant d'autre armée en campagne que l'armée anglaise, ils songent à des opérations offensives appuyées sur Cadix, et regardent l'île de Léon plutôt comme le camp retranché d'une armée (à peine mérite-t-il ce nom) que comme un poste fortifié à la possession duquel ils doivent tout sacrifier à l'avenir. »

Wellington au lieutenant général Hill.

Celorico, le 18 mai 1810.

« ... C'est une partie du système suivi par toutes les autorités espagnoles pour nous engager à prendre part aux opérations éphémères qu'ils vont entreprendre.

« On use de faux rapports et de supercheries de toute espèce, et en-

suite on nous fait insulter par le peuple pour nous faire voir ce qu'on pense généralement de notre conduite. Néanmoins rien de tout cela ne me fera dévier de la voie où je suis entré dans l'intérêt de la cause que je sers. »

Wellington à M. N.....

Alverca, 23 août 1810.

« Dans cet état de choses, je ne suis pas peu surpris que vous m'adressiez aussi légèrement des plaintes évidemment non fondées, et que vous donniez l'exemple d'un refus de logement à un officier, parce qu'il est marié et qu'il a des enfants.

« Il n'est agréable à qui que ce soit d'avoir des étrangers logés chez soi ; il n'est pas non plus très-agréable à nous, qui sommes étrangers et qui avons de bonnes maisons dans notre pays, d'être obligés de quêter des logements ici. Nous n'y sommes pas pour notre plaisir. C'est la situation de votre pays qui exige notre présence ; et vous, homme de bonne famille, ayant de la fortune et beaucoup à perdre, vous ne devriez pas être le premier à vous plaindre de notre présence parmi vous.

« Je fais tout ce que je peux pour alléger les inconvénients dont tout le monde doit souffrir.

« Nous payons tout ce que nous recevons à des prix fous et avec une ponctualité sans pareille, et j'ai établi pour règle de rechercher et de redresser les moindres torts que font les troupes sous mes ordres : c'est ce qui aura lieu notamment pour le tort que vous accusez N*** de vous avoir fait par sa conduite à l'égard de votre domestique. »

Wellington au comte de Liverpool.

Cartaxo, le 21 décembre 1810.

« Votre Seigneurie pensera peut-être que ce tableau de la situation de la Péninsule est bien triste ; mais elle peut compter qu'il est fidèle.

« L'état des affaires en Espagne est dû aux défauts du caractère national, exagérés par les faux principes d'après lesquels toutes les affaires du pays ont été conduites, depuis qu'il a tenté de secouer le joug de la France. Les Espagnols n'ont ni armée, ni moyens d'en lever une ; ni pouvoir de discipliner celle qu'ils lèveraient ; ni ce qu'il faudrait



pour armer, équiper, habiller ou nourrir ce qui pourrait être rassemblé sous le nom d'armée.

« La guerre dans la Péninsule, pour ce qui regarde les Espagnols, ne peut donc pas prendre une forme régulière. Il faut qu'elle se borne à des opérations de guerillas, sur lesquelles on ne peut établir des combinaisons comme sur les opérations de troupes régulières. »

Wellington à M. Charles Stuart.

Cartaxo, le 27 décembre 1810.

« Vous avez parfaitement raison d'attribuer toutes les fautes du gouvernement au manque d'argent.

« Il pourrait y suppléer, j'en suis convaincu, par les moyens en son pouvoir ; mais il ne veut rien faire, à moins d'y être contraint. Je suis très-mécontent du gouvernement, et s'il ne change pas complétement de système, j'informerai nos ministres que la guerre ne peut marcher tant que les choses resteront dans l'état où elles sont. »

Wellington à M. Charles Stuart.

Cartaxo, le 18 janvier 1811.

« Il y a quelque chose de très-extraordinaire dans la nature du peuple de la Péninsule. Je le crois réellement, surtout celui du Portugal, rempli de loyauté, dans les meilleures dispositions, et haïssant cordialement les Français ; mais il y a dans sa conduite et dans ses habitudes une indolence et même une impossibilité de se remuer, soit pour sa propre sûreté, soit pour celle de son pays et de ses alliés, qui déconcertent tous nos calculs et tous nos efforts. »

Wellington à M. Charles Stuart.

Cartaxo, le 16 janvier 1811.

« Il doit être évident pour le patriarche et pour tous ceux qui connaissent la situation réelle des affaires en Portugal, que si le gouvernement ne fait pas de grands efforts pour mettre de niveau les ressources avec les dépenses nécessaires, tous les plans et les systèmes d'opérations se vaudront, car l'armée ne pourra en suivre aucun. En ce moment, quoique tous les corps soient concentrés dans le voisinage de leurs magasins, avec des moyens faciles de transport par le Tage, les

troupes portugaises manquent souvent de vivres, parce qu'il n'y a pas d'argent pour payer les frais de transport; et tous les départements de l'armée portugaise, y compris les hôpitaux, sont également dépourvus de fonds pour acquitter leurs dépenses indispensables et faire leur service. Cette pénurie et ces difficultés ont toujours existé depuis que je connais l'armée portugaise; et il est notoire qu'elle se serait débandée plus d'une fois, si elle n'avait reçu des secours en provisions et munitions de l'armée anglaise. En désirant que Sa Majesté et le prince régent m'ôtent le commandement de leurs armées, Son Éminence l'évêque d'Oporto cherche à se débarrasser d'une personne qui, dans sa conviction, ne peut ou ne veut pas remplir les devoirs de sa charge; en s'opposant à améliorer les ressources du pays, elle décèle un changement d'opinion sur la guerre, un désir de perdre les avantages qu'on avait obtenus, et d'abandonner l'indépendance de son pays, ainsi que la protection des existences et des propriétés de ses compatriotes. »

Wellington au maréchal Beresford.

Cartaxo, le 24 janvier 1811.

« Je dois faire observer que si personne ne veut rester dans une situation qui ne lui convient pas, et si tout le monde ne veut faire que ce qui lui plaît, nous avons entrepris une tâche au-dessus de nos forces. Bien que j'y sois accoutumé, je déclare que je n'ai ni la santé ni le courage de surmonter tous les embarras du service, traversé et contrarié comme il l'est par les besoins qu'éprouvent les armées espagnoles et portugaises, par l'obstination avec laquelle on continue à contrecarrer et à rendre inutiles toutes les mesures prises pour les mettre en bonne voie ou pour les sauver, et par les difficultés semées sur notre chemin par notre propre gouvernement et par nos officiers. »

Wellington au marquis Wellesley.

Cartaxo, le 26 janvier 1811.

« ...Il n'y a ni subordination, ni discipline parmi les officiers et les soldats de leurs armées; on n'a même pas essayé (et c'eût été en vain qu'on l'eût essayé) d'y établir l'une et l'autre. C'est, je crois, ce qui a été la cause de la lâche conduite dont nous avons été si souvent témoins chez les troupes espagnoles. Leur pays les a prises en haine; et les habitants paisibles, dont un grand nombre détestaient les Fran-

çais pour les maux que ceux-ci leur avaient faits, souhaitaient presque l'établissement du gouvernement de Joseph pour être protégés contre les attentats de leurs propres troupes. Il faut donc payer et faire vivre ces armées si l'on veut en tirer quelque service; or, quant à présent du moins, je ne vois d'autre chance pour qu'elles soient payées que de recourir à la bourse des Anglais. »

Wellington à M. Charles Stuart.

Cartaxo, le 2 février 1811.

« Malheureusement des réponses et des rapports de la junte sur les vivres ne sont pas des vivres! Je n'ai jamais adressé une plainte au gouvernement portugais que je n'aie reçu pour réponse des volumes de papier. »

Wellington au comte de Liverpool.

Louzao, le 16 mars 1811.

« Le maréchal sir W. Beresford et moi nous avions pressé plusieurs fois les gouverneurs du royaume de prendre des mesures pour approvisionner régulièrement les troupes, et d'entretenir des établissements pendant que l'armée était dans ses cantonnements sur le Rio Mayor. Ils n'eurent aucun égard à ces représentations, et quand l'armée dut aller en avant, les troupes portugaises n'avaient ni provisions, ni moyens de s'en faire apporter. Elles avaient à traverser un pays ravagé et épuisé par l'ennemi. Il est vrai, à la lettre, que la brigade du général Pack et celle du colonel Ashworth n'eurent rien à manger pendant quatre jours, quoiqu'elles fussent constamment en marche et aux prises avec l'ennemi. Je fus obligé d'ordonner au commissaire général anglais de fournir des vivres aux troupes portugaises pour qu'elles ne mourussent pas de faim. Il en est résulté que les vivres destinés à l'armée anglaise sont épuisés, et que nous sommes obligés de nous arrêter jusqu'à ce qu'il nous en arrive, ce qui aura lieu, je l'espère, aujourd'hui.

Wellington à M. Charles Stuart.

Pombeiro, le 18 mars 1811.

« Il est inutile de proposer aucune disposition sur ce point ou sur tout autre, si le gouvernement portugais n'en exécute aucune. Je ré-

pète que les choses ne peuvent continuer à aller ainsi. Il faut que le système du gouvernement soit radicalement changé pour l'alimentation des troupes, ou bien je prierai le gouvernement de Sa Majesté de retirer son armée.

« L'opinion dominante de quelques membres du gouvernement, c'est que les troupes portugaises n'ont besoin que de peu de nourriture, et même qu'elles peuvent s'en passer tout à fait.

« Dans le nombre des bonnes qualités qu'elles possèdent, elles ont surtout celle de supporter les privations avec patience; mais on ne peut pas faire le métier de soldat sans manger.

« Trois hommes de la brigade du général Pack sont morts de faim hier en route; 150 autres environ sont tombés de faiblesse, et dans ce nombre beaucoup sont morts par la même cause. »

Wellington au lieutenant général Graham.

Santa-Marinha, le 25 mars 1811.

« La conduite des Espagnols dans toute cette expédition est conforme à ce que j'ai toujours remarqué. Ils font marcher les troupes jour et nuit, sans vivres et sans repos, et ils injurient quiconque propose de s'arrêter un moment pour donner l'un et l'autre aux soldats affamés et harassés de fatigues. Ils atteignent l'ennemi dans un état tel qu'ils ne peuvent faire le moindre effort, ni suivre aucun plan, si tant est qu'il y ait un plan de formé; alors quand arrive le moment de l'action, ils sont tout à fait incapables de se mouvoir; on dirait qu'ils ne sont là que pour être témoins de la destruction de leurs alliés; puis le combat terminé, ils injurient ces alliés de ce qu'ils ne continuent pas à faire, sans être soutenus, des efforts au-dessus de la nature humaine. »

Wellington à M. Charles Stuart.

Villa-Mayor, le 8 avril 1811.

« ... Je leur recommande de donner une attention sérieuse à la nature de la tâche qu'ils ont à remplir.

» La popularité, toute désirable qu'elle soit pour les individus, ne formera, ne nourrira, ni ne payera une armée; elle ne la mettra pas en état de marcher et de combattre; elle ne lui donnera pas l'énergie nécessaire pour des services longs et pénibles. Les ressources qu'un gouvernement sage doit se procurer à cette fin, il faut qu'il les tire du

peuple, non par des mesures qui donneront de la popularité à ceux qui entreprennent de gouverner un pays dans des circonstances critiques, mais par des mesures qui doivent avoir momentanément un effet contraire.

« L'enthousiasme du peuple pour un individu quelconque n'a jamais sauvé un pays. Il faut imposer à ce peuple des lois et des règlements qui l'obligent à faire les sacrifices, et à payer les contributions nécessaires pour mettre le gouvernement en état de conduire la guerre à bonne fin. »

Wellington à M. Charles Stuart.

Villa-Formosa, le 11 avril 1811.

« Je vous prie d'informer le gouvernement portugais que je me propose d'écrire par le prochain paquebot aux ministres de Sa Majesté, que mon avis est qu'ils ne peuvent pas décidément continuer à risquer une armée anglaise dans ce pays, quand le gouvernement portugais ne fait d'efforts d'aucun genre pour la soutenir. »

Wellington à M. Charles Stuart.

Elvas, le 22 mai 1811.

« Mais je suis fermement d'avis, qu'à moins que le gouvernement portugais ne change tout à fait de système, il sera impossible à l'armée anglaise de rester dans le pays, si nous ne sommes pas en état de garder notre supériorité, et j'encourrais une responsabilité très-grave si je ne communiquais pas mon opinion aux ministres du régent. Y a-t-il eu jusqu'à présent un magistrat puni ou destitué pour avoir négligé de remplir son devoir?

« A-t-on apporté le moindre changement au vieux système qui permet à chaque benêt de faire ce qu'il veut, pourvu seulement qu'il crie *vivat* et qu'il se présente aux levers des membres du gouvernement et des ministres? A-t-on réellement pris les mesures efficaces qui ont été recommandées, soit pour faire venir au trésor de l'argent dont on a tant besoin, soit pour lever des recrues pour l'armée et pour la milice, afin de donner à la première une force égale à son nombre, ou pour obliger la dernière à faire son devoir?

« Une nouvelle invasion nous retrouverait exactement tels que nous étions l'année dernière, et je ne pense pas qu'il serait sûr d'engager l'ar-



mée du roi dans ce pays après des circonstances aussi décourageantes, et après la connaissance que l'ennemi a acquise du pays, de ses routes, etc., etc. »

Wellington au général sir B. Spencer, chevalier du Bain.

Elvas, le 22 mai 1811.

« Je suis allé hier à Albuera, et j'ai vu le champ de bataille. Nous occupions une très-bonne position, et je crois que nous aurions remporté une victoire complète, sans éprouver de grandes pertes, si les Espagnols avaient manœuvré; mais malheureusement ils ne le peuvent pas. »

Wellington à H. Wellesley.

Elvas, le 22 mai 1811.

« ... Quelle pitié que les Espagnols ne s'appliquent pas sérieusement à discipliner leurs troupes! Nous faisons maintenant tout ce que nous voulons des troupes portugaises; nous les faisons manœuvrer sous le feu de l'ennemi comme les nôtres, et nous avons quelque confiance en elles; mais ces Espagnols ne font autre chose que de rester comme des thermes, et nous nous estimons très-heureux lorsqu'ils ne s'enfuient pas. »

Wellington au comte de Liverpool.

Elvas, le 22 mai 1811.

« A Talavera, l'ennemi aurait été détruit, si nous avions pu mettre en mouvement l'armée espagnole; à Albuera, la chose la plus naturelle était de faire soutenir les Espagnols de la droite par les Espagnols qui se trouvaient près d'eux; mais tout mouvement de la part de ce corps eût amené une confusion inextricable : on fut dans la nécessité de faire venir les Anglais au secours de la droite, et c'est ainsi que nos troupes essuyèrent de grandes pertes. C'est la même raison, je crois, la difficulté et le danger de mettre en mouvement les troupes espagnoles, qui fit que le général La Pena ne vint pas au secours du général Graham à Barrosa. »

Wellington à J. Villiers.

Elvas, 25 mai 1811.

« Ces circonstances m'ont mis en discussion directe avec ce personnage, et je me suis plaint de lui au prince dans une lettre écrite à ce dernier au mois de décembre passé, lettre que j'envoyai ouverte à la régence : j'y disais que, selon moi, il n'y aurait aucun avantage pour lui à nous garder en même temps à son service le principal Souza et moi. Le prince a fait à cette lettre une réponse qui démontre que l'intrigue est opiniâtre à l'œuvre au Brésil. Tout cela cependant me serait indifférent, de même qu'il m'est indifférent de savoir quels sont ceux qui gouvernent le royaume, si les choses n'avaient pas empiré de manière à menacer l'existence du pays, dans le cas où les Français viendraient encore à l'envahir. Nous ne pouvons obtenir du gouvernement qu'il fasse la moindre chose.

« Tous les départements de l'armée sont pires qu'inutiles; l'armée est loin d'être complète; nous n'avons vraiment pas 20,000 hommes de troupes portugaises en campagne; et il s'est présenté dernièrement des circonstances qui ont démontré si bien le danger réel du système d'après lequel nous agissons, que je n'ai pu m'empêcher de déclarer à notre gouvernement qu'à mon avis, on ne devrait pas y soumettre l'armée anglaise, si les Français parvenaient de nouveau à prendre le dessus dans le pays.

« Forjas a envoyé sa démission; M. Stuart ne siége plus dans la régence; je n'ai plus de correspondance avec elle, et je pense que le pays est perdu, si nous ne pouvons pas rétablir l'influence de la Grande-Bretagne (non celle de N***) dans les conseils du Brésil. Après tout ce que vous avez fait ici, cet exposé ne vous sera pas très-agréable; mais il est parfaitement vrai; et je vous assure que je n'ai pas exagéré les conséquences qui résulteront, suivant toute apparence, de cet état de choses si les Français renouvellent leur attaque. Le pis est que je ne sais comment y remédier. L'éloignement du principal Souza du gouvernement ne suffirait plus maintenant, et je ne vois d'efficacité que dans un changement radical de système tant ici qu'au Brésil. »

Wellington au colonel Gordon.

Quinta de Granicha, le 13 juin 1811.

« Ces malheureux gouvernements de la Péninsule en étaient venus à un tel état de décrépitude, qu'il n'y avait, je crois, aucune autorité

debout en Espagne et en Portugal avant que les Français eussent envahi ces contrées. L'invasion française n'a pas amélioré cet état de choses, et depuis ce qu'on appelle révolution en Espagne et restauration en Portugal, je ne sache pas qu'il y ait eu d'autre crime puni dans ces deux pays que celui d'être partisan des Français. Les malversations dans les charges, la négligence de tous les devoirs, la désobéissance aux ordres, l'inobservance des règlements, toutes choses qui, bien plus que les complots des partisans des Français, tendent au renversement des plans arrêtés pour les opérations militaires et à la ruine d'un État engagé dans une guerre, ont passé inaperçues ; et malgré les plaintes nombreuses que le maréchal Beresford et moi nous avons formulées, je ne sache pas qu'aucun individu ait été puni ou même privé de son emploi. La cause de ce mal est dans le principe erroné d'après lequel les gouvernants se sont conduits. Ils se sont figuré que le plus solide fondement de leur pouvoir était dans une popularité basse et vulgaire, qui se manifestait par les cris de la populace de Lisbonne, et par la présence régulière à leur lever, par les révérences et les courbettes des gens en place, dont le temps aurait dû être mieux employé. Pour obtenir ces niaises adulations, le gouvernement en Portugal, de même que les divers gouvernements en Espagne, ont négligé de remplir le devoir essentiel de tout gouvernement, c'est-à-dire de forcer tous ceux qui sont haut placés à faire leur devoir, d'où il serait résulté que depuis longtemps ces pays auraient été hors de danger. . . . .

« Outre les embarras de toute espèce qui nous environnent de toutes parts, j'ai encore à lutter contre l'ancienne inimitié des deux nations, semblable à celle qu'on voit entre chien et chat. Ni le sentiment du danger commun, ni l'intérêt commun, ni rien autre ne peut l'emporter sur cette inimitié, même chez les particuliers.

« Nos transports, qui sont le grand levier du commissariat, se font en grande partie, sinon entièrement, par des muletiers espagnols. Pour obliger M. Kennedy, ils porteraient probablement une ou deux fois des vivres à un régiment portugais ; mais ils aimeraient mieux nous quitter et passer aux Français plutôt que de se voir forcés à faire constamment ce service. »

Wellington au capitaine général don F. X. Castanos.

Portalègre, le 24 juillet 1811.

« Il est inutile de songer à des plans de coopération entre mon

armée et celle de l'Espagne, plans qui devraient être basés sur les opérations actives et offensives de toutes les parties des armées de chaque nation. Je m'abuserais moi-même, je vous tromperais ainsi que les gouvernements des deux pays, si j'entrais dans votre idée; l'exécution d'un semblable plan me ferait courir le risque de perdre mon armée sans aucun résultat. »

Wellington à Son Excellence Charles Stuart.

Portalègre, le 24 juillet 1811.

« J'espère bien que le temps n'est pas éloigné où l'armée anglaise, fatiguée de tels procédés, fera partager à la nation anglaise le dégoût qu'ils doivent inspirer, ainsi que le désir d'abandonner à son sort un pays dont le gouvernement et les classes les plus élevées l'ont traitée si indignement. »

Wellington au très-honorable H. Wellesley.

Castello-Branco, le 2 août 1811.

« Les Espagnols oublient que c'est la folie et la trahison de leurs propres généraux qui les ont mis dans l'état où ils sont maintenant. Nous ne leur rappelons pas assez souvent que la cause pour laquelle nous nous battons est essentiellement la leur, quelque grand que soit l'intérêt que nous y avons. Qui, malgré nos avis et nos supplications, a perdu la bataille d'Ocana, et par suite l'Andalousie? Qui a livré traîtreusement Badajoz quand nous marchions à son secours? Est-ce nous qu'il faut blâmer, si les armées espagnoles sont dans un état tel qu'on ne peut les mettre en face de l'ennemi, ou si les Cortès ont négligé de faire leur devoir, si elles ont usurpé les pouvoirs du gouvernement exécutif, et perdu leur temps en débats inutiles? Est-ce à nous la faute si la mauvaise administration des colonies américaines a privé l'Europe des espèces monnayées qu'elles fournissaient ordinairement, et si la Grande-Bretagne surtout est dans l'impossibilité de trouver de l'argent pour conduire ses propres opérations ou pour aider ses alliés?

« Examinez tout ce qui se passe en Espagne, et l'inexpérience et la folie des principaux personnages de ce pays vous sauteront aux yeux, J'ai informé N*** de mon intention d'attaquer Ciudad-Rodrigo et du plan que j'avais formé pour cela; lui seul a reçu cette confidence. Le succès dé-



pendra surtout du temps pendant lequel je pourrai cacher mon projet à l'ennemi : or des femmes espagnoles de Portalègre ont appris le secret, et l'ennemi le saura bientôt ! Pourtant N*** est un de ceux qui valent le mieux parmi les Espagnols. »

Wellington au comte de Liverpool.

Fuente-Guinaldo, le 13 septembre 1811.

« J'ai déjà, grâce à la négligence du gouvernement portugais, livré une bataille sur cette frontière avec des équipements défectueux de tous genres ; je suis à la veille d'en livrer une autre ; mais je ne le ferai point. Il n'y a pas d'officier dans l'armée qui souffrirait ce que j'endure journellement pour empêcher que la machine ne se détraque : cela ne peut pas durer. »

Wellington au comte de Liverpool.

Freneda, le 4 décembre 1811.

« Les Français commencent à s'apercevoir qu'ilssont dans l'impossibilité de tenir leurs grandes armées réunies pour toute opération de longue durée, et qu'ils ne peuvent rien faire avec de petits corps.

« Le malheur est que nous éprouvons à peu près les mêmes difficultés. Nous ne pouvons rien entreprendre avec un petit corps de troupes, et un corps considérable mourrait de faim. Mais nous jouissons dans la Péninsule d'avantages que n'ont pas les Français. Nous tenons toutes les rivières navigables, dont nous nous servons pour transporter nos vivres aussi loin que possible, et la puissance sur mer de la Grande-Bretagne protége l'arrivage de ces vivres et l'établissement de nos magasins sur la côte. »

Wellington au comte de Liverpool.

Gallegos, le 7 janvier 1812.

« Que pensez-vous de chariots vides qui mettent deux jours à faire dix milles sur une bonne route ? Après tout, je suis forcé de paraître content, autrement ils déserteraient tous ! »

Wellington au très-honorable H. Wellesley.

Freneda, le 9 février 1812.

« Il n'y a rien de nouveau ici ; nous continuons à travailler aux ou-

vrages de Ciudad-Rodrigo; non-seulement nous en payons toutes les dépenses ainsi que celles des magasins de la place, mais nos soldats sont les ouvriers qui les exécutent. Voilà ce qu'on appelle l'enthousiasme espagnol! Je n'ai aucun doute sur la bonne volonté du peuple; mais j'en ai sur les talents de ses chefs pour le faire agir. »

Wellington au général don Carlos de Espana.

Badajoz, le 20 mars 1812.

« Votre Excellence ne m'avait pas dit que, faute du secours de 15 ou 20 soldats anglais artificiers, et dont les services sont nécessaires pour d'autres objets essentiels à la cause espagnole, tout l'ouvrage resterait en suspens. Est-il possible que Votre Seigneurie parle sérieusement? Est-il possible que la Castille ne puisse fournir 15 ou 20 tailleurs de pierres, maçons et charpentiers pour réparer ce poste important? Comment donc tous les grands ouvrages que nous voyons dans ce pays ont-ils été faits? Mais la lettre de Votre Seigneurie me suggère cette triste réflexion, que tout ce qui regarde la guerre, comme tout ce qui est d'une exécution difficile, doit être fait par des soldats anglais. Il est de mon devoir de porter positivement ce fait à la connaissance des armées alliées. »

Wellington au comte de Liverpool.

Badajoz, le 27 mars 1812.

« Mon intention avait été de commencer les opérations contre Badajoz du 6 au 8 mars, et toutes les dispositions étaient faites en conséquence; mais la grande et riche ville d'Evora, qui n'avait souffert en aucune façon de la guerre, ne m'ayant pas fourni de chariots, je ne pus commencer que le 17, et les troupes furent ainsi exposées et contraintes à faire tous les travaux du siége pendant les pluies de l'équinoxe, ce que j'avais voulu éviter. En ce moment, les poudres pour le siége, beaucoup de projectiles et d'objets nécessaires aux ingénieurs ne sont pas arrivés à Elvas, ce qui nous oblige à consommer les munitions de cette garnison. Je ruine les équipages de l'armée en faisant transporter les munitions d'Elvas sur le terrain du siége, parce que le pays ne me donne aucun secours, ou que celui qu'il me prête est au-dessous des besoins du service.

« J'espère que le gouvernement de Sa Majesté usera de l'influence qu'il a sur le prince régent de Portugal pour lui faire ordonner au

gouvernement local, non-seulement de porter une loi qui ait pour objet d'équiper les armées de manière à les mettre en état de défendre le pays, mais encore de faire que cette loi soit exécutée, et que le peuple du pays comprenne qu'il faut obéir à ses prescriptions. »

Wellington à Son Excellence Charles Stuart.

Fuente-Guinaldo, le 26 avril 1812.

« D'après ce principe de tromper le peuple, le gouvernement local du Portugal ne compte, en toute occasion, que sur les ressources et les secours de la Grande-Bretagne. Avec cette manière de voir, lorsqu'on lui recommande de réformer les abus dans les douanes ou dans toute autre branche de revenu, de supprimer les établissements inutiles, de mettre de l'économie dans ses dépenses, afin d'être en état de pourvoir aux besoins de la guerre, ce gouvernement s'y refuse, ou ne s'en occupe pas, et puis fait de nouvelles demandes d'emprunts et de subsides à la Grande-Bretagne.

« Dans le but de déguiser au peuple la véritable nature de la guerre, toutes les mesures qui ont été conseillées, pour mettre l'armée à même de tirer parti des ressources du pays, ont été rendues vaines. Le gouvernement de Portugal s'y serait opposé ou les aurait refusées, si cela eût été possible, après les ordres donnés en dernier lieu par le prince régent; mais on les a adoptées de si mauvaise grâce, que ce qu'on a fait n'a servi de rien. D'après le même principe aussi, les magistrats n'ont exécuté ces mesures que dans l'esprit où le gouvernement les avait adoptées. »

Wellington au très-honorable sir H. Wellesley.

Fuente-Guinaldo, le 3 mai 1812.

« Je connais assez bien le sentiment de quelques-uns de ces officiers, entre autres d'Alava lui-même, sur l'emploi des officiers anglais dans les affaires de l'Espagne, et je suis intimement convaincu que cette proposition n'est nullement due au désir d'améliorer le système militaire des Espagnols; il ne faut l'attribuer qu'au désir de ne plus faire partie de la garnison de Ciudad-Rodrigo. Ils abhorrent la contraite qu'impose la garde d'une place forte. Ils abhorrent d'être exposés à mon inspection dans les visites que je fais parfois à la garnison,

et à mes reproches sur leur indolence et leur manque de discipline; reproches que j'ai acquis le droit de leur faire par les secours de toute espèce que je leur ai donnés. Ils abhorrent par-dessus tout la perspective d'être un jour ou l'autre attaqués dans Ciudad-Rodrigo. Ce dernier sentiment est commun à tous les Espagnols. Je vous renvoie là-dessus à ce que dit Roche avec tant de vérité : « lorsqu'un officier ou un soldat espagnol prend la fuite, le dernier endroit où il courra est une ville fortifiée, quoiqu'il soit sûr d'y recevoir toute espèce de secours..... »

« D'abord, je regarde les troupes anglaises comme les meilleures que nous ayons, et je ne veux pas les confiner dans une garnison. En second lieu, les troupes portugaises sont, après les troupes anglaises, les meilleures qui soient dans la Péninsule, et je ne mettrai dans les garnisons que celles que je serai dans la nécessité d'employer de cette manière. Je suis forcé d'avoir des troupes portugaises régulières à Elvas et un régiment à Abrantès; mais les forts portugais, en général, sont occupés par la milice portugaise, qui, de même que toute autre milice, ne peut pas régulièrement être envoyée au delà des frontières du Portugal, et si on l'y envoyait pendant quelque temps, elle déserterait.

« J'insiste donc sur ce point, que les troupes espagnoles sont les garnisons qui conviennent aux forteresses espagnoles. Si le gouvernement espagnol diffère d'avis avec moi sur ce point, et s'il insiste pour que je mette des garnisons dans les forts que nous avons pris à l'ennemi et que je lui ai remis, ou s'il ne prend pas les moyens d'y mettre et d'y entretenir des garnisons suffisantes, je vous avertis que je détruirai Badajoz et Ciudad-Rodrigo. Il ne sera d'aucun avantage, ni pour le gouvernement espagnol, ni pour moi, que je sois attaché comme un esclave à la garde de ces deux places, pour les préserver des maux que ferait craindre le défaut ou l'insuffisance des provisions chez elles.

« Les troupes espagnoles, toutefois, ne seront pas meilleures pour former la garnison de ces places (à moins qu'elles ne soient disciplinées, payées et nourries), qu'elles ne le sont pour les autres services militaires, et je ne vois de chance pour elles de devenir disciplinées qu'autant qu'elles seront payées et nourries.

« Quant à l'emploi des officiers anglais dans les troupes espagnoles, je conserve à cet égard la même opinion que j'ai toujours eue. Des officiers anglais seront pires qu'inutiles, s'ils ne sont pas soutenus dans leurs efforts par l'autorité du commandant en chef, qui doit avoir

l'appui sincère du gouvernement, si l'on veut qu'il ait de l'autorité. Les officiers anglais, d'ailleurs, ont besoin qu'il y ait au-dessus d'eux une autorité très-forte et qui soit exercée avec une grande rigueur, afin de les retenir dans l'ordre et dans les limites voulues; l'histoire de nos campagnes en Portugal fournira plus d'un exemple de la vérité de ces deux opinions. Les officiers anglais auraient plus de difficultés à vaincre en Espagne qu'ils n'en ont eu en Portugal, et plus de tentations et d'occasions d'abuser de leur autorité.

« Je conserve aussi la même opinion relativement au commandement des armées espagnoles qu'on voudrait me donner. Je pense que des troupes qui ne sont ni payées, ni nourries, ni disciplinées (et elles ne peuvent être disciplinées et avoir de la subordination qu'autant qu'elles soient payées et nourries), ne sont dangereuses que pour leurs amis, lorsqu'elles sont réunies en corps considérables. Comme *guerillas,* elles peuvent être de quelque utilité; mais il vaut mieux, sans doute, que ces hommes soient sous les ordres d'un officier *guerilla,* plus au fait de son métier, que ce qu'on appelle un officier au service régulier d'Espagne; connaissant mieux le pays, théâtre de ses opérations; connaissant mieux aussi les habitants, et en étant mieux connu, n'ayant enfin aucune prétention à une réputation militaire.

« Je ne commanderai jamais de mon plein gré des troupes qui ne peuvent ni ne veulent obéir; et conséquemment, je désire n'avoir rien de commun avec le commandement des troupes espagnoles, jusqu'à ce que j'aie vu adopter les moyens de pourvoir à leur nourriture et à leur paye, et jusqu'à ce que je sois certain que la satisfaction de ces deux besoins a eu pour effet d'introduire parmi elles un système régulier de subordination et de discipline. »

Wellington au comte de Liverpool.

Fuente-la-Pena, le 30 juin 1812.

« En même temps, je demande la permission d'exprimer à Votre Seigneurie combien il est impossible d'espérer que cette armée ou toute autre puisse mener à bien les opérations en Espagne, étant aussi mal pourvue d'argent qu'elle l'est. Nous ne pouvons rien obtenir du pays sans le payer comptant, et chaque jour de marche augmente notre éloignement de nos magasins et la difficulté de communiquer avec eux. La solde des troupes est arriérée de quatre mois et celle de

l'état-major de six. On doit près de douze mois aux muletiers, et nous sommes endettés pour les articles de fournitures de toute espèce.

« Je prie Votre Seigneurie de faire attention à l'impossibilité où nous sommes de rester plus longtemps dans la position avancée que nos succès nous ont permis de prendre, et de réfléchir aux conséquences qui, dans un pareil état de choses, résulteraient d'un échec. »

Wellington au comte Bathurst.

Flores da Avila, le 24 juillet 1812.

« L'armée alliée, à l'exception de la troisième division et de la cavalerie du général d'Urban, traversa également la Tormès dans la soirée, par le pont de Salamanque et les gués voisins ; je l'établis dans une forte position ayant sa droite sur une des deux hauteurs appelées dos Arapiles, et sa gauche sur la Tormès, au-dessous du gué de Santa-Marta. »

Wellington au comte Bathurst.

Madrid, le 10 avril 1812.

« Je ne m'attends pas à beaucoup d'efforts de la part des Espagnols, malgré tout ce que nous avons fait pour eux. Ils crient *vivat,* ils sont très-épris de nous et haïssent les Français ; mais ils sont, en général, de toutes les nations que j'ai connues, la moins capable de faire des efforts utiles. C'est le peuple le plus vain et en même temps le plus ignorant, principalement en fait de guerre, et par-dessus tout de la guerre qui a lieu dans son propre pays.

« Je ne puis rien faire avant que le général Castanos soit arrivé, et j'ignore où il est. Je crains bien que tout ce que nous avons de mieux à espérer d'eux ne soit de leur apprendre à ne pas se faire battre.

« Si nous pouvons y réussir, je me charge du reste. »

Wellington au très-honorable sir H. Wellesley.

Madrid, le 23 août 1812.

« Que faire de cette nation perdue? Quant à lever des hommes, exiger des vivres, ou prendre quelque mesure pour les mettre en état

de continuer la guerre, il n'en faut pas parler. C'est une vérité, qu'il n'y a personne capable de les exciter à faire des efforts ou de profiter de l'enthousiasme du peuple et de son inimitié contre les Français. Les *guerillas* même se tiennent en repos dans les grandes villes, s'y divertissent et pillent ce qu'il y a de meilleur et de plus précieux. En attendant, personne ne s'occupe de faire des efforts, soit pour augmenter, soit pour consolider nos avantages. C'est là une fidèle peinture de l'état des affaires, et quoique j'espère encore pouvoir me maintenir dans la Castille, et même accroître nos avantages, je tremble lorsque je réfléchis à l'immensité de la tâche que j'ai entreprise avec des moyens insuffisants pour faire la moindre chose, et sans secours d'aucune espèce de la part des Espagnols, je puis même dire sans l'aide d'aucun individu de la nation espagnole. »

Wellington au très-honorable sir H. Wellesley.

Villa-Toro, le 2 octobre 1812.

« J'ai le plus vif désir de faire tout mon possible pour arriver à atteindre le but légitime où tend la nation espagnole dans sa juste guerre contre la France, et je ne vois aucune objection à me charger encore de la peine et de la responsabilité qui devront peser sur moi, en me mettant à la tête des armées espagnoles. Mais je ne puis faire connaître que j'accepte l'honneur que m'ont conféré les cortès et le gouvernement, avant d'avoir obtenu le consentement de Son Altesse Royale le prince régent, à qui j'en écrirai immédiatement. »

Wellington au comte Bathurst.

Villa-Toro, le 5 octobre 1812.

« Je suis bien fâché de ne pas pouvoir dire que les troupes espagnoles ont fait des progrès sous le rapport de la discipline, de l'équipement, de l'organisation et de l'esprit militaire. Je ne doute pas que, réunies à nos troupes sur le même champ de bataille, elles ne se comportent bien, et il serait possible, par de bonnes dispositions, d'empêcher le retour de ces désastres terribles éprouvés par des corps détachés, et qui ont permis à l'ennemi de se répandre dans le pays et de mettre presque fin à la guerre. »

Wellington au très-honorable sir H. Wellesley.

Rueda, le 1er septembre 1812.

« Les projets pour lever des brigades et pourvoir les armées n'ont pas le sens commun.

« J'ai bien peur que la faible épreuve que le pays a faite du gouvernement des cortès ne l'ait dégoûté de cette assemblée. Les cortès sont très-impopulaires partout, et elles le méritent, à mon avis. Rien n'est plus cruel, plus absurde ni plus impolitique que leurs décrets contre les personnes qui ont servi l'ennemi. Par le fait, ils privent l'État de la plupart de ses meilleurs et de ses plus honnêtes serviteurs et ils soumettent à une enquête la conduite de personnes qui ont rendu les services les plus importants, mais secrets, et par conséquent jalousés.

« Il est extraordinaire que la révolution en Espagne n'ait pas produit un seul homme qui connaisse la situation réelle du pays. On dirait vraiment qu'ils sont tous ivres, s'occupant dans leurs pensées et dans leurs discours, de toute autre chose que de l'Espagne. Dieu sait comment tout cela finira ! »

Wellington au comte de Liverpool.

Ciudad-Rodrigo, le 23 novembre 1812.

« Il n'est pas facile en Espagne de juger les forces des armées ennemies. La disposition des Espagnols à exagérer leurs avantages entraîne les mieux intentionnés d'entre eux à tromper ; ils ne veulent pas admettre que les Français aient plus d'hommes qu'ils ne leur en ont vu. Le chiffre de l'armée actuellement en Castille m'a été annoncé être de 15,000 hommes, et depuis il a parcouru tous les nombres entre 15,000 et 90,000. Je ne me suis jamais trompé dans mon estimation des forces de l'ennemi, en m'en rapportant aux états, après avoir fait déduction raisonnable des pertes éprouvées pendant le temps écoulé depuis leur date. La seule fois que je me sois trompé gravement a été à Burgos, où je m'en rapportai au bruit du pays, et où je fus porté à croire que les opérations de sir H. Popham continuaient d'occuper Caffarelli. »

Wellington à don J. de Carvajal, ministre de la guerre, à Cadix.

Freneda, le 4 décembre 1812.

« Je suis désolé d'avoir à vous informer que la discipline des armées

espagnoles est au plus bas, et que leur puissance par conséquent est bien tombée. Les officiers ni les troupes n'ont point été payés depuis des mois, que dis-je ? depuis des années. On ne doit donc pas s'attendre à ce que les troupes soient en bon état, ou montrent beaucoup plus de subordination dans le service. Plusieurs circonstances qui sont venues à ma connaissance et ont frappé mes yeux dernièrement prouvent que le mal est profondément enraciné, et qu'il demande un remède plus énergique que la simple suppression des causes qui l'ont amené dans l'origine, je veux dire le défaut de solde, de vêtements et d'effets de première nécessité. Non-seulement vos armées sont indisciplinées et incapables, mais il existe encore parmi les officiers et les soldats une insubordination due au défaut de solde, de vivres, de vêtements et d'effets, et à la misère qui en a été la conséquence, et qu'ils ont eu à supporter depuis longtemps; mais les habitudes d'indiscipline et d'insubordination sont telles, que les corps qui ont été bien vêtus et régulièrement payés par mes ordres, et qui, à ma connaissance, ont rarement éprouvé des privations depuis plus d'une année, si même ils en ont éprouvé, sont en aussi mauvais état et inspirent aussi peu de confiance comme soldats que les autres. La désertion est considérable, même parmi les troupes dont je viens de parler en dernier lieu. Je puis assurer à Votre Seigneurie que les officiers de l'armée en général (à l'exception de quelques généraux et de quelques officiers d'état-major et des régiments) se donnent fort peu de peine pour remédier à ces maux ; et au total, je suis fâché d'avouer à Votre Excellence, que je crois avoir entrepris une tâche dont le résultat offre aussi peu d'espoir qu'on en a jamais eu dans aucune entreprise. »

Wellington au maréchal Beresford, chevalier du Bain.

Freneda, le 10 décembre 1812.

« Il faut que je voie jusqu'où je puis m'aventurer, en mettant l'armée espagnole en état de faire quelque chose. De votre vie, vous n'avez rien vu d'aussi mauvais que les Galiciens. Cependant, ce sont les plus beaux hommes et les meilleurs marcheurs que j'aie rencontrés. Dieu sait que la perspective du succès, depuis mon voyage, n'est pas brillante, mais il vaut encore mieux tenter quelque chose. »

Wellington au lieutenant général Graham, chevalier du Bain.

Freneda, le 31 janvier 1813.

« J'ai été à Cadix, où j'ai remis les affaires militaires sur un meilleur pied qu'elles n'étaient auparavant, et en voie d'organisation. J'ai pourvu aux moyens de payer et de faire subsister les armées, et nous commencerons avec quelque discipline. Je ne suis pas assez présomptueux, cependant, pour espérer que nous retirerons beaucoup d'avantages des troupes espagnoles au commencement de la campagne. O'Donnel est certainement un homme capable et bien intentionné dont on doit faire grand cas. »

Wellington au senor don Andres Angel de la Vega, infanzon.

Freneda, le 3 avril 1813.

« Je suis pénétré de l'importance qu'on à attachée dans toute l'Espagne, ainsi qu'en Angleterre et dans les autres parties de l'Europe, au fait de ma nomination au commandement des armées espagnoles, et les officiers d'état-major espagnols qui sont ici avec moi rendront justice, j'en suis convaincu, à l'intérêt, au dévouement et au zèle avec lesquels je tâche de mettre les affaires militaires du pays dans l'état où elles devraient être; mais j'y perdrai ma réputation; plus l'espoir qu'avait fait naître ma nomination était grand, plus sera vif le désappointement et le regret de voir que les choses ne seront pas mieux qu'elles ne l'étaient auparavant.

« J'avoue que je ne me sens pas l'envie d'être la cause de ces impressions désagréables en Espagne, en Angleterre et dans toute l'Europe, et si l'on ne se met pas en devoir d'obtenir du gouvernement qu'il force le ministre de la guerre à remplir les engagements contractés avec moi, il me faudra bien, malgré moi, renoncer à un emploi que je n'aurais pas accepté si ces engagements n'avaient été pris, ou si j'avais cru qu'on ne les eût pas tenus. »

Wellington au lieutenant général sir John Murray, baronnet.

Freneda, le 16 avril 1813.

« En adressant un plan d'opérations pour les troupes dans la Péninsule, il est toujours nécessaire d'avoir présent à l'esprit leur incapacité

militaire, leur manque total de tout ce qui pourrait les maintenir en corps d'armée et de tous les équipements indispensables, fusils, canons, etc., etc., ainsi que leurs échecs réitérés dans l'accomplissement des objets même les plus insignifiants, malgré la bravoure personnelle de ceux qui composent les armées. Si j'avais eu à dresser un plan d'opérations pour de vrais soldats, moitié moins nombreux, bien équipés, et préparés à faire campagne, il eût été tout différent ; mais un pareil plan ne conviendrait pas aux instruments que je dois employer et ne pourrait être exécuté par eux. »

Wellington au comte Bathurst.

Freneda, le 21 avril 1813.

« Je pense que, par ces manœuvres, les cortès actuelles créeront la nécessité apparente de continuer à siéger après le mois d'octobre, époque fixée pour leur dissolution et la réunion des nouvelles cortès. Il est impossible de compter sur les desseins d'une pareille assemblée. Elle n'a aucun frein quelconque, et elle est conduite et gouvernée par la plus ignorante et la plus effrénée de toutes les presses effrénées, celle de Cadix. Je crois qu'elle veut attaquer les décimes royaux et féodaux et les dîmes du clergé, sous prétexte d'encourager l'agriculture, et j'ai bien peur que, voyant que les contributions ne produisent pas autant qu'elle l'avait pensé, elle ne saisisse les rentes foncières de nos amis les grands d'Espagne. »

Wellington à don Juan O'Donosu.

Basa, le 21 avril 1813.

« C'est un fait, monsieur, que les troupes espagnoles, quoique en petit nombre, meurent de faim dans des provinces riches qui, l'année dernière encore, sustentaient abondamment dix fois plus de Français. Il est de fait aussi que cet état de choses provient de l'inexpérience, de la mauvaise administration et du mauvais emploi des fonds publics. »

Wellington au comte Bathurst.

Caseda, le 29 juin 1813.

« Il me semble que tant que l'Espagne sera gouvernée par les cortès, d'après des principes républicains, nous ne pouvons espérer

aucune amélioration stable. Menacer de retirer notre assistance sans le faire, si nous n'obtenons aucune amélioration, ce serait empirer les affaires. Vous êtes les meilleurs juges pour décider si vous pouvez ou si vous devez retirer cette assistance; mais j'avoue que je ne crois pas que l'Espagne soit une alliée utile, ou même soit jamais l'alliée de l'Angleterre, si le système républicain n'est pas mis à bas. »

Wellington au lieutenant général lord W. Bentinck, chevalier du Bain.

Irurita, le 8 juillet 1813.

« Je sais parfaitement dans quel mauvais état sont les équipements de toutes les armées espagnoles; mais j'ai fait tout ce que j'ai pu pour amener une amélioration qui n'a eu aucun effet jusqu'ici. Ni le gouvernement, ni les cortès ne me paraissent prendre beaucoup de souci de la guerre étrangère. Le premier n'est qu'un instrument, qu'une créature de l'autre. Tout ce dont ils s'occupent, c'est de vanter leur stupide constitution et de savoir comment ils feront la guerre aux évêques et aux prêtres. »

Wellington au très-honorable sir H. Wellesley, chevalier du Bain.

Le Saca, le 24 juillet 1813.

« Ce dont je me plains, c'est que le gouvernement, après avoir pris des engagements avec moi, sans lesquels je n'aurais ni pu ni voulu conserver le commandement de l'armée, les a rompus non pas en une, mais en mille circonstances, et qu'il semble le faire de gaieté de cœur, parce qu'il connaît ma répugnance à abandonner le commandement à cause du mauvais effet que cet abandon produirait pour la cause en Espagne ainsi que dans toute l'Europe. La conduite du gouvernement est outrageante, et parce qu'elle est indigne, et parce qu'elle m'ôte tout pouvoir sur l'armée. Il faut qu'on me donne satisfaction à cet égard. »

Wellington au comte de Liverpool.

Le Saca, le 25 juillet 1813.

« Votre Seigneurie doit connaitre assez le caractère des espagnols et leur conduite à notre égard pour savoir qu'il ne servirait de rien de

les presser de prendre des mesures qui ne leur plairaient pas. Je n'ai pas vu chez eux la moindre envie d'employer des officiers anglais à discipliner leurs troupes, de manière à ce qu'on en put tirer quelque parti utile; et je crois que l'une des raisons pour lesquelles ils m'aiment tant, c'est que, contrairement à leur attente, je ne les ai pas pressés de prendre des officiers anglais. D'ailleurs, ainsi que je l'ai dit plus haut à Votre Seigneurie, les troupes espagnoles ne manquent pas de discipline, si par discipline on entend l'instruction ; ce qu'ils n'ont pas, c'est un système d'ordre qui ne peut être basé que sur une paye régulière, sur des vivres, de bons soins et des vêtements assurés. Tout cela, les officiers anglais ne peuvent le leur donner, et quoique les Portugais soient aujourd'hui les coqs de l'armée, je crois que nous devons leurs qualités plus au soin que nous avons pris de remplir leurs bourses et leurs estomacs, qu'à l'instruction que nous leur avons donnée. A la fin de la campagne, ils se sont comportés excessivement mal en plusieurs circonstances, parce qu'ils étaient dans une misère extrême, le gouvernement portugais ayant négligé de les payer. J'ai obligé le gouvernement portugais à s'arranger de manière à les payer régulièrement cette année, et tout le monde sait comment ils se sont comportés. Nos propres troupes se battent toujours, mais l'influence d'une paye régulière se fait bien sentir dans leur conduite, leur santé et leur vigueur. Quant aux troupes françaises, il est notoire qu'elles ne font rien si elles ne sont payées et nourries régulièrement. »

Wellington au très-honorable sir H. Wellesley, chevalier du Bain.

Vera, le 16 octobre 1831.

« Les calomnies contre moi et contre l'armée n'en finissent point, et je n'aurais le temps de rien faire, si je m'occupais à les réfuter, ou seulement à en prendre connaissance. Tout nouvellement, on a pris occasion d'un libelle publié dans un journal irlandais et rapportant une conversation supposée entre Castanos et moi (libelle dans lequel on m'impute d'avoir consenti à changer de religion pour devenir roi d'Espagne), pour m'accuser de briguer la couronne ; et là-dessus, ces imbéciles de duc de N... et de vicomte de N... protestent formellement qu'ils ne sont pas du nombre des grands qui ont consenti à un pareil arrangement! Que faire avec de semblables libelles et de pareilles gens,

sinon de les mépriser et de poursuivre son chemin, sans faire attention à eux !...

« Il est bien évident pour moi que si nous ne renversons pas la démocratie à Cadix, la cause est perdue ; mais comment s'y prendre? Dieu seul le sait ! »

Wellington au comte Bathurst.

Saint-Jean-de-Luz, le 21 novembre 1813.

« Ils sont dans un état si misérable, qu'il est réellement bien difficile d'espérer qu'ils s'abstiendront de piller un superbe pays où ils sont entrés en conquérants, et surtout lorsqu'ils se rappelleront les misères que leur propre pays a eu à souffrir de ses envahisseurs. Je ne puis donc pas risquer de les ramener en France, à moins que je ne sois en mesure de les nourrir et de les payer. La lettre officielle que j'adresse à Votre Seigneurie par ce courrier lui fera voir l'état de nos finances et quelle est notre perspective. Si je pouvais à présent faire avancer 20,000 bons Espagnols payés et nourris, j'aurais Bayonne. Avec 40,000, je ne sais pas où je m'arrêterais. J'ai maintenant sous mes ordres à la frontière, ces 20,000, et même ces 40,000 Espagnols : mais je ne puis m'aventurer à les faire marcher en avant, faute de moyens de les payer et de les entretenir. Sans paye et sans nourriture, il faut qu'ils pillent, et s'ils pillent, nous sommes perdus. »

Wellington au comte Bathurst.

Saint-Jean-de-Luz, le 21 décembre 1813.

« Au moyen des 30,000 hommes environ qui tiennent la campagne dans la Péninsule, le gouvernement anglais a, depuis cinq ans, nécessité l'emploi d'au moins 200,000 hommes des meilleures troupes françaises ; car il est ridicule de supposer que les Espagnols ou les Portugais eussent résisté un seul instant si l'armée anglaise se fût retirée. »

Wellington au général Morillo.

Saint-Jean-de-Luz, le 23 décembre 1813.

« Je n'ai pas sacrifié des milliers d'hommes ni conduit mon armée

sur le territoire français pour que les soldats pillent et maltraitent les paysans français, au mépris de mes ordres; je vous prie donc, ainsi que vos officiers, de vous bien mettre dans l'esprit que je préfère une petite armée qui obéisse et garde la discipline, à une armée nombreuse, insoumise et indisciplinée. Si les mesures que je suis obligé de prendre pour forcer à l'obéissance et au bon ordre me font perdre des hommes et diminuent mes forces, cela m'est indifférent; la faute en reviendra à ceux qui, par la négligence de leur devoir, souffrent que leurs soldats se livrent à des désordres qui doivent faire tort à leur pays. »

Wellington au général don M. Freyre.

Saint-Jean-de-Luz, le 26 décembre 1813.

« Je viens de recevoir votre lettre du 26. Il résulte de la correspondance du général Morillo que vous m'avez envoyée, qu'à plusieurs reprises j'avais averti ce général (pas moins de quatre fois), des plaintes formulées contre ses troupes; et quoique Morillo nie que ses troupes aient fait du mal, il a dit lui-même au général Hill « que ce mal, il « serait impossible de l'empêcher, parce qu'il n'y avait pas un « soldat ni un officier qui ne reçût des lettres de sa famille, en « Espagne, pour lui dire que se trouvant en France, il devait faire « fortune. »

Wellington au général don M. Freyre.

Saint-Sever, le 5 mars 1813.

« Il serait fort déshonorant pour l'armée espagnole que la conduite dont on se plaint ne fût pas modifiée; ayant pris des mesures pour fournir régulièrement aux soldats leur paye et leur nourriture, je désire vivement que l'on prévienne ces plaintes continuelles. »

Wellington au comte Bathurst.

Aire, le 11 mars 1814.

« Je puis faire rentrer plus d'Espagnols en campagne, mais je n'ai pas les moyens de les entretenir eux et les troupes supplémentaires

anglaises et portugaises. Cependant, nécessité n'a pas de loi, et je les ferai venir, si les Anglais et les Portugais que j'attends n'arrivent pas bientôt. »

Wellington à lord Liverpool.

19 janvier 1811.

. . . .
. . . .

« Les circonstances dont je vous ai informé montrent à Votre Seigneurie que le système militaire de l'Espagne ne s'est pas beaucoup amélioré, et qu'il n'est pas fort aisé de combiner ou d'exécuter des opérations avec des corps si mal organisés, doués de si peu d'intelligence, et sur lesquels on ne peut compter. On aura peine à croire que ce soit ici que le général Mendizabal ait reçu la première nouvelle de la réunion des troupes ennemies à Séville. Toute combinaison soit pour la retraite, soit pour la défense, aurait été rendue inutile par les ordres de la régence, qui détacha le général Ballesteros dans le condado de Niebla, le 21 décembre, le jour même où Soult s'avança de Cadix sur Séville avec un détachement d'infanterie. »

Du même au même.

2 février 1811.

« Les divers événements de la guerre auront fait voir à Votre Seigneurie que l'on ne peut faire aucun calcul sur les opérations dans lesquelles les troupes espagnoles sont engagées. » . . . .
. . . .

Lord Wellington à M. Forjas.

Gouvea, 7 septembre 1810.

. . . .
. . . .

« Cette mesure (la dévastation du pays) paraîtra nécessaire à tous ceux qui réfléchiront à la position dans laquelle se trouve le pays ; elle est d'accord avec toutes les autres mesures que, depuis un an, j'ai recommandées au gouvernement, afin d'empêcher, ou à tout le moins,

retarder les progrès et l'établissement de l'ennemi dans ce pays. Mais il paraît que le gouvernement a découvert récemment que nous avions tort tous tant que nous sommes ; et, à l'imitation de la junte centrale, il demanda à grands cris la bataille et de prompts succès. Si j'avais eu quelque pouvoir, j'aurais empêché les armées espagnoles de répondre à un tel appel, et la cause serait gagnée ; maintenant que le pouvoir est en mes mains, je ne laisserai pas échapper la seule chance qui me reste pour sauver la cause, en donnant la plus petite attention aux suggestions insensées du gouvernement portugais.

« J'avoue que ce changement de conduite de la part du gouvernement me blesse fort; et comme je dois l'attribuer aux personnes qui sont nouvellement arrivées au pouvoir, ce m'est une raison de blâmer leur nomination; si leur conduite me donne de nouveaux sujets de plaintes, j'en écrirai au prince régent.

« Vous êtes libre de communiquer à la régence tout ou partie de ma lettre, selon que vous le jugerez convenable. »

Lord Wellington à M. Forjas.

Pero-Negro, 1er novembre 1810.

. . . .
. . . .

« Le fait est que le gouvernement, après la nomination du principal Souza comme membre de la régence, s'imagina que la guerre pouvait être faite sur la frontière seulement (ce que moi et les officiers de ce pays nous avons toujours dit être chose impossible), et, au lieu de donner des ordres positifs pour toutes les mesures que nécessitait l'événement le plus probable, la retraite des alliés, le gouvernement a perdu beaucoup de temps à discuter avec moi sur la convenance d'une mesure entièrement impraticable, et a oublié d'ordonner ce qu'il fallait pour l'évacuation du pays situé entre le Tage et le Mondego.

. . . .

« Je puis m'être trompé sur le système de défense à adopter pour ce pays, et le principal Souza, ainsi que d'autres membres de la régence peuvent être meilleurs juges que moi de la capacité des troupes ainsi que de la nature des opérations à faire. Dans ce cas, ils doivent désirer que Sa Majesté et le prince régent me retirent le commandement de l'armée. Mais ils ne peuvent douter de mon zèle pour la cause dans laquelle nous sommes engagés, et ils savent que je n'ai pas une heure, une

pensée, qui ne soient employées à faire triompher cette cause. Les annales du gouvernement portugais montreront ce que j'ai fait, et pour le gouvernement et pour le pays. » . . . .
. . . .

ANNEXE N° 9.

ÉTAT DE L'ARMÉE ANGLAISE DANS LA PÉNINSULE.

On connaît les brillantes qualités du soldat et de l'officier anglais ; dans cette note, il ne s'agira que de mettre en lumière quelques-uns de leurs défauts.

Wellington au lieutenant-colonel Barnes.

9 février 1813.

« Il est extraordinaire que la résistance à l'autorité soit aussi fréquente qu'elle l'est de la part des officiers et des soldats anglais... Je tâcherai d'obtenir des cours martiales générales qu'elles fassent sentir leur mécontentement d'une pareille conduite avec plus de force. »

Ordre général du 19 *mai* 1809.

« Les officiers doivent surveiller leurs hommes dans les quartiers, aussi bien qu'en marche, sinon l'armée ne sera bientôt plus qu'une troupe de bandits. »

Ordres généraux des 20 *janvier et* 25 *mars* 1810.

« Les soldats de l'armée ont reçu constamment les meilleurs traitements de la part des habitants du Portugal; tandis que les exemples

réitérés de vols, de violences et de meurtres, commis sur leurs personnes par des soldats qui s'écartent des détachements en marche, sont une honte pour la réputation de l'armée et de la nation anglaise. »

Dans son ordre du 10 novembre 1810, Wellington se plaint des fréquentes désertions à l'ennemi, « crime inconnu, dit-il, jusqu'ici dans les armées anglaises. »

Il fit publier les noms des déserteurs, leur signalement, le lieu de leur naissance et le nom de leur paroisse, « afin, dit-il, que leurs amis, « instruits de leur crime, s'apprêtent à les regarder comme perdus « pour toujours, et à les livrer à la justice, s'ils revenaient jamais dans « le pays natal. »

Ordre du 16 février 1812, daté de Freneda.

Le général en chef se plaint, dans cet ordre, des dégâts commis par plusieurs régiments d'une division anglaise qui, en 1810, avait brûlé la ville d'Alcoentre, détruit l'année suivante les cantonnements de la troisième division, à Aldea da Ponte, et brûlé récemment la charpente du couvent de San-Francisco, au grand dommage du service.

Ordre du 12 décembre 1810.

« Le commandant en chef apprend avec peine que, malgré ses ordres réitérés et les désagréments qu'ont éprouvés les officiers et les soldats de l'habitude de brûler les portes, les fenêtres, les meubles et les boiseries des maisons, cet abus continue encore... Le commandant en chef est honteux d'avouer que les troupes anglaises ont ainsi, dans plusieurs occasions, fait plus de mal au pays (le Portugal) que l'ennemi. »

Wellington au comte Liverpool.

Fuente de Guinaldo, 10 juin 1812.

« Les violences commises par les soldats anglais appartenant à cette armée sont devenues si atroces, et elles ont produit sur l'esprit du peuple de ce pays un effet si préjudiciable à la cause et en même temps si dangereux pour l'armée elle-même, que je prie Votre Seigneurie d'y apporter la plus sérieuse attention. »

Wellington à...

16 novembre 1812.

« Le nombre des soldats qui s'écartent de leur régiment, sans autre raison que de piller, est un malheur pour l'armée et donne la preuve évidente du degré de relâchement de la discipline dans les régiments, et de la négligence des commandants et des officiers dans l'observation de leur devoir. »

(Voir aussi la lettre du 19 novembre, au comte Bathurst.)

Napier, t. IX, p. 375, dit, à propos de la retraite de Burgos : « Pendant que l'arrière-garde était ainsi engagée, l'ivresse et l'insubordination, suites ordinaires de la retraite d'une armée anglaise, jouèrent un grand rôle à Torquemada, dont les vastes magasins de vins devinrent la proie des soldats : on dit que 12,000 hommes furent vus à la fois dans un état d'ivresse complète. »

Ordre du 28 novembre 1812, aux commandants des divisions.

« C'est avec peine que j'ai remarqué que l'armée sous mes ordres était tombée à cet égard (la discipline), pendant la dernière campagne, au-dessous de ce que j'ai jamais vu dans aucune autre armée. Cependant, nous n'avons éprouvé aucun désastre, aucune forte privation. Il est évident, pour tous les officiers, que, du moment où les troupes ont commencé leur retraite des environs de Burgos d'une part, et de Madrid de l'autre, les officiers ont perdu toute autorité sur leurs hommes... Je n'hésite pas à attribuer ce mal à la négligence habituelle des officiers dans l'accomplissement de leur devoir. »

Wellington au comte Bathurst.

29 juin 1813.

Wellington se plaint, dans cette lettre, des actes d'indiscipline et de pillage dont les soldats anglais se rendirent coupables après la bataille de Vittoria. (Un extrait de cette lettre est cité dans le texte.)



Wellington au général Barnes.

6 octobre 1813.

« Dernièrement, l'adjudant du 15e régiment portugais a été tué par des soldats anglais qu'il tâchait d'empêcher de piller Saint-Sébastien; dans une autre circonstance récente, des soldats d'infanterie ont tiré sur un officier et un piquet de 14 dragons qui s'efforçaient de les faire sortir d'un cabaret... Si cela continue, si l'on admet les excuses d'un soldat pour avoir levé la main sur son officier, ou sur un officier non commissionné en service, nul ne pourra plus remplir son devoir. C'en est fait de toute subordination, et même de l'état militaire chez nous. »

Ordre du 4 octobre 1813.

Wellington signale encore dans cet ordre la fréquence des désertions « crime, dit-il, devenu très-commun et qui jusqu'en ces derniers « temps était inconnu dans l'armée anglaise. »

Déjà antérieurement, dans un ordre du 10 novembre 1810, il avait dit : « C'est un crime dont le commandant en chef n'a pas eu d'exemple dans toute sa carrière militaire, et qui était jusqu'ici inconnu dans les armées anglaises. »

Nous avons cité, dans le texte, les actes de barbarie et les dévastations commises à Ciudad-Rodrigo, à Badajoz et à Saint-Sébastien. On peut y ajouter le pillage du Retiro (1) et les désordres graves auxquels se livrèrent les soldats anglais après le passage de la Bidassoa. Wellington essaya dans cette dernière circonstance de mettre un terme au pillage en renvoyant plusieurs officiers en Espagne, et en faisant mettre les régiments les plus coupables à la queue de l'armée.

L'instruction pratique des officiers avec lesquels sir Arthur Wellesley fit ses premières campagnes ne devait pas être bien étendue, à en juger par ses ordres du 23 mai 1803 et du 14 juin de l'année suivante. Le premier explique aux officiers comment une colonne de plusieurs régiments se forme en bataille, par la tête et par la queue, par le flanc ou obliquement à la ligne de marche; le second rappelle aux commandants des corps d'infanterie « que lorsqu'un bataillon est en

---

(1) Voir Napier, t. IX, p. 323.

« ligne, le poste de l'officier commandant est derrière, au centre du
« bataillon. »

Wellington au colonel Peacocke.

26 octobre 1809.

« Les officiers de l'armée n'ont rien à faire dans les coulisses (du théâtre de Lisbonne), et il est fort inconvenant qu'ils se montrent sur la scène pendant la représentation... Je suis fâché d'apprendre que des officiers en uniforme, et le chapeau sur la tête, ont paru sur le théâtre pendant la représentation, et que quelques-uns d'entre eux ont commis des désordres et des violences dans les coulisses. »

Wellington au général Crawfurd.

23 juillet 1810.

« Tout cela ne signifierait pas grand'chose, si notre état-major et les autres officiers s'appliquaient à leur métier, au lieu d'écrire des nouvelles et de passer leur temps dans les cafés. Dès qu'il arrive quelque chose, tout officier qui sait écrire et qui a un ami pour le lire se met à son pupitre pour faire le récit de ce qu'il ne sait pas et donner des communications sur ce qu'il ne comprend pas. Ces rapports sont bientôt répandus et exagérés par les oisifs et les malveillants dont toutes les armées fourmillent. Il en résulte que des officiers et des régiments entiers perdent leur réputation; qu'il se forme et s'entretient un esprit de parti qui est la peste de toutes les armées; la confiance n'existe plus, et il n'y a point de caractère, quel que soit son mérite, point d'action, quelque glorieuse qu'elle soit, à qui l'on rende justice ensuite. J'ai été assez heureux jusqu'à présent pour préserver mon armée de ce mauvais esprit, et je suis résolu à persévérer dans mes efforts. »

Wellington à lord Liverpool.

15 mai 1811.

« Je suis obligé d'être partout, et si je ne suis pas présent à une opération, tout va de travers. »

Ordre du 18 août 1812.

« L'inobservation constante des ordres du... provient uniquement de la négligence et de la désobéissance aux ordres, dont les officiers ont trop contracté l'habitude. »

Ordre du 27 septembre 1812.

« Le commandant en chef éprouve le plus grand chagrin d'être obligé de se plaindre aussi souvent de ce que les officiers de l'armée n'obéissent pas à ses ordres; mais cette négligence est si fréquente, si évidente, et elle peut être suivie de conséquences d'une telle importance, qu'il ne remplirait pas son devoir s'il ne la relevait pas. »

Wellington au colonel Torrens.

6 décembre 1812.

« Personne dans l'armée anglaise ne considère un règlement ou un ordre comme devant être le guide de sa conduite; on lit ces documents comme on lirait une nouvelle amusante; il s'ensuit que lorsque des arrangements compliqués doivent être mis à exécution, chacun agit à sa fantaisie. »

(La même opinion se trouve exprimée dans un ordre du 29 novembre 1813 et dans une lettre du 18 juillet de la même année, au colonel Torrens.)

Ordre du 8 octobre 1813.

« Le commandant en chef a déjà décidé que les officiers qui ont montré une négligence si coupable (en tolérant certaines violences commises par les troupes sous leurs ordres) seront renvoyés en Angleterre... Il ne veut positivement pas commander à des officiers qui n'obéissent pas à ses ordres. »

Wellington au général Hope.

8 octobre 1813.

« Serions-nous cinq fois plus nombreux que nous le sommes, il y aurait danger à pénétrer en France, si nous ne pouvons pas empêcher les soldats de piller. »

La déposition suivante, faite par Wellington devant la cour royale d'enquête, donne une juste idée de l'état moral du soldat anglais : « Les officiers non commissionnés, dit-il, que je fis nommer dans la « Péninsule ne devinrent pas de bons officiers. Ils étaient en général « querelleurs, et ils arrivaient dans une société aux manières de la- « quelle ils n'étaient pas habitués. Ils ne pouvaient d'ailleurs rien en- « durer, échauffés qu'ils étaient par le vin et les liqueurs. »

ANNEXE N° 10.

FAIBLESSE DES ARMÉES ESPAGNOLES.

Les volontaires espagnols étaient individuellement actifs, sobres, braves, animés de sentiments patriotiques; mais les corps formés de volontaires étaient, sous le rapport du commandement, de l'organisation, de l'équipement, de l'administration et de la discipline, trop inférieurs à l'armée française pour soutenir la lutte en rase campagne. Les officiers espagnols manquaient d'expérience, avaient peu d'instruction et affectaient une si ridicule confiance dans leur mérite, qu'ils ne profitaient ni des conseils ni des avertissements qu'on leur donnait : ils ne s'entendaient pas entre eux, ne jouissaient d'aucune autorité, et n'exerçaient pas la moindre influence sur leurs subordonnés. On ne peut leur contester le courage du soldat; mais comme chefs ils ne montrèrent absolument aucune fermeté sur le champ de bataille. C'est ce qui explique qu'ils eurent comparativement bien moins de généraux tués ou blessés que les Français et les Anglais.

Pour apprécier la faiblesse des armées espagnoles, il suffit de rappeler quelques faits empruntés aux relations des batailles livrées par ces armées de 1808 à 1814.

« A Rio-Seco, les volontaires furent saisis d'une terreur indicible. Lasalle, avec 1,200 hommes, poursuivit 25,000 fuyards qui poussaient des hurlements de désespoir (1). »

---

(1) Thiers, p. 663.

A Belchite, le général Blake se vit lâchement abandonné par ses soldats, au moment où il voulut les porter en avant.

A Salinas, les corps nationaux, « les meilleurs de ce genre, dit Napier, que l'Espagne ait eus, » jetèrent leurs armes après le premier choc.

A Valls, le maréchal Saint-Cyr défendit à son artillerie d'ouvrir le feu sur les bataillons de Reding, parce qu'il craignait que ceux-ci ne prissent la fuite avant que son infanterie eût pu les joindre. (Notez que les soldats de Saint-Cyr étaient des hommes de nouvelle levée, « le rebut de Naples et de Rome, de ces États d'Italie qu'on ne pouvait citer comme militaires sans les ridiculiser. » (1)

A Arzobispo, le corps d'Albuquerque, attaqué par le duc de Trévise, ne montra aucune consistance et s'engagea, — pour nous servir des expressions de Wellington, — *dans une fuite honteuse.*

Tout aussi pitoyable fut la conduite des Espagnols de Mendizabal, attaqués et mis en déroute par Soult, en 1811, sur la Gebora.

Pendant la campagne de 1809, l'armée de del Parque, attaquée par des forces inférieures en nombre, s'enfuit à Alba de Tormès en jetant ses armes.

A Falcet, en Catalogne, les Espagnols lâchèrent pied avant que les premières compagnies de flanqueurs les eussent abordés (2). Ils essuyèrent encore, peu de temps après, une déroute complète à Ventallas.

En 1809, l'amiral Colingwood écrivit, à propos des opérations de Saint-Cyr (3) : « Tout va mal en Catalogne depuis la chute de Roses. Les Espagnols sont en force, et, pourtant, dès que l'ennemi paraît, ils sont frappés de terreur et se dispersent. »

Cette même année, les volontaires de la Romana, culbutés par le maréchal Ney, jetèrent leurs armes et rentrèrent dans leurs foyers.

En 1812, à Valence, le général Blake, quoiqu'à la tête de 18,000 hommes des meilleures troupes que la Catalogne eût formées, fut assez pusillanime pour se rendre. Avec un peu d'audace, il aurait facilement traversé les lignes d'investissement de Suchet.

Cette même année, le général Drouet, avec des forces inférieures en

---

(1) Napier, t. III, p. 128.
(2) Napier, t. VII, p. 42.
(3) Collingwood gardait avec sa flottille les côtes de la Catalogne. Il était bien informé de ce qui s'y passait.

nombre, fit éprouver un échec sanglant au corps de Morillo à Almagro.

Cette même année encore, O'Donnel, avec 6,000 baïonnettes, 700 chevaux et 8 pièces de canon, fut attaqué et mis en fuite par 1,500 Français, sous le commandement de Delort. O'Donnel eut 3,000 hommes tués, pris et blessés, tandis que son adversaire laissa à peine 200 hommes sur le terrain.

Au mois de juin 1813, le général Harispe, avec 8,000 hommes, mit dans une déroute complète 25,000 Espagnols à Alcira sur le Xucar.

Nous n'en finirions pas si nous voulions citer tous les combats qui mirent en évidence la faiblesse des troupes espagnoles et l'incapacité de leurs généraux.

Au reste, les témoignages invoqués dans le texte (chap. XIV, p. 319 et suivantes) ne sauraient laisser aucun doute sur ce point.

Nous nous bornerons à compléter ces témoignages par la lettre suivante du brave et chevaleresque duc d'Albuquerque.

Le duc d'Albuquerque à M. Freyre.

Talavera, 31 juillet 1809.

« Pendant nos marches, nous nous arrêtions pour nous reposer, comme des troupeaux de moutons, sans prendre aucune position, de sorte que si l'ennemi l'avait su, il nous aurait battus partout où il nous eût attaqués. Si, dans la soirée du 26, je ne fusse pas sorti de la ville avec ma division, et que je n'eusse pas réussi à arrêter l'ennemi, toute l'armée eût été dispersée, toute l'artillerie et les bagages qui étaient dans les rues de San-Ollalla eussent été perdus. On peut juger de ce qui fût arrivé, si l'ennemi, qui était à portée de fusil, n'eût été arrêté; car un assez grand nombre de soldats avaient déjà jeté leurs armes, etc.; les commissaires avaient abandonné plus de quinze mille rations de pain; les charrettes obstruaient les rues, etc. Je le répète, nous sommes journellement exposés, et notre marche ressemble à une caravane de pèlerins. Nous n'avons aucun égard pour la distance, l'ordre ou la discipline; et nous menons toujours avec nous le parc d'artillerie, qui devrait rester à deux ou trois lieues en arrière. »

ANNEXE N° 11.

ENTHOUSIASME DES ESPAGNOLS.

Il y eut des périodes dans la guerre d'Espagne où l'enthousiasme fut aussi vif que général : après l'émeute d'Aranjuez, après Baylen, après le départ de Napoléon et après l'évacuation de Madrid par Joseph. Mais en dehors de ces périodes, on eut à constater une grande indifférence, quelquefois même des actes de faiblesse et de trahison. Lorsque, par intervalle, l'enthousiasme se réveillait, il s'évaporait presque aussitôt en vaines promesses, en orgueilleuses paroles. Cette mobilité de conduite est inhérente d'ailleurs au caractère espagnol. Après chaque désastre, les *volontaires* et les *guerillas* se croyaient aussi redoutables que la veille. On eût dit, à les entendre, qu'ils étaient les meilleurs soldats de l'Europe ; mais leurs actions ne répondaient point à la haute opinion qu'ils avaient d'eux-mêmes ou qu'ils voulaient inspirer aux autres.

En voici quelques preuves, tirées au hasard des correspondances officielles et des ouvrages les plus estimés sur de la guerre de la Péninsule.

L'amiral Colingwood au général Dalrymple.

8 avril 1809.

« Je n'ai jamais eu beaucoup d'espoir dans le succès des Espagnols, et je ne vois aucune raison de changer d'opinion. »

Au général Moore.

Salamanque 1808.

« Il est singulier que les Français aient pénétré jusqu'à Valladolid, et que cela n'ait fait aucune sensation sur le peuple. »

Le colonel Graham à sir J. Moore.

Madrid, 4 octobre 1808.

« Les Asturies n'ont pas encore fourni un soldat. »

Le général Baird à J. Moore.

Corogne, 25 octobre 1808.

« Nous n'avons reçu aucune espèce d'assistance du gouvernement. » (Junte locale.)

A lord Stuart.

7 août 1808.

« L'argent apporté par le *Pluton* et destiné à la province de Léon, (laquelle n'a pas encore levé un seul homme), est resté dans le port où il a été débarqué. »

Le major Cox au général Dalrymple.

Séville, 3 août 1808.

« J'avoue franchement que je ne puis m'empêcher de craindre qu'une cause aussi grande et aussi glorieuse ne soit ruinée par les funestes effets de la jalousie et de la division. »

Le capitaine Carrol au général Baird.

Llanes, 17 décembre 1808.

« Cette province (les Asturies), qui fut la première à déclarer la guerre à la France, n'a, depuis sept mois, pris aucune disposition pour empêcher l'ennemi de l'envahir. »

Journal de J. Moore.

9 décembre 1808.

« Ici le peuple ne prend part à rien. Nous avons la plus grande peine à trouver des gens qui nous donnent des renseignements. »

Le prince de Neufchâtel au maréchal Soult.

10 décembre 1808.

« La ville de Madrid est parfaitement tranquille ; toutes les boutiques sont ouvertes et les amusements publics sont suivis. »



M. Freire à J. Moore.

Merida, 14 décembre 1808.

« L'extinction de l'enthousiasme populaire dans ce pays et les moyens de le faire renaître nous entraîneraient dans une trop longue discussion. »

A J. Moore.

Salamanque, 9 décembre 1808.

« De ce côté, le peuple est passif. »

Le général portugais Francesco de Paulo Leite, au général Dalrymple.

Estremos, 16 septembre 1808.

« Les Espagnols ont promis beaucoup et ne font rien. »

David Baird à J. Moore.

Astorga, 19 novembre 1808.

« Les autorités locales n'ont pas seulement négligé de nous envoyer des vivres, mais encore de nous donner les moindres renseignements sur les opérations des armées et les mouvements de l'ennemi. »

A. J. Moore.

Corogne, 13 novembre 1809.

« Je savais qu'on ne voudrait jamais croire à l'apathie et à l'indifférence des Espagnols. »

Le lieutenant Boothby à J. Moore.

La Puebla, 1er janvier 1809.

« ... Quant aux défilés, tout forts qu'ils soient, il n'y a personne à qui je puisse les confier, ou qui veuille les défendre ; aucun Espagnol ne pense à la marche de l'ennemi avec d'autres sentiments que l'indifférence ou quelque espoir que Dieu et l'armée anglaise sauveront le pays. »

En 1809, le gouvernement local de Tarragone était si négligent et si corrompu que les armes envoyées par l'Angleterre, au lieu d'être em-

ployées à la défense du pays, furen' vendues à des marchands étrangers. » (*Correspondance de lord Collingwood.*)

M. Canning à M. Freire.

23 janvier 1809.

« Il paraît que les Espagnols n'ont fait aucun effort, soit pour seconder les opérations des Anglais, soit pour défendre le Ferrol, soit pour sauver ce qui peut se trouver dans le port. »

Pendant la retraite de J. Moore, 10,000 hommes de troupes espagnoles, sous les ordres de la Romana, se débandèrent pour ravager la contrée. Il n'y avait plus en ce moment dans l'armée nationale la moindre confiance ni le moindre enthousiasme.

Dans une lettre du 17 août 1809, le général Hill se plaint à sir Arthur Wellesley de ce que des soldats espagnols aient tiré sur les hommes de sa brigade chargés d'aller au fourrage.

« Malgré la haine du peuple portugais pour la France, malgré sa docilité naturelle et la supériorité manifeste de la condition du soldat sur celle du paysan ou de l'artisan, le recrutement fut toujours difficile. On eut constamment sous les yeux l'odieux spectacle d'hommes qu'on chargeait de chaînes pour aller renforcer des armées combattant pour une cause populaire, et qui aurait dû être sacrée. » (NAPIER, t. IV, p. 56.)

En 1809, la junte centrale avait dans ses coffres plusieurs millions; ses magasins regorgeaient de munitions et d'armes de toute espèce, envoyées d'Angleterre, et qu'on laissait détériorer plutôt que d'en faire usage, quoique dans les provinces non soumises les demandes d'armes fussent continuelles. (*Correspondance de lord Collingwood : Mémoire du général Miller.*)

« *Wellington à lord Liverpool.*

28 juillet 1809.

« Le peuple de Castille est mécontent des Anglais, qui n'ont tenté aucun effort pour lever le siége de Ciudad. Ce mécontentement, joint à l'effet qu'a produit une meilleure conduite de la part des officiers français, a probablement été cause que les Espagnols ont cessé de correspondre avec nous et de nous donner des renseignements, soit

directement, soit par l'intermédiaire des gens qu'ils emploient pour en avoir. »

A la fin de 1810, le peuple des campagnes était si mal disposé, qu'il prit souvent le parti des Français contre les nationaux. Il n'y avait plus sur pied que de petites armées sans consistance. Joseph et Soult étaient même parvenus à former des régiments espagnols pour combattre les *partidas*.

En 1812, le duc de Dalmatie avait tellement avancé la pacification et la soumission de l'Andalousie, qu'il trouva moyen d'avoir 6,000 *escopeteros* en campagne et 30,000 gardes nationaux dans les postes fortifiés (1). Ces troupes fraternisaient avec les siennes et combattaient résolûment les corps de l'armée insurrectionnelle. La preuve, c'est que, dans cette même année 1812, 150 *escopeteros* repoussèrent une attaque faite par 3,000 Espagnols de la division Cuevas contre Ossuna ; qu'aucune révolte, aucune défection ne se déclara parmi les gardes nationaux quand Soult fut obligé de quitter l'Andalousie pour mener ses troupes disponibles au secours de Badajoz, et que tous lui prêtèrent main-forte, quand Blake manifesta l'intention de prendre Séville (2).

En 1810, Joseph écrivit à l'empereur que la désertion dans les troupes espagnoles à son service *diminuait chaque jour*, et que s'il pouvait les solder exactement, elle disparaîtrait tout à fait.

En 1813, les restes de cette armée nationale combattirent sur la Nivelle les troupes espagnoles de Freyre.

Suchet était également parvenu à former un corps de gardes nationales, spécialement chargé de combattre les *partidas*.

Et au commencement de 1813, quand toutes les chances étaient pour Wellington, le général Clausel organisa sans la moindre difficulté huit *compagnies franches* espagnoles.

Dans la Biscaye, on vit mainte fois les paysans venir en aide aux Français. Napier rapporte, entre autre, qu'ils attaquèrent les bateaux de la frégate l'*Amelia* pour sauver les munitions de l'envahisseur. (T. VII, p. 8.)

En 1810, après la déroute d'Ocana, les paysans, indignés de la fuite

---

(1) Statistique du mois de septembre 1812.

(2) Voir NAPIER, t. VII, p. 269.

des soldats espagnols, conduisirent les Français dans les retraites où ces soldats s'étaient réfugiés. L'histoire des guerres offre peu d'exemples d'une trahison pareille (1).

La plupart des prisonniers d'Ocana demandèrent à servir dans l'armée française. « Ce fait, dit Napier, qui était arrivé à Badajoz et dans d'autres circonstances, prouve que certains Espagnols combattaient avec plus de vigueur pour leur monarque intrus que leurs compatriotes n'en mettaient à combattre contre lui. » (T. IX, p. 126.)

En 1811, les Espagnols n'avaient pris aucune mesure pour la défense de Tarragone (2), le dernier boulevard de la Catalogne, la clef de Valence, et la ville qui, après Cadix, avait le plus d'importance militaire. Féroces autant qu'indolents, ils refusèrent la suspension d'armes réclamée par Suchet pour ensevelir les hommes tués à l'attaque d'Olivo. Comme il n'y avait pas de terre sur ce rocher, il fallut calciner les cadavres par le feu. Dans l'intérieur de la ville régnaient le désordre et la folie. Rien ne compromit autant le patriotisme et la bravoure des Espagnols que cette misérable défense.

Les Galiciens, pendant toute la durée de la guerre, ne montrèrent aucun empressement à combattre les Français. Contreras, dans ses *Mémoires* (écrits par lui-même), raconte qu'il avait l'habitude d'envoyer dans les villages qui devaient fournir leur contingent des colonnes mobiles accompagnées d'un bourreau pour punir les réfractaires (1810). « Malgré cette sévérité, dit Napier, malgré l'argent et les armes que l'Angleterre ne cessait d'envoyer, jamais la Galice ne soutint les opérations des Anglais. » (T. V, p. 293.)

Non-seulement un grand nombre d'Espagnols servaient dans l'armée française ; ils venaient encore en aide à l'ennemi en s'engageant à bord des corsaires qui infestaient les côtes de la Péninsule.

Il est prouvé que peu de temps avant la bataille de Salamanque, une négociation secrète fut engagée entre Joseph et des membres influents des cortès. Il s'agissait de reconnaître la dynastie du frère de l'empereur, à condition que le roi approuverait la politique intérieure des cortès. Les négociations, interrompues par la victoire de Wellington et par l'entrée des Anglais à Madrid, furent un moment reprises en 1813.

---

(1) Napier, t. VII, p. 94.
(2) Napier, t. V, p. 125.

On lit dans un curieux ouvrage, intitulé *Bourrienne et ses erreurs*, qu'au commencement de cette année, le factieux comte de Montijo, alors général dans l'armée d'Elio, avait fait secrètement la proposition de soutenir le roi avec ses troupes. « Peu après, l'armée de del Parque s'étant avancée dans la Manche, fit une offre semblable (1). » La conversation que Joseph eut avec le célèbre Mina, en 1834, à Londres, confirme ces faits et met au jour d'autres défections du même genre. (Voir notre t. II, p. 324.)

Comme preuves du mauvais vouloir et de l'hostilité secrète des Espagnols, nous citerons encore les faits suivants :

Après la bataille d'Albuera, le général espagnol Blake refusa des hommes Beresford pour enlever les blessés; la plupart de ces malheureux restèrent jusqu'au lendemain matin sur le champ de bataille.

La veille de la bataille de Talavera, les fuyards de Cuesta se jetèrent sur les bagages des Anglais et les pillèrent. Non moins ingrats, les habitants de la ville avaient enterré leurs vivres plutôt que de les vendre à leurs alliés qui mouraient de faim.

En 1813, les autorités de Saint-Sébastien ne voulurent accorder à Wellington ni bateaux, ni charrettes, ni bâtiments publics pouvant servir d'hôpitaux (2).

Ces refus de là part des magistrats espagnols se renouvelèrent fréquemment à toutes les époques de la guerre. La correspondance de Wellington en fait foi.

Lorsque le duc, revenant de son expédition de Burgos, s'arrêta sur la Tormès, près de Salamanque, « il délivra aux troupes espagnoles une grande quantité de vêtements, d'armes et d'autres objets, tirés des magasins de la ville; mais, une heure après la remise de tous ces effets, il eut le chagrin de les voir vendre jusque sous ses fenêtres (3). »

---

(1) Napier, t. IV, p. 83.
(2) Napier, t. XI, p. 278.
(3) Napier, t. IX, p. 140.

ANNEXE N° 12.

SÉVÉRITÉ DE WELLINGTON ENVERS LES PILLARDS.

A ceux qui accusent Wellington d'avoir favorisé le pillage des villes prises d'assaut, nous opposerons, outre les faits cités dans le texte, les ordres du jour suivants :

Ordre du 13 août 1803.

« Le major-général Wellesley punira avec la plus grande sévérité quiconque pillera dans le fort d'Ahmednuggur. »

Ordre du 7 novembre 1803.

« Quatre tambours se rendront sur-le-champ à la tente du sergent prévôt pour appliquer 200 coups de fouet à N.., que l'on a trouvé possesseur d'un animal provenant du bétail pillé. Le général-major prévient qu'à l'avenir tout homme convaincu de pillage sera puni de mort. »

A. Wellesley au colonel Murray.

« Si les alliés mahrattes ne savaient pas que je puis faire pendre tout individu d'entre eux qui se serait trouvé pillant, non-seulement il y a longtemps que je serais mort de faim, mais encore il est très-probable qu'on serait venu m'enlever mon habit jusque sur le dos. »

Ordre du 3 octobre 1810.

« Un soldat anglais et un soldat portugais ont été pendus aujourd'hui pour avoir pillé dans la ville de Leyria, où ils se trouvaient, contrairement aux ordres et dans un but criminel. Le commandant en chef espère que cet exemple servira à détourner les autres de ces actes honteux ; les troupes peuvent être assurées qu'aucun fait de ce genre ne sera oublié. Elles sont bien nourries et bien soignées. Il n'y a donc aucune raison de piller, et du reste, rien ne saurait jamais justifier le pillage. »

Ordres du 19 mai et du 21 mai 1809.

Dans ces ordres, plusieurs fois renouvelés, sir Arthur Wellesley indiquait aux chefs de corps un bon moyen de prévenir les actes de pillage; c'était de faire des appels d'heure en heure et de punir sévèrement les hommes manquants.

« ... C'est le seul moyen efficace, écrivit-il à don Freyre (le 14 novembre 1813), d'empêcher le pillage. La punition ne fait rien, car les soldats savent que pour cent hommes qui pillent un seul est puni, au lieu qu'en tenant la troupe sous les armes, tout le monde est intéressé à prévenir le pillage. »

Ordre du 7 avril 1812.

« Il est bien temps que le pillage cesse dans Badajoz... Le commandant en chef a ordonné au maréchal prévôt de se transporter dans la ville, et de faire exécuter tous les hommes qu'il trouvera occupés à piller. »

Ordre du 8 avril 1812.

« Le commandant en chef réclame l'intervention de tous les officiers pour qu'ils l'aident à mettre un terme aux scènes honteuses d'ivrognerie et de pillage qui ont lieu dans Badajoz. »

A lord Bathurst.

21 novembre 1813.

« Les Espagnols ont beaucoup pillé et causé beaucoup de mal (en France) les deux premiers jours; mais ce malheur même nous a rendu grand service. Plusieurs pillards ont été exécutés, beaucoup ont été punis, et j'ai renvoyé toutes les troupes espagnoles en Espagne pour y prendre des cantonnements; cette mesure sévère a convaincu les Français de notre désir de ne faire aucun mal aux particuliers. »

ANNEXE N° 13.

RAPPORT DU GÉNÉRAL GAZAN SUR LA BATAILLE DE VITTORIA.

« L'armée du Midi était en position sur les hauteurs en avant de Pancorbo, lorsque le 18, à 2 heures de l'après-midi, je reçus l'ordre du roi de compléter la garnison du fort de Pancorbo à 600 hommes, et de porter l'armée sur la rive gauche de l'Èbro, passant par le pont d'Armunoz, prenant toutefois position en avant de ce fleuve pour couvrir la marche des troupes de l'armée du Centre qui, de Trevino et de Haro, se portait par la route de la Puebla sur Vittoria.

« En conséquence de cet ordre, l'armée du Midi commença son mouvement rétrograde à l'entrée de la nuit, et au jour je lui fis prendre position en arrière de Miranda. Vers midi, les troupes de l'armée du Centre ayant terminé leur mouvement, celles de l'armée du Midi reprirent le leur, en se dirigeant par la route de la Puebla sur Vittoria, où, d'après l'ordre que j'en avais reçu, le quartier-général de l'armée devait aller s'établir; c'est par suite de cet ordre que le parc d'artillerie et les équipages de l'armée, qui depuis deux jours étaient établis à la Puebla, furent envoyés à Vittoria.

« En débouchant de la Puebla, je trouvai le roi qui faisait prendre position à la garde ainsi qu'aux troupes de l'armée du Centre, sur le plateau qui se trouve sur la rive gauche de la Zadorra, en face du village de Nanclarès, dans l'objet de soutenir des troupes de l'armée de Portugal qui se retiraient de Montevité ayant un faible engagement avec l'ennemi. Cet engagement étant terminé, et le général comte Reille ayant passé la Zadorra, je reçus l'ordre du roi de faire prendre position à l'armée du Midi sur la hauteur en avant du village d'Ariniz, plaçant les troupes à cheval sur la route, la droite près de la Zadorra, et prolongeant la gauche sur la montagne de Zubijana (de Alava).

« L'armée du Centre dut se former en seconde ligne, sur la hauteur de Margarita, et fut chargée de garder le pont de Villodas, et de Trespuentes. Les troupes de l'armée de Portugal qu'avait avec lui le comte Reille furent prendre position en troisième ligne, sur la même hauteur.

« La cavalerie m'étant inutile dans la position que prenait l'armée, la 1re division de dragons fut envoyée à Ali, et la 2e à Ariaga. La division de cavalerie légère resta à Ariniz, où le quartier général de l'armée s'établit.

« La colonne ennemie qui avait eu l'engagement avec les troupes de l'armée de Portugal établit son camp sur la hauteur en avant de Montevité, en portant ses avant-postes de gauche sur le village de Nanclarès, et ceux de droite sur la Zadorra.

« Le 20 au matin, je rectifiai la position que l'armée avait prise le 19 fort tard. La brigade d'infanterie de l'avant-garde, aux ordres du général Maransin, occupait le village de Zubijana. La petite route qui de Zubijana conduit à la Puebla fut reconnue, et de forts postes furent établis sur les hauteurs à la gauche de Zubijana pour observer la vallée de l'Ébro, celle de Trevino et le point de la Puebla. De cette position on voyait encore parfaitement celle du camp ennemi; et aucun mouvement ne pouvait être fait sans qu'il fût aperçu.

« La journée du 20 se passa sans aucun événement et sans que l'ennemi fit aucune espèce d'observation sur le fond qui était occupé par l'armée.

« Dans la nuit du 20 au 21, un déserteur ennemi arriva à mes avant-postes, et donna pour renseignement qu'il avait laissé, il y avait quelques heures, lord Wellington avec un gros corps de ses troupes sur la route de Bilbao à Vittoria; ce déserteur fut immédiatement envoyé au quartier-général du roi.

« Le 21, à 5 heures du matin, on aperçut beaucoup de mouvement dans le camp ennemi; on y vit les troupes se former et les tentes disparaître. J'en fis immédiatement prévenir le roi, qui se trouvait dans ce moment sur la hauteur de Margarita, et qui se rendit immédiatement à la droite de ma ligne, d'où Sa Majesté apercevait le mouvement de l'ennemi.

« Peu de temps après, les rapports du général Maransin annoncèrent qu'une forte colonne arrivait à la Puebla, et qu'elle continuait son mouvement par la grande route, se dirigeant sur Ariniz, tandis qu'une colonne moins forte se dirigeait sur la crête de la montagne de Zubijana, par la petite route. Des ordres furent immédiatement envoyés au général Maransin de se porter, avec la totalité de ses troupes, sur la crête de la montagne, afin d'y devancer l'ennemi. Le général Darricau reçut ordre de remplacer, avec une de ses brigades, le général Maransin au village de Zubijana. Le général Maransin commença son mouvement, mais l'ennemi, qui de la Puebla s'était dirigé sur Zubijana, étant arrivé avant lui sur la crête de la montagne, ce général ne put parvenir à y monter et à s'y maintenir, d'autant plus que les troupes qui débouchaient de la Puebla par la grande route prenaient en grande partie la même direction, et qu'elles allaient

continuellement renforçant celles qui étaient déjà arrivées sur la crête.

« Le général Maransin se maintint sur le revers de la montagne. La brigade de la 6e division, qui s'était portée sur Zubijana, s'établit sur la hauteur en arrière de ce village, en arrêtant, par un feu soutenu, le mouvement de l'ennemi. L'artillerie de la 6e division ainsi que la gauche de cette ligne prirent part à l'action, et le village de Zubijana fut repris. La colonne qui avait continué son mouvement par la grande route fut vivement canonnée par l'artillerie de la division de cavalerie légère, qui était dans la batterie nouvellement construite, et par celle de la 6e division, et fut arrêtée dans son mouvement par le feu du 88e régiment qui défendait la batterie, et par les troupes qui défendaient l'approche du bois; elle prit position et ne chercha plus à pousser vivement son attaque. Pendant que cette attaque avait lieu sur la rive gauche de la Zadorra, le corps ennemi qui était campé à Montevité s'était rapproché de la Zadorra; toutes les troupes qui le composaient s'étaient massées en arrière du village de Nanclarès, d'où une partie filait sur Villados, mais n'avait encore rien entrepris. Cette tranquillité de la part de l'ennemi sur ma droite donnait à penser que son attaque sur la gauche n'était point la vraie, et qu'en la faisant il n'avait d'autre intention que celle de nous obliger à dégarnir notre droite, en portant nos forces sur ce point. J'en fis l'observation au roi, mais elle ne fut point goûtée. M. le maréchal Jourdan ayant annoncé ouvertement et publiquement que tous les mouvements que faisait l'ennemi sur notre droite n'étaient que de fausses démonstrations, auxquelles on ne devait faire aucune attention, et que si nous perdions la bataille ce serait parce que la montagne qui était à la gauche de Zubijana resterait au pouvoir de l'ennemi, en conséquence je reçus l'ordre de reprendre cette position, et de m'y maintenir; et le général Tilly fut envoyé, par l'ordre direct du roi, avec sa division de dragons pour observer le débouché de la vallée de Trevino sur Vittoria, par où l'on présumait que l'ennemi se dirigeait. Je crois même que M. le général comte d'Erlon reçut l'ordre de faire observer le même point par une de ses divisions, et le roi quitta la ligne de la droite pour se porter à la gauche de la 4e division; sans doute pour être mieux à même de diriger le mouvement de troupes qui allait s'exécuter dans cette partie. — En conséquence de cette disposition du roi, la 3e division, aux ordres du général Villatte, reçut l'ordre de partir de sa position en arrière d'Ariniz, de se porter sur la hauteur à la gauche du village de Zumelzu, d'y former ses troupes, et d'attaquer, par la crête des montagnes, les troupes que l'ennemi y avait établies. Les généraux

Darricau et Maransin furent prévenus du mouvement du général Villatte, et reçurent l'ordre de le seconder dans cette attaque en attaquant à leur tour les troupes qu'elles avaient sur leurs fronts, afin de les empêcher de renforcer celles que le général Villatte allait attaquer. L'artillerie, qui était à la gauche de la 4[e] division, fut renforcée par 4 pièces, et le feu le plus soutenu recommença. Ces diverses dispositions furent ponctuellement exécutées. — Le général Villatte attaqua l'ennemi avec sa vigueur ordinaire; rien ne put résister au choc de sa division. La position qui devait nous assurer le gain de la bataille fut reprise, ainsi que la hauteur qui se trouve sur le front de Zubijana, et l'ennemi fut culbuté sur tous les points. L'affaire était dans cet état à l'armée du Midi, lorsque des avis parvenus au roi annoncèrent que les troupes qui étaient établies le long de la Zadorra étaient fortement attaquées; que l'ennemi passait cette rivière sur le pont de Trespuentes, et que le général Avy, qui gardait celui de Villados, avec le 27[e] de chasseurs à cheval, et 2 pièces de canon, ne pouvait plus s'y maintenir. Sur ces différents avis, le roi me donna ordre de cesser toute attaque sur l'ennemi et de replier l'armée du Midi sur une position plus en arrière qui me serait indiquée. Un mouvement pareil était très-difficile à faire, puisque les deux tiers de l'armée étaient engagés avec l'ennemi, et qu'il me fallait beaucoup de temps pour faire prévenir le général Villatte, qui se trouvait dans les montagnes et en avant de la ligne que l'armée allait abandonner. J'en fis l'observation à Sa Majesté. Je lui dis même que si elle avait les moyens de résister aux attaques que l'ennemi ferait sur la Zadorra, je croyais pouvoir lui répondre de me maintenir dans la position que j'occupais; mais sa réponse fut qu'il fallait se retirer. Dès lors, je dus m'occuper à rallier le plus possible de mes troupes en donnant l'ordre aux divisions Conroux, Darricau et Villatte, et à la brigade Maransin de se replier de position en position jusqu'à ce qu'ils fussent arrivés sur celle qui devait m'être indiquée par M. le maréchal Jourdan. Ces ordres une fois transmis, je me portai sur la hauteur en arrière d'Ariniz, où je donnai l'ordre à la division Leval de se rendre, après avoir toutefois fait occuper le village d'Ariniz par un de ses régiments. Ce mouvement n'avait pour but que de contenir la colonne ennemie qui marchait par la grande route, et celle aussi qui allait déboucher par le pont de Villados, afin de donner plus de facilité au restant de l'armée qui était à la gauche de se retirer. Ce mouvement s'exécuta avec calme. L'artillerie de la réserve, celle de la 3[e] division, et celle de la première et de la cavalerie légère qui s'y réunirent firent un si grand feu qu'elles arrêtèrent le mouvement des colonnes en-

nemies, et donnèrent une grande facilité aux troupes de la gauche de se replier. Mais me trouvant débordé sur ma droite par l'ennemi qui avait passé la Zadorra, je dus penser à me replier pour venir prendre position sur une hauteur en arrière du village de Margarita, qui était occupé par des troupes de l'armée du Centre, lesquelles étaient fortement engagées avec l'ennemi. Ce mouvement s'exécuta encore.— L'artillerie et la 1re division, que je dirigeai personnellement, s'y formèrent de nouveau et recommencèrent leur feu. Mais la droite de la ligne se trouvant continuellement débordée, ne recevant point d'ordre pour prendre la position dont le roi m'avait parlé, et l'ennemi étant déjà aux portes de Vittoria, je dus continuer mon mouvement sur cette ville, après toutefois avoir encore pris position à..., toujours dans l'intention de soutenir, avec ma division de droite et mon artillerie, la retraite du restant de l'armée qui, sans cette disposition, se serait nécessairement trouvée compromise. »

ANNEXE N° 14.

LETTRES SUR DIVERS SUJETS RELATIFS A LA GUERRE D'ESPAGNE.

Joseph à Napoléon.

Briviesca, 23 août 1808.

« Votre Majesté ne rend pas justice à son frère lorsqu'elle pense qu'il n'y a pas une tête ici : je ne manque ni de tête, ni de cœur; et quand je serais pétri de boue, j'ai trop vécu près de vous pour manquer de tête et de cœur.

« Le major général (1) ne me traite pas non plus en roi. L'adversité

---

(1) Berthier.

élève les hommes de ma trempe, et Alexandre traitait mieux ses ennemis vaincus. Je n'ai aucun reproche à me faire : *humble, s'il le faut, dans la prospérité, j'aurai dans la position où je suis la fierté d'un homme.* Écrire au général Belliard, au maréchal Bessières, au général Monthion que Votre Majesté désapprouve mes opérations passées, c'est m'ôter la confiance dont j'ai besoin pour mes opérations à venir. Écrire à tout le monde ce qui ne doit être dit qu'au chef, c'est ôter à l'autorité l'ensemble et le nerf, non moins nécessaires à l'armée que dans le gouvernement. »

Joseph à Napoléon.

Mir anda, 22 septembre 1808.

« On m'oppose des lettres du major général : celui-ci doit avoir le 2e et le 12e, celui-là le 55e et le 36e; toujours c'est la volonté de Votre Majesté qu'on oppose à la mienne.

« *Je prie Votre Majesté de ne donner ses ordres qu'à moi, et je les ferai exécuter. Qu'elle m'autorise à ôter le commandement à celui qui répond par des conseils aux ordres qu'il reçoit, et surtout qu'elle pense bien qu'il n'y a personne dans l'armée moins tâtonneur que moi; et que j'eusse été le maître absolu de mes mouvements, ayant sous moi des chefs dociles et décidés, tels que Ney, Lefebvre ou Merlin, l'ennemi serait en déroute partout.* »

Louis Palafox au roi Ferdinand VII.

« ...... Les provinces d'Espagne, depuis qu'elles sont sous le joug des Français, sont dans un état critique causé par l'absence de Votre Majesté; il n'existe pas d'autorité suprême, dirigée par une seule volonté, ce qui serait indispensable au bien de la monarchie. Chaque province est indépendante, et il faudrait, ou un chef suprême auquel elle obéirait, ou une direction unique.

« Les chefs et les juntes se croient supérieurs les uns aux autres, et de toutes ces prétentions, il résulte naturellement des désordres. C'est à ces abus qu'il faut s'en prendre, si je n'ai pas exterminé les Français, et si je ne les ai pas forcés à repasser les Pyrénées. »

Napoléon à Joseph.

Saint-Cloud, 19 octobre 1808.

« L'ennemi est-il à Burgos? Avez-vous laissé quelques troupes dans la citadelle, ou l'avez-vous détruite? Je ne sais absolument rien de ce que vous avez fait, sinon que c'est fâcheux. Je ne puis comprendre pourquoi l'état-major n'écrit pas dans le plus grand détail tous les événements, comme cela doit être, et ne m'envoie pas les rapports des généraux afin que je comprenne l'état de la question. A chaque escarmouche, je dois savoir combien de blessés et de tués, enfin le moindre détail. On me manque doublement en tenant une conduite si inexplicable. L'état-major doit écrire tous les jours trois pages. »

Joseph à Napoléon.

2 décembre 1808.

« Le duc de Dantzig refuse d'exécuter les ordres que je lui ai envoyés; il s'appuie sur des ordres contraires qu'il a reçus du prince de Neufchâtel. »

Napoléon à Joseph.

Rambouillet, 11 mars 1809.

« Mon frère, j'ai lu un article de la *Gazette de Madrid* qui rend compte de la prise de Saragosse. On y fait l'éloge de ceux qui ont défendu cette ville, sans doute pour encourager ceux de Valence et de Séville.

« Voilà, en vérité, une singulière politique. Certainement, il n'y a pas un Français qui n'ait le plus grand mépris pour ceux qui ont défendu Saragosse (1). Ceux qui se permettent de pareils écarts sont plus dangereux pour nous que les insurgés. Je crois bien qu'O'Ffarill ne l'a pas fait avec mauvaise intention; mais voilà deux fois que cela lui arrive. »

---

(1) « On voit que cette lettre de Napoléon a été écrite dans un premier moment d'humeur, toujours terrible chez lui. En se plaçant au point de vue espagnol, il n'y a aucun mépris à avoir pour les défenseurs de Saragosse, au contraire. » — Du Casse.



Joseph à Napoléon.

Madrid, 19 avril 1809.

« Sire, le maréchal Jourdan vient de me communiquer une lettre du ministre de la guerre, du 9 avril ; elle contient des reproches assez vifs et, je crois, peu mérités, en ce qu'on se plaint qu'il n'y a pas en Espagne une impulsion centrale instantanée qui dirige tous les mouvements de l'armée.

« Le ministre de la guerre doit sentir que cette *impulsion centrale et instantanée* ne peut exister, dans l'état actuel des choses, que pour l'exécution des ordres qui arrivent de Paris en Espagne, à mesure de leur arrivée, puisque des ordres sont des ordres, et que je dois y obéir, d'autant plus qu'il arrive tous les jours que les divers généraux reçoivent des ordres pareils, et que je ne puis pas prendre sur moi de rien y changer, sans courir le risque de voir mes ordres inexécutés, en contradiction avec ceux qui arrivent de Paris.

« Si, au lieu de cette méthode, le ministre de la guerre prenait celle de ne correspondre, pour les mouvements des troupes, qu'avec le maréchal Jourdan, nous serions sûrs au quartier-général, et toute l'armée saurait aussi que l'action est imprimée du quartier-général d'Espagne ; qu'ainsi elle est une et doit être réalisée sur-le-champ. Si, mieux encore, le ministre de la guerre, au lieu de transmettre des ordres qui doivent être exécutés, se contentait de nous faire connaître les intentions de Votre Majesté en masse, et nous donnait des instructions et des directions générales, qui dussent être modifiées selon les changements survenus dans les affaires d'Espagne depuis que ces instructions ont été tracées à Paris ; si Votre Majesté, me donnant ses conseils, me laissait la faculté de les suivre ou non, selon les événements, et qu'elle me témoignât la confiance dont j'ai besoin pour moi-même et pour les autres, alors il pourrait y avoir une direction centrale et instantanée, une impulsion qui partirait du quartier-général des armées d'Espagne, et qui naîtrait, autant que possible, des directions générales de Paris, subordonnées aux événements survenus et aux détails du moment ; *alors je pourrais, avec plus de justice, être responsable des mesures que j'aurais ordonnées.* »

Joseph à Napoléon.

Illescas, 23 juin 1809.

« Votre Majesté ne se doute pas que depuis plus d'un mois je fais

poursuivre dans les montagnes des troupeaux de 7 à 8 mille mérinos, conduits par des soldats du 1er corps d'armée, devenus bergers pour le compte de quelques généraux, qui les dérobent ainsi à leurs drapeaux, et les mérinos à leurs propriétaires (1)... »

Joseph à Napoléon.

Madrid, 18 juillet 1809.

« ... Je dis plus : je pense que les deux mesures que je propose suffiront pour terminer les affaires d'Espagne comme Votre Majesté peut le désirer ; faute de les adopter, je crois que tout cela *finira mal et très-mal.* »

Joseph à Napoléon.

Madrid, 21 juillet 1809.

« Sire, j'adresse à Votre Majesté la lettre que je reçois de M. le maréchal Ney, en réponse à celles que je lui ai écrites de Madrilejos, le 3, et de Madrid, le 12. Je lui donnai l'ordre de se rendre auprès de moi; j'avais des intentions très-bénévoles pour lui, comme le verra Votre Majesté : je comptais lui donner le commandement du 4e corps, et par là lui éviter le malheur de désobéir aux ordres de Votre Majesté, ou le désagrément de se trouver sous les ordres du maréchal Soult.

« Votre Majesté verra que le maréchal Ney a cru ne devoir pas obéir à mes ordres, et qu'il ne paraît pas disposé à obéir à ceux du maréchal Soult.

« Votre Majesté fera bien de rappeler en Allemagne le maréchal Ney. Il ne servira pas bien avec le maréchal Soult. »

Joseph à Napoléon.

Madrid, 27 août 1809.

« Le maréchal Ney continue à ne point obéir ni au maréchal Soult, ni à moi. . . . .

---

(1) « Nous pourrions citer un des officiers généraux dont veut parler ici le roi Joseph, qui fit venir 6,000 de ces mérinos à sa propre campagne. » — Du Casse.



« Les insurrections de la Galice et celles de la Castille sont dues en *partie* à l'exaspération dans laquelle on a mis les habitants du pays. Votre Majesté sait que je n'ai sur les troupes que l'autorité qu'elle me donne. *Lorsqu'un maréchal ne m'obéit pas, que Votre Majesté le sait, et qu'elle permet qu'il continue de commander son corps, il ne me reste plus d'autre parti à prendre que de marcher sur lui avec les troupes qui voudront m'obéir, ou à souffrir l'ignominie et la désorganisation de l'armée, ou à supplier Votre Majesté de donner le commandement de ses troupes à un homme autre que moi; et comme la royauté tout entière de l'Espagne est aujourd'hui dans le commandement de l'armée française, je supplie Votre Majesté d'accepter ma renonciation formelle au trône d'Espagne.* Je désire qu'elle se persuade bien que, quel que soit le parti qu'elle prenne, je serai toujours, tant que je vivrai, n'importe où et dans quelle situation, son ami et son frère le plus affectionné. »

Napoléon à Clarke.

Schœnbrunn, 10 octobre 1809.

« M. le général Clarke, je désire que vous écriviez au roi d'Espagne pour lui faire comprendre que rien n'est plus contraire aux règles militaires que de faire connaître la force de son armée, soit dans des ordres du jour, soit dans des proclamations, soit dans les gazettes; que lorsqu'on est induit à parler de ses forces, on doit les exagérer et les rendre redoutables, en en doublant ou en en triplant le nombre; et qu'au contraire, lorsqu'on parle de la force de l'ennemi, on doit la diminuer de la moitié ou du tiers; qu'*à la guerre tout est moral;* que le roi s'est éloigné de ce principe lorsqu'il a dit qu'il n'avait en tout que 40,000 hommes... »

Joseph à la reine Julie.

Madrid, 8 novembre 1809.

« Le métier que je fais est intolérable tel qu'il est aujourd'hui. Si les rapports de l'empereur avec moi ne doivent pas changer, il faut que ma position change; si sa conduite a eu pour objet de me dégoûter de l'Espagne, son but est rempli. Toute autre destination politique me conviendrait mieux. S'il lui convient de me laisser retirer au fond d'une province, loin des routes fréquentées, avec ma famille et un petit nombre de personnes peu signifiantes, je lui promets d'y vivre comme si je n'avais jamais connu d'autre état. Je ne paraîtrai jamais à

Paris : des livres, des arbres me distrairont, et mes enfants m'amuseront. Enfin tout genre de vie me convient, nul n'est au-dessus ni au-dessous de moi ; mais l'humiliante posture qu'on voudrait me faire tenir sur le trône d'une grande nation ne me convient pas. Je veux savoir ce qu'on veut de moi, et me retirer si ce qu'on me demande répugne à ma fierté. Je ne veux pas être sous la tutelle de mes inférieurs ; je ne veux pas voir mes provinces administrées par des hommes qui n'ont pas ma confiance ; je ne veux pas être un enfant couronné, parce que je n'ai pas besoin de couronne pour être homme, et que je me sens assez grand par moi-même pour ne pas vouloir monter sur des échasses... »

Ferdinand, prince des Asturies, à Joseph.

Valençay, 23 novembre 1809.

« Sire, Votre Majesté a bien voulu me permettre de compter sur son amitié. Je viens l'implorer aujourd'hui, en la priant de m'accorder son appui auprès de Sa Majesté l'empereur, son auguste frère, pour la réalisation du vœu cher à mon cœur, celui de voir mon sort uni au sort d'une nièce de Sa Majesté Impériale et Royale et de Votre Majesté Catholique, conformément à l'espérance que j'en ai conçue depuis longtemps. A qui puis-je plus convenablement m'adresser qu'à Votre Majesté Catholique pour un objet si important pour moi? Elle m'a donné le droit de compter sur son intervention, et Votre Majesté Catholique ne me la refusera pas en ma qualité de prince d'Espagne.

« Je la prie aussi de m'accorder la décoration de l'ordre qu'elle vient de créer sous la dénomination d'*Ordre royal d'Espagne*. J'ai le désir de prouver à Votre Majeste la sincérité de mes sentiments et ma confiance en elle.

« De Votre Majesté Catholique, le dévoué frère (1). »

FERDINAND.

Joseph à Napoléon.

Santa-Maria, 18 février 1810.

« Je dois penser que Votre Majesté doit aussi désirer de me mettre

(1) DU CASSE, t. VII, p. 148 et 149.

dans une position convenable vis-à-vis de tout le monde ; elle ne peut pas vouloir que son frère soit à chaque instant humilié par des ordres que lui transmettent des généraux qui lèvent des impôts, font des proclamations, émanent des lois, et me rendent ridicule aux yeux de mes nouveaux sujets.

« Les généraux Kellermann et Loison, entre autres, ont beaucoup fait de ces choses-là. »

Joseph à Napoléon.

Séville, 30 avril 1810.

« ... M. le maréchal Ney a poussé l'insulte jusqu'à faire enlever les caisses de mon receveur, dans la ville même d'Avila, par des troupes de son corps d'armée, qui y sont entrées et ont exécuté ses projets devant la garnison, à laquelle le gouverneur a heureusement donné l'ordre de laisser faire.

« Si Votre Majesté n'a pas autorisé le maréchal Ney à cet acte, et nul décret connu de moi de moi ne l'y autorise, le maréchal Ney sera puni par Votre Majesté, je n'en doute pas. . . . .
. . . .

« Depuis longtemps je ne suis pas bien traité. Le temps éclairera Votre Majesté; mais, dans aucun cas, Votre Majesté ne peut vouloir que son frère, quel qu'il puisse être, soit humilié et insulté. Je demande justice à Votre Majesté, et je m'abstiens de toute autre explication. »

Joseph à Napoléon.

Madrid, 18 août 1810.

« Je ferai en sorte que la réponse que j'attends de Votre Majesté me trouve à Madrid; mais je la supplie de ne pas me faire attendre longtemps, car les choses sont plus fortes que les hommes; et, le jour où je serai entièrement abandonné par ma garde, par mon service, par tout ce qui constitue un gouvernement, je n'aurai plus d'autre parti que celui de rentrer en France pour me mettre à la disposition de Votre Majesté, en la priant de trouver bon que je me réunisse à ma famille, dont je suis séparé depuis six années; il est temps que je retrouve dans l'obscurité domestique des affections et un calme que le trône m'a fait perdre, sans m'avoir rien donné en échange, puisque ce n'est pour moi qu'un lieu de supplice, d'où je contemple passivement la dévastation d'un pays que j'avais espéré pouvoir rendre heureux.

« Je ne puis plus même aujourd'hui, comme l'année passée, trouver un refuge à l'armée. En combattant les ennemis de Votre Majesté et de l'Espagne, mes yeux étaient distraits du spectacle qui m'afflige aujourd'hui, et du moins ma position était compatible avec l'honneur. Si tout ce qui est répandu par les officiers qui arrivent de Paris, rendu vraisemblable par la lettre du prince de Neufchâtel, du 14 juillet, se vérifie; si Votre Majesté m'ôte le commandement de l'armée d'Andalousie, et affecte exclusivement les revenus de ces provinces à l'armée, je n'ai plus d'autre parti à prendre qu'à quitter la partie »

Joseph à la reine Julie.

Madrid, 21 août 1810.

« ... Si l'on veut tenir à l'Espagne ce qu'on lui a promis, me donner toute autorité sur l'armée, avoir en moi la confiance qui m'est due, l'Espagne sera pacifiée et amie de la France dans un an ; si l'on continue dans le système commencé depuis février, toute l'Espagne sera bientôt une ardente fournaise d'où personne ne se tirera avec honneur. On ne connaît pas cette nation. Oui, c'est un lion que le raison conduira avec un fil de soie, mais qu'un million de soldats ne réduira pas par la force militaire. Tout est ici soldat, si on veut gouverner militairement ; tout sera ici ami, si on veut parler de l'indépendance de l'Espagne, de la liberté de la nation, de sa constitution, de ses cortès. Voilà la vérité : qu'on choisisse. Le temps prouvera ce que je dis.

Conserve cette lettre, elle est prophétique. Quant à moi, je serai heureux de rester roi d'Espagne, si je puis faire le bonheur de la nation et m'acquitter envers la France en lui faisant de l'Espagne une bonne et utile amie; c'est ce que je ne puis faire qu'autant que l'empereur aura confiance en moi. S'il en est autrement, si l'on veut établir des gouvernements militaires, je ne suis pas propre à cela; je ne puis pas être témoin de la flagellation des Français et des Espagnols. Je m'enveloppe de mon manteau, et il ne me reste qu'à me retirer. »

Joseph à la reine Julie.

Madrid, 18 novembre 1810.

« ... Je redeviens simple particulier avec plaisir dès que je ne puis plus remplir mes devoirs de roi d'Espagne ; je trouverai de la grandeur dans la vie privée, du moment qu'elle ne sera pas tous les jours un reproche que je me ferai à moi-même, comme celle que je mène ici depuis l'institution des gouvernements militaires.

« Ce n'est pas l'ambition qui m'a fait accepter la puissance ; mais c'est la raison et le sentiment de ma dignité qui m'en fait abandonner l'ombre, lorsqu'il m'est démontré que je ne puis plus rien pour le bien de l'Espagne et de la France, et que je me déshonore ici comme un idiot, ou un ambitieux intrigant et dissimulé. Je ne suis ni l'un ni l'autre, et je le prouve en quittant le palais des rois, en témoignant à l'empereur mes véritables sentiments. »

Joseph à Berthier.

Madrid, 24 février 1811.

« ... Les Espagnols qui prennent du service ne désertent plus aujourd'hui, *tant qu'ils sont payés;* l'opinion publique ne leur fait plus abandonner les drapeaux ; ce n'est que le dénûment où ils se trouvent de tout, tandis que dans l'Andalousie on se livre à toutes sortes de profusions. Français et Espagnols, tout ce qui est auprès de moi est dans la plus affreuse misère. Aussi ne puis-je répondre de rien. »

Joseph à Berthier.

Madrid, 13 mars 1811.

« ... Dois-je répéter si souvent que les troupes à mon service ne sont ni payées ni vêtues depuis huit mois? Celles de l'empereur n'ont pas de solde depuis sept ; leur subsistance même est compromise aujourd'hui !... »

Joseph à Napoléon.

Madrid, 28 juillet 1811.

« Sire, je ne puis assez redire à Votre Majesté que l'opinion est ici très-améliorée ; que je suis sans argent ; qu'avec quelques millions nous ferions des progrès prodigieux, qui épargneraient bien du sang et des peines dans la suite. Toutes les bandes demandent à entrer à mon service ; elles suivent le mouvement de l'opinion : mais je n'ai pas le sou, je ne puis payer personne. »

Joseph à Berthier.

Madrid, 10 août 1811.

« Si j'avais reçu les secours qui m'ont été promis à Paris, j'aurais

10,000 Espagnols au lieu de 5,000, et je pourrais suffire à tout; mais, sans argent, je ne puis habiller, équiper, solder des troupes nouvelles. On ne se bat plus pour des opinions ici : je le répète, aujourd'hui l'opinion est pour nous. Avec de l'argent on aurait plus de soldats qu'il n'en faut, désertant moins que les étrangers qui sont dans l'armée française... »

Joseph à Berthier.

Madrid, 24 août 1811.

« ... Si cet état de choses dure, avant six mois nous évacuerons l'Espagne, faute de vivres. L'ennemi n'épargne pas l'argent. Quant à moi, pour tout dire d'un mot, puisque j'ai un chiffre, je ne sais pas comment je payerai ma table dans huit jours; tous mes employés sont encore pis.

« Il faut que l'empereur connaisse la vérité, et je vous prie de ne pas lui laisser ignorer le contenu de cette lettre. Et cependant, le moment d'un grand changement est arrivé; mais l'opinion cède à la force des choses.

« Sans argent, sans territoire, sans troupes, sans autorité, comment l'opinion peut-elle longtemps entourer un homme? Une seule chose me console : je n'ai pas mérité un pareil sort; mais ce qui ne me console pas, c'est que l'empereur use inutilement ses forces en Espagne, tandis qu'avec peu de moyens on pourrait tout terminer. »

Joseph à Berthier.

Madrid, 5 septembre 1811.

« ... Je le dis avec regret, mais je le dis avec vérité : les affaires vont mal et très-mal en Espagne. Il y a autant de despotes qu'il y a de gouverneurs, de généraux et même d'intendants. Chacun fait des lois à sa guise; il n'y a nulle unité, nul ensemble. Les peuples, tiraillés dans tous les sens, fatigués, dégoûtés, reprendront leur dernier courage, celui du désespoir. . . . .

. . . .

« Les mesures prises par M. le duc de Raguse sont une nouvelle preuve de cette vérité. On exaspère le peuple sans profit. Il frappe une contribution de quatre millions de réaux au moment même où il quitte la province de Tolède; je n'en suis pas même prévenu, et la province de Tolède s'étend jusqu'aux portes de Madrid, et la province de Tolède

est presque en totalité occupée par ma garde, par des régiments espagnols!... »

Napoléon à Clarke.

Anvers, 3 octobre 1811.

« Monsieur le duc de Feltre, je vous envoie les lettres du duc de Tarente. Donnez le commandement de l'armée de Catalogne au général Decaen. Répondez au duc de Tarente qu'il ne doit correspondre en rien avec le roi d'Espagne, ni répondre à aucune lettre de ses ministres.

« Vous donnerez la même instruction au général Decaen. »

Joseph à Napoléon.

Madrid, 23 décembre 1811.

« Je suis aujourd'hui réduit à Madrid. Je suis entouré de la plus horrible misère, je ne vois que des malheureux autour de moi ; les principaux de mes fonctionnaires sont réduits à n'avoir pas de feu chez eux. J'ai tout donné, tout engagé; je suis moi-même tout près de la misère. Que Votre Majesté me permette de rentrer en France, ou que Votre Majesté me fasse payer exactement le million par mois qui m'a été promis à dater du 1er juillet : avec ce secours, je puis me traîner; sans cela, je ne puis pas prolonger mon séjour ici, et je serai embarrassé de faire même mon voyage : j'ai épuisé toutes mes ressources. »

Joseph à l'ambassadeur de France.

Madrid, 1er janvier 1812.

« En revenant en Espagne, il y a six mois, j'y ai rapporté de Paris la promesse de voir : au mois de septembre, le commandement et l'administration réunis dans un centre intéressé à la prompte pacification de l'Espagne; la promesse qu'il serait versé à mon trésor, à Madrid, le quart de toutes les contributions du royaume, celle du commandement des troupes des armées de Portugal et du Midi, qui se replieraient dans l'arrondissement occupé par l'armée du Centre.

« Aucune de ces promesses ne s'est vérifiée. . . . .
. . . .

« La misère des employés civils est si grande, que j'ai tel de mes principaux fonctionnaires publics qui n'a pas de feu chez lui, tel autre qui n'a pas de pain, et il n'est pas de jour, monsieur le comte, que je ne

donne à des gens à qui il est dû par l'État dix mille francs d'appointements, *cent francs* (et je vous les nomme)... »

Napoléon à Berthier.

Paris, 6 janvier 1812.

« Mon cousin, il y a dans les rêveries du maréchal de Saxe, parmi beaucoup de choses extrêmement médiocres, des idées sur la manière de faire contribuer les pays ennemis sans fatiguer l'armée, qui m'ont paru bonnes. Lisez-les, et mettez-en le contenu dans une instruction qui sera destinée à être envoyée à mes généraux en Espagne. »

Joseph à Berthier.

Madrid, 1er janvier 1812.

« L'empereur doit regarder comme une preuve nouvelle de l'intérêt qui, par toutes les raisons possibles, m'attache à son service et au bien de la France, l'observation que je renouvelle encore aujourd'hui de l'indispensable et urgente nécessité de centraliser dans les mêmes mains la direction des armées et de l'administration, et la direction à donner à l'opinion de toutes les provinces; car le but de la guerre est un et dans l'intérêt des deux nations. Sans ces deux mesures principales, les affaires d'Espagne ne finiront jamais, ou finiront mal pour les armées de Sa Majesté Impériale. »

Napoléon à Berthier.

Paris, 16 mars 1812.

« Mon cousin, faites connaître au roi d'Espagne, par une estafette extraordinaire qui partira ce soir, que je lui confère le commandement de toutes mes armées en Espagne, et que le maréchal Jourdan remplira les fonctions de chef d'état-major. Vous informerez le roi que je lui fais connaître mes intentions sous le point de vue politique par le canal de mon ambassadeur... »

Joseph à Berthier.

Madrid, 17 avril 1812.

« Je n'ai aucune notion sur les forces ennemies, ni sur les forces de l'armée française, chaque général s'étant absolument isolé de moi

depuis l'institution des gouvernements militaires. Je ne doute pas que l'empereur ne veuille me donner toute la latitude indispensable pour changer l'état actuel des choses, et qu'il ne me continue les secours d'argent, dont j'ai plus besoin que jamais. Je n'ai point de nouvelles du duc de Dalmatie; mais il n'est que trop probable que Badajoz doit être tombé au pouvoir de l'ennemi, et que Ciudad-Rodrigo a livré à l'armée anglaise tous les moyens d'artillerie qui existent en Espagne.

« Les guerillas sont dans les gouvernements militaires des armées, car Mendizabal commande, à la tête de 12,000 hommes, à Potès; 3,000 sont sur l'Èbre, 3,000 aux portes de Tolosa.

« La famine est dans les villes; le désespoir est dans les campagnes, privées de tous moyens de transport et des moyens de labourage. L'armée n'est pas soldée depuis plus d'un an. L'officier est malheureux, et le citoyen ne sait plus que croire du présent et du futur. »

Don Miguel Azanza au ministre des affaires étrangères à Paris.

19 juin 1810.

« ... L'opinion que les régiments et les corps espagnols sont nuisibles parce que ceux qui les composent désertent et vont augmenter le nombre des ennemis après avoir causé de grandes dépenses à l'État, est ici généralement reçue, et par conséquent prématurée.

« J'ai représenté au ministre qu'aucune mesure n'était plus nécessaire et plus politique que celle-là, parce qu'aucun gouvernement ne peut exister sans force; que quoiqu'il soit vrai que dans le commencement la désertion fût considérable, elle n'était pas si absolue ni si complète qu'on le disait, puisque toutes les masses d'insurgés qui avaient pris le nom d'armées ont disparu, et se réduisent à quelques partis de brigands qui présentent peu d'attraits à ceux qui ont pris du service sous les drapeaux du roi; que tous les jours le nombre diminue à mesure que l'esprit public s'étend dans les provinces, et qu'il est à espérer que bientôt on n'en voudra plus; que les corps espagnols employés aux garnisons laissent libres les troupes françaises pour les opérations de la campagne, comme les généraux français le désiraient, quand ils se plaignaient d'être obligés de diviser leurs forces pour conserver la tranquillité dans les provinces déjà soumises... »

Joseph à Soult.

Madrid, 7 mai 1812.

« ... Le maréchal Marmont a l'ordre de suivre l'armée anglaise par l'Estramadure, en passant le Tage à Almaraz, si lord Wellington passe sur la rive gauche de ce fleuve, et fait mine de se porter en Andalousie. Le maréchal Marmont laisserait pour la garde de ses provinces la moitié de son armée.

« Vous, monsieur le duc, vous recevez par la présente, *l'ordre positif, à votre tour, de détacher le comte d'Erlon, avec le tiers de votre armée.* Vous le chargerez de suivre le mouvement de l'ennemi sur la gauche du Tage, de l'observer sans cesse, de retenir sur cette rive le corps du général Hill; et si ce corps passait sur la rive droite malgré sa présence, le comte d'Erlon devra se diriger vers le pont d'Almaraz, à l'effet de couvrir Madrid et d'être en mesure de prendre part aux événements qui pourraient avoir lieu. Le comte d'Erlon doit correspondre le plus souvent possible, par toute sorte de voies, avec le général Darmagnac, qui commande sur le Tage à Talavera, à Almaraz, etc., etc.

« *Le succès des armées françaises en Espagne dépend désormais de l'accord qui doit exister entre les armées du Midi et de Portugal.* Je suis placé au centre pour cela. Si le général anglais prend une offensive décidée sur l'une de nos armées, il doit y être battu, si le maréchal Marmont d'un côté, et vous de l'autre, monsieur le duc, vous exécutez ponctuellement les ordres que vous recevrez, et si vous pouvez obtenir que la correspondance devienne plus active entre ces divers corps, et par toutes sortes de voies. »

Joseph à Berthier.

Madrid, 18 mai 1812.

« ... 1° Un conseiller d'État, mon commissaire auprès du duc de Raguse, qui m'en fait l'éloge depuis un an, qui a beaucoup travaillé, est chassé par le général Foy comme un vil coquin, et pourquoi? parce que le général Foy veut faire à Talavera ce qu'il a fait, il y six mois, à Placencia; qu'il veut pouvoir tout faire. 2° La province d'Avila m'annonce des députations pour se plaindre d'un ordre du jour qui ordonne de brûler tous les villages qui ne fourniront pas ce que l'on demande, dans un moment *où le peuple n'a pas de pain.* 3° La province de Ségovie est envahie par l'armée de Portugal; les mécontentements y grossissent; on défend au peuple d'obéir à toute autre autorité qu'à

celle du *colonel du 50ᵉ régiment de l'armée de Portugal*. . . . .

. . . .

. . . .

« Je n'ai point de nouvelles de l'armée du Midi, de l'armée du Nord ni de l'Aragon. Le général Dorsenne m'écrit qu'il n'est pas sous mes ordres ; le maréchal Suchet ne m'a pas écrit depuis vingt jours, *et ne me rend compte de rien*. Le duc de Dalmatie *ne m'a jamais écrit et paraît ignorer mon commandement*. Que l'empereur ne tarde pas à se prononcer, sinon tout croulera dans ce pays, surtout si l'empereur part pour le Nord. »

Joseph à Clarke.

Madrid, 5 juin 1812.

« ... J'avais déjà écrit particulièrement au général Caffarelli et à M. l'intendant général Dudon (lettres nᵒˢ 2 et 3 des *Mém.*), parce qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour ramener l'armée du Nord au système de centralisation adopté par l'empereur, et auquel elle s'est jusqu'ici refusée. En effet, le duc de Raguse ayant insisté, ainsi que vous le verrez par sa lettre du 29 du mois dernier au maréchal Jourdan, qui vous la communique, pour obtenir le concours de l'armée du Nord dans le cas prévu par les instructions de l'empereur, je n'ai pas hésité à donner au comte Caffarelli les ordres positifs que vous trouverez consignés dans la lettre que je lui ai écrite le 3 de mois. J'espère que je serai obéi, et que ces dispositions ne rencontreront plus d'obstacles, surtout d'après les explications que contient votre lettre du 12, et qui ne laissent aucune incertitude sur les intentions de l'empereur, que vous aurez sans doute fait connaître directement aux généraux en chef. J'ajoute à ces mesures celle d'envoyer un de mes aides de camp au duc de Dalmatie, avec les expéditions des lettres que je lui ai écrites les 19, 26 et 28 du mois dernier ; lettres qui ont toutes été communiquées à M. le prince de Neufchâtel, et dont les copies sont actuellement entre vos mains. Je presse de nouveau l'exécution des ordres que j'ai donnés pour faire agir le comte d'Erlon dans les diverses hypothèses développées dans ces lettres.

« J'ai écrit aussi au maréchal Suchet, ainsi que vous l'aurez vu par ma lettre du 29 mai au prince de Neufchâtel, pour faire marcher une division de l'armée de Valence. Ainsi, je pense avoir fait tout ce qu'il y a en mon pouvoir de faire pour soutenir l'armée de Portugal, ou la

dégager selon le mouvement de l'ennemi, et couvrir en même temps Madrid. »

Le colonel Desprez à Joseph.

Séville, 13 juin 1812.

« J'ai enfin demandé à M. le maréchal Soult si, dans le cas où les troupes anglaises marcheraient sur le Nord, le comte d'Erlon recevrait l'ordre de passer le Tage. On me répondit positivement que non. Je n'ai pas cru devoir prolonger la discussion, et je priai M. le maréchal de faire connaître lui-même à Votre Majesté ses intentions. »

Joseph à Soult.

Madrid, 30 juin 1812.

« ... Les événements ont assez *justifié les mesures que j'avais prises, et prouvé l'erreur dans laquelle vous êtes sur les véritables projets des Anglais. Vous avez pu vous tromper; mais si vous avez formellement défendu au comte d'Erlon de passer le Tage, dans le cas où les Anglais qui sont en Estramadure se porteraient sur la rive droite de ce fleuve pour se joindre au gros de l'armée ennemie, vous aurez donné au comte d'Erlon des ordres contraires à ceux que j'ai donnés à vous et à lui-même; vous avez mis votre autorité au-dessus de la mienne; vous ne me reconnaissez pas comme commandant des armées en Espagne.*

« D'après cela, placé, comme je le serais, dans l'alternative, ou de me priver de vos talents et de votre expérience militaires, ou de laisser briser entre mes mains, dès les premiers pas, le pouvoir que je tiens de l'empereur, je ne puis hésiter..... »

Joseph à Soult.

Toboso, 17 août 1812.

« Monsieur le maréchal, j'ai reçu votre lettre du 8. Je vois avec la plus vive peine que les nouvelles désastreuses du 22 juillet, que vous connaissez, n'ont pu modifier en rien la résistance permanente que vous avez mise en vous isolant entièrement des affaires du Nord. Je vois, d'après ce que vous me mandez, que beaucoup de mes lettres ne vous sont pas parvenues; mais je vois aussi que *celle du 9 juillet vous est parvenue huit jours après sa date. L'exécution de la mesure qu'elle prescrit eût sauvé Madrid et peut-être l'Andalousie*. Si j'eusse été rejoint

par les 10,000 hommes que je vous ai demandés, lord Wellington n'eût pas impunément approché de Madrid; il eût été inquiété dans le Nord ou suivi dans le Midi, quelle que fût celle de ces directions qu'il eût donnée à son armée. Mais le passé ne nous appartient plus, monsieur le duc; venons au présent... »

Joseph à Clarke.

Alcira, 13 août 1812.

« Monsieur le duc, il y a trois mois que je n'avais eu des nouvelles de France; je n'en ai eu ici que par les papiers publics. Rien ne m'est parvenu, ni de la grande armée ni de Paris, depuis le 2 juin. Je ne trouve pas de nouvelles de l'armée du Portugal ni de celle du Nord. »

Joseph à Clarke.

Valladolid, 10 avril 1813.

« Le maréchal Jourdan vous envoie exactement les nouvelles du Midi; elle sont on ne peut plus favorables. Le parti anglais a le dessous. Les troupes de l'insurrection se désorganisent; et pour peu que les affaires générales de l'Europe le permettent, je ne doute point que dans l'année courante, nos affaires ne prennent dans la Péninsule un aspect plus favorable que pendant celle qui vient de s'écouler. »

Joseph à Clarke.

Torquemada, 5 avril 1813.

« *Le temps ne fait tous les jours que me convaincre davantage que j'ai bien vu. Je n'hésite donc pas à répéter : battons les Anglais, les vrais ennemis de la France en Espagne; et les Espagnols redeviendront des alliés, et ils rentreront dans le système de la France, dans lequel ils ont été depuis cent ans, et qu'ils regrettent tous les jours davantage.* »

Joseph à Clarke.

Saint-Jean-de-Luz, 4 juillet 1813.

« J'ai trop appris à mes dépens qu'il est impossible de commander des armées françaises organisées, conduites et administrées comme elles l'ont été; que, roi d'Espagne et général en chef, l'un nuit à l'autre,

et que, finissant par n'être ni l'un ni l'autre, je nuis à la France et à l'Espagne en prolongeant les déchirements, tandis que je n'ai jamais eu d'autre but ni d'autre ambition que de servir l'une et l'autre. *La pacification de l'Espagne par la force des armes est impossible; je ne puis que répéter aujourd'hui ce que je dis depuis longtemps.* »

Clarke à Jourdan.

Paris, 6 Juillet 1813.

« A l'approche de l'ouverture de la campagne, les dépêches de Sa Majesté ne m'entretenaient que de la mésintelligence des Anglais et des Espagnols, des dispositions favorables de la nation pour le roi, et même des ouvertures de plusieurs chefs pour se rallier à lui et lui amener sous ses drapeaux des corps d'armée entiers. »

ANNEXE N° 15.

LIGNES DE TORRÈS-VEDRAS.

(Notes extraites du MÉMOIRE du colonel John Jones.)

Les côtes du Portugal, hérissées de rochers, offrent peu de points favorables pour une communication avec la mer; et, dans tout l'espace que devaient couvrir les lignes projetées, on n'en put trouver qu'un seul qui fût convenable; c'est une petite baie qui n'a pas 180 mètres de profondeur, et qui n'est qu'en partie abritée contre les tempêtes de l'Océan par le fort Saint-Julien, situé à l'embouchure du Tage. La mer y est tellement agitée par intervalles, que, durant des jours entiers, une barque ne pourrait s'en approcher sans danger.

Les retranchements destinés à couvrir le point d'embarquement devaient remplir trois objets :

1° Former une position d'une étendue telle que l'armée tout entière pût y trouver place, et y mettre en sûreté son artillerie et ses

magasins, dans le cas où le mauvais temps retarderait l'embarquement;

2° Contenir un ouvrage fermé, servant de réduit à la ligne principale, d'une étendue et d'une force telles qu'il pût être défendu par un petit nombre de troupes, si un coup de vent venait contrarier l'opération après qu'une partie des troupes aurait déjà été embarquée, ou même dans l'hypothèse où l'armée ferait, pendant son mouvement de retraite, avant de parvenir au lieu d'embarcation, des pertes assez graves pour lui ôter la possibilité d'occuper l'enceinte extérieure;

3° Enfin, fournir sur le rivage un petit poste d'une force suffisante pour protéger l'arrière-garde de l'armée, et assurer son embarquement.

On remplit le premier objet au moyen d'une ligne de redoutes détachées et d'ouvrages intermédiaires, dont la droite était appuyée au Tage, près du fort das Maias, et la gauche sur l'Océan, en arrière du canal, à la tour ou petit fort de la Junquiéra. Les ouvrages de cette ligne extérieure commandaient la ville d'Oeiras, et comprenaient en dedans de leur tracé, dont le développement était de 3,000 yards (2,700 mètres), tout le promontoire, à l'extrémité duquel est le fort Saint-Julien. On atteignit le second objet de la défense en construisant un grand ouvrage irrégulier et fermé, sur le sommet de la hauteur démesurée de ses escarpes et l'extrême profondeur de ses fossés, qui le mettent à l'abri de toute attaque de vive force, si les défenseurs opposent la moindre résistance.

Dans l'hypothèse d'une série d'opérations conduites sur la rive gauche du Tage, on avait établi à Sétuval, comme point secondaire d'embarquement, une ligne d'ouvrages destinés à couvrir la rive droite de ce port et à assurer sa communication avec la mer. Ces ouvrages, composés en partie d'une ligne continue, et en partie de redoutes détachées, avaient leur droite défendue, à petite distance, par le fort Saint-Philippe, et leur gauche appuyée à un escarpement. Le développement de leur front était au plus de 1,500 yards (1,300 mètres); et, comme ils occupaient les points les plus favorables à la construction de batteries qui auraient incommodé les transports, ils formaient, avec le fort Saint-Philippe, un poste très-imposant, dans lequel une division pouvait se maintenir pendant l'embarquement du principal corps d'armée, et ensuite effectuer sa retraite en sacrifiant une faible arrière-garde dans le fort.

La principale ligne de défense, qui prit dans la suite le nom de

seconde ligne, avait-été établie d'après les conditions suivantes :

1° Qu'il n'y a que quatre grandes routes qui conduisent à Lisbonne, entre la mer et le Tage, au-dessous du point où ce fleuve, ayant acquis une largeur et une profondeur considérables, devient, militairement parlant, une barrière insurmontable pour une armée;

2° Que trois de ces routes, à des points presque en ligne droite, passent sur des cols ou entre des hauteurs qui offrent de grands moyens de défense, savoir : dans les défilés de Mafra, de Montechique et de Bucellas;

3° Que la quatrième, qui borde le Tage, où le terrain présente moins de ressources pour la défense, passe à Alhandra, au pied d'une forte chaîne de montagnes qui se trouvent à environ deux lieues en avant de la droite de la ligne des défilés dont on vient de parler;

4° Enfin, que le pays situé entre ces routes étant montueux et accidenté, une armée ne pouvait, sans éprouver les plus grands retards et d'extrêmes difficultés, le traverser sur aucun point avec son artillerie.

On proposa de fermer les passages entre les montagnes par des ouvrages très-forts, et d'élever sur les différentes chaînes de montagnes qui s'étendent d'un passage à l'autre une ligne de retranchements présentant une barrière continue à travers la Péninsule; de sorte qu'une armée d'invasion se trouvât dans la nécessité de forcer cette ligne par une attaque de front, avant de pouvoir se porter sur Lisbonne.

La nature avait beaucoup fait pour l'exécution de ce projet.

ANNEXE N° 16.

NOTES SUR LA PRESSE ANGLAISE.

Voici quelques documents propres à justifier ce que nous avons dit de la presse anglaise.

Prince de Wagram au maréchal Masséna.

Paris, 4 décembre 1810.

« L'empereur, prince, a vu par les journaux anglais que nous aviez

établi des ponts sur le Tage, et que vous en avez sur le Zezere, défendu sur les deux rives par de fortes têtes de pont... Vous trouverez ci-joints des *Moniteurs* qui donnent des nouvelles de Portugal, parvenues par la voie de l'Angleterre, et datées du 12 novembre. »

Napoléon à Berthier.

27 mai 1810.

« Écrivez au prince d'Essling qu'il résulte de l'état de situation de l'armée anglaise, extrait des journaux anglais, que cette armée est de 23,000 Anglais et Allemands et de 22,000 Portugais. »

Le même au même.

3 novembre 1810.

« Envoyez au général Drouet le *Moniteur* d'aujourd'hui; il contient des nouvelles du Portugal, venues par la voie des journaux anglais. »

Le même au même.

7 mai 1811.

« Je vous envoie la traduction des journaux anglais. Vous y verrez que, le 18 avril, Wellington avait passé le Tage. Je vous prie de faire copier ces dépêches et de les envoyer ce soir aux ducs d'Istrie et de Raguse, et même au général Belliard. »

Le prince de Wagram à Masséna.

Paris, 22 décembre 1810.

« Je vous envoie les *Moniteurs;* vous y verrez que nous apprenons par les nouvelles d'Angleterre, qu'au 1er décembre vous vous fortifiiez dans votre position de Santarem... Par les nouvelles des journaux anglais, il paraît qu'il y a eu beaucoup de malades dans leur armée; ils ne comptent que 27 à 28,000 hommes sous les armes, et un effectif de 31,000, y compris la cavalerie et l'artillerie. »

Napoléon à Berthier.

19 novembre 1811.

« Envoyez au duc de Raguse les *Moniteurs* d'un mois; il y verra



que les Anglais ont 18,000 malades et paraissent décidés à rester sur la défensive. »

Berthier à Masséna.

29 mars 1816.

« Nous sommes parfaitement instruits par les Anglais et beaucoup mieux que vous ne l'êtes. L'empereur lit les journaux de Londres, et chaque jour un grand nombre de lettres de l'opposition, dont quelques-unes accusent lord Wellington et parlent en détail de vos opérations. »

Wellington à lord Liverpool.

3 juillet 1810

« Très-récemment, tous les journaux anglais rendaient compte, non-seulement du nombre de nos troupes, mais encore des positions qu'elles occupent. »

Wellington au général Graham.

10 août 1810.

« Dans cette lettre, Wellington se plaint d'avoir trouvé dans les journaux anglais les renseignements les plus exacts et les plus détaillés sur les batteries et les ouvrages qu'on élevait alors à Cadix et dans l'île de Léon. »

Voir également ses lettres du 21 novembre 1809 et du 25 avril 1811, à lord Liverpool : l'une et l'autre reproduites dans le corps de l'ouvrage.

Wellington : ordre général.

10 août 1810.

« Il y a un fait qui est venu à la connaissance du commandant en chef : c'est que les plans de l'ennemi ont été combinés d'après des renseignements tirés des journaux anglais, et que ces renseignements ne peuvent avoir été donnés que par des lettres particulières des officiers de l'armée. »

Berthier au maréchal Marmont.

Paris, 7 mai 1811.

« Je vous envoie, monsieur le maréchal, la traduction des journaux anglais; vous y verrez que, le 18 avril, lord Wellington avait passé le Tage : ainsi, il paraît qu'il n'y avait plus, du côté de la Castille, que la moitié de l'armée anglaise. »

Le même au même.

Paris, 4 août 1811.

« Par les nouvelles de Londres, il paraît que les Anglais renforcent leur armée. »

En 1812, le général Souham, qui était au delà de Burgos, et le roi Joseph, qui occupait avec Soult les environs d'Almanza, se trouvèrent pour ainsi dire dans l'impossibilité de correspondre entre eux. « Aussi, le meilleur mode de communication était-il par le canal du « ministre de la guerre, à Paris, qui puisait ses informations les plus « sûres dans les gazettes anglaises. » (Napier, t. IX, p. 354.)

Le duc de Feltre à Napoléon.

Paris, 8 octobre 1812.

« J'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté quelques extraits des journaux anglais les plus récents, j'ai choisi ce qui pourrait être de quelque intérêt dans les circonstances actuelles. »

Le même au même.

Paris, 18 novembre 1812.

« J'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté plusieurs extraits des journaux anglais, contenant quelques faits utiles ou intéressants à connaître. »

Ces extraits donnaient des détails minutieux sur l'effectif, la situation et la destination des armées sicilienne, espagnole et anglo-portugaise, le chiffre exact des renforts envoyés d'Angleterre; enfin un système complet de nouvelles pour l'ennemi.

Napoléon.

« Le 18 octobre 1812, l'empereur dit au colonel Desprez, envoyé en

Russie par le roi Joseph, « qu'il venait d'apprendre par les journaux « anglais que Soult évacuait l'Andalousie et se réunissait aux armées « du Centre et d'Aragon. »

Wellington à ......

16 mars 1813.

« En Angleterre, il n'est pas difficile de communiquer des renseignements par la voie d'un journal. Les articles de tous les journaux sont de véritables renseignements pour l'ennemi, et j'en sais qui ont servi à établir des plans d'opérations. »

Wellington à Ch. Stuart.

10 octobre 1813.

« Wellington constate dans cette lettre que les journaux qui lui faisaient tant de tort, par ce qu'ils publiaient, lui en faisaient presque autant par ce qu'ils ne publiaient pas. Et, à ce propos, il cite une plainte du gouvernement portugais, fondée sur ce que les gazettes de Londres avaient oublié de mentionner les services rendus par les corps de troupes nationales. »

Le même à H. Wellesley.

26 janvier 1814.

« La populace de Madrid et celle de Cadix sont toutes deux mises en mouvement par le même ressort, la presse, dans les mains des mêmes gens. »

Le même au général Lameth.

15 mai 1814.

« Un faux exposé des faits est d'un usage ordinaire parmi les journalistes. »

Dans une autre lettre, Wellington déplore le mal que faisaient les journaux anglais, dont il était impossible de rectifier les erreurs sans publier des faits que l'ennemi et le public devaient ignorer.

Pour terminer cette longue énumération de faits constatant la fâ-

cheuse influence du journalisme sur les opérations militaires, nous citerons encore la lettre suivante.

Wellington à lord Liverpool.

Louzao, 16 mars 1811.

« En réponse à votre lettre du 16 février, relative aux publications dans les journaux, je vous assure que je n'ai pas eu l'intention de dire que les renseignements donnés dans les journaux, et dont j'ai parlé, provinssent soit des bureaux de Votre Seigneurie, soit de ceux du commandant supérieur; car je sais qu'ils ne reçoivent aucune information, au moins de ma part. Mais je désirerais vous faire sentir avec quel désavantage nous menons nos opérations. Foy a rapporté de Paris, non-seulement le journal contenant les renseignements en question, mais des copies de toutes mes dépêches, ce qui a fait connaître à Masséna tout ce que je me proposais de faire en novembre contre ses positions. Il sut aussi très-exactement les détails des miennes, combien il y avait de canons pour les défendre, ce que j'avais dessein de faire, etc. Il peut être fort bon de donner ces renseignements au public en Angleterre; mais si l'on veut les avoir, il faut que l'on sache ce qu'il en coûte, et les avantages que leur connaissance donne à l'ennemi dans toutes ses opérations.

« Je suis certain que Votre Seigneurie n'espère pas que moi ou tout autre général commandant l'armée anglaise, nous ayons la prétention d'empêcher les officiers de correspondre avec leurs amis. On ne pourrait y parvenir si on le tentait, et l'essai qu'on en ferait serait considéré comme l'effort d'un simple individu pour priver le public en Angleterre de nouvelles que le gouvernement et le Parlement ont l'habitude de porter à sa connaissance. J'ai fait tout ce qui dépendait de moi par mes remontrances, et cela m'a toujours attiré de mauvais compliments; je ne puis pas empêcher les officiers d'écrire à leurs amis. La nouvelle venait certainement d'un officier de cette armée, qui l'avait communiquée confidentiellement à ses amis en Angleterre; j'ai appris qu'elle avait été répandue par l'un des bureaux avec un plan! »

ANNEXE N° 17.

OPINION DE WELLINGTON SUR LES CHATIMENTS CORPORELS.

(Extraits du Memorandum sur le projet tendant à modifier la discipline de l'armée.)

22 avril 1829.

J'ai lu tous les écrits sur la discipline de l'armée. On serait bien tenté d'adopter quelque chose d'après les bases proposées par le ministre de la guerre; mais je pense qu'il m'est permis de dire que « je connais l'armée anglaise, et que je ne l'ose pas. » J'examinerai d'abord ce qu'est l'armée prussienne, et j'indiquerai comment le système établi chez elle fonctionne, en le comparant avec celui que nous suivons dans notre armée.

L'armée prussienne est regardée comme la gloire du pays. La conserver dans son état honorable et efficace paraît être le premier objet de tout le pays et l'unique préoccupation du plus grand nombre des habitants, depuis le roi jusqu'au paysan. C'est la principale route, sinon la seule, par laquelle arrive aux honneurs et aux distinctions cette classe nombreuse et puissante de la société qui regarde les honneurs et les distinctions comme devant être l'objet de ses poursuites, et l'obtention de ces avantages comme la récompense des travaux de toute sa vie.

Tous les habitants du pays sont obligés de servir dans l'armée pendant un temps limité. Les hommes de toutes les classes servent comme soldats. Une fois dans les rangs, les bons, non-seulement par leur exemple et leurs préceptes, mais encore par des moyens physiques, contiennent les mauvais dans l'ordre et conservent la discipline. Le service militaire, quoique de courte durée, honore les citoyens et leur procure, après son expiration, différents priviléges et avantages civils.

Ce que je viens de décrire est la puissance du pays agissant dans une direction particulière pour maintenir la discipline et la force de l'armée. En lisant avec attention l'exposé fait par le baron Bulow de la discipline de cette armée, des principes sur lesquels elle est établie, et de la manière dont on l'applique, on reconnaît qu'il doit y avoir quelque chose de particulier dans la composition de cette armée, dans la nature du peuple d'où l'on tire les soldats, et dans la constitution

du pays lui-même ; autrement un pareil système ne pourrait fonctionner.

. . . .

Examinons maintenant ce qu'est l'armée anglaise. Elle est étrangère en Angleterre, inconnue dans l'ancienne constitution du pays. Elle ne sert ou n'est supposée servir qu'à la défense de ses possessions étrangères. Elle est dédaignée par les habitants, surtout par les hautes classes, dont quelques-unes ne permettent jamais qu'un membre de leur famille y prenne du service. L'homme du peuple même fait tous ses efforts pour trouver le moyen d'acheter le congé d'un parent qui a été enrôlé, bien que sous le rapport de la paye, etc., la condition du soldat soit supérieure à celle de l'ouvrier.

Dans les moments les plus difficiles pour le pays, on ne peut trouver à recruter l'armée. Le service n'est regardé comme un avantage par personne. Les officiers et les soldats sont mal vus, jalousés et presque toujours maltraités par les habitants.

Le but du projet de M. Windham était de rendre le service de l'armée populaire en Angleterre, en y attachant des profits et des honneurs; mais ce projet a complétement échoué.

L'homme qui s'enrôle dans l'armée anglaise est généralement le plus ivrogne et probablement le plus mauvais sujet, dans le commerce ou la profession qu'il exerce, la ville ou le village qu'il habite. Il n'y en a pas un sur cent qui n'ait été pris dans la dernière classe, ou dans la classe avilie de toute société ou corporation; et l'on ne peut parvenir à les rendre aptes à rentrer dans ce qu'on appelle la première classe que par la discipline, les préceptes et les exemples des vieux soldats.

. . . .

Voyons maintenant comment cette armée est employée. Elle est constamment en service dans toutes les parties et dans tous les climats du monde. Elle ne sort pas de ses baraques et de ses cantonnements pour aller dans les riches plaines de l'Allemagne méridionale, des Flandres ou de la France, jouir des meilleurs fruits de la terre. Mais quelque part qu'elle aille, elle commence son service sur un bâtiment de transport où toute cette discipline d'honneur, de remontrances et de réprimandes secrètes, ainsi que la distinction et la séparation des classes, est impraticable.

Examinons ce que deviendrait la discipline dans cette situation, si nous étions assez imprudents pour adopter le système prussien.

Bornons-nous à parcourir nos registres d'ordre dans la Péninsule. Rappelons-nous les horreurs qui furent commises par de petits déta-

chements en marche pour rejoindre l'armée, malgré tous les soins qu'on eût pris pour empêcher ces excès. Ne réfléchissons qu'aux conséquences du régime prussien, ou de quelqu'une de ses parties, ou à celles d'un relâchement dans la sévérité de notre propre système ; ne regardons que la conduite de nos hommes et les conséquences de cette conduite, non-seulement pour l'honneur de l'armée et les intérêts publics, mais encore pour la sûreté de ces hommes eux-mêmes.

Qu'on se reporte à ma correspondance sur ce sujet avec lord Bathurst, et l'on verra quelles réformes je proposai, et quelles mesures furent soumises au Parlement et adoptées par lui pour s'opposer à la grandeur du mal. J'avoue que j'ai toujours regardé ce désir de changer le système de discipline de l'armée comme une maladie de notre époque.

. . . .

Nous oublions ce qu'est l'armée, ce qu'elle deviendrait si elle n'était pas retenue dans l'ordre, et combien les gens du pays seraient disposés à jeter les hauts cris si, par hasard, ils avaient à souffrir de quelque acte d'insubordination, ou si, faute de discipline, l'armée n'obtenait plus de succès, comme cela est arrivé, toutes les fois qu'elle a donné prise au désordre.

Il serait assez curieux que les personnes qui proposent d'adoucir la sévérité du système fussent celles-là précisément qui porteront la responsabilité des actes d'indicipline ou de violence auxquels cette réforme donnera lieu.

Je sais bien qu'une armée, même une armée anglaise, peut être retenue dans l'ordre sans qu'on ait recours aux punitions corporelles; mais ce n'est que par un système de police rigoureux, aussi contraire à l'esprit des institutions du pays qu'aux sentiments des officiers et des soldats.

J'ai tenu moi-même des divisions entières sous les armes pendant nombre de jours; on ne commettait plus de crime alors. Je puis, de la même manière, faire faire des appels ou des parades toutes les demi-heures ou toutes les heures; je puis confiner les hommes dans les cours des baraques; je puis les envoyer promener en ville par escouades, sous l'escorte d'un officier non commisionné; bref, je puis les tourmenter pour les maintenir dans l'ordre; mais quoi qu'on fasse, la punition corporelle illimitée, ou du moins restreinte dans ses limites actuelles, doit être la base de tout système pénal applicable à l'armée anglaise.

Je voudrais que ceux qui examinent ce sujet voulussent bien lire

toutes les pièces de l'affaire du major N***. Il était jaloux de maintenir son bataillon en bon ordre sans infliger de punition corporelle; à la fin, ses soldats, en faisant l'exercice, tirèrent sur lui avec des boutons.

Nous pouvons être assurés que nous ne saurions nous relâcher, en aucune manière, de la sévérité de notre système ni même diminuer le nombre de nos punitions corporelles sans augmenter notre système de police préventive. A cet égard, nous devons considérer un peu ce que sont nos officiers, et les mettre en parallèle avec les officiers prussiens. Nos officiers sont des gens comme il faut; nous voulons qu'ils le soient, et qu'ils se conduisent comme tels, surtout vis-à-vis des soldats et dans leurs rapports avec les officiers non commissionnés. Nous poussons vraiment si loin ce principe pour nos officiers d'être *gentlemen*, et d'avoir peu de communication avec leurs subordonnés, que, dans mon opinion, le devoir d'un officier subalterne, tel qu'il est rempli dans es armées étrangères, ne l'est nullement dans la cavalerie ou dans 'infanterie de ligne anglaise : ce sont les sergents qui le remplissent dans les gardes. Il en résulte que nos officiers, gens comme il faut, tout admirable que soit leur conduite sur un champ de bataille, tout honorables qu'ils soient par eux-mêmes, quelque gloire et quelque avantage qu'ils procurent au pays, ne sont que de pitoyables créatures lorsqu'il s'agit de maintenir la discipline parmi leurs soldats en campagne.

Le nom, le caractère, la conduite, la famille et la parenté, la fortune, la situation, les qualités de chacun des hommes de leurs compagnies n'occupent pas uniquement leurs pensées; tandis que l'officier prussien, dans la même position, a tous ces objets présents à l'esprit, et fait observer une rigoureuse discipline aux hommes avec lesquels il vit comme un compagnon, un ami, un conseiller.

Il nous faut remarquer ensuite que l'armée prussienne, outre l'avantage qu'elle a d'être ordinairement en repos, ce qui lui permet de suivre son système de discipline, est en tout temps régulièrement organisée, chaque bataillon dans son régiment, chaque régiment dans sa brigade, chaque brigade dans sa division, et chaque division dans son corps d'armée; le tout sous l'inspection personnelle du roi; en sorte qu'il n'y a pas de corps, de division, de brigade, de régiment, de bataillon, de compagnie et d'individu dont la conduite ne soit surveillée et contrôlée par l'autorité supérieure, ainsi que par tous les gens du métier.

Comparons cet état de choses avec celui de l'armée anglaise, avec nos détachements en Irlande, aux Indes occidentales, à Honduras, etc.,

avec nos détachements dans les transports, pour la garde des déportés à la Nouvelle-Galles du Sud, avec notre manque total d'inspection et de contrôle des officiers et des soldats, dans presque toutes les parties du monde, — et nous serons étonnés qu'il y ait quelque discipline dans l'armée, malgré la sévérité du système dont on se plaint.

ANNEXE N° 18.

NOTES SUR LES GÉNÉRAUX ESPAGNOLS.

Nous avons plusieurs fois exprimé l'opinion que la guerre de la Péninsule ne produisit aucun homme susceptible d'être comparé, même de très-loin, au duc de Wellington. Pour justifier cette opinion, il suffit de rappeler ce que furent les généraux espagnols et quels actes ils posèrent. Dans le nombre, il ne s'en trouva pas un seul qui eût quelque réputation avant la guerre de l'indépendance, ou qui racheta cette infériorité par une instruction solide ou des idées justes sur les grandes opérations militaires. Ils avaient tous, en matière de stratégie, les idées les plus fausses et les principes les plus erronnés. Dans les circonstances difficiles, ils ne parlaient que d'*entourer l'ennemi*, manœuvre absurde, qui leur avait réussi par hasard à Baylen, et que depuis lors ils avaient érigée en système, malgré le terrible châtiment de la campagne de 1809.

Une autre erreur de ces généraux, c'est qu'ils ne voulurent jamais comprendre qu'avec des troupes médiocres ils devaient se contenter de la guerre de position et laisser aux Anglais les fatigues et les périls de la guerre active. Ne tenant nul compte des avertissements de Wellington, ils livraient à tout propos des batailles qui n'aboutirent qu'à des désastres. Ces fréquentes humiliations ne les ramenèrent point à d'autres sentiments; ils acceptèrent leurs défaites avec résignation, et pour mettre leur amour-propre et leur conscience à l'aise, ils les attribuèrent tantôt à la trahison, tantôt à l'absence de cavalerie, tantôt à l'inaction des troupes anglaises, qui n'avaient garde, en effet, de seconder toutes leurs folles entreprises.

Enfin, ce qui ôtait aux généraux espagnols toute influence, c'est

qu'ils se mêlaient à des intrigues politiques, dont le résultat ordinaire était de les rendre hostiles les uns aux autres. Les juntes les nommaient et les révoquaient avec aussi peu de justice que de discernement.

En 1809, la Romana accusa la junte centrale « d'accorder des récompenses aux individus qui avaient le moins de connaissances militaires, et qui souvent n'avaient pas rempli les devoirs qui leur étaient confiés... » Les emplois publics, d'après lui, n'étaient pas donnés aux hommes de mérite ni à ceux qui aimaient véritablement le pays. »

Le comte Toréno corrobore ce témoignage dans les termes suivants : « En 1811, la régence, *dont les choix furent souvent par trop ridicules*, nomma gouverneur de Valence le marquis del Palacio, qui s'occupait beaucoup de processions et peu d'exercices, et déclarait inexpugnables les murs de la ville quand il avait promené à l'entour l'image de Notre-Dame de *los desamparados* (1). »

Dans plusieurs de ses lettres, Wellington se plaint de ce que les généraux espagnols divulguent tout ce qu'il leur confiait. Il cite entre autres ce fait, qu'ayant expliqué au général N.... son projet d'attaquer Ciudad-Rodrigo, il fut très-étonné d'apprendre que cet officier en avait donné connaissance à des femmes espagnoles, bien que le secret fût dans cette opération la principale garantie du succès (2).

Les plus distingués parmi les généraux indigènes étaient Castanos et la Romana.

Castanos. S'il ne surpassait pas beaucoup ses compatriotes en expérience militaire, c'était du moins un politique avisé, plein de sens et de finesse, ne partageant aucune des sauvages passions du peuple espagnol (3). Il fit preuve de talent et de perspicacité à Baylen. Quoique souvent irrésolu et faible (4), son intelligence et son caractère lui eussent donné des titres au commandement en chef ; mais, comme le dit M. Thiers « chaque junte avait son héros qu'elle ne voulait pas soumettre au héros de la junte voisine. »

La Romana. Esprit ardent et singulier, tout plein de la lecture des auteurs anciens, instruit, mais peu sensé, plus bouillant qu'éner-

(1) Toréno, t. IV, p. 206.
(2) *Despatches*, t. VIII, p. 159.
(3) Thiers, p. 626.
(4) Toréno le trouve trop *lent et trop circonspect*, t. II, p. 137.

gique (1). On rend justice à son caractère généreux, à sa bravoure, à son activité, mais on conteste sérieusement qu'il eût des talents militaires (2). Il exerçait une grande influence sur le peuple et avait le talent de remuer ses passions. Le duc de Wellington se montra fort généreux envers sa mémoire, en écrivant à lord Liverpool, le 26 janvier 1811, une lettre où il vante les talents, les vertus et le patriotisme de la Romana : « l'armée espagnole, dit-il, perd en lui sa plus brillante illustration. »

On a quelque raison de suspecter le patriotisme d'un général qui, témoin de l'invasion de son pays, écrivit au roi usurpateur (le 14 juin 1808) : « Sire, la division espagnole dans le Danemark, que j'ai l'hon- « neur de commander, s'empresse de témoigner à Votre Majesté, par « mon organe, sa *grande satisfaction* de savoir qu'un frère du *grand* « Napoléon, du *héros incomparable* qu'a produit la France, a été re- « connu roi d'Espagne, etc., etc. (3). »

Reding. Suisse d'origine; il se montra ferme et courageux à Baylen et à Valls. Il avait beaucoup d'activité physique, mais aucune activité d'esprit. Il était incapable de conduire des troupes réglées (4).

Don Jose Palafox. Homme très-ordinaire. Il montra même peu de courage au commencement du premier siége de Saragosse. Dans le second, il fut moins remarquable qu'on l'a prétendu. « Plus d'un mois avant la reddition de la ville, il s'était enfermé dans un édifice voûté, à l'épreuve de la bombe, et là, avec des personnes de l'un et l'autre sexe, sa vie sensuelle formait un contraste dégoûtant avec la misère dont il était entouré (5). »

A Tudela, il contribua, par ses conseils inintelligents, à la perte des armées d'Aragon et d'Andalousie ; il partit même pour Saragosse le matin du jour où cette bataille fut livrée, laissant l'armée aux ordres d'O'Neill (6).

(1) Thiers, p. 742.
(2) Napier, t. III, p. 315 ; Toréno, t. II, 184, 185 et 193.
(3) Cette lettre se trouve dans les *Mémoires de Joseph*.
(4) Napier, t. III, p. 101, et Sherer, t. 1er, p. 191.
(5) Napier, t. III, p. 62 ; Sherer, t. II, p. 183 ; Napoléon, 33e bulletin de l'armée d'Espagne. « On ne le voyait jamais, dit ce bulletin, où il y avait du danger. »
(6) Toréno, t. II, p. 141.

Cuesta. Vieillard respectable, mais d'une humeur dure et capricieuse, très-obstiné dans ses opinions, hostile aux Anglais, physiquement et moralement incapable de commander (1). Son jugement fut toujours faux; aussi ne gagna-t-il aucune bataille (2). Les dispositions qu'il prit à Cabezon pour résister à Lasalle, à Rio-Seco pour tenir tête à Bessières, et à Medelin pour combattre Victor, prouvent qu'il n'avait ni expérience ni coup d'œil militaires (3). Mais c'est surtout pendant la campagne de Talavera que sa nullité se fit voir. Napier raconte, entre autres, ce fait qui peint l'homme. Dès que Wellington et Cuesta eurent réuni leurs forces en présence de l'armée de Victor, le général en chef crut le moment favorable pour livrer bataille. Il mit en conséquence ses troupes sous les armes à 3 heures du matin et alla trouver ensuite son collègue, qui ne voulut point être dérangé de si bonne heure. Cuesta ne se leva qu'à 7 heures; il refusa de combattre, parce que c'était un dimanche! Le lendemain, il se présenta à Wellington, dans un carrosse attelé de six chevaux, pour faire la reconnaissance de la position (4)! Le général anglais s'égaya beaucoup de l'aventure et se passa désormais des conseils et de l'appui d'un collègue qui entendait la guerre de cette façon.

Venegas. Général nul; instrument docile de la junte (5). Il perdit la bataille d'Ucles, une des plus désastreuses pour ses compatriotes (6).

Eguia. « Homme irrésolu et incapable de mettre à profit une heu-
« reuse conjoncture; ce qui eût été peut-être sagesse chez un autre,
« n'était chez lui qu'indécision et manque d'énergie (7). »

Blake. Issu d'une famille d'origine anglaise. Caractère froid et sombre; manquant des qualités qui constituent le véritable général en chef. « Du 24 octobre au 4 novembre 1808, dit Napier, ce général commit toutes les fautes que les circonstances lui permirent de faire. »

---

(1) Toreno, t. I, p. 200, 284, 287.

(2) « Cuesta n'avait aucun talent, mais c'était un homme brave, rempli d'honneur et de préjugés, poussant à un point extrême l'opiniâtreté et abhorrant les Français au delà de toute expression. » — Londonderry; t. I, p. 381.

(3) Voir Toréno, t. I, p. 303, 304 : « Les diverses batailles de Cuesta, dit cet historien « prouvent qu'il avait peu de connaissances stratégiques. »

(4) Voir Toréno, t. II, p. 216, 217.

(5) Napier, t. IV, p. 176.

(6) Voir encore Sherer, t. I, p. 217.

- Toréno, t. III, p. 139.

Ses opérations de 1809 contre Saint-Cyr prouvent qu'il était incapable de mener à bonne fin une grande entreprise (1). La bataille d'Albuera est un autre témoignage de sa nullité. A Sagonte et à Valence, il se montra pusillanime et sans talents (2). Comme tous les généraux espagnols, il avait des projets qu'il ne savait point exécuter et qui, la plupart du temps, n'avaient rien de sérieux.

Marquis de Belveder. « Jeune homme sans expérience et sans qualités saillantes pour la guerre (3). »

Albuquerque. Brave, zélé pour son pays et même habile officier (4), mais présomptueux à l'excès (5). Il rendit de grands services à Cadix, et en aurait rendu plus encore s'il avait pu obtenir un commandement important. Il résigna ses fonctions à la suite d'un différend avec la junte de Cadix, et mourut peu de temps après à Londres.

Areyzaga. Son ignorance est attestée par la folle expédition dirigée contre Madrid, après la bataille de Talavera.

« Il avait un penchant prononcé pour la vie joyeuse (6). » Le comte Toréno l'a peint dans les termes suivants : « Brave militaire, manquant du sang-froid propre au véritable général, et dépourvu des premières notions de la stratégie moderne; donnant plus de confiance au courage personnel qu'aux grandes et savantes manœuvres, base actuelle des batailles rangées..... A Ocana, il ne transmit aucun ordre et n'assigna aucun poste fixe à la plupart des divisions de son armée. Il alla se jucher au haut d'un des clochers de la ville et là, se contentant d'être en vigie et d'observer le terrain, il resta tout le temps dans une espèce d'étourdissement sans prendre une seule disposition convenable (7). »

A dos Barrios, il se précipita comme un insensé au devant de l'ennemi, et quand il fut arrivé à portée de canon, il demeura tout à coup immobile, tremblant, effrayé.

---

(1) « A l'heure de l'exécution, il manquait d'activité et de coup d'œil. » — Toréno, t. II, p. 137.

(2) Napier, t. IV, p. 13; Toréno, t. IV, p. 277 et suivantes.

(3) Toréno, t. II, p. 131.

(4) Napier, t. IV, p. 43.

(5) *Ibid.*, t. II, p. 282.

(6) Napier, t. V, p. 85.

(7) T. III, p. 144, 145.

Alvarez. Se rendit illustre par le troisième siége de Girone. Tant que la vertu et le courage seront honorés sur la terre, on aura du respect pour la mémoire de ce brave. Cependant, c'est ce même Alvarez, qui, l'année précédente, avait rendu le Monjouic de Barcelone sur l'insolente sommation de Duhesme.

Don Luis de Bassecourt. Politique faible et général de peu de valeur; jugement porté sur lui par un de ses compatriotes, le comte Toréno (1), membre des cortès pendant la guerre de l'indépendance.

Sylviera. Les opérations de ce général n'offrent rien de remarquable. La plupart furent mal conduites (2).

Vivès; capitaine général de la Catalogne. Homme faible et indolent; ses opérations contre Saint-Cyr, en 1808 et en 1809, révèlent de l'indécision et de l'incapacité. Menacé de mort par le peuple, il dut céder le commandement à Reding (3).

Del Parque. Général incapable, malgré le succès qu'il obtint en 1809 à Tamamès. En 1808, il avait donné au roi Joseph les assurances les plus formelles de sa fidélité (4). On peut juger de sa capacité militaire par ce qu'il fit en 1812, dans la partie orientale de la Péninsule.

Ballesteros et Mendizabal. « Ballesteros, dit le comte Toreno, était enclin à l'ostentation; vaillant d'ailleurs, sobre et doué de qualités militaires recommandables, mais obscurcies par sa jactance et sa manie de s'attribuer de magnifiques triomphes (5). »

Ainsi que Mendizabal, il donna une preuve de son entêtement et de son ignorance militaire, en 1811, lors du siége de Badajoz. Quoique Wellington eût vivement à se plaindre de Ballesteros, il fit l'éloge de ce général, dans une lettre du 23 novembre 1812, à lord Liverpool.

Lascy. Les guerres de la Catalogne prouvent que ce général man-

(1) T. IV, p. 156.
(2) Napier, t. III, p. 315.
(3) Toréno, t. II, p. 236.
(4) *Mémoires de Joseph*, t. V, p. 201.
(5) T. II, p. 318; t. IV, p. 21, 22; t. V, 127.

quait de courage et de résolution sur le champ de bataille. Il eut souvent recours à l'assassinat(1); il était haï de tout le monde et méritait de l'être (2).

Abadia. Homme faible et sans qualités saillantes (3). Il désorganisa l'armée des Asturies en 1811.

Mahy. « Les malheurs de Valence, dit Wellington, doivent être « attribués à l'ignorance de Blake, à la lâcheté et à la trahison de « Mahy. »

Sanchez, Mina, etc. « Comme chefs de partisans Juan Martin, el Empecinado, Rovera, Julian Sanchez et Mina firent preuve de beaucoup d'intelligence militaire (4). »

O'Donnel. Général jeune, brave, intelligent, aimé du soldat; fit preuve de talent et de résolution dans les combats qu'il livra contre Augereau et Suchet. « L'organisation des *miquelets* lui fournit des « multitudes d'hommes; ses talents et son courage furent rarement en « défaut (5). » C'était un homme précieux pour la petite guerre. Nommé comte pour son affaire de l'Abisbal.

Campo Verde, successeur d'O'Donnel. Il était lent, indécis, dépourvu de talents militaires. Sa conduite et ses fautes avant et après le siége de Tarragone le rendirent impopulaire dans toute la Catalogne (6).

(1) Napier, t. VII, p. 373.
(2) Le comte Toréno le dépeint sous des couleurs plus favorables : « Il était, dit-il, énergique et doué d'une infatigable activité... il conquit la sympathie des Catalans. » — T. IV, p. 225, 226, 227, 229.
(3) Toréno, t. IV, p. 262.
(4) Napier, t. IV, p. 54; *Victoires et conquêtes.*
(5) Napier, t. 195.
(6) Toréno, t. V, p. 140 à 148.

ANNEXE N° 19.

ÉTAT DE SERVICES DU DUC DE WELLINGTON.

PRÉCIS

DES COMMISSIONS, SERVICES, COMMANDEMENTS OFFICIELS ET HONNEURS PUBLICS

DU

FELD-MARÉCHAL DUC DE WELLINGTON.

Né,	1er mai	1769.
Sous-lieutenant,	7 mars	1787.
Lieutenant (1),	25 décembre	1787.
Capitaine (2),	30 juin	1791.
Major,	30 avril	1793.
Lieutenant-colonel,	30 septembre	1793.
Colonel,	3 mai	1796.
Major-général,	29 avril	1802.
Lieutenant général,	25 avril	1808.
Général en Espagne et en Portugal,	31 juillet	1811.
Feld-maréchal,	21 juin	1813.

1794.

S'embarque à Cork, commandant le 3e régiment pour rejoindre l'armée du duc d'York, dans les Pays-Bas, et arrive à Ostende. juin.

Se rembarque et se rend par l'Escaut à Anvers, juillet.

(1) Il remplit avec ce grade les fonctions d'aide de camp du lord lieutenant d'Irlande.
(2) Comme lieutenant et capitaine, il servit dans l'infanterie et dans les dragons légers.

1795.

Comme officier supérieur commande 3 bataillons pendant la retraite en Hollande.	
Au commencement du printemps, après la débâcle, l'armée, y compris le 33e régiment, se rembarque à Brême pour l'Angleterre.	janvier
A son retour en Angleterre le 33e régiment s'embarque pour les Antilles, sur la flotte commandée par l'amiral Christian.	octobre.

1796.

Revient en Angleterre à cause des grands vents d'équinoxe, après avoir été six semaines en mer.	19 janvier.
Destination du 33e régiment changée pour l'Inde.	12 avril.
Rejoint le 33e régiment au cap de Bonne-Espérance.	septembre.

1797.

Arrive au Bengale.	février.
Fait partie d'une expédition à Manille, qui fut rappelée à son arrivée à Penang.	août.
Revient à Calcutta.	novembre.

1798.

Visite à Madras.	janvier.
Revient à Calcutta.	mars.
Le 33e régiment placé dans l'établissement de Fort-Saint-George, à Madras.	septembre.

1799.

Nommé commandant de la force subsidiaire du nizâm.	février.
L'armée s'avance sur Seringapatam; le colonel Wellesley commandant l'aile droite est attaqué par l'ennemi.	10 mars.
Tippoo-Sahib, en position à Mallavelly, est attaqué et défait par la division du colonel Wellesley et la cavalerie du major-général Hoyd.	27 mars.
Arrivée de l'armée britannique devant Seringapatam	3 avril.
L'armée devant la face occidentale de cette forteresse : 1re attaque sur le pettah du Sultan, par le 33e régiment et par le 2e régiment de cipayes du Bengale, sous les ordres du colonel Wellesley.	5 avril.

2e attaque par les mêmes forces augmentées de la brigade écossaise (94e régiment), de 2 bataillons de cipayes et de 4 pièces de canon. 6 avril.

Siége de Seringapatam jusqu'au 3 mai.

Assaut et prise de Seringapatam : le colonel Wellesley nommé commandant de la réserve dans les tranchées. 4 mai.

Le colonel Wellesley nommé gouverneur de Seringapatam. 6 mai.

Une commission, composée du lieutenant général Harris, du lieutenant-colonel Barry-Close, du colonel A. Wellesley, de l'honorable H. Wellesley et du lieutenant-colonel Kirkpatrick, est nommée par le gouverneur général pour le règlement des territoires du Mysore. 4 juin.

Cette commission est dissoute. 8 juillet.

Le colonel Wellesley nommé commandant de Seringapatam et de Mysore. 9 juillet.

Le colonel Wellesley est nommé commandant d'une expédition contre Batavia, conjointement avec l'amiral Rainier; il refuse, son commandement du Mysore étant d'une plus grande importance. mai.

La tranquillité du Mysore troublée par d'Hoondiah Waugh, maraudeur mahratte; le colonel Wellesley entre en campagne contre lui. juillet.

Défaite et mort de d'Hoondiah; fin de la guerre. 10 septembre.

Wellesley est rappelé du Mysore pour commander une force qui se rassemble à Trincomalée. octobre.

Nommé commandant de cette force, destinée à être employée à l'île Maurice ou dans la mer Rouge, ou en cas d'ordres de l'Europe à se tenir prête à repousser toute agression sur l'Inde. 15 novembre.

1801.

Une dépêche reçue par terre par le gouverneur général contient l'ordre, daté du 6 octobre 1800, d'envoyer 3,000 hommes en Égypte. 6 février.

L'expédition étant prête pour Trincomalée, le gouverneur général lui ordonne de partir pour la mer Rouge; il nomme le général Baird commandant en chef, et le colonel Wellesley en second. 11 février.

Le colonel Wellesley ayant reçu en même temps des gouverneurs de Bombay et de Madras des copies de la dépêche reçue par terre de M. Dundas, fait voile de Trincomalée pour Bombay à la tête des troupes. 15 février.

Wellesley allant à Bombay est informé de la nomination du major-général Baird au commandement en chef. 21 février.

Empêché pour cause de maladie de poursuivre l'expédition d'Égypte, le colonel Wellesley reçoit l'ordre de reprendre le commandement du Mysore. 28 avril.

1803.

Nommé au commandement d'une expédition assemblée à Hurryhur pour marcher sur le territoire mahratte. 27 février.

Mouvement de Hurryhur. 9 mars.

Arrivée à Poonah. 20 avril.

Le peschwah replacé sur le trône. 13 mai.

Chargé de pleins pouvoirs à l'égard de toutes les affaires politiques et militaires du gouvernement britannique dans les territoires du nizâm et du peschwah, ainsi que dans le Deccan. 26 juin.

Commencement de la guerre mahratte. 6 août.

Siége et prise d'Ahmednuggur. 11 août.

Siége et prise de Baroach. 29 d°

Bataille d'Assye. 23 septembre.

Siége et prise d'Assirghur. 21 octobre.

Bataille d'Argaum. 29 novembre.

Siége et prise de Gawilghur, 15 décembre.

Traité de paix avec le radjah de Bérar. 17 d°

Traité avec Dowlut-Rao Scindiah. 30 d°

1804.

Surprise d'un corps de maraudeurs mahrattes mis en déroute et détruit après une marche forcée près de Munkasseer. 6 février.

Une épée de la valeur de 1,000 louis votée au major-général Wellesley par les habitants anglais de Calcutta 21 février.

Visite Bombay. Est fêté et complimenté par la garnison et les habitants.	4 mars au 16 mai.
Un vase d'or est voté au major-général Wellesley par les officiers de sa division; — remplacé par un service d'argenterie avec « *Assye* » gravé en relief.	26 février.
Revient à l'armée, cantonnée près de Poonah.	17 mai.
Se démet du pouvoir militaire et politique dont il avait été revêtu par le gouverneur général.	24 juin.
Il quitte l'armée et part pour Seringapatam.	28 juin.
Adresse présentée au major-général Wellesley, à son retour de l'armée, par les habitants de Seringapatam.	6 juillet.
Appelé à Calcutta pour assister aux délibérations militaires.	»
Nommé chevalier de l'ordre du Bain.	1er septembre.
Le pouvoir civil et militaire dont il avait été revêtu le 26 juin 1803, et dont il s'était démis le 24 juin 1804 lui est rendu par le gouverneur général.	9 novembre.
Revient à Seringapatam par Madras.	30 d°.

1805.

Se démet de nouveau des pouvoirs politiques et militaires du Deccan pour revenir en Europe.	24 février.
Reçoit à son départ de l'Inde une adresses des officiers de la division sous ses ordres.	27 d°.
Sa réponse.	8 mars.
Adresse des officiers du 33e régiment.	28 février.
Sa réponse.	mars.
Adresse des habitants natifs de Seringapatam.	4 mars.
Sa réponse.	d°.
Grande fête donnée en son honneur au panthéon de Madras, par les officiers civils et militaires de la résidence.	5 mars.
Nomme le colonel Wallace, le major Barclay et le capitaine Bellingham pour surveiller le butin pris par l'armée du Deccan.	6 mars.
Les remercîments du roi et du Parlement pour services rendus dans le commandement de l'armée du Deccan lui sont communiqués en ordres du jour par le gouverneur général.	8 mars.

S'embarque pour l'Angleterre.	10 septembre.
Est nommé commandant d'une brigade dans la division militaire du duché de Kent.	30 octobre.
Commande une brigade sous lord Cathcart, en Hanovre.	30 novembre.

1806.

Nommé colonel du 33e régiment, à la mort du colonel marquis de Cornwallis.	30 janvier.
A son retour de l'expédition de Hanovre, nommé commandant d'une brigade d'infanterie dans la division militaire de Sussex.	25 février.
Nommé député.	12 avril.

1807.

Prête serment dans le conseil de Sa Majesté.	8 avril.
Nommé secrétaire d'Irlande, le duc de Richmond étant vice-roi.	19 avril.
Commande la réserve dans l'armée sous lord Cathcart, dans l'expédition contre Copenhague.	13 juin.
Affaire à Kioge.	29 août.
Nommé négociateur de la capitulation de Copenhague.	5 septembre.

1808.

Reçoit les remercîments du Parlement pour sa conduite à Copenhague, et répond au président.	1er février.
Retourne à Dublin.	17 avril.
Nommé commandant d'une division assemblée à Cork.	14 juin.
L'expédition fait voile pour la Corogne et Oporto.	12 juillet.
Débarque à l'embouchure de la rivière Mondégo en Portugal.	1 au 3 août.
Affaire d'Obidos.	15 août.
Affaire de Roliça.	17 do.
Bataille de Viméiro.	21 do.
Le lieutenant-général sir H. Burrard le remplace dans le commandement de l'armée.	21 do
Selon le désir du lieutenant-général Dalrymple, nommé commandant en chef de l'armée, il signe l'armistice préliminaire de la convention de Cintra.	22 do.

Un vase en vermeil, en l'honneur de la bataille de Viméiro, est offert au lieutenant général sir A. Wellesley, par les généraux et les officiers supérieurs de l'armée. 22 août.

Commande une division de l'armée sous sir H. Dalrymple. 22 d°.

Convention de Cintra. 30 d°.

Retourne en Angleterre. 4 octobre.

Cour d'enquête sur la convention de Cintra. 17 novembre.

Comparaît devant cette cour. 22 d°.

Retourne à Dublin. 21 octobre.

1809.

Reçoit dans la chambre des Communes les remercîments du Parlement pour sa conduite à Viméiro ; il répond au président. 27 janvier.

Nommé commandant de l'armée en Portugal. 2 avril.

Donne sa démission de secrétaire en chef du lord lieutenant d'Irlande. 14 d°.

Arrive à Lisbonne et prend le commandement de l'armée. 22 d°.

Passage du Douro et bataille d'Oporto. 12 mai.

Par un décret du prince régent de Portugal, est nommé maréchal général de l'armée portugaise. 6 juillet.

Bataille de Talavera de la Reyna. 27 et 28 juillet.

Nommé pair, sous le titre de baron Douro de Wellesley, et vicomte Wellington de Talavera. 26 août.

Va rendre visite au marquis de Wellesley à Séville et à Cadix. 2 novembre.

1810.

Remercîments du Parlement pour l'affaire de Talavera. 1er février.

Une pension de 2,000 livres par an, votée à lord Wellington et à ses deux héritiers mâles. 16 d°.

Nommé membre de la régence en Portugal, conjointement avec lord Stuart de Rothesay, alors ministre de Sa Majesté à Lisbonne. 1er août.

Bataille de Busaco. 27 septembre.

Prend une position fortifiée devant Lisbonne, depuis Alhandra sur le Tage, jusqu'à Torrès-Vedras et la mer. 10 octobre.

Suit l'armée française dans sa retraite sur Santarem.	16 novembre.

1811.

Harcelle l'armée française jusqu'à Condeixa, et de là, se dirige, par la ligne de Mondégo, sur Celerico, Sabugal, Alméida et Ciudad-Rodrigo.	5 mars au 10 avril.
Affaires avec l'armée française pendant sa retraite :	
à Bombal.	11 mars.
à Redinha.	12 d°.
à Casal-Novo.	14 d°.
Au passage de la Ceira, à Foz d'Arunce.	15 mars.
à Sabugal.	3 avril.
Remercîments du Parlement pour la délivrance du Portugal.	26 d°.
Bataille de Fuentès d'Onoro.	3, 4, 5 mai.
Alméida abandonné.	11 mai.
Bataille d'Albuera.	16 d°.
Levée du siége de Badajoz.	10 juin.
Concentration de l'armée sur la Caya.	19 d°.
Marche de l'armée vers le Nord.	1er août.
Affaire d'El Bodon.	25 septembre.
Combat livré à Aldea da Ponte.	27 d°.
Permission accordée au nom du roi, par le prince régent, d'accepter le titre de comte de Viméiro et les insignes de chevalier grand'croix de la Tour et de l'Épée du prince régent de Portugal.	26 octobre.
Surprise du général Girard à Arroyo-Molinos.	28 d°.

1812.

Assaut du fort Renaud, près de Ciudad-Rodrigo.	8 janvier.
Siége et prise de Ciudad-Rodrigo.	19 d°.
Nommé par la régence, grand d'Espagne, avec le titre de duc de Ciudad-Rodrigo.	
Remercîments du Parlement pour Ciudad-Rodrigo.	10 février.
Avance dans la pairie britannique sous le titre de comte de Wellington.	18 d°.
Un vote du Parlement attache 2,000 livres de rente à ce titre.	21 février.
Siége et prise de Badajoz.	6 avril.
Remercîments du Parlement pour Badajoz.	27 d°.
Forts d'Almaraz pris par le général Hill.	19 mai.

Siége et prise des couvents fortifiés de Salamanque.	27	juin.
Bataille de Salamanque.	22	juillet.
Charge de cavalerie à laS erna	23	d°.
Nommé par la régence d'Espagne chevalier de la Toison d'Or.		
Entre à Madrid.	12	août.
Nommé généralissime des armées espagnoles.	18	d°.
Avancé dans la pairie britannique sous le titre de marquis de Wellington.	18	d°.
Promu par le régent de Portugal au titre de marquis de Torrès-Vedras.		
Marche sur Burgos.	4	septembre.
Siége de Burgos.	22	octobre.
Retraite de Burgos vers la frontière de Portugal.	19	novembre.
Remercîments du Parlement pour Salamanque.	3	décembre.
Une donation de 100,000 livres, est votée par le Parlement, comme récompense pour ses services, pour l'achat de terres et pour le soutien de sa dignité de pair.	7	d°.
Promu par le régent de Portugal au titre de duc de Victoria.	18	d°.
Visite Cadix, où il est reçu par une députation des Cortès.	24	d°.

1813.

Nommé colonel du régiment des gardes à cheval.	1er	janvier.
Retourne à Lisbonne, où il est reçu par la population entière.	16	d°.
Fêtes données par la régence à San Carlos.	20	d°.
Cesse d'avoir le commandement du 33e régiment.	2	février.
Nommé chevalier de la Jarretière.	4	mars.
Envahit l'Espagne sur 2 colonnes ; la colonne gauche sous les ordres du lieutenant général sir T. Graham, avance par la rive droite du Douro, la colonne droite sur Salamanque.	6	mai.
Quitte Freneda pour Salamanque.	22	d°.
Affaire près de Salamanque.	25	d°.
Se dirige vers la colonne gauche à Miranda de Duero.	29	d°.
Affaire de la brigade des hussards à Morales de Toro.	2	juin.
Jonction des deux colonnes à Toro, et marche de l'armée sur Valladolid et Burgos.	4	d°.

Destruction du château de Burgos.	13 juin.
Le passage de l'Èbre effectué à San Martin et Rocamundo.	14 d°.
Affaire à San Milan.	18 d°.
Bataille de Vittoria.	21 d°.
Promotion au grade de feld-maréchal.	21 d°.
Poursuite de l'armée française en France, par Pampelune, les passages de Roncevaux et de Maya dans les Pyrénées, par Tolosa, Saint-Sébastien et Irun.	
Remercîments du Parlement pour Vittoria.	8 juillet.
Siége de Saint-Sébastien.	17 d°.
La régence d'Espagne, sur la proposition des cortès confère au duc de Ciudad-Rodrigo le domaine de Soto de Roma en Grenade, au nom de la nation espagnole, comme témoignage de sa reconnaissance.	22 d°.
Premier assaut infructueux de Saint-Sébastien.	25 d°.
Marche de l'armée française sous les ordres du maréchal Soult, par Maya et Roncevaux. Les divisions de droite et du centre de l'armée anglaise se concentrent près de Pampelune.	24 au 27 juillet.
Bataille de Sauroren.	28 juillet.
Retraite de l'armée française en France.	30 d°.
Affaire au Puerto de Echallar.	1er août.
Réoccupation des positions sur les Pyrénées par les armées alliées.	2 d°.
Second assaut et prise de Saint-Sébastien.	31 d°.
Affaire sur la Bidassoa et à Saint-Martial.	31 d°.
Capitulation du château de Saint-Sébastien.	8 septembre.
Passage de la Bidassoa, et entrée en France.	7 octobre.
Reddition de Pampelune.	31 octobre.
Remercîments du Parlement pour Saint-Sébastien et les opérations exécutées après Vittoria.	8 octobre.
L'armée entière descend en France ; passage et bataille de la Nivelle.	10 novembre.
Passage et bataille de la Nive.	9 décembre.
Le maréchal Soult attaquant la droite et la gauche de l'armée britannique est successivement défait.	10 au 13 déc.

1814.

Affaire à Helette.	14 février.

Laisse deux divisions pour bloquer Bayonne, et poursuit le maréchal Soult avec le reste de l'armée. 21 février.
Bataille d'Orthez. 27 d°.
Passage de l'Adour à Saint-Sever. 1er mars.
Combat d'Aire. 2 d°.
Autorisation du prince régent accordée au marquis de Wellington d'accepter et de porter les insignes des ordres suivants :
Grand'croix de l'ordre impérial militaire de Marie-Thérèse.
Idem de l'ordre impérial militaire russe de Saint-George.
Idem de l'ordre royal et militaire prussien de l'Aigle noire.
Idem de l'ordre royal suédois militaire de l'Épée. 4 d°.
Détache deux divisions de l'armée à Bordeaux. 8 d°.
Affaire de Tarbes. 20 d°.
Remercîments du prince régent et du Parlement pour l'affaire d'Orthez. 24 d°.
Passage de la Garonne. 4 avril.
Bataille de Toulouse. 10 d°.
Avance dans la pairie britannique sous le titre de marquis de Douro et de duc de Wellington. 3 mai.
Visite Paris. 4 d°.
Visite Madrid. — Le roi Ferdinand confirme tous les honneurs et récompenses qui avaient été accordés à Wellington au nom de Sa Majesté par la régence et les Cortès. 21 d°.
Une donation de 400,000 livres votée par le Parlement, indépendamment des autres donations. juin.
Arrive en Angleterre. 23 d°.
Va présenter ses respects au prince régent, alors à Portsmouth avec les monarques alliés. 24 d°.
Sa réception dans la Chambre des Pairs, en prenant sa place comme baron, vicomte, comte, marquis et duc. 28 d°.
Ses remercîments dans la Chambre des Communes, où il est complimenté par le président. 30 d°.
Nommé ambassadeur à la cour de France. 5 juillet.
Banquet donné par la cité de Londres. 9 d°.
Un blason ajouté à ses armes. 25 août.

1815.

Quitte Paris pour Vienne pour assister au Congrès.	24	janvier.
A l'arrivée de Bonaparte en France, est nommé commandant en chef des forces britanniques sur le continent d'Europe. Quitte Vienne et rejoint l'armée à Bruxelles.	11	avril
Se met en communication avec le maréchal Blücher, commandant l'armée prussienne sur la Meuse.	2	mai.
Fait avancer l'armée alliée vers Nivelles, l'armée française, sous Bonaparte, ayant traversé la frontière à Charleroy.	15	juin.
Bataille des Quatre-Bras.	16	d°.
Prend position sur la lisière de la forêt de Soignies pour couvrir Bruxelles.	17	d°.
Bataille de Waterloo.	18	d°.
Remercîments du prince régent et du Parlement pour Waterloo.	34	d°.
Poursuite des débris de l'armée française jusqu'à Paris.		
Reddition de Cambray.	25	d°.
Idem de Péronne.	26	d°.
Capitulation de Paris.	3	juillet.
Par son intervention, empêche la destruction de la colonne de la place Vendôme et du pont d'Iéna.	6	d°.
Une donation de 200,000 livres votée par le Parlement, indépendamment des autres donations.		juillet.
Créé prince de Waterloo par le roi des Pays-Bas.	18	d°.
Nommé commandant en chef des armées alliées chargées d'occuper la France.	22	octobre.

1818.

Assiste au Congrès d'Aix-la-Chapelle.	26	d°.
Nommé feld-maréchal dans les armées autrichienne, russe et prussienne.	15	novembre.
Évacuation de la France par les armées alliées.	21	d°.
Nommé grand maître de l'artillerie.	26	décembre.

1819.

Nommé gouverneur de Plymouth.	9	décembre.

1820.

Nommé général en chef des carabiniers.	19	février.

1821.

Visite avec George IV, roi d'Angleterre, le champ de bataille de Waterloo.	1er octobre.

1822.

Assiste au Congrès de Vérone.	22 octobre.

1826.

Chargé d'une ambassade spéciale à Saint-Pétersbourg.	8 février.
Donne sa démission du gouvernement de Plymouth pour devenir gouverneur de la tour de Londres.	29 d°.

1827.

Nommé colonel des grenadiers de la garde.	22 janvier.
Nommé commandant en chef.	22 d°.
Donne sa démission.	5 mai.
Nommé de nouveau commandant en chef.	27 août.

1828.

Donne sa démission du commandement en chef de l'armée, le roi l'ayant nommé premier ministre.	14 février.

1829.

Nommé lord gouverneur des Cinq Ports.	20 janvier,

1830.

Donne sa démission comme ministre.	16 novembre.

1834.

Nommé chancelier de l'université d'Oxford.	29 janvier.
Le roi lui confie le soin du gouvernement et lui donne les sceaux des trois secrétaireries d'État.	15 novembre.
Garde le ministère des affaires étrangères.	9 décembre.

1835.

Donne sa démission.	8 avril.

1841.

Le duc entre dans le cabinet de sir Robert Peel sans attribution déterminée.	septembre

1842.

Est nommé commandant en chef des forces britanniques.	décembre.

1846.

Retraite du ministère Peel. Le duc sort du cabinet.	6 juillet.
Érection de la statue équestre du duc dans Green-Park.	30 septembre.

1848.

Le duc prévient par des mesures habilement concertées une insurrection des chartistes.	mars.
On lui érige une statue dans la tour de Londres.	octobre.

1852.

Inauguration de la statue équestre du duc à Édimbourg.	18 juin.
Mort à Walmer-Castle.	14 septembre.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

DU

TOME TROISIÈME.

CHAPITRE XVII

CHAPITRE XVIII.

ANNEXES.

FIN DE LA TABLE.

